

HOLLANDE.

Projet de loi sur la réforme des prisons. — On nous écrit de Leeuwarden, en Frise, sous la date du 27 décembre 1843 : « Il vous est sans doute connu que notre gouvernement a présenté aux chambres des projets de loi sur la réforme de nos prisons, dont l'emprisonnement individuel est la base. Le ministre de la justice ayant consulté la commission administrative des prisons de cette ville sur ces projets, la commission a été unanimement d'avis que le seul système répondant à tous les besoins est l'emprisonnement individuel. L'avis de la commission de Leeuwarden a été imprimé aux frais du gouvernement et distribué aux chambres. »

ITALIE.

Congrès scientifiques ; question pénitentiaire. — Au congrès scientifique tenu à Florence en 1841, la question pénitentiaire a été discutée incidemment, mais non résolue; seulement, on a remarqué une certaine tendance à réputer dangereuse l'application du système de la séparation continue de jour et de nuit. — Au congrès de Padoue, tenu en 1842, la discussion ayant été reprise, un vote s'en suivit favorable à ce système. Et comme on n'avait pas eu le temps d'examiner un système mixte qui s'était produit, et qui participait à la fois du système d'Auburn et du système de Philadelphie, une commission permanente fut instituée à Milan, dans le but de soumettre à un nouvel examen les trois systèmes en question, et de rendre compte des résultats de cet examen au prochain congrès de Lucques. — Au congrès de Lucques, tenu au mois de septembre 1843, la commission de Milan conclut, à la majorité de cinq contre deux, contre le système mixte et contre le système d'Auburn, et se prononça, à la même majorité, en faveur du système de Philadelphie, non-seulement sous le rapport hygiénique, mais encore sous le rapport moral, pénal et économique. Ces conclusions et les considérations longuement et savamment développées dans le rapport de la commission sous tous les points de vue de la question pénitentiaire, donnèrent lieu à une discussion fort animée entre les adversaires et les partisans des trois systèmes en présence, discussion qui n'amena, du reste, aucun vote pour ou contre, l'assemblée ayant reconnu, à l'unanimité, que les congrès sont institués pour discuter académiquement, non pour décider. Ainsi fut close la discussion, sans autre délibération sur le rapport de la commission milanaise. (Extr. des *Lettre di famiglia*, numéro du 18 novembre 1843.)

C'est ainsi que, sur la proposition de M. Moreau-Chrystophe, se termina la même discussion au congrès scientifique tenu à Lyon en 1841. Sur ces sortes de questions, les académies et les corps savants ne peuvent qu'opiner et discuter; les chambres législatives seules peuvent juger et voter. Le jugement et le vote de la législation française se préparent. Quelle que soit la loi qui doit sortir de ses délibérations, cette loi deviendra certainement, tôt ou tard, la loi de l'Italie, comme des autres parties du monde.

XX.

ARGENTEUIL. — IMPRIMERIE DE E. MARC-AUREL.

Bureau et Librairie à Paris, rue Richelieu, 102.

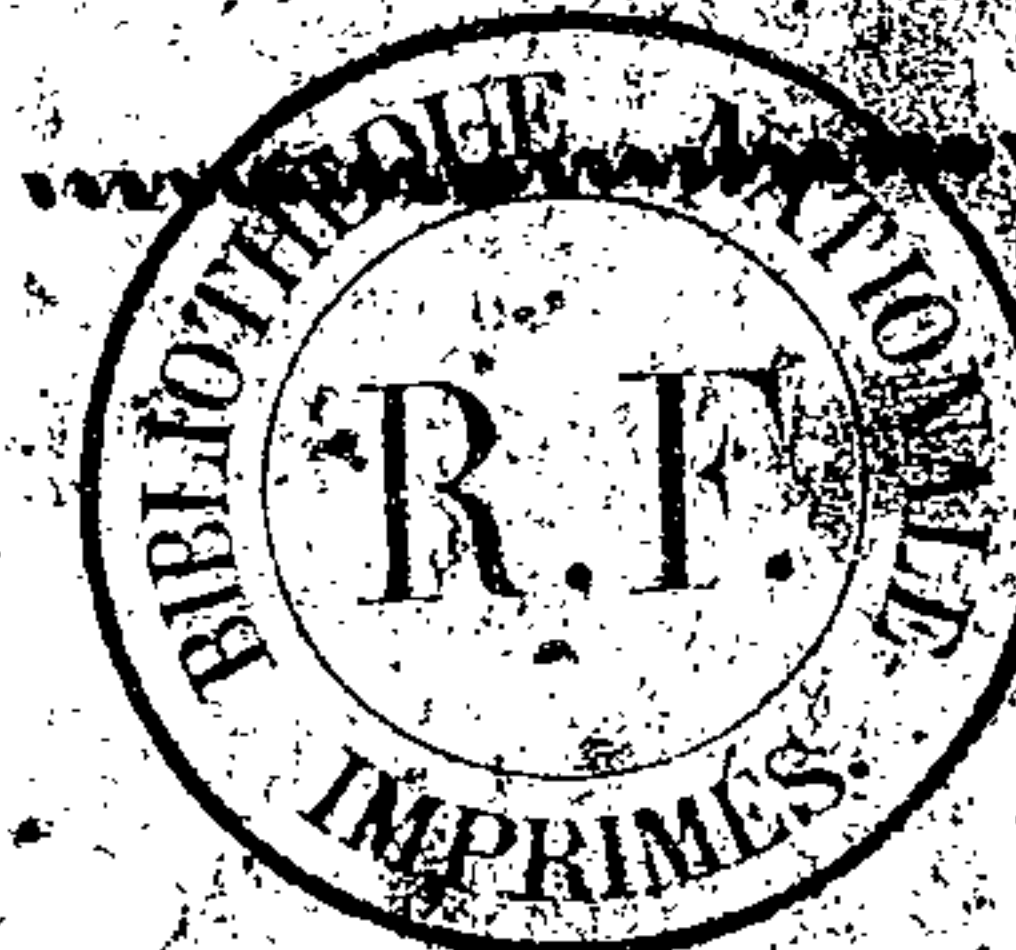
fin

REVUE PÉNITENTIAIRE

ET

DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES.

3^e SÉRIE. — RAISON.



DEFENSE

PROJET DE LOI SUR LES PRISONS

CONTRE

LES ATTAQUES DE SES ADVERSAIRES

1^{er}

Les trois Adversaires.

Pour qui est au courant des phases diverses et des incidents du débat pénitentiaire que soulève, dans la presse et dans les écrits des philanthropes, la question de la réforme des prisons, depuis vingt ans, c'est une chose curieuse, et triste à la fois, de voir que ceux-la même qui, dans le principe, demandaient la réforme et la préconisaient avec la plus d'insistance, comme urgente et nécessaire, qu'elle était dans l'enfance de sa solution, la combattent aujourd'hui avec une plus d'énergie, comme prématurée et impatiente, aujourd'hui qu'elle est plus urgente que jamais, et qu'elle est arrivée à sa maturité la plus parfaite.

1849

La triple-attaque dont le projet de loi sur les prisons vient d'être simultanément l'objet, de la part de trois de ses adversaires, — ou plutôt de ses trois adversaires, car m'est avis que ce sont les seuls qui lui restent, de quelque poids, — donne lieu surtout à cette réflexion.

En 1828, M. Lucas, l'un d'eux, provoqua par voie de pétition, l'initiative des Chambres, sur la nécessité d'une réforme pénitentiaire, — et exposa que « l'adresse aux lumières de l'Assemblée législative de son pays, pour solliciter l'adoption de ce système pénitentiaire qu'il appelle de tous ses vœux, c'est qu'il a songé à la contrée où il naquit, à cette Pennsylvanie où il rencontra, non-seulement dans les porte-clefs et les geôliers, mais jusque dans le Gouvernement, des résistances et des préjugés que Caleb-Lownes et quelques autres quakers ne parvinrent à vaincre qu'à force de pétitionner à la Législature, et de provoquer sur ces graves matières une Commission qui seule pouvait assurer le triomphe de la vérité (1). » — Eh bien! en 1840, lorsque la Chambre des Députés est enfin saisie de ce projet de loi si ardemment sollicité par M. Lucas, douze ans auparavant, et de la discussion de ce système de Pennsylvanie, objet de sa pétition et de tous ses vœux, voilà que M. Lucas conteste à la Chambre son initiative et ses lumières à l'occasion de quelques amendements, conformes au principe du projet, proposés par la Commission. « J'ai toujours cru, dit-il, et souvent démontré qu'il y avait peu de notions positives et pratiques dans les Chambres (2), pour l'examen d'un projet de réforme pénitentiaire, à plus forte raison pour l'initiative d'un pareil projet (3). »

En 1842, M. Charles Lucas écrit que « le Gouvernement est en possession des faits et des notions positives et pratiques qui peuvent déterminer les résolutions à prendre et les

(1) V. la Pétition aux Chambres qui précède le rapport du Système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis, par M. Ch. Lucas.
(2) Or, l'ouvrage de M. Lucas sur le Système pénitentiaire est dédié AUX CHAMBRES.
(3) Observations concernant les changements apportés au projet de loi, p. 17.

propositions à faire dans les questions spéciales telles que celle de la réforme des prisons (1); » — et, en 1844, M. Lucas dénie au Gouvernement ces notions pratiques et positives que lui seul peut posséder en fait de réforme pénitentiaire, en repoussant contre le projet de loi du Gouvernement les attaques dirigées par lui, deux ans auparavant, contre le projet de loi de la Commission (2) et en traitant tous les Ministres qui se sont occupés de la réforme des prisons, depuis 1850, « d'impudents à se former une conviction raisonnée sur cette grave matière (3). »

En 1844, M. Ch. Lucas se plaint que le Gouvernement et la Commission se préoccupent ou s'autorisent, dans leur projet de réforme pénitentiaire, du précédent de Pennsylvanie (4), et c'est le même M. Lucas qui écrivait en 1828 « Pourquoi ne pas profiter de ce qui se fait chez nos voisins? Pourquoi ne pas suppléer, par l'abondance de leurs recherches, à l'insuffisance des nôtres? A quel titre irions-nous dénigrer le témoignage de leur propre expérience et ne nous fier qu'à la nôtre? N'est-ce pas assez que les événements du 20 mars nous aient enlevé la gloire qu'ont eue, depuis, Genève et Genève de donner à l'Europe ce système Américain, et après tant de lutttes et d'obstacles la patiente et active persévérance de quelques quakers fit prévaloir et prospérer en Pennsylvanie? (5) »

M. Charles Lucas passe douze ans de sa vie à enseigner que le Code pénal de l'Empire, flétri à sa naissance (6), doit être repudié tout entier (7); que le classement, établi par ce code, des moralités des actes et des peines, est faux, absurde, arbitraire (8); qu'il faut détruire tout cela, en introduisant

(1) Observations concernant les changements apportés au projet de loi, p. 17.
(2) Communication à l'Académie des sciences, lettres et politiques, 1644.
(3) V. ci-après, note 1.
(4) Ibid.
(5) V. Pétition aux Chambres, p. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.
(6) Pétition aux Chambres, p. 11.
(7) Du système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis, t. III, p. 35.
(8) Théorie de la législation pénale, p. 32, 33, 34.

l'élasticité d'action dans le classement, par le juge, des moralités des agents, et en déterminant les compétences par les appréciations de ces moralités (1); que d'autres classifications que celles prescrites par le code sont nécessaires (2); qu'en conséquence, et sans avoir égard aux classifications légales par nature de délits, il faut classer, dans les prisons, les condamnés à toutes peines suivant leurs moralités respectives, en divisant les prisons en trois quartiers: quartier d'épreuve; quartier de récompense; quartier de punition ou d'exécution; et en organisant chaque quartier de telle sorte que tous les prisonniers couchent isolément la nuit, et qu'ils travaillent le jour dans des ateliers communs, dont le maximum de population serait de quarante (3); que, pour arriver à cette organisation, il faut convertir toutes nos maisons centrales en maisons pénitentiaires, et réduire le chiffre de la population de chacune d'elles à un maximum de quatre cents, qu'on pourrait étendre jusqu'à cinq cents dans les maisons actuelles appropriées au nouveau système (4); que la difficulté de cette réforme n'est pas insurmontable; mais que, si quelque chose pouvait la rendre insoluble, ce seraient les dangers de l'ajournement, la plaie s'aggravant et s'irritant par les retards. « Ne laissons pas le libre faire souche dans le présent, autrement il ferait rage dans l'avenir (5) »; qu'à la vérité la réforme proposée entraînera de grandes dépenses; mais c'est au nom de la justice de prévoyance, de la justice de conservation que je vous parle, et ma réponse alors à l'objection du financier, la voici: « Votre devoir est d'assurer protection à nos personnes et à nos propriétés. Je demande l'introduction du système pénitentiaire dans nos prisons, comme le plus sûr moyen d'y parvenir, etc. » (Suit la démonstration que les dépenses de construction seront, en définitive, une économie, etc.) (6).

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. I, p. 59, note 61.

(2) *Théorie de l'emprisonnement*, t. I, p. 84.

(3) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, appendice.

(4) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 580.

(5) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 601.

(6) *Du système pénitentiaire en Europe*, Position des Chambres, p. ij.

Eh bien! c'est le même Charles Lucas qui écrit aujourd'hui: que le système pénitentiaire proposé par le projet de loi emporte nécessairement avec lui des modifications essentielles au régime de nos lois pénales, et qu'à ce titre, il faut le rejeter; que, pour appliquer ce système, en effet, il faut nécessairement, tant à l'égard de notre Code pénal, qu'à l'égard de nos maisons centrales, tout renverser pour tout réédifier (1); que ce n'est point ainsi qu'il faut procéder; que, pour l'organisation de travail en commun, il ne s'agit que de perfectionner; et que l'état actuel de notre législation et de notre système d'emprisonnement n'exige que des modifications partielles (2); que, pour justifier le remplacement d'un système par un autre, alors même que ce changement ne doit entraîner aucune augmentation de dépenses, il faudrait d'abord que le système à désertir ait échoué, il faudrait ensuite que le système à lui substituer eût fait ses preuves de supériorité relative. Où sont les échecs du travail en commun? Où sont les succès éprouvés du système opposé (3)? Nos maisons centrales sont des établissements admirables, et rien de plus parfait n'existe en Europe et aux États-Unis (4). Que parle-t-on de système pénitentiaire? La France ne doit imiter qu'elle-même (5). Ne bouleversons donc pas une excellente organisation que les dangers nous enviennent (6). Aucune Chambre du reste ne voudra voter les sommes énormes qu'exigerait la construction des pénitenciers supplémentaires (7).

Pourquoi donc tous ces démentis que M. Lucas se donne à lui-même? pourquoi toutes ces contradictions? pourquoi tous ces défauts de mémoire? c'est que, dans l'intervalle d'une époque à une autre, d'une date à une autre, M. Lucas est devenu

(1) *Des moyens de les combattre d'une manière pénitentiaire*, p. 61.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 96.

(4) *Ibid.*, p. 99.

(5) *Observations sur les changements de* p.

(6) *Observations sur les changements de* p.

(7) *Ibid.*, et des moyens de les combattre p. 91.

l'inventeur d'une théorie d'emprisonnement à lui, d'un système d'éducation pénitentiaire à lui, et que, tant qu'il a cru que le Gouvernement marchait dans ses votes, il lui a battu des mains; il l'a appelé Gouvernement éclairé, progressif et sage; il lui a dit de se hâter; et que, dès qu'il a vu que le Gouvernement prenait une voie tout autre, il lui a crié de s'arrêter, que tout était perdu; qu'il errait; que Ministres et Commission, et Chambre des députés, ne savaient rien de ce qu'il y avait à faire.

Sterne, a dit avec un grand sens: «Piquez un morceau de bois mort en terre; vous l'arroserez, parce que vous l'aurez planté.»

Ainsi fait M. Lucas de son système. Ainsi fait M. Faucher du sien. Ainsi fait M. de Larochefoucault-Liancourt.

MM. Charles Lucas, Léon Faucher et Gaétan de Larochefoucault-Liancourt, travaillent, en effet, de concert, à démolir le projet de loi du Gouvernement; mais c'est bien moins à cause des vices qu'ils lui trouvent, qu'en raison de ce que le système qu'il tend à établir contrarie et annihile le leur, ou plutôt les leurs, car ils en ont trois tout à fait distincts, c'est-à-dire chacun un; et ces trois systèmes, contradictoires entre eux, sont plus opposés l'un à l'autre que chacun d'eux ou tous trois ensemble ne le sont au système du Gouvernement.

Par exemple, le système de M. Charles Lucas repose sur les cinq principes que voici: — 1° L'instrument du système pénitentiaire est l'éducation (1); le but de l'éducation pénitentiaire est de réparer les échecs de l'éducation sociale (2); les prisons sont donc des écoles; ce sont même les seules où le Gouvernement puisse faire de l'éducation (3). — 2° L'amendement que l'éducation pénitentiaire doit inspirer et opérer, c'est la probité légale, et non la probité vertueuse (4). — 3° Pour y arriver, il

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 240.

(2) *Ibid.*, p. 239.

(3) *Ibid.*, p. 240.

(4) *Ibid.*

faut, dans les prisons, classer les prisonniers par moralités et les diviser, à cet effet, en trois classes distinctes: classe d'épreuve, classe de récompense, classe d'exception ou de punition (1).

— 4° Tous les détenus doivent être emprisonnés collectivement pendant la nuit, et travailler et vivre en communauté pendant le jour, avec la seule séparation morale du silence (2).

— 5° Quant à la cellule continue de jour et de nuit, on peut l'admettre pour les prévenus et les accusés, et pour les condamnés correctionnels à deux ans au plus d'emprisonnement, en réduisant des deux tiers (3) ou de la moitié seulement (4) la durée de la peine subie en cellule (5).

Mais M. Léon Faucher s'oppose à ce système par sa base, et lui en substitue un autre qui lui est propre: — 1° M. Léon Faucher a toute une théorie à lui sur l'éducation pénitentiaire (6). — 2° Il repousse et traite de matérialiste la théorie de M. Lucas, sur la probité légale et la probité vertueuse (7). — 3° Il rejette le système des classifications par moralités de M. Lucas, n'admettant pas plus la classe d'épreuve, laquelle a pour but de payer les mauvais de l'exemple des bons, que la classe de punition et la classe de récompense; la récompense, selon lui, étant ailleurs que dans la prison (8). — 4° D'après M. Léon Faucher, ce ne sont ni les individus ni les moralités que l'on peut classer, mais seulement les populations; ce ne sont pas les prisonniers qu'il faut classer; mais les prisons (9). Des maisons pénitentiaires spéciales doivent donc être établies pour les condamnés de race rurale et pour les condamnés de race urbaine, avec un régime

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 240.

(2) *Ibid.*

(3) *Des moyens d'amélioration du système pénitentiaire*, p. 23, 24, 30, note 1 et 240.

(4) *Observations concernant le changement proposé par le projet de loi*, p. 86.

(5) M. Lucas n'est pas l'auteur de son système; il l'a emprunté à M. de Larochefoucault-Liancourt. Il en a questionné quinze fois dans sa *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 240, note 1.

(6) *De la réforme des prisons*, p. 330.

(7) *Ibid.*, p. 53.

(8) *Ibid.*, p. 56 et 57.

(9) *Ibid.*, p. 57 et 58.

différent, suivant la différence des races; système que M. Lucas critique à son tour (1). — 5° Les condamnés de race rurale, comme les condamnés de race urbaine, doivent être emprisonnés cellulairement pendant la nuit, et vivre et travailler en commun pendant le jour; c'est le seul point de contact du système de M. Faucher avec celui de M. Lucas. Pour ce qui est de la cellule continue de jour et de nuit, M. Léon Faucher ne l'admet que pour les prévenus et les accusés, et pour un terme qui n'exécède pas six mois (2).

Quant à M. Gaëtan de Larochebonne, il repousse à la fois et le système de M. Lucas et le système de M. Faucher, et le système du Gouvernement, et le système actuel de nos maisons centrales, et la cellule de jour, et la cellule de nuit, et tous les systèmes pénitentiaires possibles, français ou étrangers, ne reconnaissant d'autre réforme morale, d'autre réforme légale, d'autre réforme praticable que celle qui repose sur les trois points fondamentaux suivants: 1° Abolition de la peine de mort. 2° Conservation des bagnes. 3° Vie en commun le jour et la nuit, de toutes les classes de détenus, dans toutes les catégories de prisons, aux refectoires, aux dortoirs, aux préaux, à l'atelier; et cela, sans l'observation du silence, sans la privation de tabac, de vin et de cantine, sans punitions, ni cachots, ni fers, et sans que le travail soit autre chose qu'un agrément pour le condamné; le tout, avec un bon feu, de bons lits, de bons vêtements, de bons aliments, car Dieu a départi tous ces dons aux plus méchants comme aux meilleurs; il n'en a point privé Cain après le meurtre de son frère, et au point où l'on s'étend sur sa nature (3).

Ainsi, les trois adversaires du projet de loi le sont, surtout et avant tout, respectivement du système que chacun d'eux propose. Prenez garde, Messieurs, voilà le secret du combat! L'ambassadeur des prisons: Si le Gouvernement et la Commission

(1) *Tableau de l'Empire*, t. 1, p. 125, et suiv.
 (2) Article inséré dans le *Journal des Débats* le 17 février 1841.
 (3) V. *Essai sur la réforme pénitentiaire*, Paris, 1840, p. 170; et *Documents relatifs au système pénitentiaire*, Paris, 1841.

avaient dit, à vous, M. Faucher, qu'ils trouvaient possibles et adoptaient vos classifications par groupes de races, et qu'ils allaient en conséquence bâtir des pénitenciers urbains et des pénitenciers ruraux — et à vous, M. Lucas, qu'ils trouvaient également possibles et adoptaient aussi vos classifications par groupes de moralités, et que, croyant comme vous, à l'action de la collection, ils allaient couvrir la France d'écoles pénitentiaires, refaire l'éducation des détenus, et organiser dans toutes nos prisons, la possibilité de l'éducation, pour donner à la volonté du prisonnier le mérite de l'omission, et prévenir l'immoralité sans étouffer la spontanéité; le tout, avec la leçon, « c'est-à-dire la connaissance du motif et du moyen, puis l'action, ou la justification de l'action; ensuite la répétition volontaire de l'action; enfin la répétition volontaire de l'action déjà produite, etc., etc. » Dites-moi, le Gouvernement ne serait-il pas à la hauteur de sa mission, la Commission à la hauteur de la science pénitentiaire, et M. de Tocqueville à la hauteur de ses éloges!

Malheureusement, ne pouvant adopter, à la fois, les deux systèmes contradictoires qu'on lui opposait, le Gouvernement en a adopté un autre qui n'appartient qu'à lui. *Inde tra.*

Le but de cet écrit est point d'attaquer les trois systèmes en question. Ce qu'il se propose seulement c'est de démontrer que les attaques que les auteurs dirigent, à l'envi, contre le projet de loi, ne sont ni surprises ni fondées.

Que si l'on me demande de quel droit je me présente ainsi défenseur du projet du Gouvernement, moi qui n'ai ni mission ni qualité pour cela, je répondrai que c'est par la seule vertu du droit qu'on a toujours eu, et qui n'a jamais manqué à l'honneur de la France, de se opposer, par la voie de la presse, à tout projet de loi, par un simple appel au bon sens du public.

II.

Que le projet du Gouvernement est bien le projet du Gouvernement.

La première attaque dirigée contre le projet de loi consiste dans cet étrange argument de M. Faucher, que le projet du Gouvernement n'appartient qu'au Gouvernement; qu'il lui a été imposé, insufflé, surpris; que c'est l'œuvre de la Commission, et même d'un seul membre de la Commission, que le Gouvernement, n'attachant à cette œuvre aucune conviction, ne peut y attacher aucune importance, et que dès lors c'est une idée isolée, un projet en l'air que la Chambre doit rejeter (1).

Or, de tous les projets qui ont, jusqu'à ce jour, été soumis aux Chambres, jamais, peut-être, aucun n'a été élaboré par des études plus soignées, par des investigations plus étendues, par des expérimentations plus savantes et plus consciencieuses que ne l'a été le projet de loi sur la réforme des prisons.

Absorbé par ses travaux de journaliste, M. Léon Faucher a pu perdre de vue ceux auxquels se sont livrés sur ce point, avec une sollicitude si active, si éclairée, si constante, non-seulement les divers ministres qui se sont succédé à l'intérieur depuis la révolution de 1830, mais encore les divers Gouvernements qui se sont succédé en France depuis la révolution de 1789; — car c'est aux lois de l'Assemblée constituante que remontent le système français de l'emprisonnement individuel qu'il s'agit d'organiser aujourd'hui.

Il est donc très-étrange de voir appeler à M. Léon Faucher la succession de ces travaux du Comité de législation de l'Assemblée constituante.

(1) V. *Revue pénitentiaire*, t. 1, p. 11.

blée constituante pose les premières bases de la théorie de l'emprisonnement. Sous l'ancienne monarchie française, il n'y avait pas de peine d'emprisonnement; par conséquent, il n'y avait pas de prisons pour peines (1). Ils'agissait donc, à la fois, de constituer la peine et sa formule. Le Comité, par l'organe de Lepelletier de Saint-Fargeau, son rapporteur, propose de remplacer toutes les peines par une peine unique, la privation de la liberté, et d'exprimer cette peine par une formule unique, l'emprisonnement individuel, formule devant s'appliquer, en trois degrés, à tous les détenus, sous les noms de: cachot, gêne, prison (2). Mais l'Assemblée constituante n'admet qu'en partie le système de son Comité; elle conserve la peine de mort, et institue la peine d'emprisonnement sous cinq degrés différents: 1° la détention, emprisonnement, réclusion, fers; en imposant, à la cellule forcée, de jour et de nuit, avec travail individuel et solitude absolue pour les condamnés à la gêne (3); 2° le travail cellulaire facultatif, selon le choix du condamné, et la cellule forcée mais temporaire, selon les règles disciplinaires de la maison pour les condamnés à la détention (4); 3° le travail collectif ou cellulaire, au choix des condamnés correctionnels à l'emprisonnement; 4° le travail collectif forcé pour tous les autres condamnés aux fers ou à la réclusion; 5° enfin, l'établissement de maisons spéciales de force, de gêne, de détention

(1) V. *Revue pénitentiaire*, t. 1, p. 23 et suiv.
(2) V. le curieux rapport de Lepelletier de Saint-Fargeau sur le système cellulaire de jour et de nuit, *Revue pénitentiaire*, 2^e année, p. 100 et suiv.
(3) Cette peine était appliquée presque exclusivement à la répression des crimes contre la sûreté intérieure de la République, et des crimes commis par des fonctionnaires publics (Code de 1791, 2^e part., tit. 1, art. 17, § 5, et du même titre, art. 1, § 3, et Code de Fan IV, art. 64, § 1, et Code de 1810, art. 1, § 1, et 2, § 1, appliquées aux crimes ordinaires, et aux crimes commis par les fonctionnaires publics, suite d'une provocation violente, et au contraire de l'art. 17, § 5, du Code de 1791 (tit. II, 2^e sect., art. 9 du Code de 1791), et par faux, etc. (art. 10, § 2, sect., art. 47). Tous les autres crimes et délits étaient punis par la mort, les fers, la réclusion, la détention ou l'emprisonnement.
(4) La détention est appliquée, dans les maisons de force, à tous les condamnés à la réclusion dans une maison de force. Cette peine est exclusivement appliquée aux condamnés aux fers (Code de 1791, tit. 1, art. 17, § 5). La détention n'a donc rien de commun avec la peine de la détention proprement dite (art. 10, § 2, sect., art. 47).

et d'emprisonnement; — maisons qui n'ont jamais été construites (1).

Convention. — La Convention, qui altéra si profondément tous les principes consacrés par l'Assemblée constituante, consacra, dans le Code de brumaire an IV (2), le système pénitentiaire du Code de 1791. Mais ce système continue à rester à l'état de projet, en ce qui touche l'emprisonnement individuel dans les maisons spéciales de genre, etc.

Empire. — Création des prisons centrales en 1808; abolition de la peine de la galère par le Code de 1810. L'emprisonnement individuel n'est plus admis qu'exceptionnellement et à titre de punition par l'art. 674 de ce code. M. de Montalivet père organise toutes les prisons suivant la nature de l'instruction judiciaire ou du délit, d'après le fait, devenu principe, de l'emprisonnement commun (3).

Restauration. — La Restauration a un élan marqué vers la forme morale et la systématisation générale et uniforme du régime intérieur des prisons (4). M. de Montesquieu (5), Lainé (6), Decazes (7), de Montbel (8), de Peyronnet (9), de Margnac (10) y concourent tous activement, — surtout M. le duc

(1) Le texte des décrets de l'Assemblée constituante sur les prisons, *Revue pénitentiaire*, t. I, p. 181 et suiv.

(2) V. le texte des art. de ce code relatifs aux prisons, *ibid.*

(3) Arrêté du 25 décembre 1810, texte rapporté *ib.*, p. 205.

(4) Règlement du 25 décembre 1810.

(5) Ordonnance royale du 25 septembre 1811 sur l'établissement à Paris d'une maison pénitentiaire de condamnés au-dessous de vingt ans. Dans l'un des considérants de cette ordonnance, rendue sur le rapport de M. de Montesquieu, et celui qui doute de M. Guizo, secrétaire général du ministre de l'intérieur à cette époque, on lit, en substance : « Pour établir, dans les prisons de notre royaume, un régime qui, par une correction salutaire, habitue les condamnés, les prépare, par le travail, et les instructions religieuses et morales, à devenir des citoyens utiles à la société, etc. »

(6) Rapport de Lainé du 25 novembre 1818.

(7) Rapport de Decazes du 21 décembre 1819 sur les prisons départementales, t. I, p. 171 et 172.

(8) Rapport de M. de Montbel à la Société royale du 29 janvier 1830.

(9) Ordonnance royale du 6 juin 1830.

(10) Rapport de M. de Margnac à la Société royale du 16 janvier 1829.

Decazes, auquel est due la création de la Société royale des prisons (1), société que présida l'héritier présomptif du trône (2), et dont la chute du trône ne put seule arrêter les travaux (3). Mais les vices du système de l'emprisonnement en commun laissent tous ces travaux sans fruit, et leurs résultats n'aboutissent, en définitive, qu'à des améliorations matérielles, possédées si loin en 1830, qu'elles ne pouvaient plus aller au-delà sans blesser la morale publique (4).

Gouvernement de Juillet. — Ici commence une ère nouvelle pour la réforme des prisons et pour les devoirs du Gouvernement.

Averti des dangers que court la société par le nombre toujours croissant des crimes et des récidives; pressé de toutes parts de conjurer ces dangers en corrigeant les vices du régime intérieur des maisons de détention; embarrassé dans le choix des remèdes pénitentiaires que lui offrent, dans ce but, les philanthropes, les écrivains et les académies, le Gouvernement songe, avant tout, à bien sonder la plaie du mal, et à interroger la science des faits.

(1) Ordonnance royale du 9 avril 1819.

(2) Monsieur le duc d'Angoulême disait, dans un discours prononcé à la séance de la Société royale des prisons, le 14 juin 1819 : « Une grande tâche me est imposée. L'améliorer le régime matériel des prisons est le moindre de nos travaux. Nos efforts doivent tendre à retremper, s'il est possible, des âmes dégradées par le vice et par de funestes passions. »

(3) La Société était divisée en sept commissions, sous les titres suivants : Instruction religieuse et morale; — Correction paternelle, et mesures de police judiciaire et administrative; — Instruction aux commissions de département; — Régime de santé; — Instruction primaire; — Travail des prisonniers; — Impression de livres utiles. — Ces commissions firent chacune un rapport sur l'objet spécial de leurs attributions. Après quoi une commission centrale fit un rapport général sur toutes les parties de l'administration des prisons. Ce rapport est du 25 décembre 1819. — Tous ces rapports ont été réunis en un volume, et imprimés à l'imprimerie royale en 1820. — M. de Gasparin a dit des travaux de la Société royale des prisons : « On peut dire que les commissions qui composent cette société ont créé les bases d'un bon système, envisagées dans un point de vue le plus élevé, et que les questions de la réforme et qu'elle en propose, ont même la solution commode, on la propose encore au jour d'hui. » Rapport au Roi du 1^{er} février 1837, p. 9.

(4) Paroles de M. de Montbel, 29 janvier 1830.

D'abord, toutes les prisons départementales, aussi bien que toutes les maisons centrales de France, sont visitées tour à tour et plusieurs fois, dans les moindres détails de leur régime disciplinaire et économique, par les six Inspecteurs généraux des prisons du royaume (1); et les rapports annuels de ces Inspecteurs joints à ceux des Commissaires de la marine sur les chiourmes, et aux états mensuels ou trimestriels des Préfets des départements, des Directeurs des maisons centrales, des Gardiens-chefs des maisons d'arrêt et de justice, et des Commissions de surveillance, forment l'enquête la plus complète, et constituent le contrôle le plus exact qui puisse exister, sur l'état actuel et progressif de toutes les maisons de détention du royaume.

En second lieu, et pour ce qui est spécialement du régime moral et industriel des maisons centrales, M. Thiers adresse à tous les Directeurs une série de questions, toutes d'une grande importance en fait, pour la suite à donner aux plans de réforme pénitentiaire proposés (2); questions auxquelles les Directeurs répondent, sans pouvoir se concerter entre eux, dans vingt rapports différents, dont le ministre ordonne et fait publier l'analyse (3).

En troisième lieu, et pour ce qui est spécialement du régime sanitaire de ces mêmes maisons, le même ministre provoque, en 1834, de l'Acad. royale de médecine de Paris (4), la nomination d'une Commission de médecins chargée de s'enquérir des causes de maladies et de mortalité attribuables au régime qu'on y suit; ce que font les Commissaires nommés (5), dans un rapport re-

(1) V. le rapport au Roi, du 1^{er} février 1837, sur les prisons départementales, et des extraits des rapports des inspecteurs généraux sur les maisons centrales, dans le 2^e rapport de M. de Tocqueville.

(2) Circulaire du 10 mars 1834.

(3) *Analyse des rapports des directeurs des maisons centrales sur les effets du régime de ces maisons*, 1 vol. in-4^e de 140 pag. Paris, 1836, imprimerie royale.

(4) Lettre ministérielle du 15 mars 1834.

(5) Les commissaires étaient MM. les docteurs Cloquet, Collineau, Pariset, Murat, et Ferrus, rapporteur.

marquable (1), dont les renseignements sont, depuis, complétés par les rapports annuels des médecins, prescrits par M. Duchâtel (2), et surtout par l'immense et consciencieux travail statistique du docteur Chassinat, imprimé, en ce moment même, aux frais du Gouvernement.

En quatrième lieu, et, sans doute, pour aller au-devant de cette observation de M. Léon Faucher, que — « l'opinion publique exige du législateur qu'avant de saisir les Chambres « d'un projet, il ait étudié, pour en préparer les dispositions, les « besoins et les vœux du pays, » — M. de Montalivet adresse à tous les Préfets et à tous les Conseils généraux des départements, une série de questions non moins graves, non moins importantes que celles adressées par M. Thiers aux Directeurs des maisons centrales; non plus, cette fois, sur le fait du régime actuel de ces prisons et de ses effets, mais sur le meilleur système pénitentiaire à substituer à ce régime (3); questions auxquelles les Conseils généraux répondent, dans la même session (4), de manière à ne laisser aucun doute à l'Administration sur la préférence que la grande majorité accorde au système de l'emprisonnement individuel sur tous les autres systèmes d'emprisonnement (5).

En cinquième lieu, et pour savoir jusqu'à quel point serait réalisable en France, soit le système de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit, demandé par l'immense majorité des Conseils généraux, soit le système cellulaire de nuit seulement et de travail en commun pendant le jour, désiré par la minorité, le même Ministre charge, en 1837, quatre Architectes habiles (6)

(1) Le rapport est du 12 mai 1835. Il n'a point été imprimé. M. le docteur Ferrus a bien voulu me le communiquer en manuscrit.

(2) Circulaire des 25 et 28 mai et 20 août 1842.

(3) *Circulaire ministérielle* du 1^{er} août 1838.

(4) V. *Opinions des Conseils généraux sur les divers systèmes pénitentiaires*. Paris, 1838, imprimerie royale; 1 vol. in-4^e.

(5) Sur les 86^e départements, 55 ont voté pour la séparation continue des condamnés; 15 pour la séparation de nuit seulement; 1 pour le *statu quo*; 15 n'ont exprimé aucune opinion.

(6) L'un d'eux, M. Blouet, a été nommé, depuis, inspecteur général des bâtiments des prisons pénitentiaires.

de lever les plans de toutes nos maisons centrales, et d'indiquer la possibilité ou les moyens d'approprier ces maisons à l'un ou à l'autre de ces deux systèmes. Tous ces plans sont au ministère, avec les devis correspondants, et forment l'un des documents les plus précieux de l'enquête.

Enfin, pour compléter, et ouvrager, pour ainsi dire, les matériaux de cette enquête, le même Ministre institue le Conseil des Inspecteurs généraux des prisons du royaume (1), et le charge de donner son avis sur tous les plans, sur tous les projets, sur tous les règlements, sur toutes les questions, en un mot, qui concernent soit le régime actuel des prisons, soit le régime nouveau qu'il s'agit d'y substituer; — Conseil, dont la grande majorité se prononce, en toute occasion, en faveur du système de l'emprisonnement individuel (2).

Quelque suffisants que fussent ces documents pour fixer son opinion et motiver son projet de loi, le Gouvernement ne s'en contente pas. Sachant que plusieurs États étrangers ont construit des pénitenciers d'après le système d'emprisonnement de l'Assemblée constituante, il ordonne qu'outre l'enquête faite dans toutes les prisons de la France, il en soit fait une autre non moins importante, par des Commissaires spéciaux, dans les divers pénitenciers de l'Europe et des États-Unis. En conséquence, il envoie — aux États-Unis d'Amérique, en 1831, MM. de Beaumont et de Tocqueville, et, en 1835, MM. Demetz et Blouet; — en Angleterre, en 1837, M. Moreau-Christophe, et, en 1843, M. Ardit; — En Écosse, en 1837, M. Moreau-

(1) Arrêté du 4 mai 1838.

(2) Ce conseil se compose : du ministre, ou, en son absence, du sous-secrétaire d'État, ou du directeur de l'administration départementale, président; de M. Ardit, chef de la section des prisons au ministère de l'intérieur; de M. Blouet, architecte, inspecteur général des bâtiments des prisons; et de MM. de Laville, Ch. Lucas, Dugat, Martin-Déslandes, Moreau-Christophe, et Tourin, inspecteurs généraux, ayant voix délibérative, et de MM. Boilay, Cerfber, Ch. Duveyrier, Dyéi, Halles et Lohmeyer, inspecteurs généraux adjoints, ayant voix consultative.

La Commission de la Chambre des députés nommée pour examiner le premier projet de loi sur les prisons, s'est fait représenter le registre des délibérations du conseil des Inspecteurs généraux et y a puisé les plus utiles enseignements.

Un extrait des procès-verbaux de ses séances, imprimés et distribués aux Chambres, jeterait un grand jour sur le côté pratique de la question.

Christophe; — en Suisse, en 1838, le même; — en Hollande, en 1838, le même; — en Belgique, en 1838, le même; — en Allemagne, en 1838, M. Remacle; — en Italie, en 1838, M. Cerfber; — en Prusse, en 1842, M. Halles Claparède. — Les prisons même de l'Espagne, et même celles de la Turquie, sont en partie visitées; — les premières, en 1839, par M. Lohmeyer, lequel visite également plusieurs prisons de l'Angleterre et de l'Allemagne; — les secondes, en 1840, par M. Blanqui. Les rapports de ces Commissaires sont imprimés par le Gouvernement et distribués aux membres des deux Chambres (1). Presque tous expriment, de la manière la plus formelle, la préférence qu'ils accordent sur tous les autres systèmes au système de l'emprisonnement cellulaire de jour et de nuit.

Les raisons de la même préférence sont exposées et développées dans les rapports officiels adressés au Parlement de la Grande-Bretagne, rapports dont le Gouvernement français fait faire et publier la traduction (2).

La même préférence ressort de l'opinion de l'immense majorité des écrivains et hommes sérieux de l'étranger qui ont à s'occuper théoriquement ou pratiquement de la question pénitentiaire (3).

(1) M. de La Farelle, membre de la Chambre des députés et de la Commission, a fait le dépouillement de ces divers rapports, et il vient d'en imprimer l'analyse sous le titre de : *Coup d'œil sur le régime répressif et pénitentiaire des principaux États de l'ancien et du nouveau monde*. Paris, 1844; brochure in-8° de 92 pages.

Pour compléter les renseignements fournis par les Commissaires envoyés aux États-Unis d'Amérique, M. le comte Duchatel m'a fait l'honneur de me charger de la traduction des *Documents officiels* publiés sur le Pénitencier de Philadelphie; extraits des rapports lus au Sénat et à la Chambre des Représentants de Pennsylvanie depuis 1829, année de l'ouverture du Pénitencier, jusqu'au 8 mars 1845. Cette traduction, imprimée, vient d'être distribuée aux Chambres.

(2) *V. de l'État actuel et de la Réforme des prisons de la Grande-Bretagne*, extraits des rapports officiels traduits, par ordre de M. de Montalivet, Ministre de l'intérieur, par M. Moreau-Christophe, Inspecteur général des prisons de France; 1 vol. in-8°. Paris, 1838, imprimerie royale.

(3) Je citerai, en Amérique, les docteurs Bache et Darrach, MM. Thomas Brad-

La même préférence se manifeste avec éclat dans les Conseils généraux (1), dans la magistrature (2), dans les écrits des publicistes (3) et des praticiens (4), au sein de l'Académie de médecine (5), de l'Académie des sciences morales et politi-

ford, Samuel Wood, G. Thompson, Thomas Larcombe, Lieber, Smith, Haviland; et, en Angleterre, MM. Crawford, W. Russell, major Jebb, Chadwich, Nihil, capitaine Pringle, miss Harriett Martineau, etc.; — en Écosse, MM. Frédéric Hill, Brebner; — en Allemagne, MM. le docteur Julius, le docteur Varrétrap, Hudtwalker, David, Friis, Noellner, Harnier, Gunderrode, Usener, Mack, Grabowski, de Würtz; — en Suède, le prince Oscar, et MM. Netzel, major Hyelm, Geijer; — en Pologne, le comte Skarbek; — en Hollande, MM. Suringar, Mollet, Den Tex, Lurasco, Gevers, Van Gent, Warsinck, Mahieu; — en Belgique, MM. Ducpétiaux, Quetelet, Soudain de Niederwerth; — en Suisse, MM. Adrien Picot, Cramer Audeoud, pasteur Roux, docteur Pellis, etc.; — en Espagne, Ramon de la Sagra; — en Italie, MM. Cattaneo, Mompiani, Porro, Orioli, Calderini, marquis Torrigiani, etc.

(1) V. ci-dessus, page 559, note 5. Le conseil général de la Seine a pris l'initiative dans une remarquable délibération de sa session de 1837. La maison d'arrêt cellulaire pour 1,200 prévenus qui se construit en ce moment rue Traversière-Saint-Antoine est le résultat de son vote. — Plusieurs autres maisons d'arrêt et de justice cellulaires sont construites déjà d'après le même système et occupées par les détenus; j'en donnerai ci-après l'état complet § VIII.

(2) Parmi les magistrats qui ont publié leurs opinions en faveur du système de l'emprisonnement individuel, on distingue MM. Bérenger, de la Drôme, pair de France, conseiller à la Cour de cassation, président de la société de patronage des jeunes libérés; Aylies, conseiller à la cour royale de Paris; Demetz, conseiller honoraire à la même cour; Victor Foucher, avocat général à Rennes; Daguenez, procureur général à la cour royale d'Orléans; Hyp. Diard, premier avocat général à la même cour, avec lequel j'ai eu le bonheur de visiter les prisons de l'Angleterre et de l'Écosse; Boissieux, procureur général à Riom; Bayle Mouillard, avocat général à la même cour; de La Sciglière, procureur général à Bordeaux.

(3) Je citerai, entre autres, MM. de Beaumont et de Tocqueville, de La Farelle, Faustin Hélie, Doublet de Boisthibault, Paillard de Villeneuve, Aristide Guilbert, Adolphe Guéroult, le statisticien Guerry, Allier, Fauquet, Bonardet, Alloury, Breignères de Courteilles, Poutignac de Villars, Guillot père, Joséphine Mallet, etc.

(4) Je citerai les noms et les preuves, § IX.

(5) V. *Mémoire sur la mortalité et la folie dans le régime pénitentiaire*, par M. Moreau-Christophe, suivi de l'avis de la Commission nommée par l'Académie de médecine, et de celui de l'Académie elle-même, en faveur du système de l'emprisonnement individuel. 13 janvier 1839. L'Académie a ordonné l'impression de mon travail dans la collection de ses Mémoires.

ques (1), et des Commissions de surveillance (2), etc., etc.

Dès lors le Gouvernement, cédant à l'opinion publique, qu'il avait jusque-là devancée (3), autant qu'à ses propres convictions, adopte, en principe, le système de l'emprisonnement individuel pour les maisons d'arrêt et de justice, et décide, en conséquence, qu'aucun plan de construction ou d'appropriation de ces maisons ne sera approuvé désormais qu'autant qu'il aura pour base élémentaire la cellule de jour et de nuit (4), et qu'il remplira les conditions du programme général arrêté à cet effet par le Ministre (5).

Voilà un premier pas, un pas immense dans la question. Constatons-le bien, comme appartenant au Gouvernement, car c'est la majeure du syllogisme qu'il s'est posé. La mineure et la

(1) Après avoir ordonné l'impression du Mémoire de M. Bérenger, l'un de ses membres, sur les *moyens de généraliser le système pénitentiaire en France*, l'Académie des sciences morales et politiques mit au concours cette question : « Rechercher les moyens de mettre en harmonie le système de nos lois pénales avec un système pénitentiaire à instituer, dans le but de donner de plus efficaces garanties au maintien de la sûreté générale et privée, en procurant l'amélioration morale des condamnés. » Le prix du concours a été partagé, en 1842, entre deux concurrents, lesquels ont conclu, tous deux, en faveur du système de l'emprisonnement individuel.

(2) Notamment les Commissions de surveillance de Lyon, Tours, Bordeaux, celle de la prison de La Roquette à Paris, celle des dames visiteuses de Saint-Lazare, et spécialement de madame Lechevalier, inspectrice générale des femmes détenues.

(3) M. Lucas écrivait en 1838 : « Pour quiconque, en France, a suivi le mouvement des esprits et des idées sur cette réforme, il est évident que le Gouvernement est plus avancé que le pays (*Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 573). » Ceci est le propre de tout gouvernement digne de diriger un grand peuple; mais je demanderai à M. Faucher comment il pourrait se faire que le Gouvernement, plus avancé que le pays sur la réforme des prisons, en 1838, se trainât, en 1843, à la remorque des idées d'une Commission, idées qui ne sont autres que les siennes.

Dès 1831, le Gouvernement, dans le *compte des dépenses* de cet exercice, s'exprimait ainsi sur le système de Genève : « L'expérience faite en Suisse sur une petite échelle et sous l'influence de circonstances particulières, n'est pas concluante. » Il avait donc, dès lors, son opinion à lui.

« La réforme pénitentiaire était arrêtée de la part du Gouvernement, dès 1814, » dit M. Lucas (*Pétition*, etc., p. lxxxviii).

(4) Circulaire de M. de Gasparin du 2 octobre 1836.

(5) Instruction et arrêté de M. Duchâtel du 9 août 1841, avec plans de MM. Blouet, Harou-Romain et Victor Horau, architectes.

conséquence viendront d'elles-mêmes plus tard. Constatons également que M. Lucas qui dénie aujourd'hui, comme M. Faucher, au Gouvernement, la pensée et le mérite de son œuvre, a écrit ceci, après la circulaire du 2 octobre : « Le Gouvernement a consacré les vrais principes pour l'organisation des maisons d'arrêt; il s'agit moins de lui tracer la voie que de l'encourager à suivre *la sienne*, car il a pris la bonne. Qu'il ait donc confiance dans *ses antécédants* (1). » C'est précisément ce qu'il fait.

Cependant, quant aux prisons pour peines, le Gouvernement ne croit pas pouvoir en changer le régime sans une loi. Mais pour que cette loi ressorte plus justifiée et plus nécessaire de ce régime même, le Gouvernement, avant de faire définitivement son choix, cherche, par tous les moyens en son pouvoir, à en atténuer, à en corriger les vices, et à rendre ce régime le plus parfait ou le moins imparfait possible.

C'est ainsi que, par le règlement disciplinaire du 10 mai 1839, dû à M. de Gasparin, il détruit les abus de la cantine, prohibe le vin et le tabac, établit la règle du silence et introduit d'autres principes d'ordre et de moralité dans nos maisons centrales. — C'est ainsi que, par l'arrêté du 30 octobre 1841, dû à M. Duchâtel, il soumet toutes les prisons départementales aux règles générales et uniformes d'un régime économique et disciplinaire commun. — C'est ainsi que divers autres arrêtés ministériels instituent des sœurs religieuses pour la surveillance des femmes détenues dans les prisons spéciales ou les quartiers qui leur sont affectés (2); d'autres remplacent les gardiens par des frères, dans les prisons du département du Nord, dans les maisons de jeunes détenus de Lyon et de Marseille, dans l'infirmerie du pénitencier de La Roquette à Paris, et dans la maison centrale de Nîmes, etc.; d'autres organisent, dans les maisons centrales, des quartiers spéciaux pour les jeunes détenus, et y créent des tra-

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. 3, pp. 577, 578.

(2) V. Décision ministérielle du 6 avril 1839. — Arrêté et instruction de M. Duchâtel du 30 octobre 1841.

vauz industriels et agricoles (1) pour ceux d'entre eux qui ne peuvent être envoyés à l'une des trois colonies agricoles de jeunes détenus de Métray, de Saint-Pierre de Marseille et de Bordeaux, ou placés en apprentissage chez des cultivateurs (2); d'autres établissent des écoles et nomment des instituteurs dans toutes les maisons centrales (3); d'autres y organisent des prétoires de justice disciplinaire (4); d'autres y créent, dans plusieurs d'entre elles, des sous-directeurs et des aumôniers adjoints; d'autres adoptent pour toutes des mesures nouvelles pour le travail des condamnés (5), et un mode plus juste et plus légal de répartition de son produit (6); d'autres prescrivent un nouveau mode de transport des condamnés au moyen de voitures cellulaires (7); d'autres garantissent la liberté de conscience et de l'exercice du culte dans les prisons (8); d'autres enfin jettent les fondements d'un patronage général des libérés pour toute la France (9), et impriment à toutes les prisons du royaume un caractère de régularité et de sévérité morale et pénitentiaire qu'elles n'avaient point encore eu.

Mais toutes ces améliorations, si sages pourtant et si admirablement coordonnées, loin de servir à démontrer l'inutilité d'une réforme plus radicale, ne servent qu'à démontrer leur propre inefficacité, leur propre insuffisance, tant la puissance du mal, qui est de l'essence du régime en commun, l'emporte sur celle du bien, lorsque le mal n'est pas extirpé dans sa racine même.

(1) Instruction de M. Duchâtel du 7 décembre 1840.

(2) Circulaire de M. d'Argout du 3 décembre 1832.

(3) Circulaire de M. de Réaumont du 24 avril 1840.

(4) Arrêté de M. Duchâtel du 8 juin 1842.

(5) Circulaire du 1^{er} août 1838. Enquête sur les travaux industriels du 11 juin 1839. Instruction du 29 mai 1842 sur les veillées.

(6) Ordonnance royale du 27 décembre 1843, rendue sur le rapport de M. Duchâtel.

(7) Ordonnance royale du 9 décembre 1836. Arrêté de M. de Montalivet du 30 juin 1837. Instruction du 15 juillet 1839.

(8) Arrêté de M. de Gasparin du 26 mai 1839.

(9) Circulaire de M. Duchâtel aux conseils généraux du 28 août 1842.

Dès ce moment, surabondamment éclairé par l'expérience des faits et les documents nombreux qu'il a recueillis, le Gouvernement, « qui a mesuré son horizon, » peut tracer définitivement son programme. « Ce n'est qu'après avoir saisi l'ensemble de l'œuvre qu'on doit accomplir, dit avec grande raison M. Lucas, qu'alors seulement l'on sait par où l'on doit commencer et finir, et qu'entre ces deux extrêmes, on peut échelonner les difficultés du problème, et marcher sûrement à leur solution progressive » (1).

C'est ce qu'a fait le Gouvernement; et c'est ainsi qu'après avoir soumis ses plans de réforme au creuset de toutes les expériences, et à celui de deux Commissions préparatoires nommées en 1836 et 1837 (2), il s'est trouvé amené, irrésistiblement et logiquement, de son point de départ à ce point d'arrivée, que le seul système qu'il convienne d'adopter, pour toutes les prisons de la France, est le **SYSTÈME FRANÇAIS de l'emprisonnement individuel**.

« C'est ainsi qu'un système pénitentiaire, aussi éloigné de

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. 3, p. 582.

(2) A la fin de 1836, M. de Gasparin soumit une première ébauche de projet de loi à une Commission, présidée par lui, et composée de membres de la Chambre des députés, du Conseil d'État et de l'Administration, ainsi que de plusieurs publicistes, en tête desquels se trouvaient MM. de Tocqueville et Gustave de Beaumont, et de M. Léon Faucher, rédacteur en chef du *Courrier Français*, lequel faisait alors ses débuts dans la *littérature pénitentiaire*, comme dit M. Lucas. Les dispositions du projet relatives à l'emprisonnement individuel applicables aux prévenus, furent adoptées par la Commission, dans les termes de la circulaire du 2 octobre, ainsi que le projet même, dans ses principes fondamentaux.

En novembre 1837, M. de Montalivet convoqua, sous sa présidence, une Commission nouvelle, plus nombreuse, composée de vingt-cinq membres, pris également dans les deux Chambres, le Conseil d'État et l'Administration. MM. de Tocqueville et de Beaumont en faisaient, comme de raison, partie. MM. le duc Decazes, comte Portalis, baron Mounier, Vivien, Macarel, etc., y apportèrent le tribut de leurs hautes lumières. Ce fut moins un second projet, une seconde ébauche que le Ministre de l'Intérieur soumit à cette nouvelle Commission, qu'une série de questions pénitentiaires qu'il lui présenta à discuter, plutôt qu'à résoudre. Aussi, et encore bien que M. le baron Mounier eût rédigé un projet en plusieurs articles, la Commission se sépara-t-elle, après de nombreuses séances, sans avoir formulé d'avis. Mais le principe de l'emprisonnement individuel qui jaillit du choc de toutes les opinions, illumina, pour ainsi dire, toutes les pensées, toutes les tendances, toutes les décisions de l'Administration. Le projet de Loi actuel en est sorti.

« la discipline brutale d'Auburn que des règles puritaines des Quakers de Pennsylvanie, se prépare et s'élabore, en France, « de jour en jour et d'essai en essai; c'est ainsi qu'il naît et « croît, avec l'œuvre de l'expérience et du temps, comme « tout ce qui doit offrir en ce monde, à ce double titre, ga-
« rantie de vérité et chance d'avenir (1). »

M. de Rémusat, Ministre de l'intérieur, pose, dans le projet de loi qu'il présente aux Chambres le 9 mai 1840, les premières bases du système. Toutefois, « l'amélioration de ce qui est lui paraissant préférable à la perfection douteuse de ce qui n'est pas encore, » il n'en demande l'adoption à la Législature que pour les prévenus et les accusés, réservant à l'Administration le droit d'en faire l'application, à titre d'essai, et successivement, aux condamnés des diverses catégories, et particulièrement aux condamnés à la peine des travaux forcés, ainsi que l'*Exposé des Motifs* s'en explique formellement.

Mais la Commission, nommée pour examiner ce premier projet, ne croit point qu'en pareille matière l'Administration puisse être légalement autorisée à procéder par voie d'expérimentation et d'essai. Entrant donc au cœur de la question, la Commission restitue au Législateur le droit exclusif de formuler la peine d'emprisonnement, et propose, en conséquence, divers amendements, desquels il résulte que le système d'emprisonnement individuel doit être appliqué par la Loi, non-seulement aux prévenus et aux accusés, mais encore à tous les condamnés à l'emprisonnement, à la réclusion et aux travaux forcés, en limitant toutefois à douze ans le *maximum* de durée de la peine subie en cellule (2).

Ce sont ces amendements qu'a acceptés M. Duchâtel, et que le Gouvernement a introduits dans son second projet du 17 avril

(1) *Observations concernant les changements apportés au projet de loi sur les prisons*, p. 15.

(2) Cette Commission était composée de MM. Milbau, Gustave de Beaumont, Chégaray, de Rissigeac, Prosper de Chasseloup-Laubat, Lanjuinais, Duvergier de Hauranne, Carnot, et de Tocqueville, rapporteur.

1843, et cela, après avoir mis à profit, pour en étudier tous les principes, pour en peser toutes les conséquences, et pour les étayer de l'irrécusable autorité des faits, l'intervalle des trois ans qui se sont écoulés entre le premier et le second projet : — projet qu'a adopté, à son tour, la seconde Commission nommée pour l'examiner (1), et sur lequel la Chambre élective est appelée à délibérer.

Comme on le voit, la réforme pénitentiaire a pris, en France, l'allure du grand peuple qui l'attend. Ici, en effet, rien de hasardé, rien de précipité, rien qui sente l'irréflexion ou l'engouement. Ici, la réforme marche paisible, mesurée, d'un pas sûr, parce que, à chaque pas qu'elle fait, le terrain est sondé d'avance, et que l'expérience et l'étude sont ses guides (2).

Comme on le voit, le Gouvernement n'est préoccupé que d'une pensée, depuis treize ans, c'est d'asseoir la réforme de nos prisons sur une base qui soit à la fois pénale et pénitentiaire, et d'après un système d'emprisonnement qui soit, avant tout, français (3).

Comme on le voit, le *Système français de l'emprisonnement*

(1) Cette commission est composée de MM. de Lafarelle, d'Haussonville, Hébert, Peyramont, Chégaray, Parès, de Berthois, Saint-Marc Girardin, et de Tocqueville, rapporteur.

(2) « Avant de s'engager dans une réforme, il fallait commencer par constater exactement l'état des choses. » (Rapp. du Sous-Secrét. d'Etat de Gasparin au Minist. de l'int. du 6 sept. 1836.)

« L'Administration pensa prudemment qu'en si grave matière c'était l'expérience seule qui devait porter conseil; qu'au témoignage de la pratique le mal était évident, mais le remède encore inconnu; qu'avant d'adopter aucun système général elle devait s'éclairer du contrôle et s'entourer de l'autorité de quelques essais partiels. Dès lors l'Inspection s'attacha à exposer et conseiller de remplacer le système légal, mais inexécuté et inexécutable, de la *classification intérieure*, par un système plus efficace pour empêcher le mélange des moralités, le système de la *séparation cellulaire*. » (Rapp. de M. de Gasparin au Roi, du 1^{er} févr. 1837, p. 19.)

(3) « En déclarant que le régime cellulaire pouvait seul prévenir les dangers de l'enseignement mutuel du crime, le système de la circulaire du 2 octobre 1836, loin d'être prématuré, était au contraire réclamé par la nécessité et justifié par les précédents. » (Même rapp., p. 25) — « On ne saurait donc attribuer à la circulaire de lord John Russell, d'octobre 1835, la pensée de la circulaire de M. de Gasparin, d'octobre 1836, laquelle n'a été inspirée au Ministre, comme il le déclare,

individuel, dont nous avons retrouvé la première pierre dans le rapport de Lepelletier de Saint-Fargeau et dans le Code pénal de 1791, comme les matériaux dans les écrits publiés en France sur les prisons depuis cette époque, à sa première assise, son assise fondamentale, dans la mémorable circulaire du 2 octobre 1836 sur les maisons d'arrêt *cellulaires*; son assise intermédiaire dans l'ordonnance royale du 9 décembre même année sur les voitures *cellulaires*; enfin son couronnement dans le projet de loi de 1843, préparé par celui de 1840, et annoncé de la bouche même du Roi, dans deux discours de la Couronne (1).

La pensée qui a conçu, nourri, enfanté ce projet, est donc une pensée toute gouvernementale, toute nationale, toute française.

Cette pensée, rappelons-le, est celle de tous les Ministres qui ont eu à s'occuper de la question des prisons depuis 1830, et notamment de MM. de Montalivet, de Gasparin, de Rémusat, Duchâtel, lesquels sont devenus, après mûr examen (2), partisans exclusifs du système de l'emprisonnement individuel (3). C'est celle également de M. Macarel, directeur, sous M. de Montalivet, de

que par l'autorité des précédents français. » (Ch. Lucas, *Théorie de l'emprison.*, t. III, p. 625.)

(1) Disc. du Trône, session de 1838 et 1840.

(2) M. Ch. Lucas déclare les Ministres « impuissants à se former une conviction personnelle dans la question des prisons. » (*Des Moyens et des Conditions d'une réforme pénit.*, p. xviii.) Cet Inspecteur développe ainsi qu'il suit son opinion à cet égard : « Dans les pays étrangers où la forme du gouvernement donne une grande stabilité au pouvoir ministériel, les hommes qui s'y trouvent placés ont le temps d'étudier les questions avec maturité et d'arriver à une conviction personnelle. Mais, en France, la mobilité du pouvoir ministériel, dans ces dernières années, n'a permis à aucun Ministre d'apporter à cette grave question de la réforme des prisons l'attention soutenue et l'examen approfondi qu'elle réclame. » (Ibid., p. xviii.) Ceci a été imprimé en 1840. Ainsi l'opposition que M. Lucas fait, en 1844, au projet du Gouvernement, prouve qu'il n'accorde pas plus de crédit à l'expérience de M. Duchâtel qu'à celle de ses prédécesseurs, bien que M. Duchâtel soit au pouvoir et étudie personnellement la question depuis plus de quatre ans.

(3) Je n'ajoute pas ici les noms de MM. le comte d'Argout et Thiers, parce que j'ignore l'opinion précise de ces deux illustres hommes d'Etat sur la question. Mais je les connais précisément trop hommes d'Etat pour en douter.

l'administration départementale et communale, et de M. A. Passy, sous-secrétaire d'Etat, auquel, depuis quatre années, aboutissent tous les faits qui se produisent, tous les résultats qui s'obtiennent dans toutes les prisons de la France (1). C'est celle enfin de M. Ardit, cette tradition vivante de tout ce qui se fait de bon et d'utile au ministère de l'intérieur depuis dix-sept ans dans la section des prisons dont il est chef (2).

Cette pensée est donc bien celle du Gouvernement, et il n'existe aucune propriété au monde qui repose sur des titres traditionnels et successifs plus anciens, plus légitimes, plus incontestables.

§ III.

De la Commission et de son Rapporteur.

Après avoir cherché à amoindrir l'autorité du projet de loi en contestant la pensée et la propriété au Gouvernement pour attribuer l'une et l'autre à la Commission, M. Léon Faucher cherche à amoindrir l'autorité de la Commission en lui contestant la capacité et l'intelligence, que nécessite l'œuvre de la réforme des prisons, pour s'attribuer l'une et l'autre à lui-même exclusivement. « Le rôle de réformateur, dit-il, demande tout

(1) Pignore également l'opinion de M. Léon de Malleville, sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur avant M. Passy; mais je sais que c'est cet honorable député qui a écrit: « De nos jours, la philanthropie n'est plus cette préoccupation stérile et vaine qui s'épuise dans les élans d'une pitié fastueuse et dans l'impuissance de ses théories sentimentales. Quittant le monde imaginaire où tant d'esprits chimériques l'avaient reléguée, elle est descendue dans le monde des réalités, et ne se résigne plus à contempler le mal pour le déplorer sans le guérir, ni le bien pour le désirer sans l'atteindre.»

(2) M. Ardit, l'un des hommes les plus experts dans la science pratique des prisons, a été cinq ans Directeur de la maison centrale de Melun, avant d'être placé à la tête de la section des prisons au ministère de l'intérieur, en 1827.

« ensemble une connaissance profonde de l'époque dans laquelle on vit, un coup d'œil sûr et une grande fermeté dans l'exécution. Sans faire tort aux Ministres (1) ni aux membres de la Commission, l'on peut douter qu'ils soient convenablement préparés à de si hautes destinées. Assurément, la première et la seconde Commission renfermaient des hommes capables; mais, qu'on nous permette de le dire, ni l'une ni l'autre ne présentait un seul publiciste qui eût pris la peine d'étudier à fond les prisons de la France et l'état de la criminalité dans notre pays..... Quant à M. de Tocqueville, rapporteur, il connaît les prisons américaines; mais il n'a pas assez vu, il ne connaît pas nos prisons (2). »

Montaigne avait dit excellemment, avant M. Léon Faucher: « Qui se mesle de choisir et de changer usurpe l'auctorité de juger, et se doit faire fort de veoir la faute de ce qu'il chasse, et le bien de ce qu'il introduict. Ce n'est pas assez de compter les expériences, il les fault poiser et assortir, et les fault avoir digérées et alambiquées pour en tirer les raisons et conclusions qu'elles portent. » Mais, dans l'opinion de Montaigne, ceci s'applique aussi bien à M. Faucher, et même, disons-le, beaucoup plus à M. Faucher qu'aux Ministres et à la Commission qu'il traite si cavalièrement.

Car, enfin, est-ce que M. Faucher a, réellement et sérieusement, la prétention de croire qu'il peut jouer à lui seul le rôle de réformateur pour lequel il déclare inhabiles tout un Gouvernement et deux Commissions? Est-ce que, réellement et sérieusement, il croit avoir à lui seul la connaissance profonde de l'époque, le coup d'œil sûr et la grande fermeté d'exécution qu'il leur refuse? Est-ce que, réellement et sérieusement, il croirait être ce seul publiciste qui manquait aux deux Commissions, et s'imaginerait, par hasard, avoir vu les prisons de la France qu'il dit que M. de Tocqueville ne connaît pas?...

(1) Ici M. Faucher n'est que l'écho de M. Lucas. V. ci-dessus, p. 349, note 2.

(2) Du projet de loi sur la réforme des prisons, p. 6, 11 et 12.

Quelque haute opinion qu'inspire à tout le monde le mérite incontesté de M. Faucher, il me semble que, dans la circonstance, ce mérite et cette opinion s'exaltent outre mesure, en ce sens que les expériences qu'il faut avoir *poisées et assorties, digérées et alambiquées*, en fait de criminalité et de prison, pour pouvoir en tirer les raisons et conclusions qu'elles portent, lui manquent, à lui, bien autrement qu'à ceux auxquels il les dénie.

En effet, les deux Ministres et les membres des deux Commissions (1) qui ont pris part à la confection du projet de loi composent la réunion la plus savante et la plus spéciale, qui se puisse rencontrer, de publicistes, de criminalistes, d'hommes d'expérience et de savoir.

D'abord, ce sont (puisque M. Faucher veut des publicistes) : MM. de Rémusat et Duchâtel, que l'Académie des sciences morales et politiques a récemment admis dans son sein, moins comme hommes politiques que comme écrivains moralistes et économistes distingués (2); puis MM. de Tocqueville et de Beaumont, élus au même titre membres de la même Académie, et dont les ouvrages sur le système pénitentiaire et sur les institutions de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique ont rendu les noms si justement célèbres (3); puis M. de Saint-Marc Girardin, membre du Conseil royal de l'instruction publi-

(1) V. les noms des membres de chacune des deux commissions ci-dessus, p. 347 et 348.

(2) M. Duchâtel a publié, en 1829, un ouvrage remarquable, intitulé : *De la Charité dans ses rapports avec l'état moral et le bien-être des classes inférieures de la société*. Ouvrage dans lequel la criminalité est étudiée à sa source. Une seconde édition a paru en 1835. — M. de Rémusat est auteur d'un ouvrage de philosophie sociale non moins remarquable, et, en outre, de deux admirables circulaires sur le paupérisme et la mendicité, circulaires où le génie de publiciste et celui de l'homme d'État se donnent la main pour arrêter le crime au seuil de la prison. (V. Circul. min. des 31 juillet et 6 août 1840.)

(3) V. *Du système pénitentiaire aux États-Unis*, et de son application en France, suivi d'un appendice sur les colonies pénales, etc., par MM. de B. et de T. 2 vol. in-8°. Ce livre a eu trois éditions, et a été traduit en plusieurs langues. — *De la Démocratie en Amérique*, par A. de Tocqueville; 4 vol. in-8°, 12^e édition. — *L'Irlande sociale, politique et religieuse*; 2 vol. in-8°, 4^e édition, etc.

que, dont les études sur l'éducation se lient si étroitement à la criminalité; puis M. de La Farelle, ancien magistrat qui, dans ses *Études philosophiques et économiques sur l'Amélioration morale et matérielle des classes populaires* (4), de même que, dans son ouvrage sur l'*Organisation du travail* (5), et dans un récent écrit sur le *Régime répressif et pénitentiaire des principaux États de l'ancien et du nouveau monde* (6), a étudié la réforme des prisons autant dans l'atelier du pauvre que dans l'atelier du condamné; puis M. Duvergier de Hauranne, dont les Revues scientifiques et littéraires s'enrichissent chaque année de travaux éminents sur tout ce qui constitue la science sociale; M. le vicomte d'Haussonville, instruit à l'école de son illustre beau-père, le duc de Broglie, et qui, en qualité de membre du Conseil général de Seine-et-Marne, est auteur du Rapport si remarquable fait à ce Conseil sur la question pénitentiaire, par suite de la Circulaire ministérielle du 1^{er} août 1838; M. Carnot, écrivain progressiste et l'un des membres les plus zélés et les plus instruits du Comité des prisons de la Société de la morale chrétienne; M. le baron de Berthois, général du génie, dont la haute expérience a été si utile au sein de la Commission pour l'examen et l'explication des plans de construction de divers pénitenciers cellulaires; puis MM. Lanjuinais, Ressigeac, Prosper de Chasseloup-Laubat, qui ont fait de la question pénitentiaire une étude sérieuse et tout à fait à la hauteur de leurs lumières et de leur talent; puis enfin MM. Amilhau, premier président de cour royale; Hébert, Parès, Chégaray: tous trois procureurs généraux; et Peyramont, avocat général. Ce sont bien là des criminalistes, et des criminalistes de bon aloi, si je ne me trompe.

Pour ce qui est de la science des prisons proprement dite, il me semble qu'elle ne compte nulle part de disciples plus

(1) Ou *du Progrès social*, etc.; 2 vol. in-8°. Ouvrage couronné par l'Académie française. Paris, 1839.

(2) *Plan d'une réorganisation disciplinaire des classes industrielles*; 1 vol. in-12. Ouvrage couronné. Paris, 1842.

(3) V. ci-dessus, p. 341, note 1.

éminents que MM. de Beaumont et de Tocqueville, et qu'elle ne pouvait rencontrer un plus digne organe, une plus haute personification que ce dernier, nommé, à l'unanimité, rapporteur des deux Commissions.

• Mais, dit M. Faucher, M. de Tocqueville ne connaît pas les prisons de la France. D'abord, je demanderai à M. Faucher qui est-ce qui connaît les prisons de la France, — lesquelles sont au nombre de plus de 450, disséminées dans les 86 départements et dans les 362 arrondissement du royaume, — en dehors des inspecteurs généraux des prisons du royaume? Serait-ce lui, par hasard? Il est bien vrai qu'il dit, p. 37 de sa brochure, qu'il connaît ces établissements et qu'il les a vus. Mais ce ne peut être là qu'une façon de parler; car il est évident qu'il ne les a pas vus, ou du moins qu'il n'en a vu, qu'il n'a pu en voir, et étudier que quelques-uns. Sous ce rapport M. de Tocqueville en sait, probablement, autant que M. Faucher. De plus, M. de Tocqueville a vu les prisons de l'Amérique, que n'a point vues M. Faucher. D'où il suit que M. de Tocqueville pouvant comparer, peut juger, ce que ceux qui n'ont point vu ne peuvent faire.

M. Lucas objecte aussi à la Commission et à son savant rapporteur, « qu'il faut voir pour connaître (1). » Je suis tout à fait de cet avis quand il s'agit d'un écrivain, d'un auteur, d'un journaliste qui prend à tâche de critiquer, de son chef, le système de discipline et d'organisation intérieure d'une institution, d'une prison qu'il n'a jamais vue, et cela à l'encontre de l'opinion opposée de tous ceux qui ont vu et étudié ce système sur les lieux. Voilà pourquoi MM. Faucher et Lucas me paraissent tout à fait inhabiles à critiquer, du point de vue pratique, le système du pénitencier de Philadelphie, parce qu'ils n'ont point vu ce pénitencier, et que leur opinion individuelle et ignorante est contraire à l'opinion unanime et savante des Commissaires français et étrangers qui l'ont vu. Voilà pourquoi encore, M. Lucas qui,

(1) Observations sur les changements, etc., p. 18.

soit dit en passant, connaissait fort peu les prisons lorsqu'il écrivit son système pénitentiaire en Europe et aux Etats-Unis, est frappé de la même inhabileté, de la même impuissance, relativement à la critique qu'il fait, soit de ce qui se passe dans les prisons cellulaires d'Angleterre, d'Ecosse ou autres, qu'il n'a jamais vues; soit de ce qui se passe dans le pénitencier des jeunes détenus de La Roquette, à Paris, qu'il n'a pareillement jamais visité. — « Il faut voir pour connaître. » C'est lui qui l'a dit.

Mais cet axiome est-il applicable à un Gouvernement, à une Commission, à une Chambre?

Prétendre que, pour connaître le régime intérieur des prisons, le Législateur doit nécessairement les voir toutes par lui-même, serait une grande puérité, pour ne pas dire une grande absurdité.

Cela voudrait dire, en effet, que la portée du génie se mesure sur la portée de la vue; et que les Gouvernements sont aveugles parce qu'ils n'ont, et ne peuvent avoir, d'autres yeux pour voir que ceux de leurs agents.

La science, pour les gouvernements, n'est pas de tout voir, mais de tout savoir. Or, pour tout savoir, les gouvernements n'ont besoin que d'interroger ceux qui voient pour eux, et de tout féconder du regard de l'intelligence de l'homme d'Etat.

Ainsi a fait le Gouvernement; ainsi a fait la Commission; ainsi a fait M. de Tocqueville, à l'endroit de la réforme pénitentiaire.

Cette réforme est surtout basée sur les vices du régime actuel de nos prisons.

Pour pouvoir sonder la plaie dans toute sa profondeur, et tirer de la connaissance du mal l'appréciation du remède à appliquer, qu'a fait la Commission?

La Commission a interrogé tous les Préfets des départements, toutes les Commissions de surveillance, et tous les Directeurs et gardiens-chefs des maisons d'arrêt et de justice de France, en

prenant connaissance de tous les rapports, statistiques et états qui sont fournis par eux au Ministre sur ces prisons.

La Commission a interrogé les Directeurs, les Médecins et les Entrepreneurs de toutes les maisons centrales de France, tant sous le rapport de la discipline que sous celui de l'état sanitaire, de l'instruction scolaire, de l'exercice du culte, du régime alimentaire, des travaux industriels et du salaire des détenus, etc., en se faisant représenter tous les rapports, marchés, cahiers de charges, etc., qui concernent ces établissements et en les comparant entre eux.

La Commission a interrogé les Inspecteurs généraux des prisons du royaume, en compulsant le registre des délibérations prises par eux en Conseil sur tous les points pratiques de la polémique pénitentiaire, et en étudiant avec soin les rapports adressés annuellement au ministre par chacun de ces fonctionnaires sur toutes les maisons centrales depuis plusieurs années; de sorte que la Commission a trouvé, dans ces documents comparés, non-seulement le contrôle par les Inspecteurs généraux des rapports des Directeurs et des Préfets sur le régime intérieur de ces établissements, mais encore le contrôle des rapports des Inspecteurs généraux par les Inspecteurs généraux eux-mêmes, attendu que la même maison est successivement inspectée par chacun d'eux, sans que l'un soit instruit des observations et propositions de l'autre.

La Commission a interrogé tous les Commissaires envoyés par le Gouvernement à l'étranger pour y étudier la question pénitentiaire, et constater le régime actuel des prisons dans les divers États de l'Europe et des États-Unis, en faisant analyser par un de ses membres (M. de La Farelle) les rapports publiés par ces Commissaires sur le résultat de leur mission.

La Commission a interrogé, de plus, dans leur texte, ceux des documents officiels, publiés à l'étranger sur les prisons, qui sont le plus utiles à connaître.

Enfin la Commission a interrogé les architectes qui se sont occupés de résoudre le problème cellulaire du point de vue des

constructions, en se faisant représenter les divers projets, plans, devis et formules que ces architectes ont rédigés dans ce but.

Et ce que la Commission a fait laborieusement et consciencieusement en un grand nombre de séances, son honorable rapporteur l'a fait de nouveau, dans le silence du cabinet, en soumettant à plus d'un contre-interrogatoire chacun des faits produits par tous ces documents.

Et c'est ainsi que, sans avoir vu toutes nos prisons, M. de Tocqueville a pu les connaître toutes. Et c'est ainsi que son rapport, écrit, pour ainsi dire, sous la dictée même des faits, est empreint d'un cachet d'expérience et de vérité qu'on peut se donner le passe-temps de contester, mais qu'on ne peut se donner la puissance de détruire (1).

§ IV.

Motifs et but du projet de loi.

1. *Mouvement ascensionnel des crimes et des récidives.*

Le chiffre toujours croissant des crimes et des récidives, et surtout des crimes les plus graves, est le principal motif de la réforme que proposent la Commission et le Gouvernement. M. Faucher reconnaît que ce motif n'est que trop fondé, et que « c'est le devoir du Gouvernement et des Chambres de rechercher s'il n'y a pas, ici, une réforme ou un temps d'arrêt possible, et, si la possibilité existe, de mettre la main à l'œuvre sans

(1) M. Léon Faucher dit, p. 54 de sa brochure : « M. Michel Chevalier qui a visité récemment la maison centrale de Montpellier, et qui est un observateur compétent, etc. » Pourquoi compétent, lorsque MM. de Tocqueville et de Beaumont ne le sont pas? Si le premier l'est, en matière de prison, ce que je ne nie pas, les deux autres doivent l'être nécessairement et au même titre, pour ne pas dire à plus de titres; ce que M. Michel Chevalier ne nie pas non plus; trop compétent qu'il est pour cela.

hésiter ni faiblir. » (p. 6.) Mais si M. Faucher est d'accord avec le projet sur ce point, M. de Laroche foucault-Liancourt ne l'est pas. A défaut d'un adversaire, nous en retrouvons donc un second. *Uno avulso non desinit alter...* Voyons si nous trouverons réponse à celui-ci comme à l'autre.

La conviction de M. Gaëtan de Laroche foucault-Liancourt est que nous vivons dans le plus moral des mondes possibles, et « qu'il n'y eut jamais, en France, moins de crimes et de délits qu'il ne s'en commet à présent. » Cet optimisme, que ne dément que trop, chaque matin, la *Gazette des Tribunaux*, a excité déjà les réclamations de la Chambre, et, bien que M. Antoine Passy, sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur, l'ait réfuté dans la séance du 16 juillet 1839, par des chiffres malheureusement incontestables, M. de Laroche foucault n'en persiste pas moins dans son dire, en essayant, à son tour, dans le nouvel écrit qu'il vient de publier (1), de réfuter les chiffres officiels et authentiques cités par M. de Focqueville dans ses deux rapports.

Je ne suivrai point M. de Laroche foucault dans l'inextricable labyrinthe de calculs où il s'est complètement perdu. Je lui ferai seulement observer que la différence qu'il signale entre les chiffres annuels de la criminalité, posés par la Commission, et les mêmes chiffres annuels, posés par lui, d'après les comptes-rendus, provient, d'une part, de ce que la Commission a exclu de ses chiffres les délits autres que les délits communs, tandis que M. de Laroche foucault les a compris, dans les siens (2); et, d'autre part, de ce que la Commission, à l'exemple du garde-des-sceaux, a pris pour base de ses calculs le nombre des *accusés* de chaque année, tandis que M. de Laroche fou-

(1) *Documents relatifs au système pénitentiaire*, p. 369 et suiv.

(2) On appelle *délits communs* les délits de vol et autres auxquels est appliquée la peine d'emprisonnement. Ils sont compris dans la cinquième colonne du tableau ci-contre. Les autres délits, compris dans la colonne six, sont des contraventions aux lois sur le timbre, les douanes, les forêts, les octrois, etc., lesquelles ne donnent lieu qu'à la peine de l'amende.

cault, à l'exemple de M. Lucas (1), a pris pour base des siens le nombre des *condamnés* (2).

Ceci établi, voici, d'après les comptes de la justice criminelle, le mouvement ascensionnel de *tous* les crimes, délits et contraventions, tel qu'il résulte, année par année, et chiffre par chiffre, des tables officielles de ces comptes, depuis 1828 jusqu'à 1842 inclusivement (3).

Tableau des crimes, délits et contraventions.

ANNÉES.	ACCUSÉS DE CRIMES contre		TOTAL des accusés.	PRÉVENUS de délits		CONTRA- VENTIONS de simple police.
	les personnes.	les propriétés.		communs.	de toutes sortes.	
1828	1,844	5,552	7,396	59,567	172,300	132,167
1829	1,791	5,582	7,373	61,977	176,227	135,984
1830	1,666	5,296	6,962	55,682	210,691	138,373
1831	2,046	5,560	7,605	61,619	254,738	104,571
1832	2,644	5,593	8,237	64,834	219,735	148,181
1833	2,487	4,828	7,315	62,679	203,814	150,157
1834	2,216	4,736	6,952	65,347	172,862	137,598
1835	2,463	4,760	7,223	67,799	164,886	150,460
1836	2,072	5,160	7,232	72,698	178,573	168,184
1837	2,141	5,953	8,094	75,132	193,065	180,248
1838	2,189	5,825	8,014	85,926	192,254	202,814
1839	2,256	5,602	7,858	83,834	190,642	213,591
1840	2,108	6,118	8,226	90,110	204,401	223,140
1841	2,381	5,081	7,462	88,862	187,781	226,189
1842	2,236	4,717	6,953	90,012	192,529	

(1) *V. Du système pénitentiaire en Europe*, Pétition, p. lxxj.

(2) Qu'un accusé, traduit en cour d'assises, soit renvoyé absous, cela veut dire qu'il n'est pas coupable du crime qu'on lui impute; mais le crime n'en a pas moins été commis. C'est pour cela qu'on prend toujours le chiffre des *accusés*, et non celui des *condamnés*, pour taux moyen du mouvement de la criminalité.

(3) Le compte de 1842 n'est pas encore publié; mais les chiffres que nous donnons, comme appartenant à cette année, n'en sont pas moins authentiques. Nous les avons extraits d'une note manuscrite officielle.

Je livre, sans commentaire, le tableau ci-dessus à l'appréciation de tous les hommes de bonne foi, et s'ils y voient, contrairement à ce que j'y vois moi-même, que le nombre des crimes diminue, surtout celui des *crimes contre les personnes*, c'est assurément que nous manquons, eux ou moi, d'un sens essentiel; appelé bon sens ou sens commun.

Le mouvement de décroissance que M. de Laroche foucault remarque dans le chiffre annuel de la criminalité, il le remarque surtout dans celui des récidives. Or, voici ce que constatent les comptes-rendus de la justice criminelle sur le chiffre prétendu décroissant des récidives.

Tableau des récidives.

ANNÉES.	ACCUSÉS en récidive.	PRÉVENUS en récidive.	TOTAL des récidives.
1828	1,182	3,578	4,760
1829	1,334	4,425	5,759
1830	1,370	4,309	5,679
1831	1,296	4,960	6,256
1832	1,429	5,915	7,344
1833	1,318	7,132	8,450
1834	1,400	7,135	8,535
1835	1,486	7,741	9,227
1836	1,486	8,196	9,682
1837	1,732	8,944	10,676
1838	1,763	12,052	13,815
1839	1,749	12,568	14,317
1840	1,903	14,077	15,980
1841	1,772	13,716	15,488
1842	1,733	14,093	15,826

Je livre encore ce tableau, sans commentaire, aux supputations des mathématiciens les moins transcendants, me bornant à les défier de me prouver que 15,826 est un chiffre au-dessous de 4,760, ou même de 8,450, si l'on veut, comme M. de Laroche foucault, ne pas remonter à un point de départ plus haut que l'année 1833.

Pour moi, aussi longtemps que 2 et 2 feront 4, je persisterai à dire, avec M. Léon Faucher, que « la criminalité augmente chez nous dans une mesure qui ne peut qu'effrayer les esprits prévoyants. »

Comment donc peut-il se faire que M. de Laroche foucault nie une chose aussi évidente? Je ne puis répondre à cette question qu'en disant que je ne cesse, depuis six ans, de me l'adresser à moi-même, sans que ni moi ni personne ait encore pu satisfaire ma curiosité.

Maintenant, comment se fait-il qu'après avoir constaté le mal toujours croissant des crimes et des récidives, le Gouvernement et la Commission en soient arrivés à conclure que le *seul* remède à y apporter est le système de l'emprisonnement individuel appliqué à tous les détenus?

C'est que si nos prisons ne sont pas l'unique source des crimes et des récidives, elles en sont au moins l'une des plus fécondes.

C'est qu'en effet, le régime actuel de nos prisons, bien qu'immensément perfectionné et réformé depuis plusieurs années, n'est ni répressif, ni intimidant, ni moralisateur. C'est que le crime s'y recrute, s'y alimente, s'y refait, s'y multiplie. C'est que l'homme méchant y devient pire; l'homme bon, criminel; l'incrédule, impie; le délinquant, bandit; le scélérat, plus pervers; le débauché, plus impudique; le dépravé, plus corrompu; l'apprenti malfaiteur, passé maître. C'est qu'enfin tout ce que la prison peut engendrer de dégradation physique et morale, de persistance dans le mal, de vices, d'attentats, d'illégalités de toutes sortes, a son explication et sa cause dans la triste signification de ces deux mots : *emprisonnement commun*.

2. *Vices de l'emprisonnement commun.*

L'emprisonnement commun, que tout le monde regarde comme de droit commun, en France, n'est, en lui-même, historiquement et légalement parlant, qu'un fait usurpateur dont le préjugé, l'ignorance, et une sorte d'usucapion clandestine, constituent seuls la légitimité.

Il est, en droit pénitentiaire, un point de départ important que les publicistes et les législateurs modernes semblent avoir complètement ignoré dans leurs projets de réforme des prisons, c'est que les prisons communes qui existaient en 1790, et dont, depuis cette époque, nous avons fait des prisons pour peines, n'étaient point des prisons pour peines, par la raison que la peine d'emprisonnement n'était point admise comme peine dans les lois criminelles de l'ancienne monarchie française, et que toutes les prisons d'alors n'étaient, comme du temps des Romains, que des prisons préventives : *Carcer non ad puniendos sed ad continendos homines haberi debet*. La prison, en effet, n'était qu'un lieu de dépôt, qu'une sorte de mise en fourrière où l'on gardait provisoirement, sous la main de la justice, soit l'accusé traduit devant le magistrat, soit le condamné envoyé au supplice. La prison, à proprement parler, n'était que le vestibule des galères, de la roue ou de l'échafaud, quand elle n'était pas seulement celui du cabinet du juge d'instruction. Qu'importait dès lors que les malheureux que le supplice attendait fussent déposés là, en attendant, tous ensemble ! Leur réunion ne présentait aucun danger, puisque tous devaient quitter la société ou la vie.

Mais ce danger, déjà si grand pour les prévenus et les accusés, devint imminent pour eux et pour les condamnés, du jour où l'emprisonnement fut institué comme peine dans nos lois pénales modernes. Aussi la première pensée du Comité de Législation chargé, par l'Assemblée constituante, de formuler cette peine nouvelle, fut-elle de l'appliquer, comme toutes les autres, à chaque condamné individuellement, c'est-à-dire de la faire

subir à tous, dans des *cachots, gênes et prisons*, où ils seraient séparés les uns des autres, aussi bien le jour que la nuit, pendant toute la durée de leur détention. Si l'Assemblée constituante n'adopta pas, dans toutes ses parties, le système d'emprisonnement individuel à trois degrés, proposé par son Comité et développé par Lepelletier de Saint-Fargeau, dans son rapport (1), le principe de l'emprisonnement individuel n'en fut pas moins reconnu et consacré par elle, et si l'Empire l'effaça de son Code, ce ne put être que par suite, soit d'une erreur ou d'un préjugé de tradition, soit du peu de foi qu'il avait dans l'amendement des coupables.

Quoi qu'il en soit, le fait de l'emprisonnement commun, devenu le droit commun de tous les condamnés à la prison, a engendré, à lui seul, dans le cours d'un demi-siècle, plus de démoralisation, plus de maladies sociales, que les meilleures institutions préventives et les meilleurs systèmes pénitentiaires n'en pourront jamais guérir.

C'est vraiment chose effrayante que cette abominable promiscuité d'êtres pervers et dégradés, grouillant, pour ainsi dire, dans le même bouge, et agglomérés ainsi dans un réceptacle commun, conversant librement ensemble, s'inoculant respectivement leurs mauvaises pensées, et convenant mutuellement entre eux des signes de reconnaissance qui les feront s'entraider un jour pour de nouveaux méfaits.

Un honorable magistrat, M. Demetz, a admirablement résumé son opinion, ou plutôt son expérience sur ce point : « Tout le monde reconnaît que nos prisons, loin d'être une garantie pour l'ordre social, sont une plaie dévorante, un foyer de crimes et de contagion. Tout le monde reconnaît que l'accroissement progressif des récidives provient, en grande partie, de l'usage établi de mettre ensemble et pêle-mêle, les prisonniers de tout âge, de toute condition, de toute moralité ; mélange de la plus haute imprudence, fréquentation dangereuse et féconde en toutes sortes d'abus honteux ; où des

(1) V. ci-dessus, p. 335.

« relations dégoûtantes enlèvent au prisonnier jusqu'aux dernières traces de l'honnêteté et de la pudeur; où, dans des conversations impies, les plus âgés instruisent les plus jeunes, et les plus scélérats servent de modèle aux plus novices. C'est dans les prisons que se forment les grands criminels et que se préparent les grands crimes; c'est entre les libérés qui se retrouvent à leur sortie, que se nouent ces horribles et mystérieuses associations, dont la ruse et l'habileté mettent en défaut toute la surveillance de l'autorité.... »

Si ce n'était pas assez des démonstrations sanglantes qu'ont données de cette vérité Fossard et Drouillet, Frechard et Jadin, Soufflard et Lesage, Avril et Lacenaire, et, tout récemment, l'affreux Poulmann, je citerais des exemples, sinon plus terribles, peut-être encore plus frappants, de ces associations de malfaiteurs qui exploitent ouvertement nos bourses en menaçant nos vies, et qui tous se sont appris, dans la prison, comment on se venge d'une société assez imprudente pour fournir elle-même aux individus qu'elle condamne, les moyens de comploter à l'aise, et de fabriquer, sous la protection même de ses gardiens et de ses verroux, les armes qu'ils doivent tourner contre elle.

Un journal a dit en parlant de ces associations : « N'allez pas croire que ce soient des voleurs de hasard et d'occasion; non, ce sont des voleurs d'habitude, des voleurs enrégimentés, des voleurs qui ont passé deux ou trois fois par les mains de la justice, que la police connaît nominativement et personnellement, dont elle sait parfaitement les allées et les venues, et qu'elle va prendre à jour et à heure fixes quand elle le veut. On dirait que les agents de la police entretiennent et gardent les malfaiteurs dans Paris, comme des chasseurs entretiennent des lapins dans une garenne, les prenant de temps à autre par façon d'essai, et les relâchant, pour quinze ou vingt jours, quand ils ne sont pas, juste à point, préparés pour tel ou tel article du code (1). »

(1) Journal *la Presse*, n° du 26 août 1836.

Assurément, je suis loin de citer cette spirituelle boutade comme exprimant ma pensée sur les passe-temps de la chasse aux voleurs que se donne la police de Paris; mais je la cite pour prouver, qu'en dépit du courage et de la vigilance du premier magistrat de la cité qui ait pris le plus au sérieux cette devise de ses armes : *Vigilat ut quiescant*, l'enseignement mutuel du vice, de la fraude et du vol qui est organisé, par le seul fait de l'emprisonnement commun, dans toutes nos maisons d'arrêt, dans toutes nos maisons de justice, dans toutes nos maisons de force, dans toutes nos maisons de correction, dans tous nos bagnes, fournit, chaque année, de tous les points de la France, à la vaste garenne des libérés de Paris, plus de bêtes malfaisantes et dangereuses que les *limiers* de la police ne peuvent en traquer.

On se souvient qu'il y a quelques années, l'autorité fit prévenir le public qu'une société de faussaires s'était formée entre Londres et Paris pour exploiter la confiance du commerce. Elle avait : — un chef, nommé *Mayer*, qui tramait dans l'ombre; des avertisseurs qui indiquaient la victime; des déterminés qui se mettaient à l'œuvre. Les vols exécutés, des commis voyageurs prenaient la poste, et, à des centaines de lieues du théâtre du crime, remettaient les objets enlevés à des correspondants qui faisaient diriger les marchandises sur tous les points de l'Europe et jusqu'en Amérique. Les ramifications de cette bande s'étendaient principalement en Italie, en Allemagne, en Hollande, en Belgique. Eh bien! je me suis trouvé sur la route des Pyrénées, pendant la nuit de l'été dernier, dans le coupé d'une diligence, entre un Russe et un Anglais, se disant associés de la maison de commerce.... *Mayer et compagnie*, Russe et Anglais que j'ai reconnus, au lever de l'aurore, pour deux compatriotes.... libérés. Je sais leurs noms et leur ancienne demeure; mais j'ai promis de ne point trahir leur *incognito*, en reconnaissance du respect qu'ils n'ont cessé d'avoir, pendant tout le voyage, pour mes malles et pour mes poches; ce que je puis attester, du reste, pour avoir soigneusement vérifié les unes et les autres à l'arrivée.

C'est en mai 1836 que, pour la première fois, le public parisien fut effrayé de voir sur les bancs de la cour d'assises une de ces bandes de voleurs qui, depuis, ont reçu une si épouvantable extension. Celle-ci n'en comprenait que quarante, mais bien disciplinés, bien organisés. Le réquisitoire de M. l'avocat général a duré deux jours. Il fut établi que tous ces hommes s'étaient liés entre eux, dans les prisons, dans les bagnes. C'étaient, pour la plupart, des repris de justice! L'un d'eux, Théophile Gaucher, s'était fait un point d'honneur d'exécuter un vol dans la rue du Dragon, uniquement parce que son père avait commis tout près de là le crime qui l'avait fait condamner à mort. M. l'avocat général a montré Joseph Leblanc, l'accusé principal, organisant le vol comme une spéculation; établissant une succursale en province, desservie par des libérés; venant à Paris diriger les tentatives; exécuter les coups de mains; recruter de nouveaux associés sortis de la Force ou de Bicêtre, et allant ensuite se reposer de ses fatigues à sa maison de campagne de Château-Thierry!

Il n'est pas rare, à la Force, de voir des individus venir visiter des prévenus dans le seul but de s'enquérir des affaires qui étaient en train lors de leur arrestation, ou de s'entendre avec eux sur les moyens de les continuer pendant leur absence.

Il est donc vrai, dit à ce sujet un journal judiciaire, que le vol devient une industrie, un commerce! Les accusés répondent audacieusement au président qui les interroge sur leur profession: Je suis voleur! L'accusé Roy, qui dévalise sur les grands chemins, s'indigne d'être soupçonné de mendicité. Il proteste et déclare qu'il est voleur!

Qui n'a l'esprit encore troublé des faits audacieux et des vols inouis qui se sont déroulés devant la cour d'assises de la Seine pendant les mois d'octobre et de novembre dernier? et qui peut nier, après cela, non-seulement qu'il existe, à Paris, plusieurs associations de voleurs, qui se font concurrence, comme l'a dit l'un d'eux, mais encore que ces associations se recrutent dans les prisons et dans les bagnes, et qu'elles ont là leurs conci-

liables, leurs chambres délibérantes, leurs conseils des anciens?

En 1840, c'est la bande des *soixante-dix-neuf*, dite *Charpentier*, du nom de son chef. Presque tous sont convaincus et condamnés; presque tous sont d'anciens forçats ou réclusionnaires.

En 1842, c'est la bande des *vingt-trois*, dite *Courvoisier, Flachet* et compagnie. Un vol commis chez M. le baron Ladoucette, membre de la Chambre des députés, met sur la trace de cette bande. C'est spécialement le faubourg Saint-Germain qu'elle exploite. L'effraction, les fausses clés, l'escalade, sont les moyens qu'elle emploie. Elle ne travaille que dans le grand; le fruit de ses rapines est considérable. Courvoisier et Flachet sont à sa tête. Ce sont d'anciens repris de justice qui se sont connus sous le beau ciel de la Provence, comme dit Vautrin, c'est-à-dire à Toulon. Presque tous leurs associés sont élevés à la même école des prisons communes.

En 1843, c'est la bande *Jobert, Souques, Clevat*, et autres, affiliée à celles dont je viens de parler, et se recrutant comme elles dans la population agglomérée de nos bagnes et de nos maisons centrales de force et de correction.

Enfin, et jusqu'à ce qu'un autre anneau vienne s'ajouter à cette immense chaîne, ce qui ne peut tarder avec le système socialitaire de l'emprisonnement commun, c'est la bande des *quarante-cinq*, dite *Chapon*, la dernière jugée. Dans les bandes Souques et Courvoisier, on voit des maris et des femmes enveloppés dans la même accusation, venir s'asseoir sur les mêmes bancs, honteux ménages dans lesquels, comme on l'a dit, le mariage n'est qu'un contrat de plus pour le vol. Ici nous retrouvons d'autres alliances non moins déplorables, le père et le fils se trouvent à côté l'un de l'autre. Ici, ce n'est plus seulement aux trésors du riche et à l'épargne du pauvre que s'en prennent tous ces bandits; ils forcent les morts eux-mêmes à leur payer tribut, et ne reculent pas devant les tombeaux, car ils escaladent les cimetières, fracturent les tombes, et il n'est pas, jusqu'à la maison de Dieu, qui ne soit exposée à leurs tentatives impies. Comme toujours, l'état-major de la bande est

composé de l'élite des bagnes et des prisons communes. Toutefois, Chapon, le chef de la bande, l'élève de Charpentier, n'a subi antérieurement aucune condamnation. Arrêté, en effet, en 1836, sous inculpation de faux, il fut acquitté par le jury de la Seine en mars 1837 ; Mais, « pendant sa prévention à la Force, il avait, dit la *Gazette des Tribunaux*, lié connaissance avec un grand nombre de prisonniers avec lesquels il s'affilia plus tard lorsqu'il les rencontra dehors. »

Et maintenant, les condamnés de toutes ces bandes sont, en attendant leur transfèrement au bague où à la maison centrale, agglomérés tous ensemble, les femmes à Saint-Lazare, les hommes au Dépôt des condamnés, sauf Courvoisier, qu'on a mis à part pour sa sûreté personnelle, à cause des révélations par lui faites contre ses coaccusés. Là, tous ces scélérats, remis des émotions de l'audience, passent tranquillement leurs journées à comploter de nouveau et à réfléchir en commun sur les *maldresses* qui les ont fait découvrir, et sur les *moyens* qu'ils prendront à l'avenir pour *travailler* moins malheureusement, et pour ne plus *s'enflaquer* (s'embarasser) dans les filets de la *rousse* (police) ou de la *eigove* (justice), dès qu'ils pourront *décarrer* et *jouer des quilles* (s'évader).

Et, pendant ce temps-là, la cour d'assises du Pas-de-Calais condamne à la peine réservée aux parricides l'une des plus précoces célébrités de nos prisons communes, un monstre de vingt-trois ans, déjà forçat libéré, portant le doux nom de Laignel, convaincu d'avoir étranglé sa mère pour lui voler son argent et le partager avec son complice, un associé de bague, condamné par le même arrêt (1^{er} novembre) aux travaux forcés à perpétuité, et à la honte, qui ne sera pas une honte pour lui, de l'exposition !

J'ai toujours été frappé de la flagrante contradiction qui existe entre les dispositions de la Loi qui prohibent les associations de plus de vingt personnes, dans la crainte que le repos de la société n'en soit troublé, et les mesures de l'Administration qui constituent, contrairement à cette loi, des associations

de bien plus de vingt personnes ; des associations de deux cents, de cinq cents, de douze cents, de deux mille bandits, dans des maisons *centrales* qu'elle leur construit *ad hoc*, et qu'elle divise, pour leur plus grande commodité, en ateliers, en préaux, en dortoirs, en réfectoires *communs*. De sorte que des malfaiteurs, qui seraient contrariés par la police dans des réunions périodiques ou à jour fixe qu'ils seraient obligés d'avoir pour la combinaison ou la perpétration d'un difficile et productif coup de main, n'auraient qu'un moyen bien simple à prendre, s'ils étaient au nombre de plus de vingt, ce serait, au lieu de se cacher ou de se dissoudre, de se faire condamner tous ensemble à quelques mois de prison pour fait d'association non autorisée ; alors, ils ourdiraient leur trame à loisir, et n'auraient plus ni loyer de salle à payer, ni sergent de ville à craindre.

Et non-seulement ces associations ennemies que la société réchauffe ainsi dans son sein sont permises, mais elles sont chauffées, nourries, entretenues, payées par elle. Et non-seulement leur action est concentrée dans nos vingt maisons centrales de force et de correction, mais encore l'Administration la multiplie et l'étend sur toute la surface de la France ; — de telle sorte que là où il y a une prison, là il y a une association ; de telle sorte que la main de justice, couvrant, pour ainsi dire, et enveloppant tout le pays d'un immense réseau, dont chaque maille est une prison, il s'ensuit que nos trois bagnes, que nos vingt maisons centrales, que nos quatre-vingt-six maisons de justice, que nos trois cent soixante-deux maisons d'arrêt, que les prisons municipales de nos deux mille huit cents cantons, jointes aux chambres de sûreté de nos deux mille deux cent trente-huit casernes de gendarmerie, sont autant de clubs anti-sociaux, autant de repaires de malfaiteurs, autant de maisons publiques de condamnés, de prévenus, d'accusés, de mendiants, d'assassins, de voleurs, de prostituées, etc., qui s'associent de toutes parts entre eux par les liens de la solidarité du crime...

Maintenant, demanderez-vous combien sont-ils? Un honorable magistrat (M. Béranger de la Drôme) en a fait le dénombrement complet. Ils ne sont pas moins de cent huit mille conspirant en permanence, et absorbant, à notre préjudice, plus de *vingt millions de francs par an* (1), somme qu'ils prélèvent légalement en prison sur nos impôts, en attendant qu'ils recommencent à exercer, en dehors de la prison, d'autres prélèvements illégaux, et plus élevés encore que ceux-là, sur nos personnes et sur nos biens.

Et savez-vous combien de ces associés sont mis dehors tous les ans, ainsi dressés à l'école mutuelle du vice?... Plus de *cinquante mille*. Oui, plus de cinquante mille individus, sortis ou libérés de nos prisons ou de nos bagnes, sont rejetés, chaque année, de ces foyers de corruption, dans nos campagnes, dans nos villes, dans nos centres de population, avec toutes les habitudes de dépravation et de perversité qu'ils y ont contractées ou entretenues!..

Étonnez-vous donc, après cela, de l'accroissement progressif des crimes contre les personnes et des récidives! Étonnez-vous donc que le Gouvernement et la Commission cherchent enfin à soustraire la société aux dangers constants d'un pareil état de choses!

« S'il est vrai, dit Mirabeau, que le mélange des scélérats existe dans les prisons; pourquoi, par cette réunion odieuse, infâme, atroce, se rend-on coupable du plus abominable des forfaits : celui de conduire des hommes au crime (2)? »

(1) Les dépenses d'entretien de toutes les prisons du royaume, bagnes compris, s'élevaient aujourd'hui à plus de 12 millions de francs par an, et les frais de justice criminelle à plus de 4 millions aussi par an; enfin les frais de surveillance des libérés et les frais supplémentaires de poursuites et d'emprisonnement des récidivistes, à pareille somme de 4 millions aussi par an.

(2) *Des Lettres de cachet*, t. I, p. 238. Hambourg, 1782.

3. *Insuffisance et dangers, — de l'emprisonnement mixte ou intermédiaire, — des classifications par races ou par moralités, — de la séparation morale du silence, etc.*

Des trois adversaires que j'ai entrepris de combattre sur le terrain du projet de loi, un seul, M. le marquis Gaëtan de Laroche-foucault-Liancourt, est partisan, pour nos prisons, du système de la réunion des prisonniers, système que Mirabeau qualifie d'odieux, d'infâme, d'atroce.

Les deux autres, MM. Léon Faucher et Charles Lucas, admettent que la *séparation* est le seul système à substituer à celui de la *réunion* des détenus; seulement ils ne veulent de la *séparation individuelle* qu'exceptionnellement, et proposent chacun un système de *séparation par groupes*, comme règle générale de toutes nos prisons pour peines.

Mais, ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, le système de M. Faucher consiste à *grouper* ses condamnés *par races*; tandis que celui de M. Lucas consiste à les *grouper* *par moralités*.

Me proposant, dans cet écrit, beaucoup moins d'attaquer que de défendre, je ne dirai qu'un mot, en passant, du système de M. Lucas, c'est que, faciles à opérer avec la plume et le papier, les classifications par moralités qu'il propose sont tout à fait impossibles à exécuter avec la pierre et le fer, lorsque, mobiles qu'elles sont par leur nature et l'effet même du système, elles sont, une fois, et pour toujours, parquées dans les quartiers spéciaux et immobiles qu'on a dû leur construire *a priori*, d'après les prévisions d'un chiffre éventuel qu'il a fallu fixer, prévisions que les réalités viennent démentir plus tard.

On ne pourrait donc satisfaire aux exigences élastiques du système des classifications par moralités qu'au moyen de prisons *à tiroir* ou de quartiers *à coulisses*, dont M. Lucas ne nous a pas encore donné le programme.

D'ailleurs, s'il est certain qu'en réunissant dans une enceinte

commune tous les détenus d'une prison, c'est mettre en fermentation, dans un creuset impur, toutes les mauvaises pensées, toutes les mauvaises actions que la corruption mutuelle engendre; est-il également bien certain, qu'en faisant, ainsi que je l'ai écrit ailleurs, de petits paquets de ces mauvaises herbes, on empêcherait leurs graines de se mêler; ou qu'après avoir fait un tri de ces venins divers, après les avoir classés par espèces, étiquetés par nature, on les neutraliserait en les groupant?

Tout cela n'est, à mes yeux, que de l'alchimie pénitentiaire. Ce n'est pas parce que vous diviserez par catégories de *bons*, de *mauvais*, de *douteux*, toutes ces *moralités*, que j'appelle, moi, des *immoralités* de prison, que vous parviendrez à les rendre à la vie honnête; au contraire; les mauvais deviendront pires précisément parce que vous ne les associerez qu'entre eux; les douteux deviendront mauvais précisément parce que vous les séparerez des bons; les bons deviendront pires que les autres précisément parce que vous en aurez fait une classe à part des autres. Et savez-vous pourquoi? C'est que tous ces bons prisonniers ne sont, pour la plupart, que d'adroits hypocrites; c'est que le plus hypocrite de tous est le plus habile de tous à dissimuler sa haine, à refouler ses passions, à vernir ses turpitudes, à composer son visage, à singer l'obéissance, à mimer le repentir; c'est que le meilleur de tous est le plus habile de tous à courber le dos devant le Directeur ou le Gardien-chef, à flairer toutes les occasions de lui plaire, de le flatter, de le prévenir, de le tromper, en un mot, et d'en faire sa dupe; c'est que l'hypocrisie est la seule vertu de prison qui ne compromette pas le détenu aux yeux de ses pareils; c'est que l'hypocrisie est encore une manière de voler: on vole une faveur à l'aide d'un mensonge, comme un objet de prix à l'aide d'une fausse clef. Voyez Frécharde! voyez Jadin! c'étaient des *grâciés*. Je les ai beaucoup connus tous deux lorsqu'ils faisaient leur temps à Bicêtre; je crois même avoir contribué à appeler sur eux la clémence du Roi.... Dieu et le Roi me pardonnent! C'étaient les meilleurs détenus de la prison.

Mais, dit-on, il est impossible qu'il ne se trouve pas, dans la classe des *bons*, dans celle des *douteux*, voire même dans celle des *mauvais*, quelque brebis égarée qu'on peut encore ramener au bercail. Je suis loin, assurément, de le nier, bien que je donne peu, comme on sait, dans l'*églogue pénitentiaire*; mais on niera, j'espère, encore moins, la vérité de ce vieil adage, que M. Faucher, plus que tout autre, aurait la douleur de voir se réaliser dans ses pénitenciers agricoles, à savoir: qu'une brebis galeuse suffit pour donner la gale à tout le troupeau; ou cette autre vérité du grand physiologiste saint Paul: *Nescitis quid modicum fermentum totam massam corrumpit?*

Si j'avais à choisir entre deux systèmes d'association, nul doute que je ne donnasse la préférence au système actuel de nos maisons centrales; car une association dans laquelle les bons et les mauvais sont mêlés m'offre du moins la chance d'une lutte, la lutte du bien et du mal, où le mal peut être neutralisé par le bien, où l'exemple du bien peut contrebalancer l'exemple du mal, où le mal, en un mot, n'est pas seul livré à lui-même sans aucun alliage de bien, et où le bien se retrempe dans le mal même, en puisant dans son énergie, l'énergie qu'il lui faut pour le vaincre. Mais, indépendamment de ce que je n'ai nulle confiance dans ce combat, il me suffit, non-seulement qu'un membre gangrené puisse en gangrener un autre pour que je retranche du corps le membre infecté, mais encore qu'une maladie soit contagieuse pour que je sépare tous les malades les uns des autres. C'est chose pour moi de précaution et pour les malades d'obligation et d'humanité.

Or, qui peut nier que tous les détenus d'une prison ne soient plus ou moins infectés de maladies morales contagieuses? Qui peut nier que la contagion, bénigne peut-être à son principe, ne s'étende, ne s'aggrave, ne devienne incurable, ne devienne mortelle par l'agglomération d'âmes putréfiées en contact immédiat entre elles, aussi bien que par l'agglomération de corps putréfiés en contact immédiat entre eux? Qui pourrait le nier, alors même que le médecin les grouperait par catégories

dans ses salles, et que chaque catégorie ne se composerait que d'âmes infectées au même point?...

Voilà pourquoi je ne reconnais d'autre triage possible, d'autre classement efficace, d'autre choix raisonnable et vrai, en fait de *moralités de prison*, que celui qui consiste à extraire d'un nombre quelconque de détenus : celui-ci, parce qu'il est infecté au premier degré ; celui-là, parce qu'il est infecté un peu moins, mais beaucoup ; un troisième, parce qu'il l'est différemment, mais un peu plus ; un quatrième, parce qu'il l'est plus ou moins ; un cinquième, un sixième, et ainsi de suite, en les prenant tous, un à un, jusqu'à ce que tous y passent, attendu que tous portent nécessairement en eux un élément de contagion dont la cellule individuelle peut seule arrêter le développement et prévenir les ravages.

Mais, dit-on encore, est-ce que la *séparation morale du silence* n'équivaut pas, dans son mode d'application, et n'est pas préférable, dans ses résultats, à la séparation physique et absolue des condamnés entre eux ? A cette question je répondrai par cette autre question : alors même qu'on pût faire de toutes nos prisons autant d'instituts de sourds-muets, autant de monastères de La Trappe, et que la règle du silence pût être rigoureusement maintenue chez nous, soit à l'aide du bâton ou du fouet, comme dans le pénitencier d'Auburn, aux États-Unis, soit à l'aide du terrible *instrument de silence* que j'ai vu dans la prison à *classifications silencieuses* de Manchester (1), est-ce que

(1) L'une des choses qui m'ont le plus frappé dans la prison de Manchester, c'est la quantité prodigieuse de menottes, de manilles, de chaînes de toutes sortes qui sont appendues menaçantes dans une chambre du greffe. La pièce la plus curieuse et la plus significative qui soit dans cet arsenal disciplinaire est un *instrument de silence*, consistant en plusieurs bandes de fer circulaires engerrant la tête du coupable depuis la nuque jusqu'au front, et reliées entre elles par une autre bande de fer qui se partage en deux pour donner passage au nez, et qui se termine au-dessous par une langue de fer recourbée entrant dans la bouche jusqu'au palais. Le vieux guichetier qui me fit voir ce bâillon me dit en souriant que ce n'était que pour les femmes. Est-ce que l'on s'en sert encore, demandai-je ? *very few* (très-peu), répondit le vieux guichetier ; *never* (jamais), se hâta de répondre le greffier... Jamais ! Ce serait affreux de ne pas le croire.

le silence empêche les détenus de se voir et de se reconnaître à leur sortie de prison ? est-ce qu'il est nécessaire de parler pour se faire comprendre ? est-ce que le langage des doigts, des signes, du regard, n'est pas aussi expressif que celui de la parole ?

J'ai prouvé, dans mon Rapport sur le pénitencier de Genève, que, même dans cette petite prison, qui ne compte pas plus de 60 détenus, et pas moins de 60 gardiens, directeurs, visiteurs, surveillants, etc., la règle du silence qu'on y prescrit n'empêche les détenus ni de causer, ni de savoir leurs noms, ni de connaître les circonstances de leurs affaires, l'époque de leur sortie, etc., etc. Que doit-il donc en être dans les prisons qui renferment cinq ou six cents condamnés et plus ?

Si donc il est vrai de dire que la séparation morale du silence empêche les longues conversations, les conversations suivies, non interrompues et tout d'une haleine, il est également vrai de dire qu'il lui est impossible d'empêcher des mots isolés, des phrases entrecoupées, des regards, des signes convenus, etc. Or, de même que les mots sont composés de lettres, de même les phrases sont composées de mots. Une phrase n'en est pas moins phrase pour se composer de mots interrompus, ou prononcés à de longs intervalles. Une dépêche télégraphique, qui peut remuer tout un monde, n'est pas autre chose...

La séparation morale du silence ayant été reconnue insuffisante dans les pénitenciers mêmes où elle était le plus facile à maintenir, Genève et Lausanne, — Lausanne surtout, — essayèrent de la renforcer par la séparation absolue appliquée aux condamnés les plus coupables. A ce moyen, une partie des condamnés fut mise dans des cellules individuelles de jour et de nuit, et l'autre partie resta soumise à la règle du travail en commun, avec réunion silencieuse le jour, et sommeil cellulaire la nuit. C'est-à-dire qu'à Lausanne, comme à Genève, ceux qui sont frappés de la mesure exceptionnelle de la séparation continue, font de cette exception un sujet constant de récriminations, de plaintes, de jalousies, de projets de vengeance ; d'autant

qu'à Lausanne les cellules où ces détenus sont enfermés isolément sont tout près des ateliers où travaillent en commun leurs codétenus, ce qui ajoute au regret de n'être pas avec eux, le supplice de les entendre remuer, s'agiter, frapper, et celui de sentir que les autres sont là, pires ou pas meilleurs qu'eux, se regardant, se souriant, se parlant par signes, et jouissant, à leur exclusion, de la consolation de vivre au milieu de leurs semblables. Ce rapprochement, qui est leur idée fixe, les irrite et les tourmente sans cesse; de là, sans aucune espèce de doute, les quelques cas d'hallucinations attribuables au régime du pénitencier, et sur lesquels nous reviendrons, qu'on remarque à Lausanne depuis quelque temps.

En France, la *séparation morale du silence* a été introduite dans toutes nos maisons centrales par l'arrêté disciplinaire du 10 mai 1839, et l'on peut dire que, depuis cette époque, ces établissements rivalisent, sous le rapport de la discipline, de la bonne tenue, du silence (1) et de l'obéissance des condamnés, avec les pénitenciers les plus célèbres de l'Europe et des États-Unis.

La seule différence qui existe entre nos maisons centrales réformées et les pénitenciers soumis à la règle d'Auburn, c'est que, dans ces pénitenciers, les détenus couchent seuls dans des cellules séparées, tandis que, dans nos maisons centrales, les détenus couchent séparément dans des dortoirs communs, lesquels sont éclairés et surveillés toute la nuit.

Pour tout le reste, la règle est la même, la discipline est la

(1) Par *silence*, j'entends abstention de bruit, de chants, de conversations suivies et à haute voix. Quant au silence proprement dit, il n'est gardé rigoureusement nulle part, pas plus à l'étranger qu'en France. Tous les rapports des Inspecteurs le constatent. Ce qui le prouve du reste, ce sont les punitions qui sont infligées, chaque jour, aux nombreux prisonniers qui le rompent ostensiblement; mais le nombre des prisonniers, qui le rompent en cachette et sans être aperçus, est beaucoup plus grand. La Supérieure des religieuses d'une de nos maisons centrales de femmes m'a fait voir, il y a deux ans, deux détenues, placées à côté l'une de l'autre dans un atelier, qui étaient parvenues à lier conversation ensemble sans faire aucun mouvement des lèvres; elles parlaient bas, *du gosier*.

même, les punitions sont les mêmes, sauf pourtant les coups de fouet et les coups de bâton (1).

Mais la séparation morale du silence, établie dans nos maisons centrales depuis quatre ans, n'a produit aucun des fruits que l'auteur de l'arrêté du 10 mai espérait en obtenir, sans doute. Loin de là, outre que la mortalité, ainsi que nous le verrons, s'est accrue bien au-delà de son chiffre habituel, précisément dans celle de ces prisons où l'arrêté a reçu son exécution la plus complète, la criminalité, surtout en ce qui concerne les attentats les plus graves, ceux contre les personnes, et les récidives, ont, ainsi que nous l'avons vu, suivi une marche également progressive, également désolante. De là, pour le Gouvernement, la nécessité de recourir au seul mode d'emprisonnement qui puisse tenir ce que tous les autres n'ont pu que promettre. De là, la nécessité pour lui de chercher les moyens de séparer complètement les uns des autres, aussi bien le jour que la nuit, tous les détenus, prévenus ou condamnés, d'une même prison; de telle sorte que chacun soit constamment préservé du dangereux contact de l'autre, et ne puisse jamais, ni le voir, de peur de le reconnaître ou d'en être reconnu, après la sortie de prison; ni lui parler, même par signes, de peur qu'il ne s'établisse entre eux des communications de pensées et d'actions qui seraient un jour aussi préjudiciables à la société qu'à eux-mêmes.

Tel est le but du projet de Loi.

(1) Quant au *fouet* et aux coups de bâton, c'est un procédé américain dont l'usage est répudié, même en Angleterre, où le fouet est une *peine légale*, journellement prononcée par les tribunaux, et un moyen de discipline autorisé dans l'armée et dans les collèges (Voyez, sur cet usage national et judiciaire des Anglais, ce que j'en dis dans mon *Rapport sur les prisons de ce pays*, pp. 68, 41, 51). Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette punition, comme toutes les peines atroces, est insuffisante à empêcher ce qu'elle a précisément pour but de prévenir, ainsi que le prouvent les registres disciplinaires de la prison d'Auburn. Aussi, et encore bien qu'un directeur de prison ait osé, dit-on, en faire l'essai en France, je ne pense pas qu'aucune voix française ose s'élever jamais en faveur d'un moyen dont la nécessité, même démontrée, ne serait qu'une raison de plus de rejeter un système qui ne peut se soutenir sans lui.

Formule générale du projet. — Système français de l'emprisonnement individuel. — Application du système à toutes les catégories de détenus.

I. Principes généraux sur l'individualité des fautes et des peines.

Dans l'état actuel des choses, tous les détenus sont condamnés à se corrompre mutuellement dans l'emprisonnement commun.

— Dans l'état proposé par le projet de Loi, tous les détenus sont appelés à profiter des avantages et à jouir du bienfait de l'emprisonnement individuel.

C'est de droit rigoureux ! C'est justice !

Considéré en lui-même, et abstraction faite du droit de possession acquis à l'emprisonnement commun, l'emprisonnement individuel est, en effet, le seul légal, le seul moral, le seul rationnel.

Un principe incontestable en droit criminel est que la peine se mesure sur la mesure du délit, ce qui veut dire que le délit et la peine doivent se balancer *en somme* au crédit et au débit du condamné, dans le grand-livre de la justice sociale. Or, pour que la somme de la peine équivale à celle du délit, la première condition à remplir est que la peine soit *individuelle* ; car le crime que la justice condamne n'est jamais que le crime de l'*individu* qui l'a commis, et les motifs d'appréciation qui déterminent la peine dans la conscience du juge ne peuvent être relatifs qu'aux causes qui ont déterminé le crime dans la conscience du coupable. C'est pour cela qu'en prononçant la peine contre le coupable le juge l'isole dans son arrêt, alors même que le crime a été commis en participation. Du moment donc où tout est individuel dans la faute commise, comme dans la sentence prononcée, tout doit être individuel aussi dans la peine subie, et cela, soit que cette peine s'appelle amende, bannissement, peine de mort, soit qu'elle s'appelle emprisonnement ou réclusion.

Pour ce qui est de l'amende, du bannissement ou de la peine de mort, il est clair pour tout le monde que chacune de ces peines doit être subie individuellement, et séparément des autres coupables qui ont pu les encourir également, soit pour le même crime, soit pour d'autres crimes ou délits.

Pour ce qui est de la peine de l'emprisonnement ou de la réclusion, la thèse change. On prétend que cette peine n'est plus comme les autres peines, et que le coupable qui l'a encourue ne peut la subir qu'en compagnie d'autres coupables, alors même que ceux-ci lui seraient tout à fait étrangers, ou refuseraient de s'y associer.

Mais, en y réfléchissant bien, on se convaincra facilement de l'illégalité de cette légalité prétendue. En confondant toutes les peines individuelles en une seule peine commune, on vicie chacune d'elles dans son essence. Il n'est permis ni d'atténuer ni d'aggraver la peine que chaque coupable a à subir. Or, ne serait-ce pas l'atténuer pour les uns, et l'aggraver pour les autres, que de les associer tous ensemble dans une même communauté de pensées, de vie et d'actions ? Et quoi de plus immoral que de condamner un homme, qui n'a à répondre que de sa propre faute, à vivre en contact avec des hommes pervers qu'il n'a jamais connus, qu'il eût refusé de s'associer étant libre, et dont il doit pourtant subir, pendant des années entières, l'impur contact et l'exemple pernicieux ?

Quoi de plus immoral surtout que de soumettre à ce régime corrupteur de simples prévenus et accusés ?

Si le prévenu est innocent, c'est un devoir pour l'administration de le préserver, en l'isolant, de la souillure de ceux qui sont coupables ; s'il est coupable, c'est encore un devoir pour elle de ne pas permettre qu'il souille de son contact ceux qui sont innocents.

Barrère proposa un jour à la Convention de remplacer la guillotine individuelle par une guillotine collective, qui permit de faire, pour dix ou douze condamnés à mort, ce que l'on fait pour un seul, avec une même machine et dans un même temps.

donné. La Convention recula devant ce système de promiscuité de l'échafaud, et nous ne reculons pas, nous, devant le système beaucoup plus inhumain de la promiscuité des prisons ! L'idée d'exécutions en masse nous révolte, et celle d'emprisonnements en masse nous sourit. Un couteau qui trancherait douze têtes à la fois, quelle horreur ! Mais une prison qui tue moralement les gens par centaines, c'est différent !

Eh bien ! je le dis hautement : le premier procédé me semble moins odieux que le second ne me paraît barbare.

Telle est aussi, à ce qu'il parait, la pensée du Gouvernement et de la Commission.

En proposant de *séparer* par individualités tous les détenus que renferment toutes les prisons du royaume, le projet de loi fait plus que de rejeter le système des classifications silencieuses par groupes de races ou de moralités, il restitue à la peine d'emprisonnement son principe méconnu, son principe essentiel, celui de la personnalité ; en même temps qu'il conserve aux arrestations préventives leur caractère fondamental, celui de la *liberté individuelle* elle-même.

2. Application du système aux inculpés, prévenus et accusés.

Le Gouvernement pose, ainsi que je l'ai dit, comme majeure du syllogisme cellulaire de son projet de loi, la nécessité d'appliquer le système de l'emprisonnement individuel aux simples inculpés, prévenus et accusés.

MM. Charles Lucas et Léon Faucher sont de l'avis du projet sur ce point. Voici en quels termes ils développent les raisons de leur *Concedo majorem* :

« La corruption doit être d'abord prévenue dans la maison d'arrêt d'où elle va, autrement, se répandre dans les autres prisons par l'effet de la condamnation, et au sein de la société elle-même par l'effet de l'acquiescement (1). »

« Si la société pense avoir le droit de s'assurer de la personne des inculpés jusqu'au jour du jugement, c'est un devoir pour

(1) Ch. Lucas, *Des moyens et des conditions d'une réforme pénitentiaire*, p. 14.

« elle de veiller à ce que l'honnête homme, que le malheur des circonstances a jeté sous la main de justice, ne subisse pas malgré lui le contact des malfaiteurs ; pour remplir ce devoir, dans une situation où tous les détenus sont présumés innocents, il n'y a pas d'autre système de discipline que l'isolement (1). »

« Le système cellulaire ne peut porter de fruits dans les maisons de détention (je crois que l'auteur veut dire *maisons d'arrêt et de justice*), qu'à condition d'être *absolu*. Dès que la même prison renferme des cellules solitaires et des dortoirs ou des quartiers de jour communs à plusieurs détenus, vous retombez dans le système des classifications intérieures. Or, vous n'avez aucun moyen de faire des classifications autrement qu'au hasard. Quand vous parviendriez à ne réunir que des hommes qui seraient exactement dans les mêmes dispositions d'esprit et au même degré de crime, ils s'échaufferaient encore mutuellement dans le vice, par la même loi qui veut que des étincelles qui se rencontrent produisent une flamme. Pour séparer le coupable de l'innocent, dans une situation où l'innocence est, comme nous l'avons dit, la présomption de droit, il faut séparer tous les détenus (2). »

Si, dans les prisons qui ne renferment que des détenus présumés innocents, il est nécessaire, d'après M. Faucher, de séparer tous les détenus, de peur qu'ils ne s'échauffent mutuellement dans le vice, je demanderai à M. Léon Faucher par quelle deduction logique, ou plutôt anti-logique, il est arrivé à conclure que dans les prisons qui ne renferment que des détenus déclarés coupables, il est nécessaire de les réunir tous. Serait-ce que des condamnés groupés par races, peuvent s'associer sans danger lorsqu'on parvient à les réunir exactement dans les mêmes dispositions d'esprit et au même degré de crime ? Serait-ce qu'en divisant les condamnés, en condamnés urbains et en condamnés ruraux, cette division soustrairait les uns et les autres à cette loi qui veut que des étincelles qui se rencontrent produisent une

(1) L. Faucher, *Du projet de loi sur les prisons*, p. 14.

(2) L. Faucher, *De la réforme des prisons*, p. 33.

flamme? Non, non; le danger de la corruption mutuelle est le même dans tous les cas, et si ce danger existe dans une situation où tous les prisonniers sont déclarés innocents, il existe à fortiori, et à un bien plus haut degré, dans une situation où tous les prisonniers sont déclarés coupables.

Les chances de corruption sont même plus que triplées, plus que quintuplées dans les prisons pour peines. Dans les prisons préventives, en effet, les prévenus et les accusés ne séjournent ensemble que pendant quelques mois; dans les prisons pour peines, au contraire, les condamnés séjournent ensemble pendant plusieurs années. La corruption, qui n'est qu'à craindre dans le premier cas, est donc inévitable dans le second, alors même qu'on diviserait les condamnés par catégories, les classifications à l'intérieur, comme dit M. Faucher, ne pouvant être faites qu'au hasard.

Donc, j'avais raison de dire qu'en reconnaissant le fait de la corruption mutuelle des prévenus et des accusés, dans les maisons d'arrêt et de justice, MM. Léon Faucher et Lucas reconnaissent forcément le fait d'une corruption plus grande des condamnés dans les prisons pour peines. Donc, j'avais raison de dire qu'en reconnaissant que l'isolement est le seul remède à apporter à la corruption des détenus, dans le premier cas, MM. Léon Faucher et Ch. Lucas reconnaissent nécessairement que le seul remède à apporter à la corruption plus grande des détenus, dans le second cas, ne peut être, à plus forte raison, que la séparation absolue du système de l'emprisonnement individuel.

3. Application du système aux courtes condamnations.

Après avoir appliqué le système de l'emprisonnement individuel aux inculpés, prévenus et accusés, le projet, dans son article 20, l'applique aux condamnés correctionnels à un an et au-dessous, lesquels, d'après l'ordonnance du 6 juin 1830, doivent subir leur peine dans les prisons départementales.

Ici, nous ne trouvons plus l'approbation de M. Faucher, mais

nous avons celle de M. Lucas. M. Lucas irait même jusqu'à deux ans d'emprisonnement cellulaire pour les petits délinquants, sous la condition que la peine de deux ans prononcée pour le cas de l'emprisonnement commun fût réduite de moitié dans l'emprisonnement individuel; ce qui fait juste un an (1). Précédemment, il n'accordait que huit mois (2); depuis, il a bien voulu ajouter quatre mois en sus. C'est un chiffre rond; c'est plus facile à compter. Allons! encore un peu de courage; et, l'an prochain, vous nous ferez encore une petite concession. Mais arrêtons-nous à celle-ci. Nous en avons assez pour le moment.

Comme pour les prévenus, M. Lucas craint, pour les délinquants à court terme, la corruption de la vie commune des prisons: « Pour ceux-là, dit-il, il importe de ne pas les laisser s'affermir dans le vice, et au lieu d'avoir à corriger en eux des criminels, il vaut mieux les empêcher de le devenir (3). » C'est pourquoi il demande à substituer pour eux au régime de la promiscuité le régime de l'emprisonnement cellulaire (4). Mais pourquoi pour eux, — pour eux qui n'ont commis que de légers délits et qui ne sont que pour fort peu de temps en prison, — et pourquoi pas pour les autres, pour les condamnés à plus long terme, qui ont commis des crimes et délits plus graves, et qui, ayant plus de temps à passer ensemble, ont aussi plus d'occasions, plus de moyens de se dépraver davantage?

Cette inconséquence de raisonnement est-elle donc échappée à M. Lucas? Nullement; elle est raisonnée et forme, pour ainsi dire, la clef de voûte de son système.

Dans le système de M. Lucas, la réforme pénitentiaire n'atteint point les petits délinquants; elle les laisse et doit les laisser de côté. Il ne faut agir sur ceux-ci que par l'intimidation, par la répression. « Dans l'emprisonnement répressif (celui

(1) Observations concernant les changements apportés, etc., p. 84.

(2) Des moyens et des conditions, p. 28.

(3) Des moyens, etc., p. 4.

(4) Théorie de l'emprisonnement, t. III, p. 586.

« des condamnés correctionnels à deux ans et au-dessous), où
 « l'on ne peut faire, mais aussi où l'on peut ne faire que de
 « l'intimidation, en raison du peu de gravité des condamna-
 « tions et de la brièveté des séjours, l'interdiction absolue de la
 « possibilité de se parler et même de se voir (au moyen du sys-
 « tème cellulaire) augmente singulièrement l'influence repres-
 « sive de l'intimidation sur les détenus (1). »

Cette raison peut être excellente du point de vue théorique où se place M. Lucas; mais, du point de vue pratique où se place le projet de loi, il est évident qu'elle est détestable. En tout cas, et quel que soit le motif doctrinaire qui porte M. Lucas à admettre l'emprisonnement cellulaire pour les condamnations à deux ans, sauf réduction à un an, il importe de constater que ce qui l'y porte *en fait*, c'est la corruption qui naît inévitablement de la promiscuité des détenus dans les prisons départementales, et c'est ce fait qu'il me suffit d'établir en ce moment, sauf à en tirer mes conclusions plus tard.

J'ai dit que M. Lucas qui, *d'abord*, avait fixé à huit mois le maximum de la durée de l'emprisonnement cellulaire, avait reporté, *depuis*, ce maximum de durée à un an. Pour M. Faucher, je ne sais pas qu'il soit encore sorti de sa limite de six mois. La raison donnée par ces deux honorables contradicteurs pour assigner à l'emprisonnement cellulaire un cercle d'action aussi restreint, n'est plus qu'on se corrompt au-dessous de telle durée dans la vie commune des prisons; et qu'on ne s'y corrompt pas au-dessus, mais bien que la santé et la raison des détenus courent, quand l'emprisonnement cellulaire se prolonge au-delà de six mois à un an, un danger qu'elles ne courent plus quand on réduit l'emprisonnement cellulaire à ce terme.

A la bonne heure! voici au moins une raison.

Malheureusement, les faits qui la motivent, de la part de MM. Lucas et Faucher, ne sont pas plus solides pour leur argu-

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 465.

mentation que ne le sont les faits de corruption qui les portent à admettre la cellule antérieurement et à l'exclure postérieurement à ce terme.

En effet, il est prouvé par les chiffres authentiques que nous rapporterons plus bas en traitant spécialement de la mortalité et de la folie pénitentiaire, que lorsque la cellule exerce une influence perturbatrice passagère sur l'esprit de certains détenus, c'est invariablement dans les premiers temps de l'emprisonnement; de telle sorte que la période de six mois à un an, que MM. Faucher et Lucas assignent à l'emprisonnement cellulaire, comme étant sans danger pour la raison des condamnés, est précisément celle en deça de laquelle ce danger existe, et au-delà de laquelle il n'existe plus. En d'autres termes, MM. Faucher et Lucas demandent que l'emprisonnement cellulaire soit appliqué à tous les détenus pendant la seule période où ce mode d'emprisonnement est momentanément défavorable à quelques uns, et qu'il cesse de leur être appliqué précisément à l'époque où il n'est plus préjudiciable à personne. C'est, comme on voit, nier le danger quand il existe, et le craindre quand il est passé.

Mieux renseigné, et, par cela seul, plus rassuré, le Gouvernement n'a cédé ni aux mêmes appréhensions ni aux mêmes espérances. S'il a admis l'emprisonnement individuel pour les *courtes détentions*, c'est qu'il sait que la cellule individuelle ne présente aucun inconvénient, qui lui soit propre, qui ne soit racheté par des avantages certains qu'aucun autre système ne peut offrir. S'il a admis le même procédé d'emprisonnement pour les *détentions à longs termes*, c'est qu'il sait que les inconvénients sont moindres et ces avantages plus grands encore dans ce dernier cas. Telle est sa double raison d'agir : son projet en fait loi.

4. Application du système aux longues condamnations.

Nous venons de voir que le projet de loi qui admet, en prin-

cipe, l'emprisonnement individuel pour les courtes détentions, l'admet également *à fortiori* pour les détentions à long terme. Je dis *à fortiori*, car la pensée qui domine tout le projet étant celle-ci : neutraliser la corruption mutuelle des prisons communes, et y soustraire tous les détenus en les séparant tous individuellement les uns des autres; — du moment où le Gouvernement reconnaît que cette corruption existe, dans les prisons départementales, pour les prévenus et les condamnés correctionnels qui n'ont à y séjourner que très-peu de temps, il ne peut ne pas reconnaître que cette corruption existe, à un bien plus haut degré, dans les maisons centrales et dans les bagnes pour les condamnés à l'emprisonnement, à la réclusion ou aux travaux forcés, qui ont à y rester des années entières. De là, pour le Gouvernement, la nécessité d'appliquer au même mal le même remède. Ce qu'il a fait.

Mais cette logique n'est point celle de M. Lucas.

Selon M. Lucas, l'emprisonnement cellulaire qui empêche, il est vrai, dans tous les cas, la corruption mutuelle des détenus entre eux (1), — « en les éloignant du flétrissant et dangereux contact du crime (2), » — n'est un avantage que du point de vue répressif, c'est-à-dire par rapport aux moins coupables, condamnés à deux ans de prison, et devient un inconvénient du point de vue pénitentiaire, c'est-à-dire par rapport aux plus coupables, condamnés à plus de deux ans. Ceci est écrit (3).

Aussitôt qu'intervient l'éducation dans l'emprisonnement, dit M. Lucas (c'est-à-dire lorsque la condamnation excède deux années), aussitôt qu'il ne s'agit plus exclusivement d'intimider les condamnés, mais de les corriger en les intimidant; supprimer, par une impossibilité matérielle, la parole et la vue entre détenus, c'est excéder le but (4)...

Ainsi, selon M. Lucas, s'il est nécessaire d'emprisonner cel-

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 516. — *Des moyens et des conditions de la réforme*, p. 4.

(2) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 455.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 463.

(4) *Ibid.*, t. III, p. 463.

lulairement les condamnés à moins de deux ans de prison, parce que, 1^o ils se corrompraient entre eux autrement; et parce que, 2^o il n'y aurait pas intimidation sans emprisonnement cellulaire; — il n'est pas nécessaire d'emprisonner cellulairement les condamnés à plus de deux ans; parce que, 1^o ce n'est pas seulement pour les intimider, mais bien pour les corriger par l'intimidation qu'on les a condamnés à plus de deux ans de prison; et parce que, 2^o l'impossibilité de se corrompre mutuellement, qui est un avantage pour les premiers, est un inconvénient pour les seconds, en ce que pour ceux-ci ce n'est plus le principe répressif, mais bien le principe pénitentiaire qui doit opérer, et que le principe pénitentiaire a besoin pour agir efficacement qu'on n'empêche pas les communications entre détenus.

D'où il suit que la corruption, qui naît nécessairement de la promiscuité, est un élément pénitentiaire applicable seulement aux condamnés à long terme, c'est-à-dire à ceux qui ont plus de temps à passer en prison pour se corrompre, et que l'empêchement absolu de cette corruption, empêchement qui naît nécessairement de l'emprisonnement cellulaire, est un élément répressif et d'intimidation applicable seulement aux condamnés à court terme, c'est-à-dire à ceux pour qui la promiscuité serait le moins à craindre.

Quelque absurde que soit cette conclusion, elle n'en ressort pas moins toute entière, et pour ainsi dire littéralement, des textes que nous venons de rapporter, textes auxquels nous pouvons ajouter ceux-ci, du reste: « Dès qu'elle revêt un caractère et poursuit un but pénitentiaire (c'est-à-dire dans les condamnations à plus de deux ans), la théorie de l'emprisonnement ne doit plus viser qu'à empêcher le danger des communications verbales et visuelles. Le problème à résoudre pour l'emprisonnement pénitentiaire, n'est pas de faire qu'il ne puisse jamais y avoir communication, mais que les communications ne puissent jamais devenir dangereuses (1). »

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 463.

Reste le moyen d'empêcher que les communications visuelles et verbales des détenus entre eux ne puissent jamais devenir dangereuses. Il y a bien celui que M. Lucas indique lui-même pour les condamnés à court terme, c'est-à-dire la cellule individuelle de jour et de nuit; mais ce moyen, bon pour les condamnés à court terme, est un procédé matériel qui ne peut convenir pour les condamnés à long terme. Cela paraît étrange, mais en voici la raison: « Il n'y a pas de discipline sans la possibilité de l'infraction; rendre l'infraction impossible, c'est rendre la discipline inutile, illusoire. L'emprisonnement solitaire, comme moyen d'empêcher les communications, vient donc détruire l'empire de la discipline; c'est la matière qui règne à sa place, et qui substitue l'épaisseur de la pierre à la vertu préventive et répressive du régime disciplinaire (1). »

Ce qui veut dire que, pour donner à la discipline pénitentiaire l'occasion et le plaisir de s'exercer, il faut, de toute nécessité, lui créer des infractions *ad hoc*. Or, il est juste de reconnaître que la discipline pénitentiaire que M. Lucas organise dans ce but est propre à ne jamais laisser les infractions chômer.

Pourquoi donc, mon Dieu! se donner tant de peine? Il me semble que la seule bonne manière d'empêcher les communications entre détenus d'être dangereuses, est celle qu'a adopté le projet de loi, et qui consiste à rendre ces communications impossibles, en empêchant tout bonnement les détenus de se voir et de se parler.

Non, non, insiste M. Lucas; car « l'éducation pénitentiaire repousse cette *inintelligente école* qui, au lieu de prévenir par l'action morale de la discipline sur l'homme, et de l'homme sur lui-même, les dangers des communications verbales et visuelles, vient *brutalement*, par voie de solution matérielle, supprimer la possibilité de la parole et de la vue, et enlever ainsi à la discipline son empire, à l'obéissance sa moralité (2). »

Brutalement!... Oui, comme ce *brutal* et *inintelligent* Dupuy-

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 469.

(2) *Ibid.*

tren qui sépare, par voie de solution matérielle, le membre gangrené du membre sain, afin d'enlever au premier la possibilité de communiquer son mal à l'autre.

Eh quoi! continue M. Lucas, « vous demandez à la force physique sa séparation cellulaire, à la solitude le bâillonnement matériel de la parole! Vous vous déclarez donc impuissants à subir les épreuves et à traverser les dangers de la vie en commun; c'est-à-dire non pas même à faire le bien, mais simplement à empêcher le mal (1)? »

Nous répondrons simplement, qu'à nos yeux, c'est faire un grand bien qu'empêcher un grand mal. Et n'est-ce pas un grand mal que ce contact permanent d'âmes putréfiées, que ce rapprochement, même silencieux, de toutes ces vies désordonnées et corrompues? Et les émanations qui s'en exhalent ne sont-elles pas plus fortes que l'atmosphère factice que vous voulez vainement y substituer? Et l'action de la collection, dont vous parlez, ne sera-t-elle pas, en dépit de vos chimères, et de vos classifications idéales de bons, de mauvais, d'éprouvés, ne sera-t-elle pas, comme vous le dites, le levier le plus dangereux de la corruption (2)? Non, nous ne nous sentons pas le courage de continuer les épreuves et de traverser les dangers de la vie en commun. Car ces épreuves, car ces dangers sont au-dessus des forces morales de l'homme; car, ainsi que vous l'avez dit vous-même, « partout où les hommes se trouvent réunis par une communauté de position, il y a, dans ce rapprochement de situation, je ne sais quelle force de cohésion qui est la force et l'influence de tous réagissant sur un seul (3). »

« Vous fournissez aux condamnés l'occasion de se voir, c'est-à-dire de se connaître, de se compter, de s'encourager du regard, sinon de la voix, d'établir entre eux des liens de sympathie, prompts à se former dans cette similitude de condition, dans cette communauté de malheur. Ces liens de-

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 502.

(2) *Ibid.*, p. 490.

(3) *Ibid.*, p. 495.

« viendront bientôt plus étroits. Quoique vous fassiez, vous
 « n'empêchez pas qu'ils ne se comprennent, vous ne dé-
 « truirez pas, et à Dieu ne plaise, cette admirable organisation
 « de l'homme, qui ouvre des voies diverses à la communica-
 « tion des intelligences, qui supplée un organe par un organe,
 « une faculté par une autre faculté. Vous gênez à grand'peine
 « et à peu de fruit cette éternelle et sainte loi de la Providence.
 « Les muets se parlent; vos muets se parleront aussi; ils auront
 « une langue qu'ils entendront et que vous n'entendrez pas. Il
 « s'opérera entre eux un travail lent, mais continu d'assimila-
 « tion. Cette franc-maçonnerie du crime, que nous voulons dé-
 « truire, ne cessera d'ourdir et d'étendre silencieusement sa
 « trame mystérieuse; le mal achèvera son œuvre sous vos yeux,
 « sans que vous le voyiez; et parce que vous ne l'aurez pas vu,
 « vous vous flatterez de l'avoir empêché (1).

Au danger de l'emprisonnement commun, considéré du point de vue de la corruption mutuelle des détenus, s'en joint donc un autre non moins menaçant pour la société, celui des associations de malfaiteurs, formées dans les prisons et mises en œuvre par les libérés, en dehors de la prison. J'ai démontré plus haut l'existence, l'évidence irréfragable de ce danger. Comment donc y échapper sans la séparation matérielle de la cellule? — Car, ici, ce sont les yeux, ce sont les reconnaissances au-dehors qui sont à craindre, et les classifications qui groupent les moralités, et la clef morale qui clot les lèvres ne suffisent plus pour empêcher les yeux de se voir et la mémoire de se souvenir.

M. Lucas le sent bien; aussi, pour conjurer le danger, sans être forcé de reconnaître le seul moyen possible de l'éviter, que fait-il!... Il le nie.

Oui, M. Lucas, inspecteur général des prisons, nie que les détenus, réunis pendant deux ans, dix ans, vingt ans, dans une même enceinte, se voient, s'allient, s'associent, se parlent, se connaissent en prison, en dépit des barrières morales qu'on leur

(1) Discours de rentrée de M. de la Seiglière, procureur général à Bordeaux, 1843.

oppose (1), et qu'une fois dehors, ils mettent à profit, quand ils se rencontrent, la nécessité où ils sont d'agir de concert, sous peine de se trahir, pour de nouvelles déprédations. Et pourtant combien de libérés, ayant envie de se bien conduire, sont forcés de rentrer dans la voie du crime par d'anciens camarades de prison qui les reconnaissent, qui les menacent, qui les entraînent! Vainement M. Lucas équivoque-t-il sur le mot association, et cite-t-il, comme étant d'accord avec la sienne, l'opinion des Directeurs des maisons centrales, lesquels, — interrogés en 1834, par M. Thiers, sur cette question: « Y a-t-il des indices que, dans la prison, il se soit formé des liaisons entre détenus qui ne se connaissent pas avant la condamnation pour s'aider dans de nouveaux vols? » — répondent, selon M. Lucas, *tout à fait* dans ce sens, « que le résultat des communications entre détenus est bien plutôt dans le danger de la corruption que dans celui de l'association (2). » D'abord, je rappellerai à M. Lucas que les réponses des Directeurs sont loin d'être *tout à fait* conformes à l'opinion négative qu'il exprime (3). En second lieu, je lui ferai

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 466.

(2) *Ibid.*

(3) M. Lucas ne cite en sa faveur que l'opinion du Directeur de Clairvaux, lequel aurait dit: des liaisons de ce genre n'entrent pas dans le caractère des malfaiteurs, ainsi qu'on le pense communément. M. le Directeur de Clairvaux a bien dit cela, mais le texte de la phrase rapportée par M. Lucas commence par ce commencement qu'il ne fallait pas omettre: « Des liaisons de ce genre ne sont pas absolument improbables, quoiqu'elles n'entrent pas dans le caractère, etc. » Les autres Directeurs sont plus explicites. Celui de Poissy: « *Il n'est malheureusement que trop commun* de voir des condamnés se lier avec des détenus qu'ils ne connaissent pas avant leur condamnation, et d'en suivre tous les principes. » Celui de Riom: « *Il est certain* que, dans la prison, il se forme quelquefois des liaisons entre les détenus qui ne se connaissent pas avant leur condamnation pour s'aider dans de nouveaux vols. » Celui du Mont Saint-Michel: « *Il est vraisemblable* que, dans la prison, il se forme des liaisons, etc. » Celui de Montpellier: « C'est plutôt dans les maisons d'arrêt que dans les maisons centrales que les femmes détenues forment des liaisons dangereuses pour leur avenir; leur correspondance en fait foi. » Celui de Melun: « *Il n'est pas rare* que les libérés s'associent ensemble pour commettre de nouveaux délits; mais il est fort difficile de préciser si l'association a été convenue dans la maison. » Celui de Limoges: « Si les récidivistes retrouvent leurs anciens camarades, *ils se lient nécessairement* entre eux, etc. » Celui d'Embrun:

remarquer que reconnaître le danger de la corruption, c'est reconnaître le danger de l'association; car l'une conduit inévitablement à l'autre, soit dans la prison, soit hors de la prison. Enfin, je conclurai par lui dire que nier positivement ce fait de prison ce serait absolument ne rien connaître en fait de prison, et que si les Directeurs, et que si les Inspecteurs généraux pouvaient jamais être frappés de cécité au point de soutenir qu'il fait nuit en plein jour, et que c'est dans un monde idéal que nos tribunaux criminels tiennent leurs assises, il y aurait, pour voir pour eux, quelqu'un de bien plus clairvoyant qu'eux, — c'est tout le monde.

Le Gouvernement, mieux placé pour tout voir que ne l'est M. Lucas, voit, depuis longtemps, le danger que M. Lucas n'a pas encore aperçu (1).

Le Gouvernement voit clairement, du point élevé d'où il regarde, que ce danger est moins dans la langue des détenus que dans leurs yeux. Les détenus, pour la plupart, ont peu de choses à s'apprendre; corrompus presque tous au même point, il reste

« J'ai été consulté souvent par plusieurs procureurs du Roi pour savoir si des prévenus de vols s'étaient connus dans la maison, et j'ai toujours eu à répondre affirmativement. » (V. *Analyse des rapp. des Directeurs*, p. 62.)—Du reste, l'important n'est pas de savoir si les prisonniers s'associent pendant la durée de leur peine, mais si les libérés s'associent, à la sortie de prison, avec leurs anciens camarades de prison, et [en raison de la simple connaissance, même de vue, qu'ils en ont faite en prison. Or, personne ne peut nier cela.

(1) M. le garde des sceaux disait dans le compte de la justice criminelle de 1838 : « La différence entre le chiffre des accusés et celui des accusations révèle, chaque année, le besoin que les criminels éprouvent de s'associer. En 1837, le nombre des accusés a dépassé de 2,221 celui des accusations, ce qui donne une moyenne de 158 accusés pour 100 accusations. » (p. viij.) Il est vrai que M. Lucas cite le compte de 1839, où il est dit que « le nombre général des accusés excède de 2,237 le nombre des accusations, ce qui donne une moyenne de 140 accusés sur 100 accusations...; d'où il résulte que les associations formées par les malfaiteurs, pour la perpétration des crimes, n'acquiescent point un plus grand développement. » (Communication à l'Académie des sciences morales et politiques, *Moniteur* du 4 mars.) Mais cela prouve-t-il que ces associations n'existent pas, et que leur développement ne soit pas très-grand? Au surplus, ces associations portent sur les délits comme sur les crimes. Or, le nombre des prévenus excédait celui des affaires correctionnelles, savoir : de 20,609, en 1839; de 22,210, en 1840; de 21,617, en 1841. (Comptes officiels.)

fort peu de chose, dans leur oœur, à corrompre. Mais tous ont dans l'œil un instrument de malheur et de rechute. Tous, inconnus les uns des autres, pourraient, au sortir de prison, échapper au péril d'une reconnaissance, d'une rencontre; mais, tous se connaissant mutuellement, tous'étant vus sous les verroux pendant de longues années, aucun ne peut plus échapper au regard de l'autre, lorsque, rendus à la liberté, ils habitent la même ville, ou se retrouvent dans le même atelier. Alors, malheur à eux ! Malheur surtout à celui qui avait résolu de suivre la droite voie ! L'œil fascinateur, l'œil fatal du repris de justice, son compagnon de baigne ou de réclusion, est là. Il est impuissant à s'arracher à son influence. Il est reconnu, raillé, dénoncé. Il succombe... et rentre en prison.

Voilà ce que le projet de loi a voulu empêcher en appliquant le système de l'emprisonnement individuel aux condamnés à long terme, c'est-à-dire à ceux qui ont le plus de temps à eux pour se connaître, pour s'associer, pour se dépraver, pour se perdre.

Mais, dit M. Lucas, les condamnations à long terme ne peuvent se subir en cellules, en raison du danger qu'un emprisonnement solitaire prolongé fait nécessairement courir à l'esprit et à la santé des détenus.

Sans établir de comparaison entre ce danger individuel et le danger social dont nous parlons en ce moment, je dirai que si ce dernier est prouvé, l'autre est loin d'être constant. J'ai déjà établi que la cellule n'offre de danger, passager et remédiable, que dans les premiers temps de la détention, et que ce danger disparaît complètement au fur et à mesure que la détention se prolonge. Ce que j'ai avancé à ce sujet, p. 61, j'en fournirai bientôt la preuve. Mais, en attendant, je tiens à m'étayer, tout de suite, d'une autorité peu connue en faveur du système de l'emprisonnement individuel appliqué aux condamnés à long terme, je veux parler de l'autorité même de M. Lucas.

Dans son ouvrage du *Système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, M. Lucas, établissant, avec juste raison, la distinc-

tion qui doit être faite entre les cachots solitaires sans travail, comme ceux de Berne, par exemple, et les cellules individuelles avec travail, comme celles de Philadelphie, s'exprime ainsi sur l'innocuité de ces cellules, même appliquées aux condamnations les plus longues : « On a vu, dit-il, aux États-Unis, des organisations résister à un emprisonnement solitaire bien autrement sévère que dans les cachots de Berne. En France même, ne sait-on pas qu'un des complices de Cartouche vécut quarante-trois ans dans l'un de ces affreux cachots où jamais ne pénétrait un rayon de soleil ? Mais ces faits forment l'exception et non la règle, et il faut, en Europe, suivre, à cet égard, l'exemple de la Pennsylvanie, qui a rendu l'emprisonnement solitaire susceptible d'être prolongé autant que possible, dans son application aux grands coupables, par l'adjonction d'une petite cour de travail devant la cellule (II, 441). »

Quand j'entends dire aujourd'hui à M. Lucas, « qu'il n'est pas si opposé qu'on se l'imagine au système de l'emprisonnement individuel ; que nul n'apporte, dans le débat, un esprit plus impartial et plus conciliant ; et que nul même n'a montré pour ce système une plus grande propension (1) ; » je suis tenté de croire que ce passage lui revient à l'esprit, et qu'il le tient en réserve pour pouvoir dire, un jour, quand le projet sera devenu loi : « L'emprisonnement individuel ! mais, le premier, je l'ai proposé en France, comme, le premier, j'ai proposé les voitures cellulaires (2) ; et, le premier, la cellule pour les prévenus (3) ; et, le premier, la cellule pour les petits délinquants (4), etc., etc. »

Soit ; mais, je vous en prie, si vous devez dire cela un jour, — de grâce, faites que ce soit plutôt avant qu'après ; faites, s'il se peut, que ce soit tout de suite ; car, — il est temps qu'elle finisse cette guerre de sept ans.

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 461.

(2) *Ibid.*, et des moyens d'une réforme pénitentiaire, p. 104.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, et observations, p. 86.

5. Application du système aux femmes.

Jusque ici, les apôtres les plus croyants du régime de l'emprisonnement individuel ont cru pouvoir exclure les femmes de l'application de ce régime. Pour ma part, je ne me suis que très-accessoirement occupé des femmes détenues, dans mes écrits, et je pense encore qu'elles pourraient, sans grand inconvénient pour la société et pour elles-mêmes, continuer à être soumises au régime disciplinaire dont la formule la plus parfaite est, à mes yeux, la maison centrale de femmes de Montpellier. En cela, je cède à l'influence de trois considérations que voici : la première, c'est que le danger des associations est nul pour la société, de la part des femmes libérées ; la seconde, c'est que, comme le dit si bien M. de Lafarelle, la nature des femmes, même dans l'emprisonnement commun, est bien moins rebelle à l'amendement moral et bien plus accessible à l'influence des sentiments religieux que celle des hommes ; la troisième enfin, c'est que les femmes restent, pour ainsi dire, étrangères au mouvement ascensionnel de la criminalité (1).

Ceci établi ; — quand on voit l'ordre admirable qui règne non-seulement dans cette maison de Montpellier, dont je parlais tout à l'heure, mais dans toutes les maisons ou quartiers de femmes détenues (2), dont la surveillance est confiée aux saintes

(1) En 1835, on comptait 319 femmes accusées de crimes contre les personnes, et la moyenne des six années suivantes ne s'est pas élevée au-dessus de 333. Quant aux crimes contre les propriétés, le nombre des accusées qui s'était élevé de 873 à 1,128, dans l'intervalle de 1835 à 1838, s'est abaissé de 1,128 à 932 dans l'intervalle de 1838 à 1841. — Quant aux délits, le nombre des femmes prévenues s'est élevé de 32,000 à 37,800, de 1835 à 1841. — Quant aux récidives criminelles, les femmes contribuent peu à leur accroissement. On en comptait 151 en 1835, et 190 en 1836. Depuis, leur nombre a continuellement baissé. Il était de 178 en 1841. — Mais quant aux récidives correctionnelles, les femmes ne restent pas étrangères à leur accroissement. Leur nombre a été, dans le même intervalle, de 1,579, — 1,828, — 2,129, — 2,233. (*Comptes de la justice criminelle.*)

(2) Par exemple les maisons centrales de femmes de Vannes et de Clermont (Oise), et les quartiers de femmes de Fontevault, Beaulieu, Limoges. — M. Léon Faucher dit, en parlant des femmes de Fontevault : « Quel contraste avec la parole libre et l'air effronté des femmes renfermées dans les autres prisons ! » Si M. Faucher eut vu les autres prisons, il se fut convaincu que le repentir, dont il a

sœurs de Marie-Joseph (1); quand on visite ces ateliers silencieux, ces réfectoires silencieux, ces préaux silencieux où toutes, à la file, une à une, se promènent, pas à pas, ces cinquante femmes résignées, brisées, obéissantes, sous l'œil vigilant des sœurs, prisonnières et silencieuses comme elles, — on se demande quoi de plus intimidant, quoi de plus répressif, quoi de plus pénitentiaire pourrait être substitué à ce régime-là (2)?

Cependant, une femme, d'une grande intelligence de cœur et d'esprit unie à une grande piété et à un dévouement sans bornes pour les misères de son sexe, s'est mise à porter la sonde sous l'écorce et au cœur même de cette discipline mécanique du silence, et, après avoir étudié les femmes en prison, elle s'est mise à demander pour elles, dans un livre aussi parfaitement écrit que senti (3), le bienfait de l'emprisonnement cellulaire,

vu des traces profondes sur les visages des condamnées de Fontevrault, existe dans toutes les autres prisons où il y a des sœurs de Marie-Joseph, et non de Saint-Joseph, comme il les appelle par erreur, les sœurs de Saint-Joseph appartenant à un autre ordre. Quant à la parole libre, elle n'existe plus nulle part depuis le règlement du 10 mai 1839.

(1) Quelques autres congrégations religieuses ont la surveillance des femmes détenues dans plusieurs autres de nos prisons, telles que les maisons centrales de femmes de Cadillac et de Haguenau, et les quartiers de femmes de Loos et Clairvaux. Cette surveillance, je le reconnais, est exercée avec la même foi, avec la même espérance, avec la même charité. Mais, pour remplir tous les devoirs et atteindre complètement le but de l'œuvre des prisons, il faut un Ordre spécial. Voilà pourquoi, et uniquement pourquoi, mes sympathies exclusives sont accordées aux sœurs de Marie-Joseph.

(2) Il existe sur la langue des femmes un préjugé que le règlement disciplinaire du 10 mai 1839 est venu détruire. Depuis l'exécution de ce règlement, il est prouvé que, malgré ce que nous avons dit ci-dessus, p. 52, note 1, les hommes enfreignent plus souvent la règle du silence que les femmes, ce qu'attestent les registres comparatifs des punitions dans les prisons des deux sexes. Malheureusement les registres du médecin attestent, en même temps, que ce silence forcé ne trouble que trop souvent la raison des prisonnières; j'en ai signalé des exemples à Montpellier, dans un de mes rapports, et la maison de Vannes en offre, en ce moment, des preuves affligeantes; — tellement que M. le docteur Ferrus vient d'être chargé par M. le Ministre de l'intérieur, d'examiner les cas nombreux et graves survenus, depuis quelque temps, dans cette maison.

(3) *Les femmes en prison, causes de leur chute, moyens de les relever*, par

comme seul et unique moyen de les relever de leur chute.

Et cette conviction de mademoiselle Joséphine Mallet est celle des dames de l'Œuvre des prisons de Paris; lesquelles, toutes, sont d'avis que les prisonnières de Saint-Lazare ne peuvent être sauvées que par la séparation absolue entre elles. C'est, notamment, l'opinion de madame Lechevalier, inspectrice générale des prisons de femmes, opinion qu'une connaissance pratique et approfondie de tous les faits de prison qui concernent les femmes détenues, et les détenues libérées, depuis près de dix ans, a convertie en elle en acte de foi.

Et cette conviction, chose digne de remarque! est aussi celle du respectable et intelligent aumônier de la Solitude de Nazareth (1), le digne abbé Coural, lequel, dans une lettre que j'ai sous les yeux, me rend confidant des puissantes raisons qui le portent à ne reconnaître, aussi lui, qu'un seul moyen de salut pour les femmes en prison, savoir : La prison cellulaire.

C'est donc très-sensément que M. Michel-Chevalier a écrit, dans la lettre citée par M. Lucas (2), que « si l'on pouvait raisonner à priori, dans des affaires aussi pratiques, il dirait qu'il croit, au système employé à Montpellier, une efficacité supérieure à celle de tout autre système. Si le savant économiste eût raisonné à posteriori, comme M. l'abbé Coural, il croirait vraisemblablement, comme lui, que le système de Montpellier n'a qu'une efficacité de surface qu'il faut remplacer par une autre plus profonde, celle résultant du système de la séparation individuelle (3).

Du reste, l'expérience qui se fait en ce moment, en France,

mademoiselle Joséphine Mallet; 1 vol. in-8°. Moulins, 1843, dédié à S. A. R. Madame Adélaïde.

(1) Les libérées de la maison centrale de Montpellier qui ne trouvent aucun abri à leur sortie de prison, sont reçues dans une maison de refuge, fondée en 1841, dans l'un des faubourgs de la ville, par une des sœurs de Marie-Joseph. L'abbé Coural en est l'aumônier et le Directeur. — C'est le pendant du refuge fondé à Paris par mesdames de Lamartine et de Lagrange.

(2) Communication à l'Académie des sciences morales et politiques, *Moniteur* du 15 mars 1844.

(3) C'est aussi l'opinion de M. Daguenet, député, procureur général à Orléans. V. Discours de rentrée du 9 novembre 1845, p. 28, et ci-après p. 599, note 1.

dans les prisons départementales cellulaires où se trouvent des femmes détenues, confirment celle de l'abbé Coural.

« Dans l'ancienne prison de Bordeaux, où les femmes étaient réunies, l'on voyait, dit M. le Préfet de la Gironde, des filles publiques, toujours nombreuses parmi les détenues, afficher dans leurs propos et dans leur mise un cynisme révoltant. Leur quartier avait l'aspect le plus affligeant, malgré les soins des sœurs pour y maintenir la décence.

« La prison cellulaire, au contraire, a l'aspect décent et recueilli qui convient à un pénitencier. Aussi, les sœurs ont-elles pu dire, en toute vérité, ce mot que M. le Procureur général a si heureusement rapporté dans son discours de rentrée : « *C'est le Paradis, après l'Enfer (1)!* »

Une femme, détenue dans le pénitencier cellulaire de Tours, est condamnée à huit ans de réclusion. Apprenant qu'elle va être transférée à la maison centrale de Fontevault, elle se désole de quitter sa cellule, et demande naïvement aux membres de la Commission de surveillance s'il ne lui serait pas possible d'y rester, *en faisant*, dit-elle, *un an de plus (2)!*

A Clermont (Oise) M. Lucas nous apprend que, pendant l'hiver de 1858, une détenue, sur sa demande, a passé trois mois en cellule, malgré le froid, et qu'elle sollicitait comme une grâce une prolongation de séjour. Il n'est pas rare, dit-il, de voir une femme prier qu'on l'isole, uniquement pour se soustraire à l'intolérable spectacle du parjure d'une amante et du triomphe d'une rivale; car, ajoute-t-il, quand la femme détenue se croit trahie par celle qu'elle aime, le meurtre ou le suicide, telle est la trop fréquente alternative qui s'offre à sa pensée, et alors l'emprisonnement solitaire, au lieu d'être une peine, devient un bienfait pour plusieurs (3).

A Genève, les femmes condamnées sont soumises à l'emprisonnement individuel dans la nouvelle maison d'arrêt cellulaire; et aux États-Unis le fameux Elam Lynds, le créateur d'Auburn,

(1) Lettre de M. le baron Sers, du 27 février 1844.

(2) Rapport de la Commission au Ministre, 4 février 1844.

(3) Communication sur quelques détenus cellulés, 1839, p. 7.

affirme qu'il n'y a rien à faire avec elles sans la cellule de jour et de nuit. (V. ci-après, p. 92.)

Tout ceci prouve qu'en créant des maisons spéciales, ou des quartiers spéciaux pour les femmes détenues, et en comprenant ces maisons ou ces quartiers dans les dispositions générales de son article 22 relatif à l'emprisonnement cellulaire, le projet de loi, loin d'être, en cela, « un effet sans cause (1), » est allé au-devant d'un besoin plus sérieux qu'on ne l'avait cru d'abord. C'est un nouveau bienfait que la morale publique lui devra.

6. *Exceptions à l'application du système. — Jeunes détenus. — Condamnés politiques. — Septuagénaires. — Maximum d'âge et de durée.*

Le projet de loi du Gouvernement, amendé par la Commission, contient quatre exceptions à la règle générale de l'applicabilité du système de l'emprisonnement individuel aux détenus de toutes les catégories.

La première concerne les jeunes détenus.—La seconde certains condamnés politiques.—La troisième les prisonniers septuagénaires. — La quatrième les condamnés qui ont subi douze ans de cellule.

Pour ce qui est des *jeunes détenus*, l'exception se justifie d'elle-même. Comme c'est moins de pénalité que d'éducation correctionnelle qu'il s'agit pour eux, le projet a sagement fait de leur affecter des maisons spéciales et de laisser à l'Administration le soin de déterminer le régime disciplinaire à y établir. Le

(1) Ch. Lucas, *Observations*, p. 81. — Voici ce que M. Dagueneit dit du silence observé dans la maison de Montpellier qu'il a souvent visitée. « Soins inutiles! peines perdues, la correction menace en vain! On cause à voix basse, on parle à la dérochée, à l'atelier ou à la récréation, à la chapelle ou au réfectoire, et, à défaut, en allant d'un lieu dans l'autre. La causerie trouve toujours son temps et sa place, et la nature l'emporte facilement sur la règle. » — Du reste, c'est à la maison de Montpellier que se rapporte la note de la p. 52. — A Vannes, la règle du silence est plus rigoureusement observée qu'à Montpellier, aussi les cas de dérangement d'esprit y sont-ils plus fréquents. V. ci-dessus, p. 396, note 2.

régime de l'emprisonnement individuel n'est pas prescrit ; mais il n'est pas exclu (1). L'Administration avisera (2). Ici, le système de M. Faucher peut trouver légitimement à se produire ; car, pour remplir le but du projet, des pénitenciers agricoles et des pénitenciers industriels distincts devront nécessairement être créés pour les jeunes délinquants de race rurale, et pour les jeunes délinquants de race urbaine. On peut dire même qu'ils le sont déjà (3), et que le pénitencier cellulaire des jeunes détenus de La Roquette, établi à Paris depuis quatre ans, indique suffisamment, par les heureux résultats qu'il a produits, à quelle classe de jeunes détenus l'emprisonnement individuel devra être spécialement applicable.

Pour ce qui est des *Condamnés politiques*, le Gouvernement les avait tous soumis à la règle commune de l'emprisonnement individuel ; mais la Commission en a excepté les condamnés à la détention (art. 20 du code pénal). Que la règle générale soit

(1) Ceci prouve évidemment que le Gouvernement ne se préoccupe qu'accessoirement, dans ses plans de réforme, de ce qui se passe à l'étranger. A l'étranger, toutes les maisons spéciales de jeunes détenus sont soumises à la règle de l'emprisonnement en commun. M. Lucas ne manque pas de citer ce précédent, et d'en faire l'objet d'un reproche au Gouvernement français qui ose s'en éloigner. Les exemples étrangers sont admirables quand ils rentrent dans les vues des adversaires du projet ; ils sont odieux et anti-nationaux dès qu'ils y sont contraires. Mais le Gouvernement ayant expérimenté, depuis quatre ans, le système de l'emprisonnement individuel appliqué aux jeunes détenus de La Roquette, il a dû nécessairement ne pas exclure ce mode d'emprisonnement de l'éducation correctionnelle des jeunes détenus. « L'expérience est notre maître à tous, » dit fort bien M. Lucas.

(2) La Commission ayant reconnu que le travail en commun pouvait être appliqué aux jeunes détenus, M. Lucas, « prenant acte, dit-il, de ce loyal aveu, demande pourquoi le travail en commun, reconnu et proclamé excellent pour les jeunes détenus, ne le serait plus pour les condamnés adultes. » (*Observations*, p. 74.) La réponse est simple. C'est que l'on fait de l'éducation avec les uns et de la pénalité avec les autres ; et que la société court moins de dangers dans la communauté des premiers que dans la communauté des seconds.

(3) M. Lucas cite le pénitencier des jeunes détenus de Lyon comme un argument en faveur du système du travail en commun. (*Des moyens*, p. 6.) L'exemple est mal choisi ; car la Commission de surveillance de ce pénitencier est unanime dans la préférence qu'elle accorde au système de l'emprisonnement individuel. Or, cette Commission se compose des hommes les plus experts et les plus recommandables, MM. Orsel aîné, président ; Bonardet, Montmartin, etc. (V. *Comptes-rendus* de cette Commission.)

maintenue, ou que l'exception soit admise et même élargie, à l'égard de tous les *détenus politiques* ou de quelques uns d'entre eux seulement, peu importe au système que nous défendons. Une exception ne détruit pas un principe. Nous reviendrons, du reste, si le cercle que nous nous sommes prescrit nous le permet, sur cette question des condamnés politiques et sur le préjugé pénal et social qui s'y rattache (1).

Pour ce qui est des *septuagénaires*, nous comprenons que l'emprisonnement individuel ne leur soit point appliqué, et qu'on les rende à la vie commune. Ce sont des malades impotents, des vieillards plus encore que des coupables. La société n'a plus rien à craindre d'eux, et leur prison peut, sans danger, être convertie en hospice. Seulement on paraît oublier que le vieillard est naturellement solitaire, et qu'à 70 ans la vie commune des prisons est à charge.

Pour ce qui est du *maximum* de douze ans fixé pour la durée de l'emprisonnement en cellule, je suis, je dois l'avouer, bien moins frappé des raisons que donnent de cette limitation le projet du Gouvernement et le rapport de M. de Tocqueville, que des objections que cette limitation soulève.

Pourquoi, en effet, une limite ? et pourquoi, dans une même peine, deux modes particuliers de la subir ?

Je conçois des exceptions, même nombreuses, à une règle générale, même absolue ; mais les exceptions ne doivent jamais porter sur l'essence même de la règle ; elles ne peuvent porter que sur son application, soit par rapport aux cas qu'elle prévoit, soit par rapport aux individus qu'elle atteint.

C'est pourquoi je voudrais que le projet ne parlât ni de maximum de durée, ni de septuagénaires, ni même de condamnés politiques, et qu'il comprît toutes ses exceptions sous une disposition générale.

Par exemple, dans le cas qui nous occupe, je concevrais que le projet de la Commission eût dit : « l'emprisonnement individuel, qui est de droit commun pour toutes les catégories de

(1) V. en attendant, ci-dessus, p. 335, note 3.

« détenus et pour toutes les durées des peines, pourra être suspendu par le Ministre, à quelque époque de l'emprisonnement que ce soit, et pour cause de santé seulement, à l'égard des condamnés des maisons centrales, qui, sur le rapport du Médecin et du Directeur, auront été reconnus par lui devoir être soumis à un autre régime. »

Cet amendement, que, pour ma part, je proposerais si j'avais l'honneur d'être député, concilierait toutes les exigences, offrirait toutes les garanties, irait au-devant de toutes les objections, et ferait de l'exception le salut du principe.

Que veut, que doit vouloir le projet de loi? Que l'emprisonnement individuel devienne la règle, la règle générale, et que l'emprisonnement commun ne soit plus que l'exception, la rare exception.

Pour ma part, je n'ai jamais voulu autre chose; — jamais rien de moins, jamais rien de plus.

§ VI.

Conditions d'application du système de l'emprisonnement individuel.

Après avoir exposé pourquoi et à qui doit être appliqué le système de l'emprisonnement individuel, le Gouvernement et la Commission ont dû dire à quelles conditions.

Ces conditions se réduisent à deux points principaux, savoir: que le système de l'emprisonnement individuel qui, forcément, doit exclure de nos prisons les conversations dangereuses et la promiscuité des détenus, doit, en même temps et avant tout, exclure, à la fois, et la *solitude absolue* et le *silence absolu*, de la cellule du prisonnier.

Le docteur Gosse a écrit que « la *solitude absolue* aggrave nécessairement les effets de la réclusion sur le corps et sur

l'âme; qu'elle influe puissamment sur le développement des sentiments tristes et pénibles; qu'elle prédispose aux maladies du bas-ventre, de la poitrine, de la tête, des vaisseaux lymphatiques, et aux affections mentales. » Et je crois que le docteur Gosse a dit vrai.

De son côté, le docteur Coindet a écrit: « que le *silence absolu* allanguit le système digestif, débilite les organes de la respiration, et présente dès lors de véritables dangers pour la santé de ceux auxquels on l'impose. » Et je crois que le docteur Coindet dit vrai.

De plus, le docteur Gosse a écrit: « que l'absence de toute distraction, de toute occupation, de tout exercice, joints à l'*isolement absolu* prolongé, exerce également une action désastreuse sur le cerveau, en concentrant toute l'activité de l'individu sur cet organe et en le surexaltant. » Et je crois encore, et surtout, que le docteur Gosse dit vrai.

Et ce que pensent les docteurs Gosse et Coindet à cet égard, le Gouvernement et la Commission le pensent aussi; car, en même temps que leur projet exclut la solitude absolue et le silence absolu, il prescrit ou autorise le travail, la promenade à l'air libre, l'exercice du culte, l'instruction scolaire, les distractions de la lecture, et les communications directes du détenu cellulé, soit avec ses parents et amis autorisés à le venir voir, soit avec les employés de la maison, soit avec les visiteurs officiels ou officieux du dehors, etc., etc.

Le projet exclut la *solitude absolue*, en ce sens que, s'il prescrit, comme règle essentielle, que le prisonnier soit séparé de ses *semblables en mal*, il prescrit, comme règle non moins essentielle, que le prisonnier ne soit pas séparé de ses *semblables en bien*. La seule séparation qu'il veuille, c'est celle du vice d'avec le vice, du crime d'avec le crime, du prisonnier d'avec la contagion des mauvais discours, des mauvaises actions, des mauvais exemples. Mais la séparation qu'il ne veut pas, c'est celle du vice d'avec la vertu, du crime d'avec la morale, du prisonnier d'avec la contagion des bons conseils, des bonnes actions, des

bons exemples. Loin de là ; le projet admet toutes les combinaisons, toutes les facilités, toutes les modifications compatibles avec la discipline et la santé de la prison qu'il a pu ou qu'on pourra prévoir pour établir entre les détenus et les personnes honnêtes du dedans ou du dehors des communications réglées, constantes, journalières ; de manière que pas un détenu ne reste *seul* toute une journée, et que tous voient, *plusieurs fois par jour*, plusieurs personnes à qui ils puissent parler.

Le projet exclut le *silence absolu*, en ce sens que le mutisme, qui est de l'essence du système des classifications par groupes de races et de moralités, n'est nullement nécessaire dans le système des classifications par individualités. Pourquoi prescrit-on le silence dans le système des classifications ? Parce que c'est la seule barrière possible (barrière impuissante, nous l'avons vu) contre la contagion morale ? Pourquoi ne le prescrit-on pas dans le système de l'emprisonnement individuel ? Parce que ce système porte avec lui sa barrière, sa barrière infranchissable, et qu'il peut, dès lors, sans danger pour sa règle fondamentale, restituer au prisonnier, comme homme, la plus précieuse des facultés dont l'a doué le Créateur, celle de communiquer ses pensées, ses besoins par la parole, et de les communiquer aux seuls êtres, ses semblables en Dieu, qui ne peuvent en abuser ni contre lui ni contre aux-mêmes..

Le projet admet le *travail*, parce que, de même qu'il n'est pas bon que l'homme vive seul, de même il n'est pas bon que l'homme reste oisif. L'homme doit gagner son pain à la sueur de son front. C'est le précepte de la loi divine. Le prisonnier doit l'observer plus rigoureusement encore que l'homme libre. Le prisonnier doit donc gagner de quoi payer sa nourriture et son entretien dans sa cellule séparée, comme dans sa boutique séparée. Pour cela, l'Administration n'a qu'à lui fournir les moyens de travailler de l'état qu'il exerçait étant libre, ou de tout autre état si le sien n'est pas praticable dans la prison. — Le travail, c'est l'étoffe dont la vie est faite. Otez le travail au condamné cellulé, et il meurt ; donnez-lui du travail, et il vit.

L'homme qui travaille n'est jamais seul, même au sein de la solitude. Il n'y a de solitude que l'oisiveté.

Le projet admet, avec le pain quotidien, les *promenades* quotidiennes des détenus ; car de même que l'esprit de l'homme a besoin de distraction, de même le corps de l'homme a besoin de mouvement et d'activité. C'est pour cela qu'il faut au prisonnier, lors surtout qu'il a une longue détention à faire, non seulement un métier pour activer ses jambes et ses bras, et les fatiguer, s'il se peut, mais encore un lieu bien aéré où il puisse prendre un exercice journalier ;... toujours, bien entendu, séparé des autres prisonniers, car c'est là la garantie essentielle que lui doit la société, et que la société se doit à elle-même, en le séquestrant momentanément de son sein. Et en supposant que chaque détenu ne pût se promener qu'une heure par jour, croyez-vous, dirai-je avec M. Guillot, qu'un homme qui serait obligé de faire *une lieue* par jour perdît l'usage de ses jambes ?

Enfin le projet de loi admet, comme le couronnement, comme le *principium et finis* de son œuvre, la participation nécessaire de tous les détenus ensemble, et de chaque détenu en particulier, aux devoirs obligés de sa *religion* et à la prédication aussi bien qu'à l'exercice et aux cérémonies de son *culte* même, et surtout du *culte catholique*, au moyen de dispositions architecturales qui, naguère encore, n'étaient qu'à l'état de problème, et qui sont à l'état de solution aujourd'hui.

Et comme annexe indispensable aux pratiques de la religion et du culte, le projet de loi admet, dans les prisons cellulaires, la lecture et l'instruction scolaire, — car l'homme ne vit pas seulement de pain ; — et les expériences qui sont faites à cet égard, depuis quatre ans, dans le pénitencier des jeunes détenus de La Roquette, ne laissent plus aujourd'hui le moindre doute, je ne dirai pas seulement sur la possibilité ou sur la facilité, mais encore sur la supériorité de l'enseignement cellulaire tel qu'il est pratiqué, dans cette prison,

par l'ingénieuse méthode due à son ancien instituteur M. Poutignac de Villars.

Maintenant, faites que ces diverses conditions se relient entre elles et ne fassent plus qu'un seul tout en une seule et même règle ; — faites, surtout et avant tout, que cette règle soit générale, c'est-à-dire que l'emprisonnement individuel soit le droit commun de toutes les classes de prisons, de toutes les catégories de détenus du royaume, et que l'emprisonnement collectif ne soit plus qu'une rare et spéciale exception ; — faites, surtout encore, que cette exception soit réglée de telle sorte qu'elle soit plus à redouter qu'à désirer de la part de ceux qui pourraient y recourir sans droit ni besoin ; — faites, enfin, que vos nouveaux pénitenciers cellulaires se peuplent progressivement, et au fur et à mesure de leur construction, de condamnés qui n'ont jamais séjourné préalablement dans les prisons communes ; — puis faites reposer tout le système sur la base solide d'un personnel capable et digne d'en supporter l'édifice et d'en accomplir la pensée, et sur une combinaison architecturale qui permette de répondre à cette question de Bentham : *Custodes ipsos quis custodiat?* — et dites-moi si ce système d'emprisonnement n'est pas le plus rationnel, le plus humain, le plus pénal, le plus légal, le plus praticable, le plus français, enfin, de tous les systèmes pénitentiaires?....

Mais, dit M. Lucas, ce système-là n'est plus celui de Philadelphie, et, comme dans la prison de Pentonville, « vous sacrifiez, pour éviter les aliénations et l'étiollement chez les cellu-
« lés, la *condition fondamentale* du système, la vie cellulaire, « à la nécessité de leur créer une vie extérieure. » Il peut se faire que, dans les idées de M. Lucas, la condition fondamentale du système de l'emprisonnement individuel soit le *claquemurement* du condamné dans sa cellule, sans qu'il en puisse jamais sortir, et sans qu'il voie jamais *personne*. Mais, dans les idées du Gouvernement, la *condition fondamentale* du système n'est autre que celle-ci : *séparer le condamné du condamné* ; tout le reste est accessoire ; et le Gouvernement admet, à ce

titre, tout ce qui peut adoucir, *sans la violer*, la règle absolue de son principe. Le reproche qu'on fait au Gouvernement, sous ce rapport, est l'éloge auquel il tient le plus. Qu'importe, en effet, que son système ne soit pas celui de Philadelphie ! Il ne s'est jamais proposé de le copier. Il peut se faire, et il ne le nie pas, que son système soit *enté* sur celui de Philadelphie ; mais, ainsi que je l'ai déjà dit ailleurs, le système français de l'emprisonnement individuel n'est pas plus le *solitary confinement* de Philadelphie que le *fruit greffé* n'est le *sauvageon* qui l'a produit. — *Suum cuique*.

§ V.

État et progrès du système de l'emprisonnement individuel à l'étranger.

Dans son rapport au Roi, du 1^{er} février 1837, M. le comte de Gasparin, ministre de l'intérieur, disait à Sa Majesté : « L'intelligence des besoins de l'avenir s'appuie sur celle des résultats du passé, et il y a, dans ce passé, autre chose que des erreurs à rectifier, que des lacunes à remplir ; — partout s'y rencontrent depuis les travaux de l'Assemblée constituante jusqu'à nos jours, de louables efforts qui honorent la sollicitude de l'autorité pour l'organisation et l'amélioration des prisons ; il y a, de plus, des principes devenus depuis élémentaires dans la théorie de l'emprisonnement ; il y a enfin, dans la pratique, d'utiles traditions, de précieux précédents, d'heureux essais qui font que, parmi les nations de l'Europe et des États-Unis, où la réforme pénitentiaire est le plus avancée, le pays qui passe à cet égard pour le plus novateur, n'est pas celui peut-être qui doit le moins aux inspirations et aux perfectionnements de l'imitation (1). »

Le même ministre ajoutait : « On a fait de la réforme des prisons une véritable science, et cette science ne porte le

(1) V. ce que nous avons dit ci-dessus, p. 335 et 340.

cachet spécial d'aucun peuple; elle se forme par l'échange des lumières et des expériences des nations civilisées de l'Europe et de l'Amérique.—L'Administration *doit savoir* les principes, les applications et les effets de la réforme pénitentiaire à l'étranger, et c'est ainsi que le Gouvernement, après avoir *partout* suivi la science dans ses progrès et l'expérience dans ses résultats, se trouve en mesure d'attendre ou de provoquer la discussion sur les exemples étrangers qu'il serait utile de rejeter ou d'admettre. »

Ceci répond, à l'avance, à ce reproche de M. Faucher, que le Gouvernement n'a fait que copier, dans son projet de loi, l'un des deux systèmes rivaux qu'on lui a dit se disputer la faveur publique au-delà de l'Océan (1).

Ce que le Gouvernement français a fait dans cette circonstance, en ce qui touche les expériences pénitentiaires tentées à l'étranger, les gouvernements étrangers l'ont fait, de tous temps, et le font, surtout en ce moment, en France, en ce qui touche les mêmes expériences, tentées chez nous d'une autre façon (2). Et pourquoi donc rejeterait-on une idée, une invention, une découverte reconnue utile, uniquement parce qu'elle a pris naissance sous un degré de latitude autre que le nôtre? Que deviendraient, à ce compte, et la vaccine, et la boussole, et l'imprimerie, et la vapeur? Toutefois, que de bonnes choses demeurent étouffées sous leurs noms? Et que d'améliorations sont bannies de notre sol parce qu'elles nous viennent frappées d'une estampille étrangère? Par exemple, croit-on que la querelle pénitentiaire ne serait pas plus près de finir, si les deux partis rivaux n'avaient inscrit sur leurs bannières: *Cherry-Hill* et *Auburn*? Ma conviction est que, sans ces deux mots, on ne serait pas longtemps à s'entendre, et que, si l'on

(1) V. *Du Projet de Loi sur les prisons*, p. 12.

(2) Tous les jours Paris abonde d'étrangers qui viennent en France, soit d'eux-mêmes, soit envoyés par leurs Gouvernements pour y étudier la discipline de nos maisons centrales, celle du Pénitencier de La Roquette, et de nos colonies agricoles de jeunes détenus.

pouvait les rayer de la discussion, on serait tout surpris de se trouver d'accord.

Quoi qu'il en soit, étudions la chose, abstraction faite du mot, et voyons ce que l'étranger nous offre, en fait de réforme pénitentiaire, d'exemples à suivre ou à éviter.

1. FAITS AMÉRICAINS.

Tout le monde a cru jusqu'ici et croit encore fermement, je m'imagine, qu'il existe, aux États-Unis, un système pénitentiaire qui fait, depuis longtemps, l'objet de la préoccupation et des études de tous les hommes d'État, comme de tous les philanthropes. Cependant, M. Lucas, qui a écrit un livre *ex professo* (1), il y a douze ans, pour prouver l'existence de ce système, et pour en exalter les avantages au point d'en faire l'objet de *tous ses vœux* pour la France (2), écrit aujourd'hui « qu'il n'y a pas de système pénitentiaire aux États-Unis, et qu'il a *constamment* nié qu'il y en eût un (3). »

Entre cette affirmation et cette négation contradictoires, nous ne suivrons d'autre opinion que celle de tout le monde, et nous partirons tout simplement de ce point, qu'il existe bien réellement un système pénitentiaire aux États-Unis.

Nous nous hasarderons même jusqu'à dire qu'il en existe deux, à moins que la querelle célèbre, dont nous parlons tout à l'heure, d'Auburn et de Cherry-Hill, ne soit qu'un combat de chimères.

La réforme pénitentiaire a subi, aux États-Unis d'Amérique, les trois phases ou transformations par lesquelles nous la voyons invariablement passer en Europe depuis qu'elle cherche à s'y établir : — *promiscuité*, d'abord; — *séparation des moralités*, ensuite; — puis, en troisième et dernier lieu, *séparation des individualités*.

(1) V. *Du Système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*; 3 vol. in-8°.

(2) V. *Ibid.*, et ci-dessus p. 326.

(3) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 310.

I^e PHASE. — *Promiscuité. — Emprisonnement commun.*

Comme en Europe, la promiscuité est, aux États-Unis, le droit commun, ou plutôt le fait commun, de toutes les prisons non réformées.

Lors du voyage de MM. de Beaumont et de Tocqueville en Amérique, neuf États seulement avaient adopté un nouveau système de prisons : les autres n'avaient fait aux leurs aucun changement (1).

« Dans ces derniers, l'ancien système règne dans toute sa force : encombrement des détenus, confusion des crimes, des âges et quelquefois des sexes; mélange des prévenus et des condamnés, des criminels et des détenus pour dettes, des coupables et des témoins (2); mortalité considérable; évasions fréquentes; absence de toute discipline; point de silence qui conduise les criminels à la réflexion; point de travail qui les accoutume à gagner honnêtement leur vie; l'insalubrité du lieu, qui détruit la santé; le cynisme des conversations qui corrompt; l'oisiveté qui déprave; l'assemblage, en un mot, de tous les vices et de toutes les immoralités; tel est le spectacle offert par les prisons qui ne sont point encore entrées dans les voies de la réforme (3). »

Mais ces voies s'étendent chaque jour davantage, et le nombre des États qui ont des prisons réformées est aujourd'hui

(1) L'Union américaine se compose de trente États, dont six, appelés Nouvelle-Angleterre, qui sont : Maine, Massachusetts, New-Hampshire, Vermont, Rhode-Island et Connecticut. Les vingt-quatre autres sont : Pennsylvanie, New-York, Maryland, New-Jersey, Delaware, Columbia, Virginia, Ohio, Michigan, Indiana, Illinois, Kentucky, district de Wistousin, district de Java, Missouri, Artansas, Tennessee, Nord-Carolina, Sud-Carolina, Georgia, Florida, Alabama, Mississipi, Louisiana.—La population de ces trente États se composait, en 1840, de près de 18,000,000 d'habitants, y compris 2,500,000 esclaves.

(2) On emprisonne préventivement les témoins, en Amérique, pour s'assurer de la fidélité de leurs dépositions. On use de singuliers expédients contre la liberté, dans ces pays de liberté!

(3) *Du Système pénitentiaire aux États-Unis, etc.*, p. 26.

bien plus élevé que celui des États dont les prisons ne le sont pas encore; ce qui n'empêche pas que, même dans les premiers, le plus grand nombre des prisons ne soient encore livrées aux dangers de la promiscuité, et cela bien que leurs *maisons centrales*, leurs *prisons d'État* (*state prisons*) soient réformées; attendu que la réforme a commencé chez eux par où elle eût dû finir, c'est-à-dire par les maisons centrales, et qu'elle a presque partout laissé de côté les prisons de comté, c'est-à-dire les maisons d'arrêt et de correction destinées aux prévenus et aux petits délinquants.

II^e PHASE. — *Système d'Auburn.*

C'est en 1786 que quelques quakers de la Pennsylvanie conçurent, les premiers, la pensée d'apporter un remède à la corruption morale des prisons communes. De là, la prison de *Walnut-Street*, établie à Philadelphie quelques années après, et où les condamnés furent, pour la première fois, classés par *moralités légales*, c'est-à-dire selon la nature de leurs crimes, en vertu de l'acte mémorable du 22 avril 1794, qui abolit la peine de mort en Pennsylvanie, excepté en cas de meurtre au premier degré (1). Quelques cellules particulières furent, en outre, construites pour y renfermer, *sans travail*, et à titre de *punition spéciale*, les condamnés récalcitrants ou condamnés à l'isolement par les juges.

C'est cette prison que visita, en 1794, M. le duc de Laroche-foucault-Liancourt, l'illustre père de l'un des trois adversaires que nous combattons, et de laquelle il dit que « la ville de Philadelphie possédait un excellent système de prisons (2); »—

(1) « Le terme *Penitentiary house*, *Maison pénitentiaire*, est employé, pour la première fois, dans notre législation. Il est emprunté aux lois anglaises, qui s'en servent invariablement pour désigner exclusivement les prisons dont la discipline est fondée sur le confinement solitaire *avec travail et instruction*. » Georges W. Smith, *A defense of solitary confinement, etc.*, p. 15.

(2) *V. des prisons de Philadelphie*, par un Européen; Paris, l'an IV de la Rép.

excellent, en effet, relativement à l'ancien état de choses.

L'État de New-York fut le premier qui se montra jaloux d'imiter la Pennsylvanie. D'abord, en 1797, puis, en 1816, cet État fonda le pénitencier d'Auburn, achevé en 1819-1821, pour six cent cinquante cellules, sur la base des classifications par moralités légales, avec la règle de la séparation cellulaire des détenus entre eux pendant la nuit, et de la séparation morale du silence, aidée du fouet comme punition, dans des ateliers communs pendant le jour. Comme à Walnut-Street, on annexa au pénitencier un certain nombre de cellules solitaires (quatre-vingts environ), pour y détenir exceptionnellement *seuls* et *sans travail*, une certaine catégorie de condamnés. Mais ce système mixte produisit, à Auburn comme à Walnut-Street, les effets qu'il devait forcément produire sur le moral et la santé des reclus exceptionnels, et, à partir de 1823, Auburn n'eut plus que des cellules de nuit.

En 1825, le même État de New-York créa le pénitencier de Sing-Sing pour mille condamnés, d'après le système d'Auburn; sommeil solitaire en cellule; travail en commun dans des ateliers; silence absolu; coups de fouet pour punition.

Depuis cette époque, et grâce aux rapports de la Société des prisons de Boston, dont l'actif secrétaire, M. Dwight, se dévoua avec un zèle qui tient de la passion, et, nous le verrons bientôt, avec une évidente partialité, au triomphe du système d'Auburn, ce système se répandit avec tant de rapidité dans les divers États de l'Union, qu'au d re du dernier Rapport de cette Société (1), on ne compte pas moins de vingt États sur trente, aujourd'hui, qui ont adopté le système d'Auburn, savoir :

Avant 1838 : — New-Yorck (*Auburn* et *Sing-Sing*); — New-Hampshire (*Concord*); — Vermont (*Windsor*); — Massachusetts (*Charlestown*, près *Boston*); — Connecticut (*Wethersfield*); — Maryland (*Baltimore*); — Columbia (*Washington*); — Virginia (*Richmond*); — Georgia (*Milledgeville*); — Ten-

(1) *Eighteenth annual rep. of the prison disc. Soc. Boston*, p. 75.

nessee (*Hashville*); — Illinois; — Ohio (*Columbus*), — et le Haut-Canada.

Depuis 1838 : — Louisiana (*Bâton-Rouge*); — Mississipi; — Alabama; — Kentucky (*Francfort*); — Indiana; — Michigan; — et Maine.

Toutefois, sur ces *vingt-un* pénitenciers auburniens, *onze* seulement nous apparaissent *construits et fonctionnant* dans le tableau même qu'en donne le rapport précité, ainsi qu'on peut s'en convaincre par l'extrait suivant de ce tableau, et de celui de leur population, au 1^{er} janvier 1842.

Auburn.	707	détenus.
Sing-Sing.	811	—
Charlestown.	331	—
Columbus.	480	—
Wethersfield.	211	—
Maine.	42	—
Newhampshire.. . . .	92	—
Baltimore.	284	—
Richmond.	186	—
Georgia.	159	—
Franckfort.. . . .	162	—

Il paraît, d'après cela, que ces *onze* pénitenciers sont les seuls qui soient actuellement et réellement organisés aux États-Unis, suivant le système d'Auburn (1), et que les autres sont encore à l'état de projet, sauf, seulement, à y ajouter quelques prisons de comté et maisons de correction, construites d'après le même système pour les prévenus et les petits délinquants.

Ce grand nombre de prisons réformées, construites ou projetées aux États-Unis, d'après le système d'Auburn, prouve-t-il l'excellence de ce système? Nullement. Il prouve une supériorité numérique, voilà tout. Si la supériorité de régime devait s'induire de la supériorité du nombre, il faudrait dire que les prisons communes, qui sont les plus nombreuses en Europe,

(1) *V. Eighteenth annual rep. of the prison disc. Soc. Boston*, p. 103.

sont aussi les meilleures. A ce compte, nous ne serions pas les plus mal partagés, et la France n'aurait pas besoin de réforme.

Mais n'est-ce pas, du moins, comme le dit M. Lucas, une manifestation éclatante contre le système de Pennsylvanie, que ce spectacle de vingt États *qui le repoussent?* (1) D'abord, il faut rabattre un peu de ces vingt États, d'après ce que nous avons établi ci-dessus. En second lieu, les deux tiers des pénitenciers auburniens ayant été construits *avant* le pénitencier de Cherry-Hill, il est clair qu'ils n'ont pu *repousser* son système *depuis*, ce système n'existant pas alors. Quant aux autres, ils ont tout simplement préféré le système plus économique et plus productif d'Auburn; ce qui se conçoit parfaitement, quand on ne se place pas au point de vue élevé, au point de vue exclusif de la réforme morale des prisons.

Ce que l'on peut dire avec vérité du système d'Auburn, c'est que ce système est une réforme immense apportée dans le système primitif de la promiscuité des prisons.

Mais cette réforme laisse immensément encore à désirer; — tout le monde le comprend aux États-Unis (2); et si ce n'était l'argent que rapportent aux divers États les travaux industriels des condamnés dans les ateliers communs de leurs prisons (3), il y a longtemps qu'ils auraient avoué, comme le célèbre Auburnien Elam Lynds (4), le mensonge de leur

(1) *Exposé des différents systèmes d'emprisonnement*, lu à l'Académie, février 1843.

(2) Même, et surtout dans les États où le système d'Auburn est pratiqué. Témoin la *Revue de New-York* qui défend le système de Philadelphie. V. notamment le numéro de janvier 1840.

(3) V. *New-York Review* for January 1840, p. 15.

(4) Le dernier cahier qui vient de paraître des *Annales des prisons*, publiées en allemand par le docteur Julius, etc., contient un article intitulé : *Communications sur les prisons d'Amérique*, dans lequel M. le professeur Lieber dit : « M. Lynds me disait à Sing-Sing, en me parlant de l'impossibilité d'obtenir le silence des femmes, » (Souvenez-vous que je parle de l'héroïque Lynds) : « Des architectes ont été envoyés récemment de New-York à Philadelphie pour y étudier le meilleur système de construction de cellules individuelles, attendu qu'on se propose de l'appliquer aux femmes. Il faut, peu à peu, et partout, en venir, en définitive, au système

silence et l'inutile barbarie de leurs coups de fouet (1).

Cependant quelques États ont commencé à entrer plus avant dans les voies finales de la réforme. C'est cette dernière phase que nous allons faire connaître.

III^e PHASE. — *Système de Philadelphie.*

La Pennsylvanie, qui avait fait la première, ainsi que nous l'avons vu, l'essai du système des classifications dans la prison de *Walnut-Street*, fut aussi la première à en connaître l'inefficacité. Malheureusement, au système des classifications de cette prison, elle substitua, en 1827, par une réaction violente, le *solitary confinement* de la prison de *Pittsburg*, c'est-à-dire la *solitude absolue* de chaque prisonnier, confiné *seul, sans visite et sans travail*, dans une cellule-cachot, pendant toute la durée de sa détention. Ce système, disent MM. de Beaumont et de Tocqueville, ne moralisait pas, il rendait fou, il tuait. Aussi, plusieurs États (tels que Maine, Virginie et New-York), qui avaient construit leurs prisons d'après ce système, l'abandonnèrent-ils pour le système d'Auburn (2).

Mais la Pennsylvanie fit mieux. Au lieu de rétrograder vers le *travail en commun* d'Auburn, déjà tenté sans succès moral, elle avança vers le *travail individuel* en cellule, non encore expérimenté, et fonda, en 1829, le pénitencier de *l'Est*, ou de Cherry-

de la séparation individuelle, si l'on veut, d'une manière sincère et logique, avoir le meilleur système pénitentiaire. »

(1) « Le Directeur d'Auburn croit que le châtement du fouet est aussi indispensable que le pouvoir discrétionnaire qu'ont les employés subalternes de l'infliger nécessaire pour le maintien de l'ordre. » Ramon de la Sagra, *Cinq mois aux États-Unis*, p. 301. — V. ce que nous avons dit à ce sujet ci-dessus, p. 375 et 377.

Wethersfield avait voulu essayer de se passer du fouet; mais il a été forcé d'y revenir, l'ordre s'étant en allé avec lui. *Rapport* de M. Demetz.

Dans quelques autres prisons soumises au système d'Auburn, on a aussi relégué le fouet parmi les instruments de supplice inutiles; mais on l'a remplacé par les *douches à l'eau froide* sur la tête du patient. Je ne sais lequel vaut le mieux.

(2) Maine, en 1827; Virginie, en 1825; New-York, en 1822.

Hill, à Philadelphie, en remplacement de *Walnut-Street*, et reconstruisit, d'après le nouveau système, le pénitencier de *l'Ouest*, ou de Pittsburg.

New-Jersey suivit l'exemple de la Pennsylvanie, et, au lieu d'abandonner, comme Maine, Virginie et New-York, le système du *solitary confinement* SANS travail, reconnu défectueux et dangereux, et dont il avait aussi fait l'essai funeste, cet État fit un pas de plus dans le progrès, et adopta dans son pénitencier de Trenton (octobre 1836), le *separate septem* AVEC travail, etc., qui fait la base du système de Philadelphie.

A l'exemple de New-Jersey, le petit État de Rhode-Island construisit deux ans après, à Providence, un pénitencier central, d'après le système de Cherry-Hill. Ce pénitencier a été ouvert le 1^{er} août 1838.

Voici, d'après le rapport précité de la société de Boston (1), quelle était, au 1^{er} janvier 1842, la population des quatre pénitenciers américains construits et régis d'après le système de Pennsylvanie; pénitenciers que le même rapport met en regard des onze pénitenciers auburniens dont il donne et dont nous avons rapporté l'état :

Cherry-Hill.	332
Pittsburg.	161
Trenton.	151
Rhode-Island.	21

Il faut noter ici que la province anglaise du Bas-Canada a adopté aussi de préférence le système de Cherry-Hill pour son pénitencier de Montréal.

Nous avons dit que les États-Unis avaient commencé la réforme pénitentiaire par la queue de leurs prisons et non par la tête. La Pennsylvanie, qui marche toujours la première dans les voies du progrès et de la civilisation, comprit la première cette faute et la répara.

« Nos efforts pour moraliser nos convicts seront superflus, dit

(1) 18^e Rapport, 1843, p. 103.

le Gouverneur du pénitencier de Cherry-Hill, aussi longtemps qu'ils nous arriveront infectés de la contagion contractée dans la promiscuité de nos maisons d'arrêt. Réformons donc nos maisons de comté par l'introduction du système cellulaire de jour et de nuit, et le même système suivi dans le pénitencier produira enfin les fruits qu'on est en droit d'en attendre (1). »

En conséquence, la Législature ordonna l'érection de trois *Prisons de Comté* : l'une à Moyamensing, dans le comté de Philadelphie, en 1831; l'autre, dans le comté de Chester, quelques années après; la troisième, dans le comté Dauphin, à Harrisburg, en 1842 (2).

« J'espère, dit M. Wood, que cet exemple sera suivi par d'autres comtés, et que bientôt toutes les maisons d'arrêt et de correction des comtés de la Pennsylvanie adopteront le système de la séparation. C'est alors que nous expérimenterons en plein et que nous prouverons l'excellence de ce système et son incontestable supériorité sur tous les autres (3). »

Les idées logiques ayant une tendance invincible à prédominer, même là où elles rencontrent le plus d'obstacles à vaincre, l'idée de commencer la réforme par les maisons d'arrêt et de correction de comté, et d'appliquer à ces prisons le seul système normal, le seul système vrai, le système de l'emprisonnement individuel, substitué aux systèmes également vicieux de la solitude absolue et de la promiscuité silencieuse, germa et poussa, même dans la terre classique du travail en commun et du sommeil en cellule, — à New-York.

Donc, l'État de New-York, le père, le berceau du système d'Auburn, érigea en 1836, dans sa principale cité, une maison d'arrêt et de correction *cellulaire*, en rehaussant la préférence qu'il donna dans cette circonstance à la règle de Cherry-Hill sur celle d'Auburn, de l'éclat solennel d'un concours public (4).

(1) V. 4^e et 12^e Rapports de M. Wood, trad. off., p. 23 et 96.

(2) V. *Ibid.*, p. 96. Le 18^e Rapport de Boston ne nomme pas ces prisons; il se contente de dire : *a few*, quelques unes.

(3) V. *Ibid.*, p. 96.

(4) Lettre du docteur Julius à M. Crawford, trad. de V. Foucher, 1837, p. 14.

Ce fait, que ne peut nier, malgré qu'il en ait, le secrétaire de Boston (1), est le plus considérable qui se soit encore produit dans l'histoire des développements du système pénitentiaire aux États-Unis d'Amérique. Il prouve qu'Auburn a lui-même senti son insuffisance, et qu'il a enfin compris qu'en fait de moralisation Philadelphie seule avait autre chose à offrir qu'un silence impossible. Il prouve, d'ailleurs, que, dès qu'on veut rentrer logiquement et systématiquement dans le syllogisme de la réforme, c'est par l'emprisonnement individuel qu'il faut nécessairement commencer, parce que c'est par l'emprisonnement individuel que l'emprisonnement commun doit nécessairement finir.

Un autre fait vient corroborer celui-ci, c'est que le Kentucky qui suit la règle d'Auburn dans son pénitencier d'état, vient d'adopter celle de Cherry-Hill dans la maison d'arrêt et de correction de comté qu'il construit en ce moment à Louis-Ville (2).

Tandis que New-Jersey, qui suit la règle de Cherry-Hill dans son pénitencier d'état, persiste, comme la Pennsylvanie, dans la voie droite et sûre de l'emprisonnement cellulaire, en plaçant ses prisons de comté sous l'empire de la même discipline (3).

Nous devons dire pourtant que Rhode-Island vient de renoncer au système de Cherry-Hill, cédant en cela à l'influence trop voisine de Massachussets, où se fabriquent les rapports de la société de Boston, bien plus qu'aux causes non justifiées (4) qui motivent cette résolution.

Mais, que cette résolution soit motivée ou non, qu'est-ce que Rhode-Island et son petit pénitencier, — lequel, dans l'espace de quatre ans, n'a renfermé que trente-sept détenus, — en présence de ce fait immense de l'existence, depuis quatorze ans, du grand pénitencier de Cherry-Hill et de celui de Pittsburg, en Pennsylvanie, où nombre de convicts ont déjà subi des emprisonnements

(1) V. 18^e Rapport, 1843, p. 75.

(2) *Ibid.* Le rapport ne donne pas le nombre des prisons, il dit *a few*, quelques unes.

(3) *Ibid.*

(4) V. ce que nous dirons de ces causes ci-après, § IX.

de six, huit, dix et douze ans, sans que leur santé et leur raison aient le moindrement souffert d'une aussi longue détention? Qu'est-ce que Rhode-Island en présence du pénitencier de Trenton dans le New-Jersey, où le même système est appliqué depuis 1836 avec le même succès? — en présence du pénitencier de Montréal, dans le Bas-Canada, depuis la même époque? — en présence de ces deux maisons d'arrêt et de correction de comté érigées dans le domaine même d'Auburn, sur le plan de Cherry-Hill? — en présence de ces trois autres prisons de comté, érigées, d'après le même plan, dans l'État de Pennsylvanie? — en présence enfin de ces deux ou trois autres prisons de comté, érigées d'après le même plan dans l'État de New-Jersey?....

Si, depuis 1816, date de sa fondation, le système d'Auburn a conquis, en vingt-huit ans, onze pénitenciers effectifs et quelques prisons de comté, n'est-ce pas un grand progrès pour le système de Cherry-Hill d'avoir conquis, en quatorze ans, quatre pénitenciers non compris Rhode-Island, et sept prisons de comté cellulaires, dont deux sur le terrain même d'Auburn? — surtout lorsque Auburn a pour lui l'autorité de l'existence, le droit de possession, le double de durée de vie, et des avantages pécuniaires qu'on ne prise que trop souvent au-dessus des avantages moraux!

Pour Auburn, il s'agit de se maintenir, de se conserver, de s'étendre. Pour Cherry-Hill, il faut lutter, déposséder, se substituer, et vaincre des préjugés, des intérêts, et les résistances de rivalités locales, sans cesse excitées et empirées par les faux rapports de la Société de Boston.

Avant l'érection du pénitencier de Cherry-Hill, les rapports publiés par la Société de Boston jouissaient d'un crédit mérité. « Ces Rapports, disaient MM. de Tocqueville et de Beaumont lors de leur voyage aux États-Unis, c'est-à-dire moins d'un an après l'ouverture de ce pénitencier, ces Rapports sont comme un livre authentique dans lequel sont enregistrés tous les abus et toutes les erreurs du système pénitentiaire, en même temps qu'on y constate toutes les heureuses innovations. » Mais, depuis

le retour des deux honorables amis en France, c'est-à-dire depuis les progrès et la popularité croissante du pénitencier de Cherry-Hill, les Rapports annuels de la société de Boston devinrent autant de pamphlets dirigés, chaque année, contre le pénitencier rival. Les choses en étaient déjà au point, en 1834, que, dans son Rapport de cette année, lu au Sénat et à la Chambre des représentants de Pennsylvanie, le Conseil des Inspecteurs du pénitencier de Cherry-Hill fit entendre, devant la Législature, ces paroles sévères : « Une *agence* de quelques fanatiques en fait de discipline de prison, dont les motifs ne sont pas douteux, a répandu avec profusion dans le public de volumineux et *faux Rapports* sur notre système; Rapports qui, dans beaucoup de circonstances, n'ont été que d'illicites et préméditées *perversions de la vérité* : *Wilful and unwarrantable perversions of truth...* (1) »

De son côté, le Directeur du pénitencier, le respectable M. Wood, s'exprime ainsi dans son Rapport au Conseil : « Il existe contre notre système, de la part de certaines personnes, des préventions qui s'expliquent généralement par leurs *intérêts*. Ces personnes font profession de désapprouver notre système et usent de toutes sortes d'efforts, tant par écrits que par paroles, pour donner au public une impression défavorable à son caractère. Si ces individus se faisaient personnellement connaître, leurs motifs, dérivés de leurs propres personnes, seraient bien vite compris, et bien peu de mal alors en pourrait naître contre nous; mais, aussi longtemps que les vues d'*agents intéressés* continueront à être présentées, chaque année, au public, dans les Rapports d'une Société éminemment respectable, et aussi longtemps que cette société continuera à puiser ses informations à des *sources aussi suspectes*, il est à craindre que l'adoption de notre système perfectionné de discipline pénitentiaire ne soit arrêtée ou au moins sérieusement retardée dans sa marche. Ce qu'il y a de certain, c'est que les Rapports de la société dont nous parlons ont, pour des années, propagé

(1) V. 6^e Rapport des Inspecteurs, trad. off., 1843, p. 52.

dans le monde, à ce sujet, des imputations injustes (*unfair, injuste, infidèle, malhonnête*) et des indications *fausses*, calculées pour donner sur les deux systèmes rivaux l'opinion la plus erronée (1). »

Lors donc que j'ai traité de *faux* les Rapports de la société de Boston, c'est moins parce que mes impressions personnelles ont forcé cette épithète à sortir de ma plume, que parce qu'elle a été jetée, en plein Parlement, à la face de *l'agent* ou de *l'agence* qui l'a provoquée.

Que si je voulais, de mon chef, fouiller dans cet amas de *Wilful and unwarrantable perversions of truth*, qu'on appelle les Rapports de la société de Boston (2), que de *perversions de la vérité* n'y trouverais-je pas, rien qu'à en juger par *celles* qui se trouvent amoncelées dans le dernier? Je ne puis les signaler toutes; j'en citerai seulement quelques unes pour échantillon.

Par exemple, l'auteur du Rapport ayant entrepris de prouver que le système de Cherry-Hill est abandonné par les divers États qui l'ont adopté, voici le moyen qu'il prend pour soutenir cette thèse insoutenable. D'abord il cite New-York comme ayant adopté le système cellulaire pour sa prison de comté; puis, quelques pages après, il dit que New-York a renoncé à ce système, et cite en preuve plusieurs fragments de rapports qui réprouvent le *solitary confinement*, etc. Or, ces rapports se réfèrent, non à la prison de comté, construite en 1836, mais aux quatre-vingts cellules dont nous avons parlé ci-dessus, et qui avaient été construites en 1822, c'est-à-dire *sept ans avant* Cherry-Hill, d'après le système du confinement absolu *sans travail*, rejeté par la Pennsylvanie aussi bien que par

(1) V. 4^e Rapport du Warden pour 1834, trad. off., p. 53.

(2) Un écrit fort bien pensé, imprimé en 1839, à Philadelphie, sous le titre de *A Vindication of separate system*, contient sur la partialité, l'esprit de parti, les faussetés, les moyens déloyaux, etc., etc., dont fait usage la Société de Boston à l'encontre et en haine du système de Cherry-Hill, qu'elle a juré de *persécuter jusqu'à l'extermination*, des détails et des preuves qui me font rougir d'avoir, comme tant d'autres, accordé quelque foi à ses rapports sur ce point, p. 43 et suivantes.

New-York, et que Cherry-Hill est venu précisément remplacer.

La même manœuvre a lieu pour New-Jersey, ainsi que pour la Virginie et le Maine, lesquels, suivant le Rapport, ont abandonné le système de Cherry-Hill; tandis que l'abandon dont on parle remonté à une époque *antérieure de plusieurs années* à l'existence du système de Cherry-Hill, et porte sur cette *solitude absolue sans travail*, que la Pennsylvanie a été la première à condamner.

Est-ce donc là de la bonne foi?

Mais il y a quelque chose de plus fort. Sans doute en vue de nous impressionner spécialement, nous autres Français, le Rapport dont je parle cite textuellement une lettre du général Lafayette à M. Roscoe, dans laquelle il est dit que le système de Pennsylvanie est tout bonnement le système affreux de la Bastille, etc. Mais il manque à cette lettre une chose essentielle, c'est la date. La date, on l'a *supprimée*. Heureusement qu'à force de recherches je suis parvenu à la trouver dans l'appendice d'un Rapport précédent (*Twelfth Report, 1837, p. 87*). Or, cette date est de l'année 1826, c'est-à-dire *antérieure* de trois ans à l'ouverture du pénitencier de Cherry-Hill.

C'est précisément pour éviter les effets désastreux du système de la Bastille, effets qui n'ont pas tardé à se déclarer dans l'ancien pénitencier de Pittsburg, ainsi que nous l'avons vu, que l'Etat de Pennsylvanie a créé l'établissement de Cherry-Hill, à Philadelphie; établissement qui résout le problème de la sévérité pénale unie à l'humanité chrétienne, en même temps qu'il préserve la société et le détenu des dangers de la contagion morale des prisons communes. C'est ce qu'eût reconnu le général Lafayette, s'il eût assez vécu pour apprendre les heureux résultats du système de l'*emprisonnement individuel avec travail* que ses amis de Pennsylvanie ont substitué, dans le pénitencier de Cherry-Hill, à la *solitude absolue, sans travail*, dont le pénitencier de Pittsburg avait constaté l'inhu-

manité et les dangers (1). C'est, au surplus, ce qu'a reconnu et proclamé, l'un des premiers, le petit-fils *par alliance* du général, mon compatriote et ami Gustave de Beaumont, dans l'enquête officielle qu'il a été chargé de faire, en 1831, aux États-Unis, de concert avec M. Alexis de Tocqueville, dont le témoignage est aujourd'hui, comme celui de son compagnon de voyage, l'un des plus considérables que l'on puisse invoquer en faveur du système pénitentiaire tel qu'il est pratiqué à Philadelphie.

Chose vraiment digne de remarque!

Tandis que la société de Boston fait tous ses efforts et emploie tous ses moyens (on sait maintenant lesquels) pour prouver (on sait comment) que le système de Cherry-Hill est en décadence, et ne résiste pas à l'examen, dès qu'un Européen met les pieds en Amérique, et voit les choses par lui-même, il donne tort à la société de Boston, et ce sont alors les Rapports de la société qui ne résistent pas à l'examen.

Il y a une autre chose non moins digne de remarque, c'est que tous les commissaires français, anglais ou prussiens, envoyés par leurs gouvernements pour étudier sur les lieux les deux systèmes, et qui étaient partis partisans du système d'Auburn, sont revenus partisans du système de Philadelphie.

Nous venons de voir l'impression qu'en ont reçue MM. de Beaumont et de Tocqueville en 1831.

En 1835, MM. Demetz, conseiller à la cour royale, et Blouet, architecte, ayant reçu la même mission qu'eux, reviennent en France plus partisans qu'eux du système de Philadelphie.

Un an auparavant, en 1834, la même chose était arrivée à M. Crawford, inspecteur général des prisons d'Angleterre, ancien secrétaire de la société des prisons de Londres, versé dans la science des prisons depuis plus de vingt ans, et envoyé

(1) Je lis dans une brochure publiée à Philadelphie en 1833, sous le titre de : *A defense of the solitary confinement*, p. 60 : « Lafayette et Roscoe ont récemment reconnu que leur opinion n'était plus soutenable aujourd'hui. »

aux États-Unis, dans le même but, par le gouvernement de la Grande-Bretagne.

Un an après, en 1836, la même chose arrive au docteur Julius, qui reçoit une même mission du gouvernement prussien, et qui, d'auburnien qu'il était parti, revient tout dévoué au système de l'emprisonnement individuel (1).

La même chose est arrivée à une femme célèbre, miss Harriet Martineau, laquelle, partie pour les États-Unis pleine de préventions contre le système de Philadelphie, en est revenue pleine d'admiration pour sa discipline.

La même chose aussi est arrivée à MM. Mondelet et Neilson, commissionnés par le gouvernement du Bas-Canada, pour aller étudier sur les lieux la discipline et les constructions des pénitenciers américains. Tous deux, dans leurs Rapports, accordent la préférence au pénitencier de Philadelphie.

La même préférence est accordée au même pénitencier par M. le professeur Lieber, criminaliste distingué, à la Caroline-Sud, et qui a fait du pénitencier de Cherry-Hill une étude pratique toute spéciale (2).

La même préférence est accordée au même pénitencier par M. Hersant, consul à Philadelphie, qui a vu, pour ainsi dire, naître et se développer le pénitencier sous ses yeux, et qui, à

(1) Avant et pendant la mission du docteur Julius, M. Lucas écrivait, dans le 1^{er} vol. de sa *Théorie de l'emprisonnement* : « Nous concevons de grandes espérances de la mission du docteur Julius aux États-Unis. M. Julius, qui a étudié, depuis si longtemps et avec tant de persévérance et de sagacité, les diverses prisons d'Europe, doit avoir recueilli, dans l'observation des pénitenciers américains, ces notions d'application positive qui rendront un service réel à la pratique européenne. C'est à M. Julius qu'il appartient d'étendre à l'Europe le point de vue comparée que M. Crawford a borné à l'Angleterre ; c'est à lui à être juste, impartial, etc. »

Après la mission du docteur Julius, M. Lucas écrit dans le tome III de la *Théorie de l'emprisonnement*, p. 512, note 2 : « M. Julius, dans sa lettre à M. Crawford, suit les errements, ou plutôt les erreurs de ses devanciers, etc., etc. » V. aussi la note 1 de la p. 470.

(2) V. *A popular essay on subject of penal law, and on uninterrupted solitary confinement at labor*; Philadelphie, 1838 ; et l'article *Communications sur les prisons des États-Unis*, inséré dans le 1^{er} cahier du tome IV des *Annales de la science des prisons*, publiées en allemand, par le docteur Julius, etc. Janvier 1844.

son retour en France, en 1840, a commencé la démolition, consommée depuis, de cet échafaudage fantasmagorique d'aliénations mentales, attribuées faussement au système par M. Lucas (1).

La même préférence est accordée au même pénitencier, par le capitaine Pringle, lequel, envoyé par ordre de la reine d'Angleterre pour s'enquérir de l'état des prisons dans les Indes occidentales, visita sur son passage les pénitenciers américains, et écrivit à son retour, sous la date du 6 juin 1836, une lettre que MM. Crawford et Russell ont insérée dans leur troisième Rapport au Parlement, et dans laquelle l'habile ingénieur rend compte des raisons qui le portent à demander pour son pays, à l'exclusion de tous autres systèmes, l'application du système de la séparation individuelle.

Un seul étranger, M. Ramon de La Sagra, avait visité le pénitencier de Philadelphie, sans paraître frappé d'abord de l'incontestable supériorité de son système de discipline, ou plutôt de son applicabilité à la France ; mais, dans une lettre qu'il m'a écrite, et qui a été rendue publique (2), cet honorable député aux cortès d'Espagne n'a pas hésité à déclarer que son opinion avait été ou mal exprimée ou mal comprise.

A tous ces témoignages de visu et de auditu, si précis, si unanimes, si concordants ; — témoignages émanés d'hommes aussi éminents par leur mérite que par leur incontestable bonne foi ; — témoignages dégagés de tout esprit de parti, de tout esprit de secte, de tout esprit de système ; — témoignages rehaussés par celui d'illustrations telles que Roberts Vaux et Ed. Livingston ; — témoignages enfin confirmés par les Rapports officiels des Directeurs, Médecins, Inspecteurs des divers pénitenciers soumis au régime de l'emprisonnement individuel, et notamment du pénitencier de Cherry-Hill,

(1) V. Lettre de M. Hersant au *Journal des Débats*, en janvier ou février 1840.

(2) Lettre de don Ramon de La Sagra à M. Moreau-Christophe, 23 déc. 1838. *Correspondance pénitentiaire* ; Paris, 1839, chez madame Bouchard-Husard, rue de l'Éperon, 7. Cette lettre a reçu une grande publicité en Espagne.

depuis quatorze ans ; — quels témoignages contraires et prépondérants opposent donc MM. Faucher et Lucas ? Les voici :

Eux , d'abord ; eux qui n'ont rien vu ; eux qui disent , avec raison , que , « pour connaître , il faut voir. »

Puis M. Dwight , l'agent des *Wilful and unwarrantable perversions of truth* de la Société de Boston.

Puis , enfin....., un romancier anglais , l'auteur de *Pickwick Club* et de *la Boutique de Bric-à-brac* (Old curiosity shop) ; — Charles Dickens ; enfin , puisqu'il faut que je le nomme.

Comment des hommes sérieux peuvent-ils s'étayer d'une autorité si peu sérieuse ! C'est bon pour le *Magasin pittoresque* (1).

Si je voulais joûter , à armes égales , avec MM. Faucher et Lucas , — à Charles Dickens , ennemi de Cherry-Hill , j'opposerais Eugène Sue qui en est partisan. Mais , quelque haut placé que soit dans les lettres , et dans l'estime de tous ceux qui savent apprécier ses travaux , le célèbre auteur des *Mystères de Paris* , et quelque incontestable que soit le service qu'il a rendu à la cause de l'emprisonnement cellulaire en la popularisant , ce sont d'autres noms que ceux d'Eugène Sue et de Dickens qu'on invoque quand il s'agit de matières aussi graves. — C'est ce que je fais pour ma part , et c'est ce que je ferai encore , même contre Charles Dickens , quand je traiterai de la folie pénitentiaire.

En attendant , disons avec M. de Tocqueville : « Tous ceux qui , en Europe , s'élèvent contre le système de Philadelphie , ne l'ont jamais vu fonctionner sous leurs yeux. Tous ceux qui ont été successivement en Amérique le préconisent. Ainsi , à mesure que l'institution subsiste et se développe , ses approbateurs deviennent plus vifs et plus nombreux. Il n'y a que ceux qui ne la connaissent point qui l'attaquent (2). »

(1) Le *Voyage sentimental* de Charles Dickens au pénitencier de Philadelphie n'a encore paru en français que dans le *Magasin Pittoresque*, n° 3, p. 17 de cette année. Il est là à sa véritable place. C'est du pittoresque pur.

(2) Lettre à un membre du Conseil général de la Manche , du 17 août 1828.

2. FAITS EUROPÉENS.

Le progrès du système de l'emprisonnement individuel est tel en Europe que , dès 1838 , M. Lucas faisait entendre ce cri d'alarme : « L'école pennsylvanienne se popularise en Europe avec une telle rapidité qu'on croirait reconnaître , à la célérité de sa marche , les progrès d'une épidémie morale. Dans les rangs même des hommes spéciaux , cette école étend son influence épidémique , rallie les neutres , décide les douteux , convertit plus d'un opposant. J'écris en ce moment au milieu de la désertion des opinions amies , et , ce qui est plus grave à mes yeux , devant les hésitations de plusieurs gouvernements (1). »

Il est vrai qu'un an plus tard , M. Lucas disait , devant la Société de la Morale chrétienne , le 22 avril 1839 : « Il semble qu'il y ait en Europe un blocus continental contre le système pennsylvanien , car nulle part il n'a pu s'y faire encore admettre , même à titre de simple essai : tant il a inspiré aux hommes d'Etat et aux hommes pratiques peu de confiance dans les résultats probables de l'épreuve. » (p. 26.)

Mais c'est là , de la part de M. Lucas , un de ces retours sur lui-même , qui ne constituent d'argument que contre lui-même ; ce qui fait que le blocus continental , dont sa brillante imagination cerne , encore aujourd'hui , le système de Philadelphie , tombe de lui-même , comme on va le voir , devant la seule autorité des faits.

A. Grande-Bretagne.

On distingue , en Angleterre comme en France , deux sortes d'emprisonnement : — l'emprisonnement préventif et l'emprisonnement pénal.

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 455 et 456.

Le tableau suivant, que j'ai dressé moi-même sur pièces officielles pendant mon voyage en Angleterre, donnera une idée exacte de la nature et de la distribution des peines *criminelles* dans ce pays.

	ANNÉES.		
	1854.	1855.	1856.
Accusés	22,451	20,731	20,984
Condamnés — à mort (1).	480	523	494
— à la déportation pour la vie	864	746	770
— à la déportation pour 14 ans	688	554	585
— à la déportation pour 7 ans.	2,501	2,325	2,249
— à la déportation pour autres périodes.	7	4	7
Condamnés à l'emprisonnement, avec ou sans addition du fouet, du travail forcé, de l'amende, etc.			
Pour plus de 3 ans	1	"	1
De 2 ans à 3.	5	11	"
De 1 an à 2.	308	290	285
De 6 mois à 1 an.	1,582	1,543	1,455
De 6 mois et au-dessous	8,825	8,071	8,384
Condamnés au fouet (2).	59	58	33
— à l'amende.	413	351	303
Libérés sous caution	255	242	199
Sentences rapportées	7	11	6
Total des condamnés	15,995	14,729	14,771

L'emprisonnement préventif est subi dans des maisons de dépôt ou d'arrêt appelées *Lockups, Police Stations, Common Gaols*; —

(1) Les exécutions à mort sont loin d'être en rapport avec les condamnations. Le nombre des exécutés a été seulement de 34, de 35 et de 17 pendant chacune des trois années ci-dessus.

(2) Les chiffres 59, 58 et 33 n'expriment que le nombre des individus fouettés par suite de sentences *criminelles*. Le chiffre en est bien plus élevé quand on y ajoute celui résultant des condamnations *correctionnelles*. Il a été de 779 en 1837. Il n'y en a eu que deux fouettés publiquement; les autres l'ont été dans l'intérieur de la prison.

l'emprisonnement *pénal* est subi dans des maisons de correction appelées *Bridewells* ou *Houses of correction*.

Ces deux sortes de prisons correspondent à nos prisons départementales, et sont à la charge et sous l'administration des Comtés (1).

La peine d'emprisonnement est prononcée, avec ou sans travail forcé (*hard labour*), avec ou sans coups de fouet (*whipping*) (2).

Cette peine, dans l'un ou l'autre cas, est toujours très-courte. Sa durée ordinaire est de six mois et au-dessous; son maximum est de deux à trois ans.

Entre la maison de correction et la transportation, il n'y a d'autre intermédiaire pénal qu'un seul et unique pénitencier central pour toute l'Angleterre; pénitencier situé à Londres, et connu sous le nom de Milbank.

Le pénitencier de Milbank, qui peut contenir de mille à douze cents condamnés, est destiné à recevoir les individus des deux sexes condamnés à la déportation dont la peine a été commuée, à cet effet, en un emprisonnement pénitentiaire de trois à cinq ans.

Du moins, telle était, naguère encore, la destination légale du pénitencier de Milbank, dont la discipline était celle d'Auburn mélangée de celle de Philadelphie; mais il paraît que des altérations survenues, sous l'empire de cette discipline, dans la santé d'un certain nombre de condamnés, — altérations moins graves pourtant que celles qui avaient dépeuplé la prison, en 1823, sous l'empire d'une discipline tout autre, — firent reconnaître que cette prison, dont l'insalubrité et les vicieuses dispositions sont notoire, ne pouvait convenir à de longues détentions, surtout à de longues détentions cellulaires, et déterminèrent le gouvernement à la supprimer comme pénitencier, et à la convertir en dépôt de passage pour les condam-

(1) Indépendamment des maisons d'arrêt communes et des maisons de correction de comté dont le nombre s'élève à 136, il y a 171 prisons de corporation qui appartiennent aux juridictions locales et qu'on appelle prisons de *bourgs* ou de *cités*.

(2) Le fouet est un instrument de discipline nationale en Angleterre. On n'en fait pas seulement usage dans les prisons, on l'applique encore dans les collèges et dans l'armée. Un écolier anglais aime mieux vingt coups de fouet qu'un *pensum*. (V. ci-dessus, p. 428, note 2.)

nés à la transportation qui attendent l'époque de leur transfèrement pour Botany-Bey. Cette mesure est toute récente (1).

Le pénitencier de Milbank, dont l'origine remonte à 1776, bien que ses constructions définitives n'aient été achevées que de 1816 à 1822, est le premier pas que l'Angleterre ait fait dans les voies pénitentiaires; on pourrait même dire que c'est le seul, si le *Reformatory de Parkurst* n'était le second (2).

On croit peu à l'amendement des convicts en Angleterre, et un grand nombre de criminalistes pensent, avec M. Western, que « ce n'est point pour les mettre à l'école ou en apprentissage qu'on condamne les criminels à la prison, mais *uniquement* pour les punir. »

J'ai causé de cela souvent avec des Anglais de la position la plus élevée et de l'esprit le plus distingué. Tous, ou presque tous, ont plus de foi dans le système de la déportation ou de la peine de mort que dans le système pénitentiaire. C'est à peine s'ils croient à l'amendement possible des jeunes délinquants.

La seule chose qui préoccupe tout le monde en ce moment en Angleterre, c'est l'accroissement, beaucoup plus progressif encore que chez nous, du nombre des crimes et des récidives (3), et la part que doit nécessairement avoir dans cette progression l'influence de la corruption mutuelle des détenus entre eux. De là cette nécessité, sentie aujourd'hui par tout le monde, de rendre le régime des prisons plus répressif et plus intimidant, en suppléant, par l'intensité de la peine d'emprisonnement, à l'insuffisance de sa durée, et en réduisant les condamnés à l'impossibilité de s'associer et de se dépraver davantage dans les prisons.

Le seul remède qu'on ait trouvé d'abord contre les maux effroyables de la vie commune des prisons, ç'a été le système des classifications; système dont on s'était promis merveilles, et qui a compté, parmi ses partisans, les philanthropes les plus éminents de notre époque. Mais on n'a pas tardé à s'apercevoir que modifier le mal, ce n'est pas le guérir. Or, qu'est-ce autre chose que la classification, sinon une association modifiée? Le système des classifications n'en a pas moins été tenté dans le royaume, et cela sur une très-grande

(1) V. *An act for regulating the prison at Milbank*, 27 juin 1843.

(2) C'est une espèce de colonie agricole et industrielle établie dans l'île de Wight pour 300 jeunes détenus. Le but principal du pénitencier est d'en faire des émigrants. V. *An act for establishing a prison for young offenders*, 10 août 1838.

(3) V. les tables annuelles de la criminalité.

échelle. Il y a, en Angleterre, beaucoup de prisons qui ont jusqu'à quinze divisions et subdivisions, et beaucoup un plus grand nombre.

On a aussi essayé, en Angleterre, de la règle du silence; mais le nombre prodigieux des infractions constatées dans les deux prisons où cette règle repose sur les moyens les plus sûrs et les mieux combinés, prouve que ce moyen est tout à fait insuffisant et inefficace (1).

Alors on a songé à substituer le *separate system* au *silent system*, ou plutôt à revenir au premier; car le système de la séparation individuelle est de vieille date en Angleterre (2), et les Anglais, qui sont si positifs de leur nature; les Anglais, que touchent si peu les théories qui ne se résolvent pas en faits; les Anglais, qui ont introduit dans leur Législation pénale le système de la séparation la plus absolue qu'on ait encore inventée, celui de la déportation à vie à deux mille lieues de leur métropole, celui qui tend le plus à isoler, et à isoler pour toujours, la population criminelle de la population honnête; les Anglais n'hésiteraient pas, autant qu'ils le font encore dans un grand nombre de comtés, à adopter, dans leurs prisons, le système de la séparation individuelle, si d'énormes dépenses n'avaient été faites par eux pour formuler, en fer et en pierre, le système contraire des classifications et du silence. Il en coûte toujours de renoncer à une pensée que longtemps on a cru bonne et qu'on a embrassée avec conviction: mais il en coûte bien plus de renoncer aux millions qu'elle a dévorés. C'est à la fois une question d'argent et une question d'amour propre; double obstacle qu'il est difficile de lever, surtout le dernier.

Cependant, les convictions du Gouvernement étant, depuis long-

(1) Le nombre des punitions infligées pour infractions à la règle du silence, a été, en 1838, à Coldbath-Fields, de 13,812 pour une population de 9,750 détenus; à Wakefield, de 12,445 pour une population de 3,438; et, dans toutes les autres prisons de l'Angleterre, de 54,825 pour une population totale de 109,493.

(2) Dès 1776 le Parlement l'avait adopté comme base première du pénitencier de Milbank, sur la proposition de John Howard, de sir Georges Paul, et de Williams Blackstone. V. sur ce sujet mon Rapport sur les prisons d'Angleterre, p. 35.

Ce fut le comté de Gloucester qui en fit le premier l'application en 1790. Le pénitencier qu'il fonda, d'après le principe de la séparation individuelle, dépassa, pendant dix-sept ans, toutes les espérances: durant cette période peu ou point de libérés tombèrent en récidive; mais, depuis, la population s'accrut; les cellules furent insuffisantes; la discipline fut suspendue, et le pénitencier devint ce qu'il

temps, acquises au système de l'emprisonnement individuel (1), et la loi actuelle imposant à tous les comtés l'obligation de soumettre au Ministre secrétaire d'état de l'intérieur tous leurs plans de construction de prisons (2), il est résulté de cette mesure qu'aucune prison ne s'est construite depuis quatre ans, en Angleterre, que d'après le système de l'emprisonnement individuel.

Et les prisons nouvelles, construites d'après ce système, sont déjà nombreuses (3), et celles à construire tendent de jour en jour à le devenir encore plus (4). Comment donc M. Faucher a-t-il pu écrire que « le Gouvernement britannique, qui s'était d'abord passionné pour l'emprisonnement solitaire, et qui avait l'intention de l'appliquer à toutes les prisons, est complètement revenu de cet engouement irréfléchi (5) ? »

M. Lucas est plus dans le vrai quand, forcé qu'il est d'accepter les faits d'emprisonnement individuel accomplis, il se borne à dire, en ce qui touche la prison cellulaire de Pentonville, que cette prison, « est un essai spécial à l'Angleterre, et pris à son point de vue de la transportation. »

Pentonville, en effet, n'est point destiné, comme l'était primitivement le pénitencier de Milbank, à des convicts qui doivent y subir leur peine. Pentonville n'est autre chose qu'une halte d'épreuve qu'on fait faire, pendant dix-huit mois, aux condamnés à la trans-

est encore aujourd'hui, une simple maison d'arrêt et de correction. (V. ib., p. 72.)

(1) Ces convictions sont dues, en grande partie, au zèle et au talent qu'ont déployés, pour le triomphe de la cause du *Separate system*, MM. Crawford, W. Russell, et major Jobb, inspecteurs généraux des prisons. (*Home district*.)

(2) V. *An act for the better ordering of prisons*, 17 août 1839, art. 12.

(3) Il faut placer, en première ligne, la prison modèle de Pentonville, à Londres. Cette prison contient 520 cellules. Elle est occupée depuis le mois de novembre 1842. — Les prisons construites d'après celle-ci sont : celles de Peterborough, pour 50 détenus ; Scarborough, pour 20 ; Hereford, pour 100 ; Bath, pour 200 ; Usk, pour 250 ; Reading, Stafford et Northampton, pour chacune 300 ; Perth, pour 420 ; enfin Wakefield, pour 700.

(4) Ce sont celles de Bridgewater, Ely, Wisbeah, Bambury et Lincoln, pour chacune 50 détenus ; Leicester, pour 200 ; Leeds, pour 300 ; Aylesbury, pour 300 ; et Liverpool, pour 1,100.

En outre, douze anciennes prisons sont, en ce moment, reconstruites ou réparées suivant le *Separate system*. (Lettre du major Jebb, du 22 février 1844.)

(5) V. contrairement à l'opinion de M. Faucher, indépendamment des lois déjà citées, celle du 10 août 1842, *to amend the laws concerning prisons*, et celle du 30 juin 1842, *to encourage the establishment of district courts and prisons*.

portation, dans le but d'assigner à chacun, suivant sa conduite à la prison, la place qu'il devra occuper à son arrivée en Australie (1).

Assurément cette nature d'emprisonnement n'a rien de commun avec nos prisons pour peines ; mais son mode d'application n'en est pas moins identique à celui dont le projet de loi indique la formule. Sous ce rapport, la prison de Pentonville, de même que toutes les prisons cellulaires, construites ou à construire, en Angleterre, d'après le même modèle, n'en est pas moins pour nous un sujet d'études utiles, en même temps qu'un précédent plus utile encore au triomphe de la cause que nous défendons.

Quant à l'Écosse, c'est elle qui, la première, en Europe et aux États-Unis d'Amérique, a appliqué le système de l'emprisonnement individuel, dans son Bridewell de Glasgow. Cette maison de correction n'a cessé, depuis plus de vingt cinq ans, d'être régie par les principes de ce système. Elle renfermait, lors de ma visite, en 1837, un total de trois cent quatre cellules. Depuis, on a construit une aile nouvelle contenant cent six cellules, et huit promenoirs individuels à l'air libre ; le tout sur le plan rayonnant. On a ajouté, de plus, deux salles communes pour les femmes, pouvant contenir chacune de quarante à cinquante détenues dans les cas accidentels d'excédant de population. De pareilles salles ont été prévues dans le programme de construction de nos prisons départementales cellulaires.

Depuis l'acte du Parlement du 1^{er} juillet 1840, aucune prison n'a pu être ni construite ni réédifiée en Écosse que d'après le *separate system* (2).

Une prison cellulaire *centrale* a été construite, à Perth, en conséquence de cet acte, sous le nom de *General Prison of Scotland*. Elle contient quatre cent vingt cellules, et est occupée depuis deux ans. Aucun condamné n'y est admis qui n'ait à subir une condamnation de *un an et au-dessus*.

A Glasgow, les détentions sont plus courtes. La moyenne de leur durée a été, en 1843, de soixante-cinq jours. Le nombre des détenus qui y ont séjourné, dans cette même année, a été de 2,906.

« De toutes parts, m'écrit M. Frédérick Hill, Inspecteur général des prisons de l'Écosse, le *separate system* est en opération dans nos divers

(1) V. *An act for establishing a prison at Pentonville*, 18 juin 1842.

(2) V. aussi *An act to improve prison discipline in Scotland*, 17 août 1839.

comtés. Cependant, nous avons encore peu de nos prisons où ce système soit complètement appliqué, à cause de l'insuffisance du nombre des cellules. A Edimbourg, deux cent cinquante prisonniers environ sont soumis au *separate system*, et deux cent cinquante sont réunis dans des salles communes, sous l'œil d'une surveillance rigoureuse. A Aberdeen, tous les prisonniers, au nombre de cent, sont en cellules, excepté les prisonniers pour dettes. Pareillement, les prisonniers sont en cellules, au nombre de dix ou vingt à soixante-dix ou quatre vingts, dans les prisons de — Ayr, Greenlaw, Dumberten, Dumfries, Demdie, Elgin, Kirkendbright, Hamilton, Lanark, Airdrie, Perth (prison de comté), Montrose, Paisley, etc., sans compter plusieurs autres prisons de petites localités. Ajoutez que l'on construit ou que l'on accommode en ce moment, d'après le même système, pour une population de quinze à cinquante détenus, les prisons de Inveraray, Bauff, Capar, Dumfarlins, Lindisburgh et Dingerald (1).

Comment donc M. Faucher a-t-il pu écrire que ce qui se passe à Glasgow suffit pour condamner le *separate system*, lorsque c'est précisément l'exemple de Glasgow qui propage ses bons effets par toute l'Ecosse? « *An assertion so UNQUALIFIED indicates a weak cause,* » comme dit M. Brebner.

A. Allemagne, Prusse, Autriche, etc.

On a prétendu, mais à tort, que, dans toute l'Allemagne, l'opinion générale s'élevait contre l'importation américaine du système de Pennsylvanie. L'Allemagne, au contraire, a une tendance marquée vers ce système; seulement, en ceci comme en toute autre réforme, elle tempéraise, elle étudie, elle interroge l'expérience des autres peuples.

Cependant la Prusse, quoique n'ayant encore adopté aucun système exclusif (2), est entrée fort avant déjà dans les voies du système de l'emprisonnement individuel. Après avoir, en 1835, donné au docteur Julius la mission de se rendre aux États-Unis d'Amérique pour y étudier le régime du pénitencier de Philadelphie, S. M.

(1) Lettre de M. Fr. Hill, du 1^{er} mars 1844.

(2) V. le Rapport de M. Hallez Claparède sur les prisons de la Prusse.

le roi de Prusse envoya, au commencement de 1842, trois commissaires en Angleterre pour y étudier le système de la prison cellulaire-modèle de Pentonville à Londres, que S. M. avait elle-même visitée. Ces commissaires furent : le docteur Julius, M. Grabowsky, directeur de maison centrale, et M. Bussé, architecte : tous trois furent unanimes en faveur du *separate system*. En conséquence de leur Rapport, le roi, par un ordre de cabinet du mois de mars 1842, a ordonné que quatre prisons centrales fussent construites dans ses états, dont deux d'après le *système complet* de la prison cellulaire de Londres (1).

Cette décision est appelée à exercer une grande influence dans les conseils des autres États de l'Allemagne, surtout avec la propagande des *Annales de la Science des Prisons*, qui se publient à Berlin en faveur du système de l'emprisonnement individuel (2).

Ce système est exactement appliqué dans la prison d'Eberbach,

(1) Voici en quels termes le docteur Julius a bien voulu me rendre compte de cette décision importante, dans une lettre datée de Berlin du 25 mai 1842 : « Sous la date du 26 mars, Sa Majesté a ordonné que quatre grands pénitenciers soient bâtis. Deux d'entre eux seront exactement comme la prison modèle de Londres, avec chacun cinq cents cellules pour l'emprisonnement individuel pendant le jour et pendant la nuit. Les deux autres pénitenciers seront, pour les trois quarts de leur population, construits d'après le même système; et, pour l'autre quart, d'après le système d'Auburn. Ce quart se composera des esprits faibles et des malfaiteurs les moins pervers ou insoumis. Les maisons d'arrêt et de justice seront construites d'après le système de la séparation individuelle. Nous commencerons bientôt à bâtir notre première prison cellulaire modèle, ici, à Berlin, et je vous invite à venir la voir en 1844, etc... » Ceci détruit complètement, comme on voit, les renseignements incomplets que M. Lucas a donnés, à ce sujet, devant l'Académie des sciences morales et politiques (*Moniteur* du 13 mars 1844).

Il résulte d'une autre lettre datée du 2 janvier 1844, et adressée par le docteur Julius à M. Lucas, que, « même avec l'emprisonnement individuel arrangé comme il l'est à Pentonville, il n'oserait jamais, dans l'état actuel de nos connaissances, enfermer un homme pendant plus longtemps que sept ans de suite dans un pénitencier de cette espèce. C'est aussi, ajoute le savant médecin, la proposition que j'ai faite à notre gouvernement, qui ne statuera là-dessus qu'après l'achèvement des nouvelles constructions commencées à Berlin et à Cologne. »

Je ferai au docteur Julius, pour sa période de sept ans, la même objection que j'ai faite au projet de loi français pour sa période de douze ans. Pourquoi douze ans? Pourquoi sept ans? V. ci-dessus p. 399.

(2) Ce recueil a pour fondateurs et pour principaux rédacteurs, MM. Julius, Noellner et Varrentrapp. Le premier numéro a paru en août 1842. Il est publié de trois mois en trois mois, comme la *Revue pénitentiaire* qui se publie à Paris.

duché de Nassau, « où il produit, depuis plusieurs années, les résultats les plus heureux sous le rapport moral aussi bien que sous le rapport de la dépense, du produit du travail et de la mortalité (1). »

Une expérience semblable sera prochainement tentée à Hambourg ; les éléments en sont déjà recueillis par M. Hudtwalker, que le sénat dont il est membre a pareillement envoyé visiter la prison-modèle de Londres, et par une commission spéciale qui s'est prononcée à l'unanimité en faveur du système de l'emprisonnement individuel (2).

La même unanimité ne s'est pas rencontrée dans la commission chargée de l'examen de la question pénitentiaire en Danemark. Cependant, c'est à une grande majorité que la question a été vidée en faveur du système de l'emprisonnement individuel, ainsi que me l'a rapporté M. le docteur David, de Copenhague, chargé par son gouvernement de visiter, l'hiver dernier, conjointement avec M. Friis, architecte, les principales prisons de la France, de l'Angleterre et de la Belgique. Inutile d'ajouter que MM. David et Friis sont partisans déclarés du système pennsylvanien (3).

Le même système s'est fait jour dans le pays de Bade, et le directeur de la prison de Bruchsal en réclame hautement l'application (4). Cette prison, du reste, cessera prochainement d'être occupée, ou du moins ne servira que de succursale pour les moindres délits, une prison pour quatre cents détenus étant en construction dans une autre localité du grand-duché, d'après le système de la séparation individuelle (5).

(1) V. le Rapport de M. Hallez Claparède, p. 14. — Dans une première communication à l'Académie des sciences morales et politiques, M. Lucas avait nié le précédent d'Eberbach, en désavouant le Rapport de M. Bernacle sur les prisons de l'Allemagne (V. *Des moyens*, etc., p. 5). Mais, dans une seconde communication, M. Lucas avoua ce précédent en citant comme autorité le Rapport de M. Hallez Claparède, qui le constate (*Moniteur* du 13 mars 1844). C'est donc maintenant un précédent acquis.

(2) Note à moi remise par M. Lohmann, membre des États de Danemark.

(3) V. *Des systèmes pénitentiaires*, par C. N. David, membre de la commission des prisons à Copenhague, traduit du danois en allemand par le professeur Falk; Kiel, 1841.

(4) V. le Rapport précité de M. Hallez, p. 14, cité par M. Lucas, *Moniteur* du 13 mars 1844.

(5) Rapport de M. Lohmeyer, p. 63, cité par M. Lucas, *Ibid.* — Comment donc

Il en est de même dans la ville de Francfort-sur-le-Mein, où le docteur Georges Varrentrapp a fait partager à la commission nommée par le sénat (1) et au sénat, lui-même, l'opinion qu'il professe (2) en faveur de l'application du système de Philadelphie à la nouvelle prison qu'il s'agit de construire (3).

M. Lucas a-t-il pu écrire, en 1839 : « Un État de l'Allemagne, qui en est presque tous les jours la satellite avancée dans la voie du progrès, le duché de Bade, a rejeté récemment (16 août 1837), par un vote presque unanime de la Législature, le cellulaire de jour et de nuit pour admettre le système que nous professons » (Compte-rendu de la Société de la morale chrétienne, 22 avril 1839, p. 23). C'est que M. Lucas avait mal compris le sens du vote que M. Aylies, membre de la Chambre des députés, a bien voulu me faire connaître dans la lettre suivante qu'il m'a fait l'honneur de m'écrire : — « A mon passage à Heidelberg, en septembre dernier, j'eus l'honneur d'y voir M. Mittermayer. Comme vous le pensez bien, il fut question entre nous de réforme pénitentiaire. Je venais de visiter après vous les prisons de Genève, de Lausanne et de Berne, et j'avoue que mes observations avaient singulièrement fortifié ma conviction sur l'utilité absolue de la séparation de jour et de nuit à tous les degrés de l'emprisonnement. Cette conviction, je dois le dire, n'était point celle de l'illustre professeur : il me parut surtout préoccupé de la crainte que la santé des détenus ne fût gravement compromise par les effets de l'isolement absolu ; c'était là sa principale objection contre le système (votre Mémoire, et l'opinion de l'Académie royale de médecine, sur la mortalité et la folie dans le régime pénitentiaire, ne lui étaient pas encore connus). Toutefois, la bonté relative du système de la séparation avait, sous d'autres rapports, tellement frappé son esprit, qu'il me déclara que les États de Bade, sous sa présidence et conformément à son avis, venaient de voter 700,000 fr. pour la construction de bâtiments où devait, il est vrai, être d'abord appliqué le système de la réunion silencieuse, mais sous la réserve expresse que ces bâtiments seraient disposés de telle sorte que l'on pût, au besoin, et après essai, y appliquer et y pratiquer le système de la séparation individuelle de jour et de nuit. » Paris, ce 4 juillet 1839. Veuillez, Monsieur, agréer, etc. Signé AYLIES.

La science a marché depuis 1839 ; et aujourd'hui la *satellite avancée* est pour l'emprisonnement individuel.

(1) Cette commission se compose de MM. Gunderode, Usener, Harnier et Mack.

(2) V. *Des systèmes pénitentiaires* et notamment de l'*Introduction proposée du système pennsylvanien* à Francfort ; 1 vol. in-8°, en allemand, 1840.

Au Sénat. Rapport de la commission sur la construction d'une *prison cellulaire* à Francfort ; 1 vol. in-8°, en allemand, avec plans, 1840.

(3) M. Varrentrapp m'écrit sous la date du 27 décembre 1843, que ce projet n'a pas eu la sanction du corps législatif (28 octobre 1843), et que le mode d'emprisonnement ne sera déterminé que lors de la discussion sur le code pénal. « En attendant, dit-il, deux prisons doivent être bâties : l'une pour les prévenus

Quant à l'*Autriche*, M. Lucas dit « qu'elle vient d'adresser au jeune lauréat du concours de Turin, M. l'architecte Henri Labrouste, la demande d'une copie de son plan cellulaire de nuit seulement, et de travail en commun le jour, avec l'intention de l'exécuter à Vienne (1). » Mais je crois que cette intention, si elle a jamais existé, est loin de se réaliser en fait, et que c'est au contraire le système de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit qui doit, à l'heure qu'il est, prévaloir dans la pensée et les résolutions du gouvernement autrichien (2).

En attendant, la *Hongrie*, dont l'empereur d'Autriche est le roi, ayant résolu (diète de 1839 et 1841) d'adopter pour toutes ses prisons un système uniforme de discipline, la commission chargée de l'examen de cette question vient de se prononcer en faveur du système de l'emprisonnement individuel, et de soumettre à la diète un

et accusés et pour les condamnés correctionnels à trois mois, au plus, d'emprisonnement; l'autre pour les condamnés à plus longue peine. Les cellules seront construites de manière à pouvoir être appliquées au système de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit, en y ajoutant trois ou quatre ateliers pour le travail en commun de la moitié, à peu près, des condamnés, dans le cas où ce mode d'emprisonnement viendrait à être adopté par la Législature. A ce sujet, de nouveaux plans sont à l'étude, etc., etc. »

(1) V. *Des moyens et des conditions d'une réforme pénitentiaire*, p. 6.

(2) Cette opinion, je la fonde sur une lettre du 30 janvier 1844, écrite par un jeune et savant magistrat allemand, M. Joseph de Würth, lettre dans laquelle on lit : « Aussitôt après mon arrivée à Vienne, au commencement du mois d'octobre, je me mis à faire un Rapport sur les expériences que j'avais recueillies, durant mes voyages, sur l'état actuel de la réforme des prisons en France, en Angleterre, en Belgique et en Suisse. J'ai soumis ce Rapport à notre conseil d'État, le suprême collège délibératif de notre monarchie, qui est justement saisi de la question d'application du meilleur système pénitentiaire aux nouvelles prisons qu'on veut bâtir. J'ai toute raison d'espérer que l'opinion que j'ai émise dans ce Rapport pour le système d'emprisonnement individuel tel qu'il est pratiqué à La Roquette à Paris, et surtout dans la magnifique prison modèle de Pentonville à Londres, ne sera pas tout à fait sans influence sur la décision du conseil d'État. J'ai eu l'honneur de mettre les plans de la prison de Londres sous les yeux de quelques uns de nos ministres, et même de l'archiduc François, frère et successeur probable de notre Empereur, et tous ont applaudi aux ingénieux procédés par lesquels on est parvenu, en Angleterre, à mettre en pratique le système de Philadelphie, avec les plus grandes garanties pour la conservation de la santé physique et morale des prisonniers. J'ose donc espérer que ce système l'emportera sur celui du silence, et même sur celui des classifications, qui ne présente, en effet, qu'une modification du système d'Auburn. »

projet pour l'érection de dix pénitenciers cellulaires répartis en autant de districts dans tout le royaume (1).

C. Suède, Russie, Pologne.

En *Suède*, les sympathies des publicistes et du gouvernement ne s'étaient pas encore prononcées ouvertement en faveur du système de l'emprisonnement individuel, lorsque j'eus l'honneur d'accompagner, en 1832, M. le comte de Trolle de Wachtmeister, ancien ministre de la justice en Suède, dans la visite qu'il fit dans les diverses prisons de la Seine; mais, depuis, elles se sont déclarées plus vivement qu'ailleurs en faveur de ce système, surtout depuis l'intéressant écrit que le prince royal, aujourd'hui Roi, a publié en 1840 sur ce sujet (2). Sept maisons centrales cellulaires se construisent en ce moment, ou sont à la veille d'être construites en Suède, dont l'une à Stockholm, et les six autres dans les villes capitales des principales provinces du royaume, sur les plans du major du génie Hyelm, chargé de la direction des travaux (3); le tout conformément aux résolutions de la Diète (4), et sur l'avis de la direction générale des prisons (5) et d'une commission de jurisconsultes nommée par le Roi à cet effet (6).

Une commission nommée en *Norwège* pour examiner la même question s'est prononcée, à l'unanimité, en faveur du système de

(1) ADSHEAD'S. *Lectures on prison discipline*. Manchester Guard., du 10 janvier 1844.

(2) *Des peines et des prisons*, par le prince Oscar de Suède, traduit du suédois en allemand par le docteur Julius, et de l'allemand en français par Adrien Picot, de Genève. Paris, 1840, chez Guillaumin.

(3) On évalue à 2,000 le nombre des cellules à construire, et à 666 rixdalers le prix de chacune de ces cellules. — La Diète a voté 1,300,000 rixdalers dans ce but (le rixdaler vaut à peu près 2 fr.). — Je tiens les renseignements ci-dessus du major Hyelm lui-même, et de son jeune compagnon de voyage, M. Lilyenstolpe, gentilhomme de la chambre du roi.

(4) 27 janvier 1840.

(5) M. Netzel est celui qui s'est le plus particulièrement occupé de la question.

(6) 15 septembre 1841. — M. Geijer, professeur d'histoire à Upsal, se montre également partisan du système pennsylvanien dans l'intéressant ouvrage qu'il a publié à Stockholm, en anglais, sous le titre de *Poor Laws*, etc.

l'emprisonnement individuel (1) ; et le Gouvernement a sanctionné son avis (2).

Cette impulsion pennsylvanienne gagne jusqu'à la *Russie* ; du moins, un personnage éminent de Saint-Pétersbourg visitait, le 2 mai de l'année dernière, le pénitencier cellulaire de la Roquette, à Paris, et annonçait l'intention de visiter les principales prisons de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique (3).

La *Pologne* n'a pas voulu rester en arrière de ce mouvement progressif. Depuis 1835, en effet, une maison d'arrêt, contenant quatre cent quatre-vingts prisonniers, est érigée à Varsovie, d'après le système de la séparation individuelle (4), et, si l'on en croit le rapport du comte Skarbek, le même système s'étendra bientôt aux prisons pour peines.

D. Hollande et Belgique.

En *Hollande*, une circulaire du ministre de l'intérieur recommande aux gouverneurs des provinces l'adoption du système cellulaire pour les maisons d'arrêt et de justice du royaume, en attendant que la même mesure puisse recevoir son exécution dans les prisons pour peines. Cette mesure, si je suis bien informé, ne peut tarder à sortir des prochaines délibérations des États-généraux (5). Déjà un architecte (M. Warnsinck fils) et un ingénieur

(1) V. Compte-rendu des travaux de la Commission norvégienne, et projet de loi sur le système pénitentiaire. Christiania, 1841, 1 vol. grand in-8° de 800 pages en norvégien.

(2) *Adshead's lectures on prison-discipline*, 28 décembre 1843.

(3) M. Hubé, conseiller d'État à Saint-Pétersbourg, est venu aussi à Paris, l'été dernier, dans ce but. Je regrette vivement de m'être trouvé en tournée d'inspection lorsqu'il me fit écrire, par M. Fœlix, pour m'exprimer le désir qu'il avait de s'entretenir verbalement avec moi sur ce qui fait l'objet de ses études et des miennes.

M. Lucas parle de M. Friedlander, professeur à l'université de Dorpat, en Russie, comme d'un adversaire du système pennsylvanien. (*Des moyens, etc.*, p. ix.) Je suis fondé à croire que M. Lucas est dans l'erreur.

(4) Au printemps dernier trois autres prisons cellulaires étaient en construction dans différentes provinces (*Adshead's letters on prison discipline*).

(5) On m'a écrit de Leeuwarden, sous la date du 27 décembre 1843 : « Il vous est sans doute connu que notre Gouvernement a présenté aux Chambres des projets de loi sur la réforme des prisons, dont l'emprisonnement individuel est la base. »

(M. van Gent), nommés en commission par décret royal, ont été envoyés à Londres pour y étudier le plan du pénitencier de Pentonville, et bientôt, nous l'espérons, l'opinion de M. Suringar deviendra la loi du pays (1).

La *Belgique*, sous ce rapport, est moins avancée que la Hollande, sa rivale. Cependant, nous espérons que le quartier philadelpheien, construit il y a quelques années dans la maison de force de Gand, principe du système d'Auburn, ne sera pas la seule satisfaction qu'obtiendra le système de l'emprisonnement individuel dans un pays où ce système a des partisans aussi éclairés que MM. Ducpétiaux et Soudain de Niederwerth (2).

E. Suisse.

Sur les vingt-deux cantons de la Suisse, quatre seulement ont des prisons réformées, savoir : Genève, Vaud, Berne et Saint-Gall.

Berne a commencé la réforme par l'érection d'un pénitencier où le travail des champs, combiné avec le travail des ateliers, forme la base de la discipline qu'on y suit. Trois à quatre cents détenus sont annuellement soumis à cette discipline.

Genève, trouvant que la promiscuité même agricole des détenus ne peut les conduire à bien, a fondé son pénitencier sur quatre points : sommeil cellulaire, — travail en commun, — classification de la population en quatre quartiers, — silence absolu.

C'est ce système qu'a adopté *Saint-Gall*, dont le pénitencier a été ouvert le 1^{er} juillet 1839 pour cent huit détenus.

(1) V. l'ouvrage remarquable de M. Suringar, que j'ai traduit en français sous le titre de *Considérations sur la réclusion individuelle des détenus*; brochure in-8°. Paris 1843, chez M^{me} Bouchard-Husard.

L'opinion de M. Suringar est partagée par la Commission administrative des prisons de Leeuwarden, par MM. Mahieu, inspecteur des travaux des détenus; Den Tex, professeur de droit à Amsterdam; Mollet, directeur de l'association pour l'amélioration morale des prisonniers; Gevers, référendaire au conseil d'État; Warsinck père, etc.

(2) Je lis dans les *Lectures sur la discipline des prisons*, de M. Adshead : « En Belgique, en 1843, a été établie une division d'après le *separate system*, dans la prison militaire d'Alost. »

Le système de *Genève* a fait grand bruit dans le temps ; mais, depuis qu'on sait que sa population totale est de 60 détenus au plus, divisés en quatre ateliers de 15 condamnés au plus chacun, et que ces 60 détenus n'occupent pas moins de 60 personnes pour leur administration, leur moralisation ou leur garde, on n'en parle plus. Ajoutez que son premier patron, M. Charles Lucas, l'a pour ainsi dire renié (1), et que son premier directeur, M. Aubanel, l'a quitté sans retour et sans pouvoir trouver de successeur qui pût continuer son œuvre (2).

Du reste, comme à New-York, il vient de s'élever à Genève une *maison d'arrêt cellulaire*, construite d'après le système de Philadelphie. Si ce n'est pas là une protestation formelle contre le système de Genève et d'Auburn, aux lieux même où ce système a pris naissance ; c'est, du moins, une preuve que ce système a été jugé insuffisant aux lieux même où on en a fait la plus parfaite et la plus complète expérience. C'est le 30 novembre 1843 que la nouvelle prison a été ouverte ; elle remplace celle dite de l'*Évêché*. Nous avons sous les yeux une lettre écrite, par le chapelain protestant de la nouvelle prison, à M. A. Picot, l'un des administrateurs. Cette lettre est toute à l'avantage du régime cellulaire qui y est suivi. Nous ne la reproduisons pas, parce que le temps n'a pas encore sanctionné les premiers résultats qu'elle constate. Nous y reviendrons peut-être plus tard.

Quant à *Lausanne*, nous avons vu déjà, p. 52, que le pas qu'avait

(1) Voici en quels termes M. Lucas s'exprime maintenant sur le pénitencier de Genève : « Le système des quatre quartiers du pénitencier genevois est un système « *mixte* qui n'est plus le système du code pénal, et qui n'est pas le système pénitentiaire, un amalgame, en un mot, qui, avec la prétention de tout concilier, a pour résultat de tout confondre. L'organisation du travail présente, au pénitencier de Genève, un véritable *contre-sens* ; car il y est institué en sens inverse de l'esprit et du but pénitentiaire. Pareillement, la discipline ne nous paraît organiser que l'instruction, et non l'éducation, et nous semble surtout n'avoir pas réussi, dans son mécanisme, à créer l'atmosphère des attractions et des habitudes pénitentiaires... Dans ce pénitencier, les hommes valent mieux que l'institution... Aussi, malgré toutes ses lacunes, le système du pénitencier genevois « serait loin de fonctionner aussi bien ailleurs, si l'on y transportait les choses « sans les hommes. » (*Théorie de l'emprisonnement*, t. II, p. 452; *ibid.*, t. III, p. 562 et 563.)

(2) M. Privat, successeur de M. Aubanel a donné sa démission, succombant sous le poids des difficultés du système ; et il a soixante condamnés à diriger ! que serait-ce donc s'il en avait seulement cinq cents !

fait son pénitencier pour se rapprocher du système de Philadelphie n'était qu'un pas en arrière, ce système ne pouvant s'appliquer sans danger et avec fruit qu'autant que sa discipline est la *règle générale* et non l'*exception*. Or, c'est à titre d'exception seulement qu'on applique, dans le pénitencier de Lausanne, le système de l'emprisonnement individuel, à une dizaine de condamnés pris dans la classe des récidivistes et des plus corrompus, c'est-à-dire parmi les détenus les plus malades de corps, de cœur et d'esprit. Est-ce que c'est là le système de l'emprisonnement individuel ? est-ce que ce système peut être responsable des mauvais effets de l'exception qu'on y a substitué à la généralité de sa règle ? C'est, du reste, ce que comprennent parfaitement à Lausanne les personnes les plus compétentes et les plus éclairées en cette matière, et notamment M. le Pasteur Roud, chapelain, et M. le docteur Pellis, médecin du pénitencier, lesquels sont plus convaincus que jamais de la supériorité du système de l'emprisonnement individuel, en raison même de la fausse expérience qui en a été faite sous leurs yeux (1).

Voici où en sont aujourd'hui les choses quant au système cellulaire dans le canton de Vaud.

Le code pénal qui a enfin été adopté l'année dernière, et dont la mise à exécution a commencé avec celle-ci, n'a point tranché la question. Seulement la discussion qui s'est élevée sur ce point a eu pour résultat un article ainsi conçu : « *La loi* règle la discipline et le régime applicable aux condamnés à la *réclusion* et à l'*emprisonnement*, ainsi que l'organisation et l'administration des établissements de détention. »

En conséquence de cet article, des pleins pouvoirs ont été accordés au Conseil d'état pour continuer à administrer les prisons comme il l'entendrait jusqu'à la loi annoncée sur les prisons.

Le Conseil d'état a commencé (8 novembre 1843) par modifier le règlement du pénitencier en réduisant à trois mois la durée de

(1) Tous deux m'ont exprimé leur opinion formelle sur ce point par trois lettres datées des 22 et 28 février et 9 mars 1844.

l'emprisonnement cellulaire subi exceptionnellement et à titre de punition par les récidivistes et les détenus les plus dangereux. Cette décision a été prise sans préjuger la question du principe, et uniquement pour provoquer de nouvelles études.

En second lieu, le Conseil d'état a nommé, sous la présidence d'un de ses membres, une Commission chargée de projeter la loi qui réglera l'organisation, l'administration et le système des prisons. Un délai de quelques années lui est accordé pour préparer cet important travail.

La Commission s'est déjà mise à l'œuvre ; elle a débuté par une enquête générale sur le pénitencier. Elle a entendu un à un tous les détenus, tous les employés ; et si je suis bien informé, l'opinion et les chiffres du docteur Verdeil ont reçu là plus d'un échec. « Les résultats de cette enquête, m'écrit-on, sont de nature à rassurer les esprits les plus timorés. »

A quel système d'emprisonnement la Commission s'arrêtera-t-elle ? Il serait prématuré de le dire. Cependant on peut prévoir que, quant au pénitencier de Lausanne, elle devra tenir compte de ce qui existe. Un petit État de 200,000 âmes ne peut pas démolir, pour le construire sur d'autres principes, un édifice qui lui a coûté plus d'un million et demi. Mais si l'on construit un pénitencier pour les femmes, il est probable, m'assure-t-on, que la Commission proposera l'emprisonnement individuel. La Commission est composée d'éléments divers, mais on la croit généralement favorable à ce système.

En attendant, on construit, dans ce moment, à l'une des ailes du bâtiment du pénitencier de Lausanne, quinze nouvelles cellules pour l'emprisonnement individuel. Au château de Chillon, on construit de même des cellules pour recevoir les condamnés à la peine de l'emprisonnement que le nouveau Code distingue et sépare de la peine de la réclusion (1).

En même temps la règle du silence perd de jour en jour de sa rigueur dans les ateliers communs du pénitencier, parce que l'on comprend que si le silence pouvait être *absolu* dans le sens de

(1) Lettre du pasteur Roud, 28 février 1844.

ce mot, il serait plus nuisible que l'isolement absolu en cellule.

Le nouveau palliatif introduit dans le régime du pénitencier de Lausanne produira-t-il de meilleurs résultats ? Je ne le pense pas. Le mal est ailleurs et le remède aussi (1).

F. Espagne et Italie.

En *Espagne*, les préoccupations et les dépenses qu'entraînent la guerre et les révolutions n'ont pas permis de continuer la construction du pénitencier cellulaire de Madrid, dont la première pierre a été posée il y a quelques années déjà, et dont notre ministre de l'intérieur a fait imprimer le plan, en 1841, à la suite du programme des maisons d'arrêt et de justice cellulaires de France. Mais la correspondance que j'ai entretenue à ce sujet avec don Ramon de la Sagra, membre des cortès, et l'un des hommes qui s'occupent avec le plus de zèle de toutes les questions qui touchent à la moralité et à la prospérité de son pays, — correspondance qui a été imprimée dans plusieurs journaux de Madrid, — a popularisé en Espagne le système français de l'emprisonnement individuel ; et je ne doute pas que, dès que les circonstances politiques le permettront, ce système n'obtienne, dans le royaume catholique par essence, la même réalisation et le même succès qu'il a conquis dans les pays protestants.

L'*Italie* catholique, que la prison de correction de Rome a rendue le berceau du système de l'emprisonnement individuel (2), l'Italie

(1) Les personnes qui paraissent appelées à exercer le plus d'influence dans la solution définitive de la question pénitentiaire à Lausanne sont, outre MM. Roud et le docteur Pellis, M. le Conseiller d'état Jaquet, qui est en ce moment à Paris dans le dessein d'étudier certaines de nos prisons ; M. Van-Muyden, ancien Conseiller d'état, partisan déclaré de la réclusion individuelle, et membre de la Commission législative ; M. le Conseiller d'état Dapples, président actuel de la Commission des prisons, membre de la même commission législative, dont les convictions sont acquises au même système ; M. le professeur Vulliemin, que des études récentes sur la matière et un voyage à Paris, en Hollande et en Belgique ont aussi gagné à la même cause ; M. Espérendieu, juge d'appel, le principal rédacteur du Code pénal, très-porté pour le système ; M. le *Directeur des Débats*, dont l'opinion n'est pas si arrêtée, mais qui ne peut manquer d'y arriver, etc., etc.

(2) Cette prison, construite de 1703 à 1735, par les ordres du pape Clément XI, ne remplit plus aujourd'hui sa destination primitive, qui était d'isoler complètement les détenus les uns des autres pendant le jour et pendant la nuit. Howard, le

catholique, induite encore en erreur sur les faits de ce système quant à l'exercice du culte et à l'instruction religieuse, commence cependant à comprendre que, même du point de vue religieux, même du point de vue catholique, le système de l'emprisonnement individuel présente des avantages moraux, des avantages certains qu'aucun autre ne peut offrir.

Toutefois, la réaction qui s'opère en ce moment en Italie, en faveur du système de l'emprisonnement individuel, doit nécessairement rencontrer, dans son développement et dans sa marche, les mêmes préjugés et les mêmes obstacles qui font résistance à bien d'autres réformes plus faciles encore à accomplir que celle-là.

Quand l'Italie catholique ferme encore ses hôpitaux à Vincent de Paul, comment donc ouvrirait-elle déjà ses prisons à John Howard? Mais John Howard est patient, et il frappera tant à la porte qu'à la fin on sera forcé de lui ouvrir.

Il est d'ailleurs un sentiment qui dérobe à beaucoup d'esprits l'appréhension immédiate des avantages moraux de l'emprisonnement individuel, c'est celui qui naît des souvenirs du *carcere duro* et des *cachots solitaires* où tant de condamnés politiques ont subi les tourments d'une affreuse et longue captivité.

Otez de la discussion le Spielberg et les plombs de Venise, et la cause de l'emprisonnement individuel aura doublé le nombre de ses partisans.

Malgré cela, la cause est tellement en progrès en Italie, que, dans une lettre datée de Milan, du 15 août 1843, M. le docteur Cattaneo (2) n'hésite pas à me dire que « l'opinion générale y penche évidemment en faveur du système Pennsylvanien. »

« A Milan, continue le docteur Cattaneo, je ne connais pas un seul individu qui, jusqu'à présent, ait montré la conviction opposée. » Et, à ce sujet, le savant directeur du *Politecnico* entre dans des détails du plus haut intérêt sur l'origine milanaise du système de l'emprisonnement individuel.

Selon lui, la maison de Saint-Michel à Rome n'était qu'un établissement, nous a donné le plan de cette prison (t. I, p. 82 de son ouvrage). Le Gouvernement français a fait réimprimer ce plan à la suite du programme des maisons d'arrêt cellulaires publié en 1841.

(1) V. ce que nous dirons ci-après, §. IX.

(2) M. Cattaneo est auteur d'une brochure intitulée : *Sulla riforma delle carceri*, qui résume parfaitement les avantages de la réclusion Pennsylvanienne.

sement correctionnel qui avait été précédé de plusieurs fondations du même genre, n'étant qu'une imitation des institutions de William Penn (1682), des *Werkuysen* de Hollande, et de la maison de travail de Vienne, fondée par Léopold (1671).

« La première application de l'emprisonnement cellulaire aux grands criminels, dit M. Cattaneo, a été faite à Milan en 1766, six ans avant la fondation de la maison de force de Gand (1772). On y a destiné d'abord cent vingt cellules pour remplacer la peine des galères, que le sénat de Milan venait d'abolir. On avait si bien compris la haute puissance pénale de l'isolement, qu'un jour de détention cellulaire a été déclaré d'abord l'équivalent de deux jours de réclusion collective. Voilà la découverte; voilà un principe de discipline domestique, monastique et correctionnelle s'annoncer comme une peine de premier ordre, et susceptible de remplacer les bagnes et l'échafaud. Ces faits-la sont tirés d'un vieux registre qu'on conserve dans la maison de correction de Milan, où cette expérience a été faite. Il faut observer, d'ailleurs, que, dans ce temps-là, Beccaria et d'autres grands penseurs, exerçaient beaucoup d'influence sur l'administration de l'Etat de Milan; influence qui a été tronquée brusquement par le contrecoup de la Révolution française. »

C'est à Milan qu'a été instituée la Commission permanente nommée par le Congrès scientifique tenu à Padoue en 1842 (1), à l'effet de recueillir tous les documents et de donner son avis sur les effets

(1) Au congrès de l'année précédente, tenu à Florence, MM. Mittermayer, d'Heidelberg, Ronchivecchi, de Florence, et Pettiti, de Turin, ayant posé à la section de médecine diverses questions d'hygiène pénitentiaire, ces questions furent plutôt discutées que résolues, soit dans un sens, soit dans l'autre (*Lettre* de M. Cattaneo, du 15 août 1843). — Mais, à Padoue, une autre série de questions ayant été mieux posées (*même lettre*), après une longue discussion sur les deux systèmes de Philadelphie et d'Auburn, une forte majorité a déclaré le premier préférable au second, sous la condition toutefois que les effets de l'isolement continu fussent journellement mitigés de la manière y indiquée, et reconnaissant que si ces mitigations ne pouvaient entièrement s'organiser, ou étaient seulement réduites, on ne pouvait nier les dangers sanitaires qui s'en suivraient » (*Lettre* de M. le comte Pettiti du 21 octobre 1842). — La commission permanente, nommée pour faire un Rapport sur la question au prochain congrès, se composait de MM. Gianelli, proto-médecin et conseiller du royaume Lombard; Calderini, directeur des *Annales de médecine*; Alexandre Porro, écrivain distingué des *Annales de statistique*; Mompiani, membre de l'Athénée de Brescia; et Pettiti di Roreto, de Turin.

sanitaires et autres des divers systèmes pénitentiaires, et notamment du système pennsylvanien; commission dont le rapport remarquable, concluant en faveur de ce dernier système, a été fait au congrès suivant, tenu à Lucques (1).

Si Milan est le pivot du système pennsylvanien en Italie (2), Turin est le foyer du système de Genève et d'Auburn (3).

Nous pouvons même dire que Turin est la patrie adoptive du système de M. Lucas, en ce sens que le système de M. Lucas a enfin trouvé à se formuler en Sardaigne (4). Nous voudrions seulement savoir où en sont les résultats de ce système depuis cinq ans qu'il est adopté (5), et nous regrettons que M. Lucas ait cru devoir n'en rien dire dans sa dernière communication à l'Académie des

(1) Au congrès de Lucques, tenu au mois de septembre 1843, la commission de Milan conclut, à la majorité de cinq contre deux, contre le système mixte et contre le système d'Auburn, et se prononça, à la même majorité, en faveur du système de Philadelphie, non-seulement sous le rapport hygiénique, mais encore sous le rapport moral, pénal et économique. Ces conclusions et les considérations longuement et sagement développées dans le Rapport de la Commission, sous tous les points de vue de la question pénitentiaire, donnèrent lieu à une discussion fort animée, qui n'amena aucun vote *pour* ou *contre*, l'assemblée ayant reconnu à l'unanimité, que les congrès sont institués pour discuter académiquement, non pour décider (*Lecture di famiglia*, n° du 18 novembre 1843).

(2) Ce système a aussi de fervents apôtres dans les autres parties de l'Italie. — A Florence M. le marquis de Torrigiani a lu à l'Académie, dont il est membre, trois excellentes dissertations qu'il a fait imprimer, avec plans, en un volume in-folio de 46 pages. Florence, 1841. — A l'athénée de Brescia, M. Mompiani a lu également deux dissertations sur le même système, qui ont fait grande sensation dans le public. — A Naples, M. le chevalier Santangelo, ministre de l'intérieur, travaille à introduire le système cellulaire dans le royaume des Deux-Siciles, pour les prévenus et les petits délinquants. C'est le premier pas de fait; le second viendra inévitablement, et M. le chevalier Volpicella lui-même y poussera, quelque adversaire du système pennsylvanien qu'il se soit montré dans son livre : *delle Prigioni e del loro ordinamento, etc.*

(3) Nous devons dire pourtant que M. Mercalli, ingénieur civil et architecte distingué, envoyé, en 1839, par le gouvernement sarde pour étudier les divers systèmes pratiqués en France, en Angleterre, en Belgique et en Suisse, est retourné dans son pays avec la ferme conviction qu'il n'y a plus aujourd'hui qu'un seul système raisonnable, efficace, à appliquer dans toutes les prisons de l'Italie: celui qui consiste à empêcher la contagion du crime, en isolant les criminels les uns des autres.

(4) V. *Des moyens et des conditions d'une réforme pénitentiaire*, p. VII.

(5) *Ibid.*

sciences morales et politiques. Serait-ce qu'il en a été de l'adoption du système de M. Lucas en Sardaigne, comme de l'adoption du même système dans le grand-duché de Bade (1)? Nous aimons à croire que non, car, profondément convaincu que nous sommes de l'inefficacité de ce système, il nous tarde de le voir se réaliser promptement et complètement, — ailleurs que chez nous.

Quoi qu'il en soit à ce sujet, l'exemple isolé de la Sardaigne ne peut prouver que ce qu'il prouve, c'est à-dire que la Sardaigne est en arrière des autres États européens, sous ce rapport, et que les coups, que l'un de ses philanthropes les plus éclairés, M. le comte Pettiti, pense qu'on doit appliquer, avec plus ou moins de rigueur, à certains détenus, pour les corriger, me semblent peu propres à avancer les idées pénitentiaires de M. Lucas.

En résumé, et pour conclure ce que j'avais à dire sur le *blocus continental* dont le système pennsylvanien est l'objet en Europe, je demanderai à M. Lucas comment, en présence de tous les faits que je viens de rappeler, faits qu'il connaît aussi bien que moi, il a osé écrire : « Partout les hésitations des gouvernements ont cessé; par-tout c'est la même opinion, c'est le même système (celui de M. Lucas) qui a prévalu jusqu'ici dans la balance de leurs délibérations, et qui se présente aujourd'hui, sous l'autorité des précédents, au Gouvernement, aux Chambres et au pays. »

§ VIII.

État et progrès du système de l'emprisonnement individuel en France.

Nous avons vu déjà (p. 18) que l'opinion publique se manifeste depuis quelques années, en France, par des faits qu'on ne peut contester, en faveur du système de l'emprisonnement individuel.

Au nombre de ces faits se place, en première ligne, — et c'est pour cela que M. Lucas cherche à en amoindrir l'auto-

(1) On lit dans une note communiquée au *Journal des Débats*, en mai 1839 : « Le gouvernement sarde est le second gouvernement qui adopte le système de M. Lucas, en faveur duquel le grand duché de Bade s'était déjà prononcé. » Or, nous avons vu ci-dessus, p. 436, note 5, comment ce système a tourné à Bade.

rité (1), — l'opinion exprimée par les Conseils généraux des départements. Cette opinion a éclaté, on peut le dire, d'une manière inattendue en faveur du système de Philadelphie: non qu'on doive être surpris que la vérité se soit fait jour, ainsi, jusqu'au fond de nos provinces les plus reculées, mais on ne peut que l'être de la manière vraiment admirable avec laquelle, dans le même moment et sur les points les plus divers, la question a été examinée, discutée et approfondie. A la différence des Conseils généraux de la restauration qui ont émis des vœux sur la question de la transportation, en l'absence de toute enquête, de tout document officiel, et qui d'ailleurs n'exprimaient que la pensée du gouvernement d'alors, de qui ils tenaient leur nomination, les Conseils généraux de la France de juillet, nommés par les électeurs, et exprimant la pensée du pays, se sont prononcés sur la question pénitentiaire, moins à titre de vœux qu'à titre de résolution, — résolution prise par eux en parfaite connaissance de cause et motivée sur des faits acquis, sur des documents constants, sur des écrits publiés, où tous les systèmes sont en présence (2).

Cette grande manifestation des Conseils généraux ne pouvait ne pas porter ses fruits; aussi, déjà 3,250 cellules sont-elles construites en France, y compris les 500 cellules du pénitencier de La Roquette, et plusieurs centaines d'autres à la veille de l'être; — les départements allant ainsi au-devant de la décision de la Chambre et la motivant, à l'avance, par leurs convictions prouvées et par les sacrifices d'argent qu'ils s'imposent volontairement dans ce but.

Voici le tableau, dressé sur pièces officielles, des diverses prisons départementales *construites*, à l'heure qu'il est, ou en voie de construction, en France, d'après le système de l'emprisonnement individuel.

(1) V. notamment le discours prononcé à la Société de la Morale chrétienne, le 22 avril 1839, p. 27, où il est dit que les Conseils généraux ne *devaient* et ne *pouvaient* être consultés, par le ministre, que sur les questions relatives aux prisons départementales, ces conseils étant de fait *incompétents* pour s'occuper des mêmes questions relatives aux maisons centrales.

(2) V. le résultat des votes ci-dessus, p. 335, note 3.

PRISONS DÉPARTEMENTALES CELLULAIRES

CONSTRUITES OU EN CONSTRUCTION.

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les prisons sont situées.	QUALIFICATION de chaque prison.	DATE de l'occupation de chaque prison.	NOMBRE DES CELLULES de chaque prison.	MONTANT DES DEVIS approuvés.	PRIX MOYEN de chaque cellule.	OBSERVATIONS.
Ain.	Gex.	Maison d'arrêt	"	24	89,904	3,746	
Id.	Nantua.	Id.	"	27	77,269	2,861	
Aisne.	S.-Quentin.	Id.	30 oct. 1841	48	183,000	3,812	
Allier.	Montluçon.	Id.	1 juill. 1845	26	59,223	2,277	
Ardèche.	Largentière	Id.	"	43	111,709	2,597	
Ardennes.	Rhetel.	Maison d'arr. et de correction.	janv. 1844.	114	250,000	2,192	
Aube.	Bar-sur-A.	Maison d'arr.	"	40	89,388	2,204	
Aude.	Limoux	Id.	"	26	42,439	1,632	
Aveyron.	Espalion.	Id.	fév. 1844.	34	85,816	2,524	
Cantal.	S.-Flour.	Id.	"	64	191,813	2,997	
Côte-d'Or	Beaune.	Id.	"	42	126,000	3,000	
Gironde.	Bazas.	Id.	"	18	29,738	1,652	
Id.	Bordeaux.	Maison d'arr. et de Justice.	août 1843.	174	497,902	2,862	
Hérault.	Montpellier.	Id.	mars 1844.	84	257,268	2,824	
Id.	S.-Pons.	Maison d'arr.	"	24	62,43	2,529	
Indre-et-L.	Tours.	Maison d'arr. et de Justice	15 nov. 1845.	162	258,817	1,597	102 cellules seulem.
Morbihan.	Ploermel.	Maison d'arr.	"	46	91,261	1,983	
Puy-de-D.	Ambert.	Id.	"	24	48,400	3,500	
Pyrén. (H)	Bagnères.	Id.	"	36	77,500	2,152	
Id.	Lourdes.	Id.	"	16	46,500	2,906	
Saône-et L.	Châlons.	Maison d'arr. de Justice et de correct.	"	120	295,909	2,500	
Seine.	Paris.	Maison d'arr.	"	1200	4,381,574	3,651	
Seine-et-O	Versailles.	Mais. de just.	"	66	258,000	4,300	
Sèvres (D)	Niort.	Maison d'arr. et de sûreté.	"	80	175,00	2,187	
Somme.	Abbeville.	Maison d'arr.	15 fév. 1844	40	65,450	1,636	
Id.	Montdidier.	Id.	"	25	57,172	2,286	
Tarn.	Gaillac.	Id.	"	35	69,502	1,981	
Id.	Lavaur.	Id.	"	30	58,486	1,949	
Var.	Brignolles.	Id.	1 nov. 1842	36	68,988	1,916	
Id.	Grasse	Id.	"	36	79,591	2,210	
				2740	8,093,863		

Anciennes Prisons départementales appropriées au système de l'emprisonnement individuel.

Maison d'arrêt de Guingamp (Côtes-du-Nord).
 Maison d'arrêt et de justice de Lons - le - Saunier (Jura),
 60 cellules.
 Maison d'arrêt de Senlis (Oise), 30 cellules.
 Id. de Belley (Ain).

Prisons départementales cellulaires dont les projets sont approuvés ou à l'étude.

Maison d'arrêt à Sartine (Corse).
 Id. à Brest (Finistère), 66 cellules.
 Maison de correction d'Épinal (Vosges), 128 cellules.
 Maison d'arrêt et de justice à id. (id.), 48 id.
 Maison d'arrêt de Remiremont (id.), 36 id.
 Maison d'arrêt à Rhodéz (Aveyron), 90 id.
 Maison d'arrêt et de justice à Tarbes (Hautes-Pyrénées).
 Maison d'arrêt à Saverne (Bas-Rhin).

Voici donc déjà, et en attendant la sanction législative, trente départements qui appliquent d'eux-mêmes, et à près de 5,000 détenus, les deux premiers principes du projet de loi, savoir : application du système cellulaire aux inculpés, prévenus et accusés ; application du même système aux condamnés correctionnels dont la détention cellulaire n'excédera pas un an.

Pour ce qui est du troisième principe du projet, c'est-à-dire de l'application du système cellulaire aux condamnations à long terme, un département, celui de la Seine, a fait l'application de ce système aux seuls détenus qu'il pouvait y soumettre sans une loi, c'est-à-dire aux jeunes délinquants. Nous voulons parler de la maison correctionnelle des jeunes détenus de La Roquette, à Paris, maison devenue centrale de départementale qu'elle était, et sur laquelle nous devons nous arrêter un moment.

Pénitencier cellulaire central de jeunes détenus.

Il y a quatre ans, les adversaires du système de l'emprisonnement individuel avaient beau jeu à nous dire : « Que parlez-vous de prévenus et de petits délinquants ! nous pensons comme vous que le système cellulaire doit leur être appliqué. Mais ce qu'il faut prouver, c'est que ce système est applicable, en France, sans danger, à des détentions de plusieurs années. Or, vous n'avez, pour cela, que Philadelphie à nous citer, et Philadelphie ne prouve rien ; car ce qui convient à des Américains ne peut convenir à notre caractère national, etc. » Eh bien ! ce précédent français, — dont on nous objectait l'absence, et que nous n'avions pas alors à offrir, par la raison bien simple que, pour l'avoir, il fallait d'abord le faire, — ce précédent, un administrateur perspicace et persévérant, un préfet de police, admirable de dévouement et de zèle, l'a créé dans le pénitencier de La Roquette, à petit bruit, progressivement, à l'aide de ses seules convictions, aidées de celles, non moins éclairées, de la Commission de surveillance instituée près la prison (1) ; et, tandis qu'aujourd'hui nos adversaires discutent encore sur les dangers de l'application en France du système cellulaire à des hommes faits, M. Gabriel Delessert tient à leur disposition l'expérience opposée des avantages de ce système, faite par lui, depuis plus de quatre années (2), sur 500 enfants ou adolescents de

(1) Cette Commission se compose de MM. Bérenger, pair de France, conseiller à la Cour de cassation ; — de Cambacérés, pair de France, membre du Conseil général du département de la Seine ; — duc d'Estissac, pair de France, aide-de-camp du Roi ; — de Beaumont (Gustave), député ; — Jacquinet-Godard, conseiller à la Cour de cassation ; — de Metz, ancien conseiller à la Cour royale de Paris ; — Godon de Frileuse, substitut de M. le procureur général près la Cour royale de Paris ; — de Gérard, *idem* ; — Ternaux (Mortimer), maître des requêtes, député, membre du Conseil général de la Seine.

(2) C'est le 22 janvier 1840 que la totalité de la population de La Roquette a été soumise à la règle de l'emprisonnement cellulaire de jour et de nuit. Cette règle était déjà appliquée, depuis près de deux ans, aux enfants détenus par voie de correction paternelle.

Paris, auxquels la cellule doit être, pourtant, plus contraire qu'à des adultes.

Précédemment, les 500 jeunes détenus du pénitencier de La Roquette étaient soumis à la règle de la vie commune, et classés par quartiers. Ils n'étaient séparés individuellement que pendant la nuit. Malgré la discipline sévère de la maison et l'active surveillance des employés, cette discipline, cette surveillance étaient journellement en défaut, et chaque quartier n'était, en définitive, qu'un foyer de corruption, où les plus habiles montraient aux moins adroits tout ce que l'enfant, tout ce que l'adolescent doit oublier ou ignorer, pour que ses facultés physiques, morales et intellectuelles, acquièrent leur naturel développement.

Aujourd'hui, et depuis quatre ans, chaque enfant reste enfermé, le jour et la nuit, pendant tout le temps de sa détention, dans une cellule particulière, d'où il ne sort jamais que pour se promener *seul*, à l'heure de la récréation, sous la surveillance d'un gardien. A ce moyen, les jeunes détenus ne se lient jamais entre eux; jamais ils ne se voient; jamais ils ne se parlent; et, quand ils sont rendus à la liberté, ils peuvent se rencontrer dans le monde sans se connaître. C'est là le résultat le plus important du système.

Les cellules sont disposées, à chacun des trois étages de l'immense hexagone du pénitencier, par rangées de vingt-cinq ou trente, longées par un corridor sur lequel elles s'ouvrent. Les enfants qui exercent ou qui apprennent le même métier sont placés dans le même corridor. Chaque corridor a son contre-maître qui va, de cellule en cellule, donner de l'ouvrage ou ses instructions aux ouvriers et aux apprentis. Quand un détenu a besoin de quelque chose, il passe un petit bâton à travers le guichet de sa porte; ce signe appelle de suite l'attention du surveillant, qui se promène en permanence dans le corridor, et le besoin exprimé est aussitôt satisfait. Tout ceci se fait en silence et avec une facilité d'exécution incroyable.

Les leçons individuelles de l'instituteur se donnent de la même

manière, et les leçons collectives au moyen d'un procédé aussi simple qu'ingénieux, dont nous parlerons dans le § suivant.

Nous avons examiné plus d'une fois, avec une attention scrupuleuse, les divers procédés à l'aide desquels M. le préfet de police dispose, anime et féconde les cinq cents alvéoles de sa ruche pénitentiaire, et nous avons été émerveillé de l'activité, de l'ordre et de l'intelligence qui règnent partout, au milieu de cette complication de corridors, de portes et de murailles, qu'un meilleur système architectonique ferait tomber, et dont semble se jouer le zèle incessant du directeur, M. Boulon, et des agents placés sous ses ordres, lesquels ne paraissent nullement embarrassés, dans le jeu des rouages qu'ils font mouvoir, de ce qui devrait le plus leur faire obstacle.

Au surplus, faites comme nous; faites comme la Commission; faites comme M. de Lamartine; faites comme tant d'hommes distingués de la France et de l'étranger, qui ont voulu voir de leurs yeux les détenus cellulés de La Roquette, et, pour peu que vous soyez, comme eux, sans prévention, sans parti pris, entrez dans chaque cellule et voyez ces yeux clairs, ce teint frais, cet air heureux, calme et résigné. Voyez comme tout est rangé, comme tout est propre; — l'établi, les outils, le lit, la chaise, les livres, les cahiers d'écriture, etc. Ici, les mauvais penchants se taisent, les bons sont tout yeux et tout oreilles; ils acquièrent, chaque jour, plus de développement et plus de force.

Interrogez le médecin: il vous dira que leur santé à tous est meilleure que dans la vie libre.

Interrogez l'agent des travaux: il vous dira que leurs ouvrages sont plus soignés, plus finis, plus vite faits que lorsqu'ils travaillaient dans un atelier commun; et que, par suite, leurs gains et ceux des confectionnaires sont en hausse.

Interrogez l'agent général de la société de Patronage: il vous démontrera que, sous l'empire du nouveau régime, les récidives ont diminué de plus de moitié.

Interrogez l'instituteur, il vous convaincra de la supériorité de l'enseignement en cellule sur l'enseignement en commun.

Interrogez le directeur, il vous donnera l'assurance que sa mis-

sion est plus facile à remplir, et que ses ordres sont plus exactement suivis, depuis qu'à la vie commune a succédé la vie cellulaire, dans la maison qu'il dirige depuis sept ans.

Interrogez les surveillants : ils vous diront que, maintenant, il leur suffit d'un mot, d'un coup d'œil pour maintenir ou faire rentrer dans le devoir les enfants les plus insoumis que le cachot et les punitions les plus sévères étaient impuissants à dompter dans la vie commune.

Enfin, interrogez l'aumônier, et, malgré les obstacles matériels que la célébration du culte y rencontre, vous l'entendrez proclamer avec joie, avec bonheur, les heureux résultats de la cellule sur le moral des jeunes détenus. De grandes consolations sont données chaque jour sous ce rapport à son ministère. Les idées religieuses germent dans ces jeunes âmes laissées à elles seules. Elles étaient étouffées et ne s'exhallaient qu'en railleries et en mauvais propos alors qu'elles étaient livrées à toute la dissolution de la vie commune.

Un seul vice était à craindre, dans l'isolement.....; mais le travail continu et l'œil du guichet toujours ouvert sont parvenus à le vaincre ou à l'éteindre. Ils n'ont plus là, comme dans les ateliers et les dortoirs, l'excitation de la vue, des gestes et des mauvais conseils.

Et tout ce que nous ne faisons qu'indiquer ici, nous prenons l'engagement de le prouver bientôt en réfutant, une à une, toutes les objections de nos adversaires.

En présence de tels résultats, on demande comment il se fait que M. Charles Lucas puisse dénier au système suivi dans le pénitencier de La Roquette l'autorité d'un précédent? La raison en est simple, et M. Lucas nous l'a d'avance donnée lui-même : « c'est qu'il faut voir pour connaître. » Or, de même que M. Lucas n'a jamais vu le pénitencier cellulaire de Philadelphie; de même qu'il n'a jamais vu le bridewel cellulaire de Glasgow; de même qu'il n'a jamais vu la prison cellulaire de Pentonville; de même M. Lucas n'a jamais vu le pénitencier cellulaire de La Roquette. Tout s'explique donc.

Et non-seulement M. Lucas n'a jamais vu le pénitencier de

La Roquette, mais encore il a constamment refusé de le voir, et cela bien qu'il n'y ait pour lui ni Manche, ni Océan, mais seulement la Seine à traverser. Craindrait-il donc la lumière?...

Toutefois, si à mes yeux le pénitencier de La Roquette constitue le précédent le plus concluant qu'on puisse invoquer à cette heure, en France, en faveur du système de l'emprisonnement individuel, je suis loin de regarder ce pénitencier comme une formule, je ne dirai pas parfaite, mais même satisfaisante du système (1); aussi fais-je les vœux les plus ardents pour que ses bâtiments, qui n'ont jamais été construits pour leur destination actuelle, soient, non pas cédés au Gouvernement en vue de cette destination, comme le propose le département de la Seine (2), mais rendus par le département à leur destination primitive (3), et que le Gouvernement construise pour les jeunes détenus de la Seine un pénitencier spécial où toutes les conditions qui manquent à La Roquette seront complètement remplies selon les principes essentiels de l'emprisonnement cellulaire.

D'un autre côté, je suis loin de regarder l'emprisonnement

(1) Je ne connais rien de plus vicieux, de plus absurde, de plus insalubre, de plus inhabitable que cette prison, du point de vue de l'emprisonnement individuel. Le système ne peut que boiter dans un local pareil; le culte même n'y peut être célébré. Si le système y échouait, il ne faudrait pas s'en prendre au système. Il y réussit! preuve qu'il réussirait encore mieux ailleurs.

(2) Le Conseil général de la Seine a, dans sa session d'octobre 1843, voté l'abandon à l'État du pénitencier de La Roquette, moyennant 1,700,000 fr. Cette cession est motivée sur ce que le pénitencier de La Roquette, recevant des enfants détenus à plus d'un an de prison, ne peut plus être considéré comme prison départementale à la charge du département, mais bien comme une prison centrale à la charge de l'État. Oui; mais quelle nécessité y a-t-il pour le département de la Seine à abandonner pour 1,700,000 fr. un établissement qui lui a coûté plus du double, et qui n'a jamais été bâti pour de jeunes détenus? et quelle nécessité, surtout, y a-t-il pour l'État à se charger d'un établissement qu'il ne peut approprier aux exigences de l'emprisonnement cellulaire qu'en dépensant le double du prix de la cession, c'est-à-dire une somme moyennant laquelle il ferait construire un pénitencier neuf, et ne laissant rien à désirer?

(3) Le 24 février 1825, le programme de la maison de La Roquette a été arrêté par la préfecture de la Seine, pour une maison de correction de femmes. Cette prison, qui devait ne renfermer que des condamnées, était destinée à contenir une partie de la population des prisons des Madelonnettes et de Saint-Lazarre.

cellulaire comme le meilleur système d'éducation correctionnelle à appliquer à tous les jeunes détenus. Je pense au contraire que ce mode d'emprisonnement ne doit être employé que comme exception à l'égard d'une certaine classe d'entre eux, et que le système des colonies industrielles et agricoles, comme celle de Mettray, par exemple, est de beaucoup préférable pour le développement des facultés physiques et morales et pour l'éducation correctionnelle d'un grand nombre d'autres ; car ici, comme nous l'avons dit déjà, il s'agit surtout d'éducation.

Mais cette opinion, qui est celle de la Commission, qui est celle du Gouvernement, qui est celle de tout le monde, empêche-t-elle les faits qui se passent à La Roquette d'être vrais ? Et ces faits, au contraire, ne prouvent-ils pas jusqu'à la dernière évidence, que, si le système de la vie commune, — de la vie agricole surtout, — peut être appliqué avec plus de succès aux jeunes détenus de nos campagnes et de plusieurs de nos petites villes, en ce que là l'enfance n'est pas dépravée à son berceau, et que l'empire du bon exemple peut la relever d'une première chute, il en est tout autrement à Paris et dans nos grandes villes manufacturières ? Ici, en effet, l'âge d'innocence n'existe pas pour les enfants du peuple ; du moins l'expérience de tous les vices leur est acquise bien avant que les noms leur en soient connus ; c'est l'exemple qui a flétri leur jeune cœur au sein même de leurs familles ; c'est l'exemple qui achèverait de les perdre au sein de la prison. Il faut donc tarir pour eux cette source toujours jaillissante de mauvais conseils et de mauvaises actions ; il faut les soustraire aux dangers permanents de cette contagion ; il faut, en un mot, les isoler pour les sauver.

Voilà ce que M. Gabriel Delessert a admirablement compris ; et voilà ce qui fait que l'honorable nom qu'il porte, scellé aux fondations de l'œuvre dès il y a vingt ans (1), vivra aussi longtemps que son œuvre dans la reconnaissance publique.

(1) L'ordonnance royale du 9 septembre 1814, portant création d'un pénitencier d'essai de jeunes condamnés, à Paris, nommait M. le duc de Larocheffoucault, Directeur général, et M. le baron Benjamin Delessert, Directeur général adjoint de cette

§ IX.

Réponses aux objections.

Indépendamment des objections de détail que nous avons recueillies et réfutées en chemin dans le cours de cet écrit, les adversaires du projet de loi en ont de générales et de spéciales qu'ils font valoir contre le système lui-même. C'est à celles-ci que nous allons répondre.

1^{re} objection.

LA SOLITUDE EST CONTRAIRE A LA LOI DE L'HUMANITÉ, DE LA SOCIABILITÉ, DE LA NATIONALITÉ.

Les païens disaient qu'il fallait être *Dieu* ou *bête* pour vivre seul ; et, suivant la même pensée, le chrétien dit que, pour vivre dans une solitude absolue, il faut être *ange* ou *diable*. Bien que la plupart des condamnés de nos prisons participent un peu de cette dernière nature, ils sont *hommes* avant tout, et dès lors ils ont droit à être traités en hommes. C'est pourquoi le projet de loi du Gouvernement exclut la solitude absolue et le silence absolu de son système d'emprisonnement. Lors donc que M. Léon Faucher vient dire : « La cellule du système pennsylvanien ne vaut pas mieux, avec des formes moins brutales, que les *Vade in pace* de l'Inquisition ; c'est toujours la société retirant son appui à l'individu et le laissant retomber de toute sa hauteur dans le désespoir, dans la folie ou dans une implacable perversité ; une fois muré au fond de ce sépulcre, l'homme sent sa nature se dédoubler, le corps rampe comme un ver de terre, loin du mouvement et du soleil ; l'intelligence tourne à la rage ou à l'hébètement ; voilà désormais un être rayé du livre de vie, etc.,

prison. On sait que les événements du 20 mars étouffèrent cette première pensée pénitentiaire dans son germe.

etc. (1); » — il est évident que cette exagération de style et de pensée ne peut s'appliquer qu'à un système cellulaire d'un autre temps ou d'un autre monde. Et quand M. Faucher cite Gonfalonieri et Silvio Pellico à l'appui des inductions qu'il en tire contre le projet de loi, il est évident encore qu'il confond deux modes d'emprisonnement tout à fait distincts, la solitude absolue et la séparation des détenus *entre eux* seulement (2), — outre qu'il s'appuie de l'autorité de détenus politiques qu'on ne devrait jamais citer, ni pour ni contre, dans la question (3).

« Cependant, dit M. Lucas, sous l'empire du principe qui la

(1) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 33.

(2) Voici ce qu'a écrit Silvio Pellico : « La solitude absolue peut être bonne à l'amendement de quelques âmes ; mais je crois qu'en général elle l'est plus encore si on ne la pousse à l'extrême, si on ne l'isole complètement de tout contact avec la société. » (*Mes prisons*, p. 326.)

(3) Je veux pourtant, par représailles, citer ici quelques passages de deux dissertations admirables de pensées et admirables de sentiment, lues par un ancien détenu politique, Mompiani, à l'Athénée de Brescia, en 1842, en faveur de l'emprisonnement individuel : « S'il m'était permis de vous exposer les fruits de mon expérience personnelle, alors j'oserais vous dire que j'ai passé deux années en prison, par suite de combinaisons malheureuses, que personne parmi vous n'ignore ; et pendant tout le temps que je me trouvais avec les autres, j'ai toujours senti, tantôt plus, tantôt moins, l'influence du caractère et des sentiments de mes compagnons d'infortune. Mais, durant onze mois, que je fus enfermé seul dans une cellule étroite et peu éclairée, et où j'entrai en frémissant, mon âme a subi des modifications en si grand nombre et si utiles, que je ne puis m'en ressouvenir qu'avec une véritable satisfaction. Peu à peu, le mépris, l'inquiétude et le désespoir firent place au calme, à la réflexion, à la confiance en Dieu ; de manière que je puis dire ne m'être jamais senti ni si noble, ni si religieux, ni si fort, comme dans les journées dont je parle, nonobstant les périls qui m'environnaient. Mon corps était faible, abattu ; mais mon âme était pleine de vie ; je penchais tellement vers la bienveillance, que je ne pouvais retenir mes larmes, rien qu'en me souvenant du nom d'un ami ou d'un cher concitoyen. Je suis même arrivé à avoir compassion, du fond de mon cœur, de ceux qui, aveuglés par de fausses apparences, m'induisaient à croire que j'aurais une fin terrible, qu'elle était inévitable. Avec cette disposition paisible, joyeux d'avoir pu m'élever au-dessus de mes malheurs, je pus me consacrer à des études sérieuses, faire des lectures suivies et donner un libre cours à mes pensées, faisant, dans mon étroite cellule, les voyages délicieux qui m'occupaient autrefois, au temps où j'étais libre. Et si la triste pensée de l'avenir ne fut pas venue quelquefois troubler la tranquillité de ma solitude, j'aurais passé des journées entières dans la consolation qui naît de la résignation la plus pure. »

constitue et de la nécessité qui la domine, l'école pennsylvanienne est allée jusqu'à proscrire en même temps que les relations *utiles* de l'enseignement, les relations *honnêtes* de la société, et jusqu'aux relations *sacrées* de la famille (1). »

Le fait est que, dans la constitution primitive des règles du pénitencier de Philadelphie arrêtée en 1821, le système de l'emprisonnement solitaire est ainsi caractérisé : « Une séparation si absolue des condamnés, de la société et de l'un et de l'autre, que, pendant tout le temps de leur réclusion, aucun d'eux ne puisse voir ou entendre aucun être humain, être vu et entendu par qui que ce soit, excepté le geôlier, les inspecteurs, ou toutes autres personnes que des motifs de la plus grande urgence permettront d'introduire dans l'enceinte de la prison (2). »

Mais M. Lucas sait très-bien que cette *solitude absolue* a été rejetée, même à Philadelphie (voir ci-dessus p. 415), et qu'aujourd'hui c'est moins le *solitary confinement* que le *separate system* qui est la règle du pénitencier (3). Toutefois, il faut le reconnaître, le *solitary confinement* y domine encore, et ce qui le prouve c'est que, encore aujourd'hui, les condamnés ne peuvent avoir aucune communication avec leur famille ou leurs amis, ni même en recevoir de lettres, si ce n'est dans des cas très-rares. Les inspecteurs, les ministres des cultes, le directeur, le médecin, les employés et les visiteurs officiels peuvent seuls voir les détenus dans leurs cellules. Le silence est la règle générale pour les détenus comme pour les employés : on ne se parle jamais qu'à voix basse. La nourriture des détenus leur est donnée silencieusement par le trou de leur guichet. Les roues des voitures de service, au lieu d'être ferrées, sont garnies de cuir pour faire le moins de bruit possible. Les gardiens eux-mêmes portent des chaussures de laine et marchent ainsi sans être entendus, etc., etc.

Le système français de l'emprisonnement individuel n'admet

(1) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 473.

(2) Lucas, *Du système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, t. II, p. 144.

(3) V. ma traduction des *Rapports officiels*, p. 56, 73, 80, 105, 111, etc.

ni ces rigueurs, ni ce mutisme glacé du cloître. Nous avons vu, p. 77 et suiv., sur quelles bases reposent ses conditions d'application, et tout le monde doit aujourd'hui demeurer convaincu que ce n'est point la *solitude absolue* que le projet de loi veut pour les condamnés, mais bien seulement la *séparation* des condamnés entre eux.

Malgré cela, les adversaires du projet imputent à l'*emprisonnement individuel* tous les griefs qu'ils prétendent avoir contre la *solitude continue*. Voyons donc s'il en est quelques uns qui peuvent l'atteindre.

« Dieu a fait l'homme pour vivre dans l'atmosphère de la réunion, comme il a fait le poisson pour vivre dans l'eau, dit M. Lucas (1). » Sans doute. Mais de quelle atmosphère, de quelle réunion s'agit-il? est-ce de celle des voleurs ou des honnêtes gens? Voilà la question. Qui oserait dire que Dieu veut que l'homme dépravé s'associe à l'homme dépravé, et que quand il a commis un crime, il faut nécessairement lui procurer la société de criminels comme lui?

« Je voudrais bien savoir, demande sévèrement M. de Tocqueville, quelle est la charte divine ou humaine qui a donné aux criminels le droit de vivre en commun, le droit et le pouvoir de se communiquer incessamment leurs vices et leurs crimes (2)! »

« L'homme est né pour la société ». Sans doute; aussi, est-ce dans la société et pour la société qu'il faut l'élever? « Mais, répond un savant magistrat, le condamné a grandi, a vécu au milieu d'elle; l'instinct de la sociabilité s'est développé en lui, mais il s'est dépravé. Que doit faire la société? Elle doit punir le coupable et le ramener, s'il est possible. Elle le repousse pour un temps; elle le condamne à l'isolement. Est-ce là un châtement contraire à la nature des choses? Il nous semble que la peine est parfaitement rationnelle: Tu n'as pas su vivre de la vie sociale, tu

(1) Ch. Lucas, *Communication sur quelques détenus cellulés*, 1839, p. 25.

(2) Compte-rendu des séances de l'Académie des sciences morales et politiques, 1844, p. 120.

as troublé l'ordre de la communauté dont tu étais membre; eh bien! va vivre dans la solitude! et précisément parce que tu es un être sociable, que tu as besoin du commerce de tes semblables, tu trouveras dans cette privation temporaire une peine d'abord et puis une leçon; tu apprendras que, pour vivre parmi les hommes, la première condition c'est de respecter les rapports qui les unissent, les règles qu'ils ont établies (1). »

Mais, dit-on, « s'est-on jamais avisé à aucune époque, et dans aucun système, de mettre l'homme, cet être essentiellement sociable, en cellule solitaire pour y faire son éducation (2)? » Le fait est que si c'est pour faire l'éducation du criminel que la justice s'avise de le mettre en cellule, cette méthode d'enseignement peut bien n'être pas la meilleure. Mais est-ce bien précisément « pour réparer les échecs de l'éducation sociale (3) » que les prisons sont instituées? « Une prison ne sera jamais une maison d'éducation », a dit un ministre (4). Je crois que ce mot suffit pour en finir avec la théorie éducationnelle de M. Lucas (5).

Toutefois ce serait une grande erreur de croire que la vie individuelle du condamné dans sa cellule est contraire à son éducation sociale. L'illustre auteur des *Rapports du physique et du moral de l'homme*, Cabanis, a émis sur ce sujet une opinion que peu de personnes connaissent. Je suis heureux de pouvoir la produire le premier :

« L'homme, quoique essentiellement sociable, est cependant « fait, avant tout, pour exister individuellement. Son existence individuelle précède son existence civile et politique; elle « doit lui servir de base, et même en quelque sorte de modèle. « Celle-ci doit à son tour tendre à perfectionner la première :

(1) De la Seiglière, Discours de rentrée à la cour royale de Bordeaux, 1843.

(2) Ch. Lucas, *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 483

(3) *Ibid.* t. III, p. 245.

(4) Circulaire de M. d'Argout, du 3 décembre 1832.

(5) V. cette théorie développée, *Théorie de l'emprisonnement*, t. II, p. 56, 86, 125, etc.

« telle est le véritable but de l'état social. Il faut donc faire agir d'abord l'homme individuel en employant des mobiles qui lui soient propres : c'est sur le point d'appui du *moi* que doivent porter tous les leviers sociaux (1). »

Cela peut être, dit M. Lucas. — « Mais on n'a jamais imaginé dans le monde qu'il fallût changer l'homme en ermite pour retrouver en lui le citoyen. On façonne dans le couvent le religieux aux habitudes de la vie ascétique, tandis qu'il faut au contraire discipliner et rendre le condamné aux habitudes de la vie sociale. Est-ce donc lui inspirer ces habitudes que de mettre entre lui et la société, au lieu de l'intervalle des mers, de l'esclavage et de la tombe, celui de la solitude (2) ? »

Il ne s'agit point, dans le système de l'emprisonnement individuel, de faire du condamné un ermite. Il s'agit de le punir individuellement pour le crime ou le délit qu'il a commis individuellement. S'il n'y avait que lui de condamné dans la prison, on n'en condamnerait pas un autre, j'imagine, tout exprès pour lui tenir compagnie ou pour lui donner des habitudes sociales. S'il n'est pas bon que l'homme vive seul, il n'est pas bon non plus qu'il vive en communauté de pensées et d'actions avec des coupables qui le sont plus, moins, ou autant que lui. C'est pourquoi aux habitudes sociales des gens de crime, que le condamné avait contractées hors de la prison, et qui l'ont conduit en prison, le projet de loi veut substituer en lui les habitudes sociales des gens honnêtes qui l'empêcheront d'y revenir. C'est pourquoi le projet veut séparation absolue du condamné d'avec ses codétenus, et communications fréquentes entre lui et les personnes de l'administration ou du dehors qui seront admises à le visiter chaque jour. Il ne sera donc pas seul dans sa cellule ; il y sera seulement préservé du dangereux contact des criminels que la loi a frappés comme lui.

Pareillement le système du Gouvernement exclut le silence,

(1) V. *Quelques vues sur les secours publics*, imprimé à la fin du degré de certitude de la médecine, p. 454.

(2) Ch. Lucas, *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 484, 486, 488.

parce que la langue a été donnée à l'homme pour qu'il s'en serve honnêtement et utilement pour lui et les autres. C'est pourquoi le projet veut que le prisonnier cause, et qu'il entre en relations avec les personnes qui pourront le sauver, et qu'il soit placé dans l'impossibilité de communiquer avec toutes celles qui pourraient le perdre.

« Qu'on ne dise pas au surplus que le régime de l'isolement attaque et affaiblit dans le condamné l'élément de la sociabilité. Il le voudrait en vain, il n'y a rien de si vivace dans le cœur de l'homme. Oui, il comprime, il plie ce puissant ressort, mais c'est pour le redresser. Il retranche au condamné la société des méchants, mais c'est pour qu'il se retourne de lui-même vers la société des bons. Loin de méconnaître et de supprimer cet impérieux instinct, qui est une des lois de sa nature, c'est par là qu'il le saisit pour le détacher de ses habitudes anti-sociales et ranimer en lui le véritable esprit de sociabilité (1). »

« Vous reprochez au système d'isolement de mutiler l'homme, de faire du détenu une sorte de reclus, de moine, propre seulement à la vie ascétique, impropre à la vie sociale (et plutôt à Dieu que la chose fût possible, car, au seul point de vue philosophique, mieux vaudrait encore peupler des couvents que des prisons). Et, de votre côté, qu'en faites-vous ? Vous le réduisez, autant qu'il est en vous, à l'état de machine ; vous le condamnez à une existence purement automatique ; vous lui interdisez la parole, le premier don de Dieu après l'intelligence. Or, la société, ce n'est pas la juxtaposition des individus, c'est leur commerce, l'échange de leurs idées, de leurs sentiments. Vous isolez donc, vous mutiler donc aussi l'homme à votre manière, car vous voulez, comme nous, rompre la société du mal. La différence, c'est que notre procédé est pleinement efficace, et que le vôtre n'a qu'une demi-efficacité (2). »

Il est vraiment étrange d'entendre dire aux adversaires du

(1) De La Seiglière, procureur général, *ibid. sup.*

(2) *Ibid.*

système de l'emprisonnement individuel que ce système détruit les habitudes sociales, que le système contraire seul les maintient et les perfectionne. Est-ce donc que la vie sociale des hommes réunis consiste à devenir sourds-muets, à se lever, se coucher, se mouvoir au son d'une cloche ; à dormir seuls dans une cellule ; à marcher au pas, en rang et en silence, comme des ombres, dans un préau ; à ne pouvoir regarder ni à droite, ni à gauche, ni devant soi, sans rencontrer l'œil d'un gardien ; à ne pouvoir ni rire ni pleurer, ni serrer la main d'un camarade, ni lui dire bonjour en passant, sans qu'au même instant un gardien vous note et vous envoie au cachot ? Si c'est là la vie sociale, Tantale, à ce compte, doit être le type de la sociabilité humaine comme vous l'entendez.

« Mais, dit-on encore, le jour de la sortie arrivera pour le détenu : alors, que fera-t-il de la probité que vous lui aurez apprise en parole ? Rentré dans l'arène des passions humaines, comment se défendra-t-il des méchants (1) ? »

Assurément, quand le jour de la liberté sera venu, le passage subit de l'isolement à la liberté aura pour le détenu des dangers qu'on ne peut méconnaître ; mises en présence des occasions, ses meilleures résolutions pourront chanceler ; mais le péril est-il moindre dans tout autre système ? Le détenu aura-t-il mieux appris à se diriger, parce qu'il aura vécu, courbé sous la loi du silence et sous le fouet des surveillants ? L'épreuve sera difficile pour l'un et pour l'autre ; mais il y aura pour le premier un avantage de plus et un danger de moins ; il rentrera dans le monde muni de salutaires réflexions, et il ne courra pas la chance d'y retrouver ses compagnons de captivité (2).

« La supériorité du système de Philadelphie est surtout évidente, dit le docteur Julius, lorsque le détenu rentre dans la société à l'expiration de sa peine, et doit choisir entre le vice et la vertu ; car la condamnation qu'il vient de subir n'a pas eu

(1) Ch. Lucas, *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 482.

(2) De La Seiglière, *ub sup.*

pour témoins des milliers de malfaiteurs ; mille bouches impures ne sont pas prêtes à la divulguer ; le condamné peut se rencontrer avec ses co-détenus sans que ni les uns ni les autres sachent qu'ils ont séjourné dans la même maison ; plus d'obstacles alors au retour à la vertu ! Le prisonnier renait au monde avec une toute autre disposition d'esprit, sans préoccupation importune ; son avenir tout entier est entre ses mains, et les enseignements de la prison l'ont disposé à l'employer d'une manière conforme aux lois de la morale (1). »

Une dernière objection est faite, du point de vue social, contre le système de Philadelphie, c'est que ce système est, dit-on, inapplicable à la France, en raison de ce que (2) « l'intervalle qui sépare le caractère américain du caractère français est si grand qu'on se refuse à admettre l'application d'un même système à deux nationalités si différentes. » Grande, en effet, est la différence qui existe entre la nationalité américaine et la nationalité française ; mais cette différence ne doit-elle pas produire un argument en sens inverse de celui qu'on en prétend tirer ? Croit-on que l'Américain, dont la vie est toute active, toute excentrique, toute politique, toute de hasards, de spéculations, d'industrie ; que l'Américain, qui prend part au moindre mouvement du gouvernement républicain dont il est un des rouages nécessaires, soit plus apte à la vie cloîtrée que le Français, dont la vie est toute domestique, toute concentrée, toute passive, toute individuelle ; que le Français qui, dans les rangs où se recrute habituellement la prison, voit tranquillement de chez lui se mouvoir la machine gouvernementale sans y prendre part aucune ?

Au surplus, il n'y a pas que des Américains dans le pénitencier de Philadelphie, et le dernier Rapport officiel publié sur ce pénitencier constate que, depuis son ouverture, on y a compté, outre 7 Français, 2 Belges, 6 Écossais, — 127 Irlandais.

(1) *Du Système pénitentiaire américain*, en 1836. Traduction de M. V. Foucher, p. 34.

(2) Ch. Lucas, *Communication sur quelques détenus cellulés*, 1839, p. 6.

dais. Or, on sait que les Irlandais sont encore plus expansifs, plus communicatifs, plus légers, enfin, que les Français.

Et quand il serait vrai, du reste, que le *solitary confinement* conviendrait mieux à l'Américain qu'au Français, qui donc veut du *solitary confinement* en France ?

On ne peut plus, de bonne foi, confondre l'emprisonnement individuel avec le *solitary confinement*. Le *solitary confinement* exclut le travail et le principe vital de la sociabilité; il abrutit quand il ne tue pas. L'emprisonnement individuel, au contraire, admet, comme condition essentielle de son régime, et le travail et la sociabilité... non la sociabilité des voleurs et des bandits, — celle-ci déprave et tue l'âme; il faut la détruire jusque dans ses moindres éléments; — mais la sociabilité des honnêtes gens, c'est-à-dire les relations habituelles du détenu cellule avec le contre-maître, avec le directeur, avec l'aumônier, avec le médecin, avec les surveillants, avec les inspecteurs, avec les visiteurs, avec les comités de surveillance. Cette sociabilité-là est la vie nouvelle à laquelle il faut initier le condamné. Cette vie-là ne le soustrait à la vie sociale du crime et des mauvaises passions que pour le rendre à la vie sociale de l'homme probe.

Il y a une chose anti-sociale, anti-religieuse, anti-naturelle, anti-française surtout, c'est de contraindre des hommes, animés des mêmes passions, enveloppés dans un même sort, couverts de la même livrée, à vivre en contact immédiat entre eux, avec la perpétuelle tentation de faire échange de leurs pensées, et l'absolue prohibition d'y succomber; fut-ce par un mot, fut-ce par un signe! Mais cette règle, aussi absurde qu'inhumaine, n'est point imposée dans le système de Philadelphie. Auburn seul la revendique, et ses coups de fouet ne prouvent que trop cruellement l'impossibilité de la suivre.

Ainsi donc, l'objection tirée de la différence de nationalité est comme les autres, sans valeur aucune dans la question, telle qu'elle est aujourd'hui posée.

2. objection.

LA CELLULE, PANACÉE UNIVERSELLE DU SYSTÈME, NE PEUT, PAR ELLE-MÊME, PRODUIRE L'AMENDEMENT DU DÉTENU. — ELLE LE DÉPRAVE AU CONTRAIRE, ETC,

Prétendre, comme le fait M. Lucas (1), que ce qui a valu au système de l'emprisonnement individuel d'aussi nombreuses, d'aussi universelles sympathies, c'est que la cellule qui le constitue a, dans l'opinion de ses partisans, la vertu de guérir tous les maux de l'âme, et d'appliquer le traitement pénitentiaire convenable à tous les degrés, à tous les besoins de l'emprisonnement, comme à tous les cas, à tous les caractères, à tous les agents de la criminalité; c'est ignorer ou feindre d'ignorer ce que les partisans de la cellule en attendent.

Je l'ai dit déjà, et je le répète à M. Lucas: ce serait faire injure à la raison de ceux qui ont foi dans le système de l'emprisonnement individuel, que de leur supposer la pensée de vouloir faire d'une cellule de tant de pieds carrés une panacée pénitentiaire universelle. Le remède que comporte la pratique de ce système n'est pas en effet la cellule. La cellule n'est pas le remède; c'est seulement, si je puis m'exprimer ainsi, le vase nécessaire pour l'administrer. Le vase doit être le même partout et pour tous; mais le remède qu'il doit contenir doit varier suivant les besoins relatifs de chaque individualité. Ce remède, c'est la peine même de l'emprisonnement, peine impossible à graduer, selon les prescriptions de la loi ou du juge, dans le système de la vie commune ou des classifications par masses, et qui peut se resserrer ou s'étendre à l'infini dans le système du traitement séparé approprié à la force physique, morale ou intellectuelle de chacun.

Vous dites: « Vouloir, avec un agent aussi varié, aussi inégal, aussi opposé dans ses effets que l'est la cellule, créer la base

(1) V. *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 456.

normale d'une discipline pénitentiaire et poursuivre le but *unitaire* de l'amendement, ce serait vouloir, avec des fils de toute couleur et de toute grosseur, obtenir une trame d'une seule nuance et d'un tissu uniforme (1). »

Je réponds que la cellule n'est point *l'agent* mais *l'instrument* du système dont l'agent est l'administration, et que si l'instrument est et doit être *unique* aux mains de *l'agent*, les effets que l'agent peut en tirer sont et doivent être aussi variés que les *sujets* multiples auxquels ils se réfèrent. Et c'est ainsi, pour ne pas sortir de votre comparaison, que l'instrument ou le métier, qui est la cellule, fera de vos fils de toute grosseur et de toute couleur, une trame solide et uniforme, mais de nuances diverses, aux mains du tisseur, qui est l'Administration.

D'autres disent : « La solitude déprave, et deux heures de méditation solitaire peuvent en enseigner plus que vingt leçons des coquins les plus habiles. »

A cela, je réponds avec M. Léon Faucher, que « la conversation de deux bandits, cette méditation en commun, nous paraîtra toujours plus dangereuse que les réflexions intimes d'un malfaiteur isolé (2). »

M. Faucher ajoute avec grande raison : « L'honnête homme appuie sa vertu sur la société ; il y prend ses exemples et ses encouragements ; la pensée du vice ne peut lui venir que de ses propres passions. Le malfaiteur, au contraire, a mis ses vices et ses pensées de mal en société ; c'est la bouteille à la main, et rassuré par la présence d'une bande de complices qu'il discute les chances et les moyens d'un crime ; il évite de se trouver seul à seul avec sa conscience, de peur d'y trouver les images obscurcies, mais toujours irritées, de la morale et de la loi (3). »

Sa conscience ! le malfaiteur l'étourdit et en étouffe le cri

(1) *Communication sur quelques détenus cellulés*, 1839, p. 25.

(2) *De la réforme des prisons*, p. 66.

(3) *De la réforme des prisons*, p. 66 et 67.

dans la promiscuité de la vie commune. Dans la solitude, ils ne l'appellent plus la *muette* !

Mais, dit M. Lucas, « Dans l'emprisonnement solitaire le détenu est à l'état *passif*. Au dedans de lui, le détenu, dans sa cellule, n'a à combattre que le souvenir de ses anciennes fautes dans l'horizon lointain du *passé* ; en dehors de lui, il n'a rien à combattre, ni la tentation ni la règle. L'emprisonnement solitaire supprime la volonté. Il n'y a plus, dès lors, pour le détenu confiné dans sa cellule, ni motif, ni occasion de faillir. D'ailleurs la réflexion solitaire, pour arriver à l'efficacité de son empire, a besoin de directions, d'intermédiaires, les malfaiteurs ne pouvant prendre l'initiative de leur régénération, et devenir eux-mêmes, sans qu'on s'en mêle, par le seul fait de leurs réflexions solitaires, les instruments sérieux et intelligents de leur conversion (1) ! »

A ces réflexions je n'ai à opposer que celles-ci :

Et d'abord, le principal avantage de la règle de l'isolement c'est que, si elle ne peut agir directement sur la volonté, elle la détermine à agir sur elle-même, et c'est en cela précisément qu'elle se distingue de toute autre et qu'elle est vraiment régénératrice. « Là, point de causes extérieures d'excitation, point de jalousies, point de luttes, presque jamais de punitions ; la main de l'homme ne se fait sentir qu'une fois et n'a plus besoin de se montrer ; le plus rebelle se courbe de lui-même sous le poids de la nécessité. La peine saisit séparément chaque condamné ; seul avec sa conscience, ignorant tout ce qui l'environne, le plus audacieux sent promptement sa faiblesse, le plus insouciant est amené à réfléchir. Il appelle le travail à son secours, et, au lieu d'y voir une tâche, il y trouve un soulagement. Il est avide d'entendre une parole humaine ; cette douceur ne lui est pas refusé ; séparé de la société du mal, il ne l'est pas de la société du bien. Des hommes sages, éclairés, bienveillants, le visitent dans sa solitude : le prêtre vient tout

(1) Ch. Lucas, *Théorie de l'emprisonnement* t. III, p. 478, 481 et 505.

des premiers, et, loin de se détourner à sa vue, le plus incrédule l'accueille comme un ami, comme un bienfaiteur. Il fait plus que l'accueillir, il l'écoute, il est attentif à toutes ses paroles. Il n'a point là de railleries à craindre, point de mauvaise honte à surmonter. La voix de la religion descend dans cette âme ramollie, sans résistance comme sans distractions. S'il s'y trouve une place pour la bonne semence, elle y germera silencieusement, à l'abri de toute insulte et de tout souffle corrompueur. S'il sait lire, des livres choisis viendront continuer l'œuvre de la parole. S'il ne sait pas lire, on l'instruira; une voix bienfaisante fera parler ces livres encore muets pour lui, en leur communiquant sa vie et sa chaleur. » (1) Et c'est ainsi que la réflexion solitaire, aidée de cette direction, de ces intermédiaires, arrivera sûrement à l'efficacité de son principe.

Quant à l'argument qui consiste à dire : « Imagine-t-on un système qui aspire à l'amendement, sans permettre à la discipline la possibilité de l'infraction, ni à l'homme le mérite de l'omission (2)? » Les Inspecteurs anglais y ont parfaitement répondu dans leur quatrième rapport en disant : « Est-ce que, par hasard, ceux qui font cette objection prétendraient affirmer que l'amendement moral des détenus ne peut naître que d'un conflit perpétuellement ménagé, dans l'esprit du coupable, entre ses passions fortement excitées et la crainte de la peine qui l'attend s'il s'y abandonne? Ce principe, qu'on ne craindrait pas d'introduire dans les murs d'une prison, jugerait-on prudent de l'admettre dans le monde? Croit-on qu'un père voudrait en faire l'expérience sur son fils, un mentor sur son élève, un maître sur son serviteur? Connait-on quelque vertu qui soit née, dans le cours ordinaire de la vie, du choc de son principe avec le vice correspondant?... Dans ce système on doit apprendre au prisonnier à éviter ce qui est mauvais, ce qui est défendu, ce qu'il éprouve le plus la tentation de commettre, précisément

(1) De La Seiglière, *ub sup.*

(2) Ch. Lucas, *ib.*, t. III. 464.

en l'exposant au danger de faillir!... De bonne foi, peut-on soutenir sérieusement que le seul système pénitentiaire à suivre, est celui qui induit le coupable en tentation, et que le seul à éviter est celui qui empêche que le coupable n'y succombe? »

Au surplus, les rapports déjà parvenus au ministère de l'intérieur sur les premiers résultats obtenus du système cellulaire qui est pratiqué dans les deux prisons nouvelles de Tours et de Bordeaux, ne laissent aucun doute sur les heureux effets que ce système est appelé à exercer et exerce déjà sur les détenus. Ici, plus de théorie; ce sont les faits qui parlent. Interrogeons-les.

Prison cellulaire de Bordeaux (1).

Extrait du Rapport de la Commission de surveillance. — « Les conversations nombreuses des membres de la Commission avec les détenus leur ont démontré que ceux chez qui toute leur morale n'est pas éteinte préfèrent la réclusion individuelle à l'emprisonnement collectif; tandis que ceux qui ont déjà fréquenté les prisons, regrettent, dans leur cellule, les distractions des préaux et des dortoirs communs.

« Malgré le court séjour qu'ils ont pu faire dans le pénitencier, on ne trouve guère de récidivistes parmi ceux qui l'ont habité. Les vagabonds qui revenaient, chaque hiver, chercher autour du poêle et sous les couvertures de la prison, un abri contre les intempéries de la saison, n'ont pas reparu cet hiver.

« En outre des visites faites journellement par l'aumônier, le Directeur, les chefs d'atelier, les gardiens, les commissaires de semaine, etc., douze personnes honorables visitent journellement les détenus dans un but religieux. Chacune d'elles est chargée d'un certain nombre de cellules, dont elle doit voir les prisonniers deux fois par semaine. Les détenus les accueillent avec bonheur, et les écoutent avec docilité; ils paraissent heureux de l'intérêt qu'on leur témoigne. Un bon nombre s'est déterminé à demander les secours spirituels de l'aumônier.

« L'expérience a prouvé que la parole d'un laïque agit avec force

(1) Cette prison a été ouverte le 14 août 1843. Elle contient 174 cellules.

sur les prisonniers les plus corrompus, qui ne voient malheureusement, dans un aumônier qu'un employé de la maison faisant son métier.

« Les Sœurs nous ont affirmé que rien n'est plus fréquent que de voir les femmes donner dans leur cellules des signes d'un vif repentir.

« En résumé, tout ce que la Commission de surveillance a pu observer, depuis l'ouverture du pénitencier, est favorable au système de la réclusion individuelle, adoucie par le travail, les lectures, la promenade, et les rapports aussi multipliés que possible avec les personnes honnêtes, capables de les moraliser.

« Plusieurs membres de notre Commission, la totalité des membres de la *Société des visiteurs*, donnaient la préférence *a priori* au système d'Auburn. Aujourd'hui, après expérience, il n'est pas un d'eux qui ne soit revenu de cette erreur, et qui ne reconnaisse hautement la supériorité, en tous points, du système de l'isolement de nuit et de jour sur tous les systèmes proposés.

Bordeaux, ce 14 février 1844.

Signé LUCIEN FAURE, baron SARGET, CASTEJA, LADURANTIE, J.-B. DUPUCH, A. FAYE, GAUTHIER aîné, docteur ARTAUD, rapporteur.

Extrait du Rapport du Préfet de la Gironde. — « Toutes les préventions se dissipent, à Bordeaux, contre le régime cellulaire, à mesure que les hommes qui les avaient conçues sont mis à même de comparer l'état actuel des choses avec celui qui a précédé.

« Il y a, dans la Commission de surveillance, un homme éminemment distingué par sa piété et par sa philanthropie. Il voit beaucoup les détenus dans leurs cellules; je l'avais engagé à consigner dans un Rapport spécial les conversations qu'il a eues avec un grand nombre d'entre eux; il n'a pas eu le temps de le faire; mais il a conclu, de tout ce qu'il a entendu, que le régime cellulaire était antipathique aux récidivistes, et que tout détenu, non endurci dans la crapule ou dans le crime, était amené à de sérieuses réflexions et au désir de mieux faire.

« Quant aux autres, le régime cellulaire leur paraît dur, et c'est encore un bienfait que la crainte qu'ils ont d'y être soumis.

« C'est donc avec la plus entière confiance que le Gouvernement peut entrer dans le nouveau système d'amélioration des prisons, etc. (1). »

Signé SERS.

Bordeaux, ce 27 février 1844.

(1) V. d'autres extraits de ce Rapport ci-dessus, p. 398, et ci-après, Objection relative à la Folie.

Prison cellulaire de Tours (1).

Extrait du Rapport de la Commission. — « Quand nous faisons nos visites, les prisonniers se plaisent à nous montrer leur travail, et recherchent notre approbation, ce qui démontre jusqu'à l'évidence qu'ils ne s'occupent pas avec insouciance, et qu'au lieu de briguer, comme naguère, de leurs compagnons de misère, cette approbation pour de mauvaises actions, ils aspirent à un encouragement pour ce qu'ils font de bien et d'utile. Et de ce fait, on peut, sans crainte de trop errer, induire que leurs cœurs peuvent s'ouvrir à l'influence des bons conseils qui leur prépareraient un meilleur avenir.

« Utile enseignement qui démontre qu'après peu de jours d'isolement, et dégagé qu'il est de mauvaises influences et de pernicieux conseils, le détenu reprend son caractère ou le modifie à ce point que, dans la prison en commun, où il était (souvent par bravade et toujours par entraînement) paresseux et débauché, il devient promptement, et même sans qu'il soit nécessaire d'adoucir la transition, laborieux et attentif; et que si, dans la prison en commun, il se riait, en présence de ses hideux compagnons, et des bons conseils et des exhortations que lui apportaient et la charité et l'amour du prochain; aujourd'hui, loin de les repousser, il les appelle, les attend avec impatience, et les reçoit avec bonheur.

Et, à l'appui de cette amélioration, nous devons signaler un fait remarquable, c'est que maintenant nous ne visitons jamais un détenu dans sa cellule, sans qu'il ne nous en témoigne sa gratitude, et sans que le contentement ne se peigne sur son visage; tandis qu'autrefois, et dans les prisons en commun, nos visites étaient reçues, non-seulement avec indifférence, mais encore avec dédain; — pour quelques uns, par suite de leur abrutissement; pour quelques autres, pour ne point paraître meilleurs que les plus mauvais.

Parmi les récidivistes, il en est aujourd'hui quelques uns dans notre pénitencier qui, actuellement habitués au travail, confessent de bonne foi que, s'ils sont retombés dans le crime, la cause en est tout entière dans les mauvais conseils dont ils ont été saturés pendant leurs séjours dans les prisons en commun, ou par suite de promesses à eux arrachées de venir retrouver les compagnons qu'ils quittaient, et avec lesquels ils étaient mariés, comme ils disent, ou enfin par suite d'inconcevables paris, dont l'enjeu était quelquefois leur tête. Ils reconnaissent

(1) Cette prison a été ouverte le 14 novembre 1843. Elle contient 112 cellules.

aussi, ces récidivistes de bonne foi, qu'il n'en eût pas été de même s'ils eussent été isolés; ils promettent, du reste, de se mieux conduire à l'avenir, et leur franchise actuelle est déjà un commencement de garantie.

« Et comme preuve de l'influence morale qu'exercent sur les détenus isolés et les bons conseils qu'ils reçoivent sans cesse et les pieuses exhortations qui leur sont faites, c'est que, le 14 janvier dernier, sur dix détenus qui devaient monter dans la voiture cellulaire pour être conduits dans la maison centrale de Fontevault, neuf témoignèrent le regret de quitter le pénitencier; que, parmi eux, le nommé C., condamné à deux ans, demandait instamment à rester, et qu'une femme, condamnée à huit ans, croyait pouvoir continuer d'y résider, en offrant de faire, comme elle le disait, *un an de plus*.

« Un seul prisonnier a exprimé le désir de quitter le pénitencier pour aller subir sa peine dans une prison en commun. Mais cet homme avait déjà subi plusieurs condamnations. C'est une nature totalement pervertie (1). »

Tours, ce 4 février 1844.

Signé WALWEIN, maire; CARRÉ, président du tribunal;
DEFRANCK, VIOT PRUDHOMME, BOURDON.

Extrait du Rapport de l'Aumônier. — « Dans l'emprisonnement en commun, les railleries des méchants et la crainte qu'ils inspirent aux moins pervers empêchent ceux-ci, quand ils se sentent quelque retour vers le bien, de le manifester et de s'y livrer. Aussi tous les prisonniers tournent en ridicule ce que dit l'aumônier, et s'en moquent stupidement entre eux quand il s'est éloigné. Cette confédération du crime et du mal est l'obstacle insurmontable contre lequel viennent se briser les efforts et le zèle du prêtre dans les prisons communes.

« Mais il n'en est plus ainsi dans le pénitencier de Tours; et, maintenant que les prisonniers sont renfermés chacun dans une cellule, qu'ils sont séparés les uns des autres, privés de toute communication entre eux, l'obstacle est levé: l'aumônier est devenu l'ami du prisonnier, son visiteur, son consolateur de tous les jours. Aussi tous me reçoivent-ils avec un vrai contentement. Je puis en juger par l'expression de leurs visages à mon arrivée dans leurs cellules. Je puis dire que quelques uns de ceux qui sont soumis au système cellu-

(1) V. autre extrait de ce Rapport ci-après, *Objection relative au travail, aux punitions, à la folie.*

laire, depuis la mise en activité du pénitencier, paraissent éprouver la bienfaisante influence de la religion.

« J'ajouterai que les prisonniers qui sont condamnés pour la première fois, et que ceux même qui l'ont été deux ou trois fois, mais pour de légers délits, qu'enfin tous ceux qui ont encore au fond du cœur un peu de moralité, — catégorie, je suis heureux de le dire, qui comprend la majorité de la population, — préfèrent l'emprisonnement individuel à la vie commune des prisons ordinaires. Il n'y a que les *crânes*, les *rouleurs*, les incorrigibles, qui, ayant fait un pacte avec le mal, préfèrent la vie commune. On en conçoit la raison. Aussi sont-ils dans un état continuuel d'irritation, souvent très-prononcée, et ce n'est qu'avec peine qu'on parvient à les calmer.

« En somme, je pense que non-seulement les condamnés soumis à l'emprisonnement individuel ne sortiront pas pires de leurs cellules, mais qu'ils en sortiront meilleurs. Cette conviction est le résultat d'une continuelle et journalière observation sur chacun des prisonniers au milieu desquels je passe ma vie.

« Cependant, il est une vérité que je dois dire, c'est que tous les prisonniers, à de rares exceptions près, même ceux qui sont les meilleurs, tout en reconnaissant les avantages qui résultent pour eux de ce mode d'emprisonnement, se plaignent incessamment d'être seuls. *Je suis seul!* voilà la plainte qu'ils me font toujours. Puis, jetant un regard autour de leur cellule: « Ah! monsieur l'aumônier, me disent-ils, on a bien fait de nommer cette prison un pénitencier; car on y fait une rude pénitence, et j'espère bien me conduire de manière à n'y plus revenir. »

« Toutefois, il est des condamnés que les conseils, les exhortations et tous les moyens qu'emploient la charité et la religion, trouvent insensibles. A l'égard de ceux-là même, l'isolement complet est le mode d'emprisonnement le meilleur; car, du moins, ils ne propageront pas leurs inclinations perverses. Ils pourront se rire de l'aumônier et de son ministère, se moquer de ses instructions, de ses conseils (il est des natures que rien ne ramène); mais il y aura toujours cet immense avantage qu'ils ne pourront pas communiquer leurs mauvaises dispositions, ni paralyser les bons sentiments des autres. D'où je crois pouvoir tirer cette conclusion: Autant il résulte de mal de la cohabitation des détenus, autant il naîtra de bien de leur complète séparation... » (1)

Tours, ce 4 février 1844.

Signé DE SORBIERS, aumônier.

(1) V. d'autres extraits de ce Rapport ci-après, *Objection relative au culte.*

3^e objection.**IMPOSSIBILITÉ, INUTILITÉ, MITIGATION DES VISITES AUX DÉTENUS EN CELLULES. — COMMISSIONS DE SURVEILLANCE.**

Le projet du Gouvernement admet les visites aux détenus cellulés, parce que, ainsi que je l'ai déjà dit, il importe que l'administration ne séquestre les détenus de la société perverse de leurs compagnons de crimes ou de débauche, que pour les initier à des habitudes sociales nouvelles, en les mettant souvent en rapport avec des gens honnêtes avec lesquels ils puissent causer, et dont l'exemple et les conseils puissent leur apprendre ce qu'il faut faire pour vivre heureux dans le monde, et pour n'user de la liberté que Dieu leur a donnée sur la terre, que pour accomplir les fins de cette loi fondamentale de toute société humaine : ne jamais faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qu'il nous fût fait à nous-mêmes.

Et qu'on ne croie pas que ces communications avec les détenus soient difficiles à organiser, surtout si le maximum de la population de nos plus grandes prisons pour peines n'exécède pas le chiffre de 500. D'abord, les gardiens qui seront chargés de la distribution des vivres aux détenus entreront, à cet effet, deux ou trois fois par jour dans chaque cellule, et rien n'empêchera alors qu'ils n'échangent quelques paroles de consolation ou de conseil, surtout si les gardiens sont des frères de St-Joseph ou de quelque autre ordre religieux, ainsi que cela se pratique déjà dans la maison centrale de Nismes. Voici donc, déjà, deux ou trois visites officielles faites, chaque jour, à chaque détenu. Puis viennent les communications industrielles qui auront lieu, aussi plusieurs fois par jour et dans chaque cellule, entre chaque détenu et celui ou ceux qui seront chargés de leur apprendre un métier, ou de leur apporter, ou de leur tailler, ou de leur reprendre de l'ouvrage. Dans ces rapports journaliers que nécessitera l'obligation des travaux dans la prison, rien n'empêchera encore les communications verbales des détenus avec les agents ou

contre-maîtres, relativement à ces travaux mêmes. C'est donc une ou deux visites par jour à ajouter, pour chacun d'eux, aux deux ou trois dont nous venons de parler. Ensuite viendront les visites de l'instituteur et de ses préposés chargés de donner l'instruction scolaire aux détenus. Ce seront donc encore là des visites quotidiennes à joindre aux autres. Puis viendront les visites de l'aumônier et de l'aumônier adjoint; puis celles du médecin et du chirurgien; puis celles du directeur, du sous-directeur et de l'inspecteur; puis celles des Commissions de surveillance et autres, et des parents ou amis des détenus qui auront obtenu la permission de les visiter.... De bonne foi, peut-on dire qu'un tel état soit la solitude, et que le détenu, dans sa cellule, mourra d'inaction et d'ennui!

Non, dit M. de Larochevoucault-Liancourt ! Mais alors vous faites de votre emprisonnement individuel « un régime de prison si doux, si doux, qu'il n'y a plus de prison (1), » et M. Lucas, qui trouve cet objection « pleine de sens et d'esprit, » s'en empare et nous l'oppose à son tour (2).

A cela je n'ai qu'un mot à répondre, c'est que, quelque adoucissement que doivent apporter à la peine du détenu cellulé les relations que le projet autorise, cette peine n'en sera pas moins sévère, et plus sévère, par elle-même, que l'emprisonnement commun; les visiteurs qu'il recevra, de temps en temps, même journellement, un à un, au parloir ou dans sa cellule, ne pouvant jamais, même dans toute une année, équivaloir en nombre aux codétenus qu'il voit dans une heure, et au milieu desquels il se trouve en réunion de 6 à 12 cents, au réfectoire, aux ateliers, aux préaux, aux dortoirs des prisons communes. Quelques fréquentes et nombreuses que puissent être les visites journalières que recevra le détenu cellulé, elles ne le seront jamais

(1) *Examen du système pénitentiaire*, p. 133.

(2) *Des moyens d'une réforme pénitentiaire*, p. 90. — Quelques lignes avant cette objection, M. de Larochevoucault en fait une autre contre le système de M. Lucas (*l'atmosphère de la réunion et l'action de la collection*), et dit que « ce système est reconnu, sous tous les rapports, absurde et ridicule. » M. Lucas doit trouver cela moins spirituel.

assez pour faire perdre à l'isolement son caractère, et à la peine son degré légal d'intensité (1). Ce qui se passe à Tours et à Bordeaux en est la preuve.

Mais, dit à son tour M. Faucher, il ne faut pas connaître la nature humaine pour supposer que la morale officielle que prêcheront tous ces visiteurs puisse faire de nombreuses et de sincères conversions (2).

Tel est aussi l'avis de M. Verdeil de Lausanne, avis que le docteur Vaudois appuie d'une théorie si curieuse sur la sociabilité sympathique des voleurs que je crois devoir la faire connaître. La voici :

« Les conversations des employés et des visiteurs avec les détenus n'ont lieu que sur des sujets qui ne les touchent malheureusement que fort peu. — Pour bien des détenus, l'employé ne peut être un confident, un ami, un consolateur. L'employé fidèle à son devoir est un tyran.

« Entre ces deux hommes, dont l'un est libre et maître, et l'autre captif et esclave, peut-il y avoir cette confiance sympathique dont l'âme honnête, tout comme l'âme corrompue et dépravée est si avide. Pour que la sympathie existe, ne faut-il pas l'égalité; égalité sociale, égalité de vertus, et même égalité de vices? On a rarement vu le pauvre sympathiser réellement, intimement avec le riche, et avoir confiance en lui; on a rarement vu l'esclave sympathiser avec l'homme libre, l'heureux avec le malheureux, le vicieux avec le vertueux. Le détenu ne pourra donc avoir de la confiance, du laisser-aller, de l'abandon pour son geôlier. Le gardien, quelque humain qu'il soit, ne pourra jamais remplacer l'ami... Aussi, dans bien des cas et

(1) M. de Laroche foucault me fait dire, à ce sujet (p. 133 et 141, *ub sup.*), des choses que je n'ai jamais dites, et des absurdités qui ne peuvent m'appartenir. Dans une autre occasion, il a cité de moi un ouvrage qui n'est pas de moi. Cette fois, il me fait demander 800 visites pour 187 détenus, et il cite mon nom sans désignation d'ouvrage, avec la seule indication de la p. 102. Or, à aucune p. 102 d'aucuns des volumes que j'ai publiés, ne se trouve quoi que ce soit qui ait un rapport, même indirect, à la fausse assertion qu'il me prête. Que dirait-il de moi, je le lui demande, si j'usais, à son égard, d'un procédé pareil?

(2) Du projet de loi sur les prisons, p. 33.

« chez un grand nombre de détenus, les conversations avec le Directeur ne peuvent pas remplacer les conversations qu'ils auraient avec d'autres captifs. Ces conversations peuvent exercer les muscles du larynx, mais elles ne peuvent établir entre le riche, le supérieur, aucune confiance sympathique, etc. (1). »

Ce qui veut dire que, pour opérer l'amendement des condamnés, il faut éloigner d'eux, par cela seul qu'ils sont dépravés, les conversations morales qui, par elles-mêmes, roulent sur des sujets qui ne les touchent que fort peu, et remplacer ces conversations morales par le laisser-aller des conversations entre captifs, attendu que la sympathie entre criminels ne peut exister qu'autant qu'il y a égalité de crimes; que le vicieux ne peut jamais sympathiser avec le vertueux; et que ce qu'il faut à l'âme corrompue du condamné c'est la confiance sympathique dont elle est si avide d'une âme corrompue également, car l'égalité de vice est nécessaire pour que la sympathie existe. Que parle-t-on du Directeur et des gardiens? Quelque humains qu'ils soient, ce sont des tyrans avec qui il ne peut y avoir d'abandon, de laisser-aller. L'esclave ne sympathise pas avec son maître! Ce qu'il faut au condamné, c'est un ami, c'est l'ami avec lequel il puisse exercer AUTRE CHOSE que les muscles de son larynx...

Voilà certes une théorie de l'attraction passionnelle qui fait pâlir celle de Fourier!

M. Lucas, qui a bien dit aussi quelque chose de l'atmosphère des attractions (2), s'attache spécialement à démontrer, non l'inefficacité des visites officielles, mais l'impossibilité, d'une part, et l'inconvenance, de l'autre, de créer des Commissions de surveillance auprès des prisons centrales.

« Les maisons centrales, dit-il, n'étant pas situées au chef-lieu de département ou d'arrondissement, et plusieurs étant isolées au milieu des terres, ou seulement à la proximité d'un petit village, comment trouvera-t-on des Commissions de surveillance

(1) De la réclusion dans le canton de Vaud. Lausanne, 1842, p. 142, 143, 144.

(2) V. ci-dessus, p. 442, note 1.

pour les visiter (1) ? Le moyen est bien simple, et c'est M. Lucas lui-même qui nous l'indique : « L'organisation du système pénitentiaire en France nécessite infailliblement, comme première condition du choix du lieu propre à l'établissement des pénitenciers, la proximité d'une grande ville, siège de cour royale, qui puisse offrir une réunion d'hommes et de magistrats éclairés dont le concours est si indispensable au succès de pareilles institutions (2). »

Ce passage, que M. Lucas avait sans doute oublié, et où il prouve que le concours des Commissions de surveillance est indispensable au succès des maisons centrales nouvelles, vient heureusement à mon secours pour répondre à cette autre objection de l'honorable académicien : que « l'extension aux maisons centrales de l'action des Commissions de surveillance est une innovation qu'il faut rejeter, attendu qu'elle compromettrait, dans le régime de ces établissements, les conditions de la discipline et les garanties de la responsabilité (3). »

Quant à la difficulté de trouver des personnes zélées pour composer ces Commissions, cette difficulté qui existe aujourd'hui par cette seule raison qu'il n'y a rien à faire dans l'état actuel de nos prisons communes, disparaîtra aussitôt que les Commissions seront appelées à exercer leur intervention et leur surveillance dans les prisons cellulaires, attendu qu'elles auront alors la conscience et la certitude de l'utilité de leur mission. Ce qui se passe à Tours, à Bordeaux, à Paris, partout où le système cellulaire est organisé, nous en donne la garantie. Là, les comités de causeurs, dont se moque si agréablement M. Lucas (4), ne manquent pas plus que les comités charitables dont il se moque pareillement (5), et nulle part l'administration de l'établissement n'est entravée par leurs envahissements ou leurs prétentions ;—au contraire.

(1) *Observations sur les changements au projet de loi*, p. 37.

(2) *Pétition aux Chambres*, p. lxxix.

(3) *Observations*, etc., p. 16 et 40.

(4) *Des moyens d'une réforme pénitentiaire*, p. 90, 91, 95.

(5) *Observations sur les changements*, etc., p. 42.

Il en faut dire autant des agents des travaux industriels, lesquels, admis près des détenus cellulés, offrent une distraction utile et permanente aux détenus, sans nuire en rien à la discipline, lorsque ces agents sont choisis et surveillés comme ils doivent l'être. Témoin ce qui se passe dans le pénitencier de La Roquette à Paris. C'est bien mieux dans le pénitencier de Philadelphie, où ce sont les gardiens eux-mêmes qui dirigent les travaux industriels des détenus. Ce serait bien mieux encore en France, si jamais l'abbé Rey parvenait, comme je l'espère, à introduire dans nos prisons cellulaires ses frères de St-Joseph, ces frères étant tous ouvriers et contre-mâtres.

M. Lucas prétend qu'en instituant des Commissions de surveillance près des maisons centrales, le Gouvernement adopte « les vices patents et avoués du système américain... » (1). Comme s'il y avait la moindre analogie entre les Commissions administratives et, par cela seul, désorganisatrices, des prisons des Etats-Unis et de la Suisse, où ce même mal se fait sentir, et les Commissions de surveillance établies près de nos prisons ! C'est, dites-vous, en défiance du personnel des concierges que des Commissions ont été établies près des prisons de département, et il serait injuste et injurieux pour les Directeurs d'en constituer de pareilles, au même titre, près des maisons centrales. Avec un tel principe tous les contrôleurs, tous les Inspecteurs seraient supprimés, et vous savez mieux que personne que si quelque bien s'est accompli, dans les maisons centrales, depuis 14 ans, c'est en majeure partie à vous et à vos collègues qu'il est dû. Le contrôle des Commissions de surveillance viendra puissamment en aide à celui de l'Inspection générale, et une foule d'abus que celui-ci n'atteint pas seront inévitablement détruits par l'autre. Je connais tel Directeur qui a tout à craindre du contrôle inattendu des Commissions de surveillance. Je

(1) *Observations sur les changements*, etc., p. 39. — Voyez si la responsabilité, si l'autorité, si la dignité personnelle du Directeur est compromise, ou seulement amoindrie, dans la maison centrale des jeunes détenus de la Roquette, par la Commission de surveillance que le Préfet de police a instituée près de cette prison !

connais tel autre qui n'aura jamais qu'à s'en applaudir. Il en sera des visites des magistrats commissaires comme des visites des Inspecteurs généraux : — terreur des mauvais employés, elles seront la sauvegarde des bons.

4. objection.

LE SYSTÈME DE PHILADELPHIE EST INHUMAIN ET EXIGE L'EMPLOI DE CHATIMENTS BARBARES.

M. Faucher a écrit en 1838 : « Nous croyons avec MM. de Beaumont et de Tocqueville qu'on a fort exagéré la prétendue inhumanité de la réclusion solitaire. Nous ne reprocherons pas au système de Cherry-Hill de briser la santé ou la raison des condamnés. Dans nos maisons centrales tout condamné à dix ans de détention est condamné à mort. Il ne voit pas le terme de sa peine. Dans le pénitencier de Philadelphie, la durée de la vie moyenne est plus longue que dans la société. Et comment douter de l'influence bienfaisante qu'exerce la solitude sur l'âme des condamnés, lorsqu'on lit dans l'ouvrage de MM. de Beaumont et de Tocqueville ces paroles touchantes d'un détenu : « C'est avec joie que j'aperçois la figure des surveillants qui visitent ma cellule. Cet été, un grillon est entré dans ma cour ; il me semblait avoir trouvé en lui un compagnon. Lorsqu'un papillon ou tout autre animal entre dans ma cellule, je ne lui fais jamais de mal (1), » etc., etc.

Comment se fait-il donc qu'aujourd'hui M. Faucher exagère plus qu'aucun autre ne l'avait fait avant lui, cette prétendue inhumanité de la règle de Philadelphie, et dise, contrairement aux rapports officiels publiés sur le pénitencier depuis quatorze ans, et aux comptes-rendus de tous les commissaires-enquêteurs français et étrangers, « que les chaînes et les châtimens corporels lui paraissent les auxiliaires obligés du système Pennsylvanien (2) ? » Le voici :

1° M. Faucher a lu dans le 18^e rapport de la société de

(1) *De la réforme des prisons*, p. 68.

(2) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 28.

Boston que « M. Charles Dickens, qui a visité le pénitencier de Philadelphie, non pas en romancier, mais en observateur, et avec une sûreté de coup d'œil que n'ont pas montré bien des philanthropes de profession, a remarqué que la plupart des détenus avaient contracté, dans la prison, un tremblement nerveux et que d'autres étaient devenus presque sourds après plusieurs années de détention, » etc., etc. (1) ; » — ce qui prouve le barbare régime auquel ils sont soumis.

2° M. Faucher a lu dans le même rapport de la société de Boston, que « pendant assez longtemps on a fait usage, dans le pénitencier de Philadelphie, d'un affreux et homicide instrument connu sous le nom de *iron gag* (bâillon de fer), dont est mort un nommé Maccumsey, et dont un membre de la Législature pennsylvanienne, M. MELwee, a donné lui-même la description, par suite d'une enquête législative, etc... (2) »

3° M. Faucher a lu dans le *Times*, qu'à Glasgow, où l'on suit la règle pennsylvanienne, les punitions sont fréquentes ; qu'on y fait usage de fers (*handcuffs*) ; et que, quelquefois même, on a recours, pour dompter les enfants, aux châtimens corporels, ou à un bain froid dans lequel on les plonge. (3) »

Pour ce qui est de M. Dickens, je ne m'arrêterai point (j'ai dit pourquoi, p. 436) à contredire les impressions de voyage dont le pénitencier de Philadelphie a été l'objet sous la plume du célèbre auteur de *Nicholas Nickleby* ; ces impressions, je le répète, sont tout à fait à leur place dans le *Magasin pittoresque*, qui les a recueillies, et d'où elles n'auraient point dû sortir (4).

(1) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 20

(2) *Ibid.*, p. 28.

(3) *Ibid.*, p. 27.

(4) Il ne faut pas croire pourtant que tout soit contraire au système dans le récit du romancier. On peut même dire que la forme seule y est attaquée et que le fond y est reconnu bon. C'est ainsi que nous lui devons la connaissance de plusieurs cas de détentions très-longues, qui n'ont eu d'autre effet fâcheux que celui que lui attribue l'imagination du poète. Il en a vu, par exemple, qui étaient là depuis deux ans, depuis quatre ans, depuis six ans, depuis plus de onze ans, tous travaillant et plusieurs faisant des choses extraordinaires, sous le rapport du goût et de l'adresse. Il n'a vu aucun aliéné. Il constate que, depuis l'ouverture du pénitencier,

Cependant, comme le hasard a conduit à Philadelphie, depuis la visite qu'y a faite Charles Dickens, un *philanthrope de profession* en qui j'ai toute confiance, je profiterai de cette circonstance pour donner la véritable mesure de la *sûreté de coup d'œil* du romancier observateur. Voici donc ce que M. le professeur Lieber écrivait de Colombie au docteur Julius, sous la date du 8 octobre 1843 :

« Vous vous rappelez, sans doute, la tirade sentimentale de M. Dickens sur le *solitary confinement* de Philadelphie, et dont une certaine jeune fille, mulâtresse, lui donna l'occasion. Lorsque je fis dernièrement une nouvelle visite au pénitencier, ce déhordement de sentiment du romancier me revint en mémoire, et je me fis conduire à la cellule de cette jeune détenue. Je causai, à dessein, seul avec elle, et voici ce que j'en ai appris : Elle est maintenant âgée d'à peu près vingt-un ans. Il y a quatre ans qu'elle est en cellule ; elle a encore trois ans à faire. Trois ans avant son incarcération, elle avait treize ou quatorze ans alors, elle commençait déjà à se mal conduire ; elle abandonna sa mère et entra dans une maison de prostitution. Là, elle se livra à la boisson, au vol et à toutes sortes de souillures. Elle fut souvent malade, etc. Depuis qu'elle est au pénitencier, elle n'a reçu que de bons traitements. C'est là qu'elle a appris à lire, à écrire et à prier Dieu. Le premier usage qu'elle fit de l'écriture fut d'envoyer une lettre à sa mère. Dans cette lettre, elle lui demandait pardon de ses égarements. Sa mère lui a pardonné, et lui a promis de la recevoir à l'expiration de sa peine, si elle sait mettre à profit, pour se perfectionner encore davantage, le reste du temps de sa captivité. Il y a huit ans que la coupable n'a vu sa mère. Elle désire beaucoup être libre ; mais elle dit que si elle était assez malheureuse pour retomber dans le vice, c'est dans cette maison qu'elle voudrait revenir pour y passer le reste de ses jours. Dans les commencements, elle trouvait l'isolement et la captivité bien amers ; mais elle n'a jamais beaucoup pleuré. Elle n'a surtout jamais eu de rêves pleins d'angoisses, et jamais elle ne s'est sentie de fièvres ; maintenant elle est habituée

il y a eu peu ou point de suicides. Malgré cela, il s'élève fortement contre le système, et la raison qu'il en donne, la voici : « A en juger, d'après moi, d'après ce que j'ai lu écrit sur les visages, d'après ce que, de science certaine, je puis affirmer qu'ils éprouvent au dedans, je crois qu'il y a, dans ce système, un abîme de douleurs que ceux-là qui l'endurent peuvent seuls sonder. » V. *Magasin pittoresque*, n° 5 de janvier 1844, p. 17.

à sa solitude. La seule peine qu'elle éprouve, c'est de sentir le mal qu'elle a fait. On est toujours malheureux quand on est vicieux. Peut-on trouver un cas qui parle plus éloquemment en faveur du système de Philadelphie ? Et les effusions sentimentales n'auraient-elles pas pu aussi bien couler de cette vérité simple et nue ? etc. (1). — *Ab uno disce omnes.* »

Pour ce qui est de l'*iron gag*, ce qu'il y a de certain c'est que, le 6 décembre 1834, un Comité de dix membres, dont cinq pris dans le sein du Sénat, et cinq dans le sein de la Chambre des représentants, fut nommé par la Législature, à l'effet de s'enquérir de différents faits abusifs dont on lui avait signalé l'existence dans le pénitencier de l'Est, à Philadelphie. L'enquête eut lieu, et, par suite, un Rapport du comité. On lit dans ce Rapport que « le système de l'emprisonnement solitaire avec travail a immortalisé la Pennsylvanie, en la plaçant, au milieu des autres États, au degré le plus élevé de l'échelle de l'humanité et de la sagesse. » Voici sa conclusion : « En résumé, le Comité ne peut s'empêcher d'exprimer sa haute admiration pour l'institution dont l'économie et la discipline ont fait l'objet de son examen. Il ne peut pareillement s'empêcher d'exprimer cette ferme croyance, que le système qui y est pratiqué est calculé, à un degré éminent et bien au-dessus de tout autre établissement de cette nature, pour atteindre le double but de toute peine pénitentiaire, savoir : — l'empêchement des crimes et l'amendement des criminels. »

Ce qu'il faut remarquer ici, c'est que, sur les dix membres qui composaient le comité, neuf, dont cinq du Sénat et quatre de la Chambre, ont concouru à ce Rapport, et l'ont signé.

Un seul membre était refusant. Et quel est ce membre ? C'est le même M. M'Elwee que nous oppose M. Faucher, et, après lui, M. Lucas, comme formant à lui seul le Comité législatif. Or, ce M. M'Elwee, non-seulement a fait bande à part, mais encore a publié à part un Rapport *privé*, dans lequel se trouve

(1) V. *Jahrbücher der Gesangniftunde*, etc., janvier 1844, p. 191.

la description de l'*iron gag*, et de différents autres instruments disciplinaires soi-disant en usage dans les pénitenciers de Philadelphie et de Pittsburg, etc.

Il ne faut pas perdre de vue que M. M'Elwee, tout en considérant comme prouvé l'usage, dans le pénitencier de Philadelphie, de ces instruments de discipline, approuve la discipline elle-même du pénitencier, et se déclare hautement partisan de l'emprisonnement solitaire avec travail qu'on y suit : *The excellence of solitary confinement, dit-il, over every other mode of punishment is undeniable* (1).

Il y a, pour moi, là-dessous, une énigme. Il faudrait être Anglais ou Américain pour la comprendre. Nous n'entendons rien, nous autres Français, à la philosophie des *Whippings*, des *Handcuffs* et des *Iron gags*.

Voici tout ce que j'ai pu apprendre, dans toute la bonne foi de mes recherches, sur ce point si contestable de la discipline pennsylvanienne.

Une Revue Américaine (2) ayant reproché au système de Philadelphie l'emploi de châtimens barbares, et cité, en preuve, les faits révélés par M. M'Elwee, une brochure, sans nom d'auteur, mais émanée d'une main vigoureuse et experte, fut publiée, en réponse, à Philadelphie (3). On lit dans cette brochure les passages suivans ; je traduis mot à mot :

« Nous ne disons pas qu'il soit impossible au Directeur du pénitencier de l'Est d'entrer dans la cellule d'un convict et de le tuer ; de même, nous ne disons pas que chaque convict du pénitencier d'Auburn et de Sing-Sing reçoive un certain nombre de coups de fouet périodiquement et régulièrement, comme il reçoit sa nourriture ; mais nous disons, sans qualification, qu'une discipline dure et sévère est plus nécessaire pour tenir en respect quatre ou cinq cents convicts quand ils sont agglomérés dans un préau ou dans un atelier commun, que quand

(1) J'ai emprunté les détails qui précèdent à la brochure américaine que j'ai déjà citée : *A vindication of the separate system, etc.* ; Philadelphie, p. 11 et 31.

(2) *North American Review* ; July, 1839.

(3) *A vindication of the separate system from the misrepresentations of the North American Review* ; 1839, p. 31 et suiv.

chaque prisonnier est sûrement confiné dans une cellule individuelle.

« Vous prétendez que les châtimens disciplinaires infligés dans le pénitencier de Philadelphie ont été tels, à une époque, qu'ils ont provoqué « une enquête législative. » Pourquoi donc ne nous donnez-vous pas le résultat de cette enquête ? Vous dites qu'on peut citer le cas d'un convict qui est mort sous l'infliction du *gag*. Pourquoi donc ne nous dites-vous pas que l'enquête législative a démontré que la mort du convict en question n'a pas été causée par l'emploi du *gag*, mais bien par une maladie chronique ? Vous dites qu'un autre convict a été sérieusement affecté d'une douche à l'eau froide versée sur lui pendant l'hiver. Pourquoi donc ne nous dites-vous pas que l'enquête législative a prouvé qu'aucune conséquence fâcheuse ne s'en est suivie ? Vous dites que d'autres cas existent d'usage immodéré de camisoles de force, etc. Pourquoi donc ne nous dites-vous pas que l'enquête législative a prouvé qu'aucun usage hors de propos n'a été fait de la camisole de force, etc. Pourquoi cette dissimulation ? Pourquoi cette palpable et continue perversion de la vérité et des faits ?

« On nous parle encore d'une boîte mystérieuse dans le pénitencier de l'Ouest, boîte que, suivant l'enquête, on n'a jamais vue ; puis de trois autres cas spécifiés de châtimens cruels, dans le pénitencier de l'Est, châtimens qui, d'après l'enquête, n'ont jamais été infligés : *Were found never to have occurred*.

« Mais nous avons, nous, à produire un document certain, positif, sur les cruautés exercées en réalité dans les pénitenciers auburniens ; c'est le Rapport du Comité nommé par la Législature de New-York pour visiter la prison de Sing-Sing dans l'hiver de 1839.

« Il résulte de l'enquête, dit le Rapport, que de cruels et déraisonnables châtimens ont été souvent infligés dans la prison de Sing-Sing. Pour de légères infractions, 80 ou 100 coups ont été donnés sur les épaules nues et sur les jambes des détenus, au moyen d'un instrument qui multiplie chaque coup par six, châtimens qu'on a infligés à des convicts manifestement aliénés, *manifestly insane*. Une seule femme a reçu mille coups de fouet dans une semaine. Des convicts, roués de coups, ont été se faire traiter à l'hôpital... — Des *prévenus* ont été dépouillés de leurs vêtements et fouettés par des sous-gardiens, pour insultes à eux faites. — Des convicts *libérés* ont été saisis et forcés de retourner au travail par la volonté des employés, etc. »

Vraiment M. Faucher a grande raison de dire que ces traitemens barbares sont dignes du moyen âge, et font rougir notre civilisation.

Maintenant, et pour en revenir à l'*iron gag*, il est constant

que si cet instrument de supplice a existé pendant un temps à Philadelphie, il n'y a jamais fonctionné disciplinairement, et, qu'en tout cas, il n'en existe pas trace, dans le pénitencier, depuis dix ans. Je crois donc que MM. Lucas et Faucher ne peuvent pas plus faire de l'*iron gag* un instrument d'opposition contre le système du projet de loi, que je ne pourrais en faire un contre le système de M. Lucas ou celui de M. Faucher, soit de l'*instrument de silence* de la prison de Manchester (V. p. 50, n. 1), soit des *coups de corde* qui ont été distribués, à ce qu'on dit, pendant un certain temps, et en bon nombre, dans la maison centrale de Fontevault, celle de nos grandes prisons réformées que j'ai signalée comme l'une des mieux tenues que je connaisse, et dont la discipline et le Directeur ont reçu le plus d'éclat, le plus de sympathies et le plus d'éloges, dans les écrits de M. Lucas.

Pour ce qui est des *handcuffs* et des *douches* de Glasgow, le *Times* a fort mal renseigné M. Faucher sur ce point, comme sur tous les autres. Moins que tout autre M. Faucher devrait donner crédit à des feuilles publiques, qu'il est plus à même que personne d'apprécier à leur juste science. Le *Times* est-il donc une autorité pénitentiaire? Et M. Faucher ignore-t-il que cet organe du torisme anglais est l'ennemi juré de la réforme des prisons, par cela seul qu'il est l'ennemi juré de toute réforme? Il cite des faits, dit-on. Et si ces faits sont faux! Lisez le *Manchester Guardian* du 17 février, et, dans le même journal, le compte-rendu des lectures sur les prisons de M. Adshead, et vous me direz ensuite ce que vous pensez de la véracité du *Times*. Du reste, M. Faucher ne lui a pas emprunté un seul fait sur Milbank, sur Pentonville (1), sur Glasgow, que je ne sois en mesure de démentir, pièces en main.

(1) Depuis l'ouverture de Pentonville jusqu'au 21 janvier 1844, il n'y a eu que 193 punitions sur 526 détenus. Pas une pour révolte ou insubordination; toutes pour infractions légères, négligence dans le travail, etc. Du 1^{er} juin 1843 au 9 janvier 1844, il y a eu 45 punitions, sur 145, pour infractions ou tentatives d'infractions à la loi du silence. Les punitions ont été: privation de travail, de chapelle et cellule ténébreuse.

En fait, les châtimens corporels de toutes sortes et de tous degrés, sont prohibés dans toutes les prisons de l'Écosse. L'histoire du bain froid est donc « sans fondement et sans l'ombre de vérité(1). » On ne connaît dans le bridewel que les bains de santé ou de propreté, — froids en été, chauds en hiver.

Quant aux *handcuffs*, il n'y en a pas dans la prison, en ce sens qu'on ne se sert pas de fers, *irons*, mais seulement de camisoles de force, *strait jackets*.

Quant à la fréquence des punitions, elle est assez grande; mais elle n'est pas disproportionnée eu égard à la turbulence de la population et à la courte durée des séjours. Les punitions de toutes sortes ont été de 816 en 1843, sur une population de 2,906 détenus. Les punitions sont: la privation de travail, la réduction de nourriture, la cellule ténébreuse, la camisole de force.

Ici encore, du reste, nous pouvons nous étayer des premiers et remarquables résultats obtenus dans nos prisons départementales cellulaires.

Voici ce qui se passe dans celle de Tours :

« Incarcérés dans leurs cellules, et séparés les uns des autres, tous, sans exception, montrent une résignation à laquelle nous nous attendions peu. Ce qui est digne de remarque, c'est que, soit lors de la translation, soit depuis, il ne fut proféré ni injures, ni imprécations: c'est que nulle part nous ne remarquons ni colère, ni emportement. »

« Lors de son installation, le pénitencier a reçu soixante-sept détenus. Depuis, il en est arrivé cent cinquante-huit, et sorti cent soixante-seize. Maintenant, il est peuplé de quarante-neuf habitants. Eh bien! sur ce nombre de cent soixante-seize, qui ont séjourné dans le pénitencier, pas une plainte n'a été faite par les détenus depuis qu'ils ont du travail, et la Commission n'a eu à *sévir* contre aucun, même pour le plus petit détail de propreté intérieure.

« Nous devons dire, dès à présent, qu'il résulte, des rapports fréquents de l'aumônier avec les détenus, un bien notable, puisque, depuis trois mois, leur conduite n'a pas donné lieu à la *moindre plainte*.

« Depuis l'ouverture de la nouvelle prison, un seul homme s'est porté à un violent accès de colère, parce que le gardien-chef, croyant qu'il était fou et voulait se suicider, lui avait retiré ses outils. Les

(1) Lettre de M. Brehner, Gouverneur, du 2 mars 1844.

craintes du gardien n'étant pas fondées, les outils furent remis à ce détenu, qui, assuré d'avoir du travail, redevint calme, et est depuis resté constamment tranquille, sans jamais donner lieu à aucune plainte.

« Aussi, et jusqu'à ce jour, la conduite des détenus a été irréprochable, et il ne leur a été infligé aucune punition (1).

On rend le même témoignage de la conduite des détenus, dans les rapports sur la prison cellulaire de Bordeaux; et si nous jugeons des traitements barbares qui sont, dit-on, l'accessoire obligé du système pennsylvanien, par ce qui se passe dans cette prison, nous pouvons affirmer que, depuis qu'elle est ouverte, le traitement qu'y subissent les détenus est de telle nature que tous éprouvent le bienfait de sa sévérité tempérée, sans se révolter contre sa discipline.

La même chose a lieu dans la prison cellulaire de Rhetel (2).

Maintenant parlons du pénitencier des jeunes détenus de La Roquette.

« Les actes de violence et de résistance qui étaient si fréquents chez les jeunes détenus dans le régime en commun, ne se reproduisent plus depuis qu'ils sont en cellules. Les exhortations suffisent presque toujours à prévenir ou à réprimer les mauvaises dispositions. Les caractères, même les plus violents, se soumettent aux voies de persuasion et de douceur, et, sous ce rapport, une amélioration profonde s'est fait remarquer chez beaucoup de jeunes enfants. Il y a là tous les indices tous les signes certains de l'efficacité morale du système. Aussi les punitions sont-elles peu nombreuses. Elles peuvent être évaluées, tout au plus, à trois par jour, et ne sont, le plus souvent, motivées que par de légères infractions (3). »

Né nous parlez donc plus de *handcuffs*, et de *iron gag* et de *douches glacées* ! Ces moyens-là ne sont point français, et nous saurons prouver aux deux mondes que la sévérité n'est pas la

(1) Rapport de la Commission de Tours, 4 février 1844.

(2) Cinq condamnés à plus d'un an ont demandé et obtenu, en raison de leur bonne conduite, l'autorisation de subir leur peine, à leur frais, dans les cellules de cette prison. Lettre du préfet des Ardennes, du 28 décembre 1843.

(3) Rapport de M. le préfet de police au Ministre de l'intérieur, 6 février 1843.

barbarie, et que la discipline de nos cellules expiatoires peut se maintenir, dans ses observations les plus rigoureuses, sans l'emploi de moyens cruels qui répugnent à notre caractère national autant qu'à l'humanité.

5. Objection.

LE SYSTÈME DE PHILADELPHIE REND FOU.

L'un des arguments les plus sérieux qu'aient à produire les adversaires du projet de loi est que le système de Philadelphie altère la raison des condamnés qui y sont soumis pendant un certain temps. Préoccupé de cette grave question depuis que j'étudie la science pénitentiaire, j'ai senti, le premier, que la solution en appartenait à une autre science, et le premier j'ai osé la porter devant la seule autorité qui pût en connaître, — devant l'Académie royale de Médecine. J'ai donc rassemblé tous les faits administratifs, tous les faits officiels en ma possession, et j'en ai composé un mémoire que j'ai adressé, non pas *incidement*, comme le dit M. Lucas (1), mais directement à cette Académie, vers la fin de 1838.

(1) « M. Lucas déclare, quant à l'avis exprimé par l'Académie de médecine, appelée *incidement* à se prononcer sur la question de l'influence du système pennsylvanien sur le moral des détenus, qu'il attendra une publication officielle du Mémoire à consulter et des Rapports de la Commission pour examiner les termes dans lesquels la question a été posée et résolue. La déférence que M. Lucas professe pour les lumières de cette docte compagnie, lui interdit toute observation prématurée, d'autant que le jour prochain des explications pourrait amener une autre manière de poser la question, qui permettrait à l'Académie de médecine une solution différente, sans donner lieu, de sa part, à aucune inconséquence comme à aucune rétractation. C'est cette conviction qui a déterminé M. Lucas à dissuader plusieurs médecins distingués de publier des mémoires en réponse aux conclusions adoptées par l'Académie de médecine, parce qu'il est convaincu qu'il y a évidemment un malentendu dans la position de la question, et que c'est là le premier point, le point essentiel à éclairer. » (Séance de la Société de la morale chrétienne, 22 avril 1839. *Compte-rendu*, p. 29.)

Le Mémoire et le Rapport ont été publiés. M. Lucas les a lus; et il s'est tu; et il a bien fait. Un seul médecin, inconnu dans la science, a rompu une lance pour

L'Académie, sur le rapport d'une Commission composée de MM. Pariset, Villermé, Louis, Marc et Esquirol, — après avoir voté à l'auteur du Mémoire des remerciements dont il est légitimement fier, et ordonné l'insertion de ce travail dans le recueil de ses Mémoires, honneur rarement accordé quand on n'est pas médecin, a décidé, le 3 janvier 1839, « que le « système de Philadelphie, c'est-à-dire la réclusion solitaire « continue de jour et de nuit, mais avec travail et conversation « avec les chefs et les inspecteurs, n'abrège pas la vie des pri- « sonniers et ne compromet pas leur raison (1). »

Quatre ans auparavant, la même Académie, consultée par une lettre de M. le ministre de l'intérieur, en date du 15 mars 1834, sur les causes et la nature des maladies qui règnent le plus ordinairement dans nos maisons centrales et sur les moyens d'en diminuer l'intensité, avait émis incidemment une opinion semblable relativement à l'innocuité du système cellulaire. Voici en quels termes la Commission nommée dans son sein pour résumer son avis s'exprime à ce sujet dans son Rapport du 12 mai 1835, par l'organe du docteur Ferrus, son savant Rapporteur (2) : « Nous l'avons déjà dit, l'isolement le plus com- « plet, le silence le plus absolu, les devoirs religieux les plus « sévères, n'ont point, en général, porté un trouble fâcheux « dans les facultés intellectuelles des détenus. Le moral de « quelques uns d'entre eux, de presque tous ceux qui n'avaient

M. Lucas dans la *Gazette médicale* de 1840. M. Lucas a craint les *lumières de la docte compagnie*, et, au lieu de poser de nouveau la question devant cette autorité compétente, il l'a portée devant une autorité incompétente, qui ne pouvait rien décider, et qui n'a rien décidé, devant l'Académie des sciences morales et politiques, où, heureusement pour la vérité un moment renversée, un *homme de science s'est rencontré*, nouvellement élu, qui a replacé la vérité sur son socle, et solidement. V. le Mémoire de M. Lelut à l'Appendice n° 3.

(1) L'avis de la Commission et de l'Académie de médecine se trouve à la fin de mon *Mémoire sur la mortalité et la folie dans le régime pénitentiaire*, chez madame Bouchard-Husard, libraire, rue de l'Éperon, 7, et dans les *Annales d'hygiène*, t. XXII, chez Baillière.

(2) Cette Commission était composée de MM. Cloquet, Collineau, Pariset, Murat, et Ferrus, rapporteur.

« point vieilli dans le vice, en a été amélioré d'une manière no-
« table, et la corruption tout au moins n'a pas trouvé à se pro-
« pager au milieu de ces précautions scrupuleuses. Ajoutons à
« cette considération majeure que la santé des individus soumis
« à ce genre de vie est dans l'état le plus satisfaisant (p. 37).
« C'est pourquoi le docteur Bache pense que l'emprisonnement
« solitaire ne peut produire la folie que chez les individus qui
« ont une prédisposition à cette maladie, et que MM. Pariset et
« Esquirol ayant eu à émettre leur pensée sur cette question,
« n'ont pas craint d'établir que l'isolement des condamnés pou-
« vait être employé avec une certaine rigueur et une grande
« persévérance, sans qu'il pût en résulter aucun inconvénient
« pour leur état mental (p. 35). »

Ainsi, à deux reprises différentes, l'Académie royale de médecine de Paris prononce un verdict d'acquiescement contre les accusations hasardées de mortalité et de folie dont le système de l'emprisonnement individuel était et est encore l'objet (1).

Ajoutons que M. Esquirol nous a dit souvent que, dans son opinion, le système de l'emprisonnement individuel, tel qu'il est défini ci-dessus, non-seulement ne pouvait avoir pour résultat d'altérer la santé et la raison des condamnés, mais devait, au contraire, refaire l'une et l'autre en les enlevant du milieu de dépravation et de crime où ils ne pouvaient que les perdre toutes deux.

Et l'opinion du docteur Baillarger, qui continue si habilement les traditions de son célèbre maître, est en tous points conforme à celle du docteur Esquirol (2).

(1) Toutefois, notre impartialité nous fait un devoir de dire qu'en l'absence des documents concluants qui sont venus, depuis, résoudre définitivement la question, la Commission de 1834, quelque favorable qu'elle fût au système de Philadelphie, pensait que le système d'Auburn était une réforme suffisante à apporter alors dans le régime vicieux de nos maisons centrales.

(2) V. la lettre que M. Baillarger a adressée sur ce sujet au rédacteur de la *Gazette médicale*. Paris, 1840.

Et cette opinion est partagée par une autre spécialité non moins imposante, par M. Lelut, membre de l'Institut, médecin, à la fois, d'une prison et d'une maison de fous.

Malgré tout cela, l'ignorance et l'esprit de système s'obstinent à répéter ce que la science et les faits ont démenti.

Serait-ce donc que des faits postérieurs sont venus démentir, à leur tour, les faits antérieurs qui avaient motivé la décision de l'Académie royale de médecine?

Examinons.

FAITS AMÉRICAINS.

Pénitencier de Philadelphie. — M. le Ministre de l'intérieur ayant fait traduire tous les Rapports des Inspecteurs, du Gouverneur et des médecins du pénitencier, depuis son ouverture en 1829 jusqu'au 8 mars 1843, date du dernier, et le texte imprimé de tous ces rapports se trouvant au secrétariat du ministère, tout le monde peut aujourd'hui puiser ses renseignements sur le sujet qui nous occupe à une source certaine, à une source authentique. Or, qui osera dire, après avoir lu attentivement ces documents officiels, que le système de Philadelphie fait perdre, par lui-même, la raison aux condamnés?

M. Lucas, qui semble le plus ébloui de cette lumière éclatante et soudaine, a osé dire, en pleine Académie : « nous proclamons hautement ici que ces rapports n'ont aucune valeur et ne méritent d'inspirer aucune confiance scientifique (1) ? » Veut-on savoir pourquoi ! C'est que « ces rapports sont pleins de suppressions, de contradictions et manquent de renseignements statistiques à l'appui (2). » Ce qui veut dire qu'ils omettent, et cela se conçoit, tout ce que M. Lucas aurait besoin d'y voir contrairement aux faits ; — qu'ils contredisent tout ce que M. Lucas avance ; — qu'enfin ils manquent de cette espèce de science *statistique* qui fait trouver à M. Lucas, dans les comptes officiels de la jus-

(1) Communication à l'Académie, février 1844 ; Compte-rendu, p. 156.

(2) *Ibid.*

tice criminelle, la preuve que, depuis dix ans, les crimes contre les personnes tendent chaque année à décroître en France.

Mais alors si les documents dont nous parlons ne sont d'aucune valeur et ne méritent aucune confiance, les débats sont fermés, et vous n'avez plus la parole ; car c'est dans ces documents *seuls* que vous, et M. Faucher, et la société de Boston, puisez tous vos chiffres. Pas un de vos chiffres en effet n'est pris ailleurs que là. Vous n'avez en propre que la manière de les grouper et le talent de leur faire dire ce qu'ils ne disent pas.

« M. Lucas se met, en vérité, fort à l'aise, réplique à ce propos M. de Tocqueville. Il adopte les rapports américains quand ils lui sont favorables, et il les repousse dès qu'il les a contre lui. C'est la vérité même quand ils lui fournissent des armes : c'est une œuvre de mauvaise foi dès qu'il ne peut s'en servir. Je prendrai la liberté de faire remarquer que cette manière de raisonner ne saurait être admise. »

Certes, M. de Tocqueville ne pouvait se servir d'une expression moins sévère !

M. de Tocqueville ajoute ; « M. Lucas oublie-t-il donc que la Commission à laquelle est dû ce travail, n'est rien moins qu'une institution publique ; que les membres dont elle se compose sont des citoyens considérables, nommés tous les ans par le tribunal suprême de la Pennsylvanie ; que les prisons relèvent de la Législature elle-même, et que les rapports régulièrement faits par elle, depuis quatorze ans, sont de véritables enquêtes ? Ce que disent ces rapports c'est donc l'État qui l'affirme ; ce que pensent les Inspecteurs qui les rédigent ce sont les sentiments de toute la République de Pennsylvanie, et l'une des plus puissantes, et assurément l'une des plus sages de toutes celles qui composent l'Union. Comment supposer que cet État tolérerait toutes les cruautés que M. Lucas attribue au régime de son pénitencier, si ces rigueurs existaient ? Je tiens ici une lettre que vient de m'adresser le maire de Philadelphie, l'une des premières autorités de l'État ; il me dit, en parlant du régime cellu-

laire: « notre confiance dans ce système est toujours entière. » Un pareil témoignage émané d'une telle autorité ne suffirait-il pas pour prouver que le système de l'isolement de jour et de nuit n'offre pas les dangers et les inconvénients dont on a parlé (1). »

Mais il est une autre autorité que M. Lucas déclinera moins que celle-là; c'est celle dont M. Faucher, et lui aussi, je crois, s'est déjà fait une arme contre le projet, c'est celle de M. Charles Dickens. M. Lucas ne parle que de mystères, que de dissimulations, que de précautions prises pour soustraire la vérité à la connaissance du public, sur les faits et gestes du pénitencier de Cherry-Hill. Or, voici qu'un jour il prend fantaisie au spirituel auteur de *Master Humphrey's Clock*, d'aller chercher au-delà de l'Océan un *pic-nic* d'observations nouvelles dans un pénitencier cellulaire. Sans doute le malin conteur n'avait aucune mission de son Gouvernement, et les recommandations officielles dont il pouvait être nanti devaient fort peu charger son *Pic-nic Papers*. De plus, sa réputation de romancier, et conséquemment d'indiscret, devait tenir en éveil les cerveaux de la prison. Eh bien! malgré tout cela, voici ce qu'il nous raconte lui-même: « J'ai passé un jour entier à aller de cellule en cellule et à parler aux prisonniers. Toutes facilités me furent accordées de la façon la plus polie. Rien ne m'a été caché, et j'ai eu tous les renseignements désirables. » Et en effet, comment eût-il pu, autrement, s'impressionner de la physiologie de tous les reclus au point de dire que « si une centaine d'hommes défilaient devant lui, et que parmi eux il s'en trouvât un seul récemment affranchi de l'emprisonnement solitaire, il le reconnaîtrait sur-le-champ? » Il a donc vu tous les détenus, non-seulement ceux qui avaient des *lapins* pour se distraire (2), mais encore ceux qui n'en avaient pas et qui étaient cellulés depuis deux ans, quatre ans, six ans, voir même depuis plus de

(1) *Ibid.*, p. 150.

(2) C'est une particularité que nous ignorions complètement, et qui prouve à quel point on est *barbare* envers les détenus en cellules.

onze ans. Et de même qu'il dit avoir vu des convicts que la solitude avait rendus sourds; croit-on qu'il n'eût pas dit en avoir vu que la solitude avait rendus fous, si réellement il y avait eu des fous! Il était si bien renseigné à cet égard qu'il a constaté que, depuis l'ouverture du pénitencier, il y avait eu peu ou point de suicides (1), et que la cellule impressionnait moins les femmes que les hommes (2).

Pour conclure, disons qu'il faut accepter tout entiers ou rejeter tout entiers les documents authentiques qui existent sur le pénitencier de Philadelphie. Pour nous, nous les acceptons tout entiers, et en ajoutant à la partie qui nous est contraire et qu'on nous oppose, celle qui nous est favorable et que nous opposons à notre tour, ces deux parties réunies formeront un tout complet qui servira d'élément d'appréciation à tous les hommes de bonne foi.

Voici les faits réduits à leur plus simple comme à leur plus fidèle expression.

Nous commençons, dès l'abord, par la distinction fondamentale, que nous suivrons jusqu'au bout, entre les prisonniers noirs et les prisonniers blancs (3).

(1) En effet, de 1829 à 1842, on ne compte, sur une population totale de 1,622 convicts, que 2 suicides. C'est une preuve matérielle de l'innocuité de la cellule quant aux facultés morales des détenus.

(2) Il est un argument favorable au système, qui ne sera peut-être pas sans valeur pour les dames qui s'occupent de la réforme des prisons, c'est que, d'après M. Dickens, trois des condamnées qu'il a le plus particulièrement remarquées, et qui l'ont le plus ému; « non, dit-il, du même genre d'émotion qu'éveille la vue des hommes, » étaient « devenues parfaitement belles dans cette vie de solitude et d'isolement. » « L'expression des femmes, dit-il, n'est pas la même que celle des hommes; leurs traits deviennent plus humains, plus purs. Soit que douées d'une meilleure nature, leurs bons instincts se développent dans la solitude, soit qu'étant plus douces elles puissent endurer plus longtemps et plus patiemment la souffrance, je ne sais; mais le fait existe. »

(3) La nostalgie est fréquente chez les nègres, et, dans cet état, l'onanisme exerce sur leurs appétits brutaux un empire auquel leur vie animale et leur sensualisme habituel ne leur permet pas de résister. V. sur les différences de tempérament des nègres et des blancs, la lettre du docteur Coates au docteur Julius dans le cahier de janvier des *Annales de la science des prisons*.

Tableau des cas d'aliénation mentale constatés dans le pénitencier de Philadelphie.

Nota. La 11^e colonne indique les pages de la traduction des rapports officiels où les chiffres du tableau se trouvent établis.

ANNÉES.	ENTRÉS.	SORTIS.	POPULATION moyenne.	TOTAL des aliénés.	COULEUR des aliénés		ALIÉNÉS		ALIÉNÉS GUÉRIS.	Pages correspondantes des rapports officiels.
					noirs.	blancs.	avant l'emprisonnement.	pendant l'emprisonnement.		
1829	9		4	"	"	"	"	"	11	11
1830	49	3	31	1	1	"	"	"	11, 13	11, 13
1831	50	12	67	1	1	"	"	"	13, 14	13, 14
1832	34	20	91	2	2	"	"	"	19	19
1833	77	17	123	1	1	"	1	"	31	31
1834	118	41	183	3	3	"	"	"	24, 38	24, 38
1835	217	70	266	"	"	"	"	"	45	45
1836	143	87	360	"	"	"	"	"	56	56
1837	161	159	386	14	14	"	14	"	64, 70	64, 70
1838	178	133	402	18	8	"	12	"	70, 71, 73, 74	70, 71, 73, 74
1839	179	150	418	26	13	"	22	"	55, 85	55, 85
1840	139	175	405	13	2	"	10	"	92, 98	92, 98
1841	126	150	356	11	3	"	11	"	107	107
1842	142	137	342	"	"	"	"	"	114	114
Tot.	1622	1154	3434	90	56	34	70	69		

OBSERVATIONS.

1829 à 1836. « Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est pas encore survenu dans le pénitencier, jusqu'à 1836 inclus, un seul cas de dérangement d'esprit qui n'ait sa cause dans des circonstances totalement étrangères à sa discipline. » Rapport du Comité du Sénat, trad. p. 55.

Les deux aliénés de 1830 et 1831 étaient deux idiots entrés tels (p. 11, 13, 14). Les deux de 1832 étaient fous à leur entrée (19). Celui de 1833 était incertain (31), malgré cela nous le notons comme appartenant à l'établissement.

Les trois de 1834 étaient fous à leur entrée (24, 38).

1837. « La masturbation est la seule cause des quatorze cas de démence déclarés chez les noirs. Tous guéris, excepté un seulement adouci et un encore sur la liste ». (64) Accès de courte durée (70).

1838. Six aliénés avant, 12 depuis l'emprisonnement (71). Nature de la maladie. Hallucination, manie, démence qui cède à un court traitement, 5 guéris (71). La période d'emprisonnement qui précède le désordre mental est très courte. Dans dix cas elle a été de moins d'un an ; la plus longue étant de 8 mois 6 jours, la plus courte de 39 jours. Temps moyen, 5 mois 12 heures (72). Cause : *masturbation* dans la période la plus rapprochée de l'entrée, surtout chez les noirs. Le médecin en reconnaissant la cause prétend avoir le remède (73). Il le prouve en guérissant.

1839. Les cas de démence aiguë ont été plus rares et d'une plus courte durée. Les autres étaient des cas d'hypocondrie, d'hallucination qui n'ont duré que quelques jours, excepté un cas de manie rapporté en 1839 et trois cas existant à l'entrée du prisonnier. Quatre cas se sont déclarés après plus de 2 ou 3 ans d'emprisonnement, et le surplus dans les 7 ou 8 premiers mois. Ils ont généralement cédé à un court traitement. 61 pour 100 ont été causés par la masturbation, surtout parmi les noirs (85).

1840. « Les cas d'aliénation mentale ont été, cette année, à peu près la moitié de ceux de l'année précédente. Se sont déclarés chez les noirs : hallucinations causées par la masturbation et guéries après un traitement médical de 3 à 32 jours, excepté deux blancs et deux noirs, 3 desquels étaient aliénés avant (89).

1841. La proportion de 8 noirs et de 3 blancs n'est pas positivement indiquée dans les rapports. Je l'ai induite de cette phrase : « désordres produits plus chez les noirs que chez les blancs ». Du reste, ça n'a pas d'importance, tous ayant été guéris (107). Il est vrai que le rapport dit *guéris*. Mais comme il y a 0 en 1842, il est certain que les guérissables ont été guéris.

Maintenant, calculez, commentez, ajoutez, supprimez, tirez vos moyennes;—voilà la vérité, la vérité toute entière. Je vous mets au défi de contester un seul de mes chiffres, ou plutôt des chiffres des rapports de Philadelphie, car je n'ai fait que les traduire, les copier, les ranger en colonnes; rien de plus.

Cependant, il faut répondre à quatre arguments que voici :

1^o C'est pour la première fois en 1837 qu'il est question d'aliénation mentale dans les rapports du médecin, des inspecteurs, etc. Quant au chiffre des sept années antérieures à 1837, tout ce qu'on sait par l'aveu *si tardif* du neuvième Rapport des inspecteurs, c'est qu'il y a eu chaque année des cas d'aliénation. Tout le reste, on l'ignore (1). Or, les inspecteurs signalent, en 1830 et 1831, la présence dans le pénitencier de deux idiots entrés tels (p. 13). De plus, le médecin constate en 1832 deux cas d'aliénation antérieurs à l'entrée, dont un suicide, ce qui fait dire aux inspecteurs que l'on se sert du pénitencier comme de la succursale d'un Bedlam (p. 18); mais ce qui n'empêche pas le médecin de donner sur ces deux aliénés et sur un autre individu mort de consommation, les plus minutieux détails (p. 19). De plus, en 1835, le médecin donne la *table* détaillée de l'état comparé de la santé des détenus libérés à l'entrée et à la sortie; et comme un d'eux était atteint d'aliénation mentale, le médecin le note sous le numéro 117 de son tableau, puis ajoute : « Il n'y a aucunes circonstances dans le cas du numéro 117 qui portent le médecin à croire que la maladie mentale dont ce prisonnier s'est trouvé atteint ait été produite par des causes particulières au mode de confinement suivi dans ce pénitencier (p. 31). » Ce qui n'en autorise pas moins les inspecteurs à dire : On a trouvé, dans beaucoup de cas, que des personnes sont jugées et condamnées à des peines pénitenciaires qui, dès avant l'époque de leur comparution en justice, étaient des sujets propres à un asile d'aliénés. Comme aucune mesure n'a encore été prise par

(1) Ch. Lucas, *Communication à l'Académie des sciences morales*, février 1844; *Compte-rendu*, p. 81.

l'État de Pennsylvanie pour ouvrir un asile aux indigents aliénés, le pénitencier est exposé à recevoir une classe de malheureux qui ne devraient jamais être condamnés à y venir (p. 24). » De plus, en 1834, le médecin constate que « il résulte des registres tenus par lui que trois prisonniers sortis aliénés étaient aliénés à leur entrée. L'un, dit-il, est resté depuis deux mois et vingt-un jours dans le pénitencier ; l'autre deux ans et demi ; le troisième, un an et onze mois (p. 38). » — De plus, en 1835 et en 1836, le médecin donne le tableau récapitulatif et comparatif du nombre moyen des prisonniers, et de la moyenne des morts depuis l'ouverture du pénitencier (p. 54) ; et si à ce tableau ne se trouve jointe aucune mention des cas d'aliénation mentale constatés dans les années 1835 et 1836, c'est que, apparemment, il n'y en avait aucun à constater ; autrement, il n'eût pas manqué de le faire, comme les années précédentes. Mais un autre document vient remplir cette lacune. Cette fois, ce ne sont plus les gens intéressés à déguiser la vérité, comme dit M. Lucas, qui vont parler ; c'est le Sénat lui-même qui, par un Comité choisi dans son sein, se transporte au pénitencier pour y faire une enquête sur l'état sanitaire des détenus, et qui, l'enquête faite, écrit cette sentence décisive contre les assertions de M. Lucas.

« L'objection qui est faite encore quelquefois contre la discipline suivie dans le pénitencier de l'Est, objection qui, dans l'opinion de votre Comité, n'a pas plus de fondement que celle qui vient d'être réfutée, est celle qui consiste à dire qu'une séclusion solitaire non interrompue tend nécessairement à déranger l'énergie mentale, « à détrôner la raison et à faire un débris de l'esprit immortel. » Dans ce cas encore, le Comité aura recours à l'irrécusable témoignage des faits et de la vérité constatée. En comparant les registres des différents pénitenciers des États-Unis, on arrive à cette démonstration que le pénitencier de Philadelphie fournit aussi peu (sinon moins) de cas d'aliénation mentale qu'aucune autre institution pénitentiaire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est pas encore survenu dans le pénitencier un seul cas de dérangement d'esprit qui n'ait eu sa cause dans des circonstances totalement étrangères à sa discipline, ou ne soit antérieur ou postérieur au confinement. Quels que puissent être les effets délétères ou stulti-

fants de la séclusion absolue, sans travail, sans livrés, sans instruction morale, sans communication journalière avec les gardiens, il est certain qu'avec toutes ces circonstances réunies et employées pour distraire l'esprit des détenus des ennuis et des dangers d'une solitude complète, les hôtes de notre pénitencier ne courent nullement le risque de devenir fous pour la cause qu'on suppose. »

Il est donc matériellement faux de dire que ce n'est qu'à partir de 1837 que, forcés de rompre le silence, et cédant aux réclamations de l'opinion publique, les inspecteurs se décident enfin à publier les cas d'aliénation mentale dont ni eux ni le médecin n'avaient antérieurement parlé ; et quant on ignore le contraire, c'est qu'à l'inconvénient de n'avoir pas vu, on ajoute le tort de n'avoir pas lu. « Jamais, dit le respectable Gouverneur de Cherry-Hill, M. S. Wood, nous n'avons hésité un instant à faire connaître à la Législature et au public chacun des cas d'aliénation mentale qui ont pu chaque année se produire dans le pénitencier » (p. 81). Si antérieurement à 1837 il y a eu moins de cas constatés, c'est qu'il y en a eu moins à constater. Si, depuis 1837, on en a constaté un plus grand nombre qu'auparavant, c'est que M. Darrach a succédé à M. Bache à cette époque, et que ce dernier médecin a pu noter comme dérangements d'esprit des cas que le premier ne considérait pas comme tels. Ce qui le prouve, c'est que l'accroissement prétendu des cas d'aliénation mentale depuis 1837 ne porte presque exclusivement que sur des hallucinations passagères, atteignant surtout les noirs, provenant surtout de la masturbation, et se guérissant tous après un court séjour dans la prison et après un court traitement médical.

2^o M. Lucas prétend que ce qui prouve que les rapports du médecin et des inspecteurs sont fautifs, c'est que, en 1835, le docteur Julius a constaté onze cas de démence (1). Il serait, ce me semble, plus logique de dire que, s'il y a erreur, c'est le docteur Julius qui se trompe. Mais y a-t-il erreur ? Je ne le pense pas, car ces onze cas ou accès se rapportent à sept détenus seu-

(1) Ch. Lucas, *Communication à l'Académie des sciences morales*, février 1834 ; *Compte-rendu*, p. 78.

lement (1). Or, nous venons de voir que les rapports comptent huit aliénés de 1829 à 1835. C'est donc un de plus que le docteur Julius. Qu'important, au surplus, les chiffres de huit ou de sept, ou de onze, puisque tous sont antérieurs à l'entrée des détenus dans le pénitencier, et que le docteur Julius n'en parle comme appartenant à la prison que parce qu'il n'y a pas à Philadelphie d'asile spécial pour les aliénés (2) !

Il est vrai que M. Lucas nie précisément cette autorité. « Comme M. Julius, dit-il, avait accueilli trop facilement la déclaration qu'on lui avait faite que ces onze cas provenaient de l'admission de détenus aliénés, M. Ramon de La Sagra releva, l'année suivante, sur les lieux mêmes, l'inexactitude de cette déclaration en ces termes : « En 1835, on a constaté à Cherry-Hill, onze cas de démence provenant sans aucun doute de l'influence funeste du régime, et non, ainsi que le suppose M. le docteur Julius, de l'admission des détenus aliénés dans cette prison (5). »

D'abord, je demanderai à M. Lucas sur quoi il se fonde pour accorder plutôt crédit, dans cette circonstance, à M. de La Sagra, qui n'est point médecin et qui s'est occupé aux États-Unis de mille autres choses que de système pénitentiaire, qu'à M. Julius, qui est médecin, que M. Lucas a salué de mille éloges et de mille espérances lors de son départ (4), et qui s'est occupé exclusivement de la question des prisons pendant son séjour en Amérique ? N'est-il pas plus logique de croire que M. Julius a été et dû être mieux renseigné, et a été et dû être, comme médecin, plus à même d'apprécier les causes des onze aliénations dont il s'agit, que M. de La Sagra qui, lui, n'a pu juger des choses par lui-même, et n'a pu, dès lors, que s'en rapporter trop facilement aux déclarations erronées qu'on a pu lui faire sur ce point.

(1) *Du système pénitentiaire américain*, par Julius, traduit par V. Foucher, p. 46.

(2) *Du système pénitentiaire américain*, par Julius, traduit par V. Foucher, p. 78.

(3) Lettre au Directeur de la *Revue britannique*, mars 1837.

(4) V. ci-dessus, p. 425.

Il y a plus, c'est que M. de La Sagra, qu'on dit avoir relevé sur les lieux mêmes, en 1835, l'inexactitude de M. Julius, n'était pas en Amérique en 1835. C'est un an avant, en 1834, qu'il a fait son voyage. En 1835, il était à Paris, publiant son livre *Cinq mois aux États-Unis*, et datant sa préface du 15 mars. Savez-vous ce que M. de La Sagra écrivait sur les lieux mêmes ? le voici : « Les détenus cellulés du pénitencier de Cherry-Hill ont l'air calme et paraissent bien portants (1). » Si donc M. de La Sagra a écrit le contraire en 1835, c'est qu'il n'était plus sur les lieux mêmes à cette époque, et que sa lettre à la *Revue Britannique* ne peut être que le résultat d'une erreur. Ce qui le prouve, du reste, c'est la lettre imprimée que M. de La Sagra m'a écrite à moi-même en 1838, et dans laquelle il reconnaît s'être trompé ou mal exprimé au sujet de l'influence du système de l'emprisonnement individuel sur la raison des condamnés (2).

Que conclure de tout ceci ? c'est que si l'erreur qu'on commet involontairement en l'absence des documents qui l'auraient épargnée, porte avec elle son excuse, il n'en est pas de même de celle qu'on commet volontairement en présence même des actes qui la condamnent. Cette erreur-ci n'est plus une erreur.

3° M. Lucas prétend qu'au lieu de treize cas portés à l'année 1840, c'est vingt-un qu'il faut mettre. Le fait est que le Rapport des Inspecteurs et celui du médecin, pour 1840, évaluent le nombre des cas d'aliénation, c'est-à-dire des cas d'hallucination, de cette année, à la moitié à peu près de ceux de l'année précédente (lesquels étaient de vingt-six, moitié treize) ; tandis que le Rapport du médecin, pour 1841, porte ce nombre à 21. Mais je maintiens le chiffre treize comme le seul vrai, ou tout au moins le seul vraisemblable, par la raison que c'est incidemment, et dans un Rapport qui n'est pas spécial à l'année, que le nombre 21 est simplement énoncé une seule fois, et par chiffres (ce qui rend l'erreur probable) ; tandis que c'est prin-

(1) *Cinq mois aux États-Unis*, p. 71.

(2) V. ci-dessus, p. 425.

cipalement, et dans l'année même, que l'évaluation *moitié environ* a été donnée, non en chiffres, mais en toutes lettres, par deux fois, dans deux Rapports émanés de deux autorités distinctes, et avec des explications détaillées sur trois cas reconnus *antérieurs* (p. 92 et 98). Qu'importerait, du reste, le chiffre 21 puisqu'en dehors des trois cas antérieurs tous les autres ont été guéris, ce qui suppose peu de gravité dans la maladie.

4^o En 1842, dit M. Lucas, le médecin a supprimé les tables et s'est tu complètement sur les aliénés. Donc il en cache un grand nombre; autrement, il eût proclamé bien haut un pareil résultat, etc., etc. J'ai déjà répondu à cette imputation de *célément* de la vérité; j'ajouterai que si le médecin de Cherry-Hill faisait ses Rapports en vue de la France ou de M. Lucas, peut-être s'appliquerait-il davantage à mettre des points sur tous ses *i*; mais il les fait tout simplement pour le Sénat et pour la Chambre des représentants de sa République, et comme ils sont lus annuellement à la Législature, s'il y a des lacunes ou des réticences, les Comités législatifs sont là pour contrôler et s'enquérir. Si donc le médecin ne parle pas d'aliénations mentales en 1842, c'est qu'aucun cas ne s'est déclaré, et s'il a posé zéro, sans tables ni commentaires, c'est qu'un 0 n'en a pas besoin.

Au surplus, je tiens à la disposition de M. Lucas deux lettres à moi adressées par M. Samuël Wood, ancien Directeur du pénitencier de Cherry-Hill, et par M. Thomas Bradford, Président du Conseil des Inspecteurs; l'une datée du 12 septembre 1843, l'autre du 6 janvier 1844; lesquelles s'expriment toutes deux de manière à ne laisser aucun doute sur le parfait état sanitaire du pénitencier. Il est dit dans celle de M. Thomas Bradford : « A ceux qui prétendent que notre système engendre
« la folie ou détruit la santé, je n'ai qu'une réponse à faire,
« c'est que j'affirme que je n'ai jamais connu un seul cas de folie
« dans notre institution qui ait été produit par le fait du confi-
« nement solitaire ou séparé. Beaucoup de personnes appellent

« folie ce que le médecin appelle *erotic enervation*. Elles sont
« dans l'erreur. L'*erotic enervation* provient d'une cause qu'on
« peut empêcher, et elle-même cède promptement aux remè-
« des de la médecine. Du reste, le vice solitaire est considéra-
« blement diminué dans la prison, etc., etc. »

Ces deux lettres, jointes à celle du maire de Philadelphie (M. Scott), adressées à M. de Tocqueville, viennent ajouter un nouveau poids à l'autorité des documents que nous invoquons.

Ajoutons que ces Rapports s'accordent à démontrer, 1^o que les craintes qu'on avait conçues de la réclusion solitaire appliquée aux longues condamnations sont absolument sans fondement (p. 59); 2^o que les cas d'aliénation se produisent généralement dans les premiers mois de la réclusion cellulaire, et qu'ils cèdent à un court traitement (p. 85, 87); 3^o enfin que ce sont les prisonniers qui sont depuis plus longtemps en cellule qui jouissent de la santé et de la raison la meilleure (29, 59, 60), beaucoup de prisonniers étant demeurés cellulés pendant trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze et douze ans, sans que leur santé ou leur raison fût aucunement altérée (40, 59, 60, 80, 82, 97, 98).—Il y a plus, c'est que la raison de plusieurs de ces prisonniers s'est améliorée dans la détention cellulaire (44, 59, 82, 98).

Cette dernière observation concorde parfaitement, comme on voit, avec l'opinion de M. Esquirol.

J'oubliais de noter ici, car c'est ici sa place, le fait, selon moi, le plus concluant de la question, c'est que, sur les seize cent vingt-deux détenus entrés dans le pénitencier, on n'a compté que *deux* suicides!

Rhode Island. — Une loi de cet État, du mois de janvier 1843, a supprimé le régime de la détention isolée, pratiquée dans le petit pénitencier de Providence depuis cinq ans. Le motif de cette loi est que, sur la population totale (trente-sept détenus) reçue dans ce pénitencier depuis le 1^{er} août 1838,

date de son ouverture, six détenus ont été frappés d'aliénation mentale (1).

Les adversaires du système de Pennsylvanie se font un grand argument de ce fait. Nous n'avons rien à leur répondre, attendu que nous avons pour habitude de ne jamais contester des faits incontestables. Toutefois, nous leur ferons observer de nouveau que ce fait, fût-il encore plus constant qu'il ne l'est, ne peut prouver que ce qu'il prouve, c'est-à-dire absolument rien contre les faits de Philadelphie, et, au fond, fort peu de chose en lui-même, soit en raison de la minimité de son chiffre, soit en raison des circonstances locales et particulières qui s'y rattachent. Voici, pour que rien ne soit omis de ce qui concerne cette grande question de la folie pénitentiaire, ce que MM. Lieber et Julius nous apprennent des circonstances dont nous parlons. C'est un extrait traduit du dernier numéro des *Jahrbücher der Gefangnistunde, etc.*

Le professeur Lieber au docteur Julius. — Colombie, ce 8 novembre 1843. « Vous savez qu'à Rhode Island on a abandonné le *separate system* de Philadelphie pour le *silent system* d'Auburn. Je visitai Providence, en août, dans le but de m'enquérir par moi-même des causes de ce changement. Je ne pus savoir si les détenus devenus aliénés étaient des ivrognes d'habitude. M. Cleveland, le Directeur, me dit seulement que c'étaient assurément *les plus faibles d'esprit*. L'état de quelques uns s'est amélioré; un seul est définitivement fou. Comme le petit État de Rhode Island N'A PAS DE MAISON DE FOUS, ce détenu a été grâcié. M. Cleveland a remarqué qu'aucun n'avait eu l'esprit dérangé avant le sixième mois de son entrée, et aucun après le quinzième mois. Il compare, du reste, leur folie au délire des ivrognes *delirium tremens*; mêmes symptômes physiques, la transpiration, le tremblement, le regard immobile sur un même point; mêmes symptômes intellectuels, la crainte, la pensée d'armes dirigées sur eux, des bruits résonnant à leurs oreilles, etc. Il y avait beaucoup de cas d'onanisme. Que si maintenant vous me demandez ce que je conclus de tout ceci, je vous dirai qu'il me semble que, dans quelques uns des cas, la

(1) V. *Annales de la science des prisons (Jahrbücher, etc.)*, t. IV, p. 191 et suivantes.

folie a été simulée avec succès, et que, dans d'autres, les sujets étaient déjà un peu aliénés avant d'entrer dans la prison. Quoi qu'il en soit, en admettant l'ensemble de ces faits, il ne prouve rien; car si cela prouve quelque chose, cela prouve trop. On n'admettra jamais, en effet, que des prisonniers cellulés, qui reçoivent trois visites par jour, puissent devenir fous par le seul effet de la solitude. Il y a donc d'autres causes qui nous échappent. »

Observations du docteur Julius. — « Il faut ajouter aux observations qui précèdent que, dans l'État de Rhode Island, sur une population d'environ cent dix mille habitants, le nombre plutôt moindre que trop élevé des cas de folie, dans la vie libre, a été, en 1840, de deux cents ou de un sur cinq cents, c'est-à-dire que la proportion du nombre des aliénés a été beaucoup plus élevée dans Rhode Island qu'en aucun autre État de l'Amérique. Il faut, de plus, remarquer que les cellules du pénitencier sont mal construites, trop petites, mal ventilées (1), et particulièrement qu'il n'y a ni préaux ni cours où les détenus puissent se promener. Ces causes, bien plus que le système, me paraissent être celles des cas de dérangement d'esprit qui ont motivé, de la part de la Législature, l'abandon du système de la séparation de jour et de nuit. »

N'oublions pas le voisinage de la Société de Boston (2).

New-Jersey. — Comme le pénitencier de Providence, celui de Trenton offre, dans la construction de ses cellules, des défauts que le médecin a plus d'une fois signalés, et qui ont été souvent préjudiciables à la santé des détenus (3). Ce qui ne leur a pas moins été contraire, dans les premières années de l'institution, c'a été le *SOLITARY confinement* qui leur était appliqué au lieu du *SEPARATE confinement* (4). Il est vrai que la solitude du

(1) D'après les rapports des médecins, il y a eu beaucoup de fièvres nerveuses provenant de la corruption de l'air dans les différentes cellules dont la ventilation n'est pas suffisante.

(2) Rhode Island est en vue de Massachussets. V. la carte.

(3) « Plusieurs pathologistes ont essayé de faire sur des animaux l'expérience du manque d'air ou de l'air vicié. Les résultats de leurs expériences ont été des obstructions glandulaires, et le développement de tubercules aux poumons. Le confinement dans une cellule trop petite et mal ventilée doit nécessairement produire les mêmes effets; et c'est ce qu'a prouvé l'autopsie de plusieurs détenus décédés dans cette prison. » (1^{er} et 4^e Rapports du médecin.)

(4) « Le confinement solitaire absolu ne peut que détruire les organes et ramollir

détenu était tempérée par le travail; mais ce travail, par la manière dont il était organisé, était plus une aggravation qu'un soulagement (1), et l'absence de cours ou préaux dans le pénitencier n'était pas de nature à neutraliser ces abus du système. Aujourd'hui le règne de l'abus est passé, celui de l'usage commence. Les cas d'aliénation ont disparu (2), et les Inspecteurs disent dans leur dernier Rapport :

« Non-seulement nous n'avons aucune raison de proposer de changer le système actuel du pénitencier, mais nous en avons pour croire que ce système est le plus efficace qui existe, tant comme moyen de punir que comme moyen de moraliser les criminels (3). »

De son côté le médecin dit :

« Sous l'empire de la discipline actuelle, et dans le cours de l'année qui vient d'expirer, nous n'avons eu aucun décès sur cent quarante-un prisonniers; peu de malades ont été traités; et pas un cas de dérangement d'esprit ne s'est produit dans le même laps de temps. Si la même discipline continue, c'est-à-dire si au système *solitaire* on substitue le système de la *séparation*, et si l'on fait en sorte que le détenu, dont l'esprit est faible et donne des inquiétudes fondées, ne soit pas privé de toute société et puisse se promener à l'air libre, notre institution sera excellente et supérieure au premier degré (4). »

le cerveau. Prolongez ce système pendant plusieurs années, et le plus déterminé bandit perdra la capacité de se livrer plus tard à aucune déprédation contre la société. » (3^e Rapport du médecin, 1839.)

(1) On ne se propose qu'une chose, c'est de faire produire le plus possible aux détenus. Les tâches qu'on leur impose sont excessives; la nourriture qu'on leur donne n'est pas en rapport avec leur travail. Si cela continue, dans un an, Trenton deviendra Bedlam. (*Ibid.*)

(2) M. Faucher dit : « En 1840, le pénitencier de New-Jersey a compté 12 cas de démence sur 150 détenus. » (*Du projet de loi*, p. 22.) Pourquoi ne cite-t-il pas textuellement le rapport du médecin qui porte : « Il y a maintenant sur 152 prisonniers, 12 détenus aliénés (*deranged*); mais plus de la moitié étaient bons pour un asile d'aliénés quand on les a reçus. » (4^e Rapport.) L'année précédente le même médecin disait : « Dans le nombre des prisonniers on compte plusieurs cas de démence. Quelques uns, au moment de leur admission, avaient l'esprit dérangé. » (3^e Rapport.) Dans son rapport pour 1840, le médecin dit aussi que les grâces qu'on accorde à certains malades font que beaucoup de détenus feignent de l'être, et tourmentent le médecin pour avoir des certificats. (V. 18^e Rapport de la Société de Boston, p. 83.)

(3) Rapport pour 1842.

(4) Rapport pour 1842.

Comme on le voit, le système français de l'emprisonnement individuel a traversé l'Atlantique. Seulement, ici, au lieu de donner pour société un détenu au détenu malade, c'est une *Sœur*, c'est un *Frère* que nous lui enverrons.

FAITS EUROPÉENS.

Angleterre. — Le voyage que M. Léon Faucher a fait dernièrement à Londres, et les remarquables articles qu'il a publiés dans plusieurs revues et journaux de Paris, sur la politique et les institutions de la Grande-Bretagne, ont donné quelque crédit aux fausses notions qu'il a répandues dans le public, sur la discipline des prisons de Milbank, de Pentonville et de Glasgow. Mais quelques mots suffiront pour rétablir la vérité des faits.

« La première épreuve qui ait été faite du système de l'emprisonnement solitaire a eu lieu à Milbank. En dix-huit mois, quinze détenus y succombèrent et perdirent entièrement la raison, etc. (1). »

Le fait est qu'en 18 mois, durant les années 1840 et 1841, quinze convicts devinrent fous dans ce pénitencier. Mais il faut remarquer que, sur ce nombre, 4 au moins furent reconnus avoir hérité la maladie (*to have inherited the malady*) et s'en être trouvés atteints *avant* leur incarcération, et que deux, sans aucun doute (*no doubt*) n'ont eu qu'une folie simulée. Quant aux 9 autres ils ont perdu la raison par suite d'excès d'onanisme (2). Quoi qu'il en soit, et en supposant que ce soit le régime de la prison qui ait causé ces désordres d'esprit, je ne vois pas pourquoi on en rendrait responsable Philadelphie plutôt qu'Auburn, car ce régime, dans sa plus grande sévérité, a été, pour le moins, autant Auburnien que Pennsylvanien, puisque les détenus se voyaient et se promenaient *en silence*, deux heures par jour,

(1) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 23.

(2) Explication extraite textuellement d'une lettre du gouverneur de Milbank, du 24 février 1844.

dans une cour commune, à la file les uns des autres, comme cela se pratique aujourd'hui dans nos maisons centrales.

Ce qu'il faut ne pas perdre de vue, c'est que, sous tous les régimes disciplinaires auxquels Milbank a été successivement soumis, depuis vingt ans, la santé des convicts a souvent eu à souffrir. Plusieurs cas, beaucoup plus graves que celui des 15 aliénés dont on parle, ont éclaté à diverses reprises, et notamment en 1823, époque à laquelle le régime de la promiscuité sans restriction était la règle du pénitencier. Eh bien! dans cette année-là, les maladies de toutes sortes se propagèrent avec une telle violence que ce n'est pas 15 détenus, 50 détenus, 100 détenus qu'on fut obligé d'ôter du pénitencier, mais la population *toute entière* (1). La véritable cause d'un tel événement est encore inconnue; mais il en est une permanente, certaine, et dominant tous les systèmes, c'est la mauvaise disposition des bâtiments, c'est l'insalubrité des lieux. Cette cause, on l'a combattue depuis vingt ans sans la détruire, et le Gouvernement sentant à la fin que l'emprisonnement individuel était impossible avec elle, a décidé, en 1843, non pas qu'on substituerait une règle à une autre, ou qu'on abandonnerait tel système pour un autre, mais qu'on débaptiserait l'établissement et qu'on ne l'appellerait plus que prison (art. 2 de la loi du 27 juin 1843). Depuis cette loi, en effet, le nom de pénitencier qu'il avait porté depuis sa naissance a été enlevé à Milbank, et, depuis lors, Milbank n'est plus, ainsi que nous l'avons dit (p. 429), qu'un simple dépôt pour les transportés, comme est, à Paris, le Dépôt des condamnés de La Roquette. Ainsi, dans cette mesure, pas plus que dans les 15 cas d'aliénation ci-dessus, le système Pennsylvanien n'a été, n'a pu être en cause. Et ce qui le prouve, c'est le progrès de ce système dans toute l'Angleterre (2).

« Il n'y a pas un an que Pentonville est habité, et déjà il a fallu transférer à Woolwich, dans le ponton qui sert d'hôpital, environ quarante condamnés, réduits par le régime solitaire à un tel état de

(1) V. le t. II des *Leçons sur les prisons* du docteur Julius, et l'ouvrage d'Holford sur le pénitencier de Milbank.

(2) V. ci-dessus, p. 432.

maigre et de faiblesse que bien peu de ces malheureux paraissent devoir recouvrer la santé (1). »

Si l'on pouvait plaisanter en pareille matière, je dirais que c'est là un *canard* que s'est permis le *Times*, et qu'il a fait manger à son correspondant. « Tout ce paragraphe, m'écrivit le Gouverneur de Milbank, *is totally destitute of foundation*. Les quarante prisonniers auxquels on fait allusion sont des convicts envoyés, non du pénitencier de *Pentonville* (2), mais du dépôt de *Milbank* aux pontons de *Woolwich*, comme ayant été reconnus trop vieux ou trop infirmes pour pouvoir être transportés. »

« Le 24 janvier 1844 (v. le *Times* du 28), une enquête ouverte à *Woolwich*, après le décès d'un condamné, a constaté qu'il était mort des effets de l'emprisonnement pennsylvanien, malgré les soins qu'on lui avait prodigués après sa sortie de *Pentonville* pour le ramener à la vie. Cet homme, quoique dans la fleur de l'âge, présentait l'aspect d'un véritable squelette, et son corps n'était plus qu'une masse entièrement desséchée. »

C'est encore là un *mistake* du *Times* et de M. Faucher. L'enquête dont il s'agit a eu lieu concernant un condamné du nom de *Lawson*, lequel n'avait *jamais été à Pentonville*. Cet individu avait été transféré du *dépôt de Milbank* au ponton *Justicia* pour les mêmes raisons qui avaient motivé le transfèrement des quarante. Il n'avait séjourné à *Milbank* que du 5 septembre au 9 novembre 1843, temps pendant lequel il avait éprouvé une forte maladie. Il était âgé de quarante-six ans. Le médecin qui l'a soigné à *Woolwich* a rectifié le récit du *Times* dans le *Times* même; ce que M. Faucher ne peut ignorer.

« On a transféré à l'hospice de *Bethlehem* trois condamnés qui étaient devenus fous dans la prison de *Pentonville*; l'un dès le mois de juin, l'autre dès le mois d'août, le troisième avant la fin de 1843. Les deux premiers cas de folie se sont déclarés en moins de six mois (3). »

Il paraît qu'en effet trois condamnés atteints de mono-

(1) L. Faucher, *Du projet de loi, etc.*, p. 24.

(2) Les détenus sortis de *Pentonville* depuis son ouverture jusqu'au 1^{er} janvier, sont au nombre de 21 seulement, savoir : 2 décédés; 3 grâciés; les 3 hallucinés dont nous allons parler; 1 transféré à *Milbank* comme incorrigible; et 12 renvoyés de la prison à *Woolwich* uniquement parce qu'ils n'avaient pas assez d'intelligence pour apprendre un métier.

(3) *Ibid.*, Léon Faucher, *ib sup.*

du reste, car ici, comme toujours, nous avons les faits et les preuves pour nous.

Du 1^{er} novembre 1834, époque à laquelle l'emprisonnement cellulaire a commencé à être appliqué exceptionnellement aux récidivistes et aux plus mauvais sujets, jusqu'au 1^{er} janvier 1842, M. le docteur Verdeil, compte trente-un cas d'aliénation mentale; ce qui, avec les 2 cas constatés de 1826 à 1834, forme un total de 33 cas d'aliénation sur une population totale que M. Gosse porte à 683 prisonniers, dont 543 hommes et 140 femmes (1). Mais, sur ces trente-trois cas, il n'en est que vingt-quatre qui aient été constatés par une enquête, laquelle comprend la période de 1826 à 1840 inclus; les neuf autres, comprenant les deux années suivantes, 1841, 1842, n'étant que le résultat des constatations particulières de M. Verdeil.

Parlons d'abord des vingt-quatre cas de l'enquête (2). Nous parlerons ensuite des neuf cas de M. Verdeil.

A l'égard de ces vingt-quatre cas, voici ce que dit M. Léon Faucher : « A Lausanne, sur vingt-quatre aliénés du pénitencier, treize ont montré presque immédiatement des symptômes de démence, neuf sont devenus fous au bout de quelques mois, et deux après deux ans d'emprisonnement (3). »

Or, voici ce qu'on trouve dans une pièce officielle annexée à l'enquête (4).

(1) Sur ce nombre, toujours d'après M. Gosse, 458 hommes et 122 femmes ont été soumis au travail en commun, et 85 hommes et 18 femmes ont été reclus solitairement. Je n'ai rien dans les documents qui sont sous mes yeux qui m'indique sur quelles bases certaines sont établis ces chiffres.

(2) Au mois d'août 1840, le département de justice et police, informé que plusieurs cas d'aliénations mentales s'étaient manifestés dans le pénitencier, chargea le Conseil de lui présenter un rapport sur ces cas et sur leurs causes. Le Conseil de santé fit d'abord procéder à une enquête préliminaire officielle, par les soins de MM. Pellis, médecin, et Denis, inspecteur de l'établissement. L'enquête faite, les membres du Conseil de santé se réunirent, discutèrent, examinèrent, et transmirent leur rapport au département de police et justice, le 9 février 1841. Cette pièce est très-remarquable, nous voudrions pouvoir l'imprimer en entier.

(3) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 24.

(4) Extrait du journal de la Société vaudoise d'utilité publique, novembre et décembre 1841, p. 25.

Résumé sur les vingt-quatre maladies.

« Treize sont arrivés aliénés dans la prison; neuf sont tombés malades au bout de quelques mois; deux au bout de deux ans. Total, vingt-quatre.

« Chez les treize premiers, il est évident que la prison ne joue aucun rôle dans la cause de la maladie.

« Chez les neuf détenus tombés malades au bout de quelques mois de détention, on a observé que — deux sont devenus aliénés après avoir fait l'aveu de leur crime; — deux passaient pour fous avant de commettre leur délit. — (Les hallucinations reconnues dès les premiers mois de leur emprisonnement existaient peut-être depuis longtemps. On sait qu'il est quelquefois difficile de reconnaître ce symptôme lorsque les malades se trouvent tout à coup dans des circonstances nouvelles.) — Un, dont les hallucinations sont survenues dans la prison sans cause apparente; — un qui a toujours été hystérique; c'est l'hystérie qui a troublé son intelligence; — un n'a plus agi raisonnablement dès l'instant de sa condamnation; il a eu dans la prison des moments où il était bien, d'autres où il était mal; — un a toujours eu un caractère violent et emporté; — un a été adonné à la prostitution, puis ensuite troublé par le remords. — Total, neuf.

« Chez les deux détenus tombés malades au bout de deux ans, la cause de l'aliénation a été le remords.

Voilà un *Résumé* qui en dit plus long que les longs développements de M. Verdeil. Il est fâcheux que M. Verdeil ne l'ait pas imprimé, comme Préface, en tête de son livre; il eût épargné bien de la peine à MM. Faucher, de Larochevoucault et Lucas. Mais, alors, il n'eût pas fait son livre. Donc il a supprimé le *Résumé* (1).

Quant aux 9 cas que M. Verdeil a ajoutés *proprio motu* aux 24

(1) Si ce résumé ne paraît pas suffisamment concluant, tel qu'il est, j'y ajouterai les observations suivantes de l'un des deux enquêteurs, du docteur Pellis, médecin du pénitencier et de l'hospice des aliénés: « Sur les 24 aliénés de l'enquête, il y en avait 16 au moins (peut-être 18) chez qui la maladie existait déjà lors de leur arrivée. Il y a donc eu 6 ou 8 détenus, au plus, qui sont devenus hallucinés dans la prison (cellules ou atelier). On n'a pas voulu se rappeler toujours ces faits, et on a dit que 24 détenus étaient devenus fous dans cette période de huit ans (1834-1842), ce qui n'est point exact. Il n'est pas hors de propos de rappeler aux personnes étrangères à la médecine que ce n'est que depuis Esquirol

cas de l'enquête, je demanderai à MM. de Larochefoucault, Faucher et Lucas, la permission de ne pas m'y arrêter. J'ai contracté l'habitude, et je tiens à ne pas la perdre, de ne m'en rapporter, en pareilles matières, qu'à des chiffres officiels et contrôlés. Non que je suspecte le moindrement la fidélité de ceux de M. Verdeil ; à Dieu ne plaise ! Mais une seconde enquête a lieu en ce moment pour les trois années postérieures à 1840 ; il est donc de l'intérêt de la vérité autant que de M. Verdeil d'attendre. Mes honorables contradicteurs n'y perdront rien, du reste ; au contraire ;—le docteur Lelut ayant pris à tâche de suppléer à mon silence sur ce point, et sur d'autres (1).

Pour ce qui est des cas d'aliénation constatés, ou plutôt énoncés dans l'enquête *antérieurement* à 1834, c'est-à-dire sous l'empire du régime de la vie en commun, je lis, à ce sujet, dans une lettre que m'a fait l'honneur de m'écrire M. le pasteur Roud, chapelain du pénitencier (28 février 1844), des observations fort judicieuses qui doivent trouver place ici :

qu'on a bien reconnu en quoi consistaient ces hallucinations. Quand les hallucinations existent avec un délire général, chacun reconnaît l'aliénation, et le malade est placé dans un hospice. Mais quand elles existent avec un délire partiel ou même sans délire, elles échappent facilement au public. Qu'un individu, placé dans de telles circonstances, commette un délit, il sera condamné et ce ne sera que plus tard que la surveillance exacte de la prison signalera la maladie. C'est ce qui est souvent arrivé à Lausanne. Or, il est évident que, dans ces cas, le système de la prison n'y est pour rien comme cause première de la maladie. Au reste, 6 ou 8 cas d'hallucinations en huit années sur une population de 110 à 120 individus n'est pas une chose surprenante (vu surtout l'espèce d'individus) ; je ne serais même pas étonné que cette proportion n'excédât pas de beaucoup la moyenne. Il serait, maintenant, bien important d'observer les bagnes et les prisons régies d'après l'ancien système, afin de s'assurer d'une manière positive s'il n'existe pas réellement dans ces prisons des hallucinés ; si cela était, ce serait, à cause de la fréquence de la maladie, un fait extraordinaire qui mériterait la plus sérieuse attention. » (Lettres du docteur Pellis à moi adressées les 22 février et 9 mars 1844.)—Je suis heureux de pouvoir dire au docteur Pellis que le docteur Lelut, médecin, comme lui, d'une prison et d'une maison d'aliénés, a constaté ce fait au dépôt des condamnés de Paris, ci-devant Bicêtre, soumis à la règle de la vie commune. (V. la note suiv.)

(1) *De l'influence de l'emprisonnement cellulaire sur la raison des détenus*, Mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques, séance du 23 mars 1844. V. ci-après *Appendice* n° 3.

« Je vous ai parlé d'un vice dans l'enquête du Conseil de santé, vice auquel est dû, je crois, en partie du moins, l'opposition qui s'est manifestée contre les deux systèmes de l'emprisonnement et du silence, appliqués simultanément chez nous depuis 1834. Il consiste en ceci : c'est qu'on a cru pouvoir énumérer tous les cas d'aliénation qui ont existé dans la prison *avant* cette époque, et l'on n'a pu poser qu'un chiffre minime comparativement au chiffre de la période suivante ; de là est résulté une comparaison, tout à l'avantage de la première période, que les adversaires du système pénitentiaire n'ont pas manqué d'exploiter à leur manière. Or, il y avait, selon moi, impossibilité à constater le nombre des aliénés de la *première période*, par la raison qu'il n'existe aucun document écrit sur ce point, et que les hommes qui ont suivi de près le pénitencier à l'époque dont je parle, directeur, médecin, chapelain, etc., ne vivant plus, n'ont pu être consultés ; et qu'enfin, comme le Conseil de santé l'a dit lui-même, l'on donnait alors très-peu d'attention aux cas d'aliénation ; on étudiait peu ou point les prisonniers sous ce rapport. Plus ancien dans la maison que le Directeur actuel, je me suis assuré que des cas d'aliénation, que j'avais observés dans les premières années de mon ministère, n'ont pas été mentionnés dans l'enquête. Puis enfin, parce que, au milieu des conversations alors autorisées par le règlement, le caractère des prisonniers se manifestait par la violence plutôt que par les hallucinations, en concluons-nous qu'il n'y avait pas là des cas d'aliénation ? Ces condamnés (que nous ne connaissons plus aujourd'hui), qui frappaient les gardiens et menaçaient le Directeur, qui brisaient leurs métiers ou leurs meubles, qui vociféraient des paroles sans suite et des cris affreux, pendant des nuits et des jours entiers, qu'étaient-ils, je vous prie, sinon des aliénés d'une autre espèce ? Voilà ce qu'on ne veut pas comprendre, et ce dont M. Verdeil n'a pas voulu tenir compte dans son livre. Sur des documents imparfaits, il affirme qu'il n'y a eu, dans le canton de Vaud, dans une période de vingt-un ans, 1805 à 1826, qu'un *seul* aliéné dans nos prisons ;— que la première période du pénitencier (1826 à 1834) n'en a compté que *deux*, et qu'il y en a eu *trois* dans la dernière : « triste protestation, ajoutez-il, contre le régime du silence, de la solitude et de l'intimidation morale. »

« M. Verdeil ne tient pas davantage compte du fait de l'augmentation singulière des cas d'aliénation dans la vie libre, augmentation dont notre hospice d'aliénés est la preuve. Fondé il y a une trentaine d'années pour recevoir quarante malades, cet hospice en contient cent

cinquante aujourd'hui : il en aurait deux cents, s'il y avait place pour les recevoir. Il ne s'aperçoit pas enfin de la contradiction qui existe entre ses allégations et les faits observés ; en éliminant les vieillards de soixante-quinze ans et au-dessus, et les enfants au-dessous de quinze ans, le Conseil de santé a trouvé que le rapport de la population aliénée dans la vie libre est, à la population totale du canton de Vaud, de un à deux cent trente-quatre. Comment donc a-t-il pu ne se trouver qu'un seul aliéné sur une population d'au moins deux mille détenus qui ont circulé dans les prisons de 1805 à 1826 !....

« En résumé, il m'est démontré jusqu'à l'évidence que ce n'est point l'emprisonnement individuel qui doit être mis en cause en tout ceci. La vraie raison de notre insuccès, il faut l'attribuer essentiellement aux mauvaises conditions de l'expérience que nous avons faite.

Maintenant, cherchons-nous à établir que l'atelier commun et la loi du silence entrent, pour le moins autant que la cellule, dans les cas d'aliénation mentale constatés comme appartenant réellement à la prison ? A quoi bon ! puisque le chiffre total ne dépasse pas les moyennes ordinaires des prisons communes, et que la part qu'on attribue à la cellule revient en propre aux circonstances indépendantes d'elle dans lesquelles elle est placée à Lausanne ?

Au surplus, je ne pourrais que redire ce que M. Lélut a si bien dit.

Notons ici, en passant, que, dans la prison cellulaire d'Eberbach, dont nous avons parlé ci-dessus, p. 435, « parmi les 35 détenus à long terme qui y subissent l'emprisonnement solitaire, il n'a été constaté aucun cas d'aliénation mentale (1). »

FRANCE.

M. Lélut a rendu un service immense à la question pénitentiaire en établissant, ce que personne n'avait fait avant lui, que, dans une prison commune, au Dépôt des condamnés de Paris, où les détenus ne séjournent que quelques mois, en attendant leur transfèrement, et sur l'esprit desquels l'action de la prison

(1) Rapport sur les prisons de la Prusse, par M. Hallès-Claparède.

et d'un régime disciplinaire quelconque de prison, n'a pu encore agir, il y a, malgré cela, en permanence, 3 ou 4 aliénés au moins par jour, sur une population quotidienne flottante de 430 détenus, terme moyen.

M. Lélut a compté 5 aliénés sur 432 en octobre 1843 ; et 7 sur 447 le 8 mars suivant. — De plus, il a vérifié, d'après les registres d'infirmerie de la prison tenue par son prédécesseur que la proportion des aliénés y a été, dans une période de six ans, dans la proportion de 14 aliénés sur 1000.

Dans la population libre, la proportion des cas d'aliénation est évaluée à 1 sur 1000 ; mais il serait plus exact de la porter à 2 sur 1000, comme en Écosse, où les recherches statistiques faites doivent se rapprocher le plus de la vérité. Nous venons de voir que le Conseil de santé la porte, pour le canton de Vaud, à 1 sur 254.

D'après cela, et en mettant les choses au pire, on peut dire hardiment que la folie *carcérienne* est, dans les prisons soumises au régime de la vie en commun, 4, 5 et 6 fois plus élevée que la folie ordinaire dans la population libre.

Avec ce *criterium* on peut maintenant apprécier, à leur juste valeur, et réduire à leur juste proportion, les exagérations auxquelles ont donné lieu les quelques cas de folie *pénitentiaire* remarquables dans les prisons qui sont régies d'après le système nouveau de l'emprisonnement individuel.

Nous avons vu quels ont été ces cas à l'étranger. Voyons s'il ne s'en est pas déclaré quelques uns dans celles de nos prisons qui sont déjà soumises à ce système.

Prison cellulaire de Tours. — Voici un extrait du Rapport du médecin :

« Bien que le pénitencier ne soit ouvert que depuis trois mois, je crois pouvoir dire, même après une expérience si courte et si incomplète, qu'on a eu tort d'avancer que le régime cellulaire produit *par lui-même* plus de maladies, ou est plus préjudiciable à la raison des détenus, que le régime en commun... Je puis même affirmer que le

parallèle entre les deux systèmes serait d'autant plus favorable au nouveau, qu'il serait poussé plus loin.

« Jusqu'à ce jour, aucun cas de dérangement d'esprit n'a été observé dans le pénitencier. »

Tours, ce 5 février 1844.

Signé HEIME, D. M. P., médecin du pénitencier, membre associé de l'Académie de médecine de Paris, professeur à l'école de médecine de Tours.

Prison cellulaire de Saint-Quentin. — M. Léon Faucher dit dans sa brochure contre le projet de loi, p. 58 : « Nous pouvons citer une maison d'arrêt, celle de Saint-Quentin, où un détenu s'est suicidé, et deux autres ont tenté de se suicider en quelques mois. »

Voici les faits :

1° Le nommé C., âgé de cinquante-quatre ans, condamné à six jours de prison pour tapage nocturne (28 octobre 1842), était en prison depuis quatre jours, lorsqu'il s'est tué en se précipitant du haut de la galerie du premier étage. Il ne lui restait plus que quarante-huit heures à passer dans la maison d'arrêt. Sa conduite était honnête. Il se livrait seulement quelquefois à l'ivrognerie. Sa mort doit être attribuée, en grande partie, à l'inconduite de sa fille, qu'il avait été obligé d'aller chercher dans une maison de prostitution, circonstance qui provoqua l'acte de scandale pour lequel il fut condamné. En tout cas la cellule ne doit entrer pour rien dans son acte de désespoir.

2° Le nommé Cl., condamné, pour délit de contrebande, à 300 fr. d'amende, ou, par corps, à une année d'emprisonnement, était en prison depuis vingt-six jours seulement lorsqu'il tenta de se suicider, en faisant verdegriiser un sou de cuivre dans de l'urine et de la cendre. Cet homme, âgé de trente-un ans, d'une conduite assez bonne, était absolument sans ressources. La misère qui lui avait fait commettre le délit précité aura, sans doute, contribué à lui inspirer l'idée de se donner la mort. 2 décembre 1842.

3° Le nommé V., âgé de vingt-six ans, avait subi *vingt-quatre heures* d'emprisonnement lorsque, le 11 janvier 1843, il voulut s'empoisonner. Cet individu, dont l'esprit était dérangé, voulait rentrer dans la prison où il avait été détenu quelque temps auparavant pour vol. Ayant sollicité vainement le gardien-chef et le procureur du roi dans ce but,

il se fit arrêter de nouveau en flagrant délit de vol. En rentrant dans la prison, il était poursuivi de l'idée qu'il avait empoisonné sa mère. C'est, sans doute, cette pensée qui a été cause de sa tentative de suicide. La folie dont il est atteint existe déjà depuis un certain temps; mais elle ne le prend que par intervalle, et n'est nullement furieuse.

Prison cellulaire de Bordeaux. — Une brochure, publiée récemment à Bordeaux, contient ce fait : « Qu'un détenu, que l'isolement avait rendu, dès son entrée à la prison, morose, taciturne, et plus tard véritablement fou, aurait, dans un moment d'exaltation, déchiré la cicatrice d'une saignée et qu'il serait mort de cet accident au bout de deux ou trois jours. »

Voici comment les choses se sont passées.

Un nommé B. fut déposé, le 22 août 1843, à la prison, sous la prévention de mendicité. — Le 20 septembre suivant, il fut condamné à trois mois d'emprisonnement. Après cette condamnation, sa femme vint le voir dans sa cellule; mais cet individu, chez lequel rien n'annonçait le moindre dérangement physique ni moral, fut vivement affecté de sa séparation d'avec sa femme. Il devint alors taciturne, et, le 19 octobre, une fièvre cérébrale se manifesta. Envoyé à l'hôpital, on lui pratiqua une saignée à l'artère temporale droite; sa santé se rétablit bientôt, et, le 8 novembre, il sortit de l'hôpital. Réintégré à la prison, il déchira, il est vrai, *vingt-quatre heures* seulement après sa rentrée, la cicatrice que la saignée avait produite, et il mourut six jours après à l'hôpital, des suites de cet accident. Mais il est entièrement inexact de dire que cet acte de folie a été le résultat de son isolement; car cet individu, à sa sortie de l'hôpital, ne fut pas replacé dans sa cellule. Il fut mis dans la grande tour où se trouvaient déjà dix-huit ou vingt autres détenus, pour lesquels il n'y avait pas de cellules disponibles.

Il résulte de cette explication que l'influence de la détention cellulaire est complètement étrangère à la mort de ce détenu. C'est ce qu'attestent et le préfet et le médecin de la prison, et la Commission de surveillance.

Prison cellulaire de La Roquette. — Depuis plus de 4 années que le système cellulaire de jour et de nuit est pratiqué dans le

pénitencier des jeunes détenus de La Roquette, on a compté 2 cas de folie seulement chez deux *prévenus*. Des deux prévenus ainsi atteints l'un était entré avec le germe du mal et on l'avait guéri en prison; l'autre avait été frappé depuis sa détention, mais on s'était rendu maître de la maladie; et c'est après sa sortie du pénitencier que le mal s'est déclaré de nouveau (1).

M. Lélut ayant traité la question de folie chez les jeunes détenus cellulés, je ne puis mieux faire que de renvoyer à ce qu'il en a dit.

Quartier cellulaire du Mont-Saint-Michel — MM. de Laroche-foucault et Léon Faucher ont dit, d'après les journaux *le National* et *la Réforme*, les choses les plus incroyables sur les traitements inhumains qu'on fait subir aux condamnés politiques du Mont-Saint-Michel, et sur les actes de folie et de mort qui en sont la conséquence funeste.

Je vais répondre à l'un et à l'autre par la simple note suivante :

Simple Note sur les détenus politiques du Mont-Saint-Michel.

La vie que les détenus politiques mènent au Mont-Saint-Michel est, encore aujourd'hui, celle dont ils *jouissaient* en 1840, et qui excitait alors, comme trop douce, les réclamations de l'honorable M. Laroche-foucault-Liancourt (2). Comment donc ce qui était faveur, aristocratie, privilège en 1840, est-il devenu torture, inhumanité en 1844 !

(1) Communication de M. Bérenger à l'Académie des sciences morales et politiques, séance du 24 février 1844.

(2) M. Thiers avait dit à la séance de la Chambre des députés, du 28 mai 1833 : « J'ai présenté au Roi une ordonnance applicable aux condamnés politiques. Il ne seront pas astreints à des travaux manuels; ils auront la faculté de ne pas travailler, s'ils le veulent; ils pourront se nourrir comme ils l'entendront, et, s'il en est parmi eux qui aient reçu une certaine éducation, ils ne seront pas astreints à des travaux indignes de la position qu'ils auront pu occuper dans la société. Ils pourront se livrer à tous les genres d'études qu'il leur conviendra de suivre; ils pourront recevoir les livres et les secours de leurs familles, toutes choses qui sont interdites aux détenus ordinaires. » Cette règle, qui n'a cessé d'être suivie à l'égard des condamnés politiques depuis 1833, a fait dire à M. de Laroche-foucault en 1840 : « Voilà le privilège, l'exception, l'aristocratie constitués dans les prisons, et

C'est apparemment à cause « des *brodequins en fer* qu'on met aux pieds des détenus pour les moindres délits, et qui gênent tellement leurs articulations qu'ils ne peuvent ni marcher ni se tenir droit (1); » ou bien à cause de « la fameuse cage de fer que le Roi, alors duc d'Orléans, a fait détruire en 1787, et qui est aujourd'hui remplacée par les anciens cachots, lesquels ont excité dans tous les siècles l'horreur générale, et sont devenus si célèbres qu'on les montre par curiosité aux étrangers, cachots dont on a fait les *cellules actuelles sans y faire le moindre changement*, et où l'on enferme, pendant des années entières, sans air, sans exercice, sans aucune communication avec les vivants, les jeunes gens les plus actifs, les plus turbulents, qui ont vécu jusque alors commodément et délicatement, etc. (2). »

Je ne sais si les *brodequins de fer* ont jamais existé ailleurs que dans l'imagination de M. le marquis de Laroche-foucault : ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'en reste pas plus de trace au Mont-Saint-Michel, que de la fameuse *cage de fer*. L'endroit même où était cette cage n'existe plus, ou du moins d'un lieu de supplice on en a fait un lieu de travail, un atelier !

Quant aux *anciens cachots*, dont on a fait les cellules actuelles *sans y rien changer*, c'est une erreur aussi grande. Les *cellules actuelles* ne sont point les *anciens cachots*, et les anciens cachots sont toujours cachots. Seulement, on ne les emploie que pour les fautes les plus graves, pour les cas de révolte et de voies de fait. Les cachots ont six pieds de long sur quatre de large, et six à huit pieds de haut. Le *cachot à trappe*, les *oubliettes*, dont un journal a parlé, est un magasin de bois qui ne sert qu'à cet usage. *Jamais* aucun détenu politique n'y a été enfermé. Jamais dès lors personne n'y a été dévoré par la vermine ou par les rats, comme on l'a dit encore.

Les *lieux de punition* ordinaires sont ce qu'on appelle les *loges*, en style du Mont-Saint-Michel, et *plombs* ou *puits de Venise*, en style de journal. Ces loges ont trois mètres de long sur deux à trois mètres de large, et trois mètres de haut, ce qui répond à cette autre allégation, que les *détenus ne peuvent s'y tenir debout*. De plus, elles sont élevées

constitués en faveur des plus grands coupables. » « J'ai voulu, dit le même ministre, qu'ils ne fussent pas assujettis, comme Magallon l'avait été, à faire des chapeaux de paille. » « Voyez donc quel grand malheur si les hommes qui ont versé le sang de leurs concitoyens étaient assujettis à fabriquer des chapeaux de paille ! » *Examen du système pénitentiaire*, 1840, p. 358.

(1) De Laroche-foucault, *Documents sur le système pénitentiaire*, 1844, p. 357.

(2) *Ibid.*, p. 354 et 355.

à une prodigieuse hauteur au-dessus du niveau de la mer, ce qui fait que si les détenus y manquent de quelque chose, ce n'est pas d'air assurément; d'autant que les fenêtres, qui donnent sur la mer, ont un mètre de haut sur un demi-mètre de large. Toutes, au surplus, sont planchées et boisées de toutes parts, et séparées du toit par les greniers, ce qui les rend parfaitement habitables et saines.

Quant aux *cellules ordinaires*, aux cellules d'habitation, ce sont, à proprement parler, des chambres ayant chacune une dimension moyenne de 5 mètres 25 c. de longueur, sur 3 mètr. 90 c. de largeur, et 3 mètres de hauteur. Ces chambres, situées au midi et au levant, au-dessous des pièces occupées par le directeur et sa famille, et à côté de celles occupées par le médecin, sont parfaitement éclairées, et ont vue sur la grève du côté de Pontorson. Elles sont toutes planchées et aussi aérées que saines. Seulement, l'approche des fenêtres de quelques unes est défendue au-dedans de la cellule par une grille que les détenus ont forcé, dans le temps, l'administration de placer, et qui n'attend pour être enlevée que leur soumission complète et persistante.

Chaque détenu a dans sa chambre une cheminée ou un poêle avec un stère de bois par mois, pendant la durée de la moitié de l'année. Tous reçoivent de la chandelle en quantité suffisante pour qu'il leur soit possible de se livrer, le soir, à la lecture jusqu'à une heure fort avancée. Ils ont des livres, du papier, des plumes et de l'encre. Ils ne sont astreints ni au travail ni au silence, ni à la privation de vin et de tabac, etc., etc.

Le régime alimentaire est abondant et varié. Ils ne s'en sont jamais plaint. Ils peuvent en sus faire venir du dehors tous les aliments et autres objets qu'ils désirent se procurer.

Leurs vêtements sont chauds; et leurs lits, je ne crains pas de le dire, aussi bons, sinon meilleurs, que ceux dont la plupart d'entre eux faisaient usage étant libres.

Ils se sont plaint que leur sommeil fût troublé par le cri des sentinelles. Mais cet inconvénient, qui a lieu dans toutes les places fortes, n'atteint pas que les détenus, et l'on finit par s'y accoutumer.

Du reste, l'Administration a poussé si loin sa sollicitude sur ce point, que non-seulement des mesures ont été prises pour que cet inconvénient fût considérablement amoindri, mais encore que les gardiens se servent dans leur service de nuit de chaussons en étoupes. Les portes ne font aucun bruit, et l'on a mis partout des verroux à la cremone.

Les soins et la condescendance que l'administration a pour les détenus politiques sont donc, on peut le dire, poussés jusqu'à l'extrême.

Le Directeur, M. Leblanc, est à leur égard d'une patience, d'une bonté parfaites. Le médecin de la prison est plein de sollicitude pour leur santé. C'est un vieillard aimable qui les aime autant qu'il les plaint. Ses relations avec chacun d'eux sont pour ainsi dire journalières. Ils voient le Directeur aussi souvent qu'ils le veulent. Les gardiens sont en rapports continuels avec eux. Ils ne les regardent point comme des criminels ordinaires, et ont pour eux les égards les plus constants. Plusieurs détenus reçoivent en outre des visites du dehors, et correspondent tant qu'ils veulent avec leurs parents et amis. Est-ce donc là n'avoir aucune communication avec les vivants?

Mais, dit-on, ils ne se voient pas entre eux, et cette séquestration individuelle est pour eux pire que la mort!

Il faut rectifier l'erreur de l'opinion publique sur ce point.

Les 25 ou 30 détenus du Mont-Saint-Michel ont, dans le principe, été placés dans des cellules séparées, en vertu de l'art. 614 du code d'instruction criminelle, et par suite de violences auxquelles ils s'étaient livrés sous l'empire du régime en commun, violences qui, dans la pensée de l'Administration responsable, ont dû être réprimées, et prévenues dans leur retour, par ce mode légal de punition et de discipline. Toutefois, cette séparation des détenus entre eux n'a jamais été moins absolue qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, en effet, et depuis longtemps déjà, tous les détenus sont admis à se promener, chaque jour, ou à se visiter quand le temps est mauvais, deux par deux, pendant deux heures, et même pendant quatre heures quand le médecin certifie que ce temps est nécessaire, et, à chaque fois, ils changent de camarade, d'après une liste de roulement arrêtée par eux à l'avance; de telle sorte qu'au bout d'un certain temps ils se sont tous vus à tour de rôle. Ils peuvent, d'ailleurs, en raison du peu d'épaisseur des murs de séparation et de l'ouverture de leurs fenêtres, entretenir des conversations de voisin à voisin, ce qu'ils font toute la journée comme s'ils étaient dans la même chambre. Les chants, non plus, ne sont pas épargnés, voire même les chants qu'on aurait à punir, — si le Directeur, souvent, ne commandait à ses oreilles de ne pas entendre.

J'ai dit que les détenus politiques du Mont-St-Michel se promenaient chaque jour, deux par deux. — Les lieux affectés à cette promenade sont :

1° *L'aire de plomb*, l'ancienne cour des Chevaliers, si pittoresque au haut du Mont, et assez vaste pour qu'on puisse y faire 160 à 180 pas sans avoir à se retourner. 2° *La plate-forme*, l'unique préau des détenus ordinaires, lesquels l'occupent seulement deux fois par jour, 2 heures le matin et 2 heures le soir. Le reste du temps ce préau est livré

aux détenus politiques. 3° Le *jardin*, qu'on a séparé de celui des condamnés ordinaires par un mur de 8 pieds et non pas de 60 pieds comme on l'a dit. Un quatrième endroit, le *saut Gautier*, a été interdit aux détenus politiques, depuis que ce lieu est devenu le *saut Barbès*...

Je le demande à tous les hommes impartiaux, ce régime-là est-il inhumain? Ce système-là est-il l'emprisonnement solitaire?

Il est si peu inhumain, il est si peu solitaire que le détenu Elie a trouvé moyen d'entretenir, par la fenêtre de sa cellule, une correspondance sentimentale avec une jeune fille du Mont, et qu'il a obtenu de l'Administration la permission de se marier avec elle. Vilcoq a également été autorisé à venir se marier à Paris.

Il n'est pas un détenu qui ait demandé une grâce, une faveur, un adoucissement à sa position qu'il ne l'ait obtenu de suite, lorsque cette demande a été faite convenablement et justifiée par la bonne conduite ou des intérêts de famille ou de santé. C'est ainsi que Barbès, Dubourdieu, Dufour, Hubert (Louis), Fonberteaux, Petreman, ont demandé et obtenu la permission de changer de maison.

Et, chose digne de remarque, plusieurs des détenus qui ont demandé à quitter le Mont-Saint-Michel, le regrettent maintenant, et demandent à y revenir.

C'est qu'en effet le Mont-Saint-Michel est pour ceux qui ont eu le malheur d'être atteints par la justice, la prison où la santé est le plus en sûreté (1).

Cependant, dit M. Faucher, « le *National* établissait naguère que, des trente détenus politiques soumis au Mont-Saint-Michel au régime pennsylvanien, deux s'étaient suicidés, un autre avait tenté de s'empoisonner, quatre avaient été frappés de démence, deux étaient tombés dans un état voisin de l'idiotie, et sept avaient été atteints de maladies assez graves pour qu'on eût jugé nécessaire de les transférer dans d'autres prisons (2) »

D'abord, tous ces cas seraient constants qu'il en faudrait décharger le système pennsylvanien, attendu que ce système, ainsi que nous venons de le prouver, n'est point suivi au Mont-Saint-Michel. Mais ces cas sont-ils constants?

(1) Tandis que la moyenne de la mortalité dans les autres maisons centrales a été, dans les trois dernières années, de 1 décès sur 12 ou 13 détenus, elle n'a été au Mont-Saint-Michel que de 1 sur 22 en 1840; — 1 sur 34 en 1841; — 1 sur 52 en 1842. Il a d'ailleurs été plusieurs fois constaté que le climat du Mont-Saint-Michel est généralement favorable à la santé, excepté pour les personnes ayant la poitrine faible ou accoutumées au climat du midi.

(2) Lettre au journal *le Siècle*, numéro du 2 décembre 1845.

« *Steube s'est coupé la gorge.* » C'est vrai; mais veut-on savoir pourquoi? Le voici: son père lui écrit que sa mère est morte, et que c'est lui, son fils! qui l'a fait descendre au tombeau! A cette nouvelle, le remords et la douleur s'emparent, à la fois, du cœur et de la tête de Steube. Il entre dans sa cellule et se tue.

« *Bezenac s'est pendu dans sa cellule.* » Pas tout à fait. C'était un acte simulé de désespoir. Il avait prévenu ses camarades qu'il allait se pendre. On est arrivé à temps; il y comptait. Il est aujourd'hui à Doullens, à la veille d'être transféré dans les prisons de Lyon sur sa demande. Sa peine a été commuée dernièrement en deux ans de prison.

« *Aust. est devenu fou*, et, transporté à l'hôpital, il est mort quelque temps après. » Pas tout à fait non plus. Le malheureux Aust. n'est pas mort, mais il n'est que trop vrai qu'il est aliéné. Sa folie est attribuée par le médecin aux ravages que l'emploi du mercure a pu occasionner dans le cerveau, par suite de maladies et de médications vénériennes, dont les traces existent encore, etc., etc.

« *Jarasse a tenté, par deux fois, de s'empoisonner.* » C'est faux. Ayant bu, le 17 septembre dernier, le vernis destiné à ses ouvrages d'ébénisterie, il s'est trouvé dans une sorte d'état d'ivresse qui a cédé, de suite, aux soins qu'on s'est empressé de lui donner.

« *C. est devenu fou.* » C'est plus que douteux. Il est bien vrai qu'on le traite comme aliéné à Pontorson; mais tous ceux qui l'approchent pensent que sa folie est simulée. Du reste, il y a, à cet égard, une raison *tout à fait étrangère à la prison*, et que nous ne pouvons pas dire. Il sera mis en liberté sous peu. Il est d'un caractère très-doux.

« *Lepage est venu mourir à Bicêtre des suites de son séjour au Mont-Saint-Michel.* » Or, Lepage a quitté cette maison *depuis 1836*, en parfait état de santé. Il faut bien en vouloir à ce pauvre Mont-Saint-Michel pour lui faire tuer, après coup, les détenus qu'il renvoie bien portants.

« *Bordon est également devenu fou.* » Non. La *mélancolie* qu'il avait manifestée (peut-être à dessein) a entièrement cessé. Il est aujourd'hui calme et bien portant.

Nous ne pouvons rien dire des deux autres individus « tombés, dit-on, dans un état voisin de l'idiotisme, » attendu qu'on ne les nomme pas. Ce sont peut-être deux détenus que nous connaissons et qui ont refusé d'écouter de mauvaises suggestions de leurs camarades. Pas si idiots!

Certes, cette liste est bien longue, et ces cas bien lamentables. Mais, de bonne foi, peut-on les attribuer à la prison? A la prison peut-être;

mais à son régime, certainement non. La prison, en tant que prison, voilà ce qui tue ces âmes ardentes, et non tel ou tel mode d'emprisonnement. Auburn, Pennsylvanie, Mont-Saint-Michel ! mon Dieu ! c'est là le prétexte et non la cause. Un seul mal les tue, la captivité ; un seul remède les sauverait, la liberté. Mais ils ont perdu celle-ci par leur faute, et par leur faute encore ils éternisent celle-là.

« On les a plongés dans les *cachots* ! on les a mis aux *loges* ! et c'est là ce qui les a exaspérés tous, et c'est là ce qui a perdu la santé de plusieurs. » Sans nier ni le fait ni ses conséquences, je demanderai à ceux qui en font un sujet de blâme contre l'administration, ce que l'administration peut et doit faire, selon eux, quand son autorité est méconnue, bravée, insultée ; quand ses prescriptions les plus simples sont enfreintes ; quand l'ordre de la maison est troublé ; quand les vociférations les plus inconvenantes et les plus audacieuses sont proférées contre elle et contre ses agents ; quand les voies de fait succèdent au tapage, et la menace directe aux cris ? quand jusqu'à sa bonté, sa tolérance, sa longanimité lui est imputée à persécution ? Qu'on nous le dise : là où tous les moyens de persuasion sont épuisés, là où tous les raisonnements échouent, qu'y a-t-il à faire, sinon recourir aux seuls moyens efficaces, à la seule raison qu'on écoute, ceux de la force, celle de l'obstacle matériel ?

Heureusement que ces moyens, qu'on a été obligé d'employer parfois, appartiennent déjà à une époque éloignée, et que le quartier politique du Mont-Saint-Michel a cessé, depuis longtemps, d'être le théâtre d'aucun désordre grave. Il y a près de dix-huit mois que les détenus ne se sont mis dans le cas d'être envoyés aux loges ou aux cachots.

D'où peut donc provenir ce déchaînement inattendu de récriminations et de plaintes, au moment même où elles n'ont plus ni causes apparentes ni prétextes ?

Ah ! cessez d'agiter ces esprits malades, et ne venez pas troubler leur repos par des excitations nouvelles : vous leur avez fait tant de mal déjà !

Cessez également, dans leur intérêt, de demander pour eux la promiscuité de la vie commune. Si vous saviez le mal qu'ils se font entre eux !

M. Odillon Barrot avait la conscience et la prévision de ce mal quand il disait, il y a dix ans :

« Prenez les hommes les plus paisibles, les plus inoffensifs, forcez-les à rester oisifs, privez-les de travail, agglomérez-les sur un même point, et bientôt toutes les têtes fermenteront, et bientôt toutes les imaginations entreront à l'état fébrile (1). »

(1) Séance de la Chambre des députés du 50 mars 1855.

Maintenant, et en récapitulant tous les faits qui se sont produits dans les divers pénitenciers cellulaires des deux mondes, avant comme depuis la décision de l'Académie royale de médecine de Paris, faits qu'a si consciencieusement analysés M. Benoiston de Châteauneuf, dans un mémoire lu par lui à l'Académie des sciences morales et politiques (1), ne suis-je pas fondé à dire, preuves en main, que l'opinion de ce corps savant, en faveur de l'emprisonnement individuel, repose aujourd'hui sur des faits encore plus incontestables que ne l'étaient ceux que j'ai eu l'honneur de soumettre à sa haute appréciation en 1838. Et quand cette opinion est devenue celle de l'immense majorité des médecins qui se sont le plus spécialement occupés de maladies mentales et d'hygiène pénitentiaire, tels que les Esquirol, les Pariset, les Ferrus, les Marc, les Louis, les Villermé, les Cloquet, les Collineau, les Murat, les Lelut, les Baillarger, les Pâris, les Heime, les Arthaud, en France ; les Bache, les Dar-rach, les Coates, aux États-Unis ; les Julius, les Varrentrap, en Allemagne ; les Orioli, les Cattaneo, les Porro, en Italie ; les Pellis et les de La Harpe, en Suisse, et la majorité des membres du Conseil de santé de Lauzanne, etc., etc ; ne dois-je pas me sentir fort, abrité sous de pareils noms, alors même que j'ai en face MM. Gosse, Coindet ou Verdeil ?

6^e Objection.

LE SYSTÈME DE PHILADELPHIE ALTÈRE LA SANTÉ ET LA VIE DES DÉTENUS.

Lorsqu'il s'agit de juger de la supériorité relative d'un système ce n'est point par les effets isolés, accidentels, douteux, remarqués sur quelques uns, mais par ses effets généraux, permanents, certains, agissant sur la masse. Or, les rapports officiels du pénitencier de Philadelphie sont unanimes à constater,

(1) Séance du 2 septembre 1843. Ce mémoire, riche de faits et d'observations judicieuses, a été inséré dans les *Annales d'hygiène*, t. XXXI, 1^{re} partie.

1° Que la santé des prisonniers est constamment et généralement bonne sous l'empire du régime actuel, — travail, nourriture saine, cellule bien ventilée, etc. (1).

2° Que les maladies qui y sont contractées sont les maladies ordinaires, inhérentes à la condition de l'humanité (2).

3° Que les *ouvriers détenus* se portent mieux que les *ouvriers libres*, et que la moyenne des maladies est moindre dans le *pénitencier* que dans la *ville* sur une population égale; la santé générale de *l'établissement* présentant, comparativement à celle de la *vie libre*, une balance de 38 pour 100 en faveur du système (3).

4° Que le *choléra*, qui a cruellement sévi dans la *ville*, a passé inaperçu dans le *pénitencier*, et qu'il en a été de même de la peste (4).

5° Que les maladies *importées* sont plus nombreuses et plus graves que les maladies *exportées*; en ce que, — tandis qu'il entre 64 pour 100 de *santé imparfaite* dans le pénitencier, il en sort 79 pour 100 de *santé parfaite*; — on compte un en plus de 20 à 28 pour 100 de bonne santé dû au régime de l'établissement; — enfin, lorsque près de la moitié des *entrés* sont en mauvaise santé, plus des deux tiers des *libérés* sont bien portants (5).

6° Qu'ainsi « le pénitencier de Cherry-Hill est le récipient de la maladie et le dispensateur de la santé (6). »

La *sanitarité* comparative de l'emprisonnement cellulaire est donc évidente, et le système de Philadelphie n'a rien à envier, sous ce rapport, ni au système d'Auburn (7), ni à aucun autre système.

Mais il est un autre *criterium* encore plus sûr à consulter; ce sont les tables de la mortalité annuelle du pénitencier de Phi-

(1) V. Documents officiels. Traduction, p. 4, 14, 24, 30, 38, 45, 53, 63, 66, 94.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 85, 92, 104.

(4) *Ibid.*, p. 19 et 30.

(5) *Ibid.*, p. 65, 70, 84, 107 et 115.

(6) V. *Ibid.*, p. 66, 70, 84.

(7) *Ibid.*, p. 19 et 56.

adelphie. « On peut discuter sur les cas de folie, dit M. de Tocqueville, on peut contester ce qu'il faut entendre par plus ou moins de santé; mais le chiffre de la mortalité est un élément fixe qui ne se prête pas à la controverse. »

Le rapport du docteur Darrach pour l'année 1837 contient le tableau de la mortalité annuelle et proportionnelle des blancs et des noirs dans le pénitencier depuis 1830; mais, comme il s'arrête à 1837, un autre médecin de Philadelphie, M. le docteur Coates, a inséré, sous la date du 6 mai 1843, dans les *Annales de la science des prisons*, publiés à Berlin par le docteur Julius (cahier de Janvier 1844), un article du plus haut intérêt qui le complète jusqu'à 1842 et d'où nous avons extrait le tableau suivant :

Tableau de la mortalité dans le pénitencier de Philadelphie.

ANNÉES.	POPULATION BLANCHE.			POPULATION NOIRE.		
	Population par jour.	Décès.	Mortalité sur cent.	Population par jour.	Décès.	Mortalité sur cent.
1830	21.81	1	4.19	9.19	»	»
1831	47.75	2	4.18	19.25	2	10.03
1832	69.42	1	1.44	21.58	3	13.52
1833	89.30	1	1.11	33.70	»	»
1834	123.58	1	0.80	59.42	4	6.68
1835	154.74	2	1.26	108.26	5	4.61
1836	202	2	0.99	148	10	6.74
1837	233	7	3.00	154	10	6.49
1838	240	7	2.92	161	19	11.80
1839	245	2	0.81	173	8	4.62
1840	232	9	3.88	162	13	8.02
1842	212	3	1.41	130	6	4.61
Totaux	1870	38	2.28	1179	80	6.78

En retranchant de ce tableau, dit le docteur Coates, l'année 1841, dont la moyenne des blancs et des noirs n'est pas donnée dans le Rapport du médecin de Philadelphie (1), et les 6 mois de l'année 1829 où il n'y a pas eu de décès sur les 9 condamnés reçus, nous avons 12 années qui suffisent grandement à nos appréciations. Il en résulte que, dans le pénitencier de Philadelphie, la mortalité des blancs est de 2,28 sur 100, et celle des noirs de 6,78 sur 100, ce qui veut dire que sur 100 décès parmi les blancs, il y a 334 décès parmi les noirs.

Cette distinction entre les noirs et les blancs est indispensable à établir. Je l'ai, je puis le dire, recommandée le premier à l'attention publique (2), et les Rapports annuels publiés, depuis, par le médecin et les Inspecteurs du pénitencier de Philadelphie, ont fini par démontrer qu'il fallait, de toute nécessité, en tenir compte dans les statistiques comparatives de mortalité des divers pénitenciers américains (3).

(1) Cependant il est dit, dans le Rapport du docteur Darrach, qu'on a reçu, dans cette année, 85 blancs et 41 noirs, et qu'il est mort, aussi dans cette année, 4 blancs et 13 noirs. (V. Traduction, p. 106 et 108.)

(2) *Mémoire sur la mortalité et la folie, etc.*, janvier, 1839, p. 59.

(3) Voici le résumé des rapports officiels sur ce point. Les chiffres entre parenthèses indiquent les pages de la traduction.—Le nombre des prisonniers de couleur est hors de proportion avec celui des prisonniers blancs, comparativement au nombre des individus noirs et blancs dans la population libre (50, 58, 83). Les prisonniers noirs sont dans la proportion de 13/100 pour 100 de la population noire de l'État, tandis que les prisonniers blancs y sont dans la proportion de 3/500 pour 100 de la population blanche (65). Cette proportion a été de 57 à 40 pour 100 de 1837 à 1841 (106). Il y a dans le pénitencier de Philadelphie un bien plus grand nombre de prisonniers noirs que dans aucune autre prison des États-Unis, sans en excepter les États à esclaves (66). La population noire du pénitencier de Philadelphie est de 31 à 40 sur 100 de la population totale (69, 73, 95), tandis qu'elle n'est que de 1/95 pour 100 dans le pénitencier de Sing-Sing, et de 1/41 pour 100 dans le pénitencier d'Auburn (75). Cette exubérance de population noire dans le pénitencier de Philadelphie provient de ce que la Pennsylvanie est un État frontière contigu à trois États à esclaves, et devient ainsi le réceptacle des noirs libres mécontents, des esclaves sans valeur mis en liberté par leurs maîtres, et de toute la tourbe des esclaves fugitifs et vagabonds (69, 83). On estime qu'il y a dans l'État de Pennsylvanie de 20 à 25,000 noirs, dont les vagabonds deviennent les hôtes du pénitencier (86). Suivant le dernier recensement, la population de couleur, comparée à la population blanche, dans tout l'État de Pennsylvanie, est comme

Maintenant, comparerons-nous, comme on le fait habituellement, le *pour cent* de mortalité des divers pénitenciers Américains pour en faire ressortir cette conclusion, à notre avantage, qu'on meurt moins dans le pénitencier de Philadelphie que dans celui de Sing-Sing ou d'Auburn (1) ?

Bien qu'en effet cette comparaison ne pût qu'être avantageuse à nos idées, cependant nous ne l'admettons pas, attendu que, selon nous, pour résoudre complètement la question, il ne s'agit pas d'opposer le chiffre des décès de tel pénitencier au chiffre des décès de tel autre, mais bien de comparer le chiffre des décès de chaque pénitencier avec celui de la population libre du même pays.

Supposons qu'à Saint-Petersbourg la mortalité dans les prisons soit de un sur trente-cinq, et à Londres de un sur quarante seulement. En ne comparant que ces chiffres entre eux la supériorité du régime appartiendra de toute évidence aux prisons de Londres. Cependant la réalité est en faveur des prisons de Saint-Petersbourg. Pourquoi? Parce qu'en Russie on compte un décès sur vingt-sept habitants dans la population libre, tandis qu'en Angleterre on en compte un sur cinquante-un.

Les recherches du docteur Emerson (2) nous permettent d'évaluer, d'une manière à peu près certaine, le chiffre moyen de la mortalité dans la population libre de Philadelphie, de 1821 à 1830.

quarante-cinq mille à un million quatre cent cinquante-cinq mille, tandis qu'elle est dans le pénitencier comme cent soixante-treize à deux cent quarante-cinq (84). Cette disproportion des prisonniers de couleur dans le pénitencier doit compter pour beaucoup dans l'appréciation et la supputation des cas de maladie et de mortalité, et dans les causes non productives du travail des détenus (50, 63, 84, 86); si cette disproportion n'existait pas, ou mieux, si le pénitencier ne contenait que des prisonniers blancs, nul doute qu'il ne satisfît à tous les besoins de la justice, de la morale, de la santé et de l'intérêt pécuniaire (79, 87). Nous appelons sur ce point la plus sérieuse attention de la Législature (79).

(1) Une autre comparaison peut être faite entre la mortalité du pénitencier de *Cherry-Hill* à Philadelphie, et la mortalité de la prison de *Walnut Street*, aussi à Philadelphie, que *Cherry-Hill* a remplacée. Or, la mortalité était beaucoup plus élevée dans la vie commune de *Walnut Street* qu'elle ne l'est aujourd'hui dans la vie cellulaire de *Cherry-Hill*. V. l'*Appendice* n° 4, p. 41.

(2) V. *Medical statistics*, novembre 1831, p. 28.

Tableau de la mortalité des blancs et des noirs dans la ville de Philadelphie.

ANNÉES.	MORTALITÉ PARMIS LES		PROPORTION POUR CENT.	
	Blancs.	Noirs.	Blancs.	Noirs.
1821	1 sur 49.1	1 sur 16.9	2.03 0/0	5.92 0/0
1822	— 41.9	— 21.5	2.38	4.65
1823	— 33.8	— 17.5	2.96	5.71
1824	— 35.1	— 17.5	2.85	5.71
1825	— 42.4	— 27.0	2.36	3.70
1826	— 40.3	— 26.1	2.48	3.83
1827	— 47.4	— 18.9	2.11	5.29
1828	— 43.6	— 20.8	2.29	4.81
1829	— 44.0	— 23.7	2.27	4.22
1830	— 45.4	— 27.21	2.20	3.68

Il résulte de ce tableau que la mortalité dans la vie libre est, en moyenne, à Philadelphie, de 2/422 sur 100 pour les blancs, et de 4/752 sur 100 pour les noirs, ce qui fait que, pour un nombre égal d'habitants, il meurt 100 blancs pour 196 noirs.

Ce Rapport :: 100 ; 196 est, comme on l'a vu plus haut, dans le pénitencier, :: 190 : 334 ; et 196 : 334 :: 100 : 170.

En résumé :

La mortalité des blancs dans le pénitencier, en prenant la moyenne de douze années, est de 2/028 p. 100

La mortalité des blancs dans la ville et les faubourgs, en prenant la moyenne de dix années, est de 2/422 p. 100

La mortalité des noirs dans le pénitencier est de 6/780 p. 100

La mortalité des noirs dans la ville est de . 4/752 p. 100

Nous le demandons, avec le docteur Coates qui nous fournit ces résultats relevés par lui à Philadelphie même (1), peut-on dire, en vérité, que le système de Philadelphie donne la mort ?

Veut-on absolument comparer les pénitenciers Auburniens et celui de Philadelphie, sous le rapport de la mortalité ? Voici le tableau que la Société de Boston en a dressé elle-même, dans l'un de ses Rapports les plus hostiles, celui de 1837, p. 52 :

Pénitencier de Concord	1 sur 81
Wethersfield	1 sur 61
Windsor	1 sur 60
Auburn	1 sur 56
Charlestown	1 sur 56
Columbus	1 sur 38
Baltimore	1 sur 35
Sing - Sing	1 sur 26

Moyenne de la mortalité dans les huit pénitenciers Auburniens 1 sur 51

Moyenne de la mortalité dans le pénitencier de Philadelphie 1 sur 35

Cette moyenne de 1 sur 35 ou de 3 sur 100 est la plus élevée des 14 années de l'existence du pénitencier de Philadelphie. Cependant, en nous en tenant à ce chiffre, — lequel, ne l'oublions pas, renferme les noirs comme les blancs, c'est-à-dire 1 noir sur 3 détenus (2), — nous ne voyons pas trop quel argument les partisans du système d'Auburn peuvent en tirer contre lui, lorsqu'on a à leur opposer les moyennes approximatives de 1 sur 38 du pénitencier de Colombus, qui n'a pas de noirs, et de 1 sur 35 du pénitencier de Baltimore, qui n'en compte que 18 pour 100, et surtout les moyennes bien plus défavorables au système d'Auburn, de 1 sur 30 du pénitencier de Genève, qui n'a pas

(1) Lettre au docteur Julius, 6 mai 1843, *ib sup.*, p. 10.

(2) V. 10^e Rapport du médecin, traduction officielle, p. 75.

de noirs (1), et de 1 sur 26 du pénitencier de Sing-Sing, qui n'en a presque pas.

Je sais bien que le *Times*, et M. Faucher et M. Lucas, torturent à l'envi ces moyennes, et prennent le chiffre d'une ou deux années séparément pour les opposer à la moyenne générale de douze ans. Mais ceci ne prouve que leur impuissance à la détruire. Suivons-les sur ce terrain, et admettons la proportion d'un mort sur 27 à *Philadelphie*, noirs compris. Il faut, de toute justice, retrancher les noirs de ce nombre. Dans ce cas, nous aurons 1 mort sur 50 comme à Auburn.

Le *Times* dit : « qu'un excès de mortalité a été remarqué à Milbank pendant que ce pénitencier était soumis au système pennsylvanien » Je répondrai au *Times* que, cet excès de mortalité fut-il prouvé, il ne prouverait rien contre le système de Philadelphie qui n'a jamais été appliqué à Milbank, et ne ferait que justifier la vieille réputation d'insalubrité que Milbank s'est malheureusement acquise sous tous les systèmes et à toutes les époques. Au surplus le *Times* ne cite aucun chiffre, aucune date. Depuis que Pentonville est ouvert, sur 503 convicts qui en étaient sortis au 1^{er} janvier dernier, 2 seulement étaient décédés, et cela huit jours seulement après leur arrivée. Voilà qui est plus positif.

A Glasgow, où le système de Philadelphie est pratiqué depuis si longtemps, la mortalité y est moindre que dans les prisons communes, et la santé meilleure que dans la vie libre. Mais

(1) Cette moyenne de 1 sur 30, citée par M. de Tocqueville, est contestée par M. Faucher (*Du projet de loi*, p. 26), lequel dit qu'elle doit être, d'après M. Coindet, qu'il cite sans indiquer la page, de 1 sur 57. Cela fut-il, l'argument de Philadelphie n'en resterait pas moins le même, en raison du chiffre disproportionné de ses noirs. Mais cela n'est pas, et M. de Tocqueville a dit vrai. Voici le passage de M. Coindet, dont nous citons, nous, la page et les paroles : « Il existe un troisième système, intermédiaire entre ceux d'Auburn et de Philadelphie, c'est celui de Genève en Suisse..... Il présente aux philanthropes un intérêt tout particulier. Il diffère de celui d'Auburn en ce qu'il exclut tout châtement corporel, et cela sans exception. A Genève, depuis l'adoption de ce système, la mortalité a été de 1 sur 30. » (*V. Mémoire sur l'hygiène des condamnés*, p. 35.)

je répéterai pour cette prison (1) ce que j'ai dit ailleurs des autres prisons d'Angleterre (Pentonville et Perth exceptées), que les détenus y restent si peu de temps qu'ils n'ont pas le temps d'y mourir.

En Allemagne, dans la prison d'Eberbach, où se pratique l'isolement continu, il n'est mort en 1841 qu'un détenu sur 50, tandis que la proportion a été pour la prison de Lintz en Autriche, 1 sur 10; celle de Brüns, 1 sur 6; celle de Munch, 1 sur 5. Dans la prison de Cologne, qui renferme 80 cellules, la mortalité n'a été que 1 sur 48, et à Sonnenbourg, où il n'existe pas moins de 150 cellules, la mortalité, depuis 1833, n'a été en moyenne que de 1 pour 100 (2).

Nous avons dit qu'à Genève la moyenne des décès du pénitencier est de 1 sur 30. Cette moyenne est plus élevée dans le pénitencier de Lausanne, elle y est de 1 sur 25; et, chose à noter, elle n'a nullement augmenté sous le régime appelé faussement pennsylvanien. On peut même dire qu'elle a un peu baissé. Ceci résulte des tables comparatives que M. Verdeil a dressées lui-même du nombre et de la moyenne des décès sous les trois périodes disciplinaires du pénitencier (3).

1^{re} Période, de 1803 à 1826. Dortoirs, travail en atelier : 59 morts sur 1,264 détenus. Moyenne, 4 66/100 pour cent.

2^e Période, de 1826 à 1834. Cellules de nuit, travail en atelier : 24 morts sur 516 détenus. Moyenne, 4 65/100 pour cent.

3^e Période, de 1834 à 1841. Système semi-auburnien, semi-pennsylvanien : 28 morts sur 613 détenus. Moyenne, 4 57/100 pour cent.

Voilà donc à quoi aboutit tout le bruit qu'on a fait de la prétendue invasion de maladies, de folies et de mortalité dans le pénitencier de Lausanne, sous la discipline pennsylvanienne, — à un chiffre de mortalité au-dessous de celui des périodes antérieures !...

(1) V. mon *Rapport sur les prisons de l'Angleterre et de l'Ecosse*, p. 66. — M. Brebner m'écrit le 2 mars 1844 : « Depuis que le système est en opération, 3 détenus sont entrés aliénés et ils sont sortis guéris. »

(2) Hallès Claparede. (*Rapp. sur les prisons de la Prusse*, p. 14).

(3) *De la réclusion dans le canton de Vaud*, p. 21 à 23, 45, 95 et 96.

Parlons maintenant de la France.

La Commission, dans son Rapport, constate, d'après les calculs de M. le docteur Chassinat, 1^o qu'il meurt, dans la société libre, 2 personnes, et, dans les bagnes, 5 forçats ; — 2^o que, dans les mêmes circonstances, il meurt 2 personnes dans la société libre, et de 6 à 7 détenus dans les maisons centrales. — D'où cette conséquence qu'il est faux de dire que le système d'emprisonnement suivi à Philadelphie compromette, outre mesure, la vie des détenus, puisque, dans nos maisons centrales, à l'époque même où le régime y était le plus doux, les décès y ont été beaucoup plus nombreux qu'en Amérique.

M. Faucher appelle cette conclusion « un abus flagrant du raisonnement. »

« Nos maisons centrales, ces *casernes du vice*, ne suivent, dit-il, ni la règle d'Auburn, ni aucune autre ; elles n'ont pas été disposées pour admettre une discipline efficace ; elles sont dans les plus mauvaises conditions de salubrité. Pour qu'une comparaison de ce genre ait quelque valeur, c'est entre des prisons réformées qu'il faut l'établir, etc. (1). »

A cet argument de M. Léon Faucher, M. Lucas répond péremptoirement :

« Il n'y a, en France, sur la situation de nos maisons centrales, qu'ignorance et préjugés. Combien peu d'hommes dans le pays ont pris une connaissance sérieuse de ces établissements ! Les plus zélés y ont fait, un beau jour, une de ces apparitions, où l'on s'imagine souvent, et de la meilleure foi du monde, en une heure ou deux, avoir vu le fond des choses, quand on n'a pu même en effleurer la surface (2). »

C'est ainsi que M. Faucher donne encore aujourd'hui à nos maisons centrales le nom de *casernes du vice* qu'il leur avait donné en 1838 (3), ignorant que ces prisons sont réformées depuis cinq ans, par l'arrêté du 10 mai 1839, et si bien réformées que M. Lucas a écrit :

« On est allé à l'étranger avec cette funeste et injuste préoccupation que, chez nous, tout était vicieux dans le régime de nos maisons centra-

(1) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 18. Lettre au journal *le Siècle*, du 2 décembre 1845.

(2) *Des moyens d'une réforme pénitentiaire*, p. 32 et 33.

(3) *De la réforme des prisons*.

les, tandis que le système de ces établissements est éminemment *perfectible* (1). Beaucoup d'étrangers, voire même *beaucoup d'Américains* qui ont visité et admiré nos maisons centrales, et spécialement celle de Beaulieu, s'étonnent que la France ait la pensée *d'emprunter un système à l'étranger* (2). Et, en effet, le principe fondamental du régime des maisons centrales, le principe de *la réunion* auquel on doit le *travail en commun*, est un principe éminemment fécond, et qui n'attend qu'une meilleure organisation pour satisfaire à toutes les exigences du *système pénitentiaire* ; seul, même, il peut réaliser le *but* de tout système pénitentiaire qui est de rendre à la société des hommes sociables (3). Quels griefs avons-nous contre le *système de nos maisons centrales* ? Pouvons-nous en citer un seul qui ne soit imputable à l'*abus* que nous en avons fait ? (4) Songeons donc à perfectionner ce système au lieu de le détruire (5). L'arrêté du 10 mai a fait un miracle : il a montré clairement la voie où la réforme pénitentiaire doit entrer (6). »

Nos maisons centrales ne sont donc plus des *casernes du vice*. L'arrêté du 10 mai les a *réformées*. Ce sont donc des prisons *réformées*, et, à ce titre, elles peuvent entrer en comparaison avec quelque établissement pénitentiaire que ce soit.

Il est vrai que M. Lucas a dit, depuis, qu'aucune de ces prisons n'avait été construite en vue d'un système pénitentiaire quelconque (7). Mais c'est la plus grosse erreur que les besoins de la polémique, comme il dit, aient jamais pu lui suggérer. Car, presque toutes nos maisons centrales sont d'anciens couvents, c'est-à-dire d'anciennes maisons pénitentiaires d'un ordre plus saint et plus élevé, construites à grands frais, dans des positions choisies, et plus vastes, et plus aérées, et plus saines que ne le seront jamais aucuns de nos pénitenciers modernes. Qu'importe, du point de vue de l'état sanitaire, que telles de ces maisons renferment quinze ou dix-huit cents pri-

(1) *Des moyens d'une réforme pénitentiaire*, p. 35.

(2) *Communication sur quelques détenus cellulés*, 1839, p. 27.

(3) *Des moyens d'une réforme*, p. 36.

(4) *Ibid.*, p. 97.

(5) *Ibid.*, p. 33.

(6) *Ibid.*, p. 98.

(7) V. *Communication à l'Académie*, février, 1844. *Compte-rendu*, p. 159.

somiers, si elles sont assez grandes pour en contenir deux mille, et si, dans les dortoirs, aux réfectoires, aux ateliers, chaque détenu a le cube d'air qu'il lui faut?

C'est ce qui a lieu à Fontevrault, à Clairveaux, à Loos, ces magnifiques abbayes devenues prisons; magnifiques maisons centrales où la réforme a été le plus parfaitement organisée et établie.

Eh bien! à Fontevrault, la mieux disciplinée de toutes nos maisons, sans contredit, — avant la réforme, le chiffre des morts n'atteignait pas cent; depuis la réforme, il a constamment été, d'année en année, et sur une population égale, de cent quatre-vingt-dix et de deux cents. Il paraît même qu'à cette heure il dépasse deux cents!..

Voici en quels termes s'exprimait dernièrement M. de Tocqueville, devant l'Académie des sciences morales et politiques, en réponse à M. Lucas, sur cette grave question :

« En examinant la moyenne de la mortalité dans toutes les maisons centrales avant 1839, époque où on a cherché à y introduire le système d'Auburn, c'est-à-dire le travail en commun et en silence, j'ai trouvé que le chiffre moyen était de 1 décès sur 15 détenus.

« Depuis cette époque, ce chiffre moyen pour toutes les maisons centrales est tombé à 1 sur 12.

« Si je passe du général au particulier, je trouve que, parmi les maisons centrales, il y en a une qui a souvent été citée par mon contradicteur comme un modèle, c'est Fontevrault. Au nombre près des détenus, Fontevrault est, suivant M. Lucas, une image parfaite de son système; c'est, en tout cas, de l'aveu de tout le monde, celle qui a le mieux réalisé, en France, la théorie du travail commun, en silence. Or, à Fontevrault, voici quel a été, depuis quatre ans, la moyenne annuelle de la mortalité :

« En 1839 (avant la réforme), 1 sur 18. — En 1840 (depuis la réforme), 1 sur 8. — En 1841, 1 sur 7. — En 1842, 1 sur 8. — En 1843, 1 sur 8.

« Un mort sur 8 détenus! Telle est donc la moyenne de ces dernières années! Tel est le résultat énorme auquel on est arrivé! 1 sur 8 à Fontevrault; ou bien 1 sur 12 en France! 1 sur 27 à Philadelphie, noirs compris! Que l'on compare maintenant et que l'on juge de quel côté est la philanthropie dont on nous a tant parlé! (1) »

(1) Séances des 17 et 24 février 1844. *Compte-rendu*, p. 119 et 152.

A cette pressante argumentation, M. Lucas a répliqué: « Nous demanderons à M. de Tocqueville, qui est si fort ému de la mortalité de 1 sur 8 à Fontevrault, comment il se fait qu'il ne laisse paraître aucune émotion devant le chiffre de 10.64 pour 100, ou de près de 1 sur 9, qui est celui de la mortalité au pénitencier de La Roquette? »

M. de Tocqueville a laissé à M. Bérenger le soin de répondre pour lui. Voici les paroles textuelles de l'honorable président de la Société de patronage des jeunes libérés de Paris :

« M. Lucas a dit qu'il y avait eu des maladies et des décès en grand nombre dans la prison de La Roquette, durant ces dernières années. A l'égard des décès, le rapport que j'ai publié en 1836 contient une réfutation péremptoire de cette assertion. Ainsi, en 1835, le nombre des décès était de 20 sur 382 détenus, et de 12 pour les cinq premiers mois de 1836; ce qui aurait élevé le chiffre à près de 30 pour l'année entière, tandis qu'en 1843 il n'était que de 36 sur plus de 500 détenus.

« L'état sanitaire ne s'était pas moins amélioré; la preuve en est dans ce qui s'est passé depuis que, faute de place à La Roquette, l'administration s'est vue forcée de séparer les prévenus et de les transférer de nouveau aux Madelonnettes. Le tableau suivant constate la recrudescence qui s'est déclarée, à ce moment, dans le nombre des journées à l'infirmerie.

	A La Roquette (vie cellulée).	Aux Madelonnettes (vie commune).
« Fin Août 1842	25 malades sur 440	23 sur 109
— Janvier 1843	20 — 404	21 — 130
— Février 1843	21 — 391	21 — 163
— Mai 1843	39 — 402	17 — 125
— Juin 1843	32 — 416	13 — 112

« Il existe un autre établissement placé dans des conditions identiques et qui offre un curieux rapprochement; je veux parler du quartier de la prison de Saint-Lazare, destiné aux jeunes filles âgées de moins de 16 ans, et reconnues coupables de délits commis sans discernement. Dans cette maison, en 1841, il y eut, sur 40 filles, 6 maladies et 4 décès (10 pour 100); et, en 1842, sur 37, 5 maladies, 5 décès (14 pour 100). Si l'on veut comparer ces chiffres avec ceux que nous avons donnés pour l'établissement de La Roquette, on voit que le système de l'isolement continu ne peut encourir le reproche d'être moins favorable, sous le point de vue sanitaire, que celui de la vie en commun.

« Au surplus, il serait injuste de comparer l'établissement de La

Roquette aux prisons du même ordre dans les autres villes du royaume. La Roquette se recrute dans la population de Paris; presque tous les enfants y entrent dans un état de santé vraiment déplorable; ils ont souffert, non-seulement, de l'abandon où ils ont été laissés, des privations de tous genres, mais encore des vices de leurs parents. J'ai constaté, dans mon rapport de 1842, que, sur 410 détenus, 139 étaient entrés débiles, épuisés, phthisiques, scrofuleux; leur sang était appauvri; ils étaient couverts de plaies, dont quelques unes avaient exigé l'amputation dans le pénitencier. Sur les 410, il fut reconnu que les parents de 253, dont les 139 malades formaient la plus grande partie, avaient perdu depuis 1 jusqu'à 16 enfants, et que la perte, pour les 253 familles, avait été de 887 enfants, ce qui donne près de 4 décès par famille. Certes, on ne peut comparer un établissement dans de semblables conditions avec ceux de villes, où les causes de dépérissement et de corruption sont moins nombreuses. A La Roquette (avant le régime actuel), la plupart de ces malheureux, ou même tous, entraient pour mourir.

« Depuis l'adoption de l'isolement continu, la santé des prisonniers est généralement meilleure; le régime a un autre avantage, celui d'éteindre un vice bonteux commun aux détenus de tous les âges... (1) »

Ce dernier fait est à noter; il est attesté également par l'aumônier et le médecin.

« Il n'en tombe pas moins sous le sens, dit M. Faucher, qu'un pareil système d'emprisonnement doit affaiblir la constitution de ceux qu'il ne tue pas, et les prédisposer à un grand nombre de maladies. Sans compter soixante-treize cas de maladies dont les condamnés avaient apporté le germe dans la prison, le médecin du pénitencier de Philadelphie constate lui-même cent quatre-vingt-seize atteintes sérieuses à la santé des prisonniers, en 1839, ce qui donne un malade sur deux détenus (2).

D'abord, je ferai observer à M. Faucher que, quand sur douze années qu'on a à sa disposition, on n'en choisit qu'une seule à l'appui de son dire, c'est avouer que les onze autres y sont contraires; autrement, on les invoquerait toutes. En second lieu, je me permettrai de dire à M. Faucher qu'il n'y a

(1) *Compte-rendu*, p. 155, et ci-dessus p. 456.

(2) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 90.

de rigoureusement vrai dans ses chiffres, que celui des soixante-treize cas de maladies *importées du dehors* dans le pénitencier; et que, quant aux cent quatre-vingt-seize atteintes et à la proportion de un malade sur deux détenus, le onzième rapport du médecin, dont j'ai seulement constaté les résultats dans ma traduction, énonce formellement, dans son texte (p. 26 et suivantes), 1^o que ces atteintes sont de toutes sortes, graves ou non; 2^o qu'en déduisant les maladies constatées à l'*admission*, les cent quatre-vingt-seize *atteintes* dont on parle se réduisent à cent vingt-huit *items*; 3^o que ces cent vingt-huit *items* se répartissent sur trois ans et demi, ce qui fait trente-six *items* par an seulement; 4^o que ces cent vingt-huit *items* ont atteint quatre-vingt-dix-huit prisonniers, ce qui fait que les *deux tiers* de ces quatre-vingt-dix-huit prisonniers ont été sans maladie durant l'emprisonnement, et qu'un *tiers* ont eu chacun un *item* seulement de maladie par an. Tout ceci est textuel. Ce qui ne l'est pas moins, c'est cette conclusion du même Rapport: « Le pénitencier de l'Est a été, plus encore cette année que l'année dernière, le *réceptacle de la maladie et le dispensateur de la santé.* » *The Eastern penitentiary has been much more than the last year, the recipient of disease and the dispenser of health* (p. 22).

Pour ce qui est de la *phthisie* et des *maladies pulmonaires* dont sont atteints, dit-on, les détenus cellulés de Philadelphie, comme le sont « les *vaches laitières* des environs de Paris, qui ne sortent jamais pour pâturer (1), » je répondrai péremptoirement que, d'après les Rapports du médecin d'Auburn, sur soixante-quatre morts, dans ce pénitencier, trente-neuf succombent à des maladies de poitrine (2); qu'également à Genève et à Lausanne les maladies aiguës du thorax sont dominantes (3); qu'également dans les prisons de la Hollande où

(1) Léon Faucher, lettre au *Courrier Français*, du 16 octobre 1838.

(2) V. le rapport de M. Demetz, p. 53, et mon *Mémoire sur la mortalité et la folie*, p. 37.

(3) V. *Examen médical et philosophique du système pénitentiaire*, par le docteur Gosse, et *Mémoire sur l'hygiène des condamnés*, du docteur Coindet.

l'on suit le régime de la vie en commun, le plus grand nombre des maladies sont occasionnées par des affections de poitrine (1); — qu'il en est de même dans nos maisons centrales; — qu'il en est de même à Berne, où les détenus sont presque tous occupés aux travaux des champs, et où le chiffre de la mortalité est de 3 p. 100 comme dans les années les plus chargées du pénitencier de Philadelphie (2); — qu'ainsi le même genre de maladies prédomine dans la système d'Auburn, comme dans celui de Philadelphie; — que l'exemple des vaches laitières n'ajoute rien à l'argument; attendu que, si M. Faucher avait vu, comme moi, les cent cinquante vaches de M. Felleberg, hautes, grasses, fraches, bien portantes, *chacune* dans sa *cellule*, et ne *sortant jamais*, il serait aujourd'hui convaincu que les vaches peuvent mieux se porter, cloîtrées, mais bien nourries, dans les vastes *étables cellulaires* d'Hoffwil, que libres, mais mal nourries, sur les coteaux brûlés du Montanvers.

Enfin, et pour répondre à ce dernier argument de M. Faucher, que « toutes choses égales, la vie moyenne devrait être plus longue dans la prison que dans la société, la prison ne renfermant ni enfants ni vieillards, etc. » (3); je répondrai, avec M. Benoiston de Châteauneuf, que « la mortalité des prisons sera toujours, et quoi qu'on fasse, plus forte que celle de la vie libre » (4), et j'ajouterai que, s'il peut y avoir chance d'en voir diminuer le chiffre dans nos prisons, ce ne peut être que par l'introduction du système de l'emprisonnement indi-

(1) V. mon *Rapport* sur les prisons de la *Hollande*, p. 266.

(2) V. mon *Rapport* sur les prisons de la *Suisse*.

(3) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 18.

(4) *Du système pénitentiaire*. Mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques, le 2 septembre 1845. — « Chez les détenus, les maladies ont un caractère plus grave et des suites plus funestes que chez les hommes libres, la phthisie pulmonaire surtout est plus fréquente. C'est une chose reconnue, que, malgré la grande amélioration de nos prisons, on ne peut mettre en rapport les maladies des détenus avec celles des hommes libres. Dans les maladies chroniques mêmes, on ne trouverait leurs analogues que dans la classe la plus indigente et chez les vieillards qui appartiennent à cette classe, et encore le rapprochement serait à la faveur de ces derniers. » (*Gazette médicale* du 17 avril 1841.)

viduel, dont les premiers essais, en France, ont déjà porté les plus heureux fruits (1).

7. Objection.

RÉCIDIVES.

La *Récidive* est, aux mains des adversaires du projet, la seconde corde de l'arc dont l'aliénation mentale est la première. Nous venons de briser celle-ci; il nous sera plus facile encore de briser l'autre.

(1) V. ce que nous avons dit ci-dessus, p. 543 du pénitencier des jeunes détenus. On lit dans le rapport du préfet d'Indre-et-Loire sur la prison cellulaire de Tours :

« Il n'y a pas eu la moindre apparence de ces maladies mentales que l'on a signalées comme la conséquence du système d'isolement. Je puis dire qu'aucun point de la ville de Tours n'a été plus favorisé que le pénitencier, sous le rapport de la santé. La grippe et la rougeole, qui ont envahi *tous les quartiers* et presque *toutes les maisons* de la ville, n'ont point pénétré dans la prison. » (14 fév. 1844).

Le médecin de la même prison, M. le professeur Heime, ajoute dans son rapport :

« Un effet particulier, dit-on, au régime cellulaire et redouté et prédit par certains médecins, à mon sens trop prompts à trancher la question, c'est le facile développement et la fréquence de la *phthisie pulmonaire*. Nous venons de passer les trois plus mauvais mois de l'année sans que rien, jusqu'à présent, soit venu justifier ces craintes en aucune manière.

« Il y a mieux ! pendant ces trois premiers mois, les plus froids de l'année, aucun détenu n'a véritablement été enrhumé, et, sans contredit, il y en avait beaucoup plus dans l'ancienne prison, pendant la même saison. Les deux ou trois qui ont fait exception à cette règle avaient une toux chronique, contractée antérieurement, qu'ils conservaient depuis plusieurs années, et qui s'est améliorée plutôt qu'aggravée pendant leur séjour au pénitencier.

« Quant aux *affections contagieuses* telles que la gale, la vermine, etc., on comprend également que le régime cellulaire soit éminemment propre à en empêcher la propagation. Aussi, le hasard ayant, dès les premiers jours qui ont suivi l'ouverture du nouvel établissement, amené plusieurs détenus atteints de la gale, on les a promptement guéris de cette maladie, sans qu'elle se soit communiquée à personne. Pour ce qui est de la seconde affection, si commune et pour ainsi dire habituelle dans les prisons ordinaires, aucun cas n'en a été observé dans le pénitencier. » (5 février 1844).

On lit dans le rapport de la Commission de Bordeaux : « Malgré la fraîcheur des bâtiments nouveaux, malgré l'humidité constante de la saison et l'absence de calorifères, le chiffre des malades n'a pas atteint 5 pour 0,0, chiffre ordinaire des malades dans les casernes. Jamais il n'y a eu moins de malades dans l'ancienne prison qu'il n'y en a eu dans le pénitencier, à l'époque correspondante de l'année dernière. »

Comme pour les aliénations mentales, MM. Faucher et Lucas citent pour les *récidives* des chiffres bruts, et nous disent : sur les 1,480 détenus entrés au pénitencier de Philadelphie depuis son ouverture jusqu'au 1^{er} janvier 1842, il en est entré 460 en état de récidive, lesquels avaient été emprisonnés à Philadelphie ou *ailleurs* (remarquez bien le mot *ailleurs*);—ce qui fait 31 sur 100, dit l'un (1); près d'un récidif sur trois, dit l'autre (2). Donc le système de Philadelphie ne moralise pas; donc il n'intimide pas; donc il ne tend pas à diminuer le chiffre de la criminalité, etc.

Pour rendre sa démonstration plus sensible, M. Lucas a composé le tableau suivant.

Tableau du nombre et de la proportion des Récidivistes du pénitencier de Philadelphie,
D'après M. LUCAS.

ANNÉES.	LIBÉRÉS ou GRACIÉS.	NOMBRE des RÉCIDIVISTES.	PROPORTION sur 100 LIBÉRATIONS.
1837	142	19	13.38
1838	120	23	19.16
1839	151	35	23.17
1840	174	13	7.47
1841	149	27	18.12
Totaux.	594	98 (3)	16.49

(1) *Du projet de loi sur les prisons*, p. 29.

(2) *Communication à l'Académie*, février, 1844, p. 84.

(3) Il y a erreur dans ce total. C'est 117 que produisent les chiffres additionnés.

Ce qui frappe d'abord, dans ce tableau, c'est que la moyenne proportionnelle de 16 pour 100, que M. Lucas y oppose au système que nous défendons, réduit de moitié celle de 31 sur 100, ou de 1 sur 3, qu'il nous opposait plus haut. La raison de cette différence, toute à l'avantage du système, se trouve dans le mot *ailleurs*, échappé à M. Faucher et que j'ai placé ci-dessus entre parenthèses.

C'est qu'en effet le pénitencier de Philadelphie ne reçoit pas que des récidifs qui ont subi leur premier emprisonnement dans ses cellules; il en reçoit encore, *et surtout*, qui ont subi leur première condamnation *ailleurs*, c'est-à-dire dans la promiscuité, dans la corruption des prisons communes. Si l'on peut demander compte à la discipline du pénitencier de la rechute des uns, on ne peut raisonnablement la rendre responsable de la rechute des autres. C'est ce qu'a compris à demi M. Lucas dans le tableau que je viens de transcrire. Je dis à demi parce qu'il a oublié de mentionner que, sur les 98 récidivistes de ce tableau, il y en a 71 qui, *avant leur première entrée* dans le pénitencier, avaient subi une ou plusieurs détentions dans une ou plusieurs autres prisons.

Il faut, pour que la responsabilité du système soit entière, soit complète, la faire reposer uniquement sur les éléments qui lui sont *propres*, et rejeter, comme ne pouvant lui être imputables, tous les faits qui lui sont *étrangers*, tous les cas sur lesquels sa discipline n'a pu agir *seule*, et sans mélange d'un élément contraire *antérieur*.

Ceci posé, j'ai fait le relevé, année par année, et dans le texte même des rapports officiels, de *tous* les chiffres et de *tous* les cas de *condamnations* et de *re-convictions* (récidives) qui se sont produits dans le pénitencier de Philadelphie, de 1829 à 1842.

Voici les résultats que ce travail a produits; j'en garantis l'exactitude, et je mets tout le monde à même de le contrôler en plaçant, en regard de chaque chiffre, la page du texte et celle de la traduction où il se trouve établi (1).

(1) On me communique, à l'instant, un article de la *Revue de Législation* où ma traduction est taxée d'infidélité à l'endroit des récidives. Outre que ce qui suit est la réfutation péremptoire de cet article, je me réserve d'y répondre à part. V. n° 6 de l'*Appendice*.

Tableau général des RÉCIDIVES du Pénitencier de PHILADELPHIE
D'après les Rapports officiels.

ANNÉES.	Nombre des entrés de chaque année.	CONDAMNÉS pour la première fois.	CONDAMNÉS en récidive.	RÉCIDIVISTES		INDICATION des rapports.	PAGES		OBSERVATIONS.
				des autres prisons n'ayant jamais été dans le pénitencier.	du pénitencier ayant subi une 1 ^{re} condamnation dans un autre pénitenc.		des rapports.	de la traduction.	
1829	9					4 ^e rap.	10, 19	21	1829 à 1833. Aucun cas de récidive appartenant au pénitencier.
1830	49								1834. Les 3 récidivistes appartenant au pénitencier, y étaient restés, 2 moins d'un an, un 2 ans.
1831	50	105	37	37	3				1835. Les 13 récid. de cette année joints aux 3 de l'année précédente, font en tout 16 récidivistes depuis l'ouverture du pénitencier.
1832	44								1837. Dans ma trad., p. 58, au lieu de 7 sur 19, c'est 11 sur 19 qui avaient séjourné précédemment dans une autre prison. Le texte dit <i>eleven</i> . C'est donc par erreur qu'on a imprimé 7.
1833	77	61	16	16	3	5 ^e R.	8	27	1838. Il y a dans le texte : « sur les 23 récidivistes sortis du pénitencier, on en compte 15 qui avaient séjourné dans d'autres prisons avant leur entrée; 1 autre était fortement suspecté d'être un ancien convict, et un autre était condamné pour un crime commis avant sa première détention. Ce qui fait 17 ayant déjà été condamnés une première fois avant leur entrée dans le pénit.
1834	118	93	25	22	13	6 ^e R.	8, 13	37	1839. Les 8 récidivistes du pénitencier étaient des ivrognes. — Ma traduction ne porte que 26 récidivistes ayant subi une première condamnation avant d'entrer au pénitencier. Il en faut ajouter 1 autre que j'avais omis. <i>One other is believed to belong to this class.</i> (11 ^e Rap. p. 4)
1835	217	129	88	75	6	7 ^e R.	10	40	
1836	143	100	43	37	8	8 ^e R.	10	50, 51	
1837	161	102	59	40	11	9 ^e R.	8, 14	58	
1838	178	131	47	24	17	10 ^e R.	8, 25	68	
1839	179	114	65	30	27	11 ^e R.	4, 8, 48	78	
1840	139	98	40	28	13	12 ^e R.	3, 7, 31	92	
1841	126	88	38	11	16	13 ^e R.	4, 13	104	
Totaux	1,480	1,021	459	320	71	Blancs,	COULEUR :	929	Moyenne des récidivistes appartenant au pénitencier seul : 68 sur 1,480, ce qui fait moins de 5 pour 100, — y compris les noirs.
						Noirs,	hommes, 905 femmes, 24	551	
							hommes, 493 femmes, 58	1480	

Ainsi, en dégageant l'élément pennsylvanien, d'abord des éléments hétérogènes auxquels il est resté constamment étrangers, ensuite des éléments hétérogènes auxquels il s'est trouvé momentanément mêlé, on arrive à ce résultat :

1^o Que sur les 1,480 condamnés entrés dans le pénitencier de Philadelphie dans le cours de 12 ans et demi, 1,021 n'avaient subi aucune condamnation antérieure, et 459 avaient déjà été condamnés une ou plusieurs fois.

2^o Que sur les 459 condamnés en récidive, 320 étaient d'anciens convicts, ayant subi une ou plusieurs condamnations antérieures dans les prisons communes, et n'ayant jamais séjourné dans le pénitencier.

3^o Que sur le même nombre de 459 récidifs, 71 avaient subi un emprisonnement antérieur dans le pénitencier, mais avaient, antérieurement à ce même emprisonnement, subi une ou plusieurs condamnations dans une ou plusieurs autres prisons.

4^o Enfin que, sur ce même nombre de 459 récidifs entrés, 68 seulement avaient séjourné dans le pénitencier sans avoir jamais, ni antérieurement, ni postérieurement, subi aucune condamnation dans aucune autre prison.

D'où ces trois conséquences :

1^o Que le régime de la vie en commun envoie au pénitencier 320 récidifs sur 1,480 condamnés, c'est-à-dire 21/621 pour 100.

2^o Que le régime de la vie en commun, lorsqu'il s'est épuré par un emprisonnement postérieur en cellule, ne renvoie plus au pénitencier que 71 récidifs sur 1,480 condamnés, c'est-à-dire 4/797 pour 100.

3^o Enfin, que l'emprisonnement cellulaire subi sans séjour antérieur dans les prisons communes, ne renvoie au pénitencier que 68 récidifs sur 1,480 condamnés, c'est-à-dire 4/594 pour 100.

C'est donc, en définitive, à moins de 5 pour 100 que s'élève, à Philadelphie, la proportion des récidives du pénitencier. Vou-drait-on faire supporter au pénitencier les 71 récidivistes qu'il n'a pu guérir une première fois, parce qu'ils lui étaient arrivés

une première fois incurables par suite de la corruption antérieurement contractée par eux dans la promiscuité des prisons communes ! Dans ce cas-là même la moyenne totale n'excéderait pas 7 1/2 pour 100. Car, si nous faisons cette concession, on ne pourrait pas ne pas nous faire celle-ci, que les prisonniers noirs entrant pour 551 dans le chiffre total des entrées 1,480, on ne peut imputer à la discipline pennsylvanienne les rechutes beaucoup plus nombreuses qui arrivent chez une race pour qui la cellule n'est jamais qu'un empêchement temporaire, et qui recommence dès que l'obstacle est levé.

Lors donc que M. Demetz annonçait, à son retour des États-Unis d'Amérique, que le chiffre des récidives était de 5 1/2 pour 100 dans le pénitencier de Cherry-Hill (1), M. Lucas avait deux fois tort de dire que « ce chiffre était un mensonge, un grossier mensonge (2), — un mensonge qui ne pouvait en imposer qu'aux niais (3). »

M. Lucas prétend que « si le système pénitentiaire obtenait le chiffre de 6 sur 100, en matière de récidives, comme chiffre normal, ce ne serait pas une réforme qu'il aurait opérée, mais un miracle (4). »

Peut-être ; mais enfin, miracle ou réforme, le fait existe en ce moment à Philadelphie, et il semble que, par sa gravité même, il mériterait autre chose, de la part des hommes de science, que des dénégations aveugles, et des démentis démentis.

Quant à l'influence du système de Philadelphie sur la criminalité en général, les Inspecteurs constatent une immense amélioration, à cet égard, dans les mœurs du pays (5); et leur Rapport lu au Sénat le 8 mars 1843, établit « qu'il y a, au temps

(1) *Rapp. sur les pénitenciers d'Amérique*, p. 21.

(2) *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 590.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 573.

(4) *Ibid.*

(5) V. Traduction des documents officiels, p. 16, 21, 42, 46, 58, 110, etc.

présent, cent trois prisonniers de moins dans le pénitencier qu'à la même période de l'année 1840 (1). »

Pour ce qui est du chiffre, encore assez élevé, du mouvement annuel des entrées et des sorties du pénitencier, tel qu'il est établi ci-dessus, p. 176, nous ferons observer que l'élévation de ce chiffre tient uniquement aux faits énoncés dans le passage suivant du dixième Rapport du Gouverneur :

« Le grand nombre de prisonniers qui ont vécu et se sont corrompus en réunion, pendant plusieurs années, dans les prisons de *Walnut* et d'*Arch-Street* (prisons supprimées et que le pénitencier de *Cherry-Hill* a remplacées), doit nous faire compter sur un accroissement graduel jusqu'à ce que nous ayons atteint le chiffre d'environ 450. Nous ne pouvons espérer de diminution qu'autant que le nombre des anciens habitués de ces prisons aura diminué matériellement par mort ou par migration. Nous ne pouvons pareillement compter sur l'entière réalisation des effets de notre système qu'autant que les détenus que nous plaçons dans nos cellules après jugement, auront été soumis au même régime cellulaire, dans les prisons de Comté, avant leur jugement (2). »

Ne soyons donc pas surpris que, dans le onzième Rapport, les Inspecteurs, allarmés du nombre des condamnés en récidives qui viennent en grande partie de ces prisons, et surtout de l'accroissement annuel du nombre des condamnés de couleur (*yearly increase of the coloured convicts*), demandent à la Législature une loi qui impose (non pas à chaque récidive du pénitencier, comme le traduit, à tort, M. Lucas), mais à chaque condamné en récidive envoyé dans cette prison (*on every person reconvicted to this prison*), un surcroît de durée d'emprisonnement. Dans les autres États, et sous la règle d'un autre système pénitentiaire, disent les Inspecteurs, des peines de cette nature sont infligées aux criminels endurcis; aussi les récidives y sont-elles moins nombreuses (3). »

M. Faucher revient sur son vieux thème des récidives de

(1) V. *Ibid.* p. 110, et *Fourteenth annual report, etc.*, p. 5.

(2) *Tenth annual report*, p. 8.

(3) *Eleventh annual report*, p. 5.

Glasgow. — A Glasgow, dit-il, où l'emprisonnement séparé est pratiqué, ce mode d'emprisonnement exerce si peu d'influence sur les détenus, qu'il y en a qui y sont rentrés jusqu'à vingt, soixante, et même jusqu'à quatre-vingts fois. Qu'est-ce que cela prouve? Une seule et unique chose, c'est que la durée des séjours au bridewel de Glasgow n'excède pas deux mois en moyenne, et qu'il est une infinité de condamnations qui sont de quelques semaines seulement. Il en résulte que les détenus finissent par s'accoutumer et prendre, pour ainsi dire, plaisir à ce va-et-vient de prison. C'est un mal que l'Inspecteur général des prisons de l'Écosse, M. Frédéric Hill, et le Gouverneur du bridewel, M. Brebner, ne cessent de signaler au Gouvernement dans leurs Rapports.

Mais il ressort des *tables* tenues à Glasgow sur le mouvement des détenus, une considération importante que j'ai déjà fait valoir dans mon Rapport sur les prisons de l'Écosse (1), et qu'il importe de rappeler ici, c'est que les libérés sont d'autant moins tentés de récidiver, que leur premier emprisonnement a été plus long, et ce que j'ai noté à cet égard, en 1837, se trouve confirmé en 1844 (2).

A Lausanne, nous sommes plus embarrassés.

D'un côté, ce sont MM. Faucher et Lucas qui viennent, armés de M. Gosse, nous opposer le dilemme que voici : Tandis que les récidives ne sont que de 18 pour 100 chez les hommes, et de 15 pour 100 chez les femmes, dans le régime du travail en commun, elles sont de 50 pour 100 chez les hommes, et de 66 pour 100 chez les femmes, dans le régime du travail en cellule. Donc, etc.

D'un autre côté, c'est M. le marquis de Larocheffoucault qui vient, armé de M. Verdeil, nous opposer les moyennes et les proportions suivantes :

1^{re} époque. Dortoirs, travail en commun, point de silence :

(1) V. Rapp. au min. de l'intérieur sur les pris. de l'Écosse, p. 67.

(2) V. *Observations and suggestions, Glasgow*, 16 janvier 1844, p. 3.

14 pour 100 de récidives. — 2^e époque. Cellules de nuit, travail en commun, silence : 15 pour 100 de récidives. — 3^e époque. Système sémi-pennsylvanien, etc. : 21 pour 100 de récidives. — Donc, etc.

Je ne m'amuserai point à discuter des chiffres qui ne reposent sur aucuns relevés officiels, et qui d'ailleurs sont en contradiction flagrante entre eux; je tâcherai seulement d'en expliquer la donnée principale par les simples observations que voici :

D'abord, l'emprisonnement cellulaire ne s'appliquant, à Lausanne, qu'à un petit nombre de condamnés déjà récidivistes, et aux plus mauvais sujets de la maison, il est logique que la récidive se recrute le plus abondamment dans cette classe.

En second lieu, si, dans la 3^e période de la discipline du pénitencier, il y a eu 21 récidives sur 100, tandis que, dans la 1^{re} et la 2^e, il n'y en a eu que 14 et 15, cette augmentation provient naturellement de ce que, dans la troisième période, on a eu un beaucoup plus grand nombre de condamnés à des *détentions plus courtes* par suite de la loi de 1829 sur le vol. Plus les détentions ont été courtes, plus le nombre des rentrées a dû être considérable. Avant la loi de 1829, les récidivistes condamnés à de longues peines ne pouvaient pas revenir dans la prison aussi souvent que les individus, jugés d'après cette loi, peuvent le faire aujourd'hui. M. Verdeil a la bonne foi de le reconnaître lui-même (1).

En troisième lieu, il est constant, dans le canton de Vaud, que les nouveaux délits, pour lesquels les repris de justice sont condamnés, ont généralement peu de gravité. Ce qui prouve, dit l'Inspecteur M. Denis, que, dans leur première captivité, s'ils ne se sont pas amendés, ils ne sont pas, du moins, devenus plus criminels (2). »

Et à qui ferait-on croire, ausurplus, que des libérés, qui ne se

(1) *De la réclusion dans le canton de Vaud*, p. 124.

(2) Rapp. adressé à la Commission en avril 1842 et cité par M. Verdeil, p. 122.

sont jamais vus, sont plus exposés aux rechutes que des libérés qui se connaissent; et que le régime qui facilite le moins la corruption mutuelle des détenus en prison est celui qui facilite le plus les occasions de faillir de nouveau à la sortie de prison? Je comprends qu'on soutienne que le système de l'emprisonnement cellulaire ne moralise pas; mais qu'il corrompt davantage! voilà ce qui ne s'était pas encore dit. Les adversaires du projet devraient bien s'arrêter au moins devant l'absurde.

Au surplus, nous avons, chez nous, des points de comparaison qui ne permettent plus de rester incertains sur les effets des deux systèmes, quant aux récidives.

En 1833, la maison d'éducation correctionnelle des jeunes détenus de Paris était encore soumise au régime de la vie en commun. A cette époque, le nombre des récidives y était de 70 sur 100 (1). Trois ans après, la séparation morale du silence et de la discipline s'étant peu à peu introduite et consolidée, le nombre des récidives était descendu à 19 sur 100 (2); puis à 16 et 17 pour 100 (3). Arrive le régime de la séparation cellulaire de jour et de nuit; dès lors, le chiffre des récidives tombe à 11 pour 100. Il est de 9 pour 100 seulement aujourd'hui (4)!

Et, tandis que cette décisive expérience se fait à La Roquette, nos bagnes, nos maisons centrales et nos prisons de département entretiennent et nourrissent, dans la contagion de la vie commune, le chiffre toujours grossissant de leurs récidives.

Les comptes de la justice criminelle établissent que, de 1825 à 1832, la proportion des récidives constatées a été de 38 pour 100 dans les bagnes; de 39 pour 100 dans les maisons centrales, et de 46 pour 100 dans les prisons départementales.

(1) Compte-rendu de la Société de patronage, 12 juin 1836.

(2) Compte-rendu du 9 juillet 1837.

(3) *Id.* des 22 juillet 1838 et 29 juillet 1840.

(4) Comm. de M. Béranger à l'Acad. des sciences mor. et pol., février 1844, p. 156.

Depuis, cette proportion a dû nécessairement augmenter, puisque de 7,344, chiffre de 1832, les récidives se sont élevées à 15,826, chiffre de 1842!

Au surplus, tous les Directeurs des maisons centrales et les Inspecteurs des prisons attestent que le chiffre des récidives réelles est bien plus élevé que celui des récidives constatées. Ils les portent aux deux tiers ou à 60 pour 100 du nombre total des condamnés.

M. Faucher dira-t-il encore, après cela, « qu'on aurait beau compulsé nos annales criminelles, et qu'on n'y découvrirait pas de plus tristes résultats qu'à Philadelphie ! »

8^e objection.

CULTE. — CATHOLICISME. — INSTRUCTION SCOLAIRE.

Je l'ai dit dans une solennité publique (1) : « Nous ne sommes, nous, dans le champ pénitentiaire, que des laboureurs traçant notre sillon et semant notre grain. Que produiraient nos efforts et nos sueurs sans la rosée d'en haut qui les féconde et qui accomplit, au sein de la terre, le mystère de la germination ! »

La religion est donc le fondement, comme elle est le couronnement de l'œuvre que nous édifions. Otez la religion de la réforme, il n'y a plus de réforme; ôtez du système l'office divin, il n'y a plus de système. Or, l'emprisonnement individuel nous semble appelé, plus que tout autre, à formuler d'une manière nette, précise et efficace, l'influence et le degré d'intervention de la religion et de ses ministres dans le régime de nos prisons pour peines.

Dans le régime de la vie en commun, l'aumônier ne rencontre

(1) Inauguration de la prison cellulaire de Bordeaux, 17 août 1843.

qu'hypocrisie, raillerie ou dédain (1). Dans ce régime, les plus pervers font assaut de perversité et s'enorgueillissent, hautement ou en secret, de la supériorité qu'ils ont acquise dans les voies du crime. Là le plus scélérat est le plus craint, le plus respecté; c'est lui qui fait la loi à tous les autres. Là on rougit d'être bon, de se montrer repentant, et, surtout, de paraître religieux. On met son amour-propre à afficher l'impunité, l'incrédulité, le cynisme. On tient, par dessus tout, à faire l'esprit fort. Et ce qui se passe, à ce sujet, dans les prisons, se passe aussi, mon Dieu! dans bien d'autres établissements qui ne sont pas des prisons. Ceci tient au vice du système sociétaire et à la contagion du mal qui, dans toute agglomération d'hommes, l'emporte, hélas! sur la contagion du bien.

Isolez, au contraire, toutes ces moralités au lieu de les grouper, au lieu de les classer, — car, ainsi que je l'ai déjà fait observer, ces diverses moralités ne sont que des immoralités diverses, — et la face des choses va changer; et ce prisonnier, naguère si fort et si persistant dans le mal au milieu de ses pareils, va devenir faible et trébuchant dans son obstination première, une fois qu'il se sentira séparé des siens et réduit à son individualité propre; et maintenant que le respect humain n'est plus là pour paralyser et étouffer, dans leur germe, les vellétés de retour au bien que sa conscience lui suscitait, souvent, en dépit des mauvais conseils et des mauvais exemples de ses compagnons de débauche et de prison; maintenant qu'il est seul, face à face avec sa conscience et Dieu; maintenant, le prêtre peut venir, car sa venue sera un bienfait pour le prisonnier; car sa vue sera pour lui le rayon de soleil qui le viendra réchauffer dans son ombre; car sa voix trouvera sûrement le chemin de son cœur. Sa voix, autrefois, était méconnue, inécoutée ou tournée en ridicule par les prisonniers réunis; aujourd'hui elle sera harmonieuse à l'oreille et à l'âme du prisonnier solitaire.

(1) V. ci-dessus, p. 152, extr. du rapp. de l'aumônier de la prison cellulaire de Tours.

La cellule, nous l'avons dit ailleurs, relèvera le confessionnal du Catholicisme. Là où le confessionnal règne, le Catholicisme règne. La religion catholique deviendra donc toute-puissante dans nos prisons, du moment où chaque cellule deviendra, pour chaque pécheur, le confessionnal où il pourra, seul à seul avec le prêtre et par sa seule intercession, obtenir de Dieu la rémission de ses crimes, aussi bien que le pardon de ses fautes. Puisse le clergé français comprendre la portée de cette observation, et l'accueillir avec le même esprit qu'elle lui est faite, et le triomphe de la réforme pénitentiaire est assuré.

Le clergé, dit-on, est opposé au système de l'emprisonnement individuel. Cela n'est pas vrai; ou, si cela est, comme on le dit, chez quelques prélats italiens, ce ne peut être que par la crainte qu'on leur a suggérée que chaque détenu cellulé ne puisse remplir ses devoirs religieux, ou parce que l'auteur de la doctrine matérialiste de la *probité légale* leur a dit qu'on n'enseignerait que la *probité vertueuse* dans les prisons cellulaires (1).

Mais toute crainte à cet égard n'est plus permise, n'est plus possible, aujourd'hui. Nous venons de voir, en effet, qu'en son point le plus important, la religion trouve, dans la mise en œuvre du système de l'emprisonnement individuel, tel que nous l'entendons, non-seulement la possibilité d'agir efficacement sur le moral des condamnés, mais encore la certitude

(1) Tout le monde sait que l'un des axiomes fondamentaux de la doctrine pénitentiaire de M. Lucas est que la *probité légale* est le seul but de l'amendement des condamnés. La *probité vertueuse* en est même exclue, (V. Théorie, t. I, p. 276 et suiv., et ci-dessus, p. 330). Or, un disciple de cette doctrine ayant écrit que «le but du système pénitentiaire n'est pas de former des *hommes religieux*, mais des hommes qui, à la fin de leur captivité, puissent prendre place dans les rangs de la société qu'ils ont offensée,» (Fregier, *des classes dangereuses*, t. II), M. Lucas a dénoncé cette maxime au Pape, en disant à Sa Sainteté: «Pour nous, qui ne voulons pas seulement faire des hommes *laborieux*, mais des hommes *religieux*, nous venons rassurer le catholicisme, etc. (V. *des moyens*, p. 12). Soit! mais n'attribuez pas au système de l'emprisonnement individuel une pensée qui est la vôtre, et si cette pensée n'est plus la vôtre, dites-le à M. Faucher, pour qu'il ne vous l'oppose plus comme *matérialiste*. (De la réf. des prisons, p. 53).

d'exercer cette influence sur chacun d'eux d'une manière plus directe et plus efficace qu'en aucun autre système connu.

D'un autre côté, et ceci n'est pas un point moins notable, l'architecture a trouvé le moyen de faire assister tous les détenus ensemble, et chacun d'eux en particulier, à l'office divin, sans qu'il soit besoin de sortir des cellules, et sans que les prisonniers se voient entre eux (1).

Le plan circulaire de M. Harrou-Romain a, surtout, cet avantage. Trois rangs de cellules superposées au-dessus les unes des autres au nombre de 500, comme les alvéoles d'une ruche d'abeilles, entourent circulairement une tour centrale d'inspection au haut de laquelle l'autel est placé. L'autel est éclairé par l'immense coupole vitrée qui couvre et éclaire l'intérieur de la prison, c'est-à-dire l'espace qui sépare les cellules circulaires de la tour centrale. Lorsque le prêtre est à l'autel, tous les détenus à la fois, et chacun d'eux dans sa cellule, le voient sans voir leurs codétenus, et le voient dans l'attitude de la prière, en jetant les regards vers le ciel (2)!

Le plan rayonnant de M. Blouet permet également et d'une manière non moins ingénieuse, à tous les détenus de voir le prêtre (3).

Ainsi, non-seulement le système de l'emprisonnement individuel, formulé comme nous venons de le dire, échappe au reproche de *réforme du culte* que lui adresse, à tort, un ancien préfet (4); mais encore il répond, d'une manière plus complète

(1) V. les plans de MM. Blouet, Harrou-Romain et Horeau, architectes à Paris, que le ministre de l'intérieur a publiés en 1841, à la suite de l'instruction et du programme pour la construction des maisons d'arrêt et de justice cellulaires.

(2) M. Harrou-Romain a publié les plans de son projet (chez Marc-Aurel, libr. à Paris, rue Richelieu, 102), après avoir fait faire un plan en relief qui existe au ministère de l'intérieur.

(3) M. Blouet a publié chez Didot, les plans de son pénitencier, tels qu'ils ont figuré à l'exposition du Louvre, avec des considérations préliminaires sur le système de l'emprisonnement individuel dont il est un des plus habiles et des plus expérimentés partisans.—Nous avons fait de ce pénitencier une étude approfondie, et nous en avons reproduit deux planches dans la deuxième livraison de *la Revue pénitentiaire*, p. 292 et 325.

(4) M. Achille Bége, *Lettre à MM. les députés sur le projet de loi des prisons*, p. 18.

qu'aucun de nos temples catholiques, au premier des commandements de l'Église, *tous les dimanches la messe ouïras*; — car la *vue* du prêtre, qui n'est pas d'obligation dans ces commandements, sera permise à tous dans nos pénitenciers cellulaires; tandis qu'elle ne l'est, ni dans nos cathédrales, dont les piliers et les bas-côtés empêchent les fidèles, non-seulement de voir, mais même encore souvent d'entendre le prêtre à l'autel, ni dans nos églises de village, dont la majeure partie des habitants assiste à la messe dans le cimetière ou sur la place en dehors des portes du temple.

D'ailleurs, il est une autre combinaison architecturale, que nous ne conseillons pas, mais qu'on pourrait suivre, à la rigueur, pour mieux voir encore le prêtre, c'est celle qu'ont adoptée les Anglais dans le pénitencier cellulaire de Pentonville à Londres, où se trouve une chapelle également cellulaire, laquelle est disposée de telle sorte que les détenus peuvent s'y rendre et y demeurer pendant l'office divin sans se voir entre eux, bien que tous voient l'autel.

Mais la prédication! Les plans des architectes s'y prêtent également. Et d'ailleurs, alors même que le système laissât à désirer quelque chose sous ce rapport, si la chaire du catholicisme n'est plus appelée à remuer les masses dans nos prisons cellulaires, le confessionnal, je le répète, ne se relèvera-t-il pas tout puissant pour y remuer l'individu! Or, c'est à l'individu qu'il faut surtout s'attacher dans une prison pour peines (1).

Monseigneur Morichini traite d'anti-catholique le système pennsylvanien. Si le pieux prélat entend parler du système pennsylvanien, tel qu'il a été introduit par les quakers de Pennsylvanie, et tel qu'il est formulé dans le pénitencier de Cherry-Hill, à Philadelphie, sans chapelle, sans autel, sans culte... je le

(1) C'est même l'opinion d'un évêque de la religion anglicane, où le *prêche* est d'institution fondamentale; et cette opinion s'applique non-seulement aux détenus mais à toute la basse classe. *Mere sermons from the pulpit, with reference to the lower classes, will seldom effectually inculcate any religious duty if the clergyman does not follow up his instruction by private conversations.* (L'Évêq. de Londres.)

conçois. Mais s'il entend parler du système français de l'emprisonnement individuel, tel que le Gouvernement du Roi Très-Chrétien le définit dans son projet de loi, et dont les plans de MM. Blouet et Harou Romain sont la plus satisfaisante formule, je ne le conçois plus.

Sans doute, et quoi qu'on fasse, le prisonnier dans sa cellule sera moins libre de se livrer aux différents exercices de son culte, qu'il ne l'était dehors. Mais, est-ce que la captivité, cellulée ou non, est un état de liberté? Est-ce que la captivité n'est pas par elle-même exclusive de toute liberté? Du moment où le prisonnier est dépouillé de sa liberté individuelle, il est dépouillé de toutes les autres, qui toutes se rattachent à celle-là, et en dépendent. La liberté du culte est du nombre, et doit, comme toutes celles dont le prisonnier est privé, telles que la liberté de locomotion, la liberté de procréation, etc., être soumise aux restrictions qui sont inhérentes à l'état de captivité. Est-ce que le marin, est-ce que le soldat sous les drapeaux, jouissent de la liberté de leur culte? Il y a des nécessités devant lesquelles toute liberté doit fléchir.

Que parlez-vous de prière en commun, de culte en commun, de communion de frères en Jésus-Christ! Vous oubliez que ces fidèles sont des infidèles, et que ces ouailles ont déserté le troupeau. Vous oubliez que l'arrêt qui les frappe les a excommuniés de la société des honnêtes gens, dont ils ont violé les lois. Vous oubliez que ce sont des coupables exclus à *sacris* par leur crimes, et qui ne peuvent plus se racheter aux yeux de Dieu que par l'expiation du repentir.

Le Christianisme, qui a su faire du système du repentir un usage bien autrement moral, bien autrement curatif que la philanthropie *carcérienne*, a voulu que la *pénitence* fût une *punition* aussi bien qu'un *remède* du péché (1); et c'est en rappelant les œuvres satisfaites exigées par les Canons pénitentiels pour le rachat des fautes commises, que le Concile de

(1) Concile de Trente, sess. 14, ch. 8.

Trente appelle, d'après tous les Pères de l'Église, le sacrement de pénitence un baptême *pénible et laborieux* (1). Tout est douleur dans ce baptême, et le signe sensible qui constitue l'expiation de la faute, et le repentir qui en obtient l'absolution. Ce *repentir* s'appelle *contrition*, c'est-à-dire *brisement*, parce que la contrition, pour être efficace, doit être une douleur à briser l'âme (2), douleur *souveraine*, dit saint Ambroise, c'est-à-dire plus grande qu'aucune autre douleur que nous puissions jamais ressentir (3). C'est à ces conditions seulement que la contrition est *parfaite*, et que la *rémission* du péché peut être obtenue.

Comment donc la satisfaction individuelle, l'expiation de chacun pour tous, dont la mort du Christ est le symbole, fera-t-elle naître, du repentir, la rémission de la faute, si le repentir est nécessairement empêché par la communauté dépravée, impie, au milieu de laquelle le pénitent est placé?

Je ne sache pas que le Catholicisme ait jamais proposé, comme guérison du péché, la contagion même du péché, et qu'il ait jamais imposé, comme pénitence, à un impudique, de vivre avec des impudiques, à un voleur de vivre avec un voleur, à un meurtrier de vivre avec des meurtriers. La communion catholique est une communion de saints, et non une communion de bandits et de forçats.

Que faisait le Catholicisme à l'époque où sa discipline n'était, pour ainsi dire, qu'un système pénitentiel universel? Il séquestrait du monde corrompé tous ceux qui s'y étaient corrompus, afin qu'ils pussent se laver de leurs souillures. Et où les plaçait-il, à cette fin? Dans un couvent, c'est-à-dire dans un monde nouveau de pénitents et de saints. Le couvent était, au milieu du monde, la cellule que nous érigeons au milieu de la prison. Le couvent ne séquestrait le pécheur que de la société

(1) Concile de Trente, sess. 6, ch. 14. — Sess. 14, chap. 2.

(2) *Ibid.*, sess. 14, ch. 4.

(3) S. Ambr., liv. de la *Pénitence*, ch. 11.

de pécheurs comme lui; de même la cellule pénitentiaire ne séquestre le condamné que de la société de *ses pareils*.

Dire que l'emprisonnement individuel est antipathique au Catholicisme, c'est méconnaître à la fois et les principes du Catholicisme et les principes de l'emprisonnement individuel. Si la promiscuité des prisons communes pouvait être la règle pénitentiaire du Catholicisme, je demanderais alors, en toute humilité, à monseigneur Morichini, ce que veulent dire ces paroles de nos livres et de nos hymnes saints : — *Et ab hœdis me sequestra. — Corruptunt bonos mores colloquia mala. — Et sermo eorum ut cancer serpit. — Et ne nos inducas in tentationem. — Nescitis quia modicum fermentum totam massam corrumpit? etc., etc.*

C'est, du reste, ce que comprennent parfaitement, en France, ceux de nos prélats (1) et de nos prêtres (2) qui ont été à même d'étudier pratiquement la question. Aussi trouvons-nous, dans les sympathies raisonnées qu'ils accordent au système du projet de loi, la force qui lui manquait auparavant, et qui lui permet maintenant d'accomplir toutes les fins de son œuvre.

Voici en quels termes le jeune et digne aumônier de la prison cellulaire de Tours explique comment le culte est pratiqué dans cette prison :

« M. le Préfet m'ayant gracieusement dit qu'il m'abandonnait le dimanche, voici ce que je fais de ce saint jour au pénitencier :

« Personne ne devant travailler ce jour-là, le grand soin de l'aumô-

(1) Notamment Monseigneur Donnet, archevêque de Bordeaux, et Mgr Morlot, archev. de Tours. V. les discours prononcés par ces deux éminents prélats lors de la bénédiction des deux prisons cellulaires érigées récemment dans leurs diocèses. *Revue pénitentiaire*, 1^{re} année, p. 160 et 309.

(2) Notamment M. l'abbé Laroque, missionnaire apostolique, auteur des *Considérations sur l'influence de la religion dans les maisons centrales*, brochure in-8°, publiée en 1853; M. l'abbé Goural, aumônier et directeur de la *Solitude de Nazareth*, à Montpellier; M. l'abbé Promis, aumônier de la prison cellulaire de Bordeaux; M. l'abbé de Sorbiers, aumônier de la prison cellulaire de Tours; M. l'abbé Vidal, aumônier de la maison centrale d'Eysses; M. l'aumônier de la maison d'éducation correctionnelle des jeunes détenus de Paris, etc., etc.

nier doit être de sauver le prisonnier de l'ennui, car l'ennui produit l'irritation et la plainte, et le dimanche est maudit au lieu d'être sanctifié. Voici donc de quelle manière j'ai paré à cet inconvénient.

« A neuf heures, la grand'messe est chantée : — à une heure de l'après midi, vêpres : — à trois heures une instruction. Au moyen de cette variété d'exercices religieux, le prisonnier, même celui qui ne sait pas lire, ne s'ennuie plus et il ne peut qu'en profiter beaucoup. Aussi tous me témoignent leur contentement. Tous attendent maintenant le dimanche et l'espèrent. Ils le redoutaient auparavant.

« Il faut vivre au milieu d'eux pour se faire une juste idée de la vive et saisissante impression que produit sur le prisonnier seul, dans sa cellule, une grande messe, le chant grave et si poétique de l'Église qui rétentit majestueusement dans les vastes galeries du pénitencier, les hymnes, les psaumes et la parole du prêtre qui leur arrive du haut de cet autel si heureusement placé, au centre de l'établissement, et autour duquel rayonnent toutes les cellules comme vers une aspiration de religieuses pensées. Tous entendent parfaitement l'instruction évangélique, celui qui occupe la cellule la plus éloignée, comme celui qui se trouve dans la plus rapprochée. Tous paraissent heureux de ces dispositions. Il y a quelques semaines qu'un de ces infortunés fut tellement saisi que je le trouvai tout en larmes. »

L'aumônier explique ensuite les moyens qu'il emploie pour instruire les prisonniers.

« Une bibliothèque de livres, bons, moraux, amusants, qui traitent de l'Histoire, de la Géographie et de quelques éléments des Sciences, me paraît être d'une absolue nécessité dans l'emprisonnement cellulaire. Je crois qu'une des plus grandes peines qu'on puisse infliger au prisonnier qui sait lire, après celle de la privation du travail, la plus grande de toutes ce serait de le priver de livres. Les livres sont nécessaires comme moyen de moralisation, d'instruction et de distraction. Il serait à désirer qu'on pût apprendre à lire et à écrire à ceux qui ne le savent pas. La lecture que fait le prisonnier dans sa cellule, alors que tout le porte à la réflexion, est bien plus profitable, et se grave bien plus profondément dans son esprit et dans son cœur, que celle qu'il ferait dans l'état de liberté. Je distribue moi-même les livres que j'ai été autorisé à acheter pour les prisonniers, me basant, dans cette opération, sur l'intelligence, la moralité et la croyance de chacun. Ainsi, je n'aurais garde de donner un livre de pensées ou de méditations religieuses à qui m'est connu pour ne pas croire à la religion. Je commence par lui choisir ce qui peut le plus lui être utile. J'ai re-

marqué que la lecture habituelle de ces livres les portait à réfléchir, les éclairait et contribuait puissamment à les ramener aux sentiments de l'honnête homme en même temps qu'aux pensées religieuses : plusieurs faits de changements salutaires survenus dans la conduite de plusieurs détenus confirment mon assertion. »

Quant au *mode d'enseignement scolaire*, ce qui se passe dans le pénitencier des jeunes détenus de La Roquette est un admirable précédent qui résout le problème si difficile de l'instruction donnée à chacun et à tous, sans nuire au principe fondamental de l'emprisonnement individuel. La méthode inventée et suivie par M. Poutignac de Villars, alors qu'il était instituteur de cette maison, est destinée à devenir le manuel de l'enseignement cellulaire. Cette méthode repose sur des procédés aussi simples que de facile exécution. L'auteur, en la livrant à l'impression, a rendu un vrai service à la science pénitentiaire (1).

9. Objections diverses.

TRAVAIL. — DÉPENSES. — OPINION DES PRATICIENS. — COMMUNICATIONS. — PERSONNEL. — MODIFICATIONS AU CODE PÉNAL. — LIBÉRÉS. — DÉPORTATION. — UNIFORMITÉ DE LA PEINE, ETC.

Les développements que j'ai été obligé de donner aux graves questions qui précèdent, m'ayant entraîné bien au-delà des limites que je m'étais tracées, je suis forcé, pour ne pas donner à cet écrit les proportions d'un livre, de borner à quelques notes, sauf à y revenir plus tard, ce qu'il me reste à dire des quelques autres objections que rencontre le projet de loi.

Travail. — Tous ceux qui ont visité les divers pénitenciers des États-Unis d'Amérique ont pu voir, par leurs yeux, avec quelle facilité, et avec quels avantages, le système cellulaire du pénitencier de Cherry-Hill se prête au travail individuel des condamnés.

Cependant, on objecte que le pénitencier d'Auburn, où le tra-

(1) Elle se trouve à Paris, chez Bouquillard, éditeur, rue Saint-Martin, n° 226, et au Bureau de la *Revue pénitentiaire*.

vail est organisé en ateliers, rapporte un bénéfice annuel à l'État de New-York, tandis que le pénitencier de Philadelphie, où le travail est cellulaire, entraîne une perte annuelle pour l'État de Pennsylvanie.

Ce fait est vrai en lui-même. Mais, — d'une part, les bénéfices d'Auburn s'expliquent par cette considération que tout dans cette prison est sacrifié au produit des ateliers, même la moralité, même la santé des détenus (1); — d'autre part, les pertes de Cherry-Hill s'expliquent par cette autre considération que tout, dans cette prison, est subordonné aux résultats moraux du système, même le produit du travail des condamnés (2), et que d'ailleurs, si le travail a momentanément cessé d'y être productif (3), c'est moins par défaut d'activité et d'intelligence, — l'activité et l'intelligence doublent au contraire dans la cellule (4), — que par le manque d'un capital suffisant (5) pour alimenter constamment de matières premières et d'ouvrages, les magasins de la maison et les bras des détenus (6).

Ce qui le prouve, c'est que, au dire même de la Société de Boston, dont le témoignage, en cela, n'est pas suspect, le

(1) L'enquête faite, en 1838-39, dans le pénitencier de Sing-Sing, par un Comité de la Législature de New-York, constate que les convicts soumis à ce système manquent d'une nourriture suffisante en qualité et en quantité; que des détenus, réprimandés pour n'avoir pas fait leur tâche, ont répondu, les larmes aux yeux, qu'ils ne recevaient pas de quoi manger; que souvent on en avait vu se précipiter sur des débris, sur des lavures de vaisselle pour apaiser les douleurs de la faim. « Et, pendant ce temps-là, dit un écrivain, le grand État de New-York encaisse 17,000 dollars par an, prélevés sur les sueurs et sur l'appétit de ces malheureux. Oui; et pour balancer les coups de fouet qu'on leur donne en sus, le chapelain leur accorde la compensation de ses prières, etc... » V. *A vendication*. Philadelphie, 1839, p. 34.

(2) V. ma traduction des *Documents officiels*, p. 2, 36.

(3) Il a souvent couvert les dépenses. V. *Ibid.*, p. 123.

(4) *Ibid.* M. Ch. Dickens lui-même en cite des exemples remarquables.

(5) Ce manque de capital a sa cause dans les embarras financiers bien connus de la République de Pennsylvanie.

(6) *Documents officiels*; traduction, p. 123.

pénitencier de Trenton, dans le New-Jersey, soumis, comme on sait, à la règle de Philadelphie, fait aujourd'hui plus que balancer ses dépenses par le produit de ses travaux (1).

Ce qui le prouve encore, c'est que la prison de Glasgow, en Écosse, où le même système est pratiqué, est la *seule* prison du Royaume-Uni dont les recettes couvrent, à peu de chose près, les dépenses, et cela bien que les détentions y soient très-courtes et qu'on ne puisse, dès lors, faire faire aux détenus sans état un long apprentissage (2), tant la séparation rend le besoin du travail urgent ! tant l'urgence de ce besoin donne d'aptitude à le satisfaire.

Il en est de même, déjà, dans le pénitencier cellulaire de Pentonville, à Londres, ouvert depuis le mois de novembre 1842, et où les métiers de cordonniers, de tailleurs, de menuisiers, de tapissiers, de tisserands, etc., sont en pleine activité et seront bientôt en plein rapport.

Il en est de même, enfin, dans le pénitencier des jeunes détenus de La Roquette, à Paris, où le travail a doublé en perfection et en production depuis qu'il a lieu en cellule (3). Résultat admirable, et que chacun de nous peut constater quand il le voudra !....

Et dans les prisons mêmes où le travail en commun n'avait pu s'organiser, malgré tous les efforts des Commissions de surveillance, le travail cellulaire s'organise comme de lui-même et devient une source d'émulation, de moralité et de produit (4).

(1) V. le sixième Rapport des Inspecteurs du pénitencier de Trenton, et le dix-huitième Rapport de la Société de Boston, 1843, p. 302.

(2) V. mon Rapport sur les prisons de l'Angleterre et de l'Écosse p. 65.

(3) V. le Rapport de M. le préfet de police, du 6 février 1843.

(4) V. le Rapport de la Commission de surveillance de Tours, du 4 février 1844. — On lit dans ce Rapport : « Etrange changement, qui a bien son importance ! des prisonniers qui, dans le système en commun, n'auraient pas voulu toucher à un outil, et qui ne se plaisaient que dans la paresse et la fainéantise, viennent aujourd'hui, après quelques semaines d'isolement, demander à grands cris ce travail qu'ils fuyaient avec tant d'opiniâtreté, et auquel maintenant ils se livrent avec une assiduité remarquable. »

Ce qui justifie ce mot de M. Guillot père, entrepreneur depuis vingt-cinq ans des travaux industriels des détenus dans les principales maisons centrales de France, — lequel, consulté, il y quelques années, par M. le préfet de l'Eure, sur la question de savoir s'il voudrait se charger de procurer *constamment* de l'ouvrage à tous les détenus de la maison d'arrêt d'Evreux : « Oui, répondit l'habile entrepreneur, si les détenus travaillent séparément ; non, s'ils travaillent en communauté. »

Et ce mot, qui a rencontré, dans le temps, tant d'incrédules, non-seulement M. Guillot le répète et le maintient aujourd'hui, mais encore il le formule en proposition directe au Gouvernement, en offrant de se charger de la nourriture et de l'entretien des deux mille premiers prisonniers, forçats ou réclusionnaires, qui seront cellulés, sans rien exiger autre chose de l'Etat que l'exploitation, à son profit, du travail de ces condamnés, moyennant quoi il offre au Gouvernement un boni de dix centimes par journée de travail et par tête de détenu. C'est assurément là le fait le plus considérable qui se soit encore produit en France, en faveur du système de l'emprisonnement individuel (1).

Dépenses. — Ce fait résout, à lui seul, le problème financier des prisons cellulaires. Toutefois, comme ce problème se rattache à un autre que j'ai moi-même entrepris de résoudre et qui consiste dans la reconstruction générale, en dix ans, sans qu'il en coûte rien de plus au trésor, de toutes les prisons et maisons centrales de France, d'après le système de l'emprisonnement individuel, je crois devoir renvoyer ici à l'article *voies et moyens* que j'ai publié à ce sujet dans la *Revue pénitentiaire*, et qui a provoqué la lettre de M. Guillot (2).

Modifications au Code pénal. — Le projet, objecte-t-on, bouleverse les principes et l'échelle pénale du Code, ce qui ne peut se faire par une loi incidente, etc. Cette objection n'est

(1) V. ci-après la lettre de M. Guillot, n° 2 de l'*Appendice*.

(2) V. l'*Appendice*, n° 1.

pas réfléchi. Le projet ne touche qu'à l'échelle, et nullement aux principes du Code. Or, l'échelle pénale est mobile de sa nature, devant nécessairement varier suivant les exigences de l'utilité sociale qui en est la base. Elevez, baissez cette échelle d'un cran, la base restera toujours la même. C'est ce qui arrive pour le projet de loi sur les prisons. Ce projet, du reste, modifie moins l'échelle du Code qu'il ne la complète, car c'est plus une lacune qu'il vient remplir qu'un abus qu'il vient détruire. La peine d'emprisonnement n'est point définie dans le Code. C'est cette définition que le projet a principalement pour but de donner, en tenant compte, nécessairement, du fait de l'emprisonnement commun, devenu par prescription, de droit commun en France.

Uniformité de la peine. — J'ai déjà répondu à cette objection, p. 469; j'ajouterai, ou plutôt je répéterai, qu'il ne faut pas confondre la peine avec ce qui n'en est que l'instrument. L'instrument fait partie de la peine; mais n'est pas la peine même. L'instrument peut être le même dans sa forme pour plusieurs peines différentes, sans que ces peines cessent, pour cela, d'être distinctes, la différence, pour l'instrument, consistant, non dans sa forme, mais dans son mode d'infliction. C'est ainsi que la cellule est l'instrument uniforme des trois peines distinctes appelées *emprisonnement*, *réclusion*, *travaux forcés*. Mais la cellule peut être plus ou moins douce, plus ou moins sévère, selon les degrés d'intensité ou de durée de la peine qu'on doit y subir. La cellule même peut être exclusive de toute peine, tellement qu'on l'applique aussi bien aux prévenus qu'aux condamnés. Ce que le projet de loi peut ne pas déterminer complètement à cet égard, le règlement d'administration publique le précisera. Le projet, au surplus, suffit pour établir, d'une manière tranchée, les différences légales qui existent entre l'une et l'autre des trois peines ci-dessus. Ces différences sont : 1^o la durée; 2^o les travaux plus ou moins pénibles; 3^o l'infamie; 4^o l'exposition; 5^o la surveillance de la police. Différences auxquelles le règlement d'administration pourra ajouter celles

résultant du costume pénal, des visites, de la correspondance, de la répartition du salaire, des aliments qu'on pourra se procurer ou non en sus des vivres de la prison, etc., etc.

Communications. — Pour prouver que le système de l'emprisonnement individuel n'atteint pas son principal but, qui est de prévenir les communications entre prisonniers, les adversaires du projet citent plusieurs faits desquels il résulterait qu'à Pentonville les détenus peuvent se voir, malgré leurs masques, en allant à la chapelle, etc. (nous sommes du même avis), et qu'à Philadelphie même, ils sont parvenus à communiquer entre eux par les conduits des calorifères (ce qui est très-possible). Qu'est-ce que cela prouve contre le *système*? absolument rien. Cela prouve, tout au plus, qu'à Pentonville et à Cherry-Hill, le système est mal formulé. C'est l'opinion du Gouvernement sur ce point comme sur beaucoup d'autres, et c'est pour cela précisément que la formule qu'il a adoptée diffère aussi notablement de celle de ces deux pénitenciers. Au surplus, quant à Cherry-Hill, il y a longtemps que l'abus dont on parle a cessé (1), et l'expérience est là pour prouver que les détenus qui sortent de ce pénitencier ne se connaissent pas (2). Les Inspecteurs et le Gouverneur en citent des exemples incontestables (3).

Libérés. — Le projet dit-on ne s'occupe pas des libérés. Non; et c'est avec grande raison; car le système à appliquer aux libérés dépend essentiellement de celui qu'on appliquera aux condamnés; il faut donc commencer par formuler le mode d'emprisonnement avant de formuler le mode de surveillance ou de patronage.

Déportation. — Plusieurs membres de la Commission auraient désiré que le projet parlât de la déportation. Tôt ou tard

(1) V. *A vindication of the separate system*, p. 6 et suiv. — Trad. des Rap. offic., p. 69.

(2) *Ibid.* Et *A defense of the system of solitary confinement*. Philad., 1833...

(3) V. trad. des Rapports officiels, p. 6, 7, 10, 22, 49, 102.

il faudra s'occuper de cette question; tôt ou tard il faudra un lieu de déportation. C'est mon opinion, du moins; et, pour ma part, je ne comprends pas que la Commission, ayant fixé à douze ans le maximum de la durée de l'emprisonnement en cellule, n'ait pas dit qu'après ce temps, le condamné à vingt ans ou à perpétuité, qui n'aurait pas obtenu sa grâce, serait envoyé dans un lieu de déportation, plutôt que d'être placé sous le régime de l'emprisonnement commun, que le projet a pour but d'abolir comme anti-pénal et anti-moral.

Personnel. — Le projet, dit-on encore, ne s'occupe pas du point le plus important de tout système pénitentiaire, à savoir, le personnel des employés des prisons. C'est une erreur que réfute l'art. 4. D'ailleurs, je partage toutes les idées exprimées par M. Lucas sur la nécessité de confier la direction et la surveillance des maisons pénitentiaires à des agents moraux, dévoués et capables. Mais je me permettrai d'adresser, à ce sujet, à mon collègue, cette simple question : Si tous les Inspecteurs généraux des prisons, qui sont les premiers agents du Gouvernement pour la mise à exécution de ses plans de réforme, écrivaient dans les journaux que ces plans sont absurdes, et que l'Administration n'entend rien à ce qu'elle fait, la réforme serait-elle possible ! Et si les Directeurs suivaient le même exemple, n'en serait-ce pas fait de la loi, avant même qu'elle fût votée ?

Opinion des Praticiens, etc. — Parmi les quelques autres objections de détail qu'a soulevées le système de l'emprisonnement individuel et que je crois, vu leur peu de valeur, devoir passer sous silence, il en est une pourtant que je ne veux pas laisser sans réponse, c'est celle qui consiste à dire, de la part de M. Lucas, que le système du Gouvernement a contre lui tous les praticiens, tandis que le sien, à lui M. Lucas, les a tous en sa faveur.

Que le système de l'emprisonnement individuel eût contre

lui tous les praticiens, cela serait dans les choses possibles, car les praticiens, qui ne sont que praticiens, peuvent ne pas comprendre toujours ce qui est praticable en dehors de leur pratique. Mais que le système de M. Lucas ait les praticiens pour lui, voilà ce qui est de toute impossibilité, car il est tout à fait impossible que le praticien, par cela seul qu'il est praticien, adopte comme réalisable une théorie qui n'est que théorie, et qu'il plie ses idées pratiques à des idées exclusives de toute pratique. Or tous ceux qui ont lu les trois volumes publiés par l'auteur de la *Théorie de l'emprisonnement*, s'accordent à reconnaître qu'il en est du système pénitentiaire de M. Lucas, comme du système politique de l'abbé Sieyès, c'est-à-dire que la *Théorie* de l'un est, comme la *Constitution* de l'autre, réalisable seulement sur le papier.

Cependant M. Lucas fait dire de lui, en Italie : *Un fatto notabilissimo è che gli avversari del signor Lucas sono in generale uomini di lettere, ed al contrario i suoi partigiani sono in generale uomini di pratica* (1).

Nous avons vu (2) à quel genre d'hommes de lettres appartiennent les partisans du système du projet du Gouvernement. Voyons donc à quel genre d'hommes de pratique appartiennent les partisans du système de M. Lucas.

Ce sont, d'après la liste que M. Lucas en a dressée lui-même, MM. Bérenger, Léon Faucher, de Laville, Diey, et Marquet Vasselot; en tout cinq (3). La liste est peu longue, comme on voit, et cependant elle est infiniment plus longue qu'elle ne devrait être, attendu qu'il en faut retrancher tous les noms qui y sont inscrits.

(1) *Foglio settimanale di Scienze, Lettere ed Arti*. Napoli, 1839. *Des Moyens, etc.*, p. 2.

(2) V. ci-dessus, p. 339, 340, 341, 342, 349, 350, 450, 453. — Le nom de M. Alauzet est échappé du composteur, p. 342, n. 3, mais non de mon souvenir; c'est un des partisans les plus sages et les plus éclairés du système de l'emprisonnement individuel.

(3) V. *Discours* prononcé devant la Société de la morale chrétienne, p. 24. *Des Moyens, etc.*, p. 16. *Observations*, p. 55.

D'abord, M. Bérenger, placé en tête de la liste, est une des plus illustres conquêtes dont ait à s'enorgueillir la cause de l'emprisonnement individuel. La conversion est notoire, et M. Bérenger l'a, de nouveau, publiquement confirmée, à l'encontre même de M. Lucas, dans l'une des dernières séances de l'Académie des sciences morales et politiques (1).

En second lieu, M. Faucher, qui doit se trouver quelque peu surpris d'être placé par M. Lucas sur sa liste des *praticiens*, doit se trouver encore plus étonné de figurer parmi ses partisans; car, ainsi que nous l'avons vu p. 331, M. Faucher rejette le système des classifications par moralités comme anti-moral, et la doctrine de la probité légale comme matérialiste.

En troisième lieu, M. de Laville de Miremont, le doyen des Inspecteurs généraux des prisons du royaume, n'a écrit qu'une brochure sur les prisons, et cette brochure a précisément pour objet de combattre toutes les idées de M. Lucas, même à l'endroit des cellules de nuit (2). Il est bien vrai que M. de Laville est loin d'être partisan du système de l'emprisonnement individuel, mais cela ne l'empêche pas de dire aujourd'hui, parce que, en effet, il n'y a pas un praticien de prison qui puisse dire autre chose, qu'en dehors de l'organisation et de la discipline actuelle de nos maisons centrales, ce système est le seul qui ait une signification et qui soit proposable. — Du reste, depuis que ce système est devenu celui du Gouvernement, je ne pense pas qu'il puisse entrer dans la pensée d'aucun Inspecteur général, autre que M. Lucas, de s'en poser publiquement l'adversaire.

En quatrième lieu, M. Diey, dont M. Lucas s'obstine à invoquer l'expérience en sa faveur, n'a pareillement écrit qu'une

(1) « Pour moi, dans cette grande question de la réforme des prisons, j'inclinai d'abord pour le système d'Auburn; mais l'expérience que j'ai acquise dans mes fonctions, soit de président de la Société de patronage, soit de membre de la Commission de surveillance de La Roquette, m'a donné la conviction profonde de l'insuffisance de ce système pour atteindre le but que nous nous proposons tous. » Séance du 24 février 1844; Compte-rendu, p. 157.

(2) V. *Observations sur les maisons centrales de détention*. Paris, 1835, p. 10 et suivantes.

brochure sur les prisons, et cette brochure, entièrement écrite dans les idées de M. de Laville de Miremont, et particulièrement contre le système cellulaire de nuit et des classifications par moralités de M. Lucas, contient la phrase textuelle suivante : « Veut-on empêcher, par des moyens matériels, la corruption des condamnés? Il n'y a qu'un seul système qui puisse y parvenir; c'est celui de Philadelphie; l'isolement de jour et de nuit. Il faut arriver à ce que les détenus ne se voient jamais, ne puissent pas se connaître. Tous les autres systèmes n'empêcheront pas que les détenus ne se communiquent leurs pensées (1). »

Enfin, M. Marquet Vasselot, qui a écrit trois gros volumes où il démolit pièce à pièce toute la machine pénitentiaire de M. Lucas (2), et, de plus, une brochure spéciale contre son système cellulaire de nuit (3), a clos ses nombreuses publications par un dernier ouvrage dont le résumé est en faveur du système pennsylvanien (4).

Il est vrai qu'à ces cinq partisans de son système, M. Lucas en ajoute deux autres, dont un du même genre (5), et un autre incontesté (6). Ceux-ci, il les prend exclusivement dans le Conseil des Inspecteurs généraux, ses confrères, et parmi les Directeurs des maisons centrales. Mais, comme le nombre est matériellement contre lui parmi ces *praticiens*, il a recours, pour y suppléer, à un procédé de mesurage qui, s'il n'était pas aussi vain, serait aussi blessant qu'il est faux. « Les habiles, dit M. Lucas, n'étant malheureusement pas en majorité, il faut

(1) *Système pénitentiaire. Maison centrale de Beaulieu*, p. 3.

(2) V. *Examen critique des diverses théories pénitentiaires*; 3 vol. in-8°. Lille, 1835.

(3) *Du système cellulaire de nuit pour la réforme de nos prisons*. Paris, 1837.

(4) V. *Ethnographie des prisons*. Paris, 1841; *in fine*.

(5) M. Martin-Deslandes, Inspecteur général, lequel pense absolument comme MM. de Laville et Diey. C'est M. Martin-Deslandes qui a fait le rapport sur le projet de pénitencier cellulaire de M. Harou-Romain. Ce rapport est la mesure du zèle et de la bonne foi que l'Administration est en droit d'attendre de lui, comme de tout agent en qui l'esprit de personnalité n'a pas éteint l'esprit de devoir du fonctionnaire.

(6) M. Hello, Directeur de Fontevault, disciple et ami de M. Lucas.

peser leurs opinions, non les compter (1). » Là-dessus, M. Lucas se met à se peser lui-même, et, lui seul, dès lors, pèse incomparablement plus que tous (2).

Mais cette estimation que M. Lucas fait de lui-même n'empêche pas, — *fatto notabilissimo!* — qu'il n'en soit des praticiens qui adoptent sa théorie comme du blocus continental qui frappe d'interdit le système du Gouvernement, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'une seule chose vraie en tout ceci, c'est que la désertion des opinions amies, qui menaçait dès 1838 d'étendre jusqu'à M. Lucas le système de l'isolement absolu (3), a fait de tels progrès, depuis cette époque, qu'on peut dire, à l'heure qu'il est, que M. Lucas est, à proprement parler, *confiné seul* dans son système comme l'est dans sa cellule solitaire le convict de Cherry-Hill. C'est peut-être à cause de cela que M. Lucas en veut tant au *solitary confinement* de Philadelphie.

§ X.

Conclusion.

Ici se termine ma tâche. Je ne sais si le but que je me suis proposé sera atteint; en tout cas, je croirai avoir assez fait, si je suis parvenu seulement à bien déterminer le champ de la discussion. — EMPRISONNEMENT INDIVIDUEL, *règle générale*; EMPRISONNEMENT COMMUN, *exception*. — Une question bien posée est plus qu'à moitié résolue.

Que si, pour repousser les attaques des adversaires du projet, il m'est arrivé, par fois, de me servir d'arguments un peu trop *ad hominem*; — que ceux qui auraient à s'en plaindre me le pardonnent! Ils savent, par expérience, qu'on n'a pas le temps toujours de songer à émousser la pointe de ses armes dans la

(1) *Observations sur les changements, etc.*, p. 56.

(2) Les poids sont faits pour qu'on les pèse, et non pour qu'ils se pèsent. S'il en était autrement, chaque décagramme se ferait kilo.

(3) V. *Théorie de l'emprisonnement*, t. III, p. 455 et 456.

mêlée du combat, ou celle de ses paroles dans l'entraînement de l'improvisation! Or, cet écrit n'est qu'une improvisation sortie de dessous presse aussi vite que de ma plume, et ne m'appartenant plus dès qu'un feuillet est achevé.

Au fond, ce qui me donne confiance et force dans le débat, c'est que je n'ai rien qui m'y soit personnel à défendre, et que si j'ai des opinions qui me soient propres à soutenir, je n'ai point de système qui me soit propre à faire prévaloir; tellement que, si, par malheur, le projet était repoussé, je le suivrais, dans sa chute, de tous les regrets de ma conviction, sans que sa chute m'arrachât un seul regret d'amour propre. J'ai toujours préféré, à la gloire d'avoir tort tout seul, la satisfaction d'avoir raison avec tout le monde. Partant de là, et ayant trouvé un système tout prêt à pousser dans tous les esprits, j'ai fait choix de ce système, et n'ai eu d'autre ambition que d'aider à le développer dans son germe, et à le faire venir à fruit.

Et je me suis voué à sa cause avec d'autant plus de zèle qu'attaché pendant trois ans à l'inspection générale des prisons de la Seine, et, depuis sept ans, à l'inspection générale des prisons du royaume, j'ai constamment eu le bonheur, — et c'en est un grand pour un fonctionnaire qui a des idées à lui, — de voir mes idées à cet égard en parfaite concordance avec celles de l'Administration et de pouvoir, dès lors et toujours, joindre pour elle au concours obligatoire de ma fonction celui non obligé de ma conviction, plus heureux d'avoir à lui offrir celui-ci sans le lui devoir, que de lui donner l'autre que je lui dois.

C'est quelque chose, dans ce temps d'opinions diverses, d'avoir des idées arrêtées sur un point. Si je suis aussi absolu, aussi ardent, aussi intolérant même, à soutenir la supériorité exclusive du système de l'emprisonnement individuel, c'est que cette supériorité est passée dans mon esprit de l'état d'opinion à l'état de conviction. Et je puis mettre en avant cette conviction, j'espère, car je ne l'ai point adoptée *à priori*, comme un thème à variations, mais bien *à posteriori*, comme une vérité mathématique. Je ne me suis point emparé d'elle dans l'inex-

périence de la jeunesse et alors que la présomption tient lieu de l'examen ; c'est elle au contraire qui s'est emparée de moi dans toute l'expérience de l'âge mûr, et alors que le fait vient en aide à l'idée, et que l'idée elle-même n'est plus que le flambeau du fait.

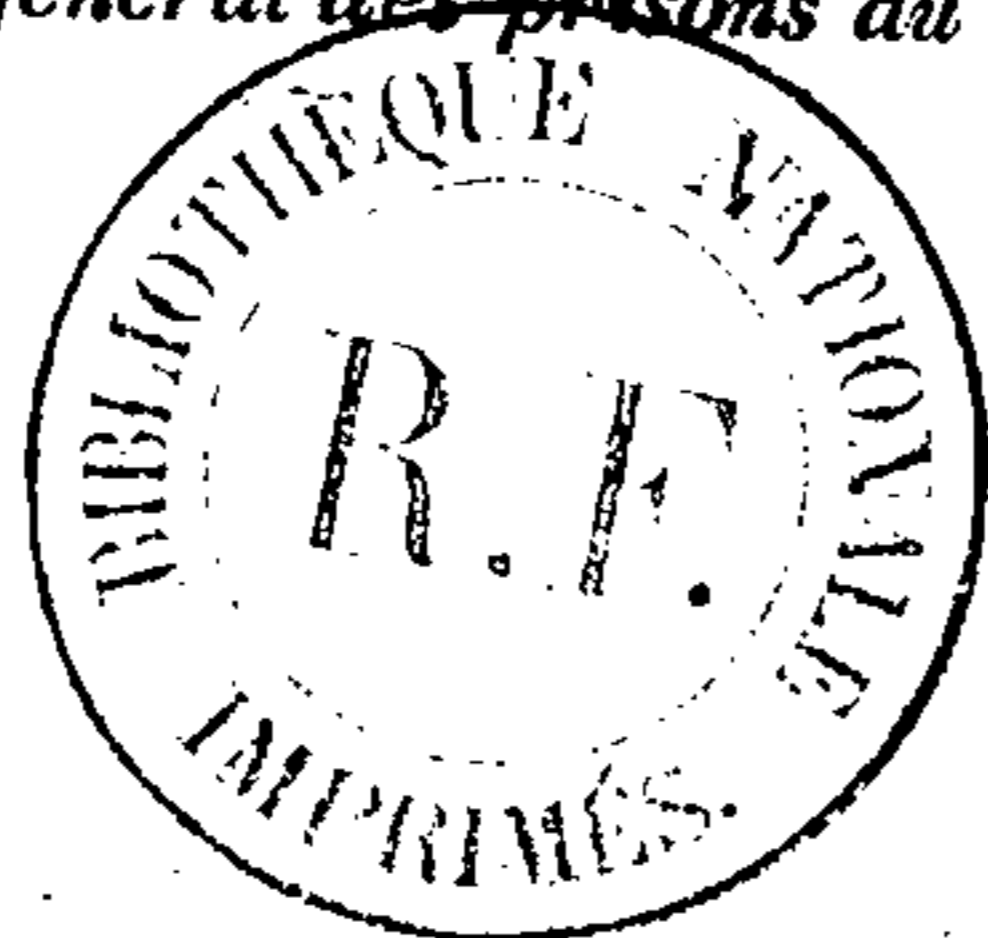
Avant quarante ans je n'avais pas écrit une seule ligne sur les prisons. Depuis, j'ai eu la prétention de m'y connaître autant qu'un autre, et de plus, j'ai fait de la question de l'emprisonnement individuel une étude spéciale, si laborieuse, si consciencieuse, si raisonnée, si constante, qu'en publiant aujourd'hui cette théorie-pratique de la question cellulaire, je crois être en droit, autant que quiconque, de dire aux Législateurs de mon pays :

Cuique in suâ arte credendum est.

MOREAU-CHRISTOPHE,

Inspecteur général des prisons du royaume.

Paris, Villa Frochot, 1^{er} avril 1844.



APPENDICE

DE LA DÉFENSE DU PROJET DE LOI SUR LES PRISONS.

La *défense du projet de loi sur les prisons* fait l'objet d'une brochure qui a été tirée à part. Cette brochure se termine par six pièces que nous ne reproduisons pas ici, attendu qu'elles sont placées ailleurs dans la classification des matières de la *Revue pénitentiaire*. Nous en donnerons donc simplement le titre avec l'indication des pages où on les trouvera dans la *Revue*.

- N° 1. VOIES ET MOYENS. Reconstruction générale, en dix ans, et sans qu'il en coûte rien de plus au Trésor, de toutes les prisons et maisons centrales de France, d'après le système de l'emprisonnement individuel. V. *Revue pénit.*, t. I, p. 279.
- N° 2. TRAVAIL CELLULAIRE. Solution du problème financier par le seul produit du travail des détenus, par M. Guillot père. V. *ib.*, t. II, p. 4.
- N° 3. FOLIE PÉNITENTIAIRE. Mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Lélut, membre de cette Académie, médecin en chef de La Salpêtrière, etc. V. *ib.*, t. II, p. 9.
- N° 4. EFFETS COMPARÉS du régime de la vie en commun et du régime cellulaire sur la vie et la santé des détenus, dans la prison de Walnut-Street, et dans le pénitencier de Cherry-Hill, à Philadelphie. V. *ib.*, t. II, p. 31.
- N° 5. Note du docteur Baillarger sur les cas de folie remarquables dans les prisons. V. *ib.*, t. II, p. 33.
- N° 6. Lettre au Directeur de la *Revue de Législation*, sur les faussetés contenues dans son numéro de mars 1844. V. *ib.*, p. 38.

La 1^{re} livraison de la 2^e année, ou tome II de la *Revue*, qui contiendra les pièces 2 à 6 ci-dessus, paraîtra immédiatement après la discussion du projet de loi sur les prisons à la Chambre des députés.

Les *documents officiels*, extraits des rapports sur le pénitencier de Philadelphie, souvent cités dans la *Défense du projet de loi sur les prisons*, font partie de la 4^e livraison (de la 1^{re} année, ou tome I), qui paraîtra peu de temps après celle-ci.

M. Charles Lucas a publié, dans la *Revue de Législation*, sous la date du 18 avril 1844, une réponse à la lettre mentionnée ci-dessus n° 6. Nous reproduirions ici cette réponse, ainsi que les observations qu'elle nécessite de notre part, si nous n'avions pris la résolution de suspendre toute polémique personnelle jusqu'au vote de la Chambre sur le projet de loi sur les prisons. Après ce vote nous rentrerons en lice, et M. Lucas ne perdra rien pour attendre, nous le lui promettons. En attendant, nous publierons textuellement et en entier, avec des annotations, la discussion du projet de loi à la Chambre des députés.

ERRATA

DE LA DÉFENSE DU PROJET DE LOI SUR LES PRISONS.

Le tirage que nous avons fait à part de la *Défense du projet de loi sur les prisons* a occasionné un remaniement qui a donné lieu aux fautes suivantes :

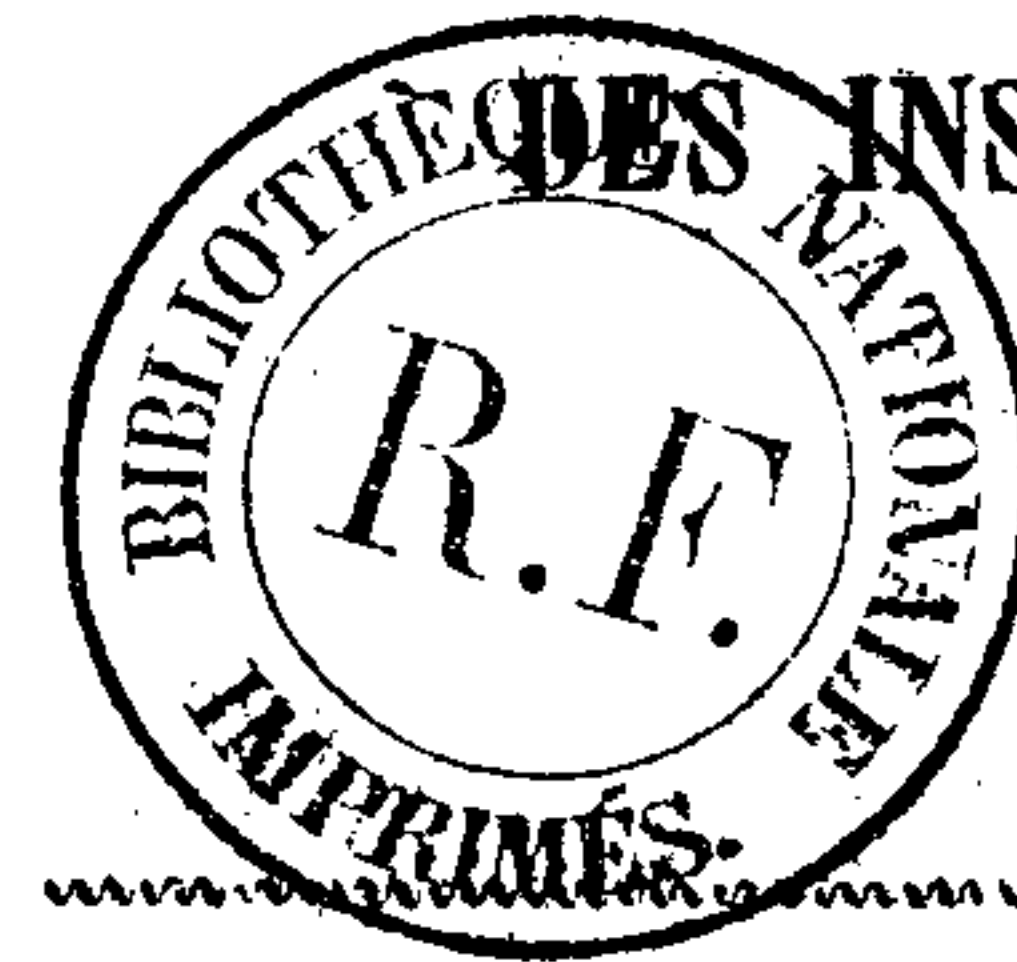
- P. 393, ligne 29, au lieu de p. 61, lisez : p. 385.
- P. 396, ligne 23, retranchez Clairvaux, attendu que les femmes de cette prison sont surveillées par les sœurs de *Marie-Joseph*.
- Id.*, ligne 31, au lieu de p. 52, lisez : p. 376.
- P. 399, ligne 2, au lieu de p. 92, lisez : p. 414, note 4.
- Id.*, ligne 7 de la note, au lieu de p. 52, lisez : p. 376.
- P. 406, ligne 20, au lieu de *custodiat*, lisez : *custodiet*.
- P. 416, ligne 9, au lieu de *septem*, lisez : *system*.
- P. 435, dernière ligne de la note 1, au lieu de p. 399, lisez : p. 401.
- P. 442, ligne 24, au lieu de p. 52, lisez : p. 375.
- P. 449, ligne 1 du § VIII, au lieu de p. 18, lisez : p. 342.
- P. 450, ligne dernière, au lieu de p. 335, note 3, lisez : p. 339, note 5.
- P. 462, ligne 2, au lieu de p. 77, lisez : p. 302.
- P. 485, ligne 22, au lieu de p. 436, lisez : p. 426.
- P. 490, ligne 9, au lieu de p. 50, lisez : p. 374.
- P. 498, ligne dernière, au lieu de *voir*, lisez : *voire*.
- P. 535, avant dernière ligne, supprimez p. 41.
- P. 553, ligne 5, au lieu de p. 176, lisez : p. 500.
- P. 558, à la note, au lieu de p. 152, lisez : p. 476.

ARGENTEUIL. — IMPRIMERIE DE E. MARC-AUREL.

BUREAU ET LIBRAIRIE A PARIS, RUE RICHELIEU, 102.

REVUE PÉNITENTIAIRE

ET



INSTITUTIONS PRÉVENTIVES.

4^e LIVRAISON.

CHRONIQUE.

FRANCE.

La réforme des prisons à la Chambre des députés. — La Chambre des députés a adopté, dans la séance du 18 mai 1844, à la majorité de 231 voix contre 128, le projet de loi sur les prisons présenté par le Gouvernement et la Commission.

La discussion de ce projet a duré près d'un mois. Nous la reproduirons textuellement dans notre prochaine livraison.

Les seules modifications de quelque importance qu'ait subies le projet sont : 1° Que la réduction d'un cinquième proposée dans la durée de la peine de la détention cellulaire ne s'appliquera point aux travaux forcés ; 2° Qu'au bout de 10 ans de travaux forcés ou de réclusion subis en cellule, les condamnés à l'une ou l'autre de ces deux peines seront transportés hors du territoire continental du royaume, pour y subir le reste de leur condamnation, avec cette faculté laissée aux juges d'ordonner cette transportation au bout de cinq ans de cellule seulement ; 3° Qu'en aucun cas la transportation ne pourra être ordonnée contre les condamnés correctionnels ; 4° Enfin que le régime cellulaire ne sera appliqué ni aux condamnés politiques, ni aux condamnés de simple police municipale.

Le système de l'emprisonnement individuel, tel que l'avaient formulé le Gouvernement et la Commission, est donc sorti triomphant de cette première épreuve législative. La lutte a été vive, et les adversaires habiles n'ont pas manqué. Mais les défenseurs habiles n'ont pas manqué non plus, et la Chambre a prouvé par son vote que le talent et la raison étaient, en grande majorité, du côté de ceux-ci. M. le comte Duchâtel, ministre de l'intérieur, a surtout déployé un talent

de dialectique admirable, et M. de Tocqueville, rapporteur de la Commission, a brillamment rempli le rôle difficile qui lui était confié.

Le succès, vigoureusement disputé, est incontestablement dû à la savante combinaison de leurs efforts, unis à ceux de M. Gustave de Beaumont, dont la chaleureuse conviction et l'éloquence pleine de bonne foi ont puissamment contribué, selon nous, à former l'opinion de la Chambre.

La réforme des prisons à la Chambre des pairs. — La session est trop avancée pour que le projet de loi sur les prisons, adopté par la Chambre des députés, puisse être discuté cette année à la Chambre des Pairs. Loin de redouter ce retard, nous le voyons avec plaisir au contraire, la cause que nous soutenons ne pouvant qu'y gagner! Cette cause, en effet, n'est point de celles qui ont à craindre l'expérience du temps. Voyez les conquêtes qu'elle a faites depuis dix ans! Ces conquêtes sont dues à la seule vérité des faits, mieux connus, mieux appréciés d'année en année. Le dernier rapport du pénitencier de Philadelphie que nous venons de recevoir nous en fournira bientôt une nouvelle preuve.

La réforme des prisons à l'Institut. — L'Académie des sciences morales et politiques s'est occupée plusieurs fois de la réforme pénitentiaire. Il y a quelques années, notamment, après avoir ordonné l'impression du mémoire remarquable de l'honorable M. Bérenger, l'un de ses membres, sur les moyens de généraliser le système pénitentiaire en France (1), cette Académie mit au concours la question suivante : « Rechercher les moyens de mettre en harmonie le système de nos lois pénales avec un système pénitentiaire à instituer, dans le but de donner de plus efficaces garanties au maintien de la sûreté générale et privée, en procurant l'amélioration morale des condamnés. » Cette question a été résolue, en 1842, dans le sens de l'emprisonnement individuel par les deux concurrents couronnés, MM. Alauzet et Moreau-Christophe. Bien que l'Académie n'ait point de vote à émettre pour ou contre les divers systèmes pénitentiaires qui sont discutés devant elle, il est évident que le système de l'emprisonnement individuel compte dans son sein les plus nombreux et les plus illustres partisans. Tels sont entre autres MM. Bérenger, Duchâtel, de Rémusat, Guizot, de Tocqueville, de Beaumont, Villermé, Benoiston de Châteauneuf, Lélut, etc. Nous ne connaissons que M. Charles Lucas qui y défende le système contraire, encore le fait-il *pro aris et foas*, ce qui donne à sa polémique un caractère tout spécial de personnalité, et à l'attention qu'y prête l'Académie un cachet tout particulier de courtoisie et de condescendance. C'est ce qui donne le pourquoi des nombreuses communications faites par M. Lucas à ce corps savant, et de l'impassible stoïcisme avec lequel ces communications y sont accueillies. On peut dire, avec vérité, qu'elles y végètent stériles comme ces herbes d'ornement qu'on

(1) Moyens de généraliser le système pénitentiaire en France, etc., etc.; 1 vol. in-8°; Paris, chez Marc-Aurèle; prix, 2 fr. 50 c.

laisse pousser et verdier dans un parterre, destinées qu'elles sont à ne produire jamais ni graines ni fruits.

Dernièrement M. Lucas avait patroné, pour être élu membre correspondant dans la section de morale, un publiciste étranger, bien connu pour partager ses idées pénitentiaires; mais, au scrutin (11 février), M. le comte Petitti, de Turin, a eu 3 voix, et notre ami Guerry, 22. C'est un renfort de plus pour la cause que nous soutenons.

Nous regrettons beaucoup de ne pouvoir reproduire textuellement d'après le Moniteur, la dernière communication faite par M. Lucas à l'Académie en vue de combattre le projet du Gouvernement, communication qu'il a fait imprimer, depuis, avec des variantes, sous le titre d'*Exposé de l'état de la question pénitentiaire*; car nous ne connaissons pas de meilleur moyen de faire ressortir la nullité des arguments d'un adversaire, que de faire voir ces arguments à nu; mais, outre que nos lecteurs les connaissent déjà par la *Défense du projet de loi sur les prisons*, nous aurons occasion bientôt de les mettre en relief de nouveau, en reproduisant le texte de la discussion devant la Chambre, attendu que quelques députés, adversaires du projet, se sont aventurés jusqu'à s'en faire une arme à la tribune; arme qui leur a peu servi, comme on vient de le voir.

La réforme des prisons à l'Athénée. — L'Athénée aussi a voulu traiter la question pénitentiaire (26 mai et 4 mars). M. le comte de Castellane, président, avait invité M. Moreau-Christophe à vouloir bien prendre part à la discussion; deux séances entières y ont été consacrées. Les orateurs entendus ont été, outre M. Moreau-Christophe, MM. Marquet-Vasselot, E. Cerfberr, Blot-Lequesne, le docteur Auzias, le docteur Place, Hyp. Bonnellier, Délépine et Lambert.

L'auditoire était aussi nombreux que brillant, et ses applaudissements ont témoigné plus d'une fois de ses sympathies pour le système français de l'emprisonnement individuel. Le résumé spirituel du secrétaire-rapporteur, M. Hippeau, a donné gain de cause à ce système, dont le principal défenseur, M. Moreau-Christophe, a été honoré des remerciements votés par le bureau, et confirmés par les bravos de l'assemblée. Ceci prouve à quel point le système dont nous nous sommes fait l'organe, progresse et se popularise dans un monde qui semblait devoir lui rester le plus étranger, le monde élégant, le monde littéraire, le monde des femmes du monde...

La question pénitentiaire à l'Académie de médecine de Bordeaux. — Nos lecteurs savent que l'Académie royale de médecine de Paris a, sur le rapport du célèbre Esquirol, et d'après le mémoire de M. Moreau-Christophe, décidé en 1839, que le système de l'emprisonnement individuel avec travail, conversations avec les directeurs, inspecteurs, aumôniers, etc., ne portait atteinte ni à la santé ni à la raison des détenus. En 1842, un autre corps médical, la Société de médecine de Bordeaux, mit au concours cette question : *Examiner la réforme pénitentiaire dans ses rapports avec la santé des détenus.* Le prix a été partagé, l'année suivante, entre quatre concurrents: MM. Warrentrapp,

Chauffard, Gerbaud et M^{me} Eugénie Niboyet. Le premier concurrent couronné, M. le docteur Varrentrapp, de Francfort sur le Mein, s'est montré, dans son travail, aussi partisan que nous le sommes du système pennsylvanien, entendu comme nous l'entendons. Ce travail est sous presse. Nous en rendrons compte aussitôt après sa publication.

Les incendiaires de Loos. — Jamais l'enceinte d'une cour d'assises n'a offert un spectacle aussi terrible que celui présenté par la cour d'assises du Nord, dans son audience du 6 février. Les nommés Colin, déjà condamné une fois aux travaux forcés à perpétuité pour tentative d'assassinat; Druon, déjà condamné à dix ans de la même peine; Friedlander, déjà condamné deux fois aux travaux forcés à perpétuité pour deux tentatives d'assassinat, étaient accusés d'avoir, le 26 novembre 1843, tenté de mettre le feu aux bâtiments de la maison centrale de Loos, où ils étaient détenus au Quartier-Fort, et d'avoir, par cette tentative, occasionné la mort d'un détenu, nommé Delvigne, et failli occasionner celle de trois autres détenus. Les accusés avouaient qu'ils avaient commis ce crime pour se soustraire, fût-ce par l'échafaud, au régime de la maison centrale. M. Durand, directeur de la prison, entendu comme témoin, ayant déclaré qu'il croyait Friedlander moins coupable que les deux autres, Colin s'est levé et a dit : « Voici pourquoi M. le directeur parle ainsi : ayant bien vu que le feu ne nous réussirait pas cette fois, nous avons voulu nous préparer les moyens de nous venger une autre fois. Nous fîmes ce raisonnement : Friedlander a toujours eu une honne conduite; c'est celui des trois qui a le plus de chances d'être trouvé innocent; il faut le faire passer pour tel et on le renverra dans la détention; il mettra le feu de ce côté là qui brûlera plus facilement que le Quartier-Fort, et puis, enfoncée la bagnole, et plus de centrale! vous comprenez? » — Friedlander : « C'est vrai, tels étaient nos projets. » — Druon : « C'est vrai. Moi, j'en ai fait autant que les autres, et je voudrais en avoir fait davantage! » La fin de l'audience devait dignement couronner ces sauvages déclarations. Dans le cours des débats, M. Guilmot, médecin de la maison centrale, avait démenti un fait allégué par Friedlander. Après les plaidoiries et au moment où le président allait commencer son résumé, un cri part au banc des témoins; M. Guilmot tombe, frappé à la tête d'un des sabots de Friedlander que ce scélérat lui a lancé. Pendant qu'on emporte le blessé, « la mort! » s'écrient les accusés; « C'est la mort qu'il nous faut : plutôt la mort que la maison centrale! » Aussitôt les postes sont triplés. Chaque accusé est tenu par deux gendarmes. Vingt-cinq hommes, la baïonnette au fusil, entourent le banc où ils sont assis. C'est au milieu de cet appareil et d'un auditoire profondément ému par ces scènes que le président fait son résumé, et que les trois accusés sont condamnés à mort. La sentence à peine prononcée, les trois condamnés courbent la tête, et la mort qu'ils invoquaient tout à l'heure comme un bienfait leur apparaît menaçante et terrible. Ils cherchent à l'éloigner et se pourvoient en cassation. Leur pourvoi rejeté, ils s'adressent au Roi, et demandent grâce. Deux mois se passent, pendant lesquels Colin, Druon et Friedlander éprouvent toutes les angoisses de la

crainte et de l'espérance. Leur demande en grâce est rejetée, et l'échafaud, dressé en face de la maison centrale, n'offre plus en sacrifice à la justice humaine que trois pécheurs timides et repentants. Pendant que leurs trois têtes tombaient à la porte, les 1,500 autres détenus de la prison, réunis dans la chapelle, récitaient les prières des agonisants. On gardera long-temps le souvenir dans la maison de cette terrible cérémonie funèbre.

Un assassinat à Melun. — La cour d'assises de Seine-et-Marne a eu à juger, dernièrement, un autre crime commis dans une autre maison centrale. Il s'agissait cette fois des suites de ces liaisons honteuses dont le régime en commun de nos prisons est la source, et que la surveillance la plus active ne peut entièrement empêcher. Voici ce qu'on lit à ce sujet, dans un journal, sous la date du 6 avril 1844 :

Un crime atroce, fruit de ces immoralités sans nom qui se pratiquent si souvent dans nos maisons centrales, en dépit de la surveillance, vient encore d'ensanglanter la maison centrale de Melun.

Defournel avait avec Marchand, jeune homme de vingt ans, de ces relations dont la nature a horreur. Des soupçons d'une infâme jalousie tourmentaient son esprit et avaient allumé en lui une haine profonde contre un nommé Bernard.

Le 28 mars, Defournel avait fait venir Marchand au cabinet de serrurerie où il travaillait; là, après avoir fermé la porte, il lui fit de vifs reproches de ce qu'il *mangeait* avec Bernard (c'est l'expression convenue entre eux), et il leva sur lui un stylet pour le frapper. Marchand éloigna le coup en lui saisissant le bras, et après plus de trois quarts d'heure, il parvint à sortir du cabinet, blessé seulement à la main. Quelques instants plus tard, Bernard, ouvrier chef, entra dans le cabinet. A peine y avait-il mis le pied que Defournel se jeta sur lui, le frappa violemment de plusieurs coups d'une arme pointue; deux de ces coups, portés au cœur et à l'aîne, étaient mortels. La victime tomba en versant des flots de sang et expira quelques minutes après. L'arme de l'assassin était une lime de serrurier qu'il avait aiguisée et effilée avec soin, et qu'il avait même recourbée pour la rendre plus meurtrière. Il ne cacha pas d'ailleurs le motif abominable qui l'a décidé à ce crime. Traduit devant la cour d'assises de Seine-et-Marne, Defournel a été condamné à mort, et exécuté le 15 mai.

Maison d'éducation correctionnelle pour les jeunes filles. — Une ordonnance du roi, du 8 mars 1844, institue maison d'éducation correctionnelle pour les jeunes filles détenues en vertu des articles 66, 67 et 69 du code d'instruction criminelle, les bâtiments qu'occupait l'institution des jeunes aveugles, rue Saint-Victor, transférée aujourd'hui dans l'établissement spécial du boulevard des Invalides.

Personnel des prisons. — 45 frères de la doctrine chrétienne sont partis, le 17 avril, pour la maison centrale de Fontevrault, où ils doivent faire le service de gardiens.

M. Joubert, que M. Lespinassé a remplacé comme directeur à Haguenau, n'ayant pas atteint le temps voulu pour sa retraite, a été nommé sous-directeur à Clairvaux, en remplacement de M. Lespinassé.

M. Bonnet, ancien directeur du Mont-Saint-Michel, a été nommé directeur de la maison centrale de Gaillon, en remplacement de M. Deschamps, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

L'administration des prisons vient de perdre un excellent et digne employé dans la personne de M. Peuvrier, décédé le 10 mai, sous-directeur à Loos, des suites, à ce qu'il paraît, du coup de broche qu'il avait reçu dans l'aîne, deux ans auparavant, alors qu'il était inspecteur à Embrun, fait pour lequel le détenu qui s'en est rendu coupable a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. M. Peuvrier laisse une veuve sans fortune, et trois jeunes filles, dont l'aînée n'a pas douze ans. Nous croyons que la veuve se trouve dans le cas du droit à la retraite, et nous espérons qu'elle l'obtiendra de la justice et de l'humanité du Gouvernement.

Par suite du décès de M. Peuvrier, M. Baille, sous-directeur à Fontevrault, passe, en la même qualité, à la maison centrale de Loos. M. Marquet-Vasselot fils, inspecteur à Beaulieu, a été nommé sous-directeur à Fontevrault, et M. Dosquet, ancien inspecteur à Nîmes et à Haguenau, a été nommé inspecteur à Beaulieu.

M. Paris, instituteur de la maison centrale de Beaulieu, ayant demandé, sans l'obtenir, un congé de dix jours, et étant venu à Paris, à la fin de mai, nonobstant le refus du préfet, le préfet l'a suspendu de ses fonctions avec privation de traitement. Cette décision a reçu l'approbation du ministre.

Madame Lechevalier, inspectrice des maisons de jeunes filles détenues, est nommée, depuis le mois de janvier, inspectrice générale des prisons de femmes.

M. Moreau-Christophe a eu l'honneur d'être reçu, le 23 mai, en audience particulière, par Mgr le duc de Nemours, et de présenter à S. A. R. sa *Défense du projet de loi sur les prisons*.

Entreprises des maisons centrales. — L'adjudication des services de l'entreprise générale de la maison centrale de Clairveaux a eu lieu le 15 février, au profit de MM. Levinville et de Singly, moyennant un prix de journée de 43 c. La nouvelle entreprise commencera le 1^{er} août.

Inspection générale des prisons. — Un arrêté de M. le ministre de l'intérieur, du 25 mai 1844, fixe ainsi qu'il suit la tournée des inspecteurs généraux pour cette année :

1^{er} Arrondissement d'inspection. *Centre.* Maisons centrales de Poissy, Gaillon, Beaulieu. Prisons départementales de Seine-et-Oise, Eure, Calvados, Orne, Mayenne, Sarthe, Eure-et-Loir. M. de Laville de Mirmont, inspecteur général; M. Lohmayer, inspecteur général adjoint.

2^e Arrondissement. *Nord.* Maisons centrales de Clermont, Doullens, Loos, Melun. Prisons départementales de Seine-Inférieure, Oise, Somme, Pas-de-Calais, Nord, Aisne, Seine-et-Marne. M. Martin des Landes, inspecteur général.

3^e Arrondissement. *Est.* Maisons centrales de Clairveaux, Haguenau, Ensisheim. Prisons départementales de Saône-et-Loire, Ain, Isère, Rhône, Loire, Côte-d'Or. M. Tourin, inspecteur général.

4^e Arrondissement. *Sud.* Maisons centrales de Riom, Nîmes, Montpellier, Embrun. Prisons départementales de Vaucluse, Hautes-Alpes, Drôme, Ardèche, Lozère, Haute-Loire, Puy-de-Dôme. M. Ch. Lucas, inspecteur général.

5^e Arrondissement. *Sud-Ouest.* Maisons centrales de Limoges, Eysses, Cadillac. Prisons départementales de la Haute-Vienne, Dordogne, Lot-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes, Gironde. M. Moreau-Christophe, inspecteur général.

6^e Arrondissement. *Ouest.* Maisons centrales du Mont-Saint-Michel, Rennes, Vannes, Fontevrault. Prisons départementales de Loire-Inférieure, Ille-et-Vilaine, Vendée, Deux-Sèvres, Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Indre, Creuze. M. Dugat, inspecteur général. M. E. Cerfber, inspecteur général adjoint.

M. Blouet, inspecteur général des bâtiments des prisons, inspectera les maisons centrales de Poissy, Gaillon, Beaulieu, Mont-St-Michel, Rennes, Vannes, Cadillac, Eysses, Limoges, Fontevrault et 30 prisons départementales.

Société de patronage des jeunes filles libérées du département de la Seine. — Cette société a été fondée, il y a six ans, par madame de Lamartine et par madame la marquise de La Grange. La société compte aujourd'hui plus de 250 pupilles. Elle met ces jeunes filles dans une maison qu'elle a instituée, et elle les y laisse le temps nécessaire pour apprendre un état, pour recevoir une instruction élémentaire, pour être formées aux soins du ménage, et pour revenir aux habitudes d'une vie honnête et religieuse. Elle les place ensuite comme ouvrières ou comme domestiques sous le patronage des dames qui veulent bien se charger de leur surveillance. Il y a 80 jeunes filles ainsi placées. Toutes, dit-on, se conduisent bien et rachètent par leur sagesse les fautes de leur enfance. Pour pouvoir subvenir à toutes ses dépenses la société a besoin que la charité lui vienne en aide. — La présidente, vice-présidente et trésorière de l'ordre sont, mesdames la marquise de La Grange, de Lamartine, comtesse de La Boullerie et Lechevalier.

Colonie agricole de Mettray. — La société paternelle a tenu sa cinquième séance annuelle, le 12 mai, dans la salle du trône, à l'hôtel-de-ville, sous la présidence de M. le comte Duchâtel, ministre de l'intérieur. M. le ministre a rendu compte à l'assemblée de la visite qu'il a faite, l'automne dernier, à la colonie agricole de Mettray, en exprimant sa haute satisfaction pour tout ce qu'il y avait remarqué. Après quoi MM. Demetz, directeur de la colonie, et Gouin, président du comité de finances, ont fait l'exposé, le premier, de la situation morale; le

second, de la situation financière de l'établissement; exposé très-satisfaisant sous ce double rapport. Nous nous proposons de faire connaître prochainement à nos lecteurs, dans son ensemble et dans tous ses détails, cette colonie modèle où sont réunis aujourd'hui plus de 300 enfants. M. le ministre de l'agriculture était assis à côté de son collègue de l'intérieur. La réunion était nombreuse. Nous avons remarqué au bureau, ou sur les sièges réservés près du bureau, MM. le préfet de la Seine, comte Gasparin, vicomte de Flavigny, duc Decazes, comte de Sparre, F. Delessert, Ch. Vernes, Michelot, Blouet, Verdier, Moreau-Christophe, Andryane, etc. Les souscriptions sont toujours reçues chez M. F. Delessert, trésorier.

Association de fabricants et artisans pour l'adoption des jeunes orphelins pauvres. Outre les orphelins qu'elle fait élever et place en apprentissage, cette société prend sous sa protection les enfants dont le père est sous le poids d'une grave condamnation, lorsque la durée de la détention est au moins égale à la durée présumée de l'apprentissage. Les services rendus par cette société modeste, que préside M. Auguste Michelot et qui fait plus de besogne que de bruit, sont incalculables. L'assemblée générale annuelle a eu lieu à l'hôtel-de-ville, le 5 mai, sous la présidence de M. le baron Charles Dupin, pair de France. Après le compte rendu des travaux de l'année 1843, et la distribution des prix aux orphelins et orphelines, il a été procédé au tirage d'une loterie, pour laquelle la famille royale avait bien voulu envoyer plusieurs lots. Les orphéonistes de la méthode Wilhem ont exécuté, sous la direction de M. Hubert, inspecteur général de l'enseignement du chant dans les écoles, plusieurs morceaux pleins d'harmonie qui ont vivement ému l'auditoire. Les souscriptions et offrandes sont reçues chez M. Paillottet, trésorier, rue Michel-Lecomte, 31.

Exposition de l'industrie. Condamnés.—Parmi les objets qu'offre cette année à l'admiration ou à la curiosité publique l'exposition des produits de l'industrie française, on remarque les objets de marbrerie fabriqués dans les ateliers de M. P.-F. Saint-Amant, à la maison centrale d'Eysses (Lot-et-Garonne). Ces objets consistent en pièces tournées, cheminées, colonnes, balustres, tables rondes, bénitiers, fonts baptismaux, etc. Les marbres sont presque tous de France. Nous avons surtout admiré un bénitier en forme de vasque, orné de feuilles d'eau en marbre blanc de Carrare. Il y a trois ans seulement que M. Saint-Amant a monté cette industrie à Eysses, et il y occupe déjà 150 condamnés. Non loin de l'emplacement qu'occupent les marbres de M. Saint-Amant à l'exposition, se trouve une montre de divers objets fabriqués par les jeunes détenus du pénitencier cellulaire de La Roquette, à Paris. Ces objets, consistant en bijouterie, serrurerie, bronzes, sculptures sur bois, accordéons, cordonnerie, etc., témoignent de l'intelligence industrielle que développé chez ces enfants, n'aguère vagabonds et oisifs, le besoin du travail qu'engendre la cellule.

L'abbé Fissiaux en Algérie.—M. l'abbé Fissiaux, fondateur et directeur du pénitencier agricole de jeunes détenus de Saint-Pierre, à Marseille, doit partir prochainement pour l'Afrique française, avec la mission de fournir à MM. les ministres de la guerre et de l'intérieur des renseignements relatifs au projet d'une colonie agricole sur le versant méridional du Sahel, en Algérie.

Une retraite à Eysses.—M. l'abbé Laroque, missionnaire apostolique, a obtenu de l'Administration l'autorisation de faire une retraite religieuse dans la maison centrale d'Eysses. La retraite a commencé le 3 mai et fini le 12. C'est en plein air, et sous les verts platanes du grand préau de l'infirmerie, que le missionnaire faisait entendre, chaque soir, à six heures, la parole de Dieu aux 1,200 condamnés de la prison, réunis autour de sa chaire. Chaque sermon était précédé d'un cantique chanté par ces 1,200 voix. Après le sermon, tous les détenus se prosternaient vers la croix nouvellement élevée et faisaient entendre ces mots: « Pardonnez-nous, Seigneur! » « Ces 1,200 individus, dit un journal de Lot-et-Garonne, réduits à toutes les privations, placés momentanément dans un monde à part, et suppliant ainsi le Modérateur suprême, offrent un profond enseignement. Lorsque l'homme semble n'avoir plus rien à attendre du monde, l'espérance, cette sœur fidèle de la pauvre humanité, lui montre une patrie plus riche et plus digne de ses efforts! » Nous regrettons de ne pouvoir reproduire, même par une simple analyse, les éloquentes improvisations de l'abbé Laroque. La mort subite d'un détenu, arrivée après un sermon sur la mort, a fourni au prédicateur un texte qui a profondément impressionné son auditoire. Le dimanche 12 mai, Mgr de Vezins, évêque d'Agen, est venu lui-même clore cette touchante retraite. Le pieux prélat a officié pontificalement à un autel improvisé au milieu de la cour et a donné la communion à près de 800 détenus, et la confirmation à 250: 15 gardiens sont venus avec eux à la sainte table. « Revenu sur les premières marches de l'autel, dit le même journal, le prélat porte l'espérance dans tous les cœurs; élevant jusqu'à lui ceux que la justice humaine a frappés, il les appelle *ses amis*, et les invite à la persévérance, qui sera pour eux la conquête précieuse de la paix intérieure. » Toutes les autorités de Villeneuve et tous les employés de la maison ont assisté à cette imposante cérémonie, dont le cœur autant que la mémoire des condamnés gardera, nous l'espérons, un long et fructueux souvenir.

Faute réparée par un bienfait.—Voici un trait inconnu de la vie de M. Laffitte, dont l'exactitude nous est garantie: Il y a plusieurs années, X..., maréchal-dés-logis d'un régiment de cavalerie en garnison à Paris, avait touché, par ordre supérieur, 5,400 fr. destinés à la solde du régiment. Ce malheureux, jusque-là d'une conduite irréprochable, brave soldat, car il en portait la preuve sur sa poitrine; ce malheureux, disons-nous, en traversant le Palais-Royal, eut pour la première fois de sa vie, une pensée criminelle. Porteur d'une somme qui n'était pas à lui, il entra dans une maison de jeu, et, poussé par une infer-

nale tentation, il perdit ce qu'on avait confié à la sauvegarde de son honneur. De retour au quartier, après avoir passé une nuit terrible, comme vous le pensez bien, il fit, le lendemain matin, confidence intime de sa position à un vieil et sincère ami, sous-officier comme lui. Le malheureux X... ne voyait d'autres ressources dans sa situation que la mort. Ce dernier le rappelle à la raison en ranimant son courage. Enfin, après avoir longtemps délibéré, ils décident qu'ils iront chez M. Laffitte.

Deux heures après, tous deux se présentaient à son hôtel, et étaient reçus par le riche banquier avec cette cordialité qui engagea X... à lui faire un aveu sincère et franc de ses torts.

— En effet, dit M. Laffitte, ceci est grave, et 5,400 fr. ne se trouvent pas aisément... Voyons, monsieur, si je vous les prête, quand pensez-vous pouvoir me les rendre ?

— Monsieur !...

— D'abord, quelles sont vos ressources ?

— Hélas, monsieur, je n'ai que ma décoration dont je puisse disposer ; mais, si vous voulez me sauver l'honneur, je vous jure de vous l'apporter fidèlement chaque année, jusqu'à ce que je me sois acquitté envers vous.

— Eh ! eh ! ce sera bien long.

— Monsieur !...

— Est-ce bien sûr encore ?

— Je vous le jure.

— Eh bien, nous verrons.

Quelques minutes après, on comptait à X... 5,400 fr. En échange de cette somme, il signait un acte, garantie de sa parole. Il répara sa faute, et l'on ignora qu'il avait forfait à l'honneur.

Cinq mois après, X... touchait sa décoration, et apportait scrupuleusement ses 250 fr. à M. Laffitte.

— Ah ! dit celui-ci en le voyant entrer dans son cabinet, c'est vous... A la bonne heure, vous êtes un homme de parole.

— Monsieur, voici la somme.

— Que voulez-vous que je fasse de si peu ? Gardez cela...

— Mais, monsieur...

— Seulement, l'année prochaine, venez m'apporter 500 fr.

— Je vous en prie, prenez toujours ceci.

— Non, vous dis-je... Je ne veux pas... J'attends vos 500 fr. dans un an.

Un an s'était écoulé, et X..., passé sous-lieutenant, se présentait de nouveau chez M. Laffitte ; il était porteur d'un billet de 500 fr.

— Allons, lui dit le banquier, décidément vous êtes un honnête homme... Tiens, vous êtes officier, maintenant... C'est très-bien.

— Monsieur, voici les 500 fr.

— X..., vous avez de l'honneur... Gardez cet argent... Reprenez l'acte que vous avez souscrit... Et il poursuivit en lui tendant la main :

— Qué la leçon vous profite !...

Réaction contre les caisses d'épargne. — L'institution des caisses d'épargne a été récemment l'objet d'une sorte de levée de boucliers. Méconnaissant le caractère éminemment démocratique de cette création, des écrivains, sincèrement voués à la défense des intérêts populaires, ont attaqué comme un danger et cherché à détruire comme un embarras pour le pays cet admirable levier d'émancipation progressive des classes laborieuses. La solidarité du crédit de l'état et de la sécurité acquise à l'avoir des caisses d'épargne a été dénoncée et condamnée, alors qu'elle nous semble au contraire receler un des plus notables avantages de l'institution. Il ne s'agissait de rien moins que de limiter d'une manière plus étroite encore le maximum assigné aux versements, et d'imposer aux demandes de remboursement des gênes de telle nature que le caractère de cette grande *banque nationale des travailleurs* aurait été complètement effacé, que ses effets les plus salutaires se seraient évanouis.

Ces terreurs semblaient avoir gagné les hautes régions de la finance ; on parlait déjà d'une proposition dont le Gouvernement allait saisir les Chambres, pour mettre le trésor à l'abri d'une demande subite de remboursement d'une créance qui grossit avec les années.

Mais ce que ces craintes et ces reproches pouvaient avoir de spécieux n'a point tardé à disparaître au contact d'une investigation plus sérieuse et plus attentive. Si les caisses d'épargne ont rencontré des adversaires actifs, elles ont trouvé aussi des défenseurs habiles et dévoués, en tête desquels il est juste de citer MM. de Lamartine et Charles Dupin. La menace d'une révision de la loi dans un sens restrictif a donc avorté.

C'est beaucoup que d'avoir empêché une œuvre de réaction ; mais afin que de pareilles tentatives ne se renouvellent plus, afin que la réserve des classes laborieuses puisse grandir en toute sécurité, il fallait reprendre cette question dans toute son étendue, et, surtout dans un pays oublieux comme le nôtre, rappeler les précédents et justifier la loi du reproche d'imprévoyance qu'on lui a trop légèrement adressé.

Ce travail a été accompli par le zélé défenseur des caisses d'épargne, M. le baron C. Dupin ; il a réuni dans un volume, qui porte pour titre : *Constitution, histoire et avenir des caisses d'épargne en France*, tous les documents législatifs concernant cette grande institution. Les rapports faits aux deux Chambres tant en 1835 qu'en 1837, la discussion des diverses dispositions, les opinions des hommes qui ont le plus contribué à l'établissement des caisses d'épargne, tout s'y trouve reproduit ; nous signalerons notamment un travail de M. Charles Dupin sur la stabilité des dépôts aux caisses d'épargne, travail qui date de 1837 et qui répond à l'avance aux objections soulevées dans ces derniers temps.

En étudiant avec une attention sévère ces nombreux documents, on en vient à s'étonner qu'au lieu de saluer avec joie et reconnaissance la prospérité d'une institution liée d'une manière si intime au progrès des classes laborieuses, on soit arrivé à redouter l'excès même de cette prospérité.

Le capital sans cesse croissant des caisses d'épargne, c'est la *liste civile du peuple*. La seule question qui mérite aujourd'hui l'attention

des esprits sérieux est celle de savoir à quelle destination devra servir cette magnifique réserve de la nation. Tel est le problème à la solution duquel nous nous proposons d'apporter le concours de nos efforts.

HOLLANDE.

Réforme des prisons et du code pénal. — Nous avons sous les yeux l'exposé des motifs et le texte des divers projets de loi présentés aux Etats généraux, en novembre 1843, pour la réforme des prisons et les modifications qui doivent en être la suite dans le code pénal néerlandais. Nous regrettons de ne pouvoir, en ce moment, donner place dans notre Revue à ce document important, dont nous devons la traduction à l'obligeante coopération de deux jeunes avocats d'Amsterdam, MM. Nartogh et Neemskerck. Mais nous le ferons connaître lors de la discussion législative qui aura lieu dans le cours de la session prochaine. Constatons seulement ici que le système cellulaire de jour et de nuit est la base fondamentale de la réforme proposée.

Constatons également que la dix-huitième assemblée générale de la Société néerlandaise pour l'amélioration morale des prisonniers, vient d'avoir lieu à Amsterdam. Les directeurs annoncent, dans leur rapport annuel, que la Commission envoyée en Angleterre et en Ecosse, il y a un an, pour y étudier le système pénitentiaire pennsylvanien, a conclu pour le régime cellulaire.

HONGRIE.

Discussion du projet de code pénal et des prisons. — Ce projet, élaboré par une Commission nommée dans le sein de la Diète, se compose de trois parties : 1° crimes et délits et leurs peines ; 2° instruction criminelle ; 3° régime des prisons. En ce qui touche les prisons, le projet consacre le système de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit, et, en conséquence, il abrège l'ancienne durée des peines privatives de la liberté. La seconde Chambre (table des Etats) adopta cette partie du projet ; mais la première Chambre (table des Magnats) s'en écarta en prenant les résolutions suivantes : 1° Il sera construit, en attendant, une prison-modèle d'après le système pennsylvanien ; la construction, suivant le même système, des autres prisons dont il est question au projet, sera différée jusqu'à ce que la théorie de l'isolement absolu ait reçu l'approbation de l'expérience ; une proposition tendant à construire également une prison-modèle d'après le système d'Auburn ne fut pas adoptée. 2° Comme les expériences nécessaires sur les effets de la prison-modèle exigeront un assez long espace de temps, et que, pendant cet intervalle, les prisons actuelles ne pourront pas rester dans l'état défectueux où elles se trouvent, ces prisons seront réformées provisoirement d'après un projet déjà préparé en 1827 par une Commission de la Diète. 3° Quant aux condamnés détenus dans ces dernières prisons, on établira provisoirement un nouveau taux de la durée des peines. Cette résolution, communiquée le 22 février à la table des Etats, ne fut pas adoptée par celle-ci, qui persista dans sa résolution antérieure. (Extrait de la *Revue de droit français et étranger*, mai 1844, p. 399.)

ALLEMAGNE.

Annales des prisons. — MM. Julius, Noellner et Varentrapp publient, depuis le mois d'août 1842, un recueil périodique trimestriel ayant pour titre : *Jahrbücher der Gefaengniss-Kunde und Besserungsanstalten*. ANNALES DES PRISONS ET DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES. Ce recueil a nécessairement quelque analogie avec le nôtre. Il est écrit dans un but tout pennsylvanien. Nous rendrons compte prochainement des divers articles qui composent les livraisons parues.

Réforme morale des détenus. — M. Müller, prêtre catholique, docteur en théologie, membre du chapitre cathédral de Fribourg (Bade), vient de faire paraître une brochure fort intéressante sous ce titre : « Les systèmes pénitentiaires produiront-ils le véritable amendement des détenus, sans l'influence de la religion et de l'église ? » (*Werden Pœnitentiär-Systeme ohne den Einfluss der Religion und Kirche zur wahren Besserung der Gefangenen in den Strafanstalten vollkommen wirksam seyn?*) Carlsruhe, 1843.

On lit, à ce sujet, dans la *Revue étrangère et française de législation* : « M. Müller s'est déjà fait connaître en Allemagne par plusieurs travaux concernant les prisons : deux de ses publications, les *CONTES MORAUX à l'usage des détenus (Erbauungs-Buch für Gefangene)* et la *BIBLE CHRÉTIENNE DES PRISONNIERS (Christliche Bibel für Gefangene)*, viennent d'être traduits en français, sous les yeux de M. Moreau-Christophe, inspecteur général des prisons (1). L'opuscule que nous annonçons a pour objet de démontrer que l'amendement des détenus ne saurait être complètement obtenu sans l'intervention active des secours de la religion, quel que soit le système pénitentiaire que l'on adoptera. Cette thèse ne pouvait mieux être développée que par un prêtre auquel des travaux antérieurs ont déjà assuré une position supérieure dans la hiérarchie ecclésiastique. Du reste, les visites réitérées que M. Müller a faites dans diverses prisons de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, l'ont mis à même d'apprécier l'état moral des détenus et la nécessité de les réformer. »

PRUSSE.

Bettina et Georges Sand. — Si la France a sa Georges Sand, la Prusse a sa Bettina.

Bettina, si connue en Allemagne par sa liaison avec Goethe, a publié récemment sous ce titre : *Ce livre appartient au roi*, un ouvrage qui est un véritable phénomène dans la littérature d'outre Rhin. Il est hors de doute que la police aurait saisi ce livre, si Bettina, l'enfant gâtée de l'Allemagne, n'en était l'auteur ; car toutes les brochures qu'a suscitées l'apparition de cet écrit ont été saisies par l'autorité, qui vient encore

(1) Cette traduction n'est pas aussi avancée que l'annonce la *Revue de législation*. Mais M. Moreau-Christophe s'en occupe.

des esprits sérieux est celle de savoir à quelle destination devra servir cette magnifique réserve de la nation. Tel est le problème à la solution duquel nous nous proposons d'apporter le concours de nos efforts.

HOLLANDE.

Réforme des prisons et du code pénal. — Nous avons sous les yeux l'exposé des motifs et le texte des divers projets de loi présentés aux Etats généraux, en novembre 1843, pour la réforme des prisons et les modifications qui doivent en être la suite dans le code pénal néerlandais. Nous regrettons de ne pouvoir, en ce moment, donner place dans notre Revue à ce document important, dont nous devons la traduction à l'obligeante coopération de deux jeunes avocats d'Amsterdam, MM. Nartogh et Neemskerk. Mais nous le ferons connaître lors de la discussion législative qui aura lieu dans le cours de la session prochaine. Constatons seulement ici que le système cellulaire de jour et de nuit est la base fondamentale de la réforme proposée.

Constatons également que la dix-huitième assemblée générale de la Société néerlandaise pour l'amélioration morale des prisonniers, vient d'avoir lieu à Amsterdam. Les directeurs annoncent, dans leur rapport annuel, que la Commission envoyée en Angleterre et en Ecosse, il y a un an, pour y étudier le système pénitentiaire pennsylvanien, a conclu pour le régime cellulaire.

HONGRIE.

Discussion du projet de code pénal et des prisons. — Ce projet, élaboré par une Commission nommée dans le sein de la Diète, se compose de trois parties : 1° crimes et délits et leurs peines ; 2° instruction criminelle ; 3° régime des prisons. En ce qui touche les prisons, le projet consacre le système de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit, et, en conséquence, il abrège l'ancienne durée des peines privatives de la liberté. La seconde Chambre (table des Etats) adopta cette partie du projet ; mais la première Chambre (table des Magnats) s'en écarta en prenant les résolutions suivantes : 1° Il sera construit, en attendant, une prison-modèle d'après le système pennsylvanien ; la construction, suivant le même système, des autres prisons dont il est question au projet, sera différée jusqu'à ce que la théorie de l'isolement absolu ait reçu l'approbation de l'expérience ; une proposition tendant à construire également une prison-modèle d'après le système d'Auburn ne fut pas adoptée. 2° Comme les expériences nécessaires sur les effets de la prison-modèle exigeront un assez long espace de temps, et que, pendant cet intervalle, les prisons actuelles ne pourront pas rester dans l'état défectueux où elles se trouvent, ces prisons seront réformées provisoirement d'après un projet déjà préparé en 1827 par une Commission de la Diète. 3° Quant aux condamnés détenus dans ces dernières prisons, on établira provisoirement un nouveau taux de la durée des peines. Cette résolution, communiquée le 22 février à la table des Etats, ne fut pas adoptée par celle-ci, qui persista dans sa résolution antérieure. (Extrait de la *Revue de droit français et étranger*, mai 1844, p. 399.)

ALLEMAGNE.

Annales des prisons. — MM. Julius, Noellner et Varrentrapp publient, depuis le mois d'août 1842, un recueil périodique trimestriel ayant pour titre : *Jahrbücher der Gefaengniss-Kunde und Besserungsanstalten*. ANNALES DES PRISONS ET DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES. Ce recueil a nécessairement quelque analogie avec le nôtre. Il est écrit dans un but tout pennsylvanien. Nous rendrons compte prochainement des divers articles qui composent les livraisons parues.

Réforme morale des détenus. — M. Müller, prêtre catholique, docteur en théologie, membre du chapitre cathédral de Fribourg (Bade), vient de faire paraître une brochure fort intéressante sous ce titre : « Les systèmes pénitentiaires produiront-ils le véritable amendement des détenus, sans l'influence de la religion et de l'église ? » (*Werden Pœnitentiär-Systeme ohne den Einfluss der Religion und Kirche zur wahren Besserung der Gefangenen in den Strafanstalten vollkommen wirksam seyn*) ? Carlsruhe, 1843.

On lit, à ce sujet, dans la *Revue étrangère et française de législation* : « M. Müller s'est déjà fait connaître en Allemagne par plusieurs travaux concernant les prisons : deux de ses publications, les *CONTES MORAUX à l'usage des détenus (Erbauungs-Buch für Gefangene)* et la *BIBLE CHRÉTIENNE DES PRISONNIERS (Christliche Bibel für Gefangene)*, viennent d'être traduits en français, sous les yeux de M. Moreau-Christophe, inspecteur général des prisons (1). L'opuscule que nous annonçons a pour objet de démontrer que l'amendement des détenus ne saurait être complètement obtenu sans l'intervention active des secours de la religion, quel que soit le système pénitentiaire que l'on adoptera. Cette thèse ne pouvait mieux être développée que par un prêtre auquel des travaux antérieurs ont déjà assuré une position supérieure dans la hiérarchie ecclésiastique. Du reste, les visites réitérées que M. Müller a faites dans diverses prisons de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, l'ont mis à même d'apprécier l'état moral des détenus et la nécessité de les réformer. »

PRUSSE.

Bettina et Georges Sand. — Si la France a sa Georges Sand, la Prusse a sa Bettina.

Bettina, si connue en Allemagne par sa liaison avec Goethe, a publié récemment sous ce titre : *Ce livre appartient au roi*, un ouvrage qui est un véritable phénomène dans la littérature d'outre Rhin. Il est hors de doute que la police aurait saisi ce livre, si Bettina, l'enfant gâtée de l'Allemagne, n'en était l'auteur ; car toutes les brochures qu'a suscitées l'apparition de cet écrit ont été saisies par l'autorité, qui vient encore

(1) Cette traduction n'est pas aussi avancée que l'annonce la *Revue de législation*. Mais M. Moreau-Christophe s'en occupe.

d'interdire un ouvrage intitulé : *Bettina et son livre royal*, et publié à Hambourg. — Le livre de Bettina est divisé en deux parties, sous la forme d'un dialogue entre la mère de Goethe, un curé et un conservateur. — Dans la première partie, l'auteur passe condamnation sur toute religion d'état, notamment sur le christianisme. Dans la seconde partie, elle fait une description frémissante de la misère du peuple de Berlin. Elle cherche à prouver que tout criminel est, pour ainsi dire, un crime de l'Etat, et que c'est la société qui est responsable des désordres du peuple. On est étonné de la hardiesse de Bettina et de ses paradoxes brillants. C'est ainsi qu'elle s'écrie dans un accès d'indignation : *Il y a plus d'hommes de génie et de talent dans le baigne de Toulon et dans la prison de ville à Berlin que dans toutes les administrations françaises et prussiennes.* Elle voudrait que le roi donnât l'absolution aux criminels distingués, pour en faire ses serviteurs les plus actifs et les plus dévoués. — On conçoit facilement que ces doctrines effarouchent tant soit peu les gens ; « mais, nous écrit-on de Berlin, la voix de Bettina n'en retentit pas moins dans le cœur de tous les hommes qui désirent améliorer le sort du malheureux prolétaire. Une société vient de se former dans notre ville, dans le but de publier la biographie pathologique et psychologique de tous les criminels hors ligne. Le gouvernement a mis à sa disposition les archives de la police prussienne. Nous aurons donc une chronique nationale de tous nos hommes distingués, c'est-à-dire de ceux qui, d'après Bettina, se seraient distingués dans d'autres conditions sociales. »

Biographie des criminels célèbres. — A l'appui de ce que nous annonçons notre correspondant de Berlin, à la fin de l'article qui précède, nous apprenons qu'en effet le ministre de la justice a nommé une commission chargée d'écrire les biographies des plus grands criminels que les tribunaux de Prusse ont jugés depuis dix ans ; mais de manière à y faire ressortir surtout les causes des crimes et délits commis par eux. — Cette Commission se compose de trois jeunes criminalistes distingués : MM. Stieber, Temne et Noellner, dont le choix fournit une preuve éclatante de l'impartialité du gouvernement, car ils appartiennent tous à l'opposition, et l'un d'eux, M. Stieber, est auteur d'un livre qui a puissamment contribué à faire rejeter, par les dernières assemblées d'Etat, le projet de code pénal et de procédure criminelle que le gouvernement leur avait présenté.

ANGLETERRE.

Second rapport sur Pentonville. — La Commission administrative de la prison cellulaire de Pentonville, à Londres, vient de publier son second rapport, sous la date du 10 mars 1844. — Ce rapport, signé de lord Richmond, de lord John Russell, et autres personnages éminents, réfute de la manière la moins équivoque les fausses assertions et les faits controuvés du *Times* et de M. Léon Faucher contre le régime de cette prison. Une note manuscrite, jointe à l'exemplaire que nous avons reçu, ajoute que le directeur du *Times* a exclu de sa rédaction

le collaborateur qui lui avait fourni ces faux renseignements. Cela fait honneur au journal anglais. Le *Sivècle*, qui a accueilli trop légèrement et propagé la même erreur, s'honorerait de même en la rectifiant. — Nous nous proposons de donner la traduction de ce rapport dans l'une de nos prochaines livraisons.

RUSSIE.

Société pour les prisons. — En ce moment où l'attention publique se porte sur les graves questions discutées à la Chambre des députés, on ne lira pas sans intérêt le sommaire du rapport sur les prisons russes que le comte Benkendorf vient de présenter à l'empereur Nicolas. Le comte Benkendorf est un des aides-de-camp généraux de l'empereur, et le chef des sociétés russes pour les prisons.

« Il existe déjà des sociétés pour les prisons dans 43 gouvernements : leur but est d'améliorer l'état moral et physique des prisonniers.

» La somme d'argent accordée à ces sociétés par le Gouvernement offre tous les ans un excédant considérable ; avec ce qu'elles y ajoutent de propres sacrifices, ces montants au profit des prisonniers sont employés dans des vues pour lesquelles le Gouvernement n'a pas fixé de subsides. Par suite de ce procédé, les sociétés ont épargné en 1842, 73,148 roubles d'argent (le rouble vaut 4 fr.), et le 1^{er} janvier 1843, elles avaient à leur disposition un fonds de 453,829 roubles. En 1842, il se forma dans les gouvernements et dans les villes de districts, 43 nouveaux comités de ces sociétés, ce qui dans tout l'Empire en avait élevé le nombre à 237. Les prisonniers étaient au nombre de 229,760, dont 55,593 grands criminels ; 65,593 coupables de moindres délits ; 106,619 avaient été condamnés à l'exil et aux travaux forcés en Sibérie.

» La sphère administrative des sociétés pour les prisons embrasse cinq objets : 1^o bonne distribution locale des prisonniers ; 2^o soin de leur subsistance ; 3^o fourniture de vêtements, de linge, etc. ; 4^o soin des malades ; 5^o amélioration des mœurs.

» Les détenus sont répartis dans les prisons selon le sexe, l'âge et la gravité de leurs délits ; les sociétés sacrifient de fortes sommes pour rendre les localités meilleures. Lorsqu'en 1842 la ville de Kasan fut devenue la proie d'un grand incendie qui réduisit la prison en cendres, le comité du lieu la fit immédiatement rebâtir. Jusqu'ici les maisons d'étapes, placées de loin en loin sur les routes que suivent les détenus condamnés à l'exil, se trouvaient en mauvais état. Le local en était si étroit, que des gens arrêtés pour de légers délits ne pouvaient, quand on y passait la nuit, être séparés de brigands et d'incendiaires, ni même les hommes des femmes, ce qui devait favoriser le vice et la débauche. Actuellement, le directeur général et le ministre de l'intérieur unissent leurs efforts pour remédier à cet inconvénient par l'érection de meilleures maisons d'étapes.

» Les enfants mineurs de criminels incarcérés sont placés dans les collèges de bienfaisance publique, qui en prennent soin tant que dure

la punition de leurs parents. Les comités fournissent aux prisonniers des vivres en quantité suffisante, mais qu'ils doivent apprêter eux-mêmes. Les dimanches et les jours de fête, ils ont une nourriture meilleure que les jours de semaine. En 1842, le Gouvernement avait employé 201,012 roubles pour cet objet. Les comités reçoivent, en outre, des populations locales, les plus abondants secours pour améliorer la subsistance des prisonniers. A la vérité, le Gouvernement est légalement tenu de fournir aux prisonniers des vêtements, du linge et des chaussures; mais pour lui épargner jusqu'à cette dépense, la plupart des comités des prisons leur procurent ces articles ainsi que les lits. Les détenus sont obligés aussi de confectionner leurs vêtements eux-mêmes; s'ils s'en chargent pour ceux qu'on doit transporter en Sibérie, ils sont payés d'après un tarif. Les comités ont grand soin des malades; ils consacrent également de grandes sommes à la construction de nouveaux hôpitaux, à l'achat des remèdes, au paiement des médecins, etc.

« Jusqu'ici les détenus frappés d'aliénation mentale n'ayant pu, faute de place, être toujours reçus dans l'Institut central des aliénés, ont dû demeurer longtemps dans la compagnie des autres malfaiteurs, ce qui ne pouvait qu'accroître leurs maux, et causer beaucoup d'embarras aux autres. Maintenant on fonde un institut particulier pour les recevoir en attendant qu'ils puissent entrer dans l'institut de cette ville.

« Pour donner un aliment religieux aux prisonniers, des ecclésiastiques de leurs diverses croyances célèbrent un culte public les dimanches et les jours de fête dans les églises des prisons, ou dans les paroisses où ils sont conduits sous escorte. Souvent ces ecclésiastiques, par leurs discours et par leurs entretiens avec les prisonniers, sont parvenus à faire repentir de leurs méfaits les plus endurcis scélérats. Les comités leur font remettre des écrits moraux et religieux, sur le contenu desquels leurs membres s'entretiennent souvent avec eux. En 1813, les comités employèrent 16,693 roubles d'argent, uniquement à réparer les églises des prisons, à augmenter le salaire des ecclésiastiques qui y sont, et à faire des achats de livres.

« Pour soustraire les prisonniers à l'oisiveté, on leur fournit sans cesse des occupations utiles, pendant lesquelles ils sont surveillés de jour et de nuit. Pour les garder, on choisit de préférence des soldats licenciés; à part les travaux dont on a déjà fait mention, on les occupe à des objets d'économie, à l'exercice des métiers, dont ils retirent le produit, à des travaux publics au profit des communes municipales, au creusement des canaux, à l'aplanissement des rues, à la construction des grandes routes, etc., travaux qui leur sont rétribués. »

DOCUMENTS OFFICIELS

SUR

LE PÉNITENCIER DE L'EST, OU DE CHERRY-HILL,
A PHILADELPHIE.

Aux États-Unis d'Amérique.

Extraits

DES RAPPORTS ANNUELS LUS AU SÉNAT ET A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE
L'ÉTAT DE PENNSYLVANIE, DEPUIS L'OUVERTURE DU PÉNITENCIER, EN 1829
JUSQU'AU 8 MARS 1843.

TRADUITS

Par ordre de M. le Comte DUCHATEL,
Ministre Secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

PAR

M. Moreau-Christophe,
Inspecteur général des prisons de France.

ANNÉE 1829 (six derniers mois).

I^{er} Rapport du Conseil des Inspecteurs.Ouverture du pénitencier. — Population. — Personnel. — Nécessité d'un
Instructeur moral salarié.

* Les Inspecteurs nommés par la Cour suprême de Pennsylvanie pour le pénitencier central de l'Est, ont l'honneur de soumettre aux deux Chambres de la Législature, conformément à l'Acte du 23 avril 1829, leur premier rapport sur ce pénitencier.

* Le personnel supérieur du pénitencier se compose de MM. Samuel R. Wood, gouverneur (1), docteur Franklin Bache, médecin, et John Noavel, greffier.

(1) Il y a dans le texte *Warden*, mais ce mot ne signifie pas toujours *gardien*. On dit *the Warden of a college* pour le directeur d'un collège; on dit aussi *Warden of the cinque ports*, gouverneur des cinq ports, etc. Le mot *keeper* signifie proprement *gardien*. Nous avons donc cru devoir traduire *WARDEN* par gouverneur, parce que le chef d'un pénitencier n'est point un gardien, mais réellement un directeur, un surintendant, un gouverneur. Les Anglais disent *governor*.

la punition de leurs parents. Les comités fournissent aux prisonniers des vivres en quantité suffisante, mais qu'ils doivent apprêter eux-mêmes. Les dimanches et les jours de fête, ils ont une nourriture meilleure que les jours de semaine. En 1842, le Gouvernement avait employé 201,012 roubles pour cet objet. Les comités reçoivent, en outre, des populations locales, les plus abondants secours pour améliorer la subsistance des prisonniers. A la vérité, le Gouvernement est légalement tenu de fournir aux prisonniers des vêtements, du linge et des chaussures; mais pour lui épargner jusqu'à cette dépense, la plupart des comités des prisons leur procurent ces articles ainsi que les lits. Les détenus sont obligés aussi de confectionner leurs vêtements eux-mêmes; s'ils s'en chargent pour ceux qu'on doit transporter en Sibérie, ils sont payés d'après un tarif. Les comités ont grand soin des malades; ils consacrent également de grandes sommes à la construction de nouveaux hôpitaux, à l'achat des remèdes, au paiement des médecins, etc.

« Jusqu'ici les détenus frappés d'aliénation mentale n'ayant pu, faute de place, être toujours reçus dans l'Institut central des aliénés, ont dû demeurer longtemps dans la compagnie des autres malfaiteurs, ce qui ne pouvait qu'accroître leurs maux, et causer beaucoup d'embarras aux autres. Maintenant on fonde un institut particulier pour les recevoir en attendant qu'ils puissent entrer dans l'institut de cette ville.

« Pour donner un aliment religieux aux prisonniers, des ecclésiastiques de leurs diverses croyances célèbrent un culte public les dimanches et les jours de fête dans les églises des prisons, ou dans les paroisses où ils sont conduits sous escorte. Souvent ces ecclésiastiques, par leurs discours et par leurs entretiens avec les prisonniers, sont parvenus à faire repentir de leurs méfaits les plus endurcis scélérats. Les comités leur font remettre des écrits moraux et religieux, sur le contenu desquels leurs membres s'entretiennent souvent avec eux. En 1813, les comités employèrent 16,693 roubles d'argent, uniquement à réparer les églises des prisons, à augmenter le salaire des ecclésiastiques qui y sont, et à faire des achats de livres.

« Pour soustraire les prisonniers à l'oisiveté, on leur fournit sans cesse des occupations utiles, pendant lesquelles ils sont surveillés de jour et de nuit. Pour les garder, on choisit de préférence des soldats licenciés; à part les travaux dont on a déjà fait mention, on les occupe à des objets d'économie, à l'exercice des métiers, dont ils retirent le produit, à des travaux publics au profit des communes municipales, au creusement des canaux, à l'aplanissement des rues, à la construction des grandes routes, etc., travaux qui leur sont rétribués. »

APPENDICE.

DOCUMENTS OFFICIELS

LE PENITENCIER DE L'EST, OU DE CHERRY-HILL,
A PHILADELPHIE.

Aux Etats-Unis d'Amérique.

Traduits

DES RAPPORTS ANNUELS LES AU SENAT ET A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE
L'ETAT DE PENNSYLVANIE, DEPUIS L'OUVERTURE DU PENITENCIER, EN 1829,
JUSQU'AU 8 MARS 1843.

TRADUITS

Par ordre de M. le Comte DUCHATEL,

Ministre Secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

PAR

M. Harbou-Christophe,

Inspecteur général des prisons de France.

ANNEE 1829 (six derniers mois).

I. Rapport du Conseil des Inspecteurs.

Ouverture du pénitencier. — Population. — Personnel. — Nécessité d'un
instructeur moral salarié.

• Les Inspecteurs nommés par la Cour suprême de Pennsylvanie pour le pénitencier central de l'Etat, ont l'honneur de soumettre aux deux Chambres de la Législature, conformément à l'Acte du 23 avril 1829, leur premier rapport sur ce pénitencier.

• Le personnel supérieur du pénitencier se compose de MM. Samuel R. Wood, gouverneur (1); docteur Franklin Bachs, médecin, et John Noavel, greffier.

(1) Il y a dans le texte *warden*, mais ce mot ne signifie pas toujours *gardien*. On dit *the warden of a college*, pour le supérieur d'un collège; ou dit aussi *warden of the cinque ports*, gouverneur des cinq ports, etc. Le mot *keeper* signifie proprement *gardien*. Nous avons donc cru devoir traduire *warden* par *gouverneur*, parce que le chef d'un pénitencier n'est point un gardien, mais réellement un directeur, un surintendant, un gouverneur. Les Anglais disent *governor*.

Six mois seulement s'étant écoulés depuis le 1^{er} juillet 1829, date de l'occupation du pénitencier, le chiffre des condamnés entrés depuis cette époque n'a été que de neuf.

Avec une si petite population et dans un si court espace de temps, nous ne pouvons constater aucun fait qui prouve l'efficacité du système du confinement solitaire avec travail; mais nous ne doutons pas que cette efficacité ne ressorte évidente et positive de l'expérience qui s'en fera successivement pendant la série d'années qui vont suivre. Bientôt nous serons à même d'émettre notre opinion à son sujet, pour ou contre.

Chargés de nous enquerir des moyens de procurer l'instruction religieuse aux détenus, nous sommes d'avis que la meilleure voie à prendre pour y arriver est de choisir, dans ce but, un homme spécial exclusivement occupé de cet unique devoir. Nous sommes également d'avis que cet instructeur moral ne peut consacrer tout son temps à son œuvre, si la Législature ne lui alloue un traitement convenable.

Philadelphie, 2 janvier 1830.

Signé Charles S. COXE, président;
John SWIFT, secrétaire.

1^{er} Rapport du Gouverneur.

Travail cellulaire. — Ses conditions. — Son but moral. — Ses résultats financiers probables.

Le Gouverneur du pénitencier de l'Est a l'honneur de soumettre au Conseil des Inspecteurs son premier rapport sur ce pénitencier...

Je me réjouis qu'il ne soit jamais entré dans la politique de la Législature de cet État de spéculer sur les bras des détenus, et de sacrifier leur salut et leur bien-être au lucre qu'on en peut tirer. C'est de plus haut que la Législature envisage la question du travail des condamnés. C'est surtout en vue de les moraliser, tout en leur infligeant la peine légale qu'ils ont encourue, qu'elle leur a érigé cet établissement: c'est enfin pour que le travail devienne profitable aux condamnés eux-mêmes, qu'elle en a ordonné l'introduction dans chaque cellule, et non pour que l'État se rembourse de ses dépenses sur son produit. Cependant, si l'on pouvait atteindre l'un et l'autre but sans sacrifier l'un à l'autre, on ne pourrait que s'en féliciter. Or, c'est ce qui doit arriver dans le pénitencier de Philadelphie. Ce n'est pas que les six mois qui se sont écoulés depuis son ouverture aient pu encore m'en fournir

la preuve; ce temps est beaucoup trop court pour cela; mais rien ne m'a porté à me départir de l'opinion que j'ai toujours émise, qu'un prisonnier, qui aurait deux années ou plus à passer en cellule, gagnerait, avec le produit de son travail, de quoi satisfaire à toutes ses dépenses depuis le jour de son entrée jusqu'à celui de sa sortie. Les prisonniers ont été jusqu'à ce jour obéissants et exemplaires dans leur conduite. Ce qu'ils paraissent désirer le plus c'est le travail, et quand il leur en a été fourni, ils ont fait leur besogne avec assiduité et intelligence. Ceux qui savent déjà un état montrent une adresse et une ambition qui dépassent mon attente. N'ayant rien qui détourne leur attention, et pouvant travailler douze heures par jour, au moins, durant toute la saison, en raison de la facilité sans danger qu'on a de leur procurer de la lumière dans leur cellule, le travail cellulaire présente pour eux et pour la société des avantages inappréciables. Je persiste donc plus que jamais dans l'opinion que, quand le travail sera partout organisé comme il doit l'être, dans toutes les cellules, il deviendra une source de bénéfices moraux et pécuniaires dont la société tirera profit autant que les individus.

Mais, pour cela, il faut que la Législature mette à la disposition de l'administration du pénitencier une somme assez forte pour pouvoir approvisionner constamment d'ouvrage chaque cellule, et pour pouvoir acheter les outils, mécaniques, matières premières et fournitures nécessaires; — ce qui, malheureusement, a manqué jusqu'ici, à cause des grandes dépenses qu'a occasionnées la construction du pénitencier.

Pour ce qui est de la discipline, je puis dire que l'objet principal du système est complètement atteint, en ce que les hôtes de la prison ne peuvent absolument ni se parler ni se connaître.

(NOTA. Le premier rapport du médecin manque.)

ANNÉE 1830.

2^o Rapport du Conseil des Inspecteurs.

Qualités requises du Gouverneur. — Éloge de M. Wood. — Insuffisance des prédications gratuites. — Solitude absolue rejetée. — Avantages de la solitude avec travail. — Aptitude au travail des détenus cellulés. — Leur travail suffit à leurs dépenses.

Depuis le premier rapport du Conseil, quarante-neuf prisonniers ont été reçus dans le pénitencier, ce qui fait que cinquante-quatre convicts

Y sont maintenant en cellules. Nous avons à constater la mort d'un individu qui était invalide à son arrivée; trois autres sont sortis au terme de leur sentence. Il n'y a eu aucun cas de grâce ou d'évasion; aucun cas de maladie sérieuse ne s'est encore déclaré.

Chaque prisonnier est tenu, à moins d'empêchement, de prendre de l'exercice à l'air libre, dans la petite cour qui est annexée à chaque cellule, pendant une heure chaque jour; ce temps est prolongé au besoin. La santé générale des convicts, tant sous le rapport physique que sous le rapport moral, paraît au Conseil s'être améliorée depuis leur emprisonnement; ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle ne s'est pas détériorée.

Il ne faut pas perdre de vue que la supériorité disciplinaire du système pratiqué à Philadelphie réside, en grande partie, dans la supériorité morale et intellectuelle de celui qui est chargé de sa mise en œuvre. C'est pourquoi nous avons apporté tous nos soins à confier les fonctions de Gouverneur du pénitencier de l'Est à un homme qui fût digne et capable d'en remplir l'objet à la satisfaction des amis du système et au grand profit de la république entière. Nous ne pouvions porter notre choix sur un *gentleman* qui réunit à un plus haut degré que M. Samuel R. Wood les talents, l'expérience et la position sociale, qui sont nécessaires pour pouvoir remplir convenablement l'office de Gouverneur du pénitencier. M. Wood appartient à la Société des Amis (*Quakers*); il est depuis longtemps versé dans la connaissance des manufactures, connaissance d'une grande importance pour les travaux industriels du pénitencier; de plus, M. Wood, s'est pendant longtemps fait remarquer, comme un des membres les plus actifs de la société pour le soulagement des misères des prisons publiques; il a rempli pendant plusieurs années les fonctions d'Inspecteur des prisons de Philadelphie; il a, pendant un tour fait en Europe, visité les plus célèbres prisons du Vieux Monde, et acquis une grande expérience de celles de son pays; enfin il a été nommé l'un des commissaires qui ont présidé à l'érection de notre pénitencier: toutes ces circonstances se réunissent pour faire de M. Wood le meilleur Gouverneur qui se pût rencontrer. Ajoutez que, bien que le système de Philadelphie soit encore à l'état théorique, M. Wood, qui compte déjà parmi ses plus chauds et ses plus intelligents partisans, peut, à bon droit, compter encore parmi ses plus pratiques amis. Nous pensons donc que si notre institution doit réussir, elle réussira surtout sous la direction d'un homme aussi habile; et que si son état actuel présente déjà des avantages marqués, c'est à son Gouverneur qu'elle le doit. Nous sommes heureux de saisir cette occasion de le proclamer hautement.

Quant à l'instruction morale et religieuse à donner aux détenus, nous insistons de nouveau sur ce que nous avons dit à ce sujet dans notre précédent rapport. Il est vrai que plusieurs révérends personnages ont apporté à nos prisonniers, gratuitement et avec un zèle digne des plus grands éloges, le secours de leurs lumières et de leur foi, et que la Société Biblique de Philadelphie a fourni gratuitement des Bibles à tous les convicts. Le révérend Charles R. Demmé, de l'Église luthérienne allemande, a trouvé, entre autres, au milieu des devoirs nombreux de sa charge paroissiale, le temps d'imiter l'exemple de Celui « qui est venu pour appeler, non les justes, mais les coupables à repentance, » en visitant les prisonniers dans leurs cellules solitaires et en leur prêtant l'appui de ses leçons morales et religieuses. Les révérends Samuel W. Crawford, de l'Église presbytérienne réformée, et James Wilson, de l'Église associée réformée, ont agi de même, et le Conseil leur en exprime ici toute sa reconnaissance.... Mais leur intervention n'a été que passagère, et c'est une action morale permanente qu'il serait urgent d'établir.

Le témoignage du médecin, joint à celui du Gouverneur et à nos propres observations, établit ce fait important que, ni la santé du corps ni celle de l'esprit des détenus n'ont eu à souffrir de l'emprisonnement solitaire, mitigé par le travail auquel ils sont soumis dans le pénitencier. Une solitude absolue, prolongée pendant plusieurs années, sans travail et sans instruction morale et religieuse, doit probablement peser d'un poids trop lourd sur le corps et l'âme d'un être aussi sociable que l'homme; aussi le Conseil n'hésite-t-il pas à recommander de la prohiber comme cruelle, injuste, immorale, impolitique: — immorale, en ce que, indépendamment de la perturbation qu'elle jette dans la santé du prisonnier, elle le met dans l'impossibilité d'apprendre à gagner sa vie en prison et hors de la prison; — impolitique, en ce que, prolongée au-delà d'un certain temps, elle a pour résultat inévitable d'aigrir au lieu de réformer, et de faire du prisonnier un ennemi irréconciliable de la société, en même temps qu'elle constitue pour elle une charge qui ne diminue jamais et tend sans cesse à s'accroître. Quand la solitude sans travail devient nécessaire pour réduire des caractères indomptables autrement, le Gouverneur se contente de rendre leur cellule ténébreuse; et cette obscurité de quelques jours suffit pour les faire rentrer en eux-mêmes et pour leur faire demander, comme une grâce, de la lumière, une Bible, et du travail.

Quand un prisonnier arrive, on le laisse seul dans sa cellule, sans travail ni livres. Son esprit, en cet état, ne peut que se replier sur lui-même, et, le plus ordinairement, au bout de quelques heures, il

demande comme une grâce quelque chose à lire ou à faire. Il n'y a pas d'exemple qu'un prisonnier soit ainsi resté plus d'un jour ou deux sans demander une Bible ou de l'ouvrage. Si le prisonnier sait un état qu'il puisse exercer dans sa cellule, on lui permet de le continuer, comme une faveur. S'il n'en sait aucun, ou que celui qu'il sait ne puisse s'exercer dans la prison; il en choisit un parmi ceux pratiqués dans le pénitencier, et l'un des gardiens devient son maître d'apprentissage. S'il se conduit bien, on lui donne une Bible ou quelques traités religieux pour récompense. On les lui retire, ainsi que son ouvrage, à titre de punition.

L'intempérance et l'imprévoyance engendrent le crime; et les prisons sont généralement peuplées d'insensés qui n'ont jamais réfléchi sérieusement à rien; de là, pour les Administrateurs de cet établissement, ce premier but de leurs efforts d'employer tout leur zèle à tourner vers la réflexion l'esprit des condamnés, et à diriger toutes leurs pensées vers eux-mêmes. La solitude apprend à penser, et leur vient puissamment en aide dans ce but. D'un autre côté, la vanité personnelle, qui porte si souvent le prisonnier à s'estimer au-dessus du commun des hommes, parmi les siens, l'abandonne ici dans son isolement et sa faiblesse, personne n'étant plus là pour l'admirer, pour le contempler, pour l'applaudir. Ce mode de punition, appliqué comme il doit l'être, avec humanité, mais avec sévérité, ne peut donc qu'être éminemment propre à briser les caractères les plus endurcis comme à rompre les résistances des cœurs les plus impénitents. Une fois ce premier objet de la discipline pénitentiaire obtenu, le prisonnier, sur qui se fait l'expérimentation de notre système, commence ou finit par apprendre et par sentir que la réflexion morale et religieuse, soutenue par une occupation industrielle journalière, reconforte et ravive sa puissance physique et intellectuelle, enlève à sa solitude toutes ses horreurs, et à sa peine une grande partie de sa sévérité. En cet état, une salubre impression s'opère profondément en lui, et, chéri qu'il est par les gardiens, il n'est plus détourné de bien faire par les railleries de ses compagnons.

Le prisonnier ne voit point le prisonnier et n'en n'est point vu pendant toute la durée de sa peine. Une fois sa peine expirée, il sort, et ses anciens compagnons de crimes et de débauche sont dispersés sur la terre, sous les verroux de la prison, ou sous la pierre de la tombe; et ses regards peuvent se porter autour de lui sans craindre de rencontrer une connaissance fatale qui le pousse à redevenir coupable. Maintenant, il peut marcher ferme dans les voies du bien; maintenant, il pourra gagner honnêtement sa vie. Les nouveaux amis qu'il se fera

ignoreront sa faute, et il n'aura à rougir devant personne de son retour à la vie honnête. L'opinion du Conseil, fondée sur l'expérience qui s'en fait sous ses yeux depuis dix-huit mois, est que le système pénitentiaire suivi à Philadelphie n'est pas plus contraire à la santé et à la raison des détenus, qu'aucun autre système d'emprisonnement, et qu'il a sur tous autres l'avantage de peser durement sur les convicts récalcitrants et intraitables, et de perdre progressivement de son intensité, au fur et à mesure que le convict devient plus doux, plus laborieux, plus repentant.

L'aptitude industrielle des prisonniers cellulés est telle qu'en général il est inutile de leur fixer une tâche, et la solitude est, en cela, une si bonne maîtresse, que très-peu de temps suffit pour leur apprendre un métier. Le premier prisonnier de l'établissement est un nègre, âgé de vingt ans. Il a été élevé dans une ferme. Après quatre jours d'apprentissage, il fit un soulier qui passa avec les autres et fut payé par le traitant.

Il résulte du rapport du Gouverneur, que les dépenses du pénitencier, depuis son ouverture jusqu'au 1^{er} décembre 1830, ont été plus que compensées par le produit du travail des convicts, sauf les salaires des employés qui ont été payés par le trésor public. Quelques prisonniers vieux ou invalides n'ont pu tirer de leur travail de quoi payer leur dépense. Cette exception tend plus à confirmer qu'à détruire la règle que nous avons posée, à savoir: qu'un prisonnier condamné pour un certain temps, pour deux ans au moins, par exemple, peut apprendre un état et l'exercer de telle sorte que, bien qu'il soit en perte au commencement, il gagnera, à la fin, assez d'argent pour que toute sa dépense d'entretien soit couverte par le produit total de son travail, pendant tout le temps et à l'expiration de sa peine.

Signé Charles S. COXE, président;
Thomas BRADFORD, secrétaire.

2^e Rapport du Gouverneur.

Métiers établis. — Produit du travail couvre les dépenses. — Sévérité de la discipline. — Réponse aux objections. — Supériorité du système constatée.

Les cinquante-quatre détenus qu'a renfermés le pénitencier pendant l'année 1830 ont été répartis ainsi qu'il suit, sous le rapport du travail en cellule, savoir: trente-cinq tisseurs, neuf cordonniers, deux tailleurs, un forgeron, un sculpteur, un cuisinier, quatre éplucheurs de laine, un tourneur.

Dans mon rapport de l'année dernière, j'ai émis fermement l'opinion que si l'État pourvoyait le pénitencier de tout ce qui lui est nécessaire pour l'organisation et l'approvisionnement de tous les métiers, tout prisonnier valide, dont la durée de la peine serait de deux ans au moins, pourrait le défrayer, par son travail, de ses dépenses d'entretien. Je suis heureux d'avoir à constater que l'expérience d'une année a complètement justifié mon assertion, que même elle l'a réalisée; car, à l'exception de quatre prisonniers, qui sont ici depuis six mois seulement, tous les autres gagnent maintenant leur entretien.

Beaucoup de nouveaux entrés, actuellement en apprentissage, gagnent fort peu de chose : de là le déficit qui se trouve à leur compte, et qu'auront à supporter les comtés qui les ont envoyés. Mais, comme il y a lieu de croire que la balance sera plus que rétablie l'an prochain, j'ai l'honneur de proposer au Conseil des Inspecteurs de n'envoyer dans ces comtés aucuns bills de remboursement pour la différence de cette année. Cette croyance, je l'appuie sur les faits résultant de l'apurement des comptes qui vous sont soumis; comptes dans lesquels n'entrent point les salaires des employés, lesquels sont à la charge de l'État.

Il est à remarquer que tous ceux qui travaillent à la cordonnerie, et la plupart de ceux qui sont employés au tissage, ont appris leur métier depuis qu'ils sont entrés dans l'établissement, et que tous sont en voie de devenir de plus en plus habiles.

Il faut remarquer, en outre, que la dépense actuelle est beaucoup plus élevée, répartie qu'elle est maintenant entre un petit nombre de détenus, qu'elle ne le sera lorsque le nombre sera plus grand. Mon opinion à cet égard est que, quand la population du pénitencier aura atteint le chiffre de trois cents et au-dessus, le pénitencier pourra, avec un capital égal, suffire à toutes ses dépenses, y compris les traitements des employés. Le court intervalle de temps qui s'est écoulé depuis la mise en œuvre de notre système d'emprisonnement m'induit à croire que le profit net d'une prison, régie d'après ce système, doit être plus élevé que celui d'une prison soumise au régime du travail en commun. La docilité et l'obéissance des convicts, jointes aux soins et à la sollicitude dont ils sont l'objet, ont complètement réalisé mes espérances sur ce point.

Si les juges des diverses cours de l'est de la Pennsylvanie pouvaient visiter notre établissement et en examiner de près la discipline, je crois que leurs condamnations seraient moins légères qu'elles ne le sont généralement aujourd'hui; car, si je ne me trompe, cette dou-

leur est basée sur la supposition que notre système d'emprisonnement est excessivement sévère.

Au vieux convict, accoutumé à des condamnations de cinq à dix ans, une condamnation d'une année paraît à peine une punition, et le novice ne peut, dans un si court espace de temps, apprendre un état qui lui profite à sa sortie. Tel est le cas des n^{os} 38 et 39. Ces deux détenus, âgés seulement de 18 et 19 ans, eussent pu, condamnés à trois ans, apprendre l'état de tisserand ou de cordonnier, état qu'ils n'ont pas eu le temps d'apprendre pendant l'année seulement qu'a duré leur peine.

Plusieurs objections ont été faites contre notre système. Je crois utile d'y répondre en peu de mots.

Premièrement, on a dit que les dépenses d'entretien de chaque détenu en cellule seraient si considérables que les comtés refuseraient les fonds nécessaires à leur acquittement. Or l'examen de nos comptes, ainsi que je l'ai dit, prouve que le produit du travail de chaque détenu suffit pour défrayer pleinement l'État de ce qu'il lui coûte.

Secondement, on a prétendu que le confinement solitaire constituait une peine si sévère que les condamnés ne pourraient la supporter, et que leur esprit et leur corps en recevraient une mortelle atteinte. Or, le rapport du médecin repousse victorieusement ces appréhensions, et mes propres observations m'ont porté à reconnaître que cette peine est beaucoup trop douce, surtout quand sa durée n'exécède pas un an. Quant aux effets désastreux du système sur l'esprit et le corps des détenus, je puis affirmer, sans crainte d'être démenti, que c'est tout le contraire qui a lieu, et que la vie du n^o 19, qui est décédé, a été prolongée, loin d'être abrégée par le traitement qu'il a reçu ici.

Un fait, aussi général et vrai qu'il est remarquable, est que, dans tous les cas où un prisonnier a été amené à réfléchir sur les erreurs de sa vie passée, et, de là, au repentir de s'y être abandonné, sa cellule a paru perdre pour lui toutes ses horreurs, et j'en ai connu qui en ont exprimé leur reconnaissance, et qui ont déclaré que c'était un grand bien pour eux d'avoir été conduits dans cette maison.

La majorité paraît résignée, sinon heureuse, et beaucoup sont industrieux. C'est à l'homme déterminé au mal, et invétéré dans le vice que notre système d'emprisonnement paraît sévère. Ces faits ne répondent-ils pas à cette autre objection que le confinement solitaire n'agit pas d'une manière égale sur tous les esprits? Qu'il n'agisse pas également sur tous, cela est évident. Mais il agit avec le plus de puissance, et avec le plus de sévérité sur ceux-là précisément qui ont le plus besoin d'y être soumis, ce qui n'empêche pas que je sois porté à croire

que ceux-là même qui condamnent aujourd'hui sa trop grande rigueur, condamneront, dans quelques années, sa trop grande douceur.

Troisièmement, on a objecté que, par cela seul que les prisonniers ne pouvaient se réunir ensemble dans une salle commune pour y recevoir l'instruction religieuse, cette instruction leur manquerait complètement, étant impossible qu'elle soit donnée à tous individuellement dans leurs cellules. A cela, je réponds que, dans le cours de l'année passée, le service a été fait, habituellement une fois la semaine, par le ministre prêchant dans le corridor, et s'adressant à tous les détenus, sans qu'ils sortent de leurs cellules, et sans se voir ni communiquer entre eux; et je puis dire que l'impression produite par ces prédications a été la même que si le ministre eût parlé en présence d'une assemblée ordinaire composée d'un nombre d'individus agglomérés. Existe-t il une position plus favorable pour recevoir avec fruit la parole de l'Évangile, que celle dans laquelle se trouvent les détenus du pénitencier, isolés les uns des autres, quoique réunis dans une même enceinte, ne pouvant ni se voir, ni être vus d'aucun être humain, recevant la vérité dans leur cœur sans craindre qu'aucune distraction extérieure vienne l'en bannir; seuls quand ils écoutent, seuls quand ils réfléchissent sur ce que le ministre leur a dit.

Quatrièmement, on a objecté que les prisonniers pouvaient communiquer de cellule à cellule. Je ne nie pas qu'un prisonnier pût, en criant très-haut, se faire entendre de son voisin, mais il se ferait entendre en même temps du gardien; aussi n'est-il encore venu à ma connaissance aucun exemple de communication de cette sorte. Il y a plus, je ne connais, dans l'établissement, aucun détenu qui sache quel est celui qui habite la cellule contiguë à la sienne, et tous ceux qui sont sortis ignorent qu'ils ont demeuré dans la même maison.

Quelques doutes qui aient pu s'élever, dans le principe, dans l'esprit de plusieurs membres de la Législature, sur l'efficacité de notre système d'emprisonnement, je crois que l'expérience les a aujourd'hui suffisamment dissipés, et je demande, en conséquence, la construction de nouvelles cellules, etc.

En résumé, je crois pouvoir dire que mon expérience de chaque jour me convainc pleinement de plus en plus que le confinement séparé, avec travail et instruction morale et religieuse, est le plus parfait, le plus efficace et le plus bienfaisant système d'emprisonnement qui me soit connu; embrassant, dans ses détails, tous les avantages, et évitant la plupart des inconvénients qui sont inhérents à tous ceux des autres systèmes que j'ai particulièrement étudiés.

Samuel-R. Wood.

2^e rapport du Médecin.

Connexité entre l'intempérance et le crime. — Santé meilleure à la sortie qu'à l'entrée. — Aucun cas d'aliénation mentale.

Parmi les prisonniers reçus jusqu'à ce jour dans le pénitencier, les uns ont eu leur santé améliorée, tandis que les autres sont évidemment devenus moins robustes. Ces effets contraires s'expliquent par la différence de condition des détenus à leur arrivée. En général et en moyenne, la santé des condamnés est meilleure quand ils sortent que quand ils arrivent.

Les informations que je prends sur chaque prisonnier entrant portent principalement sur deux points, savoir: la durée de leur arrestation préventive, et l'usage qu'ils ont fait des spiritueux. — La durée de l'emprisonnement avant jugement varie de plusieurs jours à un an. Il serait de la plus haute importance que le système de l'emprisonnement cellulaire fût appliqué aux prévenus aussi bien qu'aux condamnés. Tout le fruit de ce système est perdu, lorsque avant d'y être soumis dans le pénitencier les convicts se sont dépravés dans la vie commune de la maison d'arrêt. — Quant à l'usage des spiritueux, j'ai constaté que, sur cinquante-huit prisonniers reçus dans le pénitencier, trente-quatre, ou près des deux tiers, étaient intempérants. Ce fait suffit pour établir l'étroite connexité qui existe entre l'intempérance et le crime.

Quant aux effets produits par le système de confinement solitaire sur l'esprit des détenus, je les ai étudiés avec la plus grande attention, et je puis dire qu'aucun cas d'aliénation mentale ne s'est encore produit. Loin de là, les effets moraux du système sont on ne peut plus encourageants, et contrastent, de la manière la plus favorable, avec ceux résultant de la contamination et de la contagion du crime, dans les prisons soumises au régime de la vie en commun.

1^{er} janvier 1831.

Signé Franklin BACHE, médecin.

ANNÉE 1831.

3^e Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat le 20 janvier 1832.)

Défectuosité du côté de l'instruction morale et religieuse. — Manque d'un chaplain spécial. — Produit du travail suffit aux dépenses.

Le pénitencier a reçu cinquante prisonniers dans le cours de l'année

dernière; cinquante-huit y étaient déjà à la date de notre dernier rapport; ce qui fait que la population totale du pénitencier s'est élevée à cent huit convicts depuis son ouverture. — Sur ce nombre, quatre sont morts, douze sont sortis par expiration de leur peine; un seul a été gracié; il n'y a pas eu d'évasion.

La loi qui ordonne la nomination d'un instructeur religieux pour les détenus, disposant que les fonctions de cet instructeur doivent être gratuites, le Conseil n'a pu encore trouver personne qui fût apte à ces importantes fonctions. L'instruction morale et religieuse est la base fondamentale du système; les devoirs qu'elle comporte exigeraient tout le temps, et la vie tout entière d'un chapelain spécial. Il faut plus que de la foi, il faut encore avoir assez de temps à soi pour pouvoir aller de cellule en cellule, pour visiter fréquemment chaque prisonnier durant la semaine, rester avec lui longtemps, lui apprendre ce qu'il doit à Dieu, à son pays et à lui-même; tout cela, joint aux exercices du sabbat, nécessite la résidence du chapelain dans l'établissement ou dans le voisinage. Il est vrai que la Société pour le soulagement des misères des prisons publiques, ainsi que la Société biblique de Philadelphie, ont continué à fournir aux détenus des Bibles et autres livres religieux; que plusieurs ecclésiastiques les ont visités; que le révérend M. James Wilson, entre autres, a célébré le service divin, pendant quelque temps, tous les dimanches...; mais cela n'empêche pas que notre Institution ne pêche notablement de ce côté.

L'expérience de cette nouvelle année tend à confirmer l'opinion qu'à l'exception des malades, des vieillards et des condamnés à court terme, les prisonniers peuvent, en général, payer leurs dépenses d'entretien avec le produit de leur travail.

Le système de l'emprisonnement solitaire, avec travail et instruction morale, religieuse et professionnelle, tel qu'il est pratiqué maintenant à Philadelphie, continue à commander l'approbation du Conseil, et, dans l'opinion de ses membres, les amis de cette institution ont grand sujet de se féliciter de ses succès, l'expérience étant faite aujourd'hui de la supériorité, de la sagesse pratique et de l'humanité de ses fondateurs.

Ci-joints les rapports du Gouverneur et du médecin.

Pénitencier de l'Est, ce 2 janvier 1832.

Signé Charles S. COXE, président.

Thomas BRADFORD jeune, secrétaire.

3^e Rapport du Gouverneur.

Effets moraux du système. — Situation prospère des travaux.

L'année qui vient de s'écouler, loin de nous décourager, nous encourage, au contraire, à persévérer dans le système pénitentiaire que nous pratiquons.

Si nous ne nous trompons par les apparences, l'effet moral produit par le confinement solitaire sur l'esprit de la plupart de ceux qui y sont soumis, a été et est encore on ne peut plus satisfaisant.

La conduite des prisonniers a été telle, que rarement on s'est vu dans la nécessité de les punir. Dans les trois derniers mois, il y a eu deux cas seulement de mauvaise conduite, pour lesquels on a eu recours à la réduction de nourriture.

Sur le nombre total des individus qui sont sortis du pénitencier depuis l'ouverture de l'établissement, un seul a donné lieu à un rapport défavorable; c'était un vieux convict qui avait circulé de prison en prison, depuis quinze ans; il n'avait passé qu'un an ici, et paraissait décidé à n'y pas revenir.

Parmi les prisonniers entrés, l'an passé, s'est trouvé un idiot; un pauvre être de cette espèce nous a aussi été envoyé en 1830; ils eussent été bien mieux placés dans un hospice; du reste, la santé a été généralement bonne.

Sur les quatre-vingt-sept condamnés qui sont maintenant détenus en cellules, quarante-trois sont employés au tissage et à la teinturerie, dix-huit font des souliers, deux sont graveurs, quatre forgerons, trois menuisiers, un charron, deux serruriers, un tailleur, deux éplucheurs de laine, un cuisinier, un laveur;—trois sont indisposés, deux sont idiots; un est âgé de soixante-treize ans; trois sont nouvellement arrivés et n'ont pas encore d'ouvrage.

Il est satisfaisant pour nous de voir, par le résultat de nos comptes, que, malgré tous les désavantages d'une institution nouvelle, les prisonniers ont, à quelques exceptions près, couvert par leur travail leurs dépenses d'entretien, prouvant en cela que le travail en cellule est aussi facile et aussi productif que dans les ateliers communs.

En résumé, le Conseil n'a qu'à se féliciter de l'état prospère de l'établissement sous tous les rapports; et, pour ma part, j'espère humblement qu'avec l'aide de la Providence ces murailles deviendront pleines de bénédictions et de grâces pour le plus grand nombre des malheureux qu'elles renferment, sinon pour tous.

3^e Rapport du Médecin.

Aucun cas de mort ou de maladie attribuable au système. — Pas d'aliénations mentales. — Santé généralement bonne.

La santé des prisonniers a été généralement bonne pendant cette dernière année, bien qu'il soit survenu quelques cas d'indispositions assez graves. Le confinement opère différemment sur les différents prisonniers, empirant la santé des uns, améliorant la santé des autres; mais la santé moyenne de la population entière est peut-être aussi bonne qu'elle était à leur entrée.

Quatre décès ont eu lieu dans le cours de l'année sur une population de soixante-sept détenus, ce qui fait un peu moins de six pour cent. On voit que la mortalité a été beaucoup plus considérable cette année que l'année précédente. Cependant le Conseil remarquera que des circonstances accidentelles ont causé cette augmentation en 1831 : Je pensais que le n^o 33 était bien portant à son arrivée, mais la dissection m'a révélé qu'il portait dès lors en lui la cause déterminante de sa mort. Le n^o 43 était d'une mauvaise santé à son arrivée. Le n^o 77 nous est venu atteint d'une consommation complète; son état était tel, que dès le jour de son entrée il n'a cessé de garder le lit.

Du reste, aucun cas de maladie ou de décès n'est arrivé dans le pénitencier qui puisse être attribué au mode d'emprisonnement ou à la discipline qu'on y suit. Aucune affection mentale ne s'en est suivie; les affections dominantes ont été les toux, les rhumatismes et la diarrhée.

ANNÉE 1832.**4^e Rapport du Conseil des Inspecteurs.**

(Lu à la Législature dans sa session 1832-1833.)

Avantages de l'emprisonnement solitaire sur l'emprisonnement commun.—Libérés. — Influence sur la criminalité. — Douceur et sévérité du système. — Lacune dans l'instruction morale et religieuse. — Grâces. — Produits du travail. — État sanitaire. — Bedlam. — Aliénés admis. — Visites au pénitencier.

Les Inspecteurs du pénitencier de l'Est, en présentant leur quatrième rapport annuel, félicitent la Législature et leurs concitoyens

des succès inespérés qui ont suivi l'expérience faite du confinement solitaire ou séparé des convicts, combiné avec le travail et l'instruction morale et religieuse.

S'il est un point généralement reconnu aujourd'hui, et devenu, pour ainsi dire, familier et vulgaire, c'est que l'accroissement d'un grand nombre de crimes a sa principale cause dans l'agglomération des prisonniers. Ce fait a dû entrer, dès lors, en première ligne dans les préoccupations des publicistes et des philanthropes qui sont à la recherche du meilleur système pénitentiaire à introduire dans nos prisons pour peines. On a essayé vainement du système des classifications. La nécessité, pour le rendre efficace, d'une surveillance incessante et, par cela seul, impossible; la difficulté de juger et d'apprécier les différentes moralités qui sont à grouper; enfin le penchant naturel des individus qu'atteint la loi criminelle, à réduire à un niveau commun tous ceux qui se trouvent entraînés dans la même carrière, et soumis à leur influence, ont dû faire abandonner ce système.

Le système du confinement solitaire n'a aucun de ces inconvénients, et présente tous les avantages contraires.

L'amendement des coupables et la préservation du crime, par la crainte du châtement, constituent les deux principaux objets de la règle disciplinaire pratiquée dans le pénitencier de Philadelphie.

Nos visites officielles nous fournissent d'abondants témoignages de la disposition qu'ont à se corriger presque tous les détenus qui sont en cellules. Mais, pour mener à bonne fin cette disposition, il faut, de la part de ceux qui en sont chargés, un grand esprit de suite, et une grande variété de traitements; si, avec notre système, nous réussissons, ce nous semble, vis-à-vis de quelques uns, et si nous n'échouons pas complètement vis-à-vis des autres, il nous paraît évident que nous ne pourrions pas réussir du tout avec le système de la vie en commun, et que tout espoir d'obtenir un changement dans le moral des individus qui composent notre population prisonnière, si cette population était agglomérée, est une illusion. Nous remarquons généralement que, dans les premiers temps, le prisonnier s'abandonne à des sentiments de tristesse et de vengeance, et se rend coupable d'actes de turbulence, d'insubordination et de malice; mais, au bout de quelques semaines, il prend un ton plus soumis, il devient raisonnable, et sa contenance annonce une plus calme disposition d'esprit: il est disposé à parler de sa vie passée comme d'une vie de désordre et de folie; il commence à penser que la barrière qui s'élève entre lui et l'estime des honnêtes gens n'est pas infranchissable, et il finit par se

persuader, que le préjugé qui repousse les libérés à leur sortie doit nécessairement céder à des preuves certaines de repentir. Chez plusieurs, le souvenir du passé devient un horrible et triste sujet de réflexion; mais le sentiment de la honte et du remords se transforme pour eux en une source de consolations, et les reproches de leur conscience ne pouvant plus être étouffés dans la solitude, ils cherchent promptement un refuge dans les soulagements de la Bible, et la paix de la Religion.

Notre sollicitude a dû s'étendre sur ceux qui sont sortis du pénitencier, et leur conduite au-dehors a été l'objet de nos soins et de nos recherches. A quelques exceptions près, le résultat a été satisfaisant. Quelques uns, nous avons de fortes raisons de le croire, s'efforcent noblement de réparer leurs erreurs passées, et paraissent en bon chemin de regagner ce qu'ils ont perdu. Quelques autres mènent une vie régulière, et paraissent avoir profité de leur incarcération. Il peut s'en trouver quelques autres chez lesquels aucun changement ne s'est opéré, car notre confiance dans l'excellence de notre système ne va pas jusqu'à nous faire croire que tous doivent être réformés radicalement; mais, à l'égard de ceux-ci, nous pouvons dire que le temps qu'ils ont passé dans leurs cellules solitaires a fait sur eux une telle impression qu'ils ont dit un long adieu à l'État dont les lois pénales prescrivent un mode d'emprisonnement qui impose tant de privations.

Nous tirons un autre argument en faveur de notre système, de cette circonstance que le nombre des crimes qui allait toujours en augmentant avant qu'il fût en pratique, est, depuis, resté stationnaire, bien que la population ait pris un rapide accroissement. D'un autre côté, les crimes de quelque gravité sont devenus si peu fréquents, que notre police n'a comparativement presque plus rien à faire. Tout le monde se rappelle qu'il y a quelques années encore des associations de voleurs et de mauvais sujets tenaient constamment en éveil la vigilance, l'activité et le courage de nos constables. Où sont-ils maintenant?... On n'en trouve plus trace...

Nous tenons de plusieurs sources qu'un salutaire effroi s'empare de l'esprit des criminels à l'idée seule de la solitude, et que cette terreur leur fait fuir le crime, ou tout au moins l'État qui emploie un tel châtement.

Cependant, le mode de traitement suivi dans le pénitencier de l'Est est d'un caractère doux. La sévérité en usage dans les autres prisons, où une nombreuse réunion de détenus, vivant en commun, doit être tenue dans la sujétion par le pouvoir ou la force, n'est nullement requise

ici. Le gouverneur et les gardiens sont considérés par nos prisonniers, non comme des tyrans ou de cruels oppresseurs, mais comme leurs amis. La voix de la bonté et de la tendresse est celle qui frappe leurs oreilles, et qui trouve le plus facilement le chemin de leurs cœurs. Un travail convenable, un exercice journalier, la propreté de leurs personnes et de leurs cellules, avec une nourriture saine, et, par-dessus tout, l'instruction religieuse résultant de conversations individuelles et de la prédication publique de l'Évangile, se combinent dans le pénitencier pour procurer aux détenus la santé du corps et opérer en eux une rénovation morale de l'esprit. C'est donc à bon droit qu'un prisonnier qui en avait senti les bienfaits l'a appelé une *humaine institution*, et nous pensons qu'un grand nombre d'autres sont disposés à rendre le même témoignage de l'humanité de sa discipline.

Il est un point sur lequel nous appelons de nouveau toute l'attention de la Législature. Nous voulons parler des vérités de la religion qu'on n'enseigne pas aux détenus d'une manière permanente. Le manque d'instruction élémentaire, soit religieuse, soit scolaire, organisée régulièrement, se fait de plus en plus sentir. C'est un vide qu'il est de la plus haute importance de combler. Nous pouvons juger du bien immense qu'opérerait dans l'esprit des détenus un instructeur moral, nommé *ad hoc*, par le bien qu'ont déjà fait les pieux personnages qui se sont donné, volontairement et gratuitement, la mission de venir prêcher les détenus ou les entretenir dans leurs cellules. C'est un devoir pour nous de leur témoigner ici toute notre gratitude, mais c'en est un aussi pour nous de dire à la Législature que ceci ne suffit pas.

Nous avons cru devoir ne demander la grâce d'aucun prisonnier, si ce n'est celle de deux malheureux qui étaient aliénés à leur entrée dans la prison.

La certitude de la peine fait plus que l'espoir du pardon pour la diminution du nombre des crimes. De plus, cette certitude fait que ceux qui l'ont subie une fois ne sont nullement tentés de s'y exposer une seconde.

C'est pour nous une grande satisfaction d'avoir à annoncer que les profits de l'année qui vient de s'écouler balancent les dépenses de l'établissement, excepté le traitement des employés; et nous persistons à croire que, quand la prison sera complètement achevée et occupée, le travail de nos convicts nous donnera des bénéfices, tous frais payés. Le rapport ci-joint du gouverneur contient, sur ce sujet, diverses vues et informations d'un grand intérêt.

Le rapport, également ci-joint, du médecin, présente l'état de la

santé des prisonniers durant l'année écoulée, en même temps que son opinion sur l'effet produit par le système sur le corps et sur l'esprit des détenus. Nous prenons de là occasion pour faire observer que les autorités de quelques uns de nos comtés ont une disposition marquée à se servir de notre prison comme de la succursale d'un Bedlam. Nous avons reçu en effet des prisonniers dont l'état mental devait les rendre exempts de toute peine et devait les faire placer plutôt dans quelque asile d'aliénés. Les deux cas d'aliénation mentale mentionnés dans le rapport du médecin sont connus pour être antérieurs de quelque temps à leur entrée en prison.

Dans ses précédents rapports, le Conseil a émis une opinion favorable au système suivi dans le pénitencier. Nous sommes heureux de pouvoir constater, dans celui-ci, que l'expérience d'une nouvelle année n'a fait que confirmer notre premier sentiment. L'établissement a été récemment visité et soigneusement examiné par deux comités de chacune des deux Chambres de l'Assemblée générale, et par un grand nombre de personnes qui avaient demandé à s'y joindre. Tous rendront de l'excellence du système le même témoignage que nous.

Signé Charles S. COXE, président ;
Thomas BRADFORD, secrétaire.

4^e Rapport du Médecin.

Santé. — Peste. — Mortalité. — Deux cas de folie. — Causes.

La santé des détenus a généralement été bonne pendant l'année qui vient de s'écouler. Les maladies les plus régnantes ont été : la fièvre, pendant le printemps et l'automne ; des désordres d'entrailles, en été ; des catarrhes, en hiver. Parmi les fièvres, il n'y a eu qu'un cas présentant un caractère sérieux.

Aucun fait ne s'est développé durant cette même année qui démontre que le mode d'emprisonnement pratiqué dans le pénitencier est particulièrement nuisible à la santé des détenus. Il a généralement pour effet de rendre le corps moins robuste ; mais, en même temps, il prévient le développement des causes nombreuses de maladies auxquelles les personnes appartenant à la classe qui remplit généralement nos prisons sont ordinairement exposées. La circonstance, en effet, d'être éloigné de l'influence des vicissitudes atmosphériques les plus sévères, comme le chaud et le froid, qui sont les causes les plus prolifiques des maladies pour une grande partie de la société, ferait, par elle-

même, plus que compenser les quelques inconvénients qui peuvent résulter pour la santé des détenus de la discipline à laquelle ils sont assujettis dans la prison. Mais, quand on vient à considérer que la plupart des individus qui sont envoyés dans nos prisons ont contracté de longue date des habitudes de débauche et d'ivrognerie, la *sanitarité* comparative du confinement et de son mode de discipline ne peut que paraître évidente.

L'état de santé constaté à l'entrée et à la sortie des vingt prisonniers qui ont été libérés cette année confirme pleinement ce résultat.

Ce qui prouve, au surplus, que le confinement solitaire est favorable à la santé des détenus, c'est que, durant la même période, l'existence de la peste a sévi mortellement contre une partie de la population libre de ce pays, et que la population prisonnière du pénitencier en a été exemptée, grâce à l'isolement dans lequel elle est tenue et à la vie régulière qu'elle y mène.

Cependant, quatre prisonniers sont morts dans l'année, dont un aliéné, un en état de consommation, et un troisième par suicide. Mais,

1^o Celui qui est mort aliéné et qui était entré le 16 février 1832, jouissant d'une apparente bonne santé, n'en avait, en effet, que l'apparence, car, au bout d'un mois, des symptômes d'aberration d'esprit commencèrent à se déclarer, et le 28 mars, moins de six semaines après son entrée, il était dans un état d'excitation d'esprit si violente qu'on fut obligé de le placer dans une cellule ténébreuse. Sa folie continua, avec un apaisement insignifiant en avril, jusqu'au 26 mai, jour de sa mort. Ces faits prouvent péremptoirement que ce prisonnier, quoique bien portant en apparence, à son entrée, était fortement prédisposé à la folie et sous le coup d'une attaque de cette maladie.

2^o Celui qui est mort de consommation était dans la prison depuis près de deux ans. Sa maladie ne peut être attribuée à aucune cause inhérente au système. Les maladies de poitrine sont dominantes dans toutes les prisons, et dans notre population principalement. Les détenus du pénitencier doivent donc y être nécessairement sujets, surtout lorsqu'ils ont passé une grande partie de leur vie dans les autres prisons, comme c'était le cas précisément du détenu décédé, lequel, avant d'entrer au pénitencier, avait été enfermé quatre ans et neuf mois dans la prison de Walnut-Street.

3^o Il résulte de mes observations personnelles, d'accord en cela avec les témoignages qu'a recueillis l'enquête du coroner, que le détenu qui s'est suicidé était atteint d'aliénation mentale lors de son entrée au pénitencier, et que c'est dans un paroxysme de cette maladie qu'il a mis fin à ses jours.

4° Le quatrième détenu décédé est mort d'une hémorragie, après dix semaines seulement d'emprisonnement.

Ces cas de mort ne sont point de nature à faire naître des doutes sur la propriété ou l'humanité du système pénitentiaire suivi. Deux d'entre eux ont eu lieu après un séjour très-court dans le pénitencier, tandis que la santé d'un grand nombre d'autres, dont l'emprisonnement en cellule dure depuis plus longtemps, continue à être excellente; sans faire aucune déduction de ces cas de suicide, la mortalité de l'année a été modérée, car la moyenne de la population ayant été de 91, et le nombre des décès de 4, la mortalité n'a été que de 4 sur 100.

Ce 31 décembre 1832.

Signé Franklin BACHE, médecin, E. P.

4° Rapport du Gouverneur.

Avantages du système sous le rapport moral, sanitaire et industriel. — Inconvénients du système opposé. — Caractères généraux des prisonniers. — Causes générales des crimes.

Après l'expérience d'une nouvelle année, jointe à l'accroissement du nombre de nos détenus, ce sera, sans doute, un grand plaisir pour les partisans de système du confinement séparé, d'apprendre que rien de décourageant n'est survenu dans la mise en pratique de ce système, et, qu'au contraire, tout nous porte à persévérer dans le maintien de sa discipline. Tout, en effet, nous a réussi pendant cette année, tant sous le rapport moral que sous le rapport physique et pécuniaire de l'établissement.

Ce serait ne pas connaître les habitudes antérieures et l'immoralité de la plupart des hôtes des prisons que de s'attendre à voir tous les convicts devenir de pieux et bons citoyens, par cela seul qu'on les confine dans une cellule. Il ne faudrait pas moins d'un miracle pour cela; mais je crois qu'il est douteux qu'il y ait une situation plus favorable pour que le malheureux qui a quitté le sentier de la vertu soit poussé à y rentrer et à reconnaître son erreur. Le châtimeut qui n'atteint pas seulement le corps mais l'esprit, et qui unit l'humanité à la sévérité, est celui de tous que le condamné, plus malheureux que coupable, sent avec le plus d'énergie et de force. Rien, dans l'infliction de ce châtimeut, n'est calculé pour accroître ses mauvaises passions, ou pour le stimuler à la haine ou à la vengeance. Ceux qui prennent soin de lui le traitent avec la tendresse et la pitié qu'on doit au malheur, et non

avec la rudesse et l'inutile rigidité qu'on emploie trop souvent envers les victimes du crime, de la folie ou du vice; et ce traitement le porte bien plus sûrement à sentir que l'horreur ou l'ennui de la solitude sont les fruits de son inconduite, de sa désobéissance aux lois, et que le seul moyen d'y échapper est de puiser sa consolation et sa force dans le divin Rédempteur. N'ayant personne pour l'exciter à devenir méchant, ou pour le faire rougir de ses larmes, il devient humble d'esprit et commence à désirer un soutien qui l'aide à marcher dans la voie de la vérité. Je suis heureux de pouvoir dire qu'il y en a plusieurs qui se réjouissent, pour cela, d'avoir été conduits ici. Je puis dire aussi, en toute vérité, que plus je me mets au courant de la marche du système et des divers caractères des détenus, chose de la plus haute importance dans l'établissement, et plus l'humanité de sa discipline paraît grande. C'est une erreur de croire que tous les hôtes de nos prisons sont autant de tigres ou de bandits, qu'on ne peut réduire que par la rigueur, et qui sont à jamais perdus pour la vie honnête. Un trop grand nombre (et le plus grand nombre d'entre eux) sont, lors de leur première condamnation, ou de pauvres enfants négligés qui se sont trouvés jetés dans le monde, sans éducation et sans amis (souvent les victimes de maîtres cruels), ou des hommes ignorants, devenus dupes d'adroits coquins passés maîtres dans l'art de se dérober à la justice. L'absence d'une bonne éducation première, l'abus des spiritueux, le jeu et la loterie sont les causes les plus saillantes des félonies qui peuplent les prisons.

Les grands coupables abondaient naguère dans le district de l'Est, avant l'ouverture du pénitencier. Depuis, ce sont les petits délinquants qui y sont en majorité. La raison de cette différence se trouve principalement dans la connaissance que les maîtres voleurs ont acquise du régime qu'on y suit. Les voleurs aiment la compagnie, et l'emprisonnement solitaire leur fait peur.

Cette crainte opère surtout sur les vieux convicts, car sur le nombre total de cent quarante-deux reçus jusqu'à ce jour, cent y sont entrés pour la première fois, dix sont douteux, et trente-deux réputés récidivistes. Aucun libéré sorti de notre pénitencier n'y est encore revenu, et la conduite qu'ils mènent est généralement satisfaisante.

Le mode adopté, dès le principe, d'acheter les matières premières et les fournitures à notre propre compte, nous a offert plusieurs avantages, et notamment celui d'empêcher toute communication entre les prisonniers et les fabricants du dehors et leurs préposés. Mais, d'un autre côté, ils nous a présenté divers inconvénients, et notamment celui de nous soumettre aux chances et aux fluctuations ordinaires du com-

merce. La saison dernière ayant été très-défavorable au commerce, en général, nous avons dû en ressentir les effets sur nos cotons. Cependant, je suis heureux d'avoir à constater, d'après le relevé de nos livres, au commencement du mois dernier, que nos profits ont plus que couvert toutes nos dépenses, excepté celles du traitement des employés. Ce résultat est très-satisfaisant; car, encore bien que nous n'ayons jamais fait de nos travaux une affaire de spéculation, cependant, il a dû toujours entrer dans nos désirs de n'en point faire une charge pour l'État. Comme il a été prouvé que les prisonniers peuvent travailler avec avantage dans leurs cellules, et au tissage et à la cordonnerie, nous faisons peu de doute qu'en continuant nos travaux par régie, comme par le passé, ils finiront, après avoir été mis en pleine organisation, par couvrir toutes les dépenses de l'établissement. Nous avons maintenant : quarante-trois tisseurs, pareurs et teinturiers; quatre menuisiers; cinq forgerons; deux charrons; trois tailleurs; deux blanchisseurs de linge; un faiseur d'allumettes (*firemares*); un apothicaire; un faiseur de cigares; un cuisinier, et deux oisifs. Neuf tisseurs seulement et quatre cordonniers savaient leur état en entrant.

Les résultats de l'expérience de ces trois années ayant démontré pleinement les avantages de la séparation continue, de jour et de nuit, et la supériorité de ce système sur tout autre qui me soit connu, je ne puis que désirer de le voir introduit dans toutes les prisons du monde civilisé.

Avant de terminer ce rapport, j'appelle instamment l'attention du Conseil sur l'un des grands principes sur lesquels notre discipline est fondée, savoir : l'empêchement d'une corruption plus grande par l'empêchement des connaissances mutuelles. Dans les prisons communes, tous les détenus se connaissent, et quand ils sont sortis, la première rencontre qu'ils font d'un ancien camarade leur fait oublier la résolution qu'ils ont pu prendre de se mieux conduire, et les fait retomber dans une nouvelle faute. Ce grand mal est évité dans le pénitencier de Cherry-Hill, ou plutôt ses progrès sont arrêtés, car, dans les prisons de comté d'où nos prisonniers nous arrivent, ce mal existe à un point déplorable et allarmant. Dans ces établissements, c'est à peine si l'on a essayé quelques classifications : il n'y a aucune séparation réelle; la discipline est négligée; la corruption s'y alimente; l'amendement est impossible, et les plus flagrants abus s'y commettent ouvertement et sans frein. Les convicts qui nous viennent de ces prisons peuvent, il est vrai, se réformer sous l'empire de notre discipline, et nous pouvons dire que cela arrive fréquemment; mais le grand, l'irréparable mal est déjà fait. Ils sont connus! connus de la grande

association des voleurs et des bandits! Le moyen, après cela, de se garantir d'une rechute à leur sortie de la prison! Tant de vieilles connaissances, tant d'amis les attendent à la porte, qu'à peine fermée, elle se rouvrira bientôt pour eux. Notre institution ne pourra donc produire tous les résultats moraux qu'on est en droit d'en attendre, qu'alors que les prisons de comté seront soumises au même régime de l'emprisonnement cellulaire. Telle est notre conviction. Que la Législature ordonne une enquête, et cette conviction deviendra la sienne.

Philadelphie, ce 31 décembre 1832.

Signé Samuel R. Wood, gouverneur.

ANNÉE 1833.

5. Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat le 12 février 1834.)

Progrès du système — Sa propagation en Europe — Ses avantages et ses effets, quant à la santé, au travail, et à l'amélioration morale et intellectuelle des condamnés. — Aliénés reçus dans le pénitencier, à défaut d'asile spécial. — Nécessité de plus en plus urgente de la nomination d'un instructeur moral salarié. — Crainte de l'influence de secte combattue. — Visites des Comités de la Législature au pénitencier.

En présentant leur cinquième rapport annuel, les Inspecteurs du pénitencier de l'Est ont à féliciter de nouveau la Législature des progrès successifs du système disciplinaire qui y est pratiqué. Tandis qu'il a continué à exercer sa bienfaisante influence avec constance et certitude sur les individus objets de ses soins, il a graduellement conquis la faveur de ses premiers adversaires, en produisant une impression profonde sur l'esprit public, par son importance et ses avantages spéciaux, tellement qu'aujourd'hui il est estimé à une valeur proportionnée à ses mérites réels, non-seulement dans notre propre pays, mais encore en Europe. La réforme morale du condamné, qu'on avait cessé de promettre ou d'espérer sous l'empire du système de nos vieilles prisons, est devenue l'objet de la plus confiante attente sous l'empire du système nouveau; et, quoique plus d'un désappointement arrive de ce côté, il n'en est pas moins vrai de dire que l'expérience qui en a déjà été faite donne le droit d'espérer, à un haut degré, le succès dans tous les cas. Du

moins, la crainte d'une détérioration morale plus grande, ou d'une tendance croissante vers le crime, résultats certains du régime de nos anciennes prisons, est ici entièrement bannie.

L'ordre et la subordination des prisonniers ont été maintenus avec foi et succès. Par la nature même du confinement et de la réclusion des prisonniers, peu de motifs de violer la règle peuvent exister, aucune combinaison arrêtée pour l'enfreindre ne peut arriver, et, dans le petit nombre de cas où l'intervention d'une punition disciplinaire est devenue nécessaire, l'obéissance et la soumission ont été obtenues de suite. Le tempérament général et la disposition du convict sont évidemment améliorés en même temps que sa réclusion lui devient familière. Les plus hardis et les plus osés penchants n'y sont point appelés à s'exercer, et leurs méchantes antipathies se tournent ordinairement en comparative douceur, ce qui rend plus acceptables pour eux les relations forcées qui s'établissent entre eux et leurs gardiens.

La santé générale des prisonniers, ainsi que l'établit pleinement le médecin, a réalisé les plus vives espérances des premiers partisans du système; et dans beaucoup de cas, la simple et saine nourriture des détenus, jointe à leur travail régulier, a extirpé la racine des maladies qui étaient, dans leur état de liberté, le résultat d'habitudes longues et invétérées d'intempérance. Le Conseil croit devoir, à ce sujet, appeler l'attention de la Législature sur les cas qui ont attiré la sollicitude des autres Etats par rapport à leurs pénitenciers respectifs. On a trouvé, dans beaucoup de cas, que des personnes sont jugées et condamnées à des peines pénitenciaires, qui, dès avant l'époque de leur comparution en justice, étaient des sujets propres à un asile d'aliénés. Le Conseil pourrait, s'il était nécessaire, spécifier au moins trois cas dans lesquels des individus ont été condamnés à entrer dans ce pénitencier, qui, à la date de leur jugement, étaient, à ce qu'on croit, connus de plusieurs personnes comme ayant besoin bien plutôt des soins et des attentions d'un hôpital de fous. Comme aucune mesure n'a encore été prise par l'État de Pennsylvanie, non plus que par aucun des comtés de cet État, pour obvier aux cas dont il s'agit, les Inspecteurs sont exposés à recevoir, et à prendre à la charge du pénitencier, une classe de malheureux qui n'auraient jamais dû être condamnés à y venir, et qu'on ne peut en faire sortir tant qu'un établissement spécial n'existera pas pour les y mettre.

Le travail des prisonniers, si difficile à diriger et à contrôler dans toutes les prisons, est accompagné ici de difficultés qui lui sont propres; mais le Conseil n'en persiste pas moins à croire que ses résultats

totaux ne puissent soutenir la comparaison avec ceux obtenus du travail des autres prisons. Le travail est, pour le détenu solitaire, sa plus grande consolation, sa plus grande distraction, et c'est pour cela qu'il s'y livre avec un zèle extraordinaire. Les convicts ont aussi un *stimulus* accessoire qui résulte pour eux de ce fait, que le métier qu'ils apprennent en cellule leur sera d'un avantage permanent. L'apprentissage et la connaissance d'une profession que le prisonnier puisse exercer seul est la conséquence du principe de l'emprisonnement individuel. Il est clair, dès lors, qu'un prisonnier qui n'a qu'une peine très-courte à subir ne peut, s'il ne sait aucun état, procurer que rarement quelque bénéfice par son travail; une grande partie de son temps, employée par lui comme apprenti, n'est d'aucun produit pour l'établissement. De plus, il est extrêmement difficile d'instruire des prisonniers dans quelque branche de commerce où ils ne sont pas surpassés en activité et en habileté par les ouvriers libres. Le tissage et la cordonnerie sont les principales industries du pénitencier. La première a été en perte, l'année dernière, par suite de la dépréciation survenue dans la valeur des produits; la seconde n'a produit en somme qu'un bénéfice peu considérable. Si, cependant, nous pouvions assurer aux prisonniers un travail constant dans les professions qui peuvent leur devenir le plus profitables, et tendre ainsi à les éloigner des voies du crime quand ils seraient rendus à la liberté, le but principal que nous nous proposons tous serait rempli.

L'amélioration morale et intellectuelle des prisonniers est un sujet d'intérêt puissant pour les Inspecteurs, et il est si indissolublement lié au grand objet de la réforme qu'ils se sentent de nouveau forcés d'appeler l'attention de la Législature sur ce qui reste à faire de ce côté. Aujourd'hui, la somme et le degré d'instruction donnée aux prisonniers cellulés sont loin de répondre à leurs besoins. Les employés de l'établissement, occupés des devoirs spéciaux de leur charge, n'ont ni qualité ni compétence pour remplir cette lacune. Il arrive souvent qu'un grand nombre de prisonniers qui ne savent pas lire témoignent un vif désir de l'apprendre. Sans la ressource de la lecture, ils sont privés d'une grande consolation en même temps que d'un puissant moyen d'amendement. Malgré le zèle si louable du Rév. Samuel W. Crawford et de M. Irving, la distance de leur demeure et leurs occupations personnelles sont trop grandes pour qu'ils puissent donner constamment tous leurs soins, tout leur temps, à la moralisation des condamnés. Il faut pour cela un instructeur spécial. La crainte manifestée de l'influence de secte est sans objet par rapport à des détenus; quelle action peut-elle exercer, et quel inconvénient peut-

elle avoir sur des êtres qui ont forfait à leurs devoirs de citoyens et qui sont frappés d'interdiction sociale? Le besoin, la nécessité de rendre ces hommes meilleurs devrait être plus forte que cette crainte. Du reste, le Conseil est convaincu que l'on peut donner aux convicts une solide instruction morale et religieuse à l'abri de toute influence de secte. L'étroite connexité qui existe entre le manque d'instruction et d'éducation, et la criminalité, ne permet pas de négliger plus longtemps le seul moyen qu'il y ait de la rompre.

En terminant ce rapport, le Conseil croit devoir exprimer à la Législature ses remerciements et sa reconnaissance pour les visites dont elle a plus d'une fois honoré le pénitencier par ses comités. C'est à la fois un plaisir et un devoir pour le Conseil de provoquer de nouveau des visites pareilles, persuadé qu'un examen fréquent et minutieux de toutes les parties constitutives de l'institution de la part des Représentants du Peuple est le meilleur moyen d'en propager et d'en perpétuer l'utilité.

31 décembre 1833.

Signé B. W. RICHARDS, président;
W. H. HOOD, secrétaire.

5^e Rapport du Gouverneur.

Recettes au-dessous des dépenses. — Causes accidentelles. — Métiers cellulaires. — Cas de récidives. — Ignorance, intempérance, loterie, causes principales des crimes. — Longue détention peut seule apprendre un état utile. — Craintes des magistrats sur la solitude, dissipées.

En jetant un coup-d'œil rétrospectif sur l'état du pénitencier pendant la dernière année, on ne peut qu'y trouver les mêmes causes de reconnaissance, de satisfaction pour la prospérité générale dont il a joui.

La santé des détenus a été généralement bonne. Nous n'avons à regretter qu'un seul décès, ce qui fait moins d'un par cent du nombre total des prisonniers (c'est-à-dire cent vingt-trois) pendant l'année entière.

Quoique les vicissitudes du commerce ne nous aient pas permis d'atteindre un chiffre de recettes égal à celui des dépenses, pour couvrir les frais d'entretien des détenus et les autres frais accidentels (excepté les appointements), cependant nous avons abondamment la preuve que ce résultat peut être obtenu dans les temps ordinaires.

La dépréciation survenue dans les cotons depuis nos derniers

comptes nous a constitué en perte sur cet article. La perte a été augmentée par l'insuffisance du capital mis à notre disposition pour la régie des travaux industriels. Le Comité de la Législature, qui a visité le pénitencier, et qui s'est occupé spécialement de cet objet, remédiera, nous l'espérons, au mal que nous signalons ici.

Nous avons, au 31 décembre 1833, cent cinquante-deux prisonniers hommes, et deux femmes. Sur ce nombre, on comptait trente-huit tisseurs : vingt-un occupés à l'ourdissage, à la teinture, au bobinage, au dévidage du coton, etc.; cinquante-deux cordonniers, cinq menuisiers, un fabricant de hâtes, cinq forgerons, un charron, un ferblantier, un ciseleur sur pierre, un cuisinier, deux employés au blanchissage du linge, un faiseur de couvertures piquées, un apothicaire, un faiseur de cigares, cinq tailleurs, neuf cardeurs de laine, et neuf oisifs, arrivés, pour la plupart, récemment. Sept cordonniers seulement et dix tisseurs savaient leur état à leur arrivée.

Quant aux récidives, soixante-un étaient condamnés pour la première fois, neuf pour la seconde fois, cinq pour la troisième fois, deux pour la sixième fois. Tous les récidivistes sortaient d'autres prisons. Nous n'avons pas un seul cas de récidive à constater dans ce pénitencier à la fin de l'année.

Dans mon dernier rapport annuel, j'ai fait allusion à l'ignorance qui prédomine généralement chez les détenus. Ce n'est pas seulement dans leur instruction élémentaire qu'ils ont été négligés pendant leur enfance ou leur jeunesse, ils l'ont encore été dans l'instruction d'une profession qui en eût pu faire d'utiles citoyens.

On rencontre souvent des hommes qui ont reçu une éducation libérale, et dont on a pris le plus grand soin dans leur jeune âge, et qui cependant, tombent dans la dégradation, tandis que d'autres, qui ont été privés de ces avantages, parviennent à s'élever aux plus hauts rangs de la société; mais la disproportion est grande. Je crois donc que, si les deux cent dix-neuf convicts qui sont entrés dans le pénitencier depuis son ouverture, avaient reçu une éducation suivie, physique et morale à la fois, et avaient été placés jusqu'à vingt-un ans chez de bons maîtres où ils eussent appris, avec quelque métier utile, la pratique de l'industrie, de l'économie et de la probité, au lieu de dépenser leur jeunesse comme ils l'ont fait, peu d'entre eux seraient devenus les hôtes d'une prison. Tous les philanthropes sont d'accord sur ce point qu'une bonne éducation est le meilleur préservatif contre le crime.

Notre dernier système de loterie et l'abus des liqueurs alcooliques ont été de grandes causes de crimes. Le premier est aboli, et le second va en diminuant. J'ai trouvé peu d'individus qui s'avouassent ivrognes

d'habitude, ou même simplement de forts buveurs, bien qu'ils fussent connus pour boire habituellement de un quart à trois pintes par jour. Or, il résulte des meilleures informations que j'ai pu prendre à ce sujet, que, de tous les prisonniers reçus dans le pénitencier, vingt peuvent être considérés comme des ivrognes d'habitude, quarante-neuf comme s'étant enivrés souvent, quatre-vingt-quatre comme s'étant enivrés accidentellement, cinquante-six comme étant habituellement sobres, et n'ayant bu que rarement des spiritueux, enfin dix sur lesquels nous n'avons aucun renseignement. Nous avons eu, sur le même nombre, douze condamnés pour meurtre, dix pour homicide involontaire. Sur les douze condamnés pour meurtre, huit étaient sous l'influence de la liqueur, un était dérangé et trois se disaient sobres. Sur les dix condamnés pour homicide involontaire, sept étaient en état d'ivresse, et trois se prétendaient sobres au moment de la perpétration du crime. Ce qu'il y a de plus déplorable, c'est qu'on a lieu de croire que les victimes étaient pour la plupart dans le même état.

Les détenus jeunes, ou d'âge moyen, qui restent avec nous deux ans ou plus, retirent un grand avantage d'apprendre un état qui les place au-dessus de l'ouvrier commun quand ils sont rendus à la liberté. Sous ce rapport, notre système est supérieur à tous ceux où le travail consiste à extraire ou à tailler des pierres, ou scier du marbre.

Mais, quoique nous apprenions à nos détenus un état qui les met à même de pouvoir gagner leur vie, je suis persuadé que nous n'atteignons pas suffisamment à leur éducation morale, religieuse et intellectuelle. Notre système est admirablement calculé pour procurer la meilleure occasion de s'instruire de toutes les manières, et je suis souvent surpris de la facilité avec laquelle ils profitent de l'instruction qu'on leur donne, bien que nous ayons à regretter l'insuffisance des moyens qui sont mis à notre disposition pour cela. Nous produirions de bien autres fruits si nous avions ici une personne spéciale, agissant en qualité d'instructeur religieux, et allant de cellule en cellule instruire à la fois les détenus dans les rudiments de l'école et dans les vérités de la religion. Le bien que l'on retirerait de ses services dépasserait grandement le montant de son salaire.

Avant de terminer cette partie de mon rapport, je dois exprimer ce qui est ma ferme croyance, c'est-à-dire que, pour que le système profite aux détenus, il faut qu'ils y soient soumis pendant deux ans au moins. Un condamné qui aurait à passer ici un temps plus court n'en retirerait aucun bien. Une année n'est pas suffisante pour apprendre un état, pour déraciner les vieilles habitudes et en faire pousser de nouvelles;

ce temps est si court que l'impression exercée sur l'esprit des détenus est aussitôt dissipée que produite.

En recommandant d'étendre d'un à deux ou trois ans la durée du séjour des détenus dans ce pénitencier, je ne suis mu par aucun désir d'augmenter la peine de malheureux coupables, mais bien par la conviction où je suis que cette prolongation serait pour leur plus grand bien. Beaucoup de prisonniers le reconnaissent eux-mêmes.

Pendant les premiers temps que le prisonnier commence à apprendre un état, il occasionne une perte pour l'établissement; car il lui faut presque la première année entière pour que son apprentissage produise quelque chose. La seconde année peut seule compenser les pertes de la première. A ces pertes, il faut ajouter les frais de transport. Quand un condamné n'a qu'un an d'emprisonnement à faire, il serait plus économique pour l'Etat de payer sa dépense d'entretien dans la prison du comté, que de le transporter de cette prison dans le pénitencier central.

Dans les premiers temps de la mise en œuvre de notre système, beaucoup de juges craignaient que les condamnés ne pussent supporter un long emprisonnement dans une cellule solitaire. L'expérience a dissipé cette crainte; car ce sont nos plus vieux prisonniers, c'est-à-dire ceux qui sont emprisonnés seuls depuis trois et quatre ans, qui jouissent de la santé la meilleure.

Philadelphie, 31 décembre 1833.

Signé Samuel R. Wood, gouverneur.

5. Rapport du Médecin.

Système favorable à la santé; preuves.—Choléra.—Santé comparative à l'entrée et à la sortie.—Cas isolé d'aliénation mentale; cause étrangère au système.
— Population et mortalité moyennes.

La santé des prisonniers a été meilleure cette année qu'aucune autre antérieure depuis l'ouverture du pénitencier. Ce qu'il y a de certain et ce qu'on peut sûrement affirmer aujourd'hui comme le résultat de plus de quatre ans d'expérience, c'est que le mode particulier d'emprisonnement qu'on y suit, loin d'être préjudiciable à la santé des convicts, lui est au contraire généralement bienfaisant, ce qui constitue en faveur de ce système un avantage marqué sur tous les autres. Un fait vient pleinement à l'appui de cette conclusion, c'est que la position isolée de

chaque détenu les préserve à un haut degré de l'invasion des maladies épidémiques et contagieuses. C'est ainsi que, pendant que les détenus des autres prisons ont été atteints, en plus ou moins grand nombre, par le choléra asiatique, les détenus de ce pénitencier y ont échappé complètement, et sans qu'un seul cas de mort se soit produit dans ses murs.

Les faits médicaux résultant de l'expérience de cette année ont plus de valeur et plus de poids que ceux d'aucune période antérieure, en ce qu'ils se trouvent établis sur l'observation d'un plus grand nombre de prisonniers. Pour pouvoir juger sainement de l'influence du confinement solitaire, il n'y a pas de meilleur moyen que de comparer la santé du détenu à l'époque de son admission et à l'époque de sa sortie. Voici cette comparaison telle qu'elle est établie sur nos registres à l'égard des dix-neuf individus qui ont été libérés cette année.

NUMÉROS des prisonniers	ÉTAT de la santé à l'entrée.	DURÉE de l'emprisonnement.	ÉTAT de la santé à la sortie.
115	Bon	1 an	Meilleur.
113	Bon	1 an et 15 j ^{rs} .	Excellent.
111	Bon	30 mois.	Excellent.
151	Imparfait. . .	3 mois et demi	Amélioré.
106	se plaignait.	18 mois.	Aussi bon qu'à l'entrée.
61	Imparfait. . .	2 mois et demi	Légère indisposition.
86	Bon	22 mois.	Meilleur.
79	Id.	2 ans.	Bon.
134	Id.	1 an	Id.
27	Robuste . . .	3 ans.	Moins fort.
37	Bon.	3 ans.	Moins fort.
80	Id.	2 ans.	Meilleur.
82	Id.	2 ans.	Indisposition tempor ^{re} .
117	Id.	18 mois.	Atteinte d'aberration mentale.
42	Id.	3 ans.	Affecté d'une inflamma- tion rhumatismale.
98	Id.	2 ans.	Bon.
99	Id.	2 ans.	Id.
100	Id.	2 ans.	Meilleur.
101	Id.	2 ans.	Amélioré.

Il n'y a aucunes circonstances dans le cas du n° 117 qui portent le médecin à croire que la maladie mentale, dont ce prisonnier s'est trouvé atteint, ait été produite par des causes particulières au mode de confinement suivi dans ce pénitencier.

Un prisonnier est mort cette année d'apoplexie, après un emprisonnement d'un peu moins de dix-huit mois. Le prisonnier était, lors de son admission, dans un imparfait état de santé, suite de son intempérance habituelle. Pendant toute la période de son emprisonnement, il a donné de fréquents symptômes d'une constitution radicalement mauvaise.

Le nombre moyen des prisonniers en cellules a été, en 1830, de trente-un; — en 1831, de soixante-sept; — en 1832, de quatre-vingt-onze; — en 1833, de cent vingt-trois. — Ce qui fait pour la période des quatre ans une moyenne de soixante-dix-huit. Le nombre des décès ayant été de dix dans cette même période, il en résulte que le chiffre de la mortalité a été jusqu'ici de 3 2/10^e pour 100 par an.

31 décembre 1833.

Signé Franklin BACHE, médecin, E. P.

ANNÉE 1834.

6^e Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Fait à la Législature, session de 1834-35.)

Fausse idée propagée contre le système par la Société de Boston. — Mensonges réfutés. — Éloge du système, sa supériorité; la Pennsylvanie peut s'en montrer fière. — Qualités requises des gardiens. — Instruction morale et religieuse; vide à combler. — Manque d'un capital suffisant pour les travaux industriels.

Depuis que le confinement solitaire ou séparé des convicts est devenu l'objet de l'attention publique, la théorie en a, pour ainsi dire, tamisé toutes les parties, et les divers traités qui ont, en quelque sorte, poussé de toutes parts sur ce sujet, en ont accaparé le champ tout entier, à tel point qu'ils nous ont à peine laissé assez de place pour pouvoir y semer quelques idées nouvelles au milieu de celles qu'ont produites déjà, beaucoup mieux que nous ne pourrions le faire, plusieurs écrivains pratiques dont la tête sage et le cœur chaud ont su tirer de

cette matière tout ce qu'avec de tels mobiles on peut toujours lui faire produire. Cependant, l'intérêt tout spécial qui s'attache à cet établissement, à l'exclusion, pour ainsi dire, des autres matières qui font ordinairement l'objet de l'attention de la Législature, nous porte à essayer de présenter sous son propre jour, et en opposition aux autres systèmes en usage, le système emphatiquement nommé *Pennsylvanien*, et de montrer que c'est à bon droit que la Pennsylvanie se montre fière de cette Institution.

Malgré les moyens nombreux qu'on a pris pour initier le public à la connaissance des principes qui gouvernent le pénitencier de l'Est, le public est encore imbu, à son sujet, de beaucoup d'erreurs, de beaucoup de préjugés; et il conçoit encore aujourd'hui plus d'une crainte sur les effets de sa discipline. Ceci provient de ce qu'une agence de quelques fanatiques en fait de discipline de prison, dont les motifs ne sont pas douteux, a répandu avec profusion dans le public de volumineux et faux rapports sur notre système; rapports qui, dans beaucoup de circonstances, n'ont été que d'illicites et préméditées perversions de la vérité (*Wilful and unwarrantable perversions of truth*) (1). De là, la difficulté que nous éprouvons encore aujourd'hui de chasser de l'esprit de plusieurs de nos propres concitoyens cette croyance que la pénalité de notre système actuel d'emprisonnement est empreinte de trop de sévérité, tant l'idée de l'emprisonnement séparé implique pour eux celle d'une grande souffrance personnelle produite par la solitude absolue.

Le système de Pennsylvanie est, proclamons-le hautement, un système doux et humain. Jetons les yeux, pour un moment, sur la condition antérieure de ceux qu'on y soumet. Nous les trouvons vivant d'une vie dissipée, agitée, étourdie, et frémissant à la seule idée d'une pause qui pourrait les mener à la réflexion, chose qu'ils craignent comme le démon. Nous les voyons manquer des *conforts* ordinaires du vêtement, de la propreté, de l'habitation. Nous les trouvons dans les maisons de prostitution, ou de débit d'eau-de-vie, s'abandonnant à tous les excès, se plongeant dans toutes les turpitudes du vice, cessant d'être hommes, devenant des brutes. Nous les voyons, corrompus et corrupteurs, initiant de nouveaux candidats aux mystères de leurs infamies, et les enveloppant dans leur tourbillon de débauches et de crimes jusqu'à la mort. Maintenant, où les plaçons-nous et comment les traitons-nous dans notre pénitencier? Ils sont, dès leur arrivée, mis

(1) Allusion aux rapports de la Société de Boston. V. ci-après le rapport du gouverneur.

(Note du Traducteur.)

dans un bain et nettoyés de toutes leurs souillures; ils sont habillés de neuf, ou couverts de vêtements chauds et confortables; ils sont placés dans un appartement infiniment supérieur à celui qu'ils occupaient habituellement; on leur fournit du travail pour les mettre à même de vivre de leur propre industrie; on ne leur adresse la parole qu'avec bonté et tendresse; on leur témoigne le plus grand intérêt pour leur bien-être présent et futur; on les avertit et on les presse de penser à leur conduite passée, et de s'en repentir; on les tire, sans les humilier, de leur état d'humiliation; on éloigne d'eux le mépris d'eux-mêmes, et on cherche à les rendre à leur propre estime. On relève leur orgueil et leur courage; et, quand ils sont mis en liberté, ils sont sûrs de ne rencontrer au dehors aucune connaissance de prison, et de n'être eux-mêmes reconnus par personne comme des convicts libérés, ce qui les affermit dans le chemin de l'honnêteté et de la vertu, où ils sont déterminés à lutter et à vaincre. N'est-ce donc pas là un système doux et humain! Si l'on pouvait s'en plaindre sous ce rapport, il faudrait se plaindre de l'objet même de tout établissement pénitentiaire. Celui-ci offre des avantages qu'aucun autre ne peut procurer, en permettant de traiter chaque condamné dans sa cellule de la manière qui lui convient le mieux. Il y a, sans nul doute, des criminels incorrigibles; mais, avec ceux-là même, les instincts de vengeance, qui sont habituellement engendrés par la discipline des prisons, ne trouvent pas de place ici. Ils quittent, en effet, l'établissement avec moins de ressentiment que de reconnaissance envers ceux qui ont essayé de déraciner leurs mauvais penchants. Nous sommes loin assurément de vouloir faire aucune remarque qui ressemble à de la critique; mais nous ne pouvons nous empêcher de demander, à la vue des autres plans qui sont actuellement en œuvre, si le système de Pennsylvanie ne possède pas des traits distincts qui changent entièrement les relations des prisonniers vis-à-vis de la société, et s'il n'embrasse pas un plan étendu d'amélioration et de réforme de leur condition? La nature de ce rapport nous interdit d'insister plus longuement sur ce point; mais nous en avons dit assez pour faire rentrer le courant des idées dans son propre lit, et pour faire ressortir tout à l'avantage du système de Pennsylvanie la différence réelle qui existe entre ce système et tous les autres connus et pratiqués jusqu'à ce jour.

Pour arriver aux fins du système, telles que nous venons de les exposer, il est de première nécessité d'apporter le plus grand soin dans le choix des gardiens en sous-ordre, et d'empêcher que les convicts ne soient mis en contact avec des personnes qui ne pourraient leur inculquer de bons principes. Une vie sobre et calme, une humeur égale, et une consistance de conduite propre à s'assurer le respect, sont les

premières qualités requises. Toute propension aux vices bas, toute conversation impure, tout commérage, et tout ce qui approche de la familiarité avec les détenus, sont les défauts principaux qu'il faut éviter. On ne séquestre pas le convict de ses anciennes connaissances pour qu'il en fasse en prison de plus mauvais, et si on le soustrait à l'atmosphère impure au milieu de laquelle il vivait, c'est pour qu'il en respire une autre.

Les Inspecteurs ont aussi beaucoup à cœur l'amélioration religieuse et intellectuelle des prisonniers; c'est pourquoi ils insistent pour qu'on leur accorde sous ce rapport plus de facilités que la loi ne leur en a données jusqu'ici. L'opinion exprimée à ce sujet dans les rapports précédents reste la leur. Le révérend Samuel W. Crawford continue, par son zèle infatigable, à mériter nos remerciements et notre reconnaissance; mais, dans un Gouvernement comme le nôtre, un tel zèle ne peut rester gratuit, d'autant que, pour le payer, il ne serait besoin que d'un léger surcroît de dépense.

Nous nous en référons au rapport du médecin pour ce qui concerne la santé des détenus.

Ci-joint le rapport du Gouverneur, lequel est digne d'attention comme renfermant d'importants détails, de nature à faire de nous mieux connaître l'institution.

En terminant, les Inspecteurs demandent la permission de faire observer respectueusement à la Législature, que le manque d'un capital suffisant empêche les travaux des détenus de produire tous les bénéfices qu'avec ce capital ils pourraient rapporter. Ce sujet a été soumis déjà à la Législature, et un Comité, pris dans son sein, a émis la même opinion. Il est donc urgent qu'une loi vienne promptement remédier à cet état de choses.

Signé Thomas BRADFORD jeune, président;
W. H. HOOD, secrétaire.

6. Rapport du Gouverneur.

Progrès du système. — Mensonges de la Société de Boston, etc. — Comparaison entre le système d'Auburn et le système de Philadelphie. — Personnel. — Récidives. — État de la population. — Travail à perte : manque de capital.

En présentant mon sixième rapport au Conseil des Inspecteurs, il semble que je ne dois rien avoir à dire pour cette année qui n'ait été

dit déjà pour les années antérieures. Cependant, j'ai quelques nouvelles observations à ajouter à celles que j'ai déjà faites.

Par la nature même de la loi sous l'empire de laquelle nous agissons, le nombre de nos prisonniers s'est progressivement accru. Nous en comptons deux cent dix-huit au 31 décembre 1834, c'est-à-dire soixante-quatre de plus qu'à la date correspondante de l'année dernière.

Aucunes difficultés ne sont survenues, aucun obstacle n'est venu pour nous de cet accroissement de population; et aujourd'hui, mieux que jamais, nous pouvons dire que l'expérience est venue confirmer nos prévisions, en prouvant l'efficacité du système de Pennsylvanie et sa supériorité sur tous les autres systèmes. C'est pour nous un sujet de joie et de congratulation; et je crois que nous pourrions cesser désormais d'appeler expérimentation notre système de discipline, attendu que ce système est en œuvre depuis plus de cinq ans, et que nous avons maintenant plusieurs prisonniers qui vivent en cellules depuis près de cinq années sans que leur esprit et leur corps en aient souffert. Il nous est aussi bien agréable de pouvoir remarquer que ce ne sont pas seulement les partisans déclarés de notre système qui se montrent satisfaits de ses résultats, mais encore beaucoup de ceux qui avaient conçu auparavant des craintes sérieuses et de bonne foi sur ses effets probables. Je crois que tous ceux qui ont partagé ces craintes, et qui trouvent aujourd'hui l'occasion de se livrer par eux-mêmes à l'examen des différents procédés de cette discipline, ne peuvent manquer, après l'avoir vue fonctionner de leurs yeux, d'acquiescer pleinement à ce que nous disons de son mérite et de sa supériorité. Je sais cependant qu'il existe contre notre système, de la part de certaines autres personnes, des préventions qui s'expliquent généralement par leurs intérêts. Ces personnes font profession de désapprouver notre système, et usent de toutes sortes d'efforts, tant par écrits que par paroles, pour donner au public une impression défavorable à son caractère. Si ces individus se faisaient personnellement connaître, leurs motifs, dérivés de leurs propres personnes, seraient bien vite compris, et bien peu de mal alors en pourrait naître contre nous; mais, aussi longtemps que les vues d'agents intéressés continueront à être présentées, chaque année, au public, dans les rapports d'une Société éminemment respectable, et aussi longtemps que cette société continuera à puiser ses informations à des sources aussi suspectes (1), il est à craindre que l'adoption de notre système

(1) La Société des prisons de Boston. Il s'agit ici des rapports que cette société publie en faveur du système d'Auburn. (Note du Traducteur.)

perfectionné de discipline pénitentiaire ne soit arrêtée ou au moins sérieusement retardée dans sa marche. Ce qu'il y a de certain, c'est que les rapports de la Société dont nous parlons ont, pour des années, propagé dans le monde à ce sujet des imputations injustes (*unfair*, injuste, infidèle, malhonnête) et des indications faussés, calculées pour donner sur les deux systèmes rivaux l'opinion la plus erronée.

Je n'ai point l'intention d'établir, dans ce rapport, un parallèle détaillé entre le système de Philadelphie et celui de Gand, généralement appelé système d'Auburn ; toutefois, je crois utile et opportun de présenter ici quelques observations sur ce sujet.

Le cœur humain se révolte contre l'oppression ; la douceur et la bonté l'apaisent. Est-il un seul homme qui puisse croire un instant que le traitement sévère, et même brutal, auquel les convicts ont été et sont encore soumis, adoucira leur cœur ou les conduira par une voie quelconque à leur réformation ? Et quel est le grand but, quelle est la grande fin de tout système pénitentiaire ? C'est l'amendement du prisonnier, je suppose. Les autres prisons peuvent se vanter de leurs gains et de leurs profits. La nôtre n'a jamais tenu à honneur de faire de ses détenus des machines à argent. Mais, en retour, nous avons à nous glorifier hautement des effets moraux constatés sur un grand nombre de ses infortunés habitants. Notre traitement, on le sait, est ferme, mais doux et juste. Nous nous efforçons d'agir sur le cœur et sur les sentiments de nos détenus, non en lacérant leurs corps, mais en les amenant au sentiment vrai de leur propre dégradation. Nous nous efforçons de faire renaître en leurs âmes dégénérées l'amour du travail, de la vertu, de la piété.

Si tous les philanthropes, si tous ceux qui désirent ardemment le bien-être et l'amélioration de la société, si tous ceux, enfin, qui s'inquiètent de l'avenir des êtres séduits, mal guidés, misérables, qui sont confiés à nos soins, pouvaient voir fonctionner en plein la discipline de notre institution, je les prierais d'entrer dans l'examen de tous ses rouages, de toutes ses conditions d'action ; je leur ferais voir les convicts dans leurs différents travaux ; je les prendrais à témoin de leur bonne santé, de leur propreté, de leur bonne humeur, et, sauf quelques exceptions, de leur bonne volonté et de leur aptitude industrielle ; je les invitais à apprendre de la bouche même des détenus de quelle manière ils sont traités par les Inspecteurs, par le Gouverneur, par les employés, et de quels sentiments ils sont animés envers ceux qui prennent soin de leurs personnes ; enfin, je les ferais les interroger sur leurs futures intentions, et s'enquérir près d'eux des moindres détails relatifs aux effets que produit le système sur leur esprit et sur leur corps. Puis,

cette investigation faite, je les supplierais d'en faire une aussi sévère, aussi scrupuleuse dans les prisons des autres États, et, dans ce cas, sûr que je suis d'avance de la nature de l'impression qui serait produite dans l'esprit de tout homme candide, intelligent et sans prévention, je suis fier de dire que le résultat de cette comparaison serait un jugement en notre faveur.

Le système de Pennsylvanie vit plus de privations que de châtiements. Il a certainement eu ce caractère pendant l'année écoulée, car il s'est rencontré peu de cas requérant un traitement sévère ; avec une population plus nombreuse, nous avons eu moins d'infractions à punir que dans une autre période antérieure. Ce progrès doit être principalement attribué aux mutations salutaires opérées dans le personnel des gardiens. Dans toute institution, il est nécessaire d'avoir de bons employés ; mais cette nécessité est surtout urgente et indispensable dans un établissement où les prisonniers sont séparés et enfermés seuls. Comme ils ont peu d'occasions de parler, quand cette occasion se présente ils en usent avec avidité, et la réputation, la moralité et la disposition de ceux qui sont presque exclusivement en contact avec les prisonniers exercent sur ceux-ci une extrême influence. L'amélioration remarquée sous ce rapport est une preuve de la convenance des changements que j'ai faits parmi les employés.

Depuis l'ouverture du pénitencier, cent quatre prisonniers en sont sortis par expiration de leur peine. Sur ce nombre, trois seulement y sont rentrés en récidive, dont deux après y être restés moins d'un an, et un moins de deux ans.

Sur les cent dix-huit détenus entrés pendant l'année, vingt-cinq ne savaient ni lire ni écrire, dix-neuf savaient lire seulement, et soixante-quatorze lire et écrire ; — cinq étaient des ivrognes d'habitude, seize s'enivraient souvent, soixante-treize occasionnellement ; vingt-quatre étaient sobres, et ne buvaient presque jamais de spiritueux ; — treize avaient achevé leur apprentissage, vingt-trois étaient apprentis et avaient quitté leurs maîtres sous divers prétextes, et quatre-vingt-deux n'avaient jamais appris d'état.

Il y avait, au 31 décembre, quatre-vingt-trois cordonniers, soixante-dix dévideurs, tisseurs, bobineurs et pareurs de laine ; six forgerons, six menuisiers, six tailleurs, deux fabricants de roues, deux laveurs de linge, un apothicaire, un tourneur, un pompier, un fabricant de navettes, un fabricant de brosses, un ferblantier, un cuisinier, et trente-cinq oisifs, dont plusieurs étaient malades, et les autres récemment arrivés.

On avait espéré que la Législature de l'année dernière affecterait un

capital suffisant pour l'exploitation de nos travaux, d'autant que le rapport du Comité de la Chambre des Représentants, chargé d'examiner sur les lieux nos diverses branches d'industries, avait conclu en ce sens. Mais cet espoir n'a point été rempli, et il nous faut continuer à travailler à perte ; c'est ce qui fait que nous ne pouvons rivaliser, sous ce rapport, avec les autres institutions qui ont quarante, cinquante et même cent mille dollars de capital. Qu'on nous donne les mêmes moyens, et nous obtiendrons les mêmes résultats.

Ce 31 décembre 1834.

Signé Samuel R. Wood, gouverneur.

6^e Rapport du Médecin.

Augmentation dans les maladies.—Diminution dans la mortalité.—Santé généralement bonne. — Trois cas d'aliénation mentale antérieurs à l'entrée dans le pénitencier.

Le nombre des cas de maladie a été plus grand, proportionnellement au nombre des prisonniers, pendant cette année que pendant aucune autre des années précédentes. L'accroissement des maladies s'est plus particulièrement fait remarquer pendant les mois de juin à août. Pendant ces mois, l'extrême chaleur a probablement occasionné les nombreuses fièvres qui se sont déclarées. Cependant, la mortalité a été modérée dans la même période de temps.

Les faits consignés sur les registres d'entrée et de sortie des détenus constatent que le confinement des prisonniers n'est pas défavorable à leur santé.

Il résulte de ces registres que trois prisonniers, sortis aliénés, étaient aliénés à leur entrée. L'un est resté deux mois et vingt-un jours dans le pénitencier ; l'autre, deux ans et demi ; le troisième, un an et onze mois.

Les maladies dominantes, pendant l'année, ont été les fièvres, les affections d'entrailles, les catarrhes et les rhumatismes.

Le nombre moyen des détenus en cellules, pendant l'année, a été de cent quatre-vingt-trois, et celui des décès de cinq seulement ; ce qui établit une moyenne de mortalité de $2\frac{7}{10}$ pour 100.

Il est à remarquer que, sur cinq décès, quatre ont eu lieu chez des sujets en mauvais état de santé lors de leur entrée, et que les cinq décès ont eu lieu après une détention de courte durée.

31 décembre 1834.

Signé Franklin BACHE, médecin, E. P.

ANNÉE 1835.

7^e Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants le 30 janvier 1836.)

Mouvement de la population.—Considérations sur les grâces.—Santé.—Mortalité.—État mental.—Réforme morale.—Récidives.—Manque d'un instructeur moral et religieux.—Matrone.—Travail ; dépenses ; déficit.—Effets généraux du système.—Diminution des crimes.

Au 1^{er} janvier 1835, il y avait en cellules, dans le pénitencier, deux cent dix-huit prisonniers, dont une femme seulement. Cent quatre-vingt-dix-neuf détenus hommes et dix-huit femmes sont entrés dans le pénitencier dans le cours de l'année. Soixante-dix en sont sortis, dans la même période, par expiration de leur peine ; quinze par suite de pardon ; six sont décédés : ce qui fait qu'au 1^{er} janvier 1836 il restait trois cent quarante-quatre détenus, dont dix-neuf femmes. Le nombre moyen des prisonniers en cellules a donc été, pendant l'année 1835, de deux cent soixante-six convicts.

Depuis l'ouverture du pénitencier jusqu'à ce jour, nous n'avons recommandé en grâce que cinq condamnés, encore ce n'a été que pour des causes particulières. Nous croyons devoir faire cette observation, parce que nous sommes convaincus que la peine prononcée tire surtout son efficacité de la certitude de son infliction. Cette certitude, une fois bien entrée dans l'esprit des condamnés, et justifiée par l'exemple, les éloignerait du crime par la terreur d'un châtement inévitable, eux et tous ceux qui seraient tentés de les imiter, en même temps qu'elle ferait naître dans l'esprit du prisonnier en cellule la réflexion qui conduit au repentir. Nos observations et notre expérience sur ce point nous ont conduit à reconnaître que, du moment où le prisonnier entretient l'espoir de son pardon ou de la diminution de sa peine, par l'influence ou l'intercession de sa famille et de ses amis, il n'y a plus moyen de songer à son amendement, son âme résistant, loin de s'ouvrir, à toutes les bonnes impressions qu'on cherche à faire naître en elle. Nous savons les touchants appels qui sont faits à la magistrature exécutive par des parents ou des amis affligés pour obtenir la grâce qu'ils sollicitent ; nous savons combien il est doux de s'abandonner aux suggestions de la pitié et aux entraîn-

entraînements de notre nature qui nous portent à soulager les malheureux; cependant nous sommes obligés de dire que, dans notre opinion, il y a plus d'humanité à se préoccuper des souffrances de la société, exposée qu'elle est sans cesse aux vols, aux rapines, aux pillages et aux assassinats d'une foule de misérables perdus de vices et de débauches. Notre opinion bien arrêtée est que, excepté en cas d'innocence prouvée, le pouvoir de pardonner ne doit point être exercé envers les prisonniers renfermés dans cette institution, attendu que si la discipline amène l'amendement du prisonnier, c'est à la continuité de l'action morale et religieuse qu'il le doit, et que si cet amendement n'est pas obtenu, la sentence, du moins, aura atteint son but principal, celui d'éloigner le coupable d'un nouveau crime par la crainte du châtement.

Du 1^{er} juillet 1829, date de l'ouverture du pénitencier, au 1^{er} janvier 1836, il s'est écoulé six ans et demi pendant lesquels cinq cent cinquante-quatre condamnés ont été mis en cellules. Sur ce nombre, vingt-un sont morts, dont un était venu dans un état désespéré de la prison de Walnut-Street, ce qui fait une moyenne de mortalité annuelle de 2 6/10^e sur 100 pendant cette période. Quand on considère combien est grande la proportion des condamnés qui nous arrivent avec des constitutions altérées et, pour la plupart, détruites par la débauche et l'intempérance, le nombre moyen des décès survenus dans cette période ne peut être regardé comme exagéré, et ne peut surtout accuser, en aucune façon, le système du confinement solitaire auquel tous les convicts sont soumis.

Sur le chiffre total des détenus libérés dans le cours de l'année, un a été en cellule pendant six ans; six, pendant cinq ans; dix, pendant quatre ans; neuf, pendant trois ans; et le reste pendant un temps plus court. Tous ceux qui y sont restés pendant trois ans et plus étaient évidemment améliorés dans leurs dispositions et leur caractère, aussi bien que dans leur santé, ce qui prouve que le système est parfaitement adapté à la réformation des détenus. Nous avons déjà dit, dans nos précédents rapports, que, dans notre opinion, aucun condamné ne devait être enfermé dans ce pénitencier pour moins de deux ans; et cette opinion vient d'être de nouveau confirmée par l'expérience de l'année qui vient de finir.

Le nombre total des prisonniers libérés, depuis l'ouverture du pénitencier jusqu'à ce jour, a été de cent quatre-vingt-neuf. Sur ce nombre, seize ont été réemprisonnés dans le cours des deux dernières années. Presque tous n'avaient passé que fort peu de temps en cellule lors de leur première condamnation.

Nous avons reçu, sur le compte du plus grand nombre de nos libérés, des renseignements favorables quant à leur conduite et à leur industrie. Pour quelques autres, nous avons la preuve bien satisfaisante qu'ils ont mené une vie exemplaire depuis leur sortie du pénitencier.

Cela ne nous empêche pas d'insister de nouveau sur l'urgence qui se fait de plus en plus sentir d'un enseignement moral et religieux donné aux convicts par un préposé spécial. M. Crawford, le commissaire distingué que le gouvernement de la Grande-Bretagne a récemment envoyé aux États-Unis pour y étudier les divers systèmes pénitentiaires américains, a fait remarquer dans son rapport que notre institution pèche grandement de ce côté, et qu'il conviendrait en conséquence d'y nommer un instructeur religieux résidant, lequel ne serait pas chargé seulement de la célébration du service divin le jour du sabbat, mais encore de se dévouer lui-même tout entier aux détenus en visitant les malades, instruisant les ignorants, consolant les affligés et reconfortant les âmes que le remords pourrait décourager ou abattre. C'est dans ce sens que s'exprime le rapport du Comité d'enquête nommé par vous dans votre dernière session. La loi pourvoit au soulagement du corps quand il est malade, pourquoi ne pourvoirait-elle pas de même au soulagement de l'esprit quand il souffre?

En conséquence de l'accroissement du nombre des femmes condamnées, une Matrone a été nommée par le Gouverneur, sous la direction du Conseil, pour la garde et la surveillance des femmes détenues. Cette fonction a été confiée à mistress Harriet B. Hall, dont la piété et la fermeté seront, nous sommes sûrs, d'un puissant effet pour ramener dans les voies de la vertu et du bonheur cette classe d'infortunées.

L'importante question d'un travail utile à donner aux condamnés a été l'objet des sérieuses méditations du Conseil. Malheureusement le Conseil a à constater, qu'en raison de circonstances qui ne tombent pas sous son contrôle, les profits du travail des détenus, pendant l'année expirée, ont été insuffisants pour couvrir leurs dépenses.

Les dépenses de l'établissement se sont élevées, pour l'année dernière, à d. 17,529 22, non compris les salaires des employés, et le produit des travaux ne s'est élevé qu'à d. 12,530 31, ce qui constitue un déficit de d. 4,998 91. Le manque d'un capital nous a forcés de renoncer à manufacturer, pour notre propre compte, au degré d'extension que nous eussions voulu, et de chercher des traitants pour occuper les bras de notre population. Les traitants ont manqué plusieurs fois de fournir les matières premières, et les travaux ont, en conséquence, chômé pendant une saison. Dans tous les autres pénitenciers où les travaux des prisonniers produisent des bénéfices, un capital suffisant a

préalablement été fourni par l'État. Il est constant que le nôtre ne peut prospérer de même qu'à la même condition. Nous appelons de nouveau toute l'attention de la Législature sur ce point important.

Quant aux effets généraux de système de l'emprisonnement solitaire ou séparé, le résultat de nos observations, depuis que ce système est en pleine opération, est que les crimes diminuent, et ce fait est établi par la supputation du nombre des convicts actuellement en cellules, comparé à celui des condamnés en 1829. Le nombre total des convicts actuellement en cellules, tant dans le pénitencier de l'Est que dans celui de l'Ouest, et dans la prison de comté de Moyamensing, s'élève à un peu moins de six cents. En 1829, les convicts détenus dans la seule prison de Walnut Street étaient au nombre de six cent vingt-neuf, et ceux du pénitencier de l'Ouest au nombre de quatre-vingts. Quand nous prenons en considération l'accroissement de la population libre pendant ces six dernières années, nous ne pouvons qu'en inférer tout naturellement que le nombre des crimes décroît dans l'État de Pennsylvanie.

Au surplus, l'espérance exprimée déjà par le Conseil que le confinement solitaire ou séparé avec travail ne serait pas plus nuisible à l'esprit qu'au corps des prisonniers, est pleinement réalisée par une année de plus d'expérience, et si l'on y ajoute un traitement doux et humain, et l'instruction morale et religieuse, nous sommes convaincus que ce mode d'emprisonnement deviendra l'instrument pénal le plus puissant, non seulement pour éloigner du crime par l'intimidation, mais encore pour corriger le criminel et pour faire de lui un bon et vertueux citoyen.

Signé Thomas BRADFORD, président,
W. H. HOOD, secrétaire.

7^e Rapport du Gouverneur.

Augmentation de la population. — Comment occuper tant de monde. — Difficultés vaincues. — Travaux ; traitants ; manque de capital. — Caractères des détenus, etc. Idiots, insensés. — Pas d'asile spécial pour eux. — Bonne conduite des libérés.

Le 1^{er} janvier 1835 nous avait trouvé avec deux cent dix-huit prisonniers, dont une femme. Cent quatre-vingt-dix-neuf hommes et dix-huit femmes furent reçus dans le pénitencier dans le cours de la même année ; de sorte que nous avons, au 1^{er} janvier 1836, un nombre total de trois cent quarante-quatre détenus, dont dix-neuf femmes.

La difficulté de procurer du travail, dans des cellules séparées, à

tant de prisonniers à la fois n'avait point encore été soumise au creuset de l'expérience. Les prédictions décourageantes qu'on nous avait faites à ce sujet ne nous ont point découragé ; au contraire ; et le plus grand nombre de détenus que nous avons maintenant à gouverner ne fait que nous donner une chance de plus de pouvoir les occuper constamment tous. Maintenant, en effet, nous pouvons affecter un bloc de cellules à une branche spéciale d'industrie, et affecter à chaque branche un ou plusieurs gardiens instruits dans le métier qu'il s'agit d'apprendre aux détenus, et rendus responsables du travail qui leur est confié. Depuis que l'essai est fait de cette organisation nouvelle, les résultats obtenus ont dépassé nos espérances. Un heureux esprit d'émulation s'est emparé des gardiens ; et c'est à qui fera le mieux, chacun dans le département qui lui est assigné. Un peu de peine a suffi pour mettre au courant les détenus. Ils sont, généralement, ardents à apprendre, et le plus grand nombre s'acquitte de sa tâche avec soin et promptitude ; les plus longs jours, pour eux, sont ceux où ils n'ont rien à faire. Se sentant traités comme des êtres raisonnables par des gardiens qui ne leur témoignent que de l'affection, du bon vouloir, et le grand désir qu'ils ont de les mettre promptement dans le cas de gagner leur vie, les prisonniers répondent rarement à ces soins par de la violence ou de la mauvaise volonté, et une légère privation de nourriture est généralement suffisante pour les corriger et pour les faire rester dans l'obéissance ou le devoir.

Le manque d'un capital suffisant pour alimenter la partie industrielle du pénitencier, et le manque d'autorité pour nous le procurer, nous a réduit à la nécessité de passer des contrats avec des traitants pour la fourniture des matières premières. Ces traitants paient le travail à raison de tant par *yard*, ou mesure, pour le tissage, et à raison de tant par paire pour les souliers ; — système qui est très-bon tant que les prisonniers sont constamment pourvus d'ouvrage. Mais comme la matière manque souvent quand on en a le plus besoin, il en résulte une perte considérable de temps, et, par suite, une charge énorme pour les comtés, qui sont obligés de payer la dépense de leurs détenus dans le pénitencier, sans pouvoir tirer de leur travail un profit équivalent, et cela faute d'un capital qui nous mette à même de pouvoir faire face à tout.

Le nombre des travailleurs a été, pendant l'année, savoir : de cent dix-sept tisseurs et de cent quarante-neuf cordonniers. Il y a eu, en outre, vingt-six cardeurs de laine, seize couturières, trois blanchisseuses, deux cuisiniers, huit menuisiers, quatre forgerons, un tonnelier, un tourneur, un limeur, un étameur et un apothicaire.

Il n'y a peut-être pas de situation où le caractère de l'homme, ses

dispositions, son tempérament et la force de son esprit, puissent être aussi complètement étudiés que dans une cellule. Pour peu que le gardien soit intelligent, il découvre bien vite ses bons et mauvais penchants, et le côté fort ou faible de son esprit, après quoi il agit sur lui en conséquence. Il y a peu de points sur lesquels on se soit plus mépris que sur le caractère des convicts, lesquels, généralement, présentent une masse d'individus malheureux, mal élevés, ignorants, victimes de l'intempérance et de l'abandon. On rencontre parfois chez eux de la ruse, rarement de l'intelligence. Un petit nombre a reçu les premiers rudiments de l'éducation scolaire; la grande majorité, on pourrait dire la totalité, est dépourvue de tout ce qui ressemble à de la moralité ou à de la religion.

Une étude plus minutieuse et plus approfondie du caractère et de l'état des hôtes infortunés des prisons, nous a révélé un autre fait intéressant, c'est que la plupart d'entre eux sont des êtres plus réellement irresponsables de leurs actes qu'on ne le suppose. On peut les diviser en deux classes : 1° les idiots, ou ceux qui, n'étant pas capables de prendre soin d'eux-mêmes, ne peuvent qu'être placés sous la garde des maisons de pauvres; 2° les insensés, ou ceux que, par un plus ou moins haut degré, une aberration d'esprit de nature à les rendre dangereux pour la société, quoique irresponsables de leurs actes, ce qui ne permet pas de les considérer comme devant appartenir aux prisons. On a pourvu, dans plusieurs États, au sort de ces infortunés; et nous nous réjouissons de voir qu'on fit de même pour eux dans celui de Pennsylvanie; car nous sommes convaincu que plusieurs prisonniers de cette espèce ont été enfermés dans ce pénitencier, et que quelques uns y sont même encore.

En définitive, les amis du système et de l'humanité ont grande raison de s'applaudir des résultats moraux que nous en avons obtenus jusqu'ici; et, quoique sur les cent quatre-vingt-neuf libérés sortis de l'établissement, depuis son ouverture, seize soient tombés en récidive, nous ne nous sentons point découragé par ce dernier chiffre, sachant, comme nous le savons, que le plus grand nombre de ceux qui ont séjourné quelque temps dans ce pénitencier, mènent aujourd'hui une conduite exemplaire, et se comportent en bons citoyens.

Du reste, les vingt-six détenus qui sont restés ici pendant trois ans et plus, sont tous sortis améliorés mentalement, et le plus grand nombre paraissent décidément dans un meilleur état de santé qu'à leur entrée.

Ce 15 janvier 1836.

Signé S. R. Wood, gouverneur.

7. Rapport du Médecin.

Continuation de bonne santé.—Mortalité faible.—Pas de cas de folie.

La santé générale des prisonniers a été bonne pendant l'année qui vient de finir. Les maladies qui ont été les plus fréquentes sont : les fièvres, les diarrhées, les rhumatismes et les catarrhes.

Les prisonniers qui sont sortis cette année peuvent être classés ainsi qu'il suit, quant à l'état de leur santé, à leur entrée et à leur sortie :

1° Entrés et sortis en bonne santé, 52;

2° Entrés et sortis à peu près dans le même état de santé imparfaite, 3;

3° Sortis en meilleure santé qu'à leur arrivée, 15;

4° Sortis en plus mauvaise santé qu'à leur arrivée, 14.

Sept décès ont eu lieu dans l'année; deux par suite d'inflammation chronique des poumons, deux par suite de phthisie, un par suite de scrofules. Sur les deux morts de phthisie, un était affecté d'un violent catarrhe à son entrée, l'autre avait été traité souvent pour la même maladie pendant une première détention antérieure. Le cas fatal de rhumatisme se montra dans un détenu qui sortait de l'hôpital, où il avait été soigné pendant plus de cinq mois pour cette même maladie. Les quatre autres cas se rapportent à des prisonniers qui sont notés dans les registres du médecin comme reçus en bonne santé.

Le nombre moyen des prisonniers en cellules ayant été de deux cent soixante-six pendant l'année, et le nombre des décès ayant été de sept, la mortalité a été, pour 1835, de 2 et 6/10 sur 100.

31 décembre 1835.

Signé Franklin BACHÉ, médecin.

ANNÉE 1836.

8. Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants le 27 février 1837.)

Difficultés que le système a eu à surmonter dans ses commencements. — Le système devenu une vérité. — État antérieur de la criminalité et de la police. — État actuel. — Progrès immenses. — Commissaires étrangers venus en Pennsylvanie. — MM. Crawford, de Beaumont et de Tocqueville. — Leur opinion favorable au système. — Citations. — Nombre disproportionné des prisonniers de couleur. — Conséquences de ce fait.

Bien que le but de notre mission doive se borner, d'après la loi, à

un simple compte-rendu des progrès du système de l'emprisonnement cellulaire dans le pénitencier soumis à notre inspection, cependant, pénétrés que nous sommes de l'excellence de ce système et convaincus de sa supériorité sur tous les autres, nous ne pouvons nous empêcher de sortir quelque peu du cercle qui nous est prescrit, en cherchant à faire valoir tous ses avantages.

L'expérimentation du système a été laborieuse dans ses commencements, et les premières difficultés de mise en œuvre ont découragé bien des gens moins convaincus que nous de sa praticabilité et de son efficacité. Combattu à l'intérieur par bon nombre de nos concitoyens qui, avec les meilleures intentions du monde, lui suscitaient partout des incrédules et des ennemis; mis en question dans ses principes fondamentaux par une commission spéciale nommée par le gouvernement; assailli par l'agent officiel d'une Société influente et infatigable d'un Etat voisin, uniquement parce qu'il était en opposition avec son système favori; attaqué au dehors par des personnes jouissant dans le monde moral et politique d'une haute considération, le système de l'emprisonnement cellulaire a poursuivi sa course sans être ébranlé; ses partisans dévoués l'ont soutenu avec une fidélité et une persévérance dignes d'une telle cause; leurs opinions ont fini par devenir l'opinion publique; l'Etat de Pennsylvanie a fini lui-même par l'adopter et par lui conférer la sanction de la loi; et c'est ainsi qu'après plusieurs années de délibérations, le système, empreint d'un caractère éminent de philanthropie, est devenu une vérité (*true one*).

La question de dépense que ne doit pas négliger d'examiner même une grande nation, n'a point arrêté la Législature; son but, d'accord avec l'humanité prédominante du peuple de la Pennsylvanie, étant, avant tout, d'améliorer la condition des criminels, et de substituer une atmosphère morale et saine à l'atmosphère immorale et empestée des prisons communes.

Disons un mot, à cette occasion, de l'état de choses existant aux temps de la mise à exécution de la loi qui abolit la peine de mort pour tous les crimes autres que celui de meurtre au premier degré, ainsi que le travail forcé (*hard labour*), et l'ignominie des fers et de l'exposition sur la voie publique, avec la tête rasée et le pêle-mêle des geôles communes.

Un écrivain spirituel a dit, en parlant de l'état de la criminalité à cette époque: « Les désordres dans la société, les larcins, les vols avec effraction, les bris de prison, les alarmes de la ville et de la contrée, l'ivrognerie, les profanations, les indécentes des prisonniers dans les rues, doivent être restés dans la mémoire de tout le monde. Avec ces

désordres, le nombre des criminels augmentait progressivement à un tel point, que la République effrayée en était venue à se demander s'il était possible de trouver un lieu assez grand et assez fort pour pouvoir les contenir. » C'est une légende de nos pères que l'appréhension des voleurs de nuit était un sujet constant et toujours grossissant d'anxiétés, et nous nous rappelons tous les précautions prises pour notre sécurité personnelle, précautions qui ne sont plus aujourd'hui que le fait de personnes timides, ou dont l'imagination se plaît à conjurer des dangers qui n'existent pas, ou qui, s'ils existent, sont rares et isolés, et ne peuvent plus exciter d'étonnement que par leur nouveauté. Tout homme de trente ans se souvient qu'il y a dix ans à peine, les déprédations sur le public étaient encore très-fréquentes, et commises avec une énormité et une intensité de telle scélératessé, que l'attention de toutes les classes de citoyens en était sérieusement préoccupée, et que les conversations de tous les jours ne roulaient pas sur un autre sujet. C'était chose ordinaire d'entendre journellement parler de hardies combinaisons de coquins, de maisons forcées, de seings contrefaits, de vols en pleines rues, de violences de toutes sortes. C'était encore chose ordinaire de voir les magistrats et les autres officiers de justice se former en *ban*, pour visiter les repaires du vice et les plus infimes retraites de la misère, et y faire la chasse aux félons. Il y avait rarement une condamnation pour un crime au-dessus d'un petit larcin qui ne fût le nœud d'une chaîne compliquée de vilainies et de méfaits, dont les coupables avaient été condamnés deux, trois, quatre ou plusieurs autres fois. Notre Cour criminelle avait à juger, à chaque session, une armée de bandits, et chacun de ses arrêts, en faisant gémir tous les philanthropes, était un argument contre l'état déplorable de notre société. Notre police était engagée chaque jour, dans une foule d'affaires hasardeuses, travaillant sans relâche à la découverte et à l'arrestation des mauvais sujets de toute sorte et de toute trempe qui infestaient nos rues. Une police auxiliaire fut même instituée pour parer aux nécessités des temps. Elle se recruta parmi les citoyens de bonne volonté qui faisaient eux-mêmes des patrouilles pour protéger le sommeil de leurs enfants contre les assauts insidieux des incendiaires et des enfonçeurs de portes.

Tel n'est plus aujourd'hui l'état des choses; l'administration de la justice criminelle est, aujourd'hui, tout simplement l'instruction et le jugement des crimes et délits ordinaires, sans que personne s'en inquiète autres que ceux qui y sont personnellement intéressés. Et à quoi doit-on attribuer ces grands résultats? à la rapide diffusion des lumières par le moyen de nos écoles publiques; à l'influence de la Maison de Refuge

instituée pour les jeunes délinquants ; à la digue posée devant le courant du crime par l'introduction de l'emprisonnement solitaire dans notre *Maison d'arrêt* de Moyamensing ; enfin, à la salutaire opération du Pénitencier de l'Est, et à toute la mise en œuvre du grand système adopté par la Pennsylvanie pour garantir à ses citoyens la sûre et paisible jouissance de leurs propriétés et de leurs droits.

La Législature n'ignore pas que les arrangements pénitentiaires des prisons des États-Unis ont attiré l'attention des gouvernements étrangers, et que plusieurs Commissions ont été envoyées parmi nous dans le but de les examiner et de les étudier à fond. C'est un droit commun dont nous usons, en invoquant ici à l'appui de nos propres observations sur la sagesse et la bonté de notre système, le témoignage des personnes désintéressées et sans préventions qui composaient ces commissions.

MM. de Beaumont et de Tocqueville, entre autres, se sont exprimés ainsi qu'il suit dans leur ouvrage intitulé : *du Système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France*.

(Suivent plusieurs citations connues, établissant les avantages du système d'emprisonnement pratiqué dans le pénitencier de Philadelphie.)

M. W. Crawford, esq., envoyé par le gouvernement anglais, s'exprime ainsi dans son rapport au lord vicomte Duncannon :

« Ayant eu la faculté, sans restriction, de visiter les cellules, à volonté, à chaque instant du jour, j'ai trouvé par là l'occasion de m'entretenir seul à seul avec un nombre considérable de prisonniers. Préoccupé surtout de la forte appréhension qui existe dans le monde à l'endroit du danger résultant, pour les détenus, d'un temps trop long passé en cellule, j'ai dû porter, avec le plus grand soin, mes investigations sur les effets produits par ce mode d'emprisonnement tel qu'il est pratiqué à Philadelphie, sur la santé, sur l'esprit et sur le caractère des convicts. J'ai uniformément trouvé que l'influence obviatoire et d'intimidation (*detering*) qu'il exerce est extrêmement grande, et telle que je ne crois pas qu'elle puisse exister au même point dans aucun autre système d'emprisonnement connu ; car, bien que dans de grandes agglomérations d'individus, le silence puisse être maintenu à un haut degré par la sévérité de la discipline, les prisonniers, privés de la facilité de causer, ont inévitablement recours à d'autres modes de communication. Je ne prétends pas dire que des communications aussi restreintes n'en engendrent pas moins la corruption morale des détenus ; mais je prétends que, quand des prisonniers sont jetés, chaque jour, les uns au milieu des autres, et vivent ainsi de la même vie et dans la même société, l'ennui de la prison en est allégé, et ses ter-

reurs matériellement diminuées. Le pénitencier de l'Est n'offre pas cet inconvénient ; parmi les prisonniers avec lesquels je me suis entretenu, j'en ai trouvé plusieurs qui avaient été détenus antérieurement à New-York et dans d'autres prisons où les châtimens corporels sont fréquents ; or, ces détenus m'ont déclaré que cette discipline était moins correctrice que la contrainte résultant d'une solitude continue. Quand des prisonniers sont réunis, il est extrêmement difficile de couper court à tout rapport entre eux sans ce moyen de correction. L'arrivée des nouveaux détenus et le départ des anciens forment, pour ainsi dire, un canal toujours ouvert de communications. Dans le pénitencier de l'Est, la séparation du monde est certaine et complète. Si stricte est la séclusion que j'ai trouvée en causant avec des prisonniers qu'ils n'avaient eu nulle connaissance de l'existence du choléra qui avait sévi, quelques mois auparavant, dans la ville de Philadelphie. L'exclusion de toute connaissance de leurs amis est sévèrement ressentie par eux ; mais, quoique chaque allusion, faite par moi à leur situation, fût nécessairement accompagnée d'un sentiment profond de la peine à laquelle ils étaient soumis, je n'ai aperçu en eux aucun sentiment de colère ou de vengeance ; loin de là, j'ai été particulièrement frappé de l'esprit de douceur et de soumission qui semblait s'être emparé du caractère de tous les convicts, et qui est essentiellement provoqué par la réflexion, la solitude et l'absence de tout châtimen corporel.

« Les seules fautes que les prisonniers puissent commettre dans le pénitencier de l'Est sont : la paresse et le dégât volontaire des matières qu'on leur donne à ouvrager. Les seules punitions qu'on inflige, dans ce cas, sont la privation de travail, la réduction de nourriture et l'emprisonnement dans une cellule ténébreuse. Mais la nécessité de recourir à ces moyens de correction est extrêmement rare. On ne connaît pas l'usage du fouet dans le pénitencier, et il n'y a pas une seule arme à feu dans ses murs. »

« L'emprisonnement solitaire est non-seulement une punition exemplaire, mais encore un agent puissant de réforme morale : il tend inévitablement à arrêter les progrès de la corruption. Dans le silence de la cellule, la contagion ne peut être ni communiquée, ni reçue ; le sentiment de sa propre dégradation ne peut être excité dans l'âme du détenu par l'exposition de sa personne ou de sa faute, et sa réformation ne peut être paralysée par une fausse honte. N'ayant, chaque jour, d'autre compagnon que ses propres pensées, le convict est contraint de prêter l'oreille aux reproches de sa conscience ; forcé de s'arrêter sur ses erreurs passées, il se rattache à tout ce qui lui reste de bons sentiments qu'il a pu jamais éprouver. Ces circonstances sont combinées à un haut

degré pour améliorer les affections et régénérer le cœur. Le cœur s'ouvre peu à peu à de meilleures impressions, et se prépare ainsi à la réception des vérités et des consolations dont le Christianisme seul possède le secret. »

Nous nous bornons à ces citations que tout le monde peut étendre en les lisant dans les rapports où elles se trouvent consignées.

Le Conseil des Inspecteurs a la satisfaction de pouvoir dire que rien de ce qui s'est passé l'année dernière dans le pénitencier n'est de nature à diminuer sa confiance dans le système adopté par la Pennsylvanie; loin de là, ils pensent plus que jamais que ce système est le meilleur qui puisse être adapté à la double fin de toute loi pénale, savoir : l'empêchement du crime et l'amendement du criminel.

Les Inspecteurs insistent de nouveau à ce sujet sur la nécessité de plus en plus urgente de la nomination d'un préposé spécial pour l'instruction et l'éducation morale et religieuse des convicts. Ils espèrent n'avoir plus à se plaindre l'an prochain de cette lamentable lacune dans le système de Pennsylvanie.

Il résulte du rapport du médecin que l'état sanitaire de l'institution est généralement satisfaisant, aucun cas de maladie n'étant survenu qui puisse être attribué, de quelque manière que ce soit, au système de l'emprisonnement solitaire ou séparé auquel sont soumis tous les détenus.

Le rapport du Gouverneur constate qu'il y a eu six récidives dans l'année. Nous dirons à ce sujet que jamais nous n'avons eu ni la présomption ni l'espérance de voir sortir nos libérés sans possibilité d'une rechute. L'incorrigibilité de quelques uns et ce fait que plusieurs autres n'étaient restés ici, la première fois, que fort peu de temps, et n'avaient pu dès lors recevoir aucune impulsion disciplinaire profitable, ne suffiraient que trop pour nous donner la presque certitude de les revoir.

Les Inspecteurs saisissent cette occasion pour appeler l'attention publique sur un autre point; c'est que le nombre des prisonniers de couleur est hors de proportion dans le pénitencier avec celui des prisonniers blancs, comparaison faite du même nombre respectif avec la population libre. Cette remarque doit jeter un grand jour sur la statistique des récidives et des maladies du pénitencier, en raison de l'état de dégradation physique et morale dans lequel vit cette classe de condamnés.

Les opérations financières de l'établissement sont régulièrement transmises au département des finances à Harrisburg, conformément à la loi.

En terminant, les Inspecteurs expriment de nouveau la ferme con-

viction qu'ils continuent à avoir de l'efficacité du système placé sous leur contrôle, système qui n'est plus seulement aujourd'hui à l'état d'expérience, mais à l'état de réalité.

Signés Thomas BRADFORD, président;
W. H. HOOD, secrétaire;
John BACON.
Matthew L. BEVAN,
Robert PATTERSON.

8^e Rapport du Gouverneur.

Population blanche et noire du pénitencier. — Ses antécédents. — Inconvénient de la multiplicité des grâces. — Manque d'institutions préventives. — Prospérité financière de l'établissement. — Effets moraux du système. — C'est le plus parfait qui ait été inventé.

Nous avons, au 1^{er} janvier 1836, trois cent vingt-cinq hommes et dix-neuf femmes. Il est entré, dans le courant de l'année, quatre-vingt-quatre blancs, dont trois femmes, et cinquante-neuf noirs, dont huit femmes; en tout cent quarante-trois. Il est sorti, dans la même période, quatre-vingt-sept libérés, trois graciés et douze morts; ce qui fait qu'il reste, au 1^{er} janvier 1837, trois cent quatre-vingt-cinq détenus en tout, dont deux cent vingt-sept blancs et cinquante-huit noirs.

Sur le nombre des entrés, dans le cours de l'année, quatre-vingt-huit étaient notés comme se livrant habituellement à l'ivrognerie; vingt-six ayant une réputation analogue, mais niant le fait, et vingt-neuf se déclarant eux-mêmes sobres.

Sur le même nombre, cent venaient ici pour la première fois, trente-deux pour la seconde, dix pour la troisième, et un pour la cinquième. A l'exception de six qui étaient venus une fois avant dans le pénitencier, tous avaient subi leurs condamnations dans d'autres prisons.

L'augmentation, au commencement de cette année, de quarante-un prisonniers, ne doit pas être attribuée à un accroissement de crimes, mais bien seulement à ces deux causes-ci: 1^o que, depuis que la prison de Walnut-Street est vacante, nous sommes obligés de recevoir tous ceux qui nous viennent du district de l'Est, et qui ne doivent point faire leur temps dans les prisons du comté; 2^o que depuis la résolution

adoptée par le pouvoir exécutif actuel de ne point accorder de grâces aussi indistinctement qu'on l'avait fait jusque alors, trois détenus seulement sont sortis à ce titre pendant toute l'année 1836.

Toutes les personnes versées dans l'histoire des prisons et dans la pratique de leur discipline; reconnaissent les inconvénients attachés à la pratique de la multiplicité des grâces; aussi se réjouissent-elles avec nous de la résolution manifestée à ce sujet par le premier magistrat dans son discours d'installation. Puisse-t-il, lui et ses successeurs, persévérer dans cette voie. La certitude de la peine, jointe à l'emprisonnement cellulaire, avant comme après jugement, étant le plus actif moyen de diminuer le nombre des crimes.

Quelque important qu'il soit de posséder un bon code pénal et un bon système d'emprisonnement, il l'est encore plus de posséder des institutions qui apprennent à l'enfance et à la jeunesse à ne point s'exposer à en avoir besoin. D'après les observations que j'ai faites sur les six cent soixante-quinze convicts qui me sont pour ainsi dire passés dans les mains depuis l'ouverture du pénitencier jusqu'à ce jour, il m'est démontré que, à quelques rares exceptions près, tous étaient sans instruction, sans éducation, sans principe de religion, sans habitude de travail et de sobriété, et sans métier pour gagner honnêtement leur vie. Tôt ou tard donc ils devaient enfreindre les lois de leur pays, et devenir les hôtes d'une prison. La classe la plus négligée d'entre eux, sous ce rapport, c'est la classe des hommes de couleur. Aussi peuplent-ils nos prisons en bien plus grand nombre que les blancs.

Les affaires pécuniaires de l'établissement n'ont jamais été dans un état si prospère, malgré la grande cherté des provisions, ainsi qu'il résulte des comptes soumis à l'autorité compétente.

Mais cette prospérité financière n'est pas la seule dont nous ayons à nous féliciter. Nous sommes surtout heureux d'avoir à constater les bienfaisants effets que le système produit sur l'esprit et sur les habitudes du plus grand nombre de ceux qui sont restés assez longtemps parmi nous pour pouvoir en profiter. La preuve nous en est fournie par la bonne conduite qu'ils mènent après leur libération. Plusieurs d'entre eux sont restés sous notre garde pendant plusieurs années de suite; et, quoique quelques autres nous soient revenus, le plus grand nombre n'en a pas moins montré jusqu'ici une disposition décidée à suivre les leçons qu'ils ont reçues. Jusqu'ici, les résultats que nous avons obtenus ont été assez grands, non-seulement pour nous indemniser des sacrifices qu'il a fallu faire pour mettre le système en pleine opération, mais encore pour nous encourager dans une œuvre qui procure, j'en ai l'intime et ferme croyance, les moyens

les plus efficaces qu'il ait encore été donné à l'intelligence humaine d'inventer, ou aux efforts humains d'accomplir, pour protéger le criminel novice contre la contagion des criminels vieillis dans la dépravation et l'habitude invétérée de faire le mal, et pour réformer, en même temps, dans une large proportion, ces deux classes de malfaiteurs.

Ce 1^{er} janvier 1837.

Signé S. R. Wood, Gouverneur.

S^c Rapport du Médecin.

Classification sanitaire des détenus à leur entrée et à leur sortie. — Mortalité proportionnelle du pénitencier depuis son ouverture. — Pas de cas de folie.

Comme en 1835, les maladies dominantes, en 1836, ont été les diarrhées, les catarrhes, les rhumatismes et les fièvres.

Les prisonniers sortis pendant le cours de cette dernière année peuvent être rangés en quatre classes sous le rapport de leur santé à leur arrivée et à leur sortie :

1^o Entrés et sortis en bonne santé, 57.

2^o Entrés et sortis à peu près dans le même état de santé imparfaite, 6.

3^o Sortis en meilleure santé qu'à leur entrée, 14.

4^o Sortis en plus mauvaise santé qu'à leur entrée, 13.

Douze décès ont eu lieu dans l'année, dont quatre par suite d'inflammation aiguë et chronique des poumons, trois de phthisie, un de bronchites, un d'apoplexie, un de paralysie, un d'inflammation de l'estomac et des entrailles, et un de débilité.

Il résulte des tables que nous avons dressées que, sur les douze cas de mort ci-dessus, sept étaient atteints de la maladie lors de leur entrée dans le pénitencier, dont deux sont restés constamment malades depuis le jour de leur admission jusqu'à celui de leur mort.

Le tableau suivant indique le chiffre moyen des prisonniers, des décès et de la mortalité proportionnelle du pénitencier depuis son ouverture jusqu'à ce jour.

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN des PRISONNIERS.	NOMBRE des MORTS.	MORTALITÉ par CENT.
1830	31	1	3.
1831	67	4	6.
1832	91	4	4.4
1833	123	1	.8
1834	183	5	2.7
1835	266	7	2.6
1836	360	12	3.3

Le chiffre moyen de la mortalité annuelle déduit des sept années ci-dessus donne une moyenne générale de 3 pour 100. C'est, après tout, une moyenne de mortalité très-basse pour une prison. Tout confinement, toute contrainte, est nécessairement contraire à la santé, surtout chez des criminels en qui, pour la plupart, les basses et vicieuses passions agissent constamment comme causes premières des maladies; que si, par cas, la santé des détenus s'améliore dans l'emprisonnement, ce ne peut être que par suite de la substitution d'influences plus salutaires à celles auxquelles le criminel se soumet lui-même par ses habitudes dépravées.

Ce 31^e décembre 1836.

Signé Franklin BACHE, Médecin.

Rapport particulier du Comité nommé par le Sénat.

(Lu au Sénat le 16 février 1837.)

Conférences individuelles préférables aux sermons et instructions publiques. — Parallèle entre la règle d'Auburn et la règle de Philadelphie tout en faveur de celle-ci, sous le rapport de la mortalité, et de la santé des détenus. — Son infériorité quant au produit du travail plus que compensée par sa supériorité quant aux produits moraux. — Pas un cas d'aliénation mentale attribuable au système n'est survenu dans le pénitencier depuis son institution.

Le Comité, nommé par le Sénat pour visiter le pénitencier de l'Est, et s'enquérir des procédés et des résultats de sa discipline, a l'honneur de lui rendre compte de ce qui suit :

Le Comité a la satisfaction de pouvoir certifier que les condamnés détenus dans le pénitencier de l'Est y reçoivent l'instruction morale et religieuse nécessaire, point important, et sans lequel la réforme, principe cardinal de notre système pénitentiaire, ne pourrait être raisonnablement espérée.

C'a été un sujet de discussion parmi les philanthropes de savoir si des instructions publiques, adressées aux convicts réunis, au moyen de sermons prononcés chaque jour de sabbat, ou si des conférences privées avec un instituteur moral et religieux, dans la tranquillité et la solitude d'une cellule, sont le moyen le plus propre de produire sur la conscience des convicts l'impression profonde et durable qui, seule, peut assurer à toujours leur amendement. Les arguments pour et contre qu'a soulevés cette question sont trop volumineux pour trouver place dans ce rapport. Le Comité se bornera donc à donner le résultat de ses recherches et déductions sur cette partie de son enquête, en disant qu'il en est sorti pour lui la conviction que le dernier mode est, dans le plus grand nombre des cas, préférable au premier.

Cette opinion a prévalu, jusqu'à un certain degré, dans le monde, que la contrainte continue et non interrompue de la cellule solitaire, telle qu'elle est pratiquée dans le pénitencier de l'Est, doit nécessairement miner et éventuellement détruire la santé et la vigueur physique des détenus. Le Comité s'est fait un devoir de rechercher ce qu'il y avait de vrai ou de faux dans cette imputation. A cet égard, le Comité a mis de côté les raisonnements abstraits et les spéculations douteuses pour s'en tenir à des témoignages convaincants, — savoir : les résultats de l'expérience, et l'application des faits ascertainés.

Dans les prisons de Columbus (Ohio), de Wethersfield (Connecticut), de Charleston (Massachusetts), de Sing-Sing et d'Auburn (New-York), et dans plusieurs autres prisons et pénitenciers, le confinement solitaire en cellules est alterné avec le travail en commun durant une grande partie du jour; la comparaison des tables de mortalité de ces établissements avec celles du pénitencier de Philadelphie, démontre péremptoirement que la solitude continue, qui est la base de la discipline de ce pénitencier, n'est nullement nuisible à la santé des détenus.

Dans le pénitencier de l'Est, les décès sont dans la proportion de 2 5/10^e sur 100; à Sing-Sing, de 4 sur 100; à Auburn, de 2 sur 100, et ainsi de suite; — ce qui ne laisse plus de doute sur cette conclusion, que la santé des détenus est aussi bien préservée dans les prisons de Pennsylvanie que dans aucune autre institution semblable, aux États-Unis ou ailleurs.

Une autre objection est faite encore quelquefois contre la discipline suivie dans le pénitencier de l'Est, objection qui, dans l'opinion de votre Comité, n'a pas plus de fondement que celle qui vient d'être réfutée; c'est celle qui consiste à dire qu'une séclusion solitaire non interrompue tend nécessairement à déranger l'énergie mentale, « à détrôner la raison et à faire un débris de l'esprit immortel. » Dans ce cas encore, le Comité aura recours à l'irréfutable témoignage des faits et de la vérité constatée. En comparant les registres des différents pénitenciers des États-Unis, on arrive à cette démonstration que le pénitencier de Philadelphie fournit aussi peu (sinon moins) de cas d'aliénation mentale qu'aucune autre institution pénitentiaire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est pas encore survenu dans le pénitencier *un seul cas* de dérangement d'esprit qui n'ait eu sa cause dans des circonstances *totale-ment étrangères à sa discipline*, ou ne soit antérieures ou postérieures au confinement. Quels que puissent être les effets délétères ou *stultifiants* de la séclusion absolue, sans travail, sans livres, sans instruction morale, sans communication journalière avec les gardiens, il est certain qu'avec toutes ces circonstances réunies et employées pour distraire l'esprit des détenus des ennuis et des dangers d'une solitude complète, les hôtes de notre pénitencier ne courent nullement le risque de devenir fous pour la cause qu'on suppose.

Nous reconnaissons volontiers que le pénitencier de Philadelphie n'est point une source de revenus pour l'État, comme c'est le cas de plusieurs pénitenciers appartenant à des États voisins; mais n'est-ce pas un titre glorieux pour la philanthropie Pennsylvanienne d'avoir préféré la réforme morale et la restauration sociale du convict à une

secondaire et misérable considération de *dollars* et de *cents*! Avec ce trait distinctif de l'élevation de son caractère, la Pennsylvanie reste seule dans sa gloire. Elle s'est, dans tous les temps, distinguée par sa charité envers les fragilités de l'humaine nature, et par son incessante sollicitude à réformer plutôt qu'à punir ceux qui ont pu s'écarter du sentier de la droiture et de la vertu.

Les objections qui précèdent ayant été examinées et pesées à fond par votre Comité, et votre Comité les ayant heureusement résolues, du moins il le suppose, en faveur du système de Pennsylvanie, on peut dire aujourd'hui, comme chose à peu près convenue, que notre discipline pénitentiaire approche plus près de la perfection qu'aucune autre qui ait encore été éprouvée.

Le Comité ne croit pas nécessaire d'entrer dans les détails statistiques de l'institution; les rapports annuels qui vous sont présentés sur son administration ne laissent rien à désirer à cet égard.

Toutefois, après avoir reconnu et posé les véritables principes sur lesquels l'institution est basée, le Comité ne peut quitter ce sujet sans exprimer son entière approbation du mode et de la manière avec lesquels ces principes ont été appliqués, sous la judicieuse direction du Gouverneur et du Conseil des Inspecteurs de l'établissement. L'activité, l'industrie et la rectitude de conduite du Gouverneur sont proverbiales, et la propreté, la santé et l'amélioration morale des convicts, de même que l'état des travaux et la qualité de leurs produits, se réunissent pour attester à quel point il comprend dignement sa mission, et à quel point il importe à l'administration du pénitencier de le garder longtemps à sa tête.

ANNÉE 1837.

9^e Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants le 8 février 1838.)

Mutations dans le personnel du pénitencier. — Le docteur Darrach succède au docteur Bache. — Diminution des crimes attribuée au système. — Augmentation des récidives de cette année expliquée. — Situation des libérés. — Abus des maisons d'arrêt non cellulaires. — Mauvaises opérations industrielles; perte considérable; causes. — Aucun cas de folie attribuable au système. — Exemples de longues détentions solitaires sans danger. — Grâces rendues à Dieu.

Les pouvoirs du dernier Conseil des Inspecteurs étant expirés de-

puis le dernier rapport annuel, les juges de la Cour Suprême ont renommé les soussignés Inspecteurs du pénitencier de l'Est.

M. Samuel R. Wood a été renommé Gouverneur du pénitencier.

Le docteur Darrach a été nommé médecin en remplacement du docteur Bache, démissionnaire.

Le nombre des prisonniers de couleur est toujours beaucoup plus considérable que celui des prisonniers blancs, dans le pénitencier, comparativement au nombre des blancs et des noirs, dans la vie libre. La mortalité des uns et des autres suit la même proportion. Nous nous en référons, pour les détails, au rapport du médecin.

Quand on considère que le pénitencier de l'Est reçoit tous les individus condamnés à deux ans et plus, dans la ville et le comté de Pennsylvanie, ainsi que tous les condamnés pour félonie à plus d'un an dans les comtés de l'est des montagnes, et que ce district renferme la plus large portion de l'État, avec une population de plus d'un million d'âmes, nous ne pouvons avoir que d'abondantes raisons de croire que le crime n'a pas augmenté dans la proportion de la population, et que cette diminution doit être attribuée, en grande partie, au système de l'emprisonnement solitaire ou séparé, avec travail.

Bien que le nombre des récidives ait été plus grand cette année que l'année dernière, nous n'avons point lieu d'être surpris, sept sur dix-neuf ayant été détenus précédemment dans la prison de Walnut Street, et le plus grand nombre n'ayant pu trouver de l'ouvrage par suite du mauvais état des affaires. Tous, du reste, étaient intempérants avant leur condamnation, et ils doivent autant à leur habitude de s'enivrer qu'au manque d'ouvrage leur seconde entrée dans la prison.

L'intempérance est la cause des trois quarts des crimes et délits qui se commettent. Nous ne connaissons pas d'autre remède à ce mal que d'inculquer fortement les vérités de la morale et de la religion dans l'esprit et dans le cœur des malheureux qui se ruinent ainsi eux-mêmes. Et pour cela nous demandons de nouveau qu'un instituteur moral et religieux leur soit nommé pour les visiter fréquemment dans leurs cellules, et leur inculquer journellement l'amour de la sobriété et de la religion.

La situation et les souffrances des convicts libérés ont excité notre attention et nos sympathies. La modique somme d'argent (5 dollars) qu'on alloue à chaque convict à sa sortie est souvent dépensée avant qu'ils aient pu trouver de l'ouvrage; alors il ne leur reste ni moyen ni espoir d'échapper à la misère et de se maintenir honnêtes. Des maisons de travail industriel et agricole devraient être établies, sur une large échelle, près des grandes villes et des cités, pour y recevoir tous

ceux qui manquent d'ouvrage. Des établissements de cette nature augmenteraient sans doute le chiffre du budget, mais ils diminueraient d'autant les frais de justice criminelle, ce qui établirait une compensation, sous ce rapport, en même temps que la moralité publique y gagnerait.

Un grand mal provient encore de ce que les individus non encore jugés sont déposés dans des maisons d'arrêt non cellulaires, où ils se livrent à tous les vices et à tous les désordres de la vie en commun; de sorte que, quand ils arrivent au pénitencier, ils sont tous imprégnés de la corruption physique et morale qu'ils ont contractée ou augmentée dans les prisons de comté. Il nous en arrive souvent dans un état complet d'ivresse. Si un Conseil d'Inspecteurs, nommé par les juges des Cours de comté, était attaché à chacune de ces prisons, nous n'aurions point à signaler de pareils abus.

Les Inspecteurs regrettent d'avoir à dire que les opérations industrielles de la maison ont constitué, cette année, pour ses finances, une perte considérable. — La stagnation générale des affaires, qui a existé pendant plusieurs mois, a forcé beaucoup de nos traitants à cesser de fournir de l'ouvrage aux détenus. Cette circonstance a imposé aux Inspecteurs la nécessité d'acheter par eux-mêmes des matières premières pour tenir les bras occupés, et, une fois dans cette voie, une lourde dette n'a pas tardé à nous venir. Les objets manufacturés se sont accumulés, et nous n'avons pu les vendre qu'en consentant des rabais énormes. Nous n'avons point le pouvoir d'emprunter pour payer notre dette. C'est pourquoi nous venons solliciter de la Législature un secours ou un prêt de 10,000 dollars, jugé par nous nécessaire pour combler le déficit des ventes. Les prix élevés des denrées, pendant le cours de l'année dernière, a aussi considérablement augmenté nos dépenses.

Du reste, l'expérience d'une autre année nous met à même de pouvoir constater qu'aucun cas de folie (*insanity*) ne s'est déclaré dans le pénitencier, qui ait été produit par le confinement solitaire ou séparé agissant d'une manière nuisible sur l'esprit. Il survient chaque année des cas de démence; mais ils sont l'effet de l'inconduite, et cèdent ordinairement aux remèdes de la médecine. Les craintes que quelques personnes avaient conçues relativement à l'influence qu'elles supposaient que devaient avoir les longues détentions solitaires sur la santé du corps et de l'esprit des prisonniers sont aujourd'hui prouvées sans fondement. Un condamné, qui avait été confiné pendant sept années, est sorti dernièrement en bonne santé et réformé dans son tempérament et sa conduite. Il se porte et se comporte aujourd'hui très-bien.

Quand il fut condamné, il déclara qu'il préférerait la mort à un confinement de sept ans en cellule. Quand le temps de sa peine fut expiré, il exprima ses sentiments de reconnaissance pour les bons soins qu'on avait pris de lui, déclarant qu'il avait reçu des bienfaits qu'il ne pourrait jamais oublier, et qu'il espérait bien n'en jamais perdre le fruit.

Il y a maintenant dans le pénitencier plusieurs prisonniers qui y sont détenus solitairement depuis huit ans; — d'autres, depuis six ans; — d'autres, depuis cinq ans. — *Tous* sont dans un parfait état de santé. Parmi les mieux portants se trouvent ceux qui sont depuis le plus longtemps en prison.

Le plus grand nombre de ceux qui sont sortis, continuent à jouir d'une santé excellente. Ils nous donnent presque tous la même satisfaction sous le rapport de la conduite. Nous les rencontrons souvent dans la ville, et toujours ils nous abordent avec des remerciements, nous déclarant uniformément que ç'a été un grand bien pour eux d'avoir été enfermés dans les cellules du pénitencier de l'Est.

Nous ne pouvons clore ce rapport sans adresser nos actions de grâces au suprême Gouverneur de l'Univers, pour la bonté qu'il a eue de couronner nos efforts de tant et de si grands succès. — Puisse la Législature continuer à cette œuvre de désintéressement et de bon vouloir sa haute bienveillance et sa protection, et, dans peu, grâce à l'influence salutaire des écoles publiques disséminées partout dans nos villes et dans nos campagnes, la santé morale de tous leurs habitants sera dans un état si parfait, que l'intempérance, la pauvreté et le crime auront presque cessé d'avoir un nom dans notre bienheureux pays.

Thomas BRADFORD, président;
William H. HOOD, secrétaire;
John BACON, trésorier.

3^e Rapport du Gouverneur.

Causes des crimes et des récidives — Intempérance. — Condition des libérés. — Courtes détentions rendent toute réforme impossible. — *Id.* du pouvoir de faire grâce. — Causes du mauvais état de l'industrie du Pénitencier. — Espoir pour l'avenir.

Comme il n'est rien survenu, dans le pénitencier, pendant le cours de l'année dernière, en dehors de ce qui se passe habituellement dans

les établissements de cette nature, je n'ai que quelques observations à ajouter, dans ce rapport, à celles que contiennent déjà mes rapports précédents.

Comme toujours, l'intempérance est la cause principale des récidives, comme elle l'a été des premières fautes.

Une autre cause de récidive se rencontre, surtout pendant l'hiver, dans le mauvais vouloir que témoignent beaucoup de maîtres-ouvriers ou fabricants, lorsqu'il s'agit pour eux de recevoir dans leurs ateliers ou boutiques des individus qui sortent de prison. Quand les portes du travail leur sont fermées, les malheureux se trouvent dans une telle situation, qu'on ne doit pas être surpris si parfois ils sont tentés de voler au lieu de mourir de faim. Je pense qu'il résulterait un grand bien de la faculté qui serait laissée aux tribunaux d'abrèger ou de prolonger de quelques mois la durée de l'emprisonnement, de telle sorte que toujours les libérations aient lieu au printemps, en été ou pendant l'automne. Bien que ce soit pour nous une source de regrets de voir rentrer en prison quelques uns de ceux qui en sont sortis, ce n'en est pas moins pour nous un grand sujet de joie de savoir que, même parmi ceux qui passaient pour les plus incorrigibles, il s'en trouve qui, une fois dehors, mènent une conduite honnête, sobre et laborieuse.

J'ai déjà exprimé plusieurs fois l'opinion que l'on ne doit envoyer ici que des condamnés qui ont au moins deux ans de prison à faire, convaincus que nous sommes que la réforme est impossible avec une peine de plus courte durée. L'expérience n'a que trop confirmé depuis mes conjectures à ce sujet.

Il arrive fréquemment que, dès qu'un individu est condamné, ses parents et amis lui promettent de faire tous leurs efforts pour obtenir la diminution de sa peine. Le convict arrive ici, en conséquence, sous l'impression de l'idée qu'il n'y restera que quelques jours, ou, au plus, quelques semaines. Il se complait quelque temps dans cette croyance; mais arrive bientôt le désappointement; alors il se croit oublié et négligé par tous ceux qui le connaissent; alors il se trouve dans l'état d'esprit le plus malheureux. Ce serait assurément, de la part de ses amis, une marque plus certaine d'intérêt et de zèle de chercher à le réconcilier autant que possible avec son sort, et de préparer son esprit à de plus mauvais jours.

C'est maintenant une chose généralement admise par tous ceux qui ont fait une étude sérieuse des peines et des prisons, que l'efficacité de la peine gît moins dans sa *sévérité* que dans son *inévitabilité*.

Quant aux choses mêmes du pénitencier, ce sera à peine un sujet de

surprise pour ceux qui sont familiers avec les affaires publiques ou privées d'apprendre que nos finances ne sont pas dans un état aussi prospère qu'elles l'étaient l'an passé. Les causes qui ont exercé une si déplorable influence sur presque toutes les branches de l'industrie ont dû agir, de la même manière, sur nos opérations d'ateliers, en même temps que le haut prix des denrées a dû nécessairement élever nos dépenses d'entretien bien au-delà de ce qu'elles avaient coûté les années précédentes. Cependant, par suite de quelques nouveaux arrangements pris, je crois que nous pouvons compter sur des profits plus élevés du travail des prisonniers, à l'avenir, sans courir aucun risque de perte ou de gain sur les articles confectionnés.

Voici quelle était la répartition des travaux au 31 décembre 1837 : tisseurs, cent cinquante-neuf; cordonniers, cent cinquante-six; forgerons, trois; menuisiers, quatre; ferblantier, un; cuisiniers, deux; tourneur, un; boulanger, un; armurier, un; tonnelier, un; éplucheurs d'étoupes, trente-trois; tailleurs, deux; *jobbers*, dix; apothicaire, un; couturières, quatre; divers, deux; oisifs, six: total, trois cent quatre-vingt-sept.

Ce 2 février 1838.

Signé S. R. Wood, gouverneur.

3. Rapport du Médecin.

Santé comparative des entrées et des sorties.—Différence, sous ce rapport, entre les prisonniers blancs et les prisonniers de couleur. — Mortalité comparative de ces deux classes de détenus, depuis l'ouverture du pénitencier. — Quatorze cas de démence chez les prisonniers de couleur.—Leurs causes.—Leur guérison.

Les prisonniers *entrés*, cette année, dans le pénitencier, peuvent être classés, ainsi qu'il suit, sous le rapport de la santé et de la couleur :

1° Prisonniers blancs en bonne santé.	42	} 101
2° id. id. en santé imparfaite.	59	
3° Prisonniers noirs en bonne santé.	25	} 60
4° id. id. en santé imparfaite.	35	

Total. . . 161 entrés.

dont 94 en santé imparfaite, et 67 seulement en bonne santé.

Les prisonniers *sortis*, dans le cours de l'année, peuvent être classés de la même manière, sous le rapport de la couleur, et sous le rapport de leur santé comparée à l'époque de leur entrée et de leur sortie.

1° Prisonniers blancs entrés et sortis en bonne santé.	58	} 92 blancs.
2° Prisonniers blancs entrés et sortis en santé imparfaite.	8	
3° Prisonniers blancs sortis en meilleure santé qu'à leur entrée.	17	
4° Prisonniers blancs sortis en plus mauvaise santé qu'à leur entrée.	9	
5° Prisonniers noirs entrés et sortis en bonne santé.	33	} 49 noirs.
6° Prisonniers noirs entrés et sortis en santé imparfaite.	6	
7° Prisonniers noirs sortis en meilleure santé qu'à leur entrée.	4	
8° Prisonniers noirs sortis en plus mauvaise santé	6	

Total. . . 141 sortis,

dont 112 en bonne santé, et 29 seulement en santé imparfaite.

Il résulte des tableaux qui précèdent que le taux de la *bonne* santé chez les prisonniers sortants a été plus élevé que celui de la *santé imparfaite* chez les prisonniers entrants, et que, sur vingt-neuf prisonniers sortis en santé imparfaite, il y en avait douze de couleur; ce qui dénote que le système d'emprisonnement pratiqué dans le pénitencier est moins favorable à la santé des prisonniers noirs qu'à celle des blancs. Il résulte aussi des mêmes tableaux que, sur les cent soixante-onze entrés, on en compte soixante de couleur, ce qui est 13/100 pour 100 de la proportion noire de l'État; tandis que les cent un entrés blancs forment seulement 3/500 pour 100 de la population blanche. Cette disproportion des prisonniers de couleur a toujours augmenté indûment le nombre des cas de maladies graves et prolongées, en même temps que le chiffre de la mortalité dans le pénitencier.

Dix-sept décès ont eu lieu, dans l'année, sur une population moyenne de trois cent quatre-vingt-sept prisonniers, savoir: sept sur deux cent trente-trois blancs, et dix sur cent cinquante-quatre noirs.

Sur les sept décédés blancs, cinq étaient atteints de maladies

incurables et deux laissaient peu d'espoir. Quatre d'entre eux étaient dans un mauvais état de santé à leur entrée, et tous, à l'exception d'un, peut-être, sont victimes de la siphilis, des scrofules, de la désorganisation des poumons et de la masturbation. La durée de l'emprisonnement a été de moins d'un an pour quatre, de deux ans pour deux, et de cinq ans pour le septième. Ce dernier était entré avec des dispositions prononcées à l'apoplexie, et une siphilis secondaire.

Les mêmes causes se retrouvent à peu près chez les dix décédés noirs, avec cette circonstance particulière que la masturbation entre pour les deux tiers dans les causes de maladie et de mort des prisonniers de couleur.

C'est à cette cause seulement qu'il faut attribuer les quatorze cas de démence qui se sont déclarés dans la population noire de la prison. Du reste, tous ces cas ont été guéris, excepté un qui est seulement adouci, et un autre qui est encore sur la liste.

Le tableau suivant indique le nombre moyen des prisonniers blancs et noirs, et celui de la mortalité de chaque année depuis l'ouverture du pénitencier.

ANNÉES.	MOYENNE totale des prisonniers.	NOMBRE total des Morts.	P. 0/0 total de Mortalité	PRISONNIERS blancs.	P. 0/0 de Mortalité des prisonniers blancs.	PRISONNIERS de couleur.	P. 0/0 de Mortalité des prisonniers noirs.
1830	31	1	3	21.81	4.19	9.19	00.00
1831	67	4	6	47.75	4.18	19.25	10.03
1832	91	4	4.4	69.42	1.44	21.58	13.52
1833	123	1	8	89.30	1.11	33.70	00.00
1834	183	5	2.7	123.58	.80	59.42	6.68
1835	266	7	2.6	157.74	1.26	108.26	4.61
1836	360	12	3.3	202.	.99	148.	6.74
1837	387	17	4.3	233.	3.00	154.	6.49

Ce rapport constate deux résultats très-satisfaisants, savoir : 1° que, durant l'année expirée, tandis que, à l'admission, il y a eu 64 59/100 pour 100 de santé imparfaite, il y a eu, à la sortie, 79 43/100 pour 100 de bonne santé; 2° que, quoique ce pénitencier soit surchargé d'une nombreuse, malade et paresseuse population noire, qui, par l'abus de soi-même, se débilité le corps et l'esprit, tombe malade et entre pour 3/5 dans le chiffre de la mortalité; cependant, durant une période de sept ans et trois mois, il n'y a pas eu plus de cinquante-un décès, dont dix-sept seulement appartiennent à la population blanche, ce qui fait, en définitive, pour cette population, une moyenne totale de mortalité de 1 80/100.

Philadelphie, ce 1^{er} janvier 1838.

Signé W. DARRACH, médecin.

ANNÉE 1838.

10. Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants le 19 février 1839.)

Nomination d'un instructeur moral. — M. Thomas Larcombe. — Continuation des bons effets du système. — Bonne conduite des libérés. — Santé meilleure à la sortie qu'à l'entrée. — Nécessité de la construction d'un asile spécial d'aliénés. — Inconvénients pour le Pénitencier de l'absence de cet asile.

En conformité de la résolution passée à la dernière session de la Législature, M. Thomas Larcombe, de cette cité, a été nommé instructeur moral (*moral instructor*) de cette institution. Ce gentleman est ministre de l'église Baptiste (*Baptist-Church*), et, au moment de sa nomination, il était instituteur dans l'une de nos écoles publiques. Il est entré en fonctions le 1^{er} septembre 1838. Il passe chaque jour, de six à huit heures, à visiter les malades, instruire les ignorants, et distribuer à tous, suivant leurs besoins, les secours et les consolations de la religion. Il prêche deux fois chaque dimanche, le matin et le soir, en se plaçant alternativement dans chaque bloc de cellules. Sa prudence, sa fidélité et sa piété se manifestent dans ses infatigables labours de chaque jour, et il n'a fait jusqu'ici que justifier les excellents témoignages qu'on avait

rendus de son caractère. Nous joignons à ce rapport un compte-rendu de ses premiers travaux. Ses débuts sont de nature à nous donner les plus encourageantes espérances pour l'avenir.

L'expérience de cette nouvelle année n'a fait qu'ajouter à notre conviction sur l'efficacité du système d'emprisonnement cellulaire, soit comme punition, soit comme réforme morale du coupable. Dans le système pénitentiaire le plus parfait que puisse concevoir la sagesse de l'homme, il y aura toujours des condamnés incorrigibles. Avec des êtres aussi dépravés que ceux qui sont confiés à nos soins, les rechutes, après la sortie de prison, sont, pour la plupart, inévitables. Cependant, tout en ayant à déplorer le retour de quelques uns, nous avons à nous féliciter de la persévérance que beaucoup de nos libérés apportent à se montrer fidèles aux principes de tempérance et de probité qu'ils ont reçus dans l'établissement.

Le rapport ci-joint du Gouverneur fournit sur l'intérieur du pénitencier les plus précieux renseignements. Le peu de produit des travaux des détenus, comparé à ceux des autres pénitenciers, y est surtout expliqué d'une manière tout à fait conforme à notre propre expérience des travaux et des dépenses de l'institution.

Pour ce qui est de l'état sanitaire du pénitencier, nous nous en référons à l'intéressant et satisfaisant rapport du médecin. Nous dirons seulement ici qu'il ne serait pas juste de charger le système de l'emprisonnement solitaire ou séparé du chiffre de mortalité qu'on a principalement remarqué dans ces deux dernières années, ce chiffre revenant tout entier aux désordres antérieurs et à la santé perdue des prisonniers, surtout des prisonniers de couleur, dont nous avons un plus grand nombre dans le pénitencier de l'Est que dans aucune autre prison des États-Unis, sans en excepter les États à esclaves. Le rapport du médecin prouve du reste que la santé des prisonniers sortants est généralement meilleure que celle des prisonniers entrants, ce qui fait dire avec raison au médecin que le pénitencier est le réceptacle de la maladie et le dispensateur de la santé. Nous nous en référons encore à ce rapport, particulièrement pour ce qui concerne les cas de démence, leurs causes et leur guérison.

Et à cette occasion nous renouvelerons nos instances auprès de la Législature pour l'érection, aux frais de l'État, d'un asyle spécial d'aliénés pour les pauvres. Depuis l'ouverture du pénitencier, plusieurs individus y sont entrés comme convicts, qui étaient privés de leur raison au moment de la perpétration de leur crime. Un pénitencier n'est point un lieu convenable pour le traitement et les soins qu'exigent des fous. C'est pourquoi nous unissons notre témoignage et nos vœux à

ceux des respectables pétitionnaires qui poursuivent en ce moment devant les Chambres la réalisation de ce bienfaisant projet.

Signé Thomas BRADFORD,
JOHN BACON,
H. PATTERSON,
M. L. BEVAN,
W. H. HOOD.

10. Rapport du Gouverneur.

Les effets du système ne seront complets que quand les maisons d'arrêt seront cellulaires. — Désavantages du Pénitencier, quant au produit de ses travaux, provenant de la position de la Pennsylvanie, de la cherté des denrées, et de son exubérante population noire, etc. — Inconvénients d'affermier les bras des détenus.

Le système de l'emprisonnement séparé avec travail fonctionne depuis neuf ans dans le Pénitencier de l'Est. J'ai, durant cette période, présenté annuellement, sous une forme concise, mes vues et mes observations sur les effets produits, sous mes yeux, par la discipline de ce système. Je n'ai rien à ajouter, à la fin de cette année, à mes rapports précédents, si ce n'est pour exprimer de nouveau ma ferme croyance en l'excellence et l'efficacité de cette discipline, et pour répéter que je suis plus fortement convaincu que jamais que ce mode d'emprisonnement est le seul qui puisse atteindre le but que le zèle intelligent de la philanthropie s'efforce depuis si longtemps d'accomplir. Comme toutes les choses humaines, ce système a ses imperfections. Nous devons donc moins le condamner que le comparer aux autres systèmes.

Nous avons, le 1^{er} janvier de cette année, quatre cent soixante-dix prisonniers, ce qui fait trente de plus qu'au premier janvier 1838, mais à peu près trente de moins que le nombre que nous avons supposé, il y a deux ans, devoir exister à cette même époque.

Le grand nombre de prisonniers qui ont vécu en réunion, pendant plusieurs années, dans les prisons de *Walnut* et *Arch-Street*, où ils ont trouvé toutes les occasions de se corrompre entre eux, ne nous permet pas d'espérer de sitôt une diminution notable dans le nombre des nôtres; et nous ne pouvons compter sur l'entière réalisation des effets de notre système, qu'autant que les détenus que nous plaçons dans nos

cellules nous viendront de prisons de Comté soumises au régime cellulaire.

Sur les cent soixante-dix-huit prisonniers qui sont entrés dans le pénitencier durant l'année écoulée, vingt-cinq avaient été une fois; treize, deux fois; quatre, trois fois; trois, quatre fois; et deux, cinq fois condamnés auparavant. Sur ces quarante-sept récidivistes, vingt-trois étaient sortis du pénitencier. Sur ces vingt-trois on en comptait quinze qui avaient séjourné comme convicts dans d'autres prisons avant leur première admission dans celle-ci. Un était fortement suspecté d'être un ancien convict, et un autre était condamné pour un crime commis avant sa première détention. Les six derniers paraissaient n'avoir préalablement séjourné dans aucune autre prison que celle-ci, si ce n'est dans la geôle de Comté. Sur ces six, trois étaient blancs; et trois, de couleur, étaient presque idiots: tous étaient intempérants et sans instruction, ni éducation.

Dans un de mes précédents rapports, j'ai émis l'opinion que les prisonniers pouvaient travailler aussi avantageusement seuls dans leurs cellules, que réunis dans un atelier commun. Je continue à penser ainsi, ce qui n'empêche pas que je n'aie jamais douté qu'il y ait un plus grand nombre d'industries praticables dans les ateliers que dans les cellules. Pour ce qui est du produit des travaux des détenus, plusieurs circonstances doivent être prises en considération. La situation de Sing-Sing a été choisie à cause des carrières de marbre qui s'y trouvent en quantité. On a pensé que les prisonniers les plus ignorants et les plus maladroits pourraient être employés avec facilité et profit dans les carrières; tandis que les plus habiles seraient employés à tailler et à polir le marbre. Dans les autres parties de la contrée, certains articles sont en grande demande, et peuvent produire de gros bénéfices. Dans les États de l'Ouest, le travail est rare, et les salaires sont plus haut que dans la plupart des États de l'Est; de là les profits des prisons de l'Ohio et de Kentucky.

Le caractère physique des prisonniers est aussi très-différent dans les différentes parties de l'Union. Les prisonniers venant des grandes villes ne sont pas d'aussi productifs travailleurs que ceux venant des districts ruraux. C'est pourquoi nous trouvons parmi eux une classe de détenus meilleurs et plus intelligents dans les États de la Nouvelle-Angleterre et à Auburn, qu'à Sing-Sing et à Philadelphie; ils apprennent par cela seul beaucoup plus facilement un métier; ils sont mieux portants et font plus d'ouvrage.

Sous ce rapport, le pénitencier de l'Est est plus défavorablement situé qu'aucun autre dans l'Union. La Pennsylvanie étant contiguë

à trois États à esclaves, devient le receptacle des noirs libres mécontents, des esclaves sans valeur mis pour cela en liberté par leurs maîtres, et des esclaves vagabonds et fugitifs.

Tous ceux qui connaissent cette classe d'individus savent à quel point elle est généralement ignorante, indigne et méprisable, et combien dès lors elle est portée à la dépravation et au vol. Aussi comptons-nous pour 40 sur 100 de la population totale la population noire du pénitencier. Il est difficile de donner des métiers productifs à cette classe de détenus, et le plus grand nombre nous arrivent dans un si déplorable état de santé qu'ils ne peuvent, pendant quelque temps, être mis à l'ouvrage. C'est à cette classe que nous devons, en conséquence, attribuer la modicité du gain total des travaux, proportionnellement au nombre total des détenus.

Le système, pratiqué dans quelques prisons, d'affermier les bras des détenus à des confectionnaires ou traitants, est, sous le point de vue pécuniaire, prouvé le plus productif, en même temps qu'il fait courir moins de risques à l'État, et qu'il n'exige l'emploi d'aucun capital. Il y a cependant de sérieuses objections à faire contre la faculté qui en résulte pour les traitants et leurs agents d'entrer journellement en libre rapport avec les détenus. Une telle faculté doit fournir de fortes tentations d'enfreindre les règles les plus salutaires de la discipline, et les inconvénients qui en résultent ne nous paraissent pas pouvoir être compensés par les bénéfices qu'on en retire. La plupart des prisons d'État peuvent nourrir leurs prisonniers à meilleur marché que nous, en raison de leur situation plus avantageuse. C'est ainsi que, dans l'Ohio, avec un peu plus de prisonniers que nous, la dépense de nourriture ne s'est élevée, l'an dernier, qu'à d. 8,108; tandis que la même dépense, chez nous, s'est élevée, la même année, à d. 17,608, c'est-à-dire à plus du double. D'un autre côté, notre dépense en vêtements a été moindre, l'Ohio ayant dépensé pour cet *item* d. 3,239, et nous d. 2,279 seulement.

Les changements apportés dans les calorifères à l'eau chaude d'une des ailes du pénitencier ont atteint le but désiré. Aujourd'hui, les cellules jouissent d'une température agréable; et les détenus ne peuvent plus communiquer par les conduits, comme précédemment. Des changements semblables seront successivement opérés dans les autres ailes dès que la saison le permettra.

Ce 1^{er} janvier 1839.

Signé S. R. Wood, Gouverneur.

10. Rapport du Médecin.

Cas d'aliénation mentale; dix chez les noirs, huit chez les blancs. — Causes, et guérison. — Ne peuvent être attribués au système. — Augmentation de mortalité. — Causes. — Tableau proportionnel du nombre des prisonniers noirs dans le Pénitencier de Philadelphie et dans les autres Pénitenciers.

Il résulte clairement du dépouillement que nous avons fait de notre registre médical, pendant l'année qui vient d'expirer, que le pénitencier a reçu, du dehors, une somme très-forte de maladies, et qu'il y en a renvoyé une très-faible. Les admissions en bonne santé ont été dans la proportion de 55. 5 pour 100 seulement; tandis que les sorties en bonne santé ont été de 75. 20 pour 100, ce qui fait un en plus de bonne santé de 20. 15 pour 100 dû au régime de l'institution. Encore est-il que 44. 27 pour 100 des admissions étaient dans un état de santé imparfaite; tandis que les sorties en santé imparfaite n'ont été que de 24. 70 pour 100, ce qui fait un en plus de mauvaise santé de 19. 48 pour 100 venu du dehors; d'où il suit que le pénitencier a été le réceptacle de la maladie, et le dispensateur de la santé.

Pour ce qui est des effets de l'emprisonnement séparé continu sur l'esprit des convicts, deux années d'observations sur ce sujet me portent à croire que les cas de désordre mental qui se déclarent dans ce pénitencier, sont, à quelques exceptions près, de courte durée, remédiables, causés par la masturbation, et se produisant principalement dans la population noire. Les faits contenus dans le tableau suivant jettent un grand jour sur ce sujet.

TABEAU DES PERTURBATIONS MENTALES CONSTATÉES DANS LE PÉNITENCIER DE L'EST DURANT L'ANNÉE 1838.

Prisonniers Blancs.

N ^o D'ÉCROUS	AGE.	SANTÉ-A L'ENTRÉE.	MALADIES.	CAUSES.	ÉTAT ACTUEL.	DURÉE DE L'ATTAQUE.	APRÈS UN EMPRISONNEM. DE
	ans.						0 an 10 mois 3 j.
661	20	Bonne	Monomanie.	Masturbation.	Mort de conso.	6 mois 10 j ^{rs} .	2
342	22	Scrofules	Id.	Scrofules.	Au trav.	2	8
776	27	Esprit dérangé.	Démence aiguë	Inconnue.	Guéri.	6	5
835	22	Bonne	Id.	Masturbation.	Guéri.	1	3
675	60	Imparf. esp. dérangé.	Id.	Espr. dérangé	Guéri.	4	3
546	31	Id. id.	Hallucinations	Inconnue.	Guéri, cependant il dit que c'était bien un pistolet.	18	5
		Bonne santé	Pist. à son guich.	Id.	Guéri.	14	4
859	55	Bonne	Hallucinations	Id.	Continu.	9	1
842	27	Bonne; espr. dérangé.	Manie.	Id.		20	7
							12

Prisonniers Noirs.

556	22	Bonne, espr. douteux.	Démence aiguë	Masturbation.	Guéri.	0 mois 16 j ^{rs} .	2 ans 3 mois 5 j.
322	22	Id. espr. chagrin.	Id.	Id.	Id.	7	2
812	21	Santé imparfaite.	Id.	Id.	Id.	11	10
800	18	Id.	Id.	Id.	Id.	8	17
744	72	Bonne santé.	Id.	Id.	Id.	2	20
888	32	Malad. chron. et gon.	Id.	Id.	Soulagé, mais avec hallucination.	7	19
924	17	Imp. par mast. et gon.	Id.	Id.	Guéri.	5	24
921	23	Siphilit. et asthmatiq.	Id.	Id.	Id.	4	8
632	24	B ^e santé, espr. indiff.	Id.	Id.	Id.	19	27
721	24	Amaigri et malade.	Id.	Id.	Id.	0	6
			Id.	Id.	Id.	2	6

Les termes de *manie*, *monomanie*, *hallucinations*, dont je me suis servi dans ce tableau, ont une signification déterminée; mais le mot *démence* est sujet à discussion en raison de sa signification plus ou moins élastique, et non arrêtée. On s'en sert pour désigner ces variétés de faible intellect, ou qui résulte de la vieillesse, de la paralysie, de maladies héréditaires, ou qui alterne accidentellement avec la manie et la mélancolie, ou en qui ces formes d'insanité aboutissent trop souvent. Le mot *démence* est cependant aussi appliqué à ces cas de faible intellect qui sont produits par la masturbation, et dont il y a évidemment deux sortes, savoir: 1° celle qu'Esquirol place sous la seconde classe de la troisième espèce de folie, et qui est appelée *démence chronique*; 2° celle qui est récente et peut proprement être placée sous la première variété, appelée par ce célèbre médecin, *démence aiguë*. Les cas de cette dernière espèce sont nombreux dans le tableau. Par la masturbation, les énergies physiques du *cerebi* sont diminuées, tandis que celles du *cerebelli* sont morbidement augmentées; de sorte que, avec l'incohérence qui caractérise la démence, il y existe aussi des perceptions erronées et une manifestation plus ou moins violente de passions désordonnées et lascives. Si, dans l'ignorance de la spécification de cette cause, et par suite d'un traitement approprié, on laisse continuer ces cas de démence aiguë, ils deviennent, je le crains, les fâcheux cas de démence chronique par suite de masturbation qu'on trouve dans les hôpitaux et asiles d'aliénés. Le traitement suivi dans le pénitencier de l'Est a, jusqu'à ce jour, empêché de tels résultats.

Les faits importants qui ressortent du tableau ci-dessus, sont:

1° Que la période d'emprisonnement séparé continu qui précède le désordre mental est très-courte; dans dix cas sur dix-huit, elle est de moins d'un an, la plus longue étant de huit mois six jours, et la plus courte de trente-neuf jours seulement, ce qui fait un temps moyen de cinq mois et douze heures. Le temps moyen de huit autres cas est environ de deux ans et neuf jours. Quatre de ces cas appartiennent à des prisonniers de couleur qui n'ont eu que de courtes attaques de démence aiguë par suite de masturbation. Des quatre cas restant, le n° 661, devenu d'abord irritable, obstiné et violent par la masturbation, puis monomaniaque, puis, fatalement phytique, a recouvré l'usage de son esprit. Le n° 342 eut son attaque immédiatement après la guérison d'un scrofule chronique à la cheville du pied; maintenant il est au travail avec une tranquille singularité d'esprit sur certains sujets. Le n° 675 est un prisonnier âgé qui fut emprisonné ici avec la pensée dans l'esprit qu'il était victime d'un faux témoignage; après quatre mois et dix-huit jours de débilité mentale et d'hallucination,

il est maintenant agréablement au travail. Le n° 546 eut pendant quatorze jours une hallucination d'un pistolet constamment dirigé sur lui au guichet de sa porte; il est maintenant gras et vermeil et au travail, seulement il s'obstine à croire à l'existence réelle du pistolet et il devient agité quand on le contredit sur ce point. Comment la *solitude* peut-elle être cause de ces cas de dérangement d'esprit? s'il en était ainsi, de cause elle serait devenue le remède de dix cas, en moins d'une demi-année.

2° Que, sur deux cent quarante-un prisonniers *blancs*, il y a eu seulement huit cas de désordre mental, ce qui fait 3/33 pour 100; tandis que, sur cent soixante-un prisonniers de *couleur*, il y a eu dix cas, ce qui fait 6/21 pour 100; et ce qui prouve une propension double à l'aliénation mentale chez les prisonniers de couleur dans le pénitencier de l'Est.

3° Que les moins intelligents des prisonniers, particulièrement les prisonniers de couleur, se livrent, dans la *période la plus rapprochée* de leur entrée, à une excessive masturbation. Je dis « dans la *période la plus rapprochée*, » parce que c'est alors que ce vice est principalement pratiqué, en raison, sans doute, de leur séparation récente de toutes les formes de sensualités basses dont ils étaient esclaves dans la société, et dont, cependant, ils se sèvent peu à peu par leur application à un travail régulier de six jours, joint à l'intervention du ministre de l'Évangile dans leurs cellules, et aux prières du dimanche. Les effets de cette fatale pratique sont, d'abord, de produire la dyspepsie, puis la démence aiguë, et finalement la pleurésie chronique et les tubercules pulmonaires. Otez cette cause, et les maladies du pénitencier seront principalement celles qu'on y aura apportées.

Je suis heureux de pouvoir constater que, durant les deux années que j'ai consacrées déjà au service médical du pénitencier, mes observations m'ont non-seulement révélé les principales causes de quelques maladies particulières, mais encore m'ont mis à même de pouvoir y appliquer un plus efficace traitement; je suis heureux également de pouvoir dire qu'il y a toute apparence que, dans les années qui vont suivre, la mortalité sera moindre et les cas d'aliénation mentale plus rares. En vue des faits ci-dessus, quels effets peuvent avoir la solitude et le confinement de ce pénitencier, tels qu'ils y sont réglés, avec du travail journalier, des soins assidus, une surveillance pleine de bonté, des cellules claires, ventilées et chaudes, des visites fréquentes du médecin et de l'instructeur moral, la lecture et l'enseignement de la Bible, etc.? quels effets, dis-je, une telle solitude peut-elle avoir de troubler l'esprit des détenus? Si, en effet, un tel mode d'emprisonne-

ment avait produit un tel résultat, il serait à remarquer qu'il ne l'aurait produit que sur dix prisonniers, cette année, dans une période de cinq mois; tandis que des centaines de prisonniers, dont un grand nombre ont été en cellules pendant plusieurs années, sont sortis précédemment du pénitencier dans un meilleur état de santé de corps et d'esprit que quand ils y étaient entrés.

Il résulte des tables de mortalité que nous avons dressées que vingt-six décès ont eu lieu dans le cours de l'année, dont sept parmi les prisonniers blancs, et dix-neuf parmi les prisonniers noirs. Cette augmentation de mortalité, comparativement aux années précédentes, est due à la petite-vérole, aux pleurésies chroniques et aux inflammations chroniques des poumons, qui ont sévi parmi les prisonniers de couleur. Ces prisonniers, qui sont dans la proportion de 40 pour 100, entrent pour 73 sur 100 dans le chiffre de la mortalité. Sur un nombre total moyen de quatre cent un prisonniers, les décès causés directement ou indirectement par la petite-vérole ont été de 6 1/2 pour 100. Ils n'ont été que de 2.86 pour 100 sur deux cent quarante-un prisonniers blancs, et se sont élevés à 11.80 pour 100 sur cent soixante-un prisonniers de couleur. Ce qui fait qu'à l'exclusion de cinq cas accidentels, la moyenne totale des morts a été, pendant l'année, de 5.23 pour 100; celle des prisonniers noirs de 9.85 pour 100; et celle des prisonniers blancs de 1.65 pour 100 seulement. Cette proportion de mortalité est à peu près la même que celle qui existe dans la vie libre pour les prisonniers blancs, et à peu près du double pour les prisonniers noirs, ainsi qu'on peut le voir par le tableau suivant :

Tableau de la mortalité annuelle des individus blancs et de couleur dans la cité et le comté de Philadelphie, et dans le pénitencier de l'Est de Pennsylvanie.

POPULATION.	MORTALITÉ.	POUR 0/0.
Population blanche de la cité et du comté de Philadelphie 172,306	Mortalité en 1830.	3,651 2.11
Prisonniers blancs du pénitencier de l'Est 241	Ent. mort. en 1838.	7 2.86
	Mort. exclusive de la petite-vérole.	4 1.65
Population noire de la cité, etc., de Philadelphie 15,655	Mortalité en 1830.	643 4.10
Prisonniers noirs du pénitencier de l'Est 161	Ent. mort. en 1838.	19 11.80
	Mort. exclusive de la petite-vérole.	17 9.85

Les faits importants qui ressortent de ce tableau sont :

1° Que la mortalité, parmi les prisonniers blancs du pénitencier de l'Est, est seulement de 0.75 pour 100 plus élevée que dans la ville, et qu'à l'exclusion des décès causés par la petite-vérole, et d'un causé par des calculs, la mortalité est moindre de 0.46 pour 100 dans le pénitencier; 2° que, parmi les prisonniers de couleur, la mortalité est plus élevée de plus du double dans le pénitencier que parmi les personnes de couleur de la ville et du comté. En tenant compte de ce fait, il n'est pas surprenant que, dans cette partie dépravée de la population de couleur qui habite les prisons, la mortalité soit de 9 pour 100. Cette analyse, je l'espère, servira à rectifier cette allégation, « que la mortalité, dans le pénitencier de l'Est, est plus grande que dans aucune des autres prisons des États-Unis. »

Cette institution renferme un nombre incomparable de prisonniers de couleur, ainsi qu'on peut s'en convaincre par le tableau suivant :

Tableau indiquant le nombre comparatif des prisonniers de couleur dans les prisons des États-Unis, en 1837.

PRISONS.	POPULATION totale, 1837.	PRISONNIERS de couleur.	POUR 0/0.
Sing-Sing, de New-York.	753	Dont 1 à 5 du nombre total ét. de couleur.	»
Nouv. prison de Tennessee.	122	dont .. 2 sont de coul.	1.93
Auburn, de New-York.	678	— .. 30 d°	4.41
Prison centr., de Vermont.	92	— .. 4 d°	4.79
Id. de Charlestown, Mass.	291	— .. 24 d°	8.24
Prison nouvelle de l'Ohio.	392	— .. 41 d°	10.45
Id. de Baltimore.	387	— .. 73 d°	18.86
Id. de Watherfield, etc. †.	190	— .. 49 d°	25.26
Pénitencier de l'Est, Penns.	386	— .. 154 d°	31.28
* Nouv. prison de N. Jersey.	141	— .. 49 d°	34.75
* Pris. de Washing., D. C.	76	— .. 49 d°	65.47

N. B. Le pour 100 des deux dernières prisons notées ci-dessus est plus élevé que celui du Pénitencier de l'Est; mais il l'est moins comparativement au nombre actuel des prisonniers de couleur qui sont enfermés dans ces prisons, et l'une d'elles est située au sud et dans la section à esclaves de notre contrée. — *Ib.*

Ces onze prisons contenaient à ce qu'on voit, en 1837, environ quatre cent soixante-quinze prisonniers *de couleur*, dont cent cinquante-quatre, des plus dépravés et des plus maladifs sans doute, appartenaient au pénitencier de l'Est; ce qui fait 32. 30 pour 100 du chiffre total. La mortalité des gens de couleur, dans la société, étant, par rapport à celle des blancs, comme 5 à 2, la mortalité moyenne des prisonniers noirs du pénitencier de l'Est sera pareillement trouvée moindre que celle des autres prisons; de même que la mortalité moyenne des prisonniers blancs, en 1837, y est moindre que celle des prisons de l'Ohio, de Tennessee, de Baltimore, et d'Auburn, et seulement une fraction plus haute que celle des prisons de Sing-Sing, Watberfield, Charlestown, Massachusetts, et Vermont.

Philadelphie, ce 1^{er} janvier 1839.

Signé DARRACH, médecin.

1^{er} Rapport de l'Instructeur Moral.

Débuts. — Supputation des sermons débités, des ouvrages distribués, des visites faites, etc.

Pendant les quatre premiers mois de ma mission, j'ai jugé à propos d'employer mes visites aux prisonniers à sonder la masse des esprits sur lesquels je suis appelé, avec les bénédictions de Dieu, à exercer mon influence, à faire quelques classifications, et à systématiser autant que possible mes exercices futurs, plutôt qu'à chercher à les énoncer tout d'abord avec une célérité trop hâtive et sans discernement.

Cependant, quelque importants que me parussent ces préliminaires, cela ne m'a pas empêché de chercher à inculquer en eux tous les principes d'une solide instruction morale, basée sur cette Vérité, qui, avec la grâce de Dieu, éclaire l'esprit et purifie le cœur. Je me suis efforcé de remplir ce but par le double moyen des instructions publiques et des entretiens privés.

Chaque sabbat, j'ai adressé deux fois la parole aux prisonniers; ce qui, à l'aide des ministres de l'Évangile des divers dénominations, fait une somme totale d'instructions publiques égales à soixante sermons en quatre mois et plus, ou à trois sermons par chaque sabbat.

Dans le cours régulier de mes instructions, j'ai visité chaque prisonnier deux et trois fois. De plus, j'ai fait, au commencement, et pendant plusieurs semaines, dans les diverses parties de l'établissement, d'autres visites dont je n'ai pas gardé note. Toutes ces visites, réunies à celles spéciales que j'ai dû faire aux malades et aux autres détenus dont j'ai jugé nécessaire de m'occuper particulièrement, feraient un total de douze cents visites pendant lesquelles j'ai distribué près de dix mille pages de traités et autres publications utiles; m'efforçant de les adapter aux besoins et au caractère de chacun de ceux auxquels ils étaient donnés.

Quand on considère à quelle classe d'individus on a affaire dans cet établissement, on ne voit pas trop, du premier coup d'œil, quelle raison on peut avoir d'espérer relever leur esprit et leur cœur. Mais en réfléchissant à l'efficacité des moyens que la Divine Sagesse prend soin de préparer et d'adapter elle-même pour ressusciter l'homme coupable, de la mort du crime, à la vie de la vertu, on sent ses espérances renaître et ses efforts redoubler.

Quoique plusieurs puissent être endurcis par une longue pratique de vices et de crimes, plusieurs autres n'ont point encore « leur conscience cautérisée, » et d'autres, jeunes encore, ne font que débiter dans la carrière. Tous sont placés ici dans des circonstances toutes particulières, et ces circonstances, évidemment, sont favorables aux réflexions sérieuses et à la réception de l'instruction religieuse et morale. Cela est attesté, de temps en temps, par les larmes de ceux qui ont vieilli dans le péché, quand le tableau de leur vie passée vient à se dérouler devant leurs yeux, accompagné du sentiment de leur misère présente, et sans espoir pour l'avenir. Ce qui le prouve encore, c'est l'irrésistible éclat de douleur qui se produit chez d'autres, quand ils viennent à contempler le degré d'abaissement auquel ils sont descendus en peu de temps, et l'apparente sollicitude avec laquelle plusieurs autres semblent accueillir l'espoir que les Écritures leur proposent. Quelques exemples bien encourageants viennent à l'appui de ces heureuses manifestations; mais je suis depuis trop peu de temps en exercice dans l'institution pour que je ne croie pas devoir les soumettre à un examen plus approfondi, et remettre à en parler dans mon prochain rapport annuel.

Du reste, l'avidité avec laquelle mes instructions sont reçues, et le respect universel qu'on porte à ma personne, me donnent l'espérance que Celui dont la bonne providence m'a placé dans ce champ me donnera la force et l'intelligence nécessaires pour le fertiliser.

Ce 1^{er} janvier 1839.

Signé THOMAS LARCOMBE, instructeur moral.

ANNÉE 1839.

11. Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants le 19 février 1840.)

Mouvement de la population blanche et noire. — Accroissement du nombre des prisonniers de couleur. — Influence de cet accroissement. — Prisonniers aliénés avant leur entrée dans la prison. — Manque d'un asile spécial d'aliénés. — Augmentation des récidives.

Le nombre total des prisonniers reçus dans le pénitencier depuis le 25 octobre 1829, date de son ouverture, jusqu'au 1^{er} janvier 1840, est de mille deux cent quinze, dont sept cent cinquante-huit blancs et quatre cent cinquante-sept noirs. Parmi les blancs on compte seulement trente-une femmes, et parmi les noirs quarante-sept.

Au 1^{er} janvier 1839, la population du pénitencier était de quatre cent dix-sept. Elle était de quatre cent trente-quatre au 1^{er} janvier 1840. Parmi les prisonniers qui sont entrés dans cet intervalle, il y avait quatre-vingt-dix-neuf blancs et quatre-vingts noirs; et parmi ceux qui sont sortis à l'expiration de leur peine, on comptait quatre-vingt-six blancs et cinquante-deux noirs. La remise du restant de leur peine a été accordée à trente prisonniers, dont deux à la demande des Inspecteurs pour cause d'insanité existant avant le jugement, et onze sur la demande de leurs amis. Onze autres sont morts, dont deux blancs et neuf noirs.

Le nombre des récidivistes rentrés, cette année, dans le pénitencier, a été de trente-cinq, dont trois avaient été condamnés trois fois, et trente-deux deux fois. Ce nombre est plus considérable que celui d'aucune autre année antérieure; il convient donc de s'y arrêter. Sur ces trente-cinq récidivistes, vingt-six sont reconnus avoir séjourné dans d'autres prisons pour peine avant leur entrée dans celle-ci. Quelques autres avaient subi leur première condamnation dans la prison de Walnut-Street. Tous ont trouvé dans l'intempérance la cause principale de leur première comme de leur seconde et troisième chute.

Le nombre annuellement croissant des prisonniers de couleur

appelle la plus sérieuse attention de la Législature. L'état de dégradation de santé de corps et d'esprit dans lequel se trouve cette classe de détenus constitue une très-lourde charge pour l'institution. Si notre proportion de prisonniers blancs était égale à celle des autres pénitenciers des États qui n'ont pas d'esclaves, nous sommes persuadés que cette institution brillerait entre toutes par l'amendement moral et par la santé de ses détenus, aussi bien que par les produits de ses travaux.

Les rapports du médecin, du Gouverneur et de l'instructeur moral vous seront soumis. Ces rapports contiennent les renseignements les plus précieux. Les relations journalières de ces employés avec les condamnés les mettent plus à même que nous, qui ne faisons que deux visites par semaine dans le pénitencier, de montrer sous son véritable jour la discipline de la prison; ce que nous pouvons dire seulement, c'est que nos propres observations confirment pleinement les leurs.

Il se rencontre un certain nombre de prisonniers qui étaient aliénés avant leur entrée dans le pénitencier, et qui, pour cela, ne devraient être passibles d'aucune peine. Nous ne pouvons donc que nous unir cordialement aux hommes de bien qui ont déjà soumis ce sujet à la Législature, dans l'espoir qu'un asile spécial d'aliénés sera enfin bientôt ouvert à cette classe de malheureux.

Le rapport du médecin constate qu'un grand nombre de condamnés sont, lors de leur entrée, dans un mauvais état de santé; que la mortalité atteint principalement les condamnés de couleur; et que le chiffre moyen des décès, dans le pénitencier, est à peu près égal à celui des décès dans la population libre.

Notre confiance dans le système du *confinement* séparé ne diminue donc pas; et nous dirons à ceux qui doutent: allez, et voyez.

Signé Thomas BRADFORD,
John BACON,
R. PATTERSON,
Matthew L. BEVAN,
W. H. HOOD.

II. Rapport du Gouverneur.

Pourquoi plus d'aliénés dans ce pénitencier que dans les autres? — Pourquoi plus de prisonniers de couleur? — Ouvriers libres moins bien portants qu'ouvriers détenus. — Causes des cas de folie antérieures à la condamnation ou à l'emprisonnement. — Différence entre le confinement solitaire *sans* travail, et le confinement *avec* travail. — Douceur et efficacité de ce dernier système. — Exemple.

Les documents ci-joints, présentés au Conseil des Inspecteurs, contiennent tous les renseignements qu'exige l'Acte de l'Assemblée, relativement aux condamnés qui sont entrés dans le pénitencier et qui en sont sortis durant l'année 1839. Le Conseil recevra également du greffier (*Clerk*) un état présentant la situation financière de l'établissement. Ces documents, joints aux rapports du médecin et de l'instituteur, offrent à la Législature l'aperçu général de toutes les opérations du pénitencier pendant l'année qui vient de s'écouler.

Un grand intérêt et quelque anxiété se sont attachés, dans l'esprit de ceux qui s'occupent, depuis quelques années, des institutions pénales de l'Europe et des États-Unis, à l'expérimentation que nous faisons ici et à ses résultats. Plus de dix ans se sont écoulés depuis que cette *expérimentation*, comme on l'appelle, est commencée, et un certain nombre des prisonniers que nous avons avec nous sont en cellules depuis *plus de neuf ans*. Ayant rempli les fonctions de directeur depuis le commencement de l'institution, et ayant surveillé avec soin la marche et les effets du système sur ceux qui y sont soumis, il m'appartient peut-être de donner mon avis sur son efficacité.

Les craintes de la plupart de ceux qui désiraient le plus une réforme dans le vieux mode d'emprisonnement étaient que le confinement séparé ne fût trop sévère, et que le corps et l'esprit des condamnés n'en souffrissent également. Cette appréhension induisit plusieurs partisans du *confinement solitaire absolu, sans* travail, à préférer le système du *confinement séparé, avec* travail, et instructions morales et religieuses, tel qu'il est aujourd'hui pratiqué parmi nous. Dans ce système, nos prisonniers ressentent l'ennui et la privation de leurs amis et de la société, mais ils ne connaissent ni sévérité ni traitements barbares.

Loin de considérer la douceur comme une déviation, comme une faute, la douceur et la tendre pitié, unies à la fermeté et à la justice, nous paraissent, si toutes adhèrent fortement entre elles, devoir man-

quer rarement de produire un puissant effet sur l'esprit des détenus (1).

Pour ce qui est de l'influence fâcheuse que l'on prétend que notre système exerce sur la santé des prisonniers, je maintiens qu'à prendre un nombre donné de prisonniers tisserands, cordonniers, etc., avec un nombre égal d'ouvriers libres, pris indistinctement au dehors et exerçant les mêmes états, la comparaison sous le rapport de la santé serait tout à l'avantage de nos détenus. Et cependant nos détenus ont moins de liberté et sont privés de se promener en plein air; mais la privation de ces avantages est compensée pour eux par l'absence des occasions de dissipation et de débauches, et par la tempérance forcée à laquelle ne sont point assujettis les ouvriers libres.

Pour ce qui est de l'état mental, c'est ici un point plus important que la santé du corps. Sans travail, sans relations avec les employés de la maison, dans une entière seclusion, il y aurait lieu de craindre que l'esprit de plus d'un détenu ne se dérangerât; mais avec une occupation constante, avec de fréquentes communications avec le Directeur, les Surveillants, l'Instituteur, les Inspecteurs, etc., avec un bon choix de livres distribués dans chaque cellule, rien ne peut causer la folie ni aucune oberration d'esprit.

Qu'un certain nombre d'individus aliénés se soient rencontrés dans le pénitencier, c'est un fait incontestable et que nous n'avons jamais hésité à signaler, à chaque cas, à la Législature et au public. Quelques uns d'entre eux n'étaient pas connus pour dérangés à leur entrée dans la prison, tandis que d'autres étaient crus dans cet état par la Cour et par le jury, et la seule justification de ce cas était qu'il était plus humain pour les prisonniers et plus sûr pour la société, de mettre ces gens malheureux sous les verroux, que de les laisser vaguer sur la voie publique. Si un asile existait pour les aliénés pauvres dans l'État de Pennsylvanie, nul doute que les magistrats y enverraient tous les

(1) Je fus accosté, il y a quelques semaines, par un individu qui avait passé quatre ans dans le pénitencier; il me demanda très-poliment des nouvelles de ma santé, et de celle du gardien qui avait, le premier, pris soin de lui; puis il me fit une courte histoire de ce qu'il était devenu depuis les huit ou dix mois qu'il était sorti. En me quittant, il me dit: « J'ai une faveur à vous demander. Oh! continuez de traiter avec la même bonté que vous l'avez fait pour moi tous ceux qui sont confiés à vos soins, car je vous garantis que si quelque bien s'opère dans le cœur de cette classe d'infortunés, ce sera par la bonté et la tendresse. » Je lui demandai comment il avait été traité dans la prison où il était avant de venir avec nous. « Avec une grande sévérité, répondit-il; aussi en suis-je sorti le cœur plein d'amertume et de projets de vengeance. » Cet homme est, aujourd'hui, membre d'une société religieuse, et tout porte à croire qu'il continuera à vivre honnêtement comme il l'avait fait ici.

invidus atteints d'imbécillité ou de folie, et alors notre pénitencier, rendu à sa destination spéciale, n'aurait plus à répondre que de l'état mental de ses prisonniers et non de celui d'aliénés qui ne lui appartiennent pas.

Si je ne craignais de pousser ce sujet trop loin, je pourrais citer une foule de cas où il a été prouvé que le crime commis avait une étroite connexité avec le dérangement d'esprit du coupable. Mais, bien que cela arrive plus souvent qu'on ne pense, je dois me renfermer dans les limites de ce rapport.

Que si l'on demande encore pourquoi l'on constate plus de cas de folie dans le pénitencier de Cherry-Hill qu'en aucun autre des États-Unis, je répondrai, en me servant des termes de mon précédent rapport, « qu'il n'y a peut-être pas de situation au monde où le caractère, la disposition, le tempérament et la force d'esprit d'un homme puissent être aussi complètement tamisés (*scanned*) que dans une cellule, » et que dès qu'il y tombe le moindre grain d'aberration ou de folie, le gardien, qui est sans cesse aux aguets, ne peut manquer de le noter aussitôt.

Autrefois, on faisait peu d'attention à l'humeur, aux inclinations et à l'amendement moral des criminels. Ils étaient agglomérés tous ensemble, et si quelqu'un se comportait comme un insensé, on attribuait sa conduite à la méchanceté et on le punissait en conséquence. Les progrès qu'a faits la discipline des prisons ont jeté un grand jour sur ce sujet, et depuis que les condamnés sont emprisonnés individuellement, leurs passions et leurs propensions en ressortent plus apparentes.

Nous avons un nombre d'hommes qui sont en cellules depuis quatre jusqu'à neuf années, et trois qui y sont depuis près de dix ans. Leur raison n'a nullement souffert de cet isolement; elle est même devenue décidément plus lucide et plus forte qu'elle n'était le jour de leur entrée dans la prison.

Avec de tels faits devant moi, je ne puis ni croire ni admettre qu'il y ait, dans le système de Philadelphie, quoique ce soit qui puisse causer la folie ou l'aberration d'esprit des détenus.

Je crois même que si l'on prenait, pour constater le véritable état mental et de santé des condamnés dans les autres grandes prisons, le même soin et la même peine qu'on a pris jusqu'ici dans la prison de Philadelphie, nous serions loin de trouver la même disparité que celle qui existe en apparence, sous ce double rapport, dans ces mêmes prisons comparées à la nôtre. Les rapports que nous avons reçus sur ces divers établissements sont de nature à nous prouver qu'on s'est fort peu occupé de ce sujet jusqu'à ce jour.

Dans mon rapport de l'année dernière j'ai fait allusion à la situation

particulière de la Pennsylvanie comme État frontière entre les États à esclaves et les États libres, et j'ai prouvé qu'étant ainsi le récipient du résidu de la classe noire, la Pennsylvanie devait nécessairement avoir dans son pénitencier central une proportion de prisonniers de couleur bien plus forte que celle des prisons des autres États. Si nous ajoutons à cette classe infime celle des gens dépravés et abandonnés qui infestent cette vaste cité, il est évident que nous avons à Cherry-Hill les hôtes les plus perdus, les plus ignorants, les plus faibles, et dès lors les moins productifs qui soient dans aucune autre prison de l'Union.

En résumé, j'estime que ce qu'on a considéré pendant dix ans comme une expérience, est aujourd'hui chose accomplie, et je crois sincèrement que nous avons atteint le meilleur système de construction et le meilleur mode d'emprisonnement qui soit en aucun autre gouvernement du monde, et, qu'en tout cas, les amis du système de Philadelphie ont achevé dans cet établissement presque tout ce qu'ils en ont jamais espéré raisonnablement.

Philadelphie, ce 1^{er} janvier 1840.

Signé S. R. Wood, Gouverneur.

II. Rapport du Médecin.

Disproportion des prisonniers de couleur. — Conséquence sanitaire. — Vingt-six cas de dérangement d'esprit, dont treize chez les blancs et treize chez les noirs. — Le système n'y a aucune part. — Causes. — Traitement. — Guérison. — Santé meilleure à la sortie qu'à l'entrée. — Le pénitencier ne laisserait rien à désirer s'il ne renfermait que des blancs.

En 1839, sur cent soixante-dix-neuf admissions, cinquante-cinq prisonniers blancs et cinquante-cinq de couleur ont été reçus bien portants; quarante-cinq prisonniers blancs et trente de couleur ont été reçus mal portants. — En tout, quatre-vingts prisonniers de couleur à côté de quatre-vingt-dix-neuf blancs. — En 1838, la proportion des prisonniers de couleur avait été dans le rapport de soixante-trois à cent quinze. — En 1837, dans le rapport de soixante à cent un. — La moyenne totale des prisonniers de couleur, comparativement à celle des prisonniers blancs, en 1839, était comme cent soixante-treize à deux cent quarante-cinq; — en 1838, comme cent soixante-un à deux cent quarante-un; — et, en 1837, comme cent cinquante-quatre à deux cent

trente-trois. Suivant le dernier recensement, la population de couleur, comparée à la population blanche, dans tout l'État de Pennsylvanie, est comme quarante-cinq mille à un million quatre cent cinquante-cinq mille. — Ces rapprochements tendent à montrer un accroissement disproportionné de prisonniers de couleur dans le pénitencier de l'Est, disproportion qui constitue, dans ce pénitencier, un trait caractéristique d'une grande importance à considérer, et qui doit compter pour beaucoup dans l'appréciation et la supputation des cas de maladie et de mortalité, et dans les causes non productives du travail des détenus.

Les tableaux statistiques joints à ce rapport vous mettront à même de juger des effets de votre système sur l'esprit et sur le corps des prisonniers, et de la part qui doit être attribuée, dans les causes ou l'aggravation des maladies, à la solitude, à la masturbation, à la nourriture trop animale, au froid et à l'humidité provenant du lavage des cellules, à l'injudicieuse ventilation des cellules par le prisonnier, etc. Que ces causes soient réelles ou imaginaires, il m'est agréable d'avoir à constater que la mortalité a été petite pendant l'année qui vient d'expirer, et que cette année fournit une nouvelle preuve en faveur du système d'emprisonnement pratiqué dans ce pénitencier, au moins en ce qui concerne les prisonniers blancs.

Les calculs auxquels je me suis livré rendent évident, pour moi, que le pénitencier de l'Est reçoit annuellement une lourde somme de maladies engendrées dans la société.

(Suivent les développements et les tableaux.)

Il résulte des registres d'entrées et de sorties des prisonniers que, durant l'année 1839, le pénitencier a reçu plus de maladies du dehors, et qu'il en a renvoyé moins qu'en 1838 et en 1837. Les entrées en bonne santé ont été de 56. 65 pour 100, et les sorties, de 81. 31; ce qui fait, en faveur du pénitencier, un excédant de santé de 24. 76 pour 100. Les entrées en mauvaise santé ont été de 43. 35 pour 100, et les sorties, de 19. 87; ce qui fait, à la charge de la société, un excédant de mauvaise santé de 23. 48 pour 100; de telle sorte que le pénitencier de l'Est a été, bien plus encore que les dernières années, le récipiendaire de la maladie et le dispensateur de la santé. La vérité de cette remarque est encore rendue plus évidente quand on considère et qu'on compare l'origine et la nature même des maladies des prisonniers entrés et sortis.

(Suivent les développements et les tableaux.)

Bien qu'on ait remarqué, en 1839, un plus grand nombre de cas

de dérangement d'esprit (en tout vingt-six, dont treize chez les blancs et treize chez les noirs), les cas de démence aiguë ont été plus rares et d'une plus courte durée; les autres étaient des cas d'hypocondrie et d'hallucination qui n'ont duré que quelques jours, excepté le n° 842, cas de manie reporté en 1839, et trois cas existant à l'entrée du prisonnier.

Il résulte des tables statistiques que nous avons dressées que les cas de dérangement d'esprit se sont produits, à quelques exceptions près, dans une précoce virilité; que quatre se sont déclarés après plus de deux ou trois ans d'emprisonnement, et le surplus dans les sept ou huit premiers mois; qu'ils ont généralement cédé à un court traitement médical; qu'environ 61 pour 100 ont été causés par la masturbation, et qu'il y en a eu 3 pour 100 de plus parmi les prisonniers de couleur. Les causes physiques de ces différences sont indiquées aux tableaux. Les désordres céphaliques qui y sont présentés ne sont pas cette insanité d'esprit que la solitude, le confinement, l'oppression, peuvent produire sur un intellect cultivé et sur une âme haut placée. La cellule de chaque prisonnier est éclairée et ventilée; ses murailles de pierres et ses portes de fer sont pour lui la seule fin de la loi; le reste n'est que tendresse et douceur; les visites des gardiens, sur-intendants, directeur et inspecteurs, dissipent l'ennui de la solitude et en font seulement une séparation de la paresse et du vice. Le prisonnier est employé à un travail profitable. Dès qu'il est malade, les secours les plus prompts et les soins les plus assidus lui sont donnés. Il travaille les six jours ouvrables de la semaine, et le dimanche il se repose, il lit la Bible et prête l'oreille à la voix de l'instituteur qui le visite souvent. Rien donc, dans une telle solitude, ne peut pousser à la folie. La forme sous laquelle se produit ici le désordre d'esprit des détenus est d'un caractère tout physique, — mal de tête, — congestion cérébrale le plus généralement.

Le rebut de la population de couleur qui, en raison de notre proximité des États à esclaves, constitue une disproportion si marquée dans le nombre de nos prisonniers, embrasse une foule de gens vicieux qui sont ici privés de tout laissez-aller sensuel, excepté l'abus d'eux-mêmes poussé, par cela seul, jusqu'à l'excès; en même temps, ils sont moins intelligents que les blancs; conséquemment, les organes de la digestion s'affaiblissent, et alors le confinement, combiné avec une ample nourriture animale, n'est plus innocent, les douleurs céphaliques s'en suivent, puis les rêves désordonnés, puis la vivacité éteinte; le prisonnier continue sa fatale pratique, alors les hallucinations, la violence, l'incohérence se manifestent, et, s'il n'est pas traité à propos,

le cas devient une démence chronique et incurable. Enlevez les prisonniers de couleur de l'établissement, et les exemples d'esprit dérangé deviendront comparativement peu de chose.

J'en dirai autant de la mortalité. Onze décès ont eu lieu dans l'année par suite de maladies incurables, dont deux chez les prisonniers blancs, et neuf chez les prisonniers noirs; ce qui, sur un nombre total de quatre cent dix-huit détenus, donne une mortalité de 2.63 pour 100.

Mon but, en vous présentant ce rapport, a été de vous faire l'exposé complet de la condition médicale du pénitencier de l'Est; je l'ai fait par la raison, 1° Que la discipline des prisons, et spécialement celle de Philadelphie, quant aux effets qu'elle produit sur la santé du corps et de l'esprit des détenus, est devenue le sujet d'un intérêt général qui a fini par imposer au médecin non-seulement le devoir d'énoncer le résultat de son expérience acquise, mais encore l'obligation de produire et de développer les éléments, les faits et les preuves sur lesquels son opinion s'appuie;

2° Que votre attention doit se porter sérieusement sur le chiffre disproportionné des prisonniers provenant de la population noire, et sur l'importante connexité de cette circonstance avec les cas de maladie, de mortalité et d'aliénation mentale qui sont relevés chaque année dans le pénitencier;

3° Qu'il importe de corriger les deux impressions erronées que voici: — Jusque ici on a eu le tort de présenter un tant pour 100 moyen de mortalité sans faire l'importante distinction qui ressort de ces faits, que dans le nord des États à esclaves la mortalité de la population de couleur est, par rapport à celle de la population blanche, dans la proportion de 5 à 2; que chaque cas de décès est constaté dans une institution publique, ce qui n'a pas toujours lieu dans la société, surtout dans la population noire; enfin que la mortalité, dans le pénitencier de l'Est, porte principalement sur le rebut de la population noire d'un État tellement contigu aux États possesseurs d'esclaves que, dans la contrée où est situé ce pénitencier, on estime qu'il y a de vingt à vingt-cinq mille noirs dont les vagabonds deviennent prisonniers. En tenant compte de ces faits, la mortalité du pénitencier n'est pas hors de proportion avec celle du dehors, et il faut surtout remarquer ici que sur soixante-deux prisonniers de couleur qui sont sortis du pénitencier, cinquante-cinq étaient en bonne santé, dont vingt-quatre mieux portants qu'à leur entrée.

L'autre impression erronée que nous devons combattre consiste dans la connaissance nécessairement imparfaite qu'on acquiert des cas

de démence, lorsqu'on n'a aucun égard aux faits qui y sont corrélatifs, et qui sont notés principalement dans mes rapports de 1837 et 1838, à savoir: que ces cas se rencontrent surtout chez les prisonniers de couleur, habitués généralement dès l'enfance à abuser d'eux-mêmes; qu'ils se manifestent principalement dans les premiers temps du séjour dans la prison, et, qu'à peu d'exceptions près, ils cèdent, en peu de temps, aux traitements de la médecine.

En terminant, permettez-moi de remarquer que si le chiffre élevé et imprévu des prisonniers de couleur qui sont dans le pénitencier portait la Législature à en modifier le système en ce sens qu'on n'y enferme plus que des blancs, le système de l'emprisonnement séparé satisferait alors à tous les besoins de la justice, de la morale et de la santé, en même temps qu'il serait une source de profits pour l'établissement.

Philadelphie, 1^{er} janvier 1840.

Signé W. DARRACH, M. D.

2^e Rapport de l'Instructeur moral.

Procédés d'instruction et d'éducation.—Bibliothèque.—Visites individuelles.—Lectures.—Prédications.—Influence religieuse.—Conversions.—Récidives.—Causes expliquées.—Exemples.—Excursions de l'instructeur moral dans les pénitenciers soumis à la règle d'Auburn.—Insuffisance et dangers de cette règle.—Supériorité de celle de Philadelphie.

Une année entière de difficile, mais plein et entier service, s'étant écoulée dans le pénitencier, je puis rendre compte maintenant, avec quelque certitude, du résultat de mes observations et de mes travaux.

Je me suis occupé de donner l'instruction scolaire aux ignorants avec tous les soins et toute l'attention qu'ont pu me laisser libres mes autres devoirs, importants et nombreux.

En outre de la Bible et du livre de prières, dont sont pourvus tous les prisonniers qui savent lire, il y a, dans l'établissement, une bibliothèque composée de près de mille volumes d'ouvrages estimés et choisis, qui sont en circulation constante parmi les prisonniers.

Le cours d'instruction religieuse a été le même, pendant toute l'année, que je l'ai expliqué dans mon précédent rapport, c'est-à-dire qu'il a consisté dans des visites quotidiennes de cellule en cellule, chaque jour de la semaine, à l'exception du sabbat, jour consacré à la lecture, à l'exposition des écritures, aux prédications et à la prière dans deux

corridors, et souvent dans trois. On regarde ces services comme éminemment profitables aux détenus.

Durant plusieurs mois, après mon entrée en fonctions, il n'y eut aucun exemple particulier d'influence religieuse opérée parmi les détenus ; mais, dans la dernière partie de cette année, un plus profond intérêt pour les exercices du sabbat se manifesta généralement, et plusieurs parurent amenés à une juste perception de leur criminalité passée, et pénétrés de la nécessité d'une entière rénovation de cœur et de vie. Depuis ce temps, quoiqu'à un degré moindre, une heureuse influence s'est manifestement attachée à la prédication de l'Évangile, influence préparée par mes visites en cellules et par mes instructions individuelles. Une vive émotion en a été visiblement la suite bien souvent, et j'espère que les « soupirs du prisonnier » sont montés acceptables vers le Seigneur. Je sais qu'il est difficile de se prononcer sur la réalité ou le faux semblant d'un changement de caractère, surtout chez les prisonniers ; mais, après un mûr et soigneux examen, je suis forcé de croire que plusieurs sont rachetés effectivement, et pour toujours, de l'iniquité.

Quatre prisonniers sont morts, dans l'année, qui ont donné des preuves évidentes de leur repentir envers Dieu et de leur foi en notre Seigneur Jésus-Christ.

(Suivent les détails circonstanciés de leur conversion.)

Les bornes de ce rapport ne me permettent qu'un court aperçu de divers cas de quelque intérêt qui ont attiré mon attention. J'en ai, du reste, assez dit pour montrer qu'il y a des prisonniers, dans ce pénitencier, dont les yeux ne sont pas complètement fermés à la lumière.

Plusieurs prisonniers ont été mis en liberté cette année, et je suis certain de la réforme de plusieurs d'entre eux ; pour les autres, il faut attendre l'expérience du temps. L'un d'eux, industriel actif et honnête de cette ville, a retiré un avantage tout particulier du mode d'emprisonnement solitaire auquel il a été soumis. J'ai appris de lui-même et de son père, que sa détention est entièrement ignorée dans le cercle de ses relations et de ses connaissances, et il m'exprima toute sa joie de sentir que, dans cet état, il n'avait ni l'occasion ni l'envie de recommencer.

Il y a, en ce moment, d'autres individus en prison qui nous donnent aussi des espérances. Plusieurs d'entre eux ont déjà manifesté une résolution arrêtée de s'amender ; et je suis heureux d'être fondé à croire que, sous l'influence bénigne et salutaire de la discipline pratiquée dans le pénitencier, les cœurs d'un grand nombre de détenus seront

préparés à recevoir la lumière de l'Évangile, sans laquelle ils retomberaient dans les ténèbres, une fois rendus à la société.

Cent trente-huit sermons et allocutions ont été adressés, cette année, aux détenus, grâce à l'aide que j'ai reçu des ministres de l'Évangile, des diverses dénominations. J'ai visité de seize à vingt prisonniers par jour, et mis en circulation parmi eux cinquante-six mille pages de traités et imprimés utiles. J'ai à constater de nouveau les bienfaites impressions produites par la lecture de ces traités, et j'espère que leurs poignants appels au cœur produira en eux de salutaires et persévérants effets.

Le nombre des récidivistes rentrés cette année dans le pénitencier est plus élevé qu'il ne l'avait été précédemment (trente-cinq sur cent soixante-dix-neuf entrants) ; mais il faut remarquer que le plus grand nombre d'entre eux appartient à cette classe infime qui laisse presque toute tentative d'amendement sans espoir ; presque tous d'ailleurs s'étaient auparavant corrompus dans les anciennes prisons et dans les pénitenciers des autres États, où plusieurs d'entre eux avaient été quatre et cinq fois. Neuf seulement, autant qu'on a pu préciser ce nombre, n'avaient jamais été dans d'autres prisons. Quant aux causes de leur rechute, voici pour chacun de ces neuf récidivistes ce que j'ai recueilli à cet égard.

Le n° 1056 se rendit à Pittsburg à sa sortie du pénitencier. Sa conduite y fut honnête, laborieuse, pendant quatre ans. Au bout de ce temps, il eut la fatale idée de retourner à Philadelphie. Là il rencontra d'anciens compagnons de débauche qui le perdirent une seconde fois.

Le n° 1062 est un Allemand. Il était resté trop peu de temps dans le pénitencier pour pouvoir apprendre un état. Son ignorance, sa qualité d'étranger et son séjour en prison, furent, pour lui, autant d'occasions de misère qui le forcèrent de voler une seconde fois.

Le n° 1066 était sorti depuis dix-huit mois du pénitencier lorsqu'il fut condamné de nouveau pour avoir acheté des bestiaux volés sans avoir pu prouver qu'il ignorait le vol.

Le n° 1110 fut réemprisonné pour vol au bout de deux ans de sortie du pénitencier. Il était ivre, dit-il, et ne savait ce qu'il faisait.

Le n° 1125 continua à se bien conduire pendant un an après sa sortie ; mais étant entré comme batelier sur le canal, il y retrouva d'anciennes connaissances qui l'entraînèrent de nouveau dans l'ivrognerie, et, par suite, dans la prison.

N° 1148, id., id.

Le n° 1151 est rentré pour avoir cédé à la tentation d'acheter à bas prix un objet de valeur qui avait été volé.

Le n° 1190 est un homme de couleur qui, sorti de prison, vola pour se venger du peu de gages qu'on lui donnait. Intempérant.

Le n° 1198 est également un homme de couleur qui se conduisit très-bien pendant six ans après sa sortie du pénitencier. Un jour, un ami l'invita à monter dans son chariot ; il accepta l'invitation sans se douter que le chariot fût volé. Tous deux furent pris et condamnés. Intempérant.

Tels sont les renseignements qui m'ont été fournis. Ils démontrent que, dans le plus grand nombre des cas, le désir de commettre la fraude et le vol est ou éveillé ou développé par l'intempérance, et que ce vice a paralysé la salutaire influence qu'avait produite chez la plupart leur confinement solitaire, et qui s'est continuée chez plusieurs pendant plusieurs années de suite. D'autres cas m'ont été cités de prisonniers qui avaient subi des condamnations antérieures dans d'autres prisons, et qui, après avoir subi une condamnation ultérieure dans ce pénitencier, s'étaient abstenus de toute mauvaise action pendant cinq, six et sept ans, et n'étaient retombés dans le crime au bout de ce temps, que par l'irrésistible entraînement de l'ivrognerie, ou des conseils d'anciens complices.

La saison de mes vacances m'a fourni l'occasion de visiter quelques-unes des institutions pénales des États voisins. J'espérais retirer un grand profit de mes entretiens avec les pieux personnages qui exerçaient depuis plusieurs années, dans ces institutions, des fonctions religieuses analogues aux miennes. Mais mon espoir a été en partie déçu par l'absence de deux d'entre eux qui avaient quitté leur poste avant ma visite.

Et puis les grandes facilités qu'on accorde à Philadelphie aux ministres de l'Évangile et aux autres personnes qui désirent prendre des informations sur la discipline du pénitencier de l'Est, m'ont induit en un grand désappointement quand j'ai vu que ces facilités n'existaient point ailleurs. En effet, le privilège de converser avec les prisonniers n'est accordé dans aucune des prisons que j'ai visitées, si ce n'est dans celle de Trenton et de la Providence.

Dans ces institutions, où les prisonniers au travail sont agglomérés dans des ateliers communs, l'impression produite sur mon esprit a été la douloureuse conviction que, quels que soient les avantages pécuniaires que peuvent procurer leurs profitables occupations, l'espoir de les remettre en possession des principes d'une vie régulière est en grande partie perdu. Le jeune homme qui, dans une heure d'inadvertance, a fait un pas de côté, est confondu là avec les êtres les plus dégradés, et, dès lors, toute distinction cesse à la fois. Il est vu et

connu uniquement comme un coupable parmi des coupables ; il est couvert du même vêtement barriolé ; il se récréé et marche au milieu d'eux ; sa dégradation est complète ; le respect de lui-même est annihilé ; l'espoir de regagner l'estime perdue est perdu à son tour. Que lui reste-t-il donc?... L'influence de l'Évangile peut, il est vrai, lui venir en aide par son pouvoir tout puissant de rédemption ; mais sa position est diamétralement opposée aux dispositions d'esprit dans lesquelles il faut être pour recevoir cette influence avec fruit. Les hommes peuvent être « diligents en affaires, fervents en esprit, et servant le Seigneur ; » mais avoir toutes ces facultés physiques et morales mises à la tâche et poussées au plus haut degré possible de tension, tout le long d'une journée fatigante, sous l'œil rigide d'un gardien, exclut la possibilité de s'abandonner aux salutaires réflexions qui se sont éveillées dans le silence de la nuit, ou par les solennités du sabbat. Les facilités supérieures que le confinement solitaire présente sous ce rapport et sous celui de l'amendement moral des condamnés, jointes à l'influence subjuguante et douce de sa discipline, me portent à préférer ce système d'emprisonnement comme une sphère de travail qui présente le plus de chances et le plus d'espérances de succès.

Ce 1^{er} janvier 1840.

Signé Thomas LARCOMBE, instructeur moral.

ANNÉE 1840.

12^e Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants le 20 février 1841.)

Diminution des crimes et des récidives. — Disproportion fâcheuse des prisonniers de couleur. — Démission de M. S. Wood — Regrets du Conseil. — Nomination de M. G. Thompson. — Nouveau vœu pour la construction d'un asile spécial d'aliénés.

Le nombre des prisonniers existant dans l'institution au 1^{er} janvier 1840 était de quatre cent trente-quatre. Il en est entré dans l'année cent trente-neuf ; ce qui fait quarante de moins que l'année précédente.

Il en est sorti dans la même année, par grâce, expiration de peine ou décès, cent quatre-vingt-dix-sept. Il en restait donc, au 1^{er} janvier 1841, dans le pénitencier, trois cent soixante-seize; ce qui fait cinquante-huit de moins qu'au commencement de l'année précédente.

Il n'y a eu que treize récidivistes rentrés au pénitencier dans le cours de l'année.

Le nombre total des prisonniers reçus dans le pénitencier, depuis son ouverture jusqu'au 1^{er} janvier 1841, est de treize cent cinquante-quatre, dont huit cent quarante-six blancs et cinq cent huit de couleur. Sur ce nombre les femmes comptent, savoir : les blanches pour vingt-trois, et les noires pour cinquante-deux.

La diminution dans le nombre des premières condamnations et des récidives a été plus grande pendant l'année expirée qu'à aucune autre époque antérieure; ce qui nous fait bien augurer de l'influence de notre mode d'emprisonnement.

Le nombre disproportionné des prisonniers de couleur continue à être une lourde charge et un grand embarras pour le système, soit parce qu'il ne peut agir aussi efficacement sur eux que sur les prisonniers blancs, soit parce qu'ils sont plus sujets aux maladies, et moins aptes au travail.

Le nombre des prisonniers qui sont admis dans un mauvais état de santé, ainsi qu'il résulte du rapport ci-joint du médecin, auquel nous nous référons, prouve que le pénitencier sert à la fois à la guérison du corps et à la guérison de l'esprit des détenus.

Les cas de désordre mental (dont le plus grand nombre a été guéri) ont été, cette année, environ la moitié de ceux de l'année précédente. Comme à l'ordinaire, ils se sont déclarés, à peu d'exceptions près, chez des prisonniers de couleur, et ne sont attribuables qu'à leurs habitudes dépravées.

Le nombre des décès a été de vingt-deux cette année. Sur ce nombre, seize appartiennent à des individus atteints d'affections chroniques et qui sont venus ici dans un imparfait état de santé.

Quant à la santé générale de l'établissement, elle présente, comparativement à celle de la vie libre, une balance de 38 28/100 pour 100 en notre faveur.

Conformément à l'intention qu'il en manifestait depuis longtemps, Samuel R. Wood a résigné, le 1^{er} juillet dernier, les fonctions de Gouverneur de ce pénitencier, qu'il exerçait depuis onze ans. De grands éloges sont dus à ce *gentleman* pour la judicieuse organisation et la direction uniforme qu'il a su donner au système d'emprisonnement que nous avons adopté, et pour la manière pleine de sollicitude

et de douce fermeté avec laquelle il n'a cessé de traiter les prisonniers confiés à ses soins.

Le même jour, le Conseil a élu Georges THOMPSON pour Gouverneur, et, si nous en jugeons par le dévouement et le zèle qu'il a apportés dans l'exercice de ses devoirs depuis sa nomination, nous avons lieu d'espérer que l'institution ne dégènera point en ses mains.

L'expérience d'une autre année confirme l'opinion que nous avons émise sur l'importance des travaux de l'instituteur moral pour la conservation et le développement du véritable but de l'emprisonnement solitaire. Nous nous en référons sur ce point à son intéressant rapport ci-annexé.

Nous ne pouvons omettre de joindre de nouveau notre témoignage à celui de mille de nos concitoyens qui pétitionnent auprès de la Législature pour l'érection d'un asile central d'aliénés. Chaque année quelques individus de cette classe de malheureux deviennent injustement les hôtes de ce pénitencier, où ils ne peuvent recevoir les soins et le traitement particulier que leur triste état exige.

Les preuves qui nous sont journellement fournies de l'amendement moral des condamnés et de la bonne conduite que mènent nombre de ceux qui sont sortis de ce pénitencier, confirment toutes les opinions que nous avons précédemment exprimées du caractère doux et réformateur de sa discipline.

1^{er} janvier 1841.

Signé Thomas BRADFORD,
John BACON,
W. H. HOOD,
Matthew L. BEVAN,
R. PATTERSON.

12^e Rapport du Gouverneur.

1^{er} RAPPORT DE M. GEORGES THOMPSON.

Opinion du nouveau Gouverneur en faveur du système.—Prisonniers catholiques.
—Les Dames de l'œuvre des prisons.

N'étant entré en fonctions que depuis très-peu de temps, je n'ai pu encore recueillir sur le pénitencier que très-peu d'observations qui me soient personnelles. Toutefois, je crois pouvoir exprimer, dès ce

moment, mon sentiment sur le système de séparation continue qui y est pratiqué.

Selon moi, ce système est le plus parfait qui ait encore été inventé pour le châtement des coupables qui ont enfreint les lois de leur pays. Sous le rapport de son humanité, si la durée de l'emprisonnement est justement proportionnée à l'offense, aucun autre système ne peut réclamer la prééminence. Sous le rapport de la santé du prisonnier, je suis d'opinion qu'aucun résultat fâcheux n'est attaché à l'application du système, si le prisonnier est sain d'esprit, et s'il jouit de tous les avantages inhérents à l'emprisonnement séparé, savoir : un travail convenable, une nourriture saine, une cellule bien chauffée et bien ventilée, etc.

J'apprécie hautement les services rendus aux convicts par l'instructeur moral, chaque jour de la semaine, et l'influence de ces prédications et de celles des membres du clergé qui s'associent volontairement à ses travaux le jour du sabbat.

Les visites hebdomadaires que les dames de l'œuvre des prisons font aux femmes détenues ne peuvent être prises trop haut.

L'assistance assidue et volontaire du révérend M. Whelan, de la communion catholique, a évidemment produit les meilleurs effets sur l'esprit des convicts qui sont membres de cette église. Ces convicts sont généralement attentifs à leur ouvrage, tranquilles et respectueux.

Du reste, la diminution du nombre des prisonniers et des récidivistes dans le cours de l'année est un sujet de félicitations et d'encouragement.

1^{er} janvier 1841.

Signé Georges THOMPSON, Gouverneur.

Dernier rapport de M. Samuel Wood.

Adieux de M. Wood. — Eloge de son successeur. — Coup d'œil rétrospectif sur les avantages du système. — Ce qu'il faudrait faire pour lui faire produire son entier effet. — Regrets au sujet de l'absence d'un asile spécial d'aliénés.

Ainsi que je l'ai fait connaître au Conseil des Inspecteurs, cette époque est celle que j'ai fixée comme le terme de mes fonctions de Gouverneur du pénitencier de l'Est, fonctions que j'ai exercées pendant onze ans et douze jours. Le Conseil a nommé, pour me remplacer,

un *gentleman* dont l'éducation, l'intelligence et les connaissances générales sont autant de garanties de sa bonne gestion. J'espère qu'il s'acquittera de ses devoirs avec honneur pour lui-même, et à la satisfaction des Inspecteurs et du public.

Dans peu de jours je quitterai l'établissement en emportant avec moi l'espérance qu'il prospérera de plus en plus, ainsi que la ferme et décidée conviction qu'aussi longtemps que le système se maintiendra sur les principes qui en font la base fondamentale, ce système opérera un bien pratique qu'aucun autre ne pourra jamais effectuer.

Avant de prendre congé d'une institution à laquelle j'ai été attaché pendant tant d'années, qu'il me soit permis d'exprimer, une dernière fois, mes vœux sur quelques uns des points principaux sur lesquels il a existé une différence d'opinion, sinon dans cet État, au moins dans quelques uns des États voisins. Comme j'ai adressé onze rapports annuels au Conseil des Inspecteurs, et que j'y ai traité plusieurs de ces points, je crois qu'il suffira de m'y reporter, au lieu de répéter ce que j'ai déjà dit.

Ces rapports établissent que les condamnés pour délits que renferme le pénitencier appartiennent, en grand nombre, et dans la proportion de plus d'un tiers, à la population noire. Tous ceux qui ont fréquenté les faubourgs de notre ville connaissent l'état de dégradation et d'ignorance dans lequel cette classe est plongée, et les difficultés qu'on a à surmonter pour les en faire sortir. Tant que ces difficultés subsisteront, nous devons nous attendre à avoir, dans le pénitencier, un nombre de prisonniers de couleur disproportionné avec le chiffre général de la population de l'État. Je prie le Conseil de vouloir bien se reporter à ce que j'ai dit à ce sujet dans mon dixième rapport (V. ci-dessus p. 69).

Sur les mille deux cent quatre-vingt-sept condamnés qui sont entrés dans le pénitencier depuis son ouverture, cinquante-neuf seulement l'ont été pour homicides, ou tentatives d'homicides, dont trois étaient, sans aucun doute, atteints d'aliénation mentale au moment de la perpétration du crime. Ces trois cas ne sont pas les seuls que nous ayons eu à remarquer dans le pénitencier. Beaucoup d'aliénés, en effet, reconnus tels dans le cours de leur emprisonnement, l'étaient bien réellement et bien décidément *avant* leur entrée. Et il en sera malheureusement ainsi aussi longtemps que l'État de Pennsylvanie n'aura pas d'asile spécial pour ses aliénés.

On aura peine à croire, dans un âge futur, qu'au XIX^e siècle, dans un pays chrétien, au sein d'un État riche en monuments innombrables de

piété, de charité, d'intelligence, aucun asile n'est ouvert à ceux que la Providence, dans ses dispensations mystérieuses, a affligé de la calamité la plus griève et la plus effroyable, — la privation de la raison, — et que les aliénés indigents, privés de toute sympathie, de toute justice par la cruauté ou la négligence de leurs propres concitoyens, sont jetés dans des prisons qui ne devraient servir que pour des criminels, où aucun ami ni parent ne pourrait les visiter et les soulager dans leurs détresses, et où presque tout ce qui les entoure est hostile à leur repos, à leur bien-être, à leur guérison.

Dans la plupart des États de cette Union, des asiles ont été construits aux frais des républiques respectives pour y recevoir et y soigner les aliénés indigents. J'espère que le grand état de Pennsylvanie, qui n'est inférieur en richesses à aucun, et qui a déjà tant fait pour l'amélioration de ses prisons, ne tardera pas à se montrer plus humain envers cette classe d'infortunés.

Sur les soixante-onze convicts qui sont sortis par suite de grâce ou pardon avant le temps voulu pour l'expiration de leur peine, je n'en connais pas plus de trois ou quatre qui aient obtenu la sanction du Conseil des Inspecteurs ou la mienne. Tout nous porte à persister dans notre opposition à cette pratique. Je n'en connais pas de plus contraire à tout système de pénalité et d'amendement moral des condamnés. Je connais peu de prisonniers grâciés qui soient devenus meilleurs; j'en connais beaucoup, au contraire, qui sont devenus pires, et qui se seraient bien certainement réformés s'ils avaient subi la totalité de leur peine.

Un autre obstacle à la réforme se rencontre dans le fait même de l'existence des prisons de Comtés, soumises, pour la plupart, au régime de la vie en commun. Tant que ces prisons ne seront pas converties en prisons cellulaires, le système de l'emprisonnement individuel, pratiqué dans ce pénitencier, ne pourra produire que des résultats imparfaits. Les convicts, en effet, se corrompent entre eux dans les prisons communes, et tous se connaissent quand ils arrivent au pénitencier. J'insiste de nouveau sur ce que j'ai dit à ce sujet, notamment dans mon quatrième rapport. (V. ci-dessus p. 23).

Depuis ce rapport, deux prisons de Comté ont été construites d'après le système de la séparation, dans les Comtés de Philadelphie et de Chester; et je suis heureux de pouvoir annoncer au Conseil que le Comté Dauphin a suivi leur exemple. J'espère qu'il sera suivi par d'autres, et que bientôt toutes les prisons de Comté de Pennsylvanie adopteront le système de la séparation. C'est alors que nous experimen-

terons en plein et que nous prouverons l'excellence de ce système et son incontestable supériorité sur tous les autres.

En quittant une institution à laquelle j'ai été si longtemps et si intimement lié, je ne puis que ressentir un vif désir et une sorte d'anxiété pour sa prospérité et son succès. Et vous, Messieurs, qui vous êtes unis à moi avec tant de sollicitude, et qui m'avez assisté de votre expérience et de vos avis au milieu des difficultés d'organisation que nous avons eu à surmonter, veuillez agréer mes sincères remerciements pour vos bontés constantes et pour l'amical attachement que vous n'avez cessé de me témoigner. Aussi longtemps que cette Institution continuera à être administrée par d'aussi dignes, par d'aussi capables Inspecteurs, et aussi longtemps que ses hôtes infortunés continueront à recevoir les bienfaits de vos soins paternels, aussi longtemps ce sera un bienfait pour l'État qui lui aura donné naissance, et d'où les principes de philanthropie et d'humanité se répandront, comme autant de rayons du ciel, jusqu'aux extrémités les plus reculées de la terre. Tel est le vœu sincère de votre ami,

Samuel R. Wood.

12^e Rapport du Médecin.

Exemples de longues détentions cellulaires sans préjudice pour la santé ou la raison des détenus. — Causes et caractères des maladies dominantes. — Treize cas de dérangement d'esprit, dont deux seulement chez les prisonniers blancs. — Ces cas non imputables au système. — Leurs causes. — Leur guérison.

Dans les précédents rapports nous nous sommes appliqué à assigner aux maladies dominantes dans cet établissement leur caractère propre et leur classification. Pendant l'année dernière, nous nous sommes principalement appliqué à en étudier les causes, et, par suite, les moyens préventifs les plus propres à en empêcher autant que possible le retour. Déjà nous avons obtenu, à cet égard, des résultats satisfaisants; mais, comme nos investigations ne sont pas encore complètes, nous avons cru ne point devoir en présenter le tableau dans ce rapport. En voici seulement le résultat :

Notre examen et nos études de cette année nous portent à conclure que le système de la séparation, tel qu'il est pratiqué dans le pénitencier de Philadelphie, appliqué à des condamnations de plus de deux ans, n'est préjudiciable ni à la santé ni à la raison des détenus. La statistique des années 1837, 1838 et 1839 présente le même résultat.

Parmi les libérés de cette année, quarante-cinq blancs et trente-un noirs ont été en cellule pendant plus de deux ans. Le confinement de deux d'entre eux, un blanc et un noir, a duré dix ans. Leur santé était parfaite, bien que celle du blanc fût loin d'être bonne à son entrée. Un troisième (blanc) est resté douze ans en cellule. Il en est sorti, comme il y était entré, en bonne santé. Un quatrième (blanc) avait, lors de son entrée, l'esprit dérangé et la syphilis. Il est sorti sain de corps et d'esprit, après sept ans d'emprisonnement solitaire. Un cinquième (noir) est sorti bien portant après cinq ans de cellule. Tous les autres libérés blancs sont restés moyennement quatre ans et trois mois, et les libérés noirs trois ans et trois mois en cellule.

Les cas de maladie déclarés chez les prisonniers blancs et chez les prisonniers noirs, pendant l'année dernière, établissent que, tandis que ces deux classes de prisonniers ont été à peu près également sujets aux affections dyspaptiques et catarrhales, les premiers ont été beaucoup plus sujets aux diarrhées, aux dysenteries, aux éruptions, et les derniers, aux rhumatismes, aux maux de tête et à l'éner-
vation érotique.

Quant aux causes, on a pu remarquer que la chaleur de l'été que supporte, sans en souffrir, la race africaine, est, sans aucun doute, la cause spéciale des affections cutanées ou d'entrailles qui atteignent les prisonniers blancs; et que le froid et l'humidité, dont souffre le moins la race européenne, est la principale cause des rhumatismes chez les prisonniers de couleur, et que les maux de tête et l'éner-
vation érotique leur viennent de l'abus d'eux-mêmes.

Les cas d'aliénation mentale ont été, cette année, à peu près la moitié de ceux de l'année précédente (1); et, comme à l'ordinaire, ils se sont déclarés chez les prisonniers de couleur. A peu d'exceptions près, ç'a été des cas d'hallucination, causés par l'abus de soi-même, et guéris après un traitement médical de deux à trente-deux jours. Les exceptions sont: — deux prisonniers blancs, dont un était venu de la maison de refuge, et présentait l'exemple le plus frappant d'une dépravation sans frein; et dont l'autre, reçu comme imbécille, fut grâcié et renvoyé de même. — Et deux prisonniers de couleur, dont l'un est tombé en démence par l'abus de lui-même, et l'autre n'a cessé de demander sa mise en liberté, et de résister à l'autorité, deux mois après son entrée. Il paraît certain qu'il montrait la même singularité d'esprit avant son emprisonnement.

(1) Le nombre des cas ayant été de vingt-six en 1839 (V. ci-dessus, p. 83), ce nombre, dès lors, n'a plus dû être que de treize en 1840. (Note du Trad)

La diminution des cas de dérangement d'esprit, pendant l'année dernière, est due principalement au frein moral qui est exercé maintenant dans l'institution, et à la découverte, ainsi qu'au traitement de la débilité prémonitoire de l'estomac et du système nerveux produit par la masturbation.

Neuf prisonniers blancs et treize de couleur sont morts dans le cours de l'année, après un emprisonnement cellulaire de cinq ans. Douze étaient affectés de consommation pulmonaire, trois de pleurésie chronique, un d'une inflammation chronique de l'estomac, un d'une inflammation scrofuleuse chronique du péritoine, un d'une inflammation chronique de la vessie, deux d'une asthénie, deux de scrofule et de syphilis. Seize d'entre eux avaient été reçus en un mauvais état de santé provenant de scrofule, de syphilis ou de consommation pulmonaire. La mortalité de cette année provient donc manifestement de la condition dépravée, au moral et au physique, des prisonniers décédés, et du caractère incurable des maladies dont ils sont morts.

Philadelphie, ce 1^{er} janvier 1841.

Signé W. DARRACH, Médecin.

5^e Rapport de l'Instructeur moral.

Statistique intellectuelle et morale de la population. — Ages. — Habitudes antérieures. — Avantages de la cellule pour l'amendement des coupables.

Le nombre des prisonniers actuellement dans le pénitencier est de trois cent soixante-seize, lesquels, avec les cent quatre-vingt-dix-sept qui en sont sortis par expiration de leur peine, etc., font un total de cinq cent soixante-treize convicts qui ont été admis aux bienfaits de l'instruction durant l'année.

Sur le nombre des sortis, cent quinze savaient lire et écrire, soixante-sept savaient lire seulement, et quinze ne savaient pas lire. — Sur les cent quinze ci-dessus, soixante-un ont appris à lire et à écrire dans la prison, et plusieurs d'entre eux ont fait de grands progrès en arithmétique.

Un assez grand nombre sont rentrés dans la société en nous laissant l'espoir d'une réformation, leur esprit s'étant pénétré du sentiment de leur responsabilité envers Dieu, et de celui de leurs devoirs envers leurs concitoyens, sentiment dont ils semblaient dépourvus à leur

entrée dans le pénitencier. Ce seul fait suffit pour me donner l'assurance que s'ils ne sont pas radicalement changés, il y aura, du moins, pour eux, beaucoup moins de chances de retomber dans des habitudes criminelles ou vicieuses.

A l'égard de quelques uns, l'espérance que j'ai conçue est fondée sur d'autres raisons. L'influence morale de la discipline de l'institution a été visible chez quinze ou vingt de ceux qui sont sortis cette année. Leur conduite, constamment en rapport avec leurs professions, a laissé une impression favorable dans l'esprit des personnes qui ont conversé avec eux, et j'ai su particulièrement que leurs dispositions n'ont pas cessé d'être ou ne peut plus satisfaisantes.

Parmi les récidivistes rentrés cette année dans le pénitencier, six seulement passaient pour n'avoir été dans aucune autre prison. Trois d'entre eux sont restés honnêtes pendant une période de trois, quatre et cinq ans après leur sortie du pénitencier. Leur histoire générale fournit la preuve (si cette preuve était nécessaire), que les meilleurs efforts de la sagesse humaine ne peuvent préserver du mal que pendant un temps limité, et qu'à moins d'avoir été changé et dirigé par un Pouvoir plus haut et plus saint, le courant des penchants vicieux rompra toujours ses barrières et débordera hors de ses rives.

La somme élevée d'ignorance et de basse dégradation qui compose la moyenne de la population de ce pénitencier, a attiré toute mon attention pendant plusieurs mois. Je me suis enquis avec soin des antécédents de près de quatre cents prisonniers, et voici le résultat de mes investigations :

Orphelins de père et de mère au-dessous de l'âge de 12 ans	53
Placés hors du contrôle de leurs parents à l'âge de 2 à 10 ans	77
Ayant eu leur père seulement dans leur enfance	27
Ayant eu leur mère id.	93
Ayant reçu une instruction religieuse souvent défective dans leur bas âge	63
N'en ayant reçu aucune	337
Ayant fréquenté les écoles du dimanche	71
N'en ayant fréquenté aucune	329
Ayant fabriqué ou vendu des spiritueux	51
S'étant livrés avec excès à la hoisson, et s'étant fréquemment enivrés	231
Ne s'étant enivrés que rarement	99
Tempérants	70

Ayant commencé à se lancer dans la carrière du crime :

— au-dessous de 10 ans	10
— de 10 ans à 15	50
— de 15 à 20	102
— de 20 à 25	115
— de 25 à 30	53
— de 30 à 35	30
— de 35 à 40	16
— de 40 à 50	14
— de 50 à 60	7
— Au-dessus de 60 ans	3

En examinant et recherchant les causes qui ont poussé à la première perpétration du crime, je suis arrivé aux résultats suivants :

Propension indépendante des tentations extérieures	116
Tentation résultant des mauvaises compagnies, surtout dans la jeunesse	70
Intempérance	61
Dépravation de mœurs	115
Jeu	9
Spectacles, etc	2
Dissensions domestiques	1
Difficultés pécuniaires	4
Vengeance	17
Loterie	3
Méchanceté	2

J'ai regardé ce résumé statistique comme trop important pour être omis, étant digne, à la fois, de l'attention des philanthropes, des familles et du Législateur, en ce qu'il met les uns et les autres sur la voie qui est à suivre pour couper mal le dans sa racine, en prévenant le crime par l'éducation.

Le cours d'instruction que j'ai fait cette année ne diffère en rien de celui de l'année dernière. Je ne redirai donc point ici ce que j'ai dit déjà, à ce sujet, dans mon précédent rapport. Des traités, etc. ont été distribués un nombre égal, et le nombre des discours prononcés, cette année, a été de cent trente-sept. Les prisonniers ayant été reçus, pendant les deux dernières années, dans cinq blocs ou ailes, chaque prisonnier a entendu plus de vingt-sept sermons par an, ou un sermon par sabbat alterné. Aucune conversion particulière n'a été visible, cette année; mais une attention soutenue et une conduite généralement bonne, jointe à des exemples répétés d'une utilité apparente, m'a encouragé à persévérer dans cette partie de ma tâche,

en me donnant l'espoir que si le prisonnier ne sort pas entièrement réformé de nos mains, les bons principes que nous avons semés dans son sein finiront par germer un jour et par produire les fruits que nous désirons.

Au lit de mort de plusieurs détenus décédés, j'ai été occasionnellement appelé pour témoigner de l'influence soutenue de l'empire de la religion. Le nonchalant s'est réveillé à propos pour songer à l'avenir; l'incrédule a mis de côté son faux espoir, et s'est tourné vers le vrai et sûr refuge; le cœur brisé a été consolé, et la foi en l'amour et en la grâce du Seigneur Jésus-Christ a souri à la mort. Cinq au moins m'ont inspiré l'espoir que Dieu a opéré en eux la préparation requise.

La connaissance que j'ai acquise depuis plus de deux ans du système qui régit cette institution m'a confirmé dans l'opinion que ce système est le mieux adapté qui existe, sous tous les rapports, soit pour la réformation des criminels, soit pour la garantie et la sécurité de la société. On pourrait appeler ce système le père nourricier de la réflexion et des considérations sérieuses. L'esprit du prisonnier en cellule est plus apte à recevoir l'instruction morale et religieuse; il est plus soumis; ses sensations sont plus tendres; le souvenir de ses amis et de la maison plus vivant; le sentiment de la honte et les remords de la conscience plus aigus. Ce sont là des causes prédisposantes de la réforme que Dieu seul peut opérer. Il y a ici des personnes qui ont joui d'une bonne réputation et possédé l'estime de leurs concitoyens jusqu'à ce qu'un moment d'égarement, de surprise ou d'ivresse, les ait portés à enfreindre les lois de leur pays; après quelques années d'emprisonnement solitaire, ils retournent, leur faute expiée, dans le cercle de leurs connaissances premières, sans avoir été dégradés par aucun contact flétrissant, régénérés, au contraire, et tous préparés à vaincre les nouvelles occasions de chute qui pourraient s'offrir.

Les prisonniers de cette classe qui ont subi, dans le pénitencier, une première condamnation, tombent rarement en récidive. L'histoire de cette institution, depuis plus de onze ans qu'elle existe, en fournit, je crois, peu d'exemples, si même elle en fournit aucun. Il est également digne de remarque que les hommes d'un esprit actif, entreprenant, qui sont capables de crimes hardis et extraordinaires, et dont on ne doit attendre aucun amendement, reviennent rarement dans le pénitencier, une fois qu'ils en sont sortis. Pour ceux-là, la cellule solitaire est pleine de terreurs qu'ils ne se sentent pas le courage d'affronter deux fois. Aussi ont-ils hâte de s'éloigner après leur libération, et de chercher

un autre théâtre où ils puissent agir sans crainte d'être soumis à un pareil mode d'emprisonnement. D'où cette conséquence que les récidivistes qui nous reviennent appartiennent tous à la plus ignorante, à la plus vile et à la plus basse classe des malfaiteurs.

En terminant, je désire exprimer, au Conseil et au Gouverneur, mes sentiments de profonde gratitude pour l'accueil favorable qu'ils ont daigné faire, et pour les encouragements bienveillants qu'ils ont daigné donner à mes humbles travaux. Avec de tels appuis, et l'aide de Dieu, j'espère pouvoir accomplir, autant qu'il sera en moi, l'objet de la mission qui m'est confiée.

Philadelphie, ce 1^{er} janvier 1841.

Signé Thomas LARCOMBE, Instructeur moral.

ANNÉE 1841.

13. Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants en février 1842.)

Moyenne des maladies et des décès moindre dans la prison qu'en ville. — Diminution progressive du nombre des condamnés. — Importants résultats du système.

Le septième jour de janvier 1842, la Cour Suprême de l'État de Pennsylvanie, siégeant à Philadelphie, a renommé les soussignés Inspecteurs du pénitencier de l'Est, conformément à la loi.

Cent vingt-six convicts ont été reçus dans le pénitencier dans le cours de l'année, ce qui fait treize de moins que pendant l'année précédente, et trois cent trente-cinq au total, au 1^{er} janvier 1842; par conséquent quarante-un de moins qu'à la période correspondante 1841.

Le nombre des sortis de l'année a été de cent soixante-sept, dont cent trente-six par expiration de leur peine, un par commutation, quinze par grâce ou pardon, et dix-sept pour décès.

Un fait digne de remarque, c'est que sur les quatorze cent quatre-vingts prisonniers qui sont entrés dans le pénitencier depuis son institution, mille quatre étaient adonnés à la boisson et à l'intempérance.

Un autre fait digne de remarque, c'est que, sur ce nombre de quatorze cent quatre-vingts entrés, vingt-sept seulement ont été condamnés

une seconde fois, dont dix-neuf blancs et huit noirs, et que, sur ces vingt-sept récidivistes, onze seulement avaient subi leur premier emprisonnement dans le pénitencier; tandis que les seize autres étaient de vieux convicts qui avaient passé le leur au milieu de la corruption des prisons communes. Ce fait parle haut en faveur du système de Pennsylvanie dont l'effet est à la fois de corriger et d'intimider.

Enfin, un dernier fait digne de remarque est que, malgré l'augmentation croissante du chiffre de la population libre, celui de la population prisonnière diminue, d'année en année, depuis trois ans, ainsi que celui des maladies provenant des habitudes vicieuses, et que la moyenne des maladies et des décès est moindre dans le pénitencier que dans la ville sur une population égale.

Comme le système de Pennsylvanie est devenu un sujet d'orgueil pour l'État en même temps qu'un sujet d'admiration pour toute société éclairée, les Inspecteurs estiment qu'il convient d'apporter de plus en plus tous ses soins pour qu'aucun changement ne soit fait aux principes fondamentaux sur lesquels la base de sa discipline repose.

La situation financière de l'établissement fait l'objet d'un rapport spécial, lequel a été adressé au département des finances, conformément à la loi.

Ci-joints les rapports du Gouverneur, du médecin et de l'instituteur moral, auxquels nous nous référons.

Ce 15 février 1842.

Signé Thomas BRADFORD,
John BACON,
Mathieu L. BEVAN,
Robert PATTERSON,
Richard VAUX,
Inspecteurs du Pénitencier de l'Est.

13. Rapport du Gouverneur.

Tâche de travail. — Produit paie la dépense. — L'excédant remis aux libérés. — Diminution des dépenses — Conduite des détenus et des employés. — Visites faites dans l'établissement.

La conduite de la grande majorité des convicts a été bonne durant l'année dernière: peu de cas se sont rencontrés où il soit devenu nécessaire de recourir aux punitions; et, quand on y a eu recours, elles

se sont bornées à la mise au pain et à l'eau ou à la privation du travail; le tout pendant une période de temps qui n'a jamais dépassé une semaine.

L'usage ici est de fixer à chaque prisonnier, selon les progrès qu'il fait dans son travail, une tâche modérée, équivalant au coût actuel de son entretien. Quand ce coût a été prélevé sur le prix de son travail, le surplus est crédité à son profit et lui est payé à sa sortie. J'approuve fort cette pratique, aussi juste que bienfaisante. La somme payée l'année dernière, d'après cette règle, a été de 884 dollars. Les prisonniers y ayant droit ont été au nombre de trente-un; ce qui fait pour chacun une moyenne de 27 dollars 63.

La prison, pendant cette même année, a été régulièrement visitée par plusieurs des Inspecteurs, deux fois par semaine; par le Comité des dames de l'OEuvre-des-Prisons, toutes les semaines; par le Comité de la Société pour le soulagement des misères des prisons publiques, périodiquement, et fréquemment par d'autres visiteurs officiels. Ces visites, toujours pleines de courtoisie vis-à-vis de moi, m'ont été profitables autant qu'aux prisonniers et à l'établissement.

Les employés placés sous mes ordres ont, par la régularité de leur conduite et leur fidélité à remplir leurs devoirs, justifié la confiance qu'on a placée en eux. J'ai reçu de nombreux témoignages de leur humanité et de leurs égards envers les prisonniers, par les prisonniers eux-mêmes, à l'époque de leur sortie, ce qui ne permet pas de douter de leur véracité.

Quant aux dépenses de l'Institution, elles ont suivi une décroissance beaucoup plus grande que celle de la population, et pourtant la quantité et la qualité de la nourriture ont été plus grandes et meilleures. Mais, en même temps, pas un dollar n'a été perdu en mauvaises dettes pendant l'année, bien que les affaires commerciales et industrielles aient eu considérablement à souffrir pendant cette période.

13. rapport du Médecin.

Différences sanitaires résultant de la différence de couleur. — Somme et nature des maladies importées et exportées par les détenus, blancs et noirs. — Nature, causes, et fréquence des cas de désordre mental. — Onze cas seulement en 1841. — De l'énerivation érotique.

Les admissions de l'année dernière ont été, par rapport à la couleur,

de quatre-vingt-cinq blancs et de quarante-un noirs; et par rapport à la santé et à la couleur, de quarante-un blancs en bonne santé, et quarante-quatre id. en mauvaise santé; et de vingt-cinq noirs en bonne santé, et seize id. en santé imparfaite. — Sur les cent vingt-six entrés, soixante ont donc été reçus en mauvaise santé.

On peut induire de nos calculs les points importants que voici :

1° Les prisonniers de couleur, comparés à la population de couleur de l'État, sont proportionnellement beaucoup plus nombreux que les prisonniers blancs présentant, en 1837, un *pour cent* de 37.26; en 1838, un de 35.39; en 1839, un de 46.47; en 1840, un de 43.10; et en 1841, un *pour cent* de 40. Sur les quatorze cent quatre-vingts prisonniers formant le nombre total de ceux qui sont entrés dans le pénitencier depuis le premier jour de son institution, neuf cent vingt-neuf étaient blancs, et cinq cent cinquante-un de couleur, ce qui établit une moyenne totale de 37.20 pour 100 de prisonniers noirs. Aucune prison, hors des États du Midi, ne présente une proportion aussi considérable de prisonniers de couleur.

2° Plus des $\frac{4}{5}$ de la mortalité du pénitencier sont dus au fait ci-dessus. L'année dernière, par exemple, le nombre des décès, parmi les prisonniers noirs, a été de treize; tandis que, parmi les blancs, il n'a été que de quatre; de même, parmi les neuf cent vingt-neuf prisonniers blancs entrés depuis l'ouverture du pénitencier, le nombre des décès a été de trente-neuf; tandis qu'il a été de quatre-vingt-huit parmi les cinq cent cinquante-un prisonniers noirs entrés depuis la même époque.

3° Un grand nombre de maladies sont entrées dans le pénitencier, d'où il suit que ce n'est pas le pénitencier qui les a produites.

4° Le vice et l'exposition au froid sont les causes principales des maladies introduites dans le pénitencier. Les prisonniers noirs et blancs en sont presque également atteints. Nous sommes heureux de pouvoir dire que, durant les trois dernières années, la somme de ces maladies a été en diminuant; cette somme étant de cent quatorze *items*, sur cent soixante-dix-huit prisonniers en 1839; de quatre-vingt-un sur cent trente-neuf en 1840; et de soixante-deux sur cent vingt-six en 1841; ce qui établit la diminution progressive suivante : 64.04, — 58.27, — 49.20; et ce qui prouve que la somme de maladies introduite en 1840 a été de 5.77 pour 100 moindre qu'en 1839, et que celle introduite en 1841 a été de 9.07 pour 100 moindre qu'en 1840. Le système d'emprisonnement de Pennsylvanie n'améliore donc pas seulement les prisonniers, mais encore la société.

Quant aux prisonniers sortis dans l'année, et classés sous le rap-

port de la santé et de la couleur au temps de leur emprisonnement, les calculs analogues à ceux de l'année dernière, que nous avons faits pour celle-ci, présentent les résultats suivants :—1° Plus des deux tiers des libérés étaient en bonne santé à leur sortie, lorsque près de la moitié étaient en mauvaise santé à leur entrée; — 2° sur trente-huit libérés sortis en mauvaise santé, vingt-six étaient en cet état à leur entrée;—3° treize seulement, sur cent cinquante, étaient en plus mauvaise santé à leur sortie qu'à leur entrée; — 4° si l'on remarque un léger accroissement de maladie, après deux ans d'emprisonnement, cet accroissement est principalement appréciable chez les prisonniers de couleur.

Parmi les questions qui naissent naturellement de l'état sanitaire du pénitencier, se trouvent et se renouvellent souvent ces deux-ci :

Première question. Quelle est la somme et la nature des maladies importées dans le pénitencier, souffertes durant l'emprisonnement, et exportées par les prisonniers libérés, tant de la part des prisonniers blancs que de la part des prisonniers de couleur? *Réponse.* Quarante-vingt-treize prisonniers blancs ont introduit cinquante-quatre *items* de maladies; ils en ont souffert deux cent quatre-vingt-huit durant leur emprisonnement, et exporté avec eux trente-deux à leur sortie; c'est-à-dire qu'ils en ont emporté bien moins qu'ils n'en avaient apporté, et qu'ils en ont eu à peu près la même somme annuellement durant leur captivité.

Deuxième question. Quelle est la nature, la cause et la fréquence des cas de *désordre mental*, dans le pénitencier de l'Est? *Réponse.* En 1839, il y a eu vingt-six cas; il y en a eu vingt-un (1) en 1840, et, seulement onze, en 1841. Cette décroissance est due à la découverte de la cause et à l'application des remèdes convenables dans le premier degré du désordre, qui est désigné maintenant sous le nom d'*énervation érotique*, terme commandé par la nécessité du cas. Les exemples de désordre mental et d'énervation érotique sont dans une proportion inverse l'un à l'autre, le premier devenant moindre et plus rare au fur et à mesure que l'autre est plus vite et plus fréquemment découvert; tous deux, du reste, se produisant plus fréquemment chez les prisonniers de couleur que chez les prisonniers blancs; ce qui confirme l'opinion émise dans les premiers rapports que la cause est bien moins dans le système de la prison que dans les habitudes vicieuses du prisonnier. Il y a donc

(1) Il y a contradiction ou erreur entre ce chiffre 21 attribué à l'année 1840, et celui de 13 fixé par le médecin lui-même et par les Inspecteurs dans leur rapport pour cette même année 1840 (V. ci-dessus p. 92 et 98). (Note du Traducteur)

bonne raison de croire, non-seulement que les cas de désordre mental remarqués dans le pénitencier sont promptement guérissables, mais encore qu'on les préviendra lorsque l'asile d'aliénés, depuis si longtemps désiré pour l'État de Pennsylvanie, recevra les criminels atteints de folie, et que nous n'aurons plus ici que les cas d'énerivation érotique. Ceux-ci, également, telle est l'opinion du médecin, peuvent être empêchés, sinon entièrement, au moins à un très-grand degré.

Le nombre des décès a été moindre cette année que les années précédentes; n'ayant été que de quatre parmi les prisonniers blancs et de treize parmi les prisonniers de couleur. Les maladies contractées avant l'emprisonnement et les vicieuses habitudes antérieures sont évidemment la cause de ces décès.

Philadelphie, ce 1^{er} janvier 1842.

Signé W. DARRACH, médecin.

4^e Rapport de l'Instructeur moral.

Continuation des bons effets du système sur le moral des détenus.

Ce serait pour moi une grande satisfaction de pouvoir vous fournir les preuves irrécusables du bien que j'ai eu le bonheur de faire dans le cours de mes visites et de mes instructions de l'année; mais ce bien est d'une telle nature, que la preuve souvent n'en n'est pas possible.

J'ai été aidé, comme à l'ordinaire, dans les exercices du sabbat, par des ministres de diverses dénominations. Cent soixante-quinze allocutions ont été adressées aux prisonniers qui sont maintenant répartis dans six corridors, et tous ont entendu l'Évangile à chaque sabbat alternativement.

Sur les cent trente-quatre prisonniers sortis dans l'année, soixante-quatorze savaient lire et écrire, dont neuf l'ont appris en prison; soixante-neuf savaient lire seulement, dont vingt-huit l'ont appris en prison. Vingt-deux ne savaient ni lire ni écrire. Sur les cent vingt-six entrés, dans la même période, deux ont reçu une bonne éducation, soixante-sept savent lire et écrire, vingt-six savent lire seulement, trente-un ne savent rien.

J'ai l'espoir que, parmi ceux qui sont sortis cette année, dix-huit sont moralement améliorés, et sept autres ont donné des preuves satisfaisantes d'amendement et de conversion. J'ai reçu, à l'égard de

douze individus qui ont été autrefois dans ce pénitencier, des informations qui établissent qu'ils sont entièrement réformés, et qu'ils se conduisent aujourd'hui en citoyens honnêtes et laborieux. L'un d'eux m'a écrit une lettre où l'on remarque le passage suivant: « Je suis rigoureusement tempérant et je compte bien qu'il en sera ainsi toute ma vie. J'ai formé cette résolution à genoux le matin du jour où j'ai quitté ma cellule. »

L'effet de la séclusion complète sur l'esprit de la plupart des détenus est de faire naître en eux le remords, par le souvenir forcé de leurs turpitudes passées, et de les conduire naturellement par cette voie à la Religion, ce souverain antidote de tous les maux, de toutes les douleurs. Mais beaucoup d'autres sont si endurcis, si dépravés, que leur cœur reste insensible à tout, et que, quand ils montrent quelque retour vers le bien, ce n'est que par fausseté et par hypocrisie. C'est pourquoi je me compare au laboureur qui cultive un sol ingrat, dans l'espoir d'une récolte future et éloignée...

Ce 1^{er} janvier 1842.

Signé Thomas LARCOMBE, Instructeur moral.

ANNÉE 1842.

14^e Rapport du Conseil des Inspecteurs.

(Lu au Sénat et à la Chambre des Représentants le 8 mars 1843.)

Amélioration marquée. — Diminution des crimes. — Développement du système Pennsylvanien. — Les détenus cellulés sont de moins en moins seuls. — Ce qui touche le cœur du condamné. — Le plus grand nombre ressent les bons effets du système. — Réduction dans les dépenses annuelles. — Espoir d'une prospérité financière prochaine.

D'après le rapport du Gouverneur, il paraît qu'il y a eu une amélioration marquée dans la conduite et la tenue des prisonniers durant l'année dernière; et, dans son opinion, ces heureux résultats sont dus en partie aux soins de l'Instructeur moral, et aux visites toutes bénévoles de différents ministres. — L'Instructeur moral donne également son attention à l'éducation des ignorants, qui, pour la plupart, quand ils

entrent, ne connaissent pas même l'alphabet, et il a réussi, autant qu'il était possible, dans de telles circonstances.

Les tableaux statistiques annexés au rapport du Gouverneur, et le rapport du moral Instructeur, donnent des renseignements précieux sur le caractère et les habitudes des détenus reçus l'année dernière.

La mortalité, pendant cette année, a été plus faible encore que l'année précédente.

Quand on considère que la plupart de nos détenus entrent infectés des vices et de la corruption qui règnent dans une cité populeuse, qu'ils y ont contracté une foule de maladies qu'ils apportent avec eux en prison, nous n'avons aucun doute que la mortalité ne soit moindre qu'elle ne le serait parmi les mêmes personnes si elles étaient en liberté.

Les Inspecteurs ne peuvent terminer cette partie de leur rapport, sans exprimer leur satisfaction sur les progrès du peuple sous le rapport de la moralité, dans un temps où il rencontre tant d'excitations au vice et au crime. — Telle a été, dans ces derniers temps, la décadence de l'industrie; tels ont été les effets de cette décadence sur les classes laborieuses de notre pays, qu'on devrait s'attendre à un accroissement de crimes, d'après les prévisions de ceux qui nient l'amélioration graduelle du peuple. Les Inspecteurs croient que les vives espérances de ces esprits bienveillants, qui ont suggéré et aidé de leur concours cet heureux changement, seront réalisées. Ils peuvent du moins citer ce fait que, malgré toutes les circonstances défavorables qui ont amené une diminution dans le travail, et ont, en conséquence, accru la détresse du peuple et la prédisposition au crime, il y a cependant, à cette heure, cent trois prisonniers de moins qu'à la même époque de l'année 1840. Ce fait parle trop haut pour ne pas être entendu, et c'est une raison de féliciter, non-seulement la Législature et les Inspecteurs, mais la population entière de notre Etat.

Les Inspecteurs ont la confiance que la Législature s'occupera avec un intérêt tout particulier du système Pennsylvanien de réclusion cellulaire avec travail; système qui, après avoir dû son existence au zèle d'un petit nombre d'hommes qui se dévouèrent avec persévérance à un objet jusque-là négligé, grâce à la législation libérale et éclairée de l'Assemblée Générale, est aujourd'hui, après plusieurs épreuves, enfin arrivé à son application, et est approuvé et adopté dans plusieurs parties de notre Etat et dans d'autres contrées.

Il est vrai qu'il y a encore des gens qui doutent des bons effets du système Pennsylvanien; mais les Inspecteurs pensent que cette opinion, chez beaucoup, n'est que l'effet d'un ancien préjugé. L'expérience de chaque année fournit une nouvelle preuve contre ces objections, et les

Inspecteurs peuvent donner à la Législature l'assurance que, si elle permet au nouveau système de se développer largement, sous l'heureuse influence de cette protection que lui a accordée jusqu'ici la Législature, l'époque n'est pas éloignée où le système pénitentiaire de notre Etat sera cité comme un des monuments les plus glorieux de la sagesse de son peuple.

Il y en a d'autres, et c'est le plus grand nombre, qui, quelle qu'ait pu être leur première impression, sont restés convaincus, après un scrupuleux examen, que le système de réclusion avec travail, en même temps qu'il punit, tend à l'amendement du coupable. Près de quatorze ans d'expérience de ce système nous ont convaincus que la santé physique du prisonnier y profite également.

Son influence morale sur les prisonniers a des avantages dont il est impossible, autrement, de s'assurer aussi bien. Quoique les prisonniers soient séparés les uns des autres, ils ne sont pas, pour cela, privés de toute communication avec leurs semblables; ils ont, pendant le jour, la visite de leurs surveillants, soit pour leur apporter leur nourriture, soit pour leur donner des conseils sur leur métier ou leurs affaires; celle de leur *moral Instructor* pour l'accomplissement de ses devoirs, ou celle enfin des membres du Comité des Inspecteurs une fois la semaine régulièrement, et celle de tous les membres du Conseil une fois par mois; outre ces visites, les prisonniers reçoivent encore celles de quelques autres agents reconnus par la loi. Ces visites ont pour but d'élever et de corriger le caractère des prisonniers. Le prisonnier peut employer ses heures de loisir, s'il le désire, à lire la Bible (qu'il a toujours auprès de lui), ou tout autre livre propre à détourner son cœur des mauvais penchants et à réformer sa conduite, comme aussi à développer son intelligence en lui donnant des connaissances utiles.

Que nous ayons, parmi nos prisonniers, des criminels incorrigibles et sans espoir de retour, on ne peut le nier. Cependant, on ne les perd pas de vue dans les efforts que l'on tente pour l'amendement de tous les convicts; mais si ces efforts échouent et trouvent de l'opposition, ceux qui sont chargés de cette pénible tâche sentent leur responsabilité à couvert en pensant qu'ils ont rempli leur devoir. Mais cette classe est très-petite et est réduite à ceux qui ont fait leur apprentissage en fait de crimes dans les prisons où le système de la vie en commun des détenus ne sert qu'à maintenir et retenir dans la voie du vice ceux qui peuvent avoir commis une première faute par entraînement ou par misère. Parmi ces prisonniers, cependant, il en est quelques uns qui, à ce que croient les Inspecteurs, ont fini par retirer quelque avantage de notre système de discipline. Ils connaissent beaucoup d'exemples d'un

retour sincère aux plaisirs et aux avantages d'une vie honnête et laborieuse, et ils peuvent en citer plusieurs qui reconnaissent devoir leur réintégration dans la société à l'influence morale et religieuse exercée sur eux pendant leur séjour dans les cellules de ce pénitencier.

Ce n'est pas le fouet d'un maître d'atelier, ni la sévérité d'un gardien qui produira dans l'esprit du condamné une soumission volontaire aux lois de la société, ce premier pas vers la réforme morale; mais une disposition constamment bienveillante, un mot de bonté de la part des surveillants, agiront d'une manière efficace sur le cœur de ces malheureux, et les amèneront pas à pas à reconnaître les maux de leur carrière passée, et à désirer la force de renoncer à ces coupables penchants, et de suivre, avec confiance, les règles et les avis qui leur sont présentés comme moyens de réforme.

Il y a aussi ceux qui doutent qu'aucun système de discipline de prison puisse agir d'une manière efficace sur le caractère d'un homme naturellement mauvais. Dans beaucoup de cas, cela n'est que trop vrai; mais il y a cependant beaucoup d'exceptions.

Quand un homme avili et dégradé dans sa propre estime, et aux yeux de la société, entre dans une prison, sa première disposition est de considérer que toutes ses espérances sont ruinées, qu'il est un vrai paria, et qu'il appartient désormais à une classe qui a perdu tout droit à la sympathie et à la considération publiques. Ces réflexions font naître chez cet homme un sentiment de tristesse qui tend encore à développer et à fortifier ses mauvaises inclinations. C'est ce qui arrive presque toujours dans toutes les prisons, mais plus particulièrement dans les prisons où le système est de réunir les prisonniers. L'effet du système cellulaire produit la réflexion sur la vie passée et oblige le condamné à y reporter ses souvenirs. Quand l'esprit est déjà en pareille disposition, c'est alors qu'un traitement convenable peut produire les plus heureux effets. Montrez au prisonnier qu'il est séparé de tout pernicieux exemple; que, durant son emprisonnement, il n'est pas exposé en spectacle à ses camarades; qu'en s'amendant il a tout à gagner, et qu'il peut encore devenir un bon citoyen; élevez ses pensées; éclairez son intelligence; enseignez-lui les avantages d'un retour solide vers le bien; faites-lui sentir les conséquences inévitables de la persévérance dans le mal; prouvez-lui qu'il y a des gens qui ont intérêt à son bien-être; guettez et encouragez les symptômes d'un changement dans son organisation morale; donnez-lui les moyens, par quelques occupations manuelles et intellectuelles, de résister à la tentation de recouvrer sa liberté; et si, dans tous les cas, le succès ne récompense pas toujours

ces efforts, dans beaucoup, cependant, le prisonnier en retirera d'appréciables avantages.

Les Inspecteurs peuvent citer de nombreux exemples des heureux résultats provenant de ce régime, d'après lequel seul le système disciplinaire des prisons de la Pennsylvanie peut être efficacement administré. Dans ce système, un condamné est traité comme un homme, et l'emprisonnement, tout en demeurant un châtement, un objet de terreur pour les malfaiteurs, et un exemple pour la masse, n'a pas pour but, dans son application aux individus, soit de perpétuer indéfiniment leur malheureuse situation, soit de les détourner de faire tous leurs efforts pour rentrer dans la voie du bien.

Les dépenses annuelles de l'année dernière ont été considérablement réduites, et les Inspecteurs espèrent que, d'après les résultats qu'a déjà donnés l'expérience dans l'administration de cet établissement, de plus grandes réductions pourront encore s'obtenir, et que ce pénitencier, qui, sous tous les autres rapports, n'a d'égal nulle part, prendra aussi, sous le rapport financier, par l'économie à laquelle il arrivera, la place qu'il mérite.

Philadelphie, ce 8 mars 1843.

Signés Matthew L. BEVAN,
Robert PATTERSON,
Richard VAUX, commissaires.

14. Rapport du Gouverneur.

Progression morale prononcée. — Zèle des employés. — Heureux effets de l'instruction morale et religieuse. — Excédant de produit du travail.

— Au commencement de cette année, nous avons trois cent trente-un prisonniers; quatre de moins qu'à l'époque correspondante de l'année dernière. — Sur ces trois cent trente-un prisonniers, cent quarante-deux ont été reçus en 1842, seize de plus qu'en 1841.

— Des observations recueillies pendant les visites faites par moi, pendant le jour et pendant la nuit, dans chaque aile et dans les cellules, il résulte pour moi cette conviction bien profonde qu'il y a eu un amendement bien marqué dans la conduite des prisonniers durant l'année passée. — Cette opinion est confirmée par le très-petit nombre de plaintes qu'ont eu à faire les surveillants de la mauvaise con-

duite de ceux dont ils sont chargés. — Le Comité des Inspecteurs, qui visite la prison et les cellules régulièrement tous les mercredis et samedis, indépendamment des autres visites qu'il fait à différentes époques, a été frappé de la bonne contenance et de l'excellente conduite de la masse des prisonniers. — Les cas où il leur soit fait des plaintes sont très-rares, ou d'une importance minime.

Les agents de la prison, sous ma direction, ont tous rempli leurs fonctions avec soin et dévouement. Ils se sont montrés bons et indulgents pour les prisonniers; une preuve de leur vigilance, c'est qu'aucun accident n'a eu lieu pendant l'année dernière.

En outre des soins de l'Instructeur moral, les prisonniers ont eu l'avantage de fréquentes instructions religieuses, et les visites gratuites de plusieurs professeurs de religion, dont les travaux pour cette sainte cause ont, j'ai la confiance, été souvent bénis. Les bons effets s'en sont déjà manifestés dans la conduite et tenue des prisonniers qui évidemment se sont améliorés dans le cours de l'année dernière.

Les femmes détenues reçoivent constamment, chaque semaine, les soins charitables des dames de la Société des Prisons, dont les efforts ont pour but d'encourager chez elles les habitudes de propreté, tant de leurs personnes que de leurs cellules; elles leur donnent en même temps les premiers principes d'éducation, et leur font des instructions religieuses en rapport avec leurs différentes conditions, avantages que la plupart d'entre elles n'avaient jamais eus avant d'entrer dans la prison.

Il a été payé, l'année dernière, comme excédant de produit de travail (*overwork*), la somme de 955 dollars 54 c.; ce qui a permis à un grand nombre d'entre eux; à leur sortie de prison, de se donner de bons vêtements, et de retourner dans leurs familles ou chez leurs amis, avec les moyens de vivre jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu quelque emploi; se trouvant ainsi, pour quelque temps, à l'abri de la tentation ou de la nécessité de commettre quelque nouveau délit.

14. Rapport du Médecin.

Amélioration sanitaire. — Mortalité au-dessous de la moyenne ordinaire. — Plus d'aliénations mentales.

Des cent quarante-deux détenus écroués en 1842, cent deux étaient

blancs, et quarante de couleur; trente-sept parmi les premiers, et quinze parmi les derniers, étaient en mauvais état de santé. — Les maladies qu'ils ont apportées dans l'établissement ont présenté 8 cas de syphilis, 18 de gastrite, 11 d'affections abdominales, 5 d'affections rhumatismales, 3 de scrofules, 2 de maux de tête et de disposition à l'aliénation mentale, et 17 divers; faisant 64 malades sur 142 détenus; c'est-à-dire 43.66 pour 100.

Des cent quarante-six détenus libérés, trente-sept seulement ont été congédiés en mauvaise santé, — et de ces trente-sept, douze étaient entrés reçus dans un état supposé de bonne santé; ce qui ne laisse plus que 7 pour 100 de malades sortis. — Les maladies importées étant 43.66 pour 100, et les maladies exportées, 7 pour 100: — il en résulte que 36.66 pour 100 de maladies sont imputables à la société.

La mortalité, l'année dernière, a été très-peu considérable: — trois morts ont eu lieu sur une moyenne de 212 prisonniers blancs, faisant seulement 1.41 pour cent; — et six morts sur cent trente hommes de couleur, faisant 4.61 pour 100; — nombre égal environ à celui de la mortalité dans la ville; tandis que celui des blancs est beaucoup moindre. Ces décès ont eu lieu sur une moyenne de plus de deux ans de détention, et résultent de maladies d'une nature incurable, causées, soit par la maladie qu'avaient les convicts en entrant, soit par la mast..., soit par différents accidents.

5. Rapport de l'Instructeur moral.

Résultats moraux obtenus. — Exemples. — Situation intellectuelle. — Services religieux de l'établissement.

La condition et les dispositions des détenus sous le rapport moral et religieux me paraissent aujourd'hui dans un état plus favorable qu'autrement. La tranquillité générale et le bon ordre n'ont fait que se consolider depuis que je suis chargé, dans cette maison, de l'instruction des détenus.

Dans cette amélioration de l'état moral des personnes, on peut citer plusieurs exemples dans lesquels les bonnes impressions se sont plus ostensiblement développées, — quelques uns même nous ont dernièrement donné une grande consolation: à différentes époques il leur a été fait des cours élémentaires de religion qui ont amené des résultats assez importants pour qu'on dirige plus souvent dans ce sens les instructions ordinaires.

Un grand nombre de détenus, sortis depuis le 1^{er} janvier 1842, ont laissé la prison dans de bonnes impressions, et exprimant la sincère résolution de s'amender. — Ce serait trop demander que d'espérer que tous persévérassent constamment dans une ligne de conduite honnête. — J'ai eu des nouvelles de quelques uns d'entre eux, et ces nouvelles sont satisfaisantes : — plusieurs sont établis dans cette ville, et donnent chaque jour des preuves irrécusables, par leur amour pour le travail et par leur bonne tenue, qu'ils ont rompu avec toute mauvaise société.

J'ai appris encore, par une voie respectable, que deux détenus, sortis en juillet et novembre 1840, sont retournés dans leur pays et sont rentrés dans la société et dans l'estime publique.

Un d'eux, dont les sentiments de réforme ne paraissaient pas entièrement sûrs, s'est mis à exercer l'état qu'il avait appris en prison ; il a réussi, et il n'y a plus de doute sur son changement en bien. — J'ai aussi eu la consolation d'être témoin du plus heureux changement dans un autre prisonnier dont l'extérieur dégradé et repoussant, quand il fut écroué, ne laissait presque aucun espoir d'amendement. — Il paraît qu'il s'est affranchi de la passion de l'ivrognerie, et le changement qui s'est opéré tant dans son caractère que dans son extérieur paraît complet. — Je cite ces traits comme des exemples faits pour encourager.

Grâce au concours des ministres de différents cultes, il a été fait cent soixante-cinq sermons et instructions, qui ont ainsi pourvu aux besoins de tous les corridors, de deux dimanches l'un. — Grand nombre de nos églises, dans l'intérieur de l'État, ne sont pas mieux pourvues.

Sur les cent quarante-deux détenus écroués durant l'année dernière, quatre-vingt-un savaient lire et écrire, — trente-quatre seulement lire, — vingt-sept ne pouvant ni lire ni écrire.

Des cent soixante-six libérés durant l'année dernière, quatre-vingt-six pouvaient lire et écrire, onze desquels avaient appris en prison ; — cinquante-un pouvaient lire, dont trente avaient appris en prison ; — neuf seulement ne pouvaient lire. — Sur ces trente, trois en étaient devenus incapables par l'âge, trois manquaient d'intelligence quand ils furent écroués ; deux ne voulurent point apprendre, et un fut libéré trois mois seulement après son incarcération.

Les aveux que j'ai recueillis des prisonniers eux-mêmes sur leurs antécédents et les causes qui les ont portés à mal faire, ont confirmé les détails statistiques dans lesquels je suis entré à cet égard dans mon troisième rapport (v. ci-dessus p. 100 et 101).

STATISTIQUE

Annexée au 14^e rapport du Gouverneur.

POPULATION.

Nombre total des prisonniers <i>entrés</i> dans le pénitencier depuis son ouverture en 1829.	1,622
Nombre total des <i>sortis</i> , etc..	1,291
Dont, par expiration de leur peine.	1,030
— par grâces ou pardon.	120
— décédés.. . . .	134
— évadé.	1
— pendu.	1
— suicidés.	2
— transféré à la maison de refuge.	1
— Erreur.	1
— Commutation de peine.	1
	<u>1,291</u>
Reste au 31 décembre 1842.	<u>331</u>
Dont, blancs.	212
— noirs.	119
	<u>331</u>

CRIMES.

Vol simple.	846	Rapt.	18
Vol qualifié.	295	Incendie.	29
Maraudage.	47	Attaque et batterie dans l'intention de tuer.	29
Vol de chevaux.	137	Att. et batterie dans l'intention de commettre un rapt.	28
Faux.	59	Insolvabilité frauduleuse.	1
Usage de fausse monnaie.	51	Tentative de bris de prison.	2
Homicide involontaire.	38		
Meurtre au second degré.	40		

Tentative de vol.	3	Bigamie.	4
Empoisonnement, tentative d'empoisonnement.	2	Filouterie.	2
Vol de lettres à la poste.	3	Fraudes.	2
Meurtre sur les hautes mers.	1	Attaque, rixe et dispute avec l'intention de tuer.	6
Délits (misdemeanors).	5	Attaque avec une arme dan- gereuse.	1
Parjure.	19	Maisons de désordre.	2
Recel d'objets volés.	8	Jet de pierres sur les rail- ways.	2
Crime contre nature.	3	Complot.	4
Mort d'un bâtard tenue ca- chée.	1	Divers.	11
Rixes et disputes.	1		
Avortement.	1		
Vol de la malle.	1		1,622
Vol et bris de prison.	2		

AGES.

Au-dessous de 20 ans.	203	De 60 à 70 ans.	20
De 20 à 30 ans.	218	De 70 à 80 ans.	6
De 30 à 40 ans.	355		
De 40 à 50 ans.	161		1,622
De 50 à 60 ans.	61		

INSTRUCTION.

Sachant lire et écrire.	785
Sachant lire seulement.	382
Ne sachant ni lire ni écrire.	455
	1,622

HABITUDES.

Ivrognes.	1,082
Buveurs tempérés.	253
Sobres.	277
Douteux.	10
	1,622

NOMBRE DE CONDAMNATIONS.

Une première fois.	1,123	Une sixième fois.	14
— seconde.	307	— septième.	1
— troisième.	115	— neuvième.	2
— quatrième.	45		
— cinquième.	15		1,622

COULEUR.

Blancs.	Hommes.	1,004	1,031
	Femmes.	27	
Noirs.	Hommes.	533	591
	Femmes.	58	
			1,622

ÉTAT CIVIL.

Célibataires.	995
Mariés.	423
Veufs.	98
Séparés.	6
	1,622

LIEUX DE NAISSANCE.

Pennsylvanie.	760	Angleterre.	45
New Jersey.	121	Écosse.	6
Delaware.	107	France.	7
New-York.	117	Allemagne.	57
Maryland.	118	Hollande.	4
Connecticut.	27	Suisse.	2
Virginia.	27	Danemark.	2
Massachusets.	18	Suède.	1
Caroline du Sud.	6	Italie.	1
Caroline du Nord.	2	Belgique.	2
Ohio.	5	Canada.	5
Tennessee.	1	Indes orientales.	10
Kentucky.	2	Afrique.	1
Rhode Island.	4	Espagne.	1
Vermont.	3	Amérique du Sud.	1
Maine.	4	Pologne.	1
New Hampshire.	6	Russie.	1
Mississipi.	2	Turquie.	1
Louisiane.	2	Inconnu.	1
Alabama.	1		
District de Colombie.	13		1,622
Irlande.	127		

RÉSUMÉ.

(NOTA. Les chiffres entre parenthèses indiquent les pages.)

Il résulte des documents officiels que nous venons de traduire que, dans la période de treize ans et six mois qu'ils embrassent, la discipline du pénitencier de Philadelphie a donné lieu aux observations et présenté les résultats suivants :

Population. — Le nombre total des prisonniers entrés dans le pénitencier, du 1^{er} juillet 1829, date de son ouverture, au 1^{er} janvier 1843, a été de seize cent vingt-deux, dont mille trente-un blancs et cinq cent quatre-vingt-onze de couleur. — Le nombre total des sortis, dans la même période, a été de douze cent quatre-vingt-onze. — Le nombre total des restants, à cette dernière époque, était de trois cent trente-un, dont deux cent douze blancs et cent dix-neuf de couleur (117).

Discipline. — Solitude, etc. — Quoique les prisonniers soient séparés les uns des autres, ils ne sont pas pour cela privés de toute communication avec leurs semblables (111). Le travail, joint aux visites des Gouverneur, Inspecteurs, médecin, gardiens, etc., dissipe l'ennui de la solitude et en fait seulement une séparation de la paresse et du vice (85). — La solitude absolue sans travail est immorale et impolitique (5); cette solitude peut être contraire au corps et à l'esprit des détenus (73); mais la solitude mitigée avec travail, visites, etc., ne peut que leur être favorable (56, 73, 80, 81, 105); quand elle pèse, c'est sur les mauvais (7, 9, 102). Du reste, la solitude aide puissamment à juger le détenu (43). — La solitude apprend à penser (6). Le système de Philadelphie est le père nourricier de la réflexion (101). Réflexions qui naissent dans la cellule (6, 15, 49).

La discipline du pénitencier est à la fois douce et sévère (9, 32, 80); les détenus qui y ont été soumis quelque temps en paraissent heureux (9); après leur sortie ils en témoignent leur reconnaissance

(9, 19, 21, 33, 60, 81, 105). Cela ne paraît pas étonnant quand on compare leur vie antérieure à leur vie en cellule (32).

Le système n'en est pas moins intimidant (16, 42, 49), surtout pour les vieux convicts (21) et pour les grands criminels (102).

Cependant les punitions ne consistent que dans la cellule ténébreuse, la privation de travail, la réduction de nourriture (5, 13, 49); encore ces punitions sont-elles rares et courtes (104, 105).

Avantages et supériorité du système. — L'agglomération des condamnés dans les prisons communes est une source de crimes et de récidives (15); il leur est impossible de s'amender (90, 91). — Le système des classifications est illusoire, inefficace, impossible (15, 22, 49, 90). — Le système du confinement solitaire ou séparé n'a aucun de ces inconvénients et présente tous les avantages contraires (15, 22, 24, 36, 49). — Le premier avantage est que les prisonniers ne se connaissent point entre eux (6, 10, 49). Autrefois ils pouvaient communiquer par les conduits des calorifères; ils ne le peuvent plus aujourd'hui (69). Ne point se connaître est ce qui les sauve à leur sortie (7, 22, 102).

Le système de Philadelphie est supérieur à tous les autres sous tous les rapports (91, 95). — C'est le plus parfait qui ait encore été inventé (10, 24, 33, 50, 53, 94); ou du moins sa discipline approche plus près de la perfection qu'aucune autre qui ait encore été éprouvée (57), et ses imperfections tiennent uniquement à celles de toutes les institutions humaines (67). La Pennsylvanie peut donc s'en montrer fière (32); ce système n'est pas seulement à l'état d'expérience, mais à l'état de réalité (51, 59), à l'état de vérité (46), et excitant à bon droit l'attention et les sympathies de l'Europe (48).

Mais, pour que le système opère, il faut des condamnations d'au moins deux ans (28, 40, 61).

Il faut de plus, pour que le système produise son plein et entier effet, convertir en cellules toutes les maisons d'arrêt de comté, afin que les prévenus ne s'y corrompent pas entre eux et n'arrivent pas dépravés dans le pénitencier (11, 23, 59, 67, 68, 96). Jusque-là il n'est guère permis d'espérer une notable diminution dans le nombre de ses détenus (67).

La supériorité disciplinaire du système de Philadelphie réside en grande partie dans la supériorité morale et intellectuelle du directeur (4, 57, 92, 93), des gardiens (33, 37, 105, 114), et de l'instructeur moral (65, 109).

L'usage des grâces est un abus qui nuit à l'efficacité du système (17, 40, 52, 61, 96); il faut le supprimer; car l'efficacité de la peine gît dans son *inévitabilité* (17, 39, 61).

Instruction morale et religieuse. — La criminalité a sa cause principale dans le jeu, la loterie, l'absence d'une bonne éducation première et d'une profession utile, et surtout dans l'intempérance (11, 21, 27, 37, 61, 78, 103); on en peut juger par la proportion des détenus adonnés à la boisson que renferme le pénitencier (11, 28, 118). L'instruction morale et religieuse peut seule tarir les diverses sources du crime; aussi est-elle la base fondamentale et le point cardinal du système (12, 55).

Pour donner aux détenus une instruction morale et religieuse suivie et efficace, il faut un instructeur spécial, salarié, qui y consacre tout son temps (2, 12, 17, 25): le bien qu'on retirerait de ses services dépasserait grandement le montant de son salaire (28). Ce qui s'oppose à sa nomination est la crainte de l'influence de secte; mais cette crainte est sans objet dans une prison. Il y a nécessité de pourvoir à la lacune que présente l'institution sous ce rapport (34, 41, 50, 58). Les prédications et instructions isolées et gratuites ne suffisent pas (5, 12, 34). Du reste, il est très-facile de donner l'instruction aux prisonniers en cellule (10). Les conférences individuelles sont généralement préférables aux sermons et instructions publiques (55).

La lacune dont nous parlons a été comblée, en 1838, par la nomination de M. Thomas Larcombe en qualité d'instructeur moral (65). Importance de ses fonctions; premiers résultats obtenus (76, 101). Visites (87, 89, 101). Sermons (89, 101). Distributions de Bibles et écrits religieux (77, 87). Beaucoup d'églises ne sont pas mieux pourvues (116). Exemples d'heureuses manifestations et de conversions (88, 102). Larmes versées (77). Statistique morale et intellectuelle (100, 101). Toutes les consciences ne sont pas cautérisées (77). Il faut tout espérer, avec l'aide de Dieu (77, 103).

Femmes. — Sur les seize cent vingt-deux prisonniers entrés dans le pénitencier, de 1829 à 1842, on compte seulement quatre-vingt-cinq femmes, dont vingt-sept blanches et cinquante-huit de couleur (119). — Une *Matrone* a été nommée, pour la surveillance des femmes, en 1835 (41). Des dames de l'œuvre des prisons font chaque semaine des visites aux femmes détenues (94, 114).

Travail. — Le travail des condamnés ne doit point être une spéculation (2, 36); cependant il est à désirer que son produit couvre les dépenses d'entretien (2), ce qui est très-possible (68) en organisant le travail comme il doit l'être, et surtout en attribuant à l'établissement un *capital nécessaire*, capital sans lequel les recettes seront toujours au-dessous des dépenses (2, 3, 25, 27, 34, 38). — Bien que nous reconnaissons qu'il y ait un plus grand nombre d'industries praticables dans les ateliers que dans les cellules (68), cependant, un grand nombre de métiers utiles et productifs peuvent être exercés individuellement (7, 13, 22, 27, 37, 43, 62). Le métier même qu'on apprend en cellule est nécessairement plus utile que le métier appris dans l'atelier commun (28). D'ailleurs, le travail devient un besoin dans la cellule (5, 25, 43), et, par suite, l'aptitude des prisonniers cellulés est extraordinaire (7, 8). Par cette raison, le travail cellulaire doit finir par être plus productif que le travail en commun (3, 7, 8), surtout à l'aide des tâches (105); pour cela, il faut que le condamné ait à subir un emprisonnement d'au moins deux ans; car les courtes détentions sont toujours onéreuses (7, 9, 25, 29). Il faut aussi qu'il y ait au moins trois cents convicts dans le pénitencier (8, 35, 43).

Le produit du travail a couvert les dépenses d'entretien en 1829 (7); — id. en 1830 (8, 9); — id. en 1831 (12, 13); — id. en 1832 (17, 22); — *secus* en 1833, par des causes accidentelles (25, 26); — id. en 1834, faute d'un capital suffisant (38); — id. en 1835, par la même cause (41, 43); — prospérité en 1836 (52); — déficit en 1837 (59, 62); — produits non constatés en 1838 (68); — id. 1839 (83); — id. en 1840 (92); — excédant de produit en 1841 (105); — id. en 1842 (114).

La Pennsylvanie est plus mal située qu'aucun autre Etat pour le produit du travail de ses détenus (68, 69), et la population noire qui encombre son pénitencier fait que ce produit est si peu élevé (69, 79, 83); nous reconnaissons donc que le pénitencier de Philadelphie n'est point une source de revenu pour l'Etat; mais n'est-ce point un titre de gloire pour la philanthropie Pennsylvanienne d'avoir préféré la réforme morale de ses convicts à une secondaire et misérable considération de *dollars* et de *cents* (56)? Du reste, les bénéfices que les autres Etats retirent des ateliers de leurs prisons, sont rachetés par les inconvénients qui résultent du louage des bras des détenus (69; 90).

Disproportion des prisonniers de couleur. — *Conséquences sanitaires.* — Le nombre des prisonniers de couleur est hors de proportion

avec celui des prisonniers blancs, comparativement au nombre des individus noirs et blancs dans la population libre (50, 58, 83). Les prisonniers noirs sont dans la proportion de 13/100 pour cent de la population noire de l'Etat, tandis que les prisonniers blancs y sont dans la proportion de 3/500 pour cent de la population blanche (63). Cette proportion a été de 37 à 40 pour cent de 1837 à 1841 (106). Il y a dans le pénitencier de Philadelphie un bien plus grand nombre de prisonniers noirs que dans aucune autre prison des Etats-Unis, sans en excepter les Etats à esclaves (66). La population noire du pénitencier de Philadelphie est de 31 à 40 sur cent de la population totale (69, 75, 95), tandis qu'elle n'est que de 1/93 pour cent dans le pénitencier de Sing-Sing, et de 4/41 pour cent dans le pénitencier d'Auburn (75). Cette exubérance de population noire dans le pénitencier de Philadelphie provient de ce que la Pennsylvanie est un Etat frontière contigu à trois Etats à esclaves, et devient ainsi le réceptacle des noirs libres mécontents, des esclaves sans valeur mis en liberté par leurs maîtres, et de toute la tourbe des esclaves fugitifs et vagabonds (69, 83). On estime qu'il y a dans l'Etat de Pennsylvanie de vingt à vingt-cinq mille noirs dont les vagabonds deviennent les hôtes du pénitencier (86). Suivant le dernier recensement, la population de couleur, comparée à la population blanche, dans tout l'Etat de Pennsylvanie, est comme 45 mille à 1 million 455 mille; tandis qu'elle est dans le pénitencier comme 173 à 245 (84). Cette disproportion des prisonniers de couleur dans le pénitencier doit compter pour beaucoup dans l'appréciation et la supputation des cas de maladie et de mortalité, et dans les causes non productives du travail des détenus (50, 63, 84, 86); si cette disproportion n'existait pas, ou mieux, si le pénitencier ne contenait que des prisonniers blancs, nul doute qu'il ne satisfît à tous les besoins de la justice, de la morale, de la santé et de l'intérêt pécuniaire (79, 87). Nous appelons sur ce point la plus sérieuse attention de la Législature (79).

Cas d'aliénation mentale. — Voici les cas d'aliénation mentale constatés dans le pénitencier de 1829 à 1842 :

En 1829. — Aucun.

1830. — Aucun (11), sauf un idiot entré tel (13).

1831. — Aucun (14), sauf encore un idiot reçu (13).

1832. — Deux cas, antérieurs à l'emprisonnement (19).

1833. — Un cas incertain (31).

1834. — Trois cas antérieurs à l'emprisonnement (24, 38).

1835. — Aucun (45).

En 1836. — Aucun. « Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est pas encore survenu dans le pénitencier, jusqu'à 1836 inclus, un seul cas de dérangement d'esprit qui n'ait eu sa cause dans des circonstances *totalemment étrangères* à sa discipline (56). »

En 1837. — Aucun cas de *folie* ne s'est déclaré cette année qui ait été produit par le confinement solitaire et séparé (59); seulement quatorze cas de *démence* se sont produits chez des *prisonniers noirs*; mais la masturbation, et non le système, en est la seule cause (64). Tous ces cas ont été *guéris*, excepté deux qui ont dû l'être depuis ou qui font partie des cas de 1838 (64).

En 1838. — Dix cas de désordre mental chez les prisonniers *noirs*, huit cas chez les prisonniers *blancs*; leur cause est la masturbation (73); presque tous ont été de courte durée et *guéris* (70, 71, 73). Plusieurs avaient une origine antérieure à l'entrée dans la prison (71); aucun n'est attribuable au système (73). Si le système avait produit ce résultat, il serait à remarquer qu'il ne l'aurait produit que sur dix prisonniers cette année, dans une période de cinq mois; tandis que des centaines de prisonniers, dont un grand nombre ont été en cellules pendant plusieurs années, sont sortis précédemment dans un meilleur état de santé de corps et d'esprit que quand ils y étaient entrés (74).

En 1839. — Treize cas chez les *noirs*; treize cas chez les *blancs*, dont trois antérieurs à l'emprisonnement, et un compté déjà en 1838 (85). A l'exception de ces quatre cas, *tous* étaient des cas d'hypocondrie et d'hallucination qui n'ont duré que *quelques jours* (85); ils ne sont nullement attribuables à la discipline du pénitencier (55).

En 1840. — Treize cas, attribuables aux habitudes dépravées, et déclarés chez les *prisonniers de couleur*, excepté deux cas; *tous guéris*, après un court traitement, excepté quatre cas, dont trois *antérieurs à l'emprisonnement* (92, 98).

En 1841. — Onze cas, provenant d'*énervation érotique*, surtout chez les *noirs*; tous guérissables et susceptibles d'être prévenus (107).

La cause est moins dans le système de la prison que dans les habitudes vicieuses du prisonnier (107).

En 1842. — Aucun (114). Cette décroissance est due à la découverte de la cause et à l'application des remèdes convenables dans le premier degré du désordre (107).

Que si l'on demande pourquoi l'on constate plus de cas de folie dans le pénitencier de Cherry-Hill qu'en aucun autre des Etats-Unis, nous répondrons qu'il n'y a pas de situation au monde où le caractère, la disposition, le tempérament et la force d'esprit d'un homme puissent être aussi complètement *tamisés* que dans une cellule, et que

dès qu'il y tombe le moindre grain d'aberration, le gardien, qui est sans cesse aux aguets, ne peut manquer de le noter aussitôt (82). Si l'on prenait, pour constater le véritable état mental et de santé des condamnés dans les autres grandes prisons, le même soin et la même peine qu'on a pris jusque ici dans la prison de Philadelphie, nous serions loin de trouver la même disparité que celle qui existe en apparence, sous ce double rapport, dans ces mêmes prisons comparées à la nôtre. Les rapports que nous avons reçus sur ces divers établissements sont de nature à nous prouver qu'on s'est fort peu occupé de ce sujet jusqu'à ce jour (82). Du reste, en comparant les registres des différents pénitenciers des États-Unis, on arrive à cette démonstration que le pénitencier de Philadelphie fournit aussi peu (sinon moins) de cas d'aliénation mentale qu'aucune autre institution pénitentiaire (56).

D'ailleurs, les comtés de l'Etat de Pennsylvanie se servent du pénitencier de l'Est comme d'un Bedlam (18), bien qu'un pénitencier ne soit point un lieu convenable pour le traitement et les soins qu'exigent les fous (66). Souvent la justice condamne à la prison des individus irresponsables qui ne devraient être que les hôtes d'un hospice d'aliénés (24, 44, 66, 79, 81). Beaucoup d'aliénés, en effet, reconnus tels dans le cours de leur emprisonnement, l'étaient bien réellement et bien décidément *avant* leur entrée (35), et il en sera malheureusement ainsi aussi longtemps que l'Etat de Pennsylvanie n'aura pas d'asile spécial pour ses aliénés pauvres (24, 66, 95). Si cet asile existait, nul doute que les magistrats y enverraient tous les individus atteints d'imbécillité ou de folie, et alors notre pénitencier, rendu à sa destination spéciale, n'aurait plus à répondre que de l'état mental de ses prisonniers, et non de celui d'aliénés qui ne lui appartiennent pas (82). On aura peine à croire, dans un âge futur, qu'au XIX^e siècle, dans un pays chrétien, au sein d'un Etat riche en monuments innombrables de piété, de charité, d'intelligence, aucun asile n'est ouvert à ceux que la Providence, dans ses dispensations mystérieuses, a affligés de la calamité la plus griève et la plus effroyable, la privation de la raison, et que les aliénés indigents, privés de toute sympathie, de toute justice, par la négligence ou la cruauté de leurs propres concitoyens, sont jetés dans des prisons qui ne devraient servir que pour des criminels (95). C'est pourquoi nous unissons nos vœux à ceux des nombreux et respectables pétitionnaires qui poursuivent en ce moment devant les Chambres l'établissement de cette philanthropique institution (79, 93).

Au surplus, on ne peut avoir qu'une connaissance imparfaite et erronée des cas de démence qui se manifestent dans le pénitencier,

lorsqu'on n'a aucun égard aux faits qui y sont corrélatifs, et qui font que ces cas se rencontrent surtout chez les prisonniers de couleur habitués généralement dès l'enfance à abuser d'eux-mêmes; qu'ils se manifestent principalement dans les premiers temps du séjour dans la prison, et qu'à peu d'exceptions près ils cèdent en peu de temps aux traitements de la médecine (73, 85, 87). Enlevez les prisonniers de couleur de l'établissement et les exemples d'esprit dérangé deviendront comparativement peu de chose (86).

L'expérience a prouvé que les craintes que quelques personnes avaient conçues relativement à l'influence qu'elles supposaient que devaient avoir les *longues détentions solitaires* sur la santé du corps et de l'esprit des prisonniers sont absolument sans fondement (59).

D'abord, quels que puissent être les effets *stultifiants* de la seclusion absolue, sans travail, sans livres, sans instruction morale, sans communication journalière avec les gardiens, il est certain qu'avec toutes ces circonstances réunies et employées pour distraire l'esprit des détenus des ennuis et des dangers d'une solitude complète, les hôtes de notre pénitencier ne peuvent courir aucun risque de devenir fous pour la cause qu'on suppose (56, 80).

En second lieu, il est prouvé, ainsi que nous l'avons déjà dit, que les cas se produisent généralement dans les premiers mois de la réclusion cellulaire et qu'ils cèdent à un court traitement (85, 87).

Enfin il est prouvé que ce sont les prisonniers qui sont depuis plus longtemps en cellule qui jouissent de la santé et de la raison la meilleure (29, 59, 60). — Beaucoup de prisonniers sont demeurés cellulés pendant trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze et douze ans, sans que leur santé ou leur raison fût aucunement altérée (40, 59, 60, 80, 82, 97, 98). — Il y a plus, c'est que la raison de plusieurs de ces prisonniers s'est améliorée dans la détention cellulaire (44, 59, 82, 98).

Mortalité. — Jusqu'ici, on a eu tort de présenter un tant pour 100 moyen de mortalité sans faire l'importante distinction qui ressort de ce triple fait, que, dans le nord des États à esclaves, la mortalité de la population de couleur est, par rapport à celle de la population blanche, dans la proportion de 5 à 2: que chaque cas de décès est constaté dans une institution publique, quant à la population noire, ce qui n'a pas toujours lieu dans la société; qu'enfin la mortalité, dans le pénitencier de l'Est, porte principalement sur le rebut de la société (86).

La mortalité a été, en moyenne, de 3 sur 100 pendant les sept années 1830-1836, *noirs compris* (54). — Les noirs entrent pour les 3/5 et même pour les 4/5 dans le chiffre de la mortalité (65, 74, 106). — Le *pour cent* de mortalité de la population prisonnière noire varie de 6 à 13 (64). — Le *pour cent* de mortalité de la population prisonnière blanche a été, en moyenne, de 1. 80, de 1830 à 1837 (64, 65), et de 1. 65 en 1838 (74). — Cette proportion est à peu près la même que celle de la vie libre pour les blancs, et à peu près du double pour les prisonniers noirs (74). Elle est même moindre dans le pénitencier que dans la ville, pour les prisonniers blancs, quand on en retranche les causes accidentelles propres au pénitencier (75).

Quand on considère que la plupart de nos détenus entrent infectés des vices et de la corruption qui règnent dans une cité populeuse, qu'ils y ont contracté une foule de maladies qu'ils apportent avec eux en prison, nous n'avons aucun doute que la mortalité ne soit moindre qu'elle ne le serait parmi les mêmes personnes si elles étaient en liberté (110).

Pendant les années 1841 et 1842, la mortalité a été, pour les prisonniers blancs, au-dessous de la mortalité de la ville (104, 115), et elle est au-dessous de la mortalité des autres pénitenciers pour les prisonniers noirs (76).

Santé meilleure dans la prison qu'au dehors. — Aucun résultat fâcheux ne peut être attaché, sous le rapport de la santé du prisonnier, à l'application du système cellulaire, si le prisonnier était sain d'esprit en entrant, et s'il jouit de tous les avantages inhérents à l'emprisonnement séparé, savoir : un travail convenable, une nourriture saine, une cellule bien chauffée et bien ventilée, etc. (4, 24, 94). — Les détenus du pénitencier de l'Est jouissent de tous ces avantages, aussi leur santé est-elle généralement meilleure à leur sortie qu'à leur entrée (11, 14, 30, 38, 45, 53, 63, 66). Mais ce résultat est moindre pour les prisonniers de couleur (63), en raison de ce que la masturbation entre pour les 2/3 dans les causes de maladie et de mort qui les frappent (64, 98). Cependant on a à le constater quelquefois (63).

Le choléra, qui a cruellement sévi dans la ville, a passé inaperçu au pénitencier (30). — Il en a été de même de la peste (19).

Les ouvriers détenus se portent mieux que les ouvriers libres (85), et la moyenne des maladies est moindre dans le pénitencier que dans la ville sur une population égale (104). La santé générale de l'établis-

sement présente, comparativement à celle de la vie libre, une balance de 38 pour 100 en faveur du système (92).

Les maladies *importées* sont plus nombreuses et plus graves que les maladies *exportées* (107, 115); tandis qu'il entre 64 pour 100 de *santé imparfaite* dans le pénitencier, il en sort 79 pour 100 de *santé parfaite* (65). On compte un en plus de 20 à 24 pour 100 de bonne santé dû au régime de l'établissement (70, 84). Plus des deux tiers des libérés sont en bonne santé à leur sortie, lorsque près de la moitié sont en mauvaise santé à leur entrée (107).

Ainsi le pénitencier de l'Est est le récipient de la maladie et le dispensateur de la santé (66, 70, 84). Ce qu'il y a de certain, c'est que quatorze ans d'expérience du système qu'on y suit nous ont convaincu qu'il sert à la fois à la guérison du corps et de l'esprit (92, 111); que les maladies qui y sont contractées sont les maladies ordinaires inhérentes à l'humanité (*passim*), et que le nombre en diminue progressivement, même de celles venant du dehors; ce qui prouve que le système d'emprisonnement de Pennsylvanie n'améliore pas seulement la santé des prisonniers, mais celle de la société (106).

La *sanitarité* comparative du confinement séparé est donc évidente (19), et le système de Philadelphie n'a rien à envier au système d'Auburn sous ce rapport (56).

Effets moraux du système. — L'effet moral du système est on ne peut plus satisfaisant (13, 99). Le système est parfaitement combiné pour opérer l'amendement du coupable (20, 36, 102, 112); aussi la conduite des prisonniers est-elle généralement bonne (13, 109), et y a-t-il eu un amendement marqué en 1842 (113, 114, 115). On ne nie pas qu'il y ait des incorrigibles (111); mais, même à l'égard de ceux-là, le système est loin d'être toujours impuissant (112).

Les libérés sortis du pénitencier se conduisent généralement bien (16, 21, 41, 52, 60, 61, 93). Plusieurs mènent une vie exemplaire (41, 44, 66, 81, 88, 100, 109, 112, 116). Ceux qui se conduisent mal sont ceux qui ont séjourné antérieurement dans d'autres prisons soumises au régime de la vie en commun, où ils se sont connus et dépravés (67, 89), ou ceux qui manquent d'ouvrage (61). Il serait nécessaire, à l'égard de ceux-ci, d'autoriser les juges à augmenter ou abréger la durée de la peine, de telle sorte que les mises en liberté n'aient jamais lieu en hiver (61).

Jusqu'en 1833, il n'y a pas eu un seul cas de récidive constaté dans le pénitencier (27). Les récidivistes qui y sont revenus depuis avaient

tous séjourné préalablement dans d'autres prisons (51, 58, 68, 78, 104), à l'exception de quelques cas (37, 44); lesquels avaient séjourné très-peu de temps dans le pénitencier (40, 50, 89), ou qui étaient adonnés à la boisson avant leur entrée (58, 68, 78, 89), ou tout à fait incorrigibles (66), ou qui ont rencontré d'anciennes connaissances (89, 90).

Ces faits parlent haut en faveur du système de Pennsylvanie, dont l'effet est à la fois de corriger et d'intimider (104).

Le système a eu encore pour effet, non-seulement de diminuer le nombre des récidives (92, 104), mais encore de diminuer le nombre et la gravité des crimes, et cela, bien que la population ait augmenté (16, 21, 42, 46, 58). Aussi, en même temps que la moralité du peuple s'améliore (110), remarquons-nous que la population du pénitencier diminue (92, 103, 104) à tel point qu'il y a, à cette heure, cent trois prisonniers de moins qu'à la même époque de l'année 1840. Ce fait parle trop haut pour ne pas être entendu, et c'est une raison de féliciter, non-seulement la Législature et l'administration du pénitencier, mais encore la population de l'État tout entière (110).

Rendons pareillement, et surtout, nos actions de grâces au Suprême Gouverneur de l'univers, pour la bonté qu'il a eue de couronner nos efforts de tant et de si grands succès (60).

Mensonges de la Société de Boston. — Malgré cela, il y a encore des gens qui doutent de l'efficacité du système (110-111). Cela tient principalement aux faux rapports de la Société des prisons de Boston (32), Société éminemment respectable (35), mais qui n'en est pas moins une agence de mensonges (32), qui puise aux sources les plus suspectes (35), et qui se laisse influencer par l'agent officiel qu'elle s'est donné et dont les motifs sont connus (46, 32).

Nous n'avons qu'un mot à dire à ceux qui doutent : Venez, et voyez (79).

ARGENTEUIL. — IMPRIMERIE DE E. MARC-AUREL.

Bureau et Librairie à Paris, rue Richelieu, 102.

ADDITION A LA CHRONIQUE.

M. Moreau-Christophe, Inspecteur de 1^{re} classe. — Par arrêté de M. le Ministre de l'intérieur, du 12 juin 1844, M. MOREAU-CHRISTOPHE, inspecteur général de 2^e classe des prisons du royaume, a été nommé inspecteur général de 1^{re} classe.

Inspection des prisons de femmes. — M^{me} Lechevalier, inspectrice générale des prisons de femmes, inspectera, cette année, les prisons centrales de Clermont, Clairvaux, Montpellier, Cadillac et Limoges, et les prisons départementales de Lyon, Marseille, Bordeaux, Tours et Orléans.

15^e Rapport de Philadelphie. — Nous venons de recevoir le 15^e Rapport des Inspecteurs du pénitencier de Philadelphie, lu aux deux Chambres de la législature en mars 1844. Ce rapport et ceux du gouverneur, du médecin résidant et de l'instructeur moral qui y sont joints, ne laissent plus aucun doute sur l'excellence du système qui est suivi dans ce pénitencier, tant du point de vue physique que du point de vue moral des détenus. Nous nous proposons d'en publier prochainement la traduction complète.

BIBLIOGRAPHIE PÉNITENTIAIRE.

Le projet de loi sur la réforme des prisons, présenté en 1843, et discuté en 1844, à la Chambre des députés, a donné une nouvelle recrudescence aux publications pénitentiaires. « Le caractère général de ces publications, dit la *Revue du Droit français et étranger*, révèle un mouvement assez prononcé de réaction contre le système pennsylvanien. » Il paraît que ce recueil est fort mal renseigné au sujet des publications dont il parle, car il en est du mouvement de réaction qu'il indique comme du *blocus continental* de M. Lucas. Nos lecteurs vont en juger par la simple nomenclature, accompagnée de quelques notes, des ouvrages publiés en France, sur la réforme des prisons, pendant les années 1843 et 1844.

Considérations sur l'influence de la religion dans les maisons centrales de force et de correction, par l'abbé LAROQUE, missionnaire apostolique, vice-chapelain des Invalides., etc.; broch. in-8^o de 32 pages; Paris, 1843. On lit dans l'introduction de cet opuscule: « Nous n'attribuons de résultats satisfaisants qu'au régime cellulaire. Nous nous associons pleinement à ce système, le plus puissant et le plus sûr auxiliaire pour la réforme morale et pour l'action religieuse, etc. »

Considérations sur la réclusion individuelle, par W. H. SURINGAR, membre de la Commission administrative des prisons d'Amsterdam, etc.; traduit du hollandais sur la 2^e édit., corrigée; précédées d'une préface,

et suivies d'un *Résumé de la question pénitentiaire*, par M. MOREAU-CHRISTOPHE; broch. in-8° de 131 pages; Paris, 1843. Prix, 2 fr. 50 c. Nous n'avons pas besoin de dire que le remarquable et substantiel écrit de M. Suringar, le John Howard de la Hollande, est tout à fait pennsylvanien.

Les Femmes en prison, causes de leurs chutes, moyens de les relever, par mademoiselle Joséphine MALLET; 1 vol. in-8° de 392 pages; Moulins, 1843. Prix, 7 fr. Mademoiselle Mallet déclare, dans sa préface, qu'elle est de l'école de MM. Moreau-Christophe, de Tocqueville et Demetz. V. l'appréciation qui est faite de cet ouvrage dans la *Défense du Projet de loi sur les Prisons*, p. 72, et dans la *Revue Pénitentiaire*, p. 396. Le journal *la Presse* a également parlé de cet ouvrage comme d'un livre excellent. V. le numéro du 19 mai 1844.

Allocution de Mgr l'Archevêque de Tours adressée aux détenus à l'occasion de l'inauguration du pénitencier cellulaire de cette ville, le 14 nov. 1843. Cette allocution, que la *Revue Pénitentiaire* a reproduite en son entier (v. p. 309), a été publiée, par les soins de M. le préfet d'Indre-et-Loire, en une brochure in-8°.

Du système pénitentiaire, par M. BENOISTON DE CHATEAUNEUF, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, mémoire lu à cette Académie, dans la séance du 2 sept. 1843. Ce mémoire, imprimé dans les *Annales d'hygiène*, a été tiré à part et forme une brochure in-8° de 35 pages. C'est un très-bon résumé des faits allégués pour et contre le système de Philadelphie, du point de vue spécial de la mortalité et de la folie. Ses conclusions sont tout à l'avantage de ce système.

Projet de prison cellulaire pour 585 condamnés, précédé d'observations sur le système pénitentiaire, avec planches, par M. A. BLOUET, etc.; 1 vol. in-f° de 50 pages; Paris, 1843. Nous avons rendu compte de cette importante publication. (V. ci-dessus p. 292 et suiv.)

Documents relatifs au système pénitentiaire, par M. DE LAROCHEFOUCAULD-LIANCOURT, député; Paris 1844; 1 vol. in-8° de 450 pages. Ces documents ne sont autre chose qu'une série d'articles insérés par M. de Laroche foucauld dans le *Journal de la société de la morale chrétienne* dont il est le directeur et le rédacteur en chef.

En les reproduisant en un volume à part, M. de Laroche foucauld n'a donc fait que se copier lui-même; et en les invoquant comme autorité il ne fait qu'invoquer son autorité propre. Cette autorité a de l'importance assurément, mais elle ne peut en avoir d'autre que celle-là. Du reste, on sait que M. de Laroche foucauld est l'adversaire prononcé de tout système pénitentiaire quelconque, que le système s'appelle auburnien, pennsylvanien ou français. L'honorable philanthrope est pour le *statu quo* de nos prisons. (V. ci-dessus p. 332.)

Documents officiels sur le pénitencier de l'Est ou de Cherry-Hill, à Philadelphie, aux Etats-Unis d'Amérique, extraits des rapports annuels lus au sénat, etc.; traduits par ordre de M. le comte DUCHATEL, ministre de l'intérieur, par M. MOREAU-CHRISTOPHE; Paris, 1844; broch. in-8° de 130 pages, petit-texte. Nous avons reproduit cette traduction en entier dans l'Appendice de cette livraison.

Etudes sur la mortalité dans les bagnes et dans les maisons centrales de force et de correction, depuis 1822 jusqu'à 1837 inclusivement, faites par ordre de M. le comte DUCHATEL, ministre de l'intérieur, d'après les documents officiels, par M. Raoul CHASSINAT, docteur en médecine, chirurgien du ministère de l'intérieur, etc.; 1 vol. grand in-4° de 140 pages; Paris, 1844. Nous avons donné quelques extraits de ce grand et beau travail, ci-dessus p. 248 et 540.

Exposé de l'état de la question pénitentiaire en Europe et aux Etats-Unis, par M. Ch. LUCAS, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, suivi d'observations de MM. DE TOCQUEVILLE et BÉRENGER, extraites du compte rendu des travaux de l'Académie; Paris, 1844; broch. in-8° de 130 pages. Prix 2 fr. 50 c., au profit de la société pour le patronage des jeunes libérés de la Seine. (V. ce que nous avons dit ci-dessus, p. 402, de cette nouvelle production de l'auteur de la *Théorie de l'emprisonnement*.)

Du projet de loi sur les prisons, par M. Léon FAUCHER, extrait de la *Revue des Deux-Mondes*; broch. in-8° de 30 et quelques pages. Nos lecteurs connaissent parfaitement cette brochure par la réfutation qu'en a faite l'auteur de la *Défense du projet de loi sur les prisons*.

Défense du projet de loi sur les prisons contre les attaques de ses adversaires, par M. MOREAU-CHRISTOPHE; Paris, 1844; 1 vol. in-8° de 350 pages. Cet ouvrage est reproduit en entier dans la 3^e livraison de la *Revue pénitentiaire*. Il ne nous appartient pas plus d'en faire l'éloge que la critique. Nous constaterons seulement, en fait, qu'il a vivement excité l'attention de tous ceux qui ont eu à défendre ou à combattre le projet de loi, soit dans la presse, soit dans la Chambre. Voici le jugement que deux journaux en ont porté: « C'est un travail comme il s'en fait trop rarement et que devront consulter tous ceux qui voudront se former une opinion juste sur la question pénitentiaire et sur le débat auquel elle va donner lieu. Nous y puiserons abondamment. » (*La Presse* du 20 avril.) « M. Moreau-Christophe est un des plus ardents et des plus éclairés promoteurs du système d'emprisonnement cellulaire, ou d'emprisonnement individuel, comme il l'appelle. Il défend ce système avec une aptitude de logique qui ne rend pas commode le rôle de ses adversaires, etc. » (*Démocratie* du 25 avril.)

Des condamnés libérés, par E. CERFBERR, inspecteur général adjoint des prisons du royaume; Paris, 1844; 1 vol. in-12 de 400 pages. Prix, 3 fr. 50 c. Tout système sur les libérés nous paraît prématuré avant la loi qui doit déterminer le système disciplinaire des prisons: l'un dépend essentiellement de l'autre. C'est le seul jugement que nous puissions porter, quant à présent, sur cet ouvrage. Nous demanderons seulement à M. Cerfberr comment il entend concilier le système de l'emprisonnement cellulaire dont il est partisan pour les condamnés, avec le système des colonies agricoles dont il est partisan pour les libérés. S'il veut coloniser les libérés à leur sortie des prisons communes actuelles, nous le concevons; mais s'il veut coloniser les libérés sortant des prisons cellulaires, nous ne le conce-

vons plus. Ce sont là, en effet, deux idées qui se choquent et s'entre-détruisent.

Des condamnés, des libérés et des pauvres, par M. H. DUGAT, inspecteur général des prisons du royaume; Paris, 1844; broch. in-8° de 96 pages. Les observations que nous venons de faire sur l'écrit de M. Cerfberr, s'appliquent à la partie de l'écrit de M. Dugat qui traite des libérés: c'est trop tôt. Cela ne nous empêchera pas de publier en trois articles, dans trois des livraisons prochaines de la *Revue pénitentiaire*, les trois parties distinctes de l'excellente brochure que nous annonçons.

De la Récidive, ou des moyens les plus efficaces pour constater, rechercher et réprimer les rechûtes dans toute infraction à la loi pénale, par A. BONNEVILLE, procureur du roi à Reims; Paris, 1844; tome 1^{er}, in-8°. Nous savons M. Bonneville partisan du système de l'emprisonnement individuel. Nous rendrons compte de son important travail sur la récidive, quand le tome 2, qui est sous presse, aura paru.

Lettre de M. Achille Bégé, ancien préfet, à MM. les pairs et à MM. les députés, sur le projet de loi sur les prisons; mars, 1844; broch. in-8° de 27 pages. Cette brochure est complètement anti-pennsylvanienne. Elle traite spécialement de la question financière, de l'organisation du personnel, et des libérés. C'est court, mais pas fort.

Lettre à M. de Tocqueville, rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les prisons, par M. A. PEIGNÉ; mars, 1844; broch. in-8° de 30 pages. M. Peigné, auteur d'un opuscule anti-pennsylvanien, publié en 1838, était, à notre connaissance, le seul écrivain qui eût arboré la bannière de M. Lucas. Il l'abandonne aujourd'hui. *Tu quoque!*...

Résumé sur le système pénitentiaire, par M. DEMETZ, conseiller honoraire à la cour royale de Paris, etc.; broch. in-8° de 50 pages; Paris, 1844. Cette écrit est la réimpression de l'excellente brochure que M. Demetz adressa il y a quelques années aux Conseils généraux, et qui exerça sur l'esprit public une impression si vive et si déterminante en faveur du système de l'emprisonnement individuel.

Coup-d'OEil sur le régime répressif et pénitentiaire des principaux Etats de l'ancien et du nouveau monde, par M. F. de LA FARELLE, député; Paris, 1844; broch. in-8° de 92 pages. V. ce que nous disons de cet écrit ci-dessus, p. 341 et 353.

La Vérité sur les prisons, par A. CERFBERR DE MEDELSHEIM, employé dans l'administration des prisons; broch. in-8° de 76 pages; Paris, 1844. Prix, 2 fr. 50 c. Si nous disions la vérité sur ce pamphlet, lequel, du reste, est favorable au système cellulaire, nous aurions une dure vérité à dire. Nous nous en abstiendrons dans l'intérêt, non de l'auteur, mais de l'employé.

Du système pénitentiaire; Moyens de concilier le principe de la séparation avec les avantages du régime en commun; par Hyacinthe

MALHÉNÉ; broch. in-8° de 32 p., avec plan d'un pénitencier cellulaire pour 300 détenus. Paris, avril 1844. L'auteur n'est pas architecte; son plan se rapproche beaucoup de celui de M. Harou Romain, publié en 1840, dont il ignore sans doute l'existence, puisqu'il n'en parle pas. Nous pourrions revenir sur ce projet qui contient quelques idées pratiques nouvelles.

Considérations sur les moyens de prévenir les crimes et de réformer les criminels, par le baron Auguste CAUCHY, membre de l'Académie des sciences.; broch. in-8° de 15 p.; Paris, 1844. L'auteur se prononce en faveur du système de l'emprisonnement individuel.

Considérations nouvelles sur l'emprisonnement cellulaire, par Auguste BONNET, docteur en médecine; broch. in-8° de 16 p.; Bordeaux, 1844. Cette brochure est la suite d'un opuscule du même auteur, qui a été l'objet de vives et justes critiques de la part de M. Sarraméa, dans la presse bordelaise.

Les faits de mortalité et de folie qui y sont relatés comme appartenant au pénitencier cellulaire de Bordeaux ont tous été reconnus faux et controuvés. (V. ci-dessus p. 523, et discours de M. de Tocqueville à la Chambre des députés, séance du 10 mai). Qu'on juge après cela de l'exactitude des faits cités par le docteur Bonnet comme appartenant au pénitencier de Philadelphie! Il n'est pas un de ces faits qui ne soit en contradiction flagrante avec les documents officiels; mais le docteur n'a jamais lu ces documents, il est d'ailleurs peu au courant des choses élémentaires du système, puisqu'il parle de MM. Léon Faucher et Charles Lucas comme de chauds partisans du régime pennsylvanien convertis seulement depuis peu au régime contraire.

De l'emprisonnement individuel sous le rapport sanitaire, à l'occasion du projet de loi sur la réforme des prisons, par Georges Varrentrapp, médecin de l'hôpital du Saint-Esprit à Francfort-sur-le-Mein, rédacteur des *Annales de la science pénitentiaire*, en allemand, etc.; broch. in-8° de 75 p. Paris, 1844. Nous recommandons cette brochure au docteur Bonnet. Il apprendra là tout ce qu'il ignore. Le savant docteur allemand a puisé aux vraies sources; et son écrit est l'un de ceux qui ont été consultés par la Chambre avec le plus de fruit (1).

Si nous avons fait quelques omissions involontaires dans la nomenclature qui précède, nous invitons ceux de nos lecteurs qui s'en apercevront à nous les signaler.

La plupart des ouvrages qui y sont désignés se trouvent à Paris, au bureau de la *Revue pénitentiaire*, rue Richelieu, 102.

(1) Dans plusieurs passages de la *Défense du projet de loi sur les prisons*, il est question d'une lettre du docteur Coates, et de notes qu'y a ajoutées le docteur Julius. C'est une erreur que nous nous empressons de rectifier. Ces notes sont du docteur Varrentrapp, qui a traduit en allemand la lettre du docteur Coates dans le vol. 4, p. 1-15, des *Annales des prisons*.

TABLE ANALYTIQUE

Des matières contenues dans les quatre livraisons de la Revue pénitentiaire formant le Tome I^{er}.

I^{re} Livraison.

PORTRAIT de John Howard.	Page.	1
INTRODUCTION.		5
JOHN HOWARD, sa vie, son opinion sur le système de l'emprisonnement individuel.		15
DES CRIMES, DES PEINES ET DES PRISONS SOUS L'ANCIENNE LÉGISLATION FRANÇAISE		23
1. Crimes et délits.		24
2. Peines. — Point de peine d'emprisonnement.		25
3. Juridictions.		30
4. Prisons. Ordonnance de 1670, etc.		32
5. Liberté individuelle		37
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. Origine, discipline et description du pénitencier de l'Est ou de Cherry-Hill à Philadelphie, en Pennsylvanie.		40
1. Origine.		40
2. Description des bâtiments.		43
3. Discipline.		47
ÉCONOMIE SOCIALE. L'alliance du Peuple et du Roi par M. Charles Duveyrier.		51
VARIÉTÉS. Le Claude Gueux de Victor Hugo.		59
Postolle, ou le Forçat libéré et le prix de vertu.		78
EXPOSÉ DES MOTIFS du 1 ^{er} Projet de loi sur les prisons, par M. de Rémusat (1840)		81
Réformes opérées; réformes nouvelles		82
Objet du projet de loi; amélioration de ce qui est; unité de pouvoir.		83
Préfets et maires; commissions de surveillance; employés.		84

TABLE.

157

Deux sortes de prisons. Prisons préventives. Application de l'emprisonnement individuel aux prévenus; avantages qui en résultent	86
Prisons pour peines; systèmes d'Auburn et de Philadelphie; préférence donnée au système de Philadelphie.	88
Résistances que rencontre le système de l'isolement appliqué aux longues condamnations; essai progressif du système; son application facultative.	89
Vérités reconnues; libres communications; dangers; cellules de nuit; travail; silence; modes d'action; classifications.	90
Quatre classes de prisons pour peines; la réforme doit les atteindre toutes.	92
Bagnes; leur suppression.	92
Maisons centrales.	94
Prisons départementales; isolement.	94
Travail obligatoire; son produit; masse de réserve.	95
Résumé de ce qui précède.	96
Jeunes délinquants.	96
Moyens d'exécution.	97
Dépenses des prisons; départements; communes; budget de l'Etat.	97
Prisonniers malades.	99
Punitions.	99
Compte rendu annuel; Conclusion.	100
TEXTE du 1 ^{er} Projet de loi sur les prisons.	100
RAPPORT DE M. DE TOCQUEVILLE sur le 1 ^{er} Projet de loi sur les prisons (1840).	104
Mouvement de la criminalité; causes du mal; mauvais système d'emprisonnement.	105
Accroissement des récidives.	106
Prisons préventives; système cellulaire applicable aux prévenus; objections.	108
Réponses aux objections; insuffisance des classifications; séparation n'est pas le secret; courtes durées des détentions préventives; bienfaits de l'isolement; adoption du principe; exceptions.	109
Prisons pour peines. Bagnes, leur suppression; maisons centrales	111
Régime nouveau à introduire; il faut une loi; proposition d'essai rejetée.	113

Système d'Auburn; ses inconvénients.	114
Système de Philadelphie; ses avantages.	116
Objections repoussées; dépenses; travail; frais de justice criminelle; graduation de la peine.	118
Autres objections réfutées; différence des races; habitudes sociales	122
Santé; mortalité; folie; séparation n'est pas solitude. . . .	124
Culte; instruction scolaire, morale et religieuse	128
Visites; travail; lectures; résultats des mesures ci-dessus. .	129
Opinion de l'Académie royale de médecine.	131
Opinion de la Commission.	131
Adoption du système de l'emprisonnement individuel; son application aux diverses prisons.	132
Échelle progressive	133
Produit du travail.	133
Durée des peines; modifications proposées.	134
Question transitoire.	139
Solution de la difficulté.	141
Opinion moyenne rejetée. — Principe absolu; réforme gra- duelle.	142
Jeunes délinquants.	145
Administration; centralisation; commissions de surveillance	146
Partie financière.	147
Conclusion.	149
TEXTE du 1 ^{er} Projet de loi sur les prisons, amendé par la Com- mission (1840)	150
CHRONIQUE. — La Roncière en liberté; — Distribution des grâces à Eysses; — Inauguration de la prison cellulaire de Bordeaux. — Visite pastorale à Cadillac. — Elisabeth Fry à Paris. — Contrafatto. — Vidocq. — Évasion de La Force. — Inspection générale des prisons	155
CORRESPONDANCE PÉNITENTIAIRE.—Lettre au directeur de la <i>Démocratie Pacifique</i>	164
PLAN du pénitencier de Philadelphie.	165

2^e Livraison.

SYSTÈME PÉNITENTIAIRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTI- TUANTE ET DE LA CONVENTION.	165
1. Raccord provisoire des lois nouvelles avec les anciennes.	166

2. Nouveau système de procédure criminelle proposé.	167
3. Nouveau système de pénalité proposé.	168
Bases de la nouvelle théorie pénale.	169
Amendement du coupable; but final de la peine.	171
Abolition des peines existantes.	172
Privation de la liberté; peine unique proposée.	173
4. Système d'emprisonnement cellulaire à trois degrés. Ana- lyse du rapport de Lepelletier de Saint-Fargeau	173
Peine du <i>cachot</i> ; solitude absolue.	173
Peine de la <i>gêne</i> ; solitude mitigée.	175
Peine de la <i>prison</i> ; régime <i>casulaire</i> de nuit; travail commun le jour :	176
Peine en cas de récidive. Déportation.	177
Réhabilitation des condamnés.	177
5. Résolutions de l'Assemblée constituante sur le système pénitentiaire proposé par ses comités.	178
6. Décrets de l'Assemblée constituante sur les prisons.	181
7. Système pénitentiaire de la Convention. Code de bru- maire an IV.	186
8. Inexécution du système pénitentiaire adopté. Les pri- sons restent ce qu'elles sont.	188
SYSTÈME D'EMPRISONNEMENT DE L'EMPIRE ET DE LA RESTAURATION.	194
1. Peines et prisons criminelles:	196
2. Peines et prisons correctionnelles et de police.	199
3. Peines et prisons relatives aux jeunes délinquants.	199
4. Peines de la récidive.	200
5. Règles communes aux prisons ci-dessus.	201
6. Règles communes aux prisons pour peines et aux prisons préventives.	201
7. Règles spéciales aux chambres de sûreté.	204
8. Règles spéciales aux prisons départementales.	205
9. Règles spéciales aux maisons centrales.	208
10. Règles spéciales aux bagnes.	209
11. Qu'est-ce qu'une prison pour peines? Qu'est-ce que la peine d'emprisonnement? Silence de la loi. Diversité d'application. Nécessité de l'intervention législative.	210
EXPOSÉ DES MOTIFS du 2 ^m Projet de loi sur les prisons, présenté par M. Duchâtel en 1843.	218
Pensée dominante du 2 ^e projet de loi. Centralisation.	219

Deux sortes d'emprisonnement : préventif, pénal ; réforme applicable.	219
Quatre classes de prisons pénales : bagnes, forteresses, maisons centrales, prisons départementales ; le projet les embrasse toutes.	221
Maisons spéciales pour les femmes.	222
Maisons spéciales pour les jeunes détenus.	223
Résumé de la classification des prisons.	223
Système d'emprisonnement proposé. Isolement ; travail.	224
Système d'Auburn rejeté ; pourquoi ?	225
Système de Philadelphie adopté ; pourquoi et à quelles conditions.	225
Difficultés d'application : question transitoire.	227
Question de dépenses.	228
Dispositions générales. Conclusion.	229
TEXTE du 2 ^e Projet de loi sur les prisons.	230
RAPPORT DE M. DE TOCQUEVILLE sur le 2 ^e Projet de loi (1843).	234
Prisons préventives. Isolement applicable.	235
Prisons pour peines. Réformes introduites ; leur insuffisance.	235
Nécessité d'une réforme plus radicale. Quel système adoptera-t-on ?	238
Divers systèmes d'emprisonnement.	239
Système d'Auburn ; ses inconvénients ; ses dépenses ; exécution de l'arrêté disciplinaire du 10 mai	240
Système de Philadelphie ; ses avantages.	245
Objections repoussées ; dépenses ; produit du travail ; diminution des frais de justice ; graduation de la peine.	245
Autres objections réfutées ; différence de races ; habitudes sociales.	256
Santé ; mortalité ; folie.	247
Séparation n'est pas solitude.	249
Sur quel plan doivent être construites les prisons cellulaires	249
Contact avec la société honnête.	250
Instituteur ; instruction scolaire.	250
Aumônier ; culte ; instruction religieuse.	251
Visiteurs ; travail ; lectures ; autres précautions.	252
Opinion de l'Académie royale de médecine.	252
Visite de la Commission à la prison de La Roquette.	253

Conclusion sur l'effet moral de la réclusion individuelle.	253
Répartition du produit du travail.	253
A quelles prisons doit être appliqué le système de l'emprisonnement individuel.	255
Quid à l'égard des bagnes ; nécessité de les supprimer.	255
Faut-il soumettre, dès à présent, au régime de l'emprisonnement individuel les longues comme les courtes détentions ?	257
Condamnés politiques et pour délits de presse. Doit-on leur appliquer le système ?	260
Transition du régime actuel au nouveau ; difficultés à résoudre.	264
Maximum de douze ans dans la cellule.	266
Déportation.	268
Jeunes délinquants ; maisons spéciales ; mises en apprentissage ; libertés provisoires.	269
Administration centrale des prisons. Autorité judiciaire. Commissions de surveillance.	272
Partie financière. Conclusion.	274
TEXTE DU PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LA COMMISSION.	277
VOIES ET MOYENS. Reconstruction générale en dix ans, et sans qu'il en coûte rien de plus au budget, de toutes les prisons et maisons centrales de France, d'après le système de l'emprisonnement individuel.	279
ARCHITECTONOGRAPHIE DES PRISONS. Projet de prison cellulaire pour 585 condamnés, par M. A. BLOUET, avec trois planches.	293
RÉPONSE de M. Blouet aux observations critiques.	307
CHRONIQUE. — France. Inauguration de la prison cellulaire de Tours ; — Bénédiction de la chapelle de Mettray ; — Bande de voleurs ; — La Fanchette de Georges Sand ; — Un forçat libéré parricide ; — Responsabilité des gardiens ou geôliers ; — Fondation d'un nouvel hôpital à Paris ; — Discours de rentrée ; Question pénitentiaire ; — Traduction de documents américains ordonnée par le ministre de l'intérieur ; — Une lettre de M. Léon Faucher ; — Salaire des condamnés ; — Nominations.	309-320
États-Unis d'Amérique. New-York. Auburn ; assassinat du di-	

recteur. — Pennsylvanie. Rapports sur le pénitencier de Philadelphie; personnel du pénitencier, etc.	320
Angleterre. Empoisonnement des enfants; élément de travail. — Prison cellulaire de Pentonville. — Loyers des pauvres. — Association française de bienfaisance	321
Suisse. Genève. MM. Aubanel et Grellet-Wammy. Nouvelle maison d'arrêt cellulaire. Institution du jury.	323
Hollande. Projet de loi sur la réforme des prisons.	324
Italie. Congrès scientifiques; question pénitentiaire	324

3^e Livraison.

DÉFENSE DU PROJET DE LOI SUR LES PRISONS CONTRE LES ATTAQUES DE SES ADVERSAIRES.	325
§ I. Les trois adversaires	325
§ II. Que le projet du Gouvernement est bien le projet du Gouvernement.	334
§ III. La Commission et son Rapporteur.	350
§ IV. Motifs et but du projet de loi	357
1. Mouvement ascensionnel des crimes et des récidives.	357
2. Vices de l'emprisonnement commun. Opinion de Mirabeau.	362
3. Insuffisance et dangers, — de l'emprisonnement mixte ou intermédiaire, — des classifications par races ou par moralités, — de la séparation morale du silence, etc.	371
§ V. Formule générale du projet de loi. Système français de l'emprisonnement individuel. Application du système à toutes les catégories de détenus.	378
1. Principes généraux sur l'individualité des fautes et des peines	378
2. Application du système aux inculpés, prévenus et accusés.	380
3. Application du système aux courtes condamnations.	382
4. Application du système aux longues condamnations.	385
5. Application du système aux femmes.	395
6. Exceptions à l'application du système. Jeunes détenus. Condamnés politiques. Septuagénaires. Maximum de durée.	399
§ VI. Conditions d'application du système de l'emprisonnement individuel. — Point de silence absolu, point de solitude absolue. — Visites. — Travail. — Promenades quotidiennes. — Instruction scolaire. — Culte, etc.	402

§ VII. État et progrès du système de l'emprisonnement individuel à l'étranger	407
1. Faits américains.	409
1 ^{re} Phase. Promiscuité. Emprisonnement commun.	410
2 ^e Phase. Système d'Auburn.	411
3 ^e Phase. Système de Philadelphie. <i>Faux Rapports</i> de la Société de Boston.	415
2. Faits européens	427
a. Grande-Bretagne.	427
b. Allemagne, Prusse, Autriche	434
c. Suède, Russie, Pologne.	439
d. Hollande et Belgique.	440
e. Suisse.	441
f. Espagne et Italie.	445
§ VIII. État et progrès du système de l'emprisonnement individuel en France. — Prisons départementales cellulaires construites ou en construction. — Pénitencier central cellulaire des jeunes détenus de La Roquette.	449
§ IX. Réponses aux objections.	459
1 ^{re} Obj. — La solitude est contraire à la loi de l'humanité, de la sociabilité, de la nationalité.	459
2 ^e Obj. — La cellule, panacée universelle du système, ne peut, par elle-même, produire l'amendement du détenu. Elle le déprave, au contraire. — Exemples tirés des prisons cellulaires de Tours, Rhétel et Bordeaux.	469
3 ^e Obj. — Impossibilité, inutilité, mitigation des visites aux détenus en cellules. Commissions de surveillance. Théorie de l'attraction passionnelle.	478
4 ^e Obj. — Le système de Philadelphie est inhumain et exige l'emploi de châtiments barbares. <i>Irony</i> <i>gag</i> . M. M'Elwee. Charles Dickens.	484
5 ^e Obj. — Le système de Philadelphie rend fou. Opinion de l'Académie de médecine. Analyse des faits.	493
1. Faits américains. Confiance due aux Rapports officiels. Encore M. Dickens.	496
a. Pénitencier de Philadelphie. Tableau des cas d'aliénation mentale constatés dans le pénitencier, de 1829 à 1842.	496
b. Pénitencier de Rhode-Island. Le professeur Lieber.	507
c. Pénitencier de Trenton dans le New-Jersey.	509

2. Faits européens.	511
<i>a.</i> Angleterre. Milbank. Pentonville. <i>Le Times</i>	511
<i>b.</i> Suisse. Lausanne. Le docteur Verdeil. Le Conseil de santé. Le docteur Pellis. Le pasteur Roud.	514
3. France. Faits nouveaux révélés par le docteur Lélut.	520
<i>a.</i> Prison cellulaire de Tours.	521
<i>b.</i> Prison cellulaire de Saint-Quentin.	522
<i>c.</i> Prison cellulaire de Bordeaux.	523
<i>d.</i> Pénitencier cellulaire de La Roquette.	523
<i>e.</i> Quartier cellulaire du Mont-Saint-Michel. Condamnés politiques. Opinion de M. Odillon-Barrot.	524
<i>f.</i> Résumé des autorités médicales pour et contre.	531
6 ^e <i>Obj.</i> — Le système de Philadelphie altère la santé et la vie des détenus.	531
1. Tableau de la mortalité des blancs et des noirs dans le pénitencier de Philadelphie, d'après le docteur Coates.	533
2. Tableau de la mortalité des blancs et des noirs dans la ville de Philadelphie, d'après le docteur Emerson.	536
3. Mortalité comparée des divers pénitenciers américains.	537
4. Mortalité comparée des prisons de l'Angleterre, de la Prusse et de Lausanne.	538
5. Mortalité et sanitarité comparées des bagnes, des maisons centrales et du pénitencier des jeunes détenus de La Roquette.	540
6. Sanitarité constatée du système cellulaire.	544
7 ^e <i>Obj.</i> — Récidives.	547
1. Tableau des récidives du pénitencier de Philadelphie, d'après M. Lucas.	548
2. Tableau des récidives du pénitencier de Philadelphie d'après les Rapports officiels.	550
3. Récidives de Glasgow et Lausanne.	554
4. Récidives du pénitencier de La Roquette.	556
5. Récidives des bagnes et maisons centrales de France.	556
8 ^e <i>Obj.</i> — Culte. Catholicisme. Instruction scolaire. — Exemples de Tours et Bordeaux. Archevêques et prêtres catholiques favorables au système. — Opinion de l'évêque de Londres.	557
9 ^e <i>Objections diverses</i>	566
Travail. Exemples de Philadelphie, de New-Jersey, de Glasgow, de Pentonville, du pénitencier de La Ro-	

quette, de la prison cellulaire de Tours. Proposition de M. Guillot.	566
Dépenses de constructions, etc.	569
Modifications au code pénal.	569
Uniformité de la peine.	570
Communications	571
Libérés.	571
Déportation.	571
Personnel.	572
Opinion des praticiens.	572
§ X. Conclusion.	576
Appendice.	579

4^e LIVRAISON.

CHRONIQUE. — France. La réforme des prisons à la Chambre des députés. — <i>Id.</i> à la Chambre des pairs. — <i>Id.</i> à l'Institut. — <i>Id.</i> à l'Athénée. — <i>Id.</i> à l'Académie de médecine de Bordeaux. — Les incendiaires de Loos. — Un assassinat à Melun. — Maison d'éducation correctionnelle pour les jeunes filles. — Personnel des prisons; mutations, etc. — Entreprises des maisons centrales. — Inspection générale: tournée de 1844. — Société de patronage pour les jeunes filles libérées. — Colonie agricole de Mettray. — Adoption des jeunes orphelins pauvres. — Les condamnés à l'exposition de l'industrie. — L'abbé Fissiaux en Algérie. — Retraite religieuse à Eysses. — Faute réparée par un bienfait. — Réaction contre les caisses d'épargnes.	581
Hollande. Réforme des prisons et du code pénal.	592
Hongrie. Discussion du projet du code pénal et des prisons.	592
Allemagne. Annales des prisons. — Réforme morale des détenus.	593
Prusse. Bettina et George Sand. — Biographie des criminels célèbres.	593
Angleterre. Second rapport sur Pentonville.	594
Russie. Société pour les prisons.	595

APPENDICE.

DOCUMENTS OFFICIELS <i>sur le pénitencier de l'Est ou de Cherry-Hill</i> à Philadelphie, aux Etats-Unis d'Amérique; extraits des rapports annuels lus au Sénat et à la Chambre des représentants de l'Etat de Pennsylvanie, depuis l'ouverture du pénitencier, en 1829, jusqu'au 8 mars 1843, traduits par ordre de M. le comte Duchâtel, ministre de l'intérieur, par M. MOREAU-CHRISTOPHE, inspecteur général des prisons du royaume.	p. 1
RÉSUMÉ des documents ci-dessus.	120
ADDITION à la Chronique. — M. Moreau-Christophe nommé de 1 ^{re} classe. — Inspection des prisons de femmes. — 15 ^e Rapport de Philadelphie	131
BIOGRAPHIE PÉNITENTIAIRE. Notice des ouvrages publiés en France sur la réforme des prisons, pendant les années 1843 et 1844.	131

ERRATA.

- 1^{re} Liv., p. 47, lig. 11, au lieu de *pense*, lisez : *pèse*.
 2^e Liv., p. 226, note 3, au lieu de *douce*, lisez : *dure*.
 3^e Liv., fautes à corriger dans la *Défense* du projet de loi, p. 580.

FIN DU TOME PREMIER



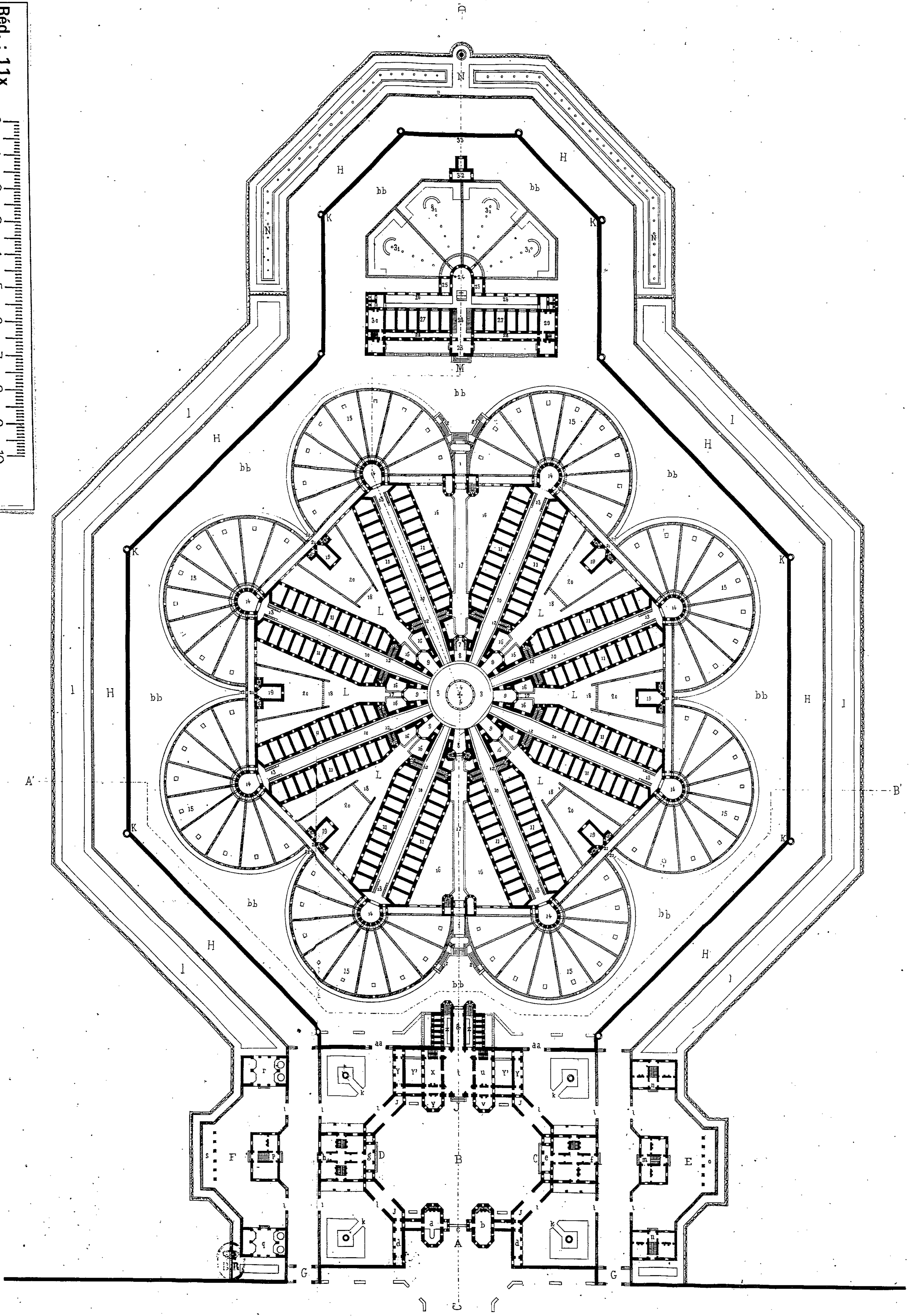
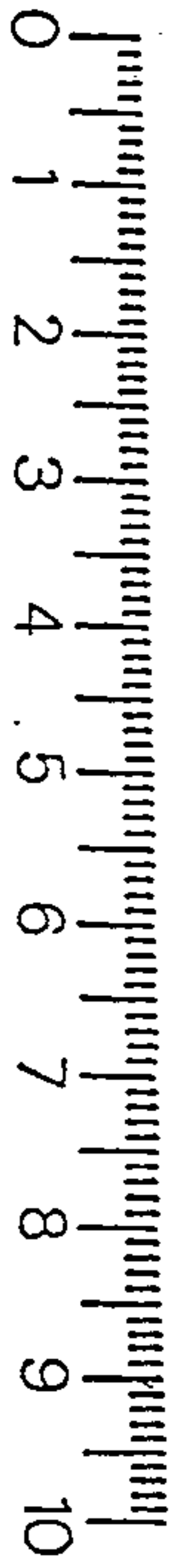
ARGENTEUIL. — IMPRIMERIE DE E. MARC-AUREL.
 Bureau et Librairie à Paris, rue Richelieu, 102.

PRISON CELLULAIRE

Pour 585 Condamnés

Projet de M^r BLOUET.

Réd. : 1/11x



Plan Général

Echelle de 0 20 40 60 80 100 Mètres

Lith. G. Schlatter r. du Petit Carreau, 32

PLANCHE I

PRISON CELLULAIRE pour 585 Condamnés

Projet de M^r BLOUET.

Fig. 2

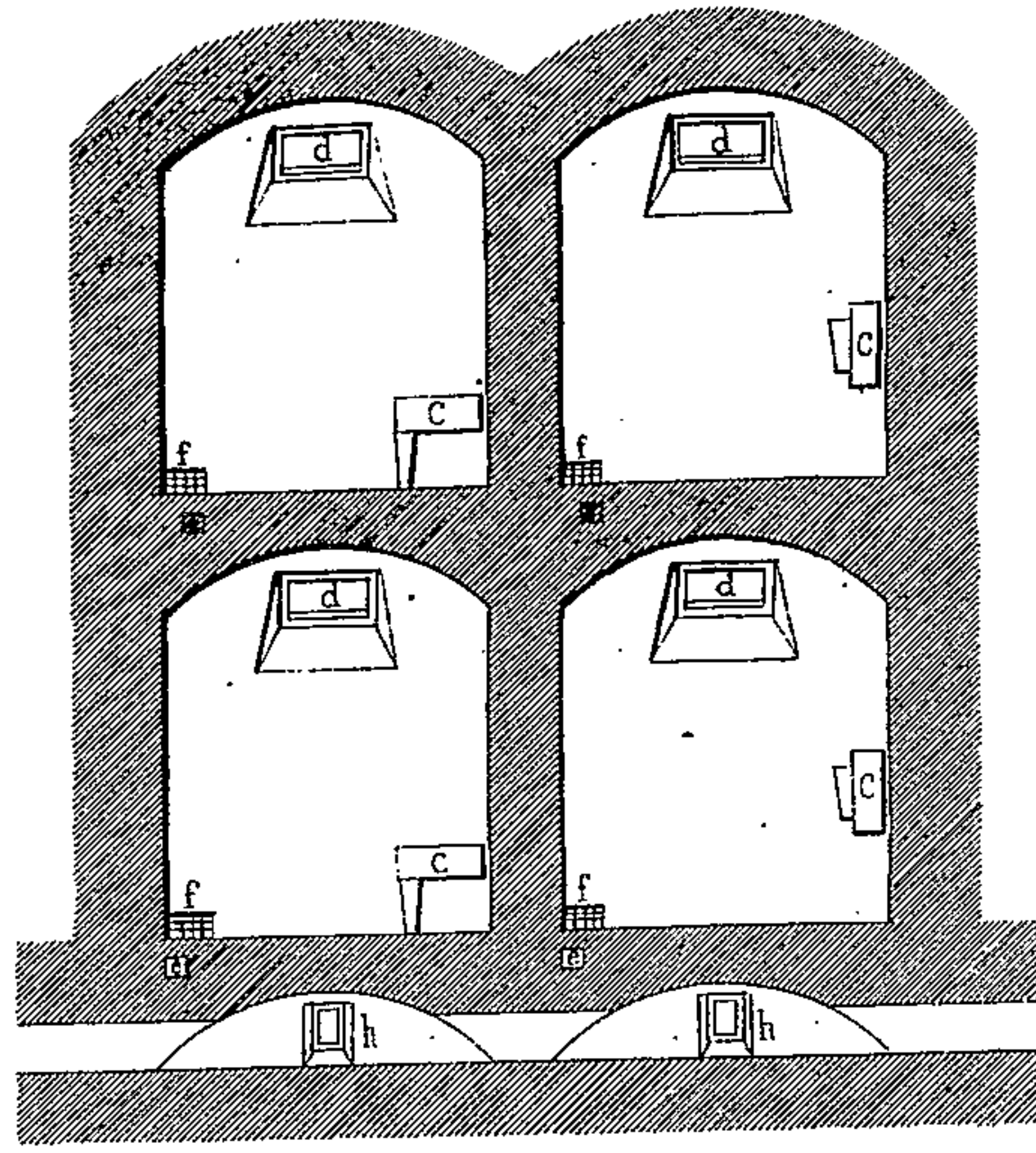


Fig. 1^{ère}

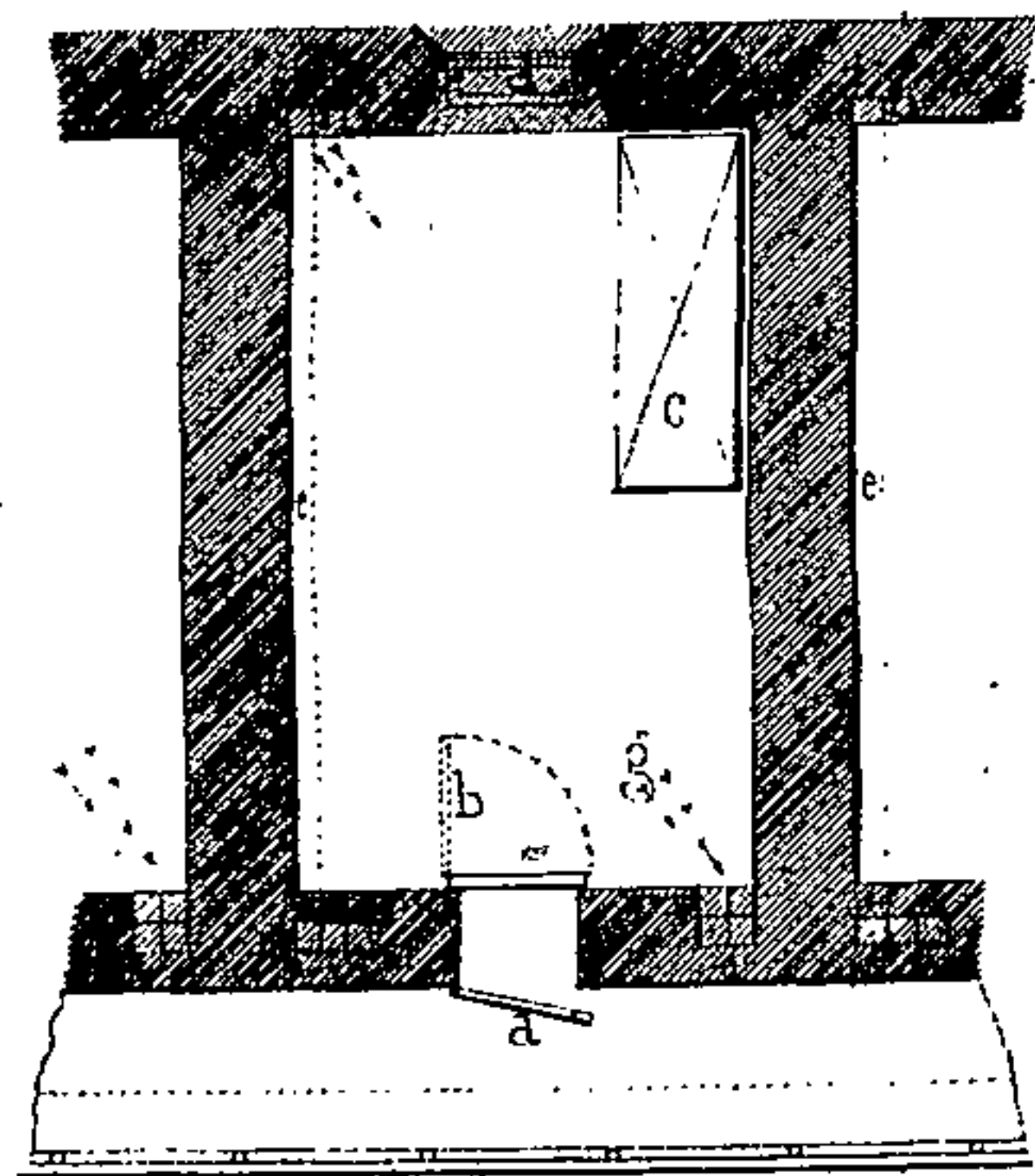
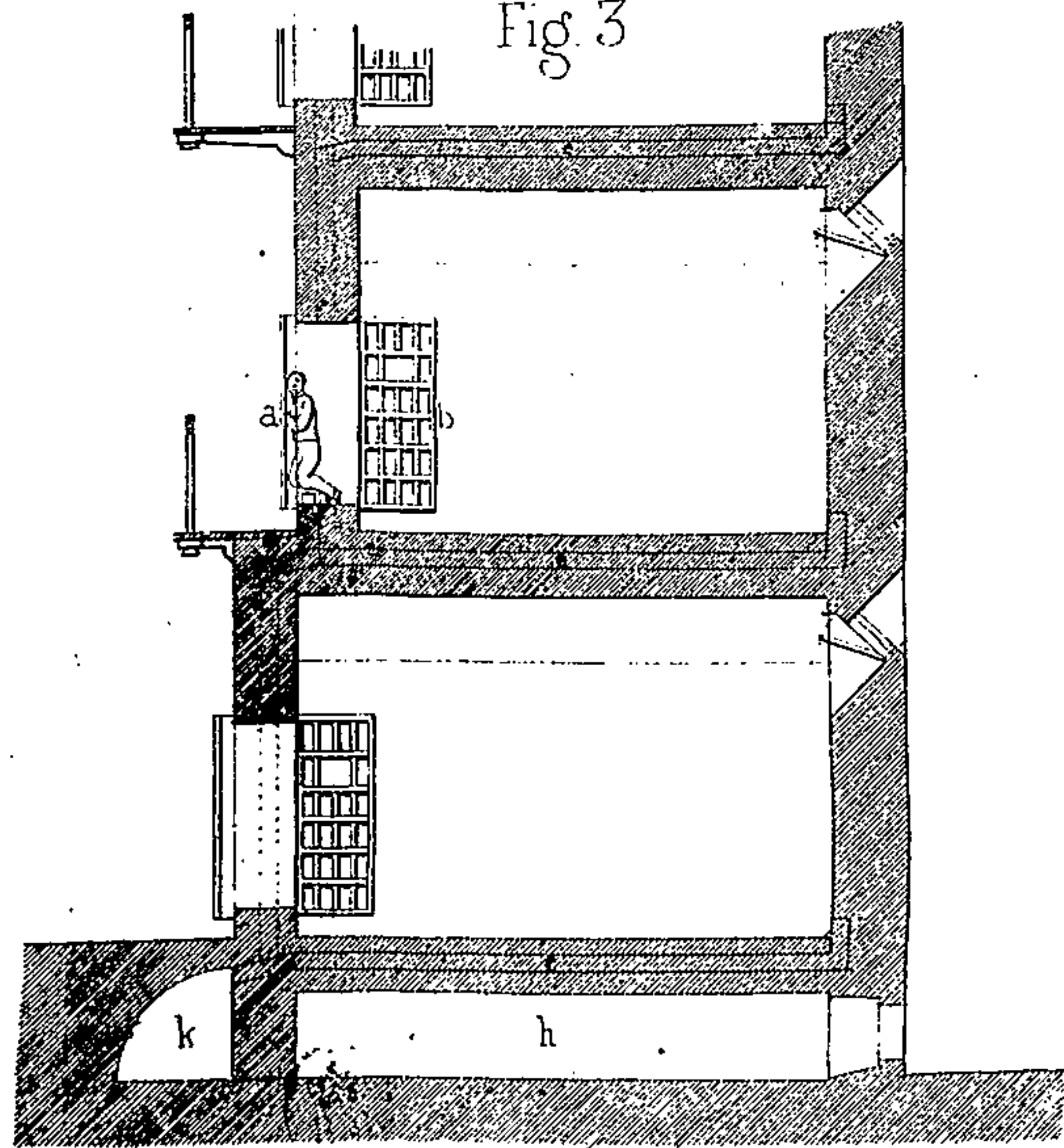
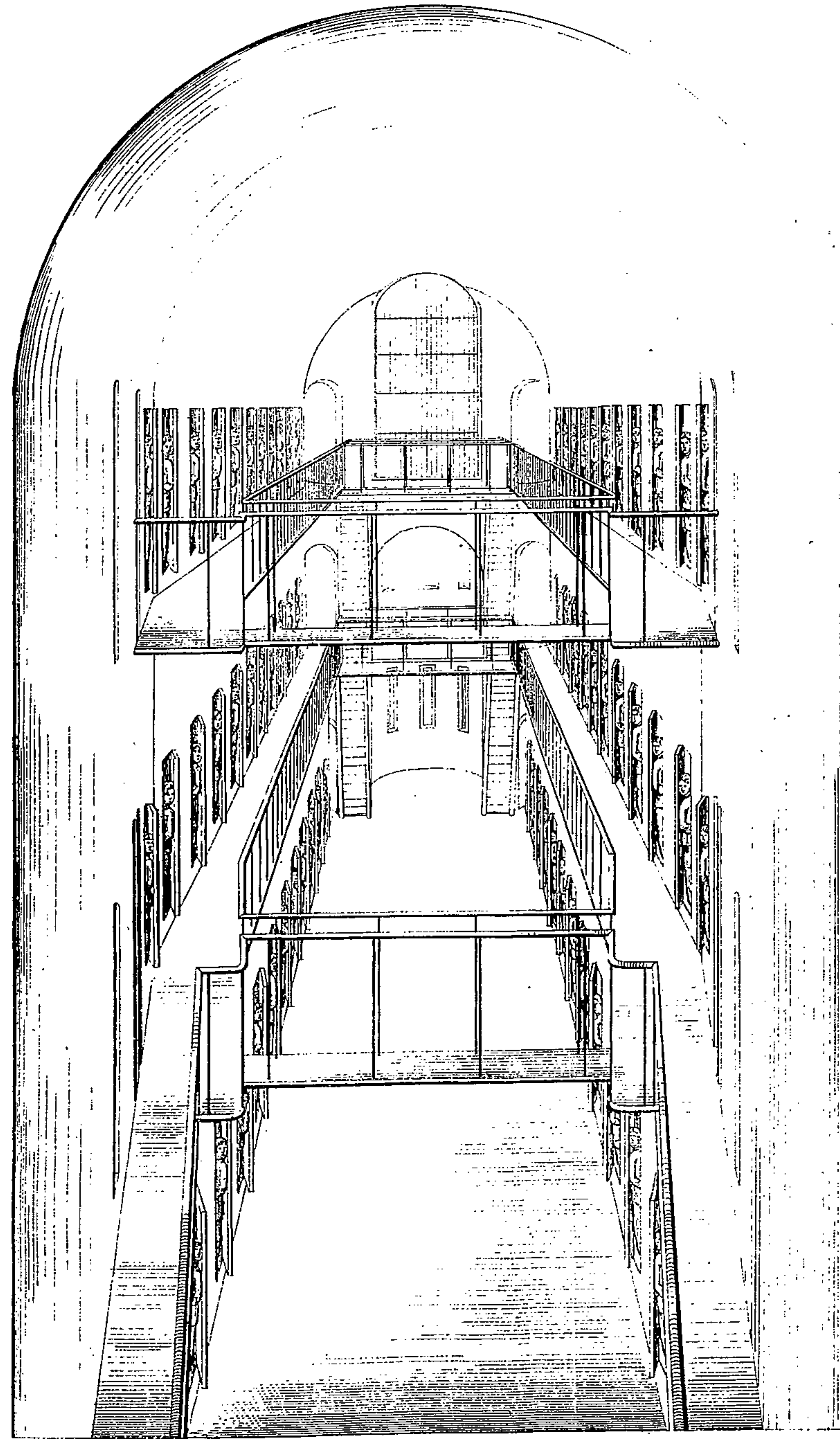


Fig. 3

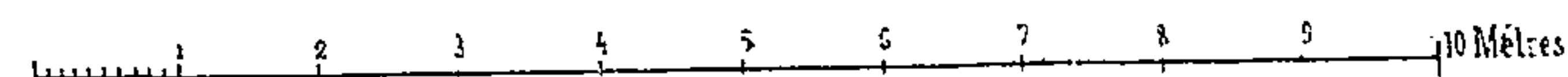


A. Blouet Inv. et del.

Fig. 4

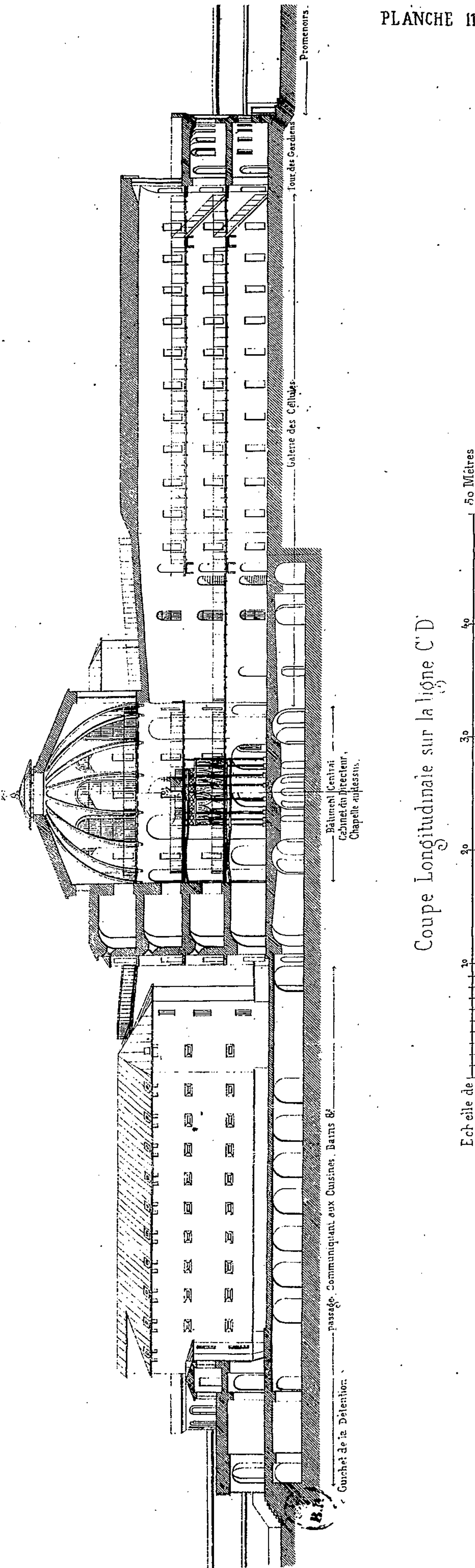


Vue suite ces huit Galeries
comme on les verrait toutes de l'Autel et
du Cabinet d'inspection du Directeur.



Echelle des Plans et Coupes

Fig. 5.



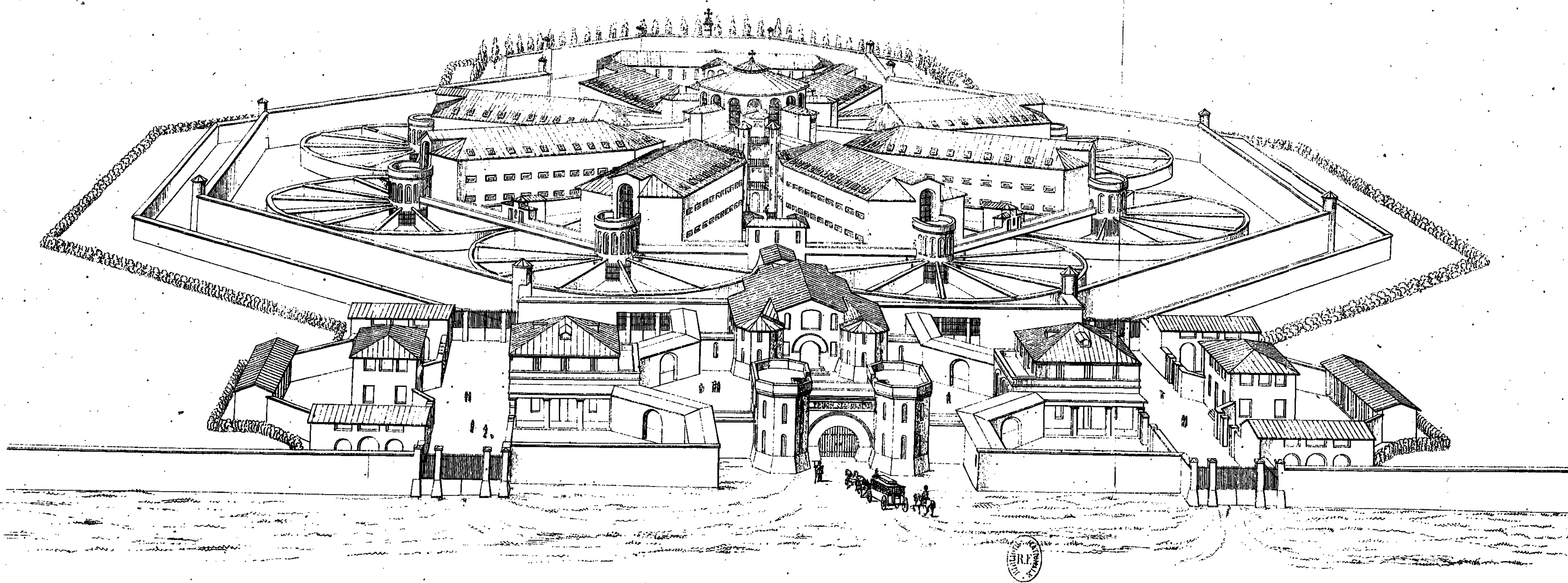
Coupe Longitudinale sur la ligne C'D.

Echelle de 0 10 20 30 40 50 Mètres

Réd. : 11x
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

PRISON CELLULAIRE POUR 585 CONDAMNÉS.

Projet de M^r BLOUET.



A. Blouet inv. et del.

Vue générale.

Lith. de Schlatter n. du p. Courreau 32.

